



Chambre des Députés

L U X E M B O U R G

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°1
SESSIONS EXTRAORDINAIRES 2009

1^{re} session extraordinaire 2009
1^{re} séance, mercredi 8 juillet 2009
2^e session extraordinaire 2009
1^{re} séance, mardi 28 juillet 2009
2^e séance, mercredi 29 juillet 2009
3^e séance, jeudi 30 juillet 2009

► M. Laurent Mosar, nouveau Président de la Chambre des Députés



«La crise peut être une opportunité pour repenser des structures existantes et améliorer la compétitivité de notre économie.» Ce fut une des réflexions du nouveau Président de la Chambre, lors de son premier discours, le mardi 28 juillet, devant les députés. Il a aussi relevé le rôle que la Chambre aura à jouer dans les procédures décisionnelles européennes.

M. Laurent Mosar succède à M. Lucien Weiler qui était Président de 2004 à 2009. Il sera assisté par trois Vice-Présidents: le bourgmestre de la Ville d'Esch-sur-Alzette, Mme Lydia Mutsch (LSAP), Mme Lydie Polfer (DP), ancien membre du Parlement européen, ainsi que l'ancien président du groupe parlementaire CSV, M. Michel Wolter.

Le nouveau Bureau de la Chambre se compose en outre de MM. Lucien Clement, Lucien Weiler et

Jean-Louis Schiltz du CSV; de MM. Alex Bodry et Lucien Lux du LSAP; de M. Xavier Bettel du DP; de M. François Bausch du groupe «déi gréng», ainsi que du Secrétaire général de la Chambre des Députés, M. Claude Frieseisen, qui a été confirmé dans ses fonctions. Le Bureau est l'organe qui représente le Parlement sur le plan national et international et s'occupe de la gestion des affaires de la Chambre.

Le nouveau Président de la Chambre, M. Laurent Mosar est né en 1958 et juriste de formation. Il a été élu une première fois à la Chambre en 1994 et, depuis lors, en fait partie sans interruption. Lors de la législature 2004-2009, il a été Vice-Président de la Chambre et Président de la Commission des Finances et du Budget. Au cours des législatures précédentes, il a encore été Président de la Commission juridique ainsi que de la Commission des Media.



Lors de sa visite des locaux de la «Stëmm vun der Strooss», le Président a rencontré des personnes appartenant aux catégories sociales défavorisées.

Un premier déplacement de M. Mosar en tant que nouveau Président a été une visite dans les locaux de la «Stëmm vun der Strooss» à Bonnevoie. Il a pu s'entretenir avec des sans-abri, des chômeurs, des bénéficiaires du RMG et d'autres défavorisés et a écouté leurs doléances avec beaucoup d'intérêt.

Les problèmes d'accès au logement, la pénurie d'habitations et des loyers souvent trop élevés sont des sujets qui ont été abordés par

la plupart des interlocuteurs du Président. «Nous sommes à la rue, mais beaucoup de maisons restent inoccupées», a insisté plus d'un. De plus, les locaux de la «Stëmm vun der Strooss» seraient trop petits pour le nombre de gens qui les fréquentent.

Le Président a tenu à féliciter les responsables de la «Stëmm vun der Strooss» pour leur travail et a promis de soutenir leur demande en vue d'un agrandissement de leurs locaux.

► 60 assermentations en deux sessions

45 députés ont pu être assermentés le mardi 8 juillet 2009, lors de la première session extraordinaire de la Chambre des Députés après les élections.

Les quinze sièges des élus faisant encore partie du gouvernement sortant sont restés vides - ils n'ont trouvé leurs occupants que le 28 juillet, lors de la deuxième session extraordinaire de la Chambre, après composition du nouveau gouvernement. Trois des premiers assermentés ont fini par faire partie de ce gouvernement: il s'agit de Mme Françoise Hetto-Gaasch et M. Marco Schank du CSV, ainsi que de M. Romain Schneider du LSAP. Trois ministres sortants ont rejoint les rangs de la Chambre: M. Fernand Boden et M. Jean-Louis Schiltz du CSV, et M. Lucien Lux du LSAP. C'est ainsi que 18 députés ont encore été assermentés le 28 juillet.

La moyenne d'âge de la nouvelle Chambre est de presque 53 ans.

Le plus jeune des 60 députés, M. Ben Scheuer, a 29 ans et le plus âgé, M. Paul-Henri Meyers, en a 72. 12 des 60 députés sont des femmes. 16 députés ne siégeaient pas au Parlement sortant et dix n'ont jamais occupé de mandat politique au niveau national.

Les groupes politiques ont aussi désigné leurs présidents, à savoir M. Jean-Louis Schiltz pour le CSV, M. Lucien Lux pour le LSAP, M. Xavier Bettel pour le DP et M. François Bausch pour le groupe «déi gréng». Chef de file de la sensibilité politique de l'ADR est M. Gast Gibéryen.

Les commissions parlementaires seront au nombre de 22: quatre commissions réglementaires et 18 commissions permanentes. Chacune est composée de douze députés: cinq députés du CSV, trois députés du LSAP, deux députés du DP, un député du groupe «déi gréng», et - en alternance - un député de l'ADR ou un député de la

DANS CE NUMÉRO

Programme gouvernemental:

- Déclaration du Premier Ministre p. 8
- Programme p. 11
- Débat p. 35

Sommaire des sessions extraordinaires 2009 p. 50

Sommaire des questions parlementaires p. Q1

sensibilité «déi Lénk». Chaque commission a un président et deux vice-présidents. (suite page 2)

Composition définitive de la nouvelle Chambre des Députés

CSV: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

LSAP: MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

DP: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helming, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

déi gréng: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

ADR: MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

déi Lénk: M. André Hoffmann.

► Le rapporteur du budget 2010



M. Lucien Thiel (CSV) est rapporteur du budget 2010

Lors de sa réunion du 31 juillet, la nouvelle Commission des Finances et du Budget, sous la prési-

dence de M. Michel Wolter, a désigné M. Lucien Thiel comme rapporteur du budget des recettes et

des dépenses de l'État pour l'exercice 2010. M. Thiel est membre de la Chambre des Députés depuis 2004 et a déjà été rapporteur du budget de l'exercice 2007. Depuis novembre 2005, il est membre du conseil communal de la Ville de Luxembourg.

En ce qui concerne sa carrière professionnelle, M. Thiel a entre autres été rédacteur en chef de la Revue, ensuite du Lëtzebuurger Land. Il était Directeur de l'ABBL, l'Association des Banques et Banquiers, Luxembourg.

La Commission des Finances et du Budget a encore décidé de suivre, mois par mois, l'évolution budgétaire. En vue du budget 2010, elle aura un échange de vues avec le Ministre des Finances, M. Luc Frieden en date du 29 septembre 2009.

➤ 60 assermentations en deux sessions *(suite de la page 1)*



Les députés de la circonscription du Sud



Les députés de la circonscription de l'Est



Les députés de la circonscription du Centre



Assermentation du doyen, M. Lucien Weiler, qui a présidé les sessions extraordinaires avant l'élection d'un nouveau Président.



Les députés de la circonscription du Nord



Les anciens ministres Lucien Lux, Fernand Boden et Jean-Louis Schiltz prêtent leur serment de député (de gauche à droite).



À part les ministres sortants, quinze députés ont encore été assermentés lors de la deuxième session extraordinaire.



Chambre
des Députés
L U X E M B O U R G

d'Chamber online op

www.chd.lu

Composition des Commissions réglementaires et permanentes (28.07.2009)

A. COMMISSIONS RÉGLEMENTAIRES

Commission des Comptes	
CSV	Marie-Josée Frank, Ali Kaes, Marc Lies, Gilles Roth, Lucien Thiel
LSAP	Claudia Dall'Agnol, Fernand Diederich, Roger Negri
DP	André Bauler, Carlo Wagner
déi gréng	Camille Gira
ADR	Jean Colombera
Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'État	
CSV	Jean-Louis Schiltz
LSAP	Lucien Lux
DP	Xavier Bettel
déi gréng	François Bausch
Commission des Pétitions	
CSV	Christine Doerner, Félix Eischen, Marie-Josée Frank, Ali Kaes, Mill Majerus
LSAP	Marc Angel, Claudia Dall'Agnol, Fernand Diederich
DP	André Bauler, Eugène Berger
déi gréng	Camille Gira
déi Lénk	André Hoffmann
Commission du Règlement	
CSV	Sylvie Andrich-Duval, Christine Doerner, Léon Gloden, Marc Lies, Jean-Louis Schiltz
LSAP	Alex Bodry, Ben Fayot, Roger Negri
DP	Xavier Bettel, Lydie Polfer
déi gréng	François Bausch
ADR	Gast Gibéryen
B. COMMISSIONS PERMANENTES	
Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration	
CSV	Nancy Arendt, Fernand Boden (pour les volets Affaires étrangères et Immigration), Marie-Josée Frank (pour le volet Coopération), Norbert Hauptert, Martine Mergen (pour le volet Affaires étrangères, Défense et Immigration), Marcel Oberweis (pour le volet Coopération), Jean-Louis Schiltz (pour le volet Défense), Lucien Weiler (pour le volet Défense), Michel Wolter (pour le volet Affaires étrangères, Coopération et Immigration)
LSAP	Marc Angel, Lydie Err, Ben Fayot
DP	Xavier Bettel (pour les volets Défense, Coopération et Immigration), Fernand Etgen (pour le volet Défense), Paul Helminger (pour les volets Affaires étrangères et Coopération), Lydie Polfer (pour les volets Affaires étrangères et Immigration)
déi gréng	Félix Braz
ADR	Jacques-Yves Henckes (pour le volet Coopération), Fernand Kartheiser
Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police	
CSV	Emile Eicher (pour les volets Affaires intérieures et Grande Région), Ali Kaes , Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Robert Weber (pour le volet Police), Raymond Weydert
LSAP	Claudia Dall'Agnol (pour le volet Police), Fernand Diederich, Claude Haagen (pour les volets Affaires intérieures et Grande Région), Jean-Pierre Klein
DP	Xavier Bettel (pour le volet Police), Fernand Etgen (pour les volets Affaires intérieures et Grande Région), Paul Helminger
déi gréng	Camille Gira
ADR	Gast Gibéryen
Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural	
CSV	Fernand Boden, Lucien Clement , Emile Eicher, Félix Eischen, Raymond Weydert
LSAP	Claude Haagen, Roger Negri , Ben Scheuer
DP	Fernand Etgen , Carlo Wagner
déi gréng	Henri Kox
ADR	Jean Colombera

Commission des Classes moyennes et du Tourisme	
CSV	Nancy Arendt, Lucien Clement , Félix Eischen, Marie-Josée Frank, Marc Spautz
LSAP	Marc Angel, Jean-Pierre Klein, Ben Scheuer
DP	André Bauler, Eugène Berger
déi gréng	Henri Kox
ADR	Jacques-Yves Henckes
Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire	
CSV	Lucien Clement, Félix Eischen, Lucien Thiel, Robert Weber, Michel Wolter
LSAP	Claude Haagen, Lucien Lux, Lydie Mutsch
DP	Anne Brasseur , Fernand Etgen
déi gréng	Félix Braz
ADR	Gast Gibéryen
Commission de la Culture	
CSV	Marie-Josée Frank, Mill Majerus, Martine Mergen , Marcel Oberweis, Marc Spautz
LSAP	Marc Angel, Lydie Err, Ben Scheuer
DP	Anne Brasseur , Lydie Polfer
déi gréng	Claude Adam
ADR	Fernand Kartheiser
Commission du Développement durable	
CSV	Fernand Boden , Lucien Clement, Marie-Josée Frank, Marcel Oberweis, Marc Spautz
LSAP	Fernand Diederich (pour les volets Travaux publics, Transports et Aménagement du territoire), Lydie Mutsch, Roger Negri, Ben Scheuer (pour le volet Environnement)
DP	Eugène Berger (pour les volets Environnement et Transports), Anne Brasseur (pour le volet Travaux publics), Fernand Etgen (pour les volets Travaux publics, Aménagement du territoire et Environnement), Paul Helminger (pour les volets Aménagement du territoire et Transports)
déi gréng	François Bausch (pour les volets Transports et Travaux publics), Camille Gira (pour les volets Environnement et Aménagement du territoire)
déi Lénk	André Hoffmann
Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire	
CSV	Félix Eischen, Léon Gloden, Marc Lies, Marc Spautz, Robert Weber
LSAP	Alex Bodry , Claudia Dall'Agnol (pour le volet Économie solidaire), Claude Haagen (pour les volets Économie et Commerce extérieur), Lydie Mutsch
DP	André Bauler, Claude Meisch
déi gréng	Henri Kox
ADR	Jacques-Yves Henckes
Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports	
CSV	Sylvie Andrich-Duval (pour les volets Éducation nationale et Formation professionnelle), Nancy Arendt (pour le volet Sports), Fernand Boden (pour le volet Sports), Emile Eicher (pour les volets Éducation nationale et Formation professionnelle), Marc Lies (pour le volet Sports), Mill Majerus, Gilles Roth (pour les volets Éducation nationale et Formation professionnelle), Jean-Paul Schaaf
LSAP	Claudia Dall'Agnol (pour le volet Sports), Fernand Diederich, Ben Fayot , Claude Haagen (pour les volets Éducation nationale et Formation professionnelle)
DP	André Bauler, Eugène Berger
déi gréng	Claude Adam
ADR	Fernand Kartheiser
Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media et des Communications	
CSV	Sylvie Andrich-Duval, Christine Doerner, Norbert Hauptert, Marcel Oberweis, Lucien Thiel
LSAP	Claudia Dall'Agnol, Ben Fayot , Claude Haagen
DP	Eugène Berger, Anne Brasseur
déi gréng	Claude Adam
ADR	Jean Colombera

Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances	
CSV	Sylvie Andrich-Duval, Emile Eicher, Mill Majerus , Paul-Henri Meyers, Jean-Paul Schaaf
LSAP	Marc Angel, Claudia Dall'Agnol, Lydie Err (pour le volet Égalité), Vera Spautz (pour les volets Famille et Jeunesse)
DP	Eugène Berger, Claude Meisch
déi gréng	Viviane Loschetter
ADR	Jean Colombera, Fernand Kartheiser (pour le volet Égalité des chances)
Commission des Finances et du Budget	
CSV	Fernand Boden, Norbert Hauptert, Gilles Roth, Lucien Thiel, Michel Wolter
LSAP	Alex Bodry, Lucien Lux, Roger Negri
DP	Xavier Bettel, Claude Meisch
déi gréng	François Bausch
ADR	Gast Gibéryen
Commission de la Fonction publique et de la Simplification administrative	
CSV	Fernand Boden, Félix Eischen, Léon Gloden, Norbert Hauptert , Paul-Henri Meyers
LSAP	Claudia Dall'Agnol, Fernand Diederich, Jean-Pierre Klein
DP	André Bauler, Fernand Etgen
déi gréng	Claude Adam
ADR	Gast Gibéryen
Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle	
CSV	Christine Doerner, Léon Gloden, Paul-Henri Meyers , Lucien Weiler, Raymond Weydert
LSAP	Alex Bodry, Lydie Err, Jean-Pierre Klein
DP	Anne Brasseur , Lydie Polfer
déi gréng	Félix Braz
déi Lénk	André Hoffmann
Commission juridique	
CSV	Christine Doerner , Paul-Henri Meyers, Gilles Roth, Jean-Louis Schiltz, Lucien Weiler
LSAP	Alex Bodry, Lydie Err, Jean-Pierre Klein
DP	Xavier Bettel, Lydie Polfer
déi gréng	Félix Braz
ADR	Jacques-Yves Henckes
Commission du Logement	
CSV	Félix Eischen, Léon Gloden, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Marcel Oberweis
LSAP	Claudia Dall'Agnol, Ben Scheuer, Vera Spautz
DP	André Bauler, Eugène Berger
déi gréng	Henri Kox
ADR	Jacques-Yves Henckes
Commission de la Santé et de la Sécurité sociale	
CSV	Sylvie Andrich-Duval, Martine Mergen , Paul-Henri Meyers, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz
LSAP	Claudia Dall'Agnol, Lydie Err (pour le volet Santé), Lucien Lux (pour le volet Sécurité sociale), Lydie Mutsch
DP	Eugène Berger, Carlo Wagner
déi gréng	Félix Braz (pour le volet Sécurité sociale), Jean Huss (pour le volet Santé)
ADR	Jean Colombera (pour le volet Santé)
déi Lénk	André Hoffmann (pour le volet Sécurité sociale)
Commission du Travail et de l'Emploi	
CSV	Léon Gloden, Ali Kaes, Martine Mergen, Marc Spautz, Lucien Weiler
LSAP	Lucien Lux , Roger Negri, Vera Spautz
DP	André Bauler, Fernand Etgen
déi gréng	Viviane Loschetter
déi Lénk	André Hoffmann
Nom en gras et souligné: Président	
Nom souligné: Vice-Président	

Assemblées parlementaires internationales (28.07.2009)

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (CE)

Membres effectifs:

Lydie Err (LSAP)
Norbert Hauptert (CSV)
Anne Brasseur (DP)

Membres suppléants:

Jean Huss (déi gréng)
Fernand Boden (CSV)
Marc Spautz (CSV)

Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale - Assemblée interparlementaire européenne de sécurité et de défense (UEO)

Membres effectifs:

Norbert Hauptert (CSV)
Lydie Err (LSAP)
Anne Brasseur (DP)

Membres suppléants:

Fernand Boden (CSV)
Jean Huss (déi gréng)
Marc Spautz (CSV)

Délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)

Membres effectifs:

Laurent Mosar
(Président de la section luxembourgeoise) (CSV)
Michel Wolter (Trésorier international) (CSV)
Lucien Lux (LSAP)
Anne Brasseur (DP)
François Bausch (déi gréng)

Délégation luxembourgeoise à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE)

Laurent Mosar (Président de la Chambre des Députés, Membre d'office de l'OSCE) (CSV)

Membres effectifs:

Raymond Weydert (CSV)
Alex Bodry (LSAP)
Paul Helminger (DP)
Viviane Loschetter (déi gréng)

Membres suppléants:

Gilles Roth (CSV)
Lydia Mutsch (LSAP)
Xavier Bettel (DP)
Félix Braz (déi gréng)

Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne (Euromed)

Membres effectifs:

Claudia Dall'Agnol (LSAP)
Martine Mergen (CSV)
Xavier Bettel (DP)

Membres suppléants:

Christine Doerner (CSV)
Viviane Loschetter (déi gréng)

Assemblée parlementaire de l'OTAN

Membres effectifs:

Jean-Louis Schiltz (CSV)
Marc Angel (LSAP)
Lydie Polfer (DP)

Membres suppléants:

Nancy Arendt (CSV)
Lucien Weiler (CSV)
Claude Adam (déi gréng)

Union Interparlementaire (UIP)

Membres effectifs:

Laurent Mosar,
Président de la section luxembourgeoise (CSV)
Michel Wolter (CSV)
Lydia Mutsch (LSAP)
Jean-Louis Schiltz (CSV)
Lydie Polfer (DP)
Lucien Clement (CSV)
Alex Bodry (LSAP)
Xavier Bettel (DP)
François Bausch (déi gréng)
Lucien Lux (LSAP)
Lucien Weiler (CSV)

Conférence des Organes Spécialisés dans les Affaires Communautaires (COSAC)

Membres effectifs:

Fernand Boden (CSV)
Ben Fayot (LSAP)
Eugène Berger (DP)
Félix Braz (déi gréng)

Délégation luxembourgeoise auprès du Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux

Membres effectifs:

Roger Negri (LSAP)
Marcel Oberweis (CSV)
Gilles Roth (CSV)
Marc Angel (LSAP)
Xavier Bettel (DP)
Félix Braz (déi gréng)

Membres suppléants:

Sylvie Andrich-Duval (CSV)
Raymond Weydert (CSV)
Lydia Mutsch (LSAP)
Ben Scheuer (LSAP)
Fernand Etgen (DP)
Camille Gira (déi gréng)

Délégation luxembourgeoise auprès du Conseil Parlementaire Interrégional (CPI)

Laurent Mosar (Président de la délégation luxembourgeoise, Président de la Chambre des Députés, Membre d'office du CPI) (CSV)

Membres effectifs:

Emile Eicher (CSV)
Marcel Oberweis (CSV)
Mill Majerus (CSV)
Alex Bodry (LSAP)
Fernand Diederich (LSAP)
Roger Negri (LSAP)
Fernand Etgen (DP)
Paul Helminger (DP)
Claude Adam (déi gréng)

Membres suppléants:

Marie-Josée Frank (CSV)
Félix Eischen (CSV)
Robert Weber (CSV)
Claude Haagen (LSAP)
Ben Scheuer (LSAP)
Vera Spautz (LSAP)
Lydie Polfer (DP)
André Bauler (DP)
Henri Kox (déi gréng)

Clés:

CSV Chrëschtlech Sozial Vollekspartei (Parti chrétien social)
LSAP Lëtzebuurger Sozial Aarbechterpartei (Parti ouvrier socialiste luxembourgeois)
DP Demokratesch Partei (Parti démocratique)
déi gréng les verts

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**
- Retrouvez vos députés, tous les textes, législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.



Sommaire

- Ouverture de la session extraordinaire 2009
 - M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État
- Vérification des pouvoirs
 - M. le Doyen, M. Romain Schneider
 - Rapport de la Commission de vérification des élections législatives du 7 juin 2009: Mme Martine Mergen
- Procédure d'assermentation
- Allocution de M. Lucien Weiler, Doyen
- Élection du Bureau et renouvellement de la nomination du Secrétaire général
- Validation des élections européennes
 - M. le Président, Mme Anne Brasseur
 - Rapport de la Commission de vérification des élections législatives du 7 juin 2009: M. Michel Wolter

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler et Jean-Louis Schiltz, Ministres; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 15.01 heures)

» M. Lucien Weiler, Doyen.- D'Sitzung ass op.

1. Ouverture de la session extraordinaire 2009

Dir Dammen an Dir Hären, den Artikel 72, drëtten Alinea vun eiser Verfassung gesäit Folgendes vir: «Toute session est ouverte et close par le Grand-Duc en personne, ou bien en son nom par un fondé de pouvoirs nommé à cet effet.»

Duerch groussherzoglechen Arrêté vum 25. Juni huet de Grand-Duc dem Här Jean-Claude Juncker, Premier- a Statsminister, d'Vollmacht ginn d'Session extraordinaire 2009 opzemaachen. Ech ginn dem Här Premierminister d'Wuert.

» M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, duerch groussherzoglechen Arrêté vum 25. Juni huet de Grand-Duc mech autoriséiert op den Dag vun haut déi aussergewöhnleche Sessioun vun der Chamber opzemaachen.

Merci.

» M. Lucien Weiler, Doyen.- Ech ginn dem Här Stats- a Premierminister Akt vu senger Deklaratioun. D'Sessioun ass domadder op.

Am Artikel 2 vum Chamberreglement steet Folgendes: «À l'ouverture de la première session d'une législature, le député le plus ancien en rang assure la présidence. Il est assisté des deux plus jeunes élus.» Deemo iwwehuelen ech d'Présidence a ginn assistéiert vun deene béide jéngste Gewielten, der Madame Claudia Dall'Agnol an dem Här Xavier Bettel.

2. Vérification des pouvoirs

No de Parlementsahlen, Dir Dammen an Dir Hären, vum 7. Juni 2009 huet de Grand-Duc d'Chamber an eng extraordinär Sessioun aberuff, fir d'Wahlen ze validéieren an d'Vérificatioun vun de Pouvoire virzehuelen.

Folgend Texter sinn ze beuechten:

- Den Artikel 57 (1) vun eiser Verfassung, dee virgesäit: «La Chambre vérifie les pouvoirs de ses membres et juge les contestations qui s'élèvent à ce sujet.»

- Den Artikel 118 vum Wahlgesetz: «La Chambre des Députés se prononce seule sur la validité des opérations électorales.»

- An den Artikel 119 vum Wahlgesetz: «Toute réclamation contre l'élection doit être faite avant la vérification des pouvoirs.»

- Den Artikel 3 vum Chambersreglement:

- Paragraph 1: «La Chambre est juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection.»

- Paragraph 2: «À cet effet, les procès-verbaux d'élections sont, avec les pièces justificatives, transmis à une commission de sept membres, que le Bureau provisoire désigne en séance publique par voie du sort pour vérifier les pouvoirs.»

- Paragraph 3: «La commission nomme un ou plusieurs rapporteurs chargés de présenter ses conclusions à la Chambre.»

- Paragraph 5: «La Chambre se prononce sur les conclusions de la commission, et le Président proclame députés ceux dont les pouvoirs ont été déclarés valides.»

No der Vérificatioun vun hire Pouvoire ginn déi gewielte Verrieder vereedegt, an uschléissend gëtt d'Validitéit fir déi Lëtzebuerger Verrieder am Europaparlament kontrolléiert.

Ech wëll d'Chamber nach drop opmierksam maachen, datt keng Reklamatioun gëint d'Wahle vum 7. Juni virleien.

Esou wéi den Artikel 3 vum Chamberreglement et virgesäit, louse mer elo siwe Membere fir d'Vérificatiounskommissioun vun de Wahlen aus:

- den Här Etgen,
- den Här Kartheiser,
- d'Madame Mutsch,
- den Här Schank,
- d'Madame Mergen,
- den Här Schneider
- an den Här Gira.

D'Missioun vun der Kommissioun besteet doranner, fir also d'Resultater vun de Wahle vum 7. Juni aus deene véier Wahlbezierker ze iwwepräieren an dann hir Konklusione virzeleeën. Ech géif elo déi Kommissioun bieden zesummenzekommen. Sou laang ass d'Sitzung ennerbrach.

(La séance publique est suspendue de 15.05 à 15.28 heures.)

Déi öffentlech Sitzung geet weider.

D'Wuert huet elo de President vun der Kommissioun, déi mer elo grad constituéiert hunn, den honorabelen Här Schneider. Här Schneider, wann ech gelift.

» M. Romain Schneider (LSAP).- Här President, d'Kommissioun, déi duerch d'Lous zesummegeallt gouf, setzt sech aus folgenden Deputéierten zesummen: den Här Etgen, den Här Kartheiser, d'Madame Mutsch, den Här Schank, d'Madame Mergen, ech selwer an den Här Gira.

D'Madame Mergen gouf zum Rapporteur an ech selwer zum President vun deser Kommissioun ernannt.

Här President, ech bieden lech deemno, dem Rapporteur d'Wuert ze ginn.

Merci.

» Une voix.- Très bien!

» M. Lucien Weiler, Doyen.- Merci, Här President. D'Madame Mergen huet d'Wuert fir de Rapport vun der Kommissioun ze maachen.

Rapport de la Commission de vérification des élections législatives du 7 juin 2009

» Mme Martine Mergen (CSV), rapportrice.- Merci.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, les résultats de l'examen auquel a procédé la commission que vous avez désignée en vue de la validation des élections législatives du 7 juin 2009 sont les suivants:

Résultats de la 1^{re} circonscription (Circonscription électorale Sud)

Bulletins trouvés dans les urnes: 82.097
Bulletins blancs: 2.724
Bulletins nuls: 2.929 (lire: 2.924)
Bulletins valables: 76.449

Nombre total des suffrages valables de toutes les listes: 1.549.092

Nombre électoral: 64.546

Les différentes listes ont obtenu les suffrages suivants:

Liste 1 (KPL - D'Kommunisten) 33.553
Liste 2 (déi gréng) 158.046
Liste 3 (ADR) 122.597
Liste 4 (LSAP) 436.233
Liste 5 (DP) 156.646
Liste 6 (déi Lénk) 63.965
Liste 7 (CSV) 551.771

» Une voix.- Très bien!

» Mme Martine Mergen (CSV), rapportrice.-

Liste 8 (Biergerlëscht) 26.281

Sont élus sur les différentes listes:

Liste 1: aucun élu

Liste 2 (déi gréng): deux élus, à savoir M. Félix Braz et M. Jean Huss

Liste 3 (ADR): Sont élus sur la liste 3 M. Gast Gibéryen et Mme Tania Gibéryen qui sont père et fille.

Conformément à l'article 131 de la loi électorale du 18 février 2003: «Les membres de la Chambre ne peuvent être parents ou alliés jusqu'au deuxième degré ni être unis par les liens du mariage: dans le cas où ils sont élus ensemble, il est procédé par tirage au sort à la proclamation du candidat élu.»

Par écrit déposé le 12 juin 2009 au Président du Bureau principal de la Circonscription Sud, Mme Tania Gibéryen a déclaré renoncer à son mandat de député.

Sur ce il n'est pas procédé au tirage au sort prévu à l'article 131 et le candidat placé en troisième position sur la liste, M. Fernand Kartheiser, est déclaré élu.

donc deux élus, à savoir M. Gast Gibéryen et M. Fernand Kartheiser

Liste 4 (LSAP): sept élus, à savoir M. Jean Asselborn, M. Mars Di Bartolomeo, M. Alex Bodry, Mme Lydia Mutsch, M. Lucien Lux, Mme Lydia Err, Mme Claudia Dall'Agnol

Liste 5 (DP): deux élus, à savoir M. Claude Meisch, M. Eugène Berger

Liste 6 (déi Lénk): un élu, à savoir M. André Hoffmann

Liste 7 (CSV): neuf élus, à savoir M. Jean-Claude Juncker, M. François Biltgen, M. Jean-Marie Halsdorf, M. Michel Wolter, Mme Nancy Arendt épouse Kemp, M. Félix Eischen, M. Marc Spautz, M. Gilles Roth, Mme Christine Doerner

Liste 8 (Biergerlëscht): aucun élu

Maintenant les résultats de la 2^e circonscription (Circonscription électorale Est)

Bulletins trouvés dans les urnes: 28.237
Bulletins blancs: 992
Bulletins nuls: 784
Bulletins valables: 26.461

Nombre total des suffrages valables de toutes les listes: 175.291

Nombre électoral: 21.912

Les différentes listes ont obtenu les suffrages suivants:

Liste 1 (KPL) 1.708

Liste 2 (déi gréng) 24.766

Liste 3 (ADR) 16.661

Liste 4 (LSAP) 28.602

Liste 5 (DP) 26.992

Liste 6 (déi Lénk) 3.922

Liste 7 (CSV) 72.640

Il n'y avait pas de liste 8.

Sont élus sur les différentes listes:

Liste 1: aucun élu

Liste 2 (déi gréng): un élu, à savoir M. Henri Kox

Liste 3 (ADR): aucun élu

Liste 4 (LSAP): un élu, à savoir M. Nicolas Schmit

Liste 5 (DP): un élu, à savoir M. Carlo Wagner

Liste 6 (déi Lénk): aucun élu

Liste 7 (CSV): quatre élus, à savoir Mme Octavie Modert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Fernand Boden, Mme Marie-Josée Frank

Résultats de la 3^e circonscription (Circonscription électorale Centre)

Bulletins trouvés dans les urnes: 56.246

Bulletins blancs: 1.687

Bulletins nuls: 1.748

Bulletins valables: 52.811

Nombre total des suffrages valables de toutes les listes: 1.010.480

Nombre électoral: 45.931

Les différentes listes ont obtenu les suffrages suivants:

Liste 1 (KPL) 11.038

Liste 2 (déi gréng) 133.490

Liste 3 (ADR) 63.791

Liste 4 (LSAP) 180.110

Liste 5 (DP) 196.556

Liste 6 (déi Lénk) 35.408

Liste 7 (CSV) 390.087

Il n'y avait pas de liste 8.

Sont élus sur les différentes listes:

Liste 1 (KPL): aucun élu

Liste 2 (déi gréng): trois élus, à savoir M. François Bausch, Mme Viviane Loschetter, M. Claude Adam

Liste 3 (ADR): un élu, à savoir M. Jacques-Yves Henckes

Liste 4 (LSAP): quatre élus, à savoir M. Jeannot Krecké, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Ben Fayot, M. Jean-Pierre Klein

Liste 5 (DP): quatre élus, à savoir M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, Mme Lydie Polfer, M. Paul Helminger

Liste 6 (déi Lénk): aucun élu

Liste 7 (CSV): neuf élus, à savoir M. Luc Frieden, M. Claude Wiseler, M. Jean-Louis Schiltz, M. Laurent Mosar, M. Lucien Thiel, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, M. Marcel Oberweis, M. Mill Majerus

Entamons les résultats de la 4^e circonscription (Circonscription électorale du Nord)

Bulletins trouvés dans les urnes: 36.955

Bulletins blancs: 1.286

Bulletins nuls: 1.177

Bulletins valables: 34.492

Nombre total des suffrages valables de toutes les listes: 289.547

Nombre électoral: 28.955

Les différentes listes ont obtenu les suffrages suivants:

Liste 1 (KPL) 2.834

Liste 2 (déi gréng) 31.213

Liste 3 (ADR) 29.710

Liste 4 (LSAP) 50.408

Liste 5 (DP)	52.653
Liste 6 (déi Lénk)	5.785
Liste 7 (CSV)	114.658
Liste 8 (Biergerlëscht)	2.286

Sont élus sur les différentes listes:

Liste 1: aucun élu

Liste 2 (déi gréng): un élu, à savoir M. Camille Gira

Liste 3 (ADR): un élu, à savoir M. Jean Colombara

Liste 4 (LSAP): un élu, à savoir M. Romain Schneider

Liste 5 (DP): deux élus, à savoir M. Fernand Etgen et M. André Bauler

Liste 6 (déi Lénk): aucun élu

Liste 7 (CSV): quatre élus, à savoir Mme Marie-Josée Jacobs, M. Marco Schank, M. Ali Kaes, M. Lucien Weiler

Liste 8 (d'Biergerlëscht): aucun élu

La commission de vérification recommande au Gouvernement:

1. de reprendre sur le site du Service information et presse les chiffres résultant des différents procès-verbaux de recensement général des différentes circonscriptions, et

2. recommande aux Présidents des différents bureaux principaux des circonscriptions électorales d'utiliser à l'avenir le même modèle de procès-verbal.

Vu les procès-verbaux des quatre circonscriptions électorales et en l'absence de réclamations, la Commission propose à la Chambre de valider les élections législatives du 7 juin 2009.

Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. Lucien Weiler, Doyen.** - Merci, Madame Mergen.

Ech géif d'Chamber froen, ob se mat de Konkusiounen vun der Kommissioun averstane ass. Déi, déi dermat averstane sinn, si gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Ech gesinn, dat ass d'Unanimitéit.

D'Wahle vum 7. Juni sinn domat eestëm-meg validéiert.

3. Procédure d'assermentation

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zur Prozedur vun der Vereedegung.

Ech bieden déi Gewielten aus dem éischte Wahlbezierk, dat heescht aus dem Süden, elo virun de Bureau hei ze triede fir den Eed ofzeleeën, esou wéi en am Artikel 57 vun der Verfassung virgesinn ass.

Dir Dammen an Dir Hären, ech liesen lech d'Eedesformel vir an dann hieft Der d'Hand an d'Luucht a jiddwereen eenzel äntwert mat: „Je le jure.“

D'Eedesformel ass: «Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État.»

Ech géif lech elo bieden, een nom aneren ze widderhuelen: „Je le jure.“

Fir d'éischt d'Madame Nancy Arendt.

» **Mme Nancy Arendt (CSV).** - Je le jure.

» **M. Lucien Weiler, Doyen.** - Den Här Eugène Berger.

» **M. Eugène Berger (DP).** - Je le jure.

» **M. Lucien Weiler, Doyen.** - Den Här Alex Bodry.

» **M. Alex Bodry (LSAP).** - Je le jure.

» **M. Lucien Weiler, Doyen.** - Den Här Félix Braz.

» **M. Félix Braz (déi gréng).** - Je le jure.

» **M. Lucien Weiler, Doyen.** - D'Madame Claudia Dall'Agnol.

» **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP).** - Je le jure.

» **M. Lucien Weiler, Doyen.** - D'Madame Christine Doerner.

» **Mme Christine Doerner (CSV).** - Je le jure.

» **M. Lucien Weiler, Doyen.** - Den Här Félix Eischen.

» **M. Félix Eischen (CSV).** - Je le jure.

» **M. Lucien Weiler, Doyen.** - D'Madame Lydie Err.

» **Mme Lydie Err (LSAP).** - Je le jure.

» **M. Lucien Weiler, Doyen.** - Den Här Gast Gibéryen.

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Je le jure.

» **M. Lucien Weiler, Doyen.** - Den Här André Hoffmann.

» **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Je le jure.

» **M. Lucien Weiler, Doyen.** - Den Här Jean Huss.

» **M. Jean Huss (déi gréng).** - Je le jure.

» **M. Lucien Weiler, Doyen.** - Den Här Fernand Kartheiser.

» **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Je le jure.

» **M. Lucien Weiler, Doyen.** - Den Här Claude Meisch.

» **M. Claude Meisch (DP).** - Je le jure.

» **M. Lucien Weiler, Doyen.** - D'Madame Lydia Mutsch.

» **Mme Lydia Mutsch (LSAP).** - Je le jure.

» **M. Lucien Weiler, Doyen.** - Den Här Gilles Roth.

» **M. Gilles Roth (CSV).** - Je le jure.

» **M. Lucien Weiler, Doyen.** - Den Här Marc Spautz.

» **M. Marc Spautz (CSV).** - Je le jure.

» **M. Lucien Weiler, Doyen.** - An den Här Michel Wolter.

» **M. Michel Wolter (CSV).** - Je le jure.

» **M. Lucien Weiler, Doyen.** - Ech ginn lech Akt vun Ärem Eed. Deemno hunn ech d'Éier folgend Leit als Membere vun der Chamber ze proklaméieren: d'Madame Nancy Arendt, den Här Eugène Berger, den Här Félix Braz, den Här Alex Bodry, d'Madame Claudia Dall'Agnol, d'Madame Christine Doerner, den Här Félix Eischen, d'Madame Lydie Err, den Här Gast Gibéryen, den Här André Hoffmann, den Här Jean Huss, den Här Fernand Kartheiser, den Här Claude Meisch, d'Madame Lydia Mutsch, den Här Gilles Roth, den Här Marc Spautz an den Här Michel Wolter.

Ech bieden lech elo Plaz ze huelen.

Dann ass et un de Gewielten aus dem zweete Wahlbezierk, dat heescht aus dem Osten, virun de Bureau ze triede fir den Eed ofzeleeën, esou wéi en an der Verfassung virgesinn ass.

Den Eed nach eng Kéier: «Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État.»

D'Madame Frank.

» **Mme Marie-Josée Frank (CSV).** - Je le jure.

» **M. Lucien Weiler, Doyen.** - D'Madame Françoise Hetto-Gaasch.

» **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV).** - Je le jure.

» **M. Lucien Weiler, Doyen.** - Den Här Henri Kox.

» **M. Henri Kox (déi gréng).** - Je le jure.

» **M. Lucien Weiler, Doyen.** - An den Här Carlo Wagner.

» **M. Carlo Wagner (DP).** - Je le jure.

» **M. Lucien Weiler, Doyen.** - Ech hunn och lech d'Éier an de Pléséier als Membere vun der Chamber ze proklaméieren: d'Madame Frank, d'Madame Hetto-Gaasch, den Här Kox an den Här Wagner.

Dir kënnt lech Plaz huelen.

Dann den drëtten Wahlbezierk. Déi Gewielten aus dem Zentrum si gebieden eropzekommen.

Och hei ass den Eed: «Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État.»

Den Här Claude Adam.

» **M. Claude Adam (déi gréng).** - Je le jure.

» **M. Lucien Weiler, Doyen.** - Den Här François Bausch.

» **M. François Bausch (déi gréng).** - Je le jure.

» **M. Lucien Weiler, Doyen.** - Den Här Xavier Bettel.

» **M. Xavier Bettel (DP).** - Je le jure.

» **M. Lucien Weiler, Doyen.** - D'Madame Anne Brasseur.

» **Mme Anne Brasseur (DP).** - Je le jure.

» **M. Lucien Weiler, Doyen.** - Den Här Ben Fayot.

» **M. Ben Fayot (LSAP).** - Je le jure.

» **M. Lucien Weiler, Doyen.** - Den Här Paul Helminger.

» **M. Paul Helminger (DP).** - Je le jure.

» **M. Lucien Weiler, Doyen.** - Den Här Jacques-Yves Henckes.

» **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Je le jure.

» **M. Lucien Weiler, Doyen.** - Den Här Jean-Pierre Klein.

» **M. Jean-Pierre Klein (LSAP).** - Je le jure.

» **M. Lucien Weiler, Doyen.** - D'Madame Viviane Loschetter.

» **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Je le jure.

» **M. Lucien Weiler, Doyen.** - Den Här Mill Majerus.

» **M. Mill Majerus (CSV).** - Je le jure.

» **M. Lucien Weiler, Doyen.** - Den Här Paul-Henri Meyers.

» **M. Paul-Henri Meyers (CSV).** - Je le jure.

» **M. Lucien Weiler, Doyen.** - Den Här Laurent Mosar.

» **M. Laurent Mosar (CSV).** - Je le jure.

» **M. Lucien Weiler, Doyen.** - Den Här Marcel Oberweis.

» **M. Marcel Oberweis (CSV).** - Je le jure.

» **M. Lucien Weiler, Doyen.** - D'Madame Lydie Polfer.

» **Mme Lydie Polfer (DP).** - Je le jure.

» **M. Lucien Weiler, Doyen.** - D'Madame Martine Mergen.

» **Mme Martine Mergen (CSV).** - Je le jure.

» **M. Lucien Weiler, Doyen.** - An den Här Lucien Thiel.

» **M. Lucien Thiel (CSV).** - Je le jure.

» **M. Lucien Weiler, Doyen.** - Och Dir sidd elo vereedegt Membere vun dëser Chamber: den Här Claude Adam, den Här François Bausch, den Här Xavier Bettel, d'Madame Anne Brasseur, den Här Ben Fayot, den Här Paul Helminger, den Här Jacques-Yves Henckes, den Här Jean-Pierre Klein, d'Madame Viviane Loschetter, den Här Mill Majerus, den Här Paul-Henri Meyers, den Här Laurent Mosar, den Här Marcel Oberweis, d'Madame Lydie Polfer, d'Madame Martine Mergen an den Här Lucien Thiel.

Ech géif lech biede Plaz ze huelen.

Da sinn déi Gewielten aus dem Wahlbezierk Norde gebiede virun de Bureau ze kommen.

Wann d'Press hei wéilt Plaz maachen, fir datt d'Deputéierten och kënnen eropkomme fir den Eed.

Den Eed, deen Der ofleet, huet folgende Wortlaut: «Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État.»

Den Här André Bauler.

» **M. André Bauler (DP).** - Je le jure.

» **M. Lucien Weiler, Doyen.** - Den Här Jean Colombara.

» **M. Jean Colombara (ADR).** - Je le jure.

» **M. Lucien Weiler, Doyen.** - Den Här Fernand Etgen.

» **M. Fernand Etgen (DP).** - Je le jure.

» **M. Lucien Weiler, Doyen.** - Den Här Camille Gira.

» **M. Camille Gira (déi gréng).** - Je le jure.

» **M. Lucien Weiler, Doyen.** - Den Här Ali Kaes.

» **M. Ali Kaes (CSV).** - Je le jure.

» **M. Lucien Weiler, Doyen.** - Den Här Marco Schank.

» **M. Marco Schank (CSV).** - Je le jure.

» **M. Lucien Weiler, Doyen.** - An den Här Romain Schneider.

» **M. Romain Schneider (LSAP).** - Je le jure.

» **M. Lucien Weiler, Doyen.** - Och Dir sidd domat Membere vun dëser Chamber: déi Hären André Bauler, Jean Colombara, Fernand Etgen, Camille Gira, Ali Kaes, Marco Schank a Romain Schneider.

Ech géif dann d'Madame Brasseur bidden eropzekomme fir ze presidéieren, fir dass ech och kann assermentéiert ginn.

(**Mme Anne Brasseur prend la présidence.**)

» **Mme Anne Brasseur (DP), Second Doyen.** - Ech géif den Här Lucien Weiler bidden hei virun de Bureau ze treden, fir dass hien, esou wéi ons Verfassung dat am Artikel 57 (2) virgesäit, den Eed op d'Verfassung kann ofleeën: «Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État.»

Ech géif lech bidden, Här Weiler, d'Hand ze hiewen an ze soen: „Je le jure.“

» **M. Lucien Weiler (CSV).** - Je le jure.

» **Mme Anne Brasseur (DP), Second Doyen.** - Domat ginn ech lech Akt vun Ärer Prestation de serment an ech deklaréieren och den Här Weiler Member vun dëser Chamber.

Merci villmools.

(**M. Lucien Weiler reprend la présidence.**)

4. Allocution de M. Lucien Weiler, Doyen

» **M. Lucien Weiler, Doyen.** - Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de 7. Juni huet de Wieler décidéiert, wien an deenen nächste fënnef Joer hei an der Chamber ségéiert a wien eis als Vertrieeder am Europaparlament zu Stroossbuerg vertrëtt.

Ech wëll fir d'éischt jiddweringem heibanne félicitéieren, deenen, déi erëmgewielt goufen, an deenen, déi nei an der Chamber sinn. Énnert deenen „Neien“ - wann ech mech esou dærf ausdrécken - sinn der véier, déi fir d'alleréischte Kéier an eist Parlament gewielt goufen. Et sinn dat déi Hären André Bauler, Félix Eischen, Fernand Kartheiser a Mill Majerus. Ech begrëssen lech ganz besonnesch häerzlech an dësem Haus, félicitéieren lech fir dat grousst Vertrauen, wat vill Matmënschen an lech gesat hunn an ech wëll lech soen, datt vun haut u munches fir lech wäert änneren.

En neit Kapitel fänkt un, e wichtegt Kapitel, well Dir drot vun haut un d'Matverantwortung fir eist Land a fir seng Leit. D'Mënschen, déi lech gewielt hunn, setzen op lech, erwaarde vun lech, dass Der Äert Bescht gitt a responsabel mat hirem Vertrauen ëmgiit.

Ech wëll awer lech soen an och deenen anere rappéliieren, wat an eiser Verfassung steet: «La Chambre des Députés représente le pays. Les députés votent sans en référer à leurs commettants et ne peuvent

avoir en vue que les intérêts généraux du Grand-Duché.» Mir alleguete si gewielt fir d'Interesse vum ganze Land a vun all senge Bierger ze verrieden. Ech wënschen lech bonne chance a vill Satisfaktioun bei der Ausübung vun Ärem Mandat als Deputéierten.

En zweete Grupp, deem ech haut wëll féliciteieren, besteet aus dräi Leit, déi virun enger Zäit schon emol hei am Parlament waren, awer an der leschter Legislaturperiod net hei waren. Et sinn dat d'Madame Lydie Polfer, déi während deene leschte fënnf Joer am Europaparlament siégéiert huet, an déi Häre Jean Colomera an André Hoffmann.

An drëttens wëll ech all deene féliciteieren, deenen hir Aarbecht vun deene leschte Jore vun dem Wieler honoréiert ginn ass. Si kruten d'Vetraue vum Wieler erméiglechen a wäerte beweisen, dass si dat Vertrauen och verdéngt hunn.

An net zulescht wëll ech awer och all deene Merci soen, déi an der leschter Legislatur heibanne waren, an dës Chamber siégéiert hunn, sech fir Leit a Land agesat hunn an déi hiert Mandat net verlängert kruten. Mir vermësse si als Kolleegen an ech wëll hiren Asaz ausdrécklech wierdegen. Mir wënschen hinnen alles Guddes op hirem weidere Parcours.

Dir Dammen an Dir Hären, Dir sidd elo alleguete vereedegt Volleksverrieder, mä mir sinn awer nach net komplett. Dat richtegt neit Gesiicht vun der Chamber gesäit een eréischt wann d'Regierung bis constituéiert ass. Bei all Wahle gëtt de Wieler der Chamber zu engem méi oder manner groussen Deel an neit Gesiicht. De 7. Juni krut d'Chamber op zwou Manéieren en neit Gesiicht. Engersäits mat deenen neien Deputéierten, déi heibanne sinn an op déi ech virdrun agaange sinn, mä op där anerer Säit awer och, well eng weider Partei an dësem Haus vertraueden ass.

An deene leschte Legislaturperiode bestoung dës Chamber aus fënnf Parteien. Elo sinn der sechs heibanne vertraueden. „déi Lénk“, d'Partei vun deene Lénken ass bäikomm, vertraueden hei duerch den Här André Hoffmann.

Mä och wa Gesichter a Faarwen heibanne geännert hunn, ännert dat näischt drun, dass d'Parlament déi Institutioun ass, duerch déi sech d'national Souveränitéit konkret artikuliert. Déi Institutioun, duerch déi d'Lëtzebuerger politesch Faarf kréien, duerch déi se politesch ootmen an duerch déi se hir Zukunft versichen ze gestalten. Et ass dëst Parlament, et si mir alleguerten, déi vum Wieler déi passionnant, mä virun allem awer och déi responsabel Charge kruten, fir dat klengt Lëtzebuerger Schëff zesumme mat eisen europäesche Partner duerch dat stiermescht Mier vu wirtschaftleche Schwierigkeeten, finanziellen Engpäss, sécherheitspoliteschen Noutwendigkeeten an Urgencen am Ëmweltberäich ze steieren.

Dir Dammen an Dir Hären, duerch groussherzoglechen Arrêté vum 25. Juni huet de Statschef zu dëser ausserordentlecher Sessioun zesummegeruff. Dat ass geschitt, well mir d'Wahle fir d'Europaparlament rechtzäiteg musse validéieren. Mä virun allem awer och aus Grënn vun der Kontinuitéit vun der éischer Institutioun vum Land, déi an deene schwieren Zäiten, vun deenen ech virdru geschwat hunn, esou séier wéi méiglech soll operationell ginn.

A well d'Zäiten net einfach sinn, well vill vun eise Matbierger, ob Lëtzebuerger oder Netlëtzebuerger, veronsécher sinn, sech Suerge maachen, well se hir Aarbecht verluer hunn, well se an der Kuerzaarbecht sinn oder well se ëm hir Aarbechtspilz

baangen, well dat esou ass, solle si alleguete wëssen, datt déi gewielte Chamber sech hirer Responsabilitéit bewosst ass, determinéiert ass, hiert Bescht ze maachen an zu all Moment bereet ass, fir déi Mesuren ze decidéieren, déi déi komplizéiert Froen, déi sech eis stellen, verlaangen.

An dofir wënschen ech - an ech denken, mir wënschen dat alleguerten heibannen -, dass déi Parteien an déi Politiker, déi vum Wieler legitiméiert goufe fir eng nei Regierung ze bilden, dass si bei hirer Aarbecht gutt a séier virukommen a virun allem eng glécklech Hand hu bei der Formulierung vun deene richtegen Äntwerten op déi komplizéiert a komplex Situatioun, an där eist Land a seng Mënsche sech befannen.

Ech wëll ofschréien mat engem Zitat vum fréieren däitsche Bundespräsident Richard von Weizsäcker, dee gesot huet - wann ech dat op Lëtzebuergesch däerf iwwersetzen -: D'Demokratie leeft vum Sträit, vun der Diskussioun ëm dee richtige Wee. Dofir gehéiert zur Demokratie de Respekt virun der Meenung vun deem aneren.

Dat wënschen ech där neier Chamber: bei allen Diskussiounen a bei alle Kontroversen, ëmmer erëm heibannen de Respekt virun der Meenung vun deem aneren.

Ech soen lech Merci.

» Plusieure voix. - Très bien!

5. Élection du Bureau et renouvellement de la nomination du Secrétaire général

» M. Lucien Weiler, Doyen. - Domadder, Dir Dammen an Dir Hären, komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass d'Élection vun engem provisoeresche Bureau fir dës extraordinär Sessioun.

Eisem Reglement no besteet de Bureau aus engem President, dräi Vizepresidenten a siwe Memberen. Well mer an enger aussergewöhnlecher Sessioun sinn, géif ech vorschloen, de Bureau folgendermoossen ze besetzen: als President dee Rangeelsten; als Vizepresidenten déi dräi nächst am Rang, dat heescht déi Dammen Anne Brasseur, Lydie Err an den Här Jean Huss; an da siwe Memberen, esou wéi mer dat och an der Vergaangenheet gemaach hunn, déi siwe jéngst Membere vun dëser Chamber, dat heescht d'Madame Dall'Agnol, den Här Bettel, den Här Meisch, d'Madame Arendt, déi Häre Gilles Roth, Félix Braz a Félix Eischen.

Ass d'Chamber mat där Proposition d'accord, fir de provisoeresche Bureau esou ze constituéieren?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Da wëll ech och d'Chamber froen, ob se averstanen ass, den Här Claude Frieseisen als Generalsekretär fir dës extraordinär Sessioun ze ernennen?

(Assentiment)

Ech gesinn, datt dat den eestëmmege Wonsch vun der Chamber ass, an domat ass et esou decidéiert, dass den Här Frieseisen Generalsekretär ass.

6. Validation des élections européennes

Mir kommen dann zu der Validatioun vun den Europawahlen. D'Texter vum Wahlgesetz vun 2003 iwwert d'Europawahle soe Folgendes:

Artikel 282: «La Chambre des Députés se prononce seule sur la validité des opérations électorales qui sont régies par la loi nationale. Toute réclamation contre ces opérations doit être formulée, sous peine de forclusion, par écrit et introduite dans les dix jours de l'élection auprès du Secrétaire général de la Chambre des Députés.»

Den Artikel 283 gesäit vir: «Le Parlement européen vérifie les pouvoirs des représentants et statue sur les contestations qui pourraient éventuellement être soulevées sur la base des dispositions de l'Acte portant élection des représentants au Parlement au suffrage universel direct.

Toutefois, les contestations qui sont relatives à des dispositions nationales auxquelles cet Acte renvoie sont vidées par la Chambre des Députés.

Le Président de la Chambre des Députés adresse au Président du Parlement européen les documents nécessaires à la vérification des pouvoirs des représentants du Grand-Duché de Luxembourg.»

Ech wéilt d'Chamber opmierksam maachen, datt och hei keng Reklamatioun géint dës Wahle virläit. An da musse mer procedéieren, wéi mer dat virdru gemaach hunn. Mir mussen eng Kommissioun zesumme stellen, déi dës Wahle soll op hir Uerdnungsméissegkeet iwwerprüfen:

- d'Madame Brasseur,
- den Här Adam,
- den Här Henckes,
- d'Madame Loschetter,
- d'Madame Mutsch,
- den Här Kaes
- an den Här Wolter.

Voilà! Ech géif déi Kommissioun da bieden zesummenzekomme fir déi Wahlen ze vérifieren. En attendant ass d'Sitzung ënnerbrach.

(La séance publique est suspendue de 15.56 à 16.09 heures.)

Déi öffentlech Sitzung geet weider.

D'Wuert huet d'Presidentin vun där Kommissioun, déi mer constituéiert hunn, déi honorabel Madame Anne Brasseur.

» Mme Anne Brasseur (DP). - Här President, Dir Dammen, Dir Hären, d'Kommissioun, déi duerch d'Lous zesummegeallt gouf, setzt sech aus folgenden Deputéierten zesummen: den Här Adam, den Här Henckes, d'Madame Loschetter, d'Madame Mutsch, den Här Kaes, den Här Wolter an ech selwer.

D'Kommissioun huet den Här Wolter als Rapporteur désignéiert a mech als President. Domat ass meng Missioun eriwuer an ech géif lech bieden, Här President, dem Här Wolter als Rapporteur d'Wuert ze ginn.

» M. le Président. - Merci, Madame Brasseur. Den honorabelen Här Wolter huet d'Wuert.

Rapport de la Commission de vérification des élections au Parlement européen du 7 juin 2009

» M. Michel Wolter (CSV), rapporteur. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vun der Kommissioun géif ech

lech dann d'Resultater vun den Europawahle wëlle virlesen.

Mir haten een eenzege Wahlbezirk.

Et waren insgesamt 218.423 Wahlziedelen an den Urnen.

Dovu waren 11.889 wäiss Ziedelen.

Et waren 8.170 ongültleg Ziedelen,

deemno 198.364 valabel Ziedelen.

D'Gesamtzuel vun de Stëmmen, déi ofgi gi sinn, war 1.126.032 an den Nombre électoral war 160.862.

Déi verschidde Lëschten, déi ugetruede sinn, hu folgend Zuel vu Stëmme krut:

d'Lëscht 1 (KPL - D'Kommunisten)	17.304
d'Lëscht 2 (déi gréng)	189.523
d'Lëscht 3 (ADR - Alternativ Demokratesch Reformpartei)	83.168
d'Lëscht 4 (LSAP - D'Sozialisten)	219.349
d'Lëscht 5 (DP - Demokratesch Partei)	210.107
d'Lëscht 6 (déi Lénk)	37.929
d'Lëscht 7 (CSV - Chrëschtlech Sozial Vollekspartei)	353.094
d'Lëscht 8 (d'Biergerlëscht)	15.558

Gewielt op deene verschidde Lëschte sinn:

d'Lëscht 1 (KPL): kee Gewielten;

d'Lëscht 2 (déi gréng): ee Gewielten, an zwar den Här Claude Turmes;

d'Lëscht 3 (ADR): kee Gewielten;

d'Lëscht 4 (LSAP): ee Gewielten, an zwar den Här Robert Goebbels;

d'Lëscht 5 (DP): ee Gewielten, an zwar den Här Charel Goerens;

d'Lëscht 6 (déi Lénk): kee Gewielten;

d'Lëscht 7 (CSV): dräi Gewielten, an zwar d'Madame Viviane Reding, d'Madame Astrid Lulling an den Här Frank Engel;

d'Lëscht 8 (d'Biergerlëscht): kee Gewielten.

Eis Kommissioun géif der Chamber vorschloen, d'Europawahle vum 7. Juni 2009 ze validéieren, an ech géif lech Merci soe fir Är Opmierksamkeet.

» Plusieure voix. - Très bien!

» M. le Président. - Merci, Här Wolter. Ass d'Chamber mat de Konklusiounen vun der Kommissioun, déi elo just vum honorabelen Här Wolter hei virgedroe gi sinn, averstanen?

Ech géif lech bieden, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Domadder sinn d'Europawahlen eestëmmege validéiert.

Ech wäert de President vum Europaparlament an deem Sënn informéieren.

Domadder, Dir Dammen an Dir Hären, si mer um Enn vun eiser Sitzung vun haut ukomm.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.12 heures)



Chambre
des Députés
L U X E M B O U R G

Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

Sommaire

1. Clôture de la 1^{re} session extraordinaire 2009 et ouverture de la 2^e session extraordinaire 2009
- M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État
2. Prestation de serment de trois élus
3. Vérification des pouvoirs et prestation de serment des suppléants
- M. le Président, M. Camille Gira
- Rapport de la Commission de vérification des élections législatives du 7 juin 2009: Mme Martine Mergen
- Assermentation des suppléants
4. Élection du Bureau et renouvellement de la nomination du Secrétaire général
5. Allocution du Président sortant
- M. Lucien Weiler
6. Allocution du Président élu
- M. Laurent Mosar, Président
7. Élection du Bureau et renouvellement de la nomination du Secrétaire général (suite)
8. Constitution des groupes politiques
9. Institution de la Conférence des Présidents
10. Constitution des commissions parlementaires réglementaires et permanentes
11. Délégations auprès des Assemblées parlementaires internationales

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler, Nicolas Schmit, Mme Octavie Modert, M. Marco Schank, Mme Françoise Hetto-Gaasch et M. Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.01 heures)

» M. le Président. - D'Sitzung ass op.

1. Clôture de la 1^{re} session extraordinaire 2009 et ouverture de la 2^e session extraordinaire 2009

Dir Dammen an Dir Hären, den Artikel 72, drëtten Alinea vun eiser Verfassung gesäit Folgendes vir: «Toute session est ouverte et close par le Grand-Duc en personne, ou bien en son nom par un fondé de pouvoirs nommé à cet effet.»

Duerch groussherzoglechen Arrêté vum 23. Juli huet de Grand-Duc dem Här Jean-Claude Juncker, Premier- a Statsminister, d'Vollmacht ginn, déi éischt Session extraordinaire zouzemaachen an déi zweet Session extraordinaire 2009 opzemaachen. Ech ginn dem Här Premierminister d'Wuert.

» M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État. - Här President, am Optrag vum Grand-Duc hunn ech d'Éier, déi éischt aussergewöhnlech Sessioun vun eiserem Parlament zouzemaachen an déi nächst opzemaachen.

Merci.

» M. le Président. - Ech ginn dem Här Premierminister Akt vu senger Deklaratioun. Déi zweet Session extraordinaire ass domadder op.

2. Prestation de serment de trois élus

Dir Dammen an Dir Hären, d'Chamber huet an hirer éischter extraordinärer Sessioun vum 8. Juli d'Wahle vum 7. Juni validéiert an d'Vérification des pouvoirs vun de Gewielten duerchgefouert. Duerno goufen hei am Parlament 45 Membere vereedegt.

Mir géifen elo déijéineg vereedegen, déi den 8. Juli net konnte présent sinn. Dat sinn

déi Häre Fernand Boden, Lucien Lux a Jean-Louis Schiltz. Ech géif si bieden eropzekommen, fir den Eed ofzeleeën, esou wéi en am Artikel 57 (2) vun der Verfassung virgesinn ass.

Ech liesen lech d'Eedesformel vir, dann hieft Der d'Hand an d'Luucht a jiddwer Eenzelnen äntwert mat „Je le jure.“:

«Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État.»

Ech géif lech elo bieden, een no deem aneren ze widderhuelen: „Je le jure.“

Fir d'éischt den Här Fernand Boden.

» M. Fernand Boden (CSV). - Je le jure.

» M. le Président. - Den Här Lucien Lux.

» M. Lucien Lux (LSAP). - Je le jure.

» M. le Président. - An den Här Jean-Louis Schiltz.

» M. Jean-Louis Schiltz (CSV). - Je le jure.

» M. le Président. - Ech ginn lech Akt vun Ärem Eed. Dir sidd domadder Membere vun dëser Chamber an ech félicitéieren lech am Numm vun eis alleguerten dofir.

3. Vérification des pouvoirs et prestation de serment des suppléants

Mir kommen elo zur Vérificatioun vun de Pouvoire vun de Suppléanten, bedéngt duerch d'Kompositioun vun där neier Regierung. Folgend Texter sinn do ze beuechten:

Den Artikel 57 (1) vun der Verfassung: «La Chambre vérifie les pouvoirs de ses membres et juge les contestations qui s'élèvent à ce sujet.»

- Den Artikel 118 vum Wahlgesetz: «La Chambre des Députés se prononce seule sur la validité des opérations électorales.»

- Den Artikel 119 vum Wahlgesetz: «Toute réclamation contre l'élection doit être faite avant la vérification des pouvoirs.»

- Dann den Artikel 3 vum Chambersreglement:

- Paragraph 1: «La Chambre est juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection.»

- Paragraph 2: «À cet effet, les procès-verbaux d'élections sont, avec les pièces justificatives, transmis à une commission de sept membres, que le Bureau provisoire désigne en séance publique par voie du sort pour vérifier les pouvoirs.»

- Paragraph 3: «La commission nomme un ou plusieurs rapporteurs chargés de présenter ses conclusions à la Chambre.»

- An dann dee leschte Paragraph: «La Chambre se prononce sur les conclusions de la commission, et le Président proclame députés ceux dont les pouvoirs ont été déclarés valides.»

Esou wéi et am Artikel 3 vum Chambersreglement steet, louse mer elo siwe Membere fir d'Vérificatiounskommissioun aus:

- den Här Gira;
- den Här Colombero;
- d'Madame Mergen;
- den Här Kaes;
- den Här Roth;
- d'Madame Mutsch an
- d'Madame Dall'Agnol.

Voilà! Ech géif elo déi siwe Membere bieden zesummenzekommen, fir d'Wahl vun de Suppléanten ze vérifiéieren an dann der Chamber hir Konkusiounen virzedroen.

D'Sitzung ass ennerbrach.

(La séance publique est suspendue de 15.05 à 15.07 heures.)

D'Sitzung ass erëm kuerz op. Mir mussen eis Kommissioun complétiéieren. D'Madame Dall'Agnol ass net do. Dofir géife mer nach e siwente Member wielen.

Voilà! Den Här Lux.

D'Sitzung ass erëm zou.

(La séance publique est suspendue de 15.08 à 15.18 heures.)

Déi öffentlech Sitzung geet weider.

D'Wuert huet elo de President vun der Kommissioun, déi mer elo grad constituéiert hunn, den honorabelen Här Camille Gira. Här Gira, wann ech gelift.

» M. Camille Gira (déi gréng). - Här President, d'Kommissioun, déi duerch d'Lous zesummegehallt gouf, setzt sech aus folgenden Deputéierten zesummen: den Här Colombero, d'Madame Mergen, den Här Kaes, den Här Roth, d'Madame Mutsch, den Här Lux a meng Wéinegkeet. D'Madame Mergen gouf zur Rapportrice an ech selwer zum President vun dëser Kommissioun ernannt.

Här President, ech géif lech da bieden, der Rapportrice d'Wuert ze ginn.

» Plusieurs voix. - Très bien!

» M. le Président. - Merci, Här Gira. D'Madame Mergen huet d'Wuert, fir de Rapport vun der Kommissioun ze maachen.

Rapport de la Commission de vérification des élections législatives du 7 juin 2009

» Mme Martine Mergen (CSV), rapportrice. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wäert elo op Franséisch virufueren, well ech hu fénnef Joer laang bewisen, dass ech Lëtzebuergesch kann. An ech mengen net, dass et elo drun ass, dass ee muss bewisen, dass ee Lëtzebuergesch kann. Dofir halen ech déi Ried hei op Franséisch, well se ass op Franséisch geschriwwen. Da maachen ech och kee Feeler.

Les élections législatives du 7 juin 2009 ont été validées lors de la séance publique du 8 juillet 2009. La Chambre a pris acte de la prestation de serment de 45 députés. Au début de la séance publique d'aujourd'hui, trois élus ont encore prêté serment, à savoir M. Fernand Boden, M. Lucien Lux et M. Jean-Louis Schiltz.

M. Jean-Claude Juncker, M. Jean Asselborn, Mme Marie-Josée Jacobs, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Luc Frieden, M. François Biltgen, M. Jeannot Krecké, M. Mars Di Bartolomeo, M. Jean-Marie Halsdorf, M. Claude Wiseler, M. Nicolas Schmit et Mme Octavie Modert ont été reconduits par arrêté grand-ducal du 23 juillet 2009 dans leur fonction de membre du Gouvernement.

Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Romain Schneider et M. Marco Schank ont été nommés à la fonction de ministre par le même arrêté.

Il appartient dès lors à la Chambre de vérifier les pouvoirs de leurs suppléants.

À cet effet, le Président de la Chambre a convoqué à la séance publique d'aujourd'hui les personnes suivantes: Mme Sylvie Andrich-Duval, M. Marc Angel, M. Lucien Clement, M. Fernand Diederich, M. Emile Eicher, M. Léon Gloden, M. Claude Haagen, M. Norbert Hauptert, M. Marc Lies, M. Roger Negri, M. Jean-Paul Schaaf, M. Ben Scheuer, Mme Vera Spautz, M. Robert Weber et M. Raymond Weydert.

La Commission constate que la procédure a été régulière en la forme et recommande à la Chambre de valider les pouvoirs de ces douze (lire «quinze») élus.

» Une voix. - Très bien!

» M. le Président. - Merci, Madame Mergen.

Ass d'Chamber dermat averstanen, d'Pouvoir vun de Suppléanten ze validéieren?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Ech géif dann d'Huissiere bieden, d'Suppléanten eranzebieden, fir dass se kënnen den Eed ofleeën, esou wéi et an der Verfassung virgesinn ass.

Assermentation des suppléants

Voilà, ech liesen lech d'Eedesformel vir, an duerno seet jiddweree vun lech: „Je le jure.“

«Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État.»

D'Madame Sylvie Andrich-Duval.

» Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV). - Je le jure.

» M. le Président. - Den Här Marc Angel.

» M. Marc Angel (LSAP). - Je le jure.

» M. le Président. - Den Här Lucien Clement.

» M. Lucien Clement (CSV). - Je le jure.

» M. le Président. - Den Här Fernand Diederich.

» M. Fernand Diederich (LSAP). - Je le jure.

» M. le Président. - Den Här Emile Eicher.

» M. Emile Eicher (CSV). - Je le jure.

» M. le Président. - Den Här Léon Gloden.

» M. Léon Gloden (CSV). - Je le jure.

» M. le Président. - Den Här Claude Haagen.

» M. Claude Haagen (LSAP). - Je le jure.

» M. le Président. - Den Här Norbert Hauptert.

» M. Norbert Hauptert (CSV). - Je le jure.

» M. le Président. - Den Här Marc Lies.

» M. Marc Lies (CSV). - Je le jure.

» M. le Président. - Den Här Roger Negri.

» M. Roger Negri (LSAP). - Je le jure.

» M. le Président. - Den Här Jean-Paul Schaaf.

» M. Jean-Paul Schaaf (CSV). - Je le jure.

» M. le Président. - Den Här Ben Scheuer.

» M. Ben Scheuer (LSAP). - Je le jure.

» M. le Président. - D'Madame Vera Spautz.

Mardi,
28 juillet 2009

►►► **Mme Vera Spautz** (LSAP).- Je le jure.

►►► **M. le Président**.- Den Här Robert Weber.

►►► **M. Robert Weber** (CSV).- Je le jure.

►►► **M. le Président**.- An den Här Raymond Weydert.

►►► **M. Raymond Weydert** (CSV).- Je le jure.

►►► **M. le Président**.- Ech ginn lech Akt vun Ärem Eed. Domadder sidd Der Member vun der Lëtzebuurger Chamber. Félicitatioune vun eis alleguerten!

4. Élection du Bureau et renouvellement de la nomination du Secrétaire général

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen elo zu der Wahl vum Bureau vun der Chamber. Eise Reglement no besteet de Bureau aus engem President, dräi Vizepresidenten a maximal siwe Memberen an dem Secrétaire général.

Am Artikel 4 vun eisem Reglement steet Folgendes: «(1) La Chambre, après la vérification des pouvoirs, procède à l'élection du Bureau, composé d'un président, de trois vice-présidents et de sept membres au plus.

(2) Il est successivement procédé à un scrutin spécial pour la nomination du président, des trois vice-présidents et des membres.

(5) Au cas où pour la nomination soit du président, soit des vice-présidents, soit des membres le nombre des candidats correspond au nombre des places à pourvoir, le ou les candidats peuvent être proclamés élus sans qu'il soit nécessaire de procéder au scrutin prévu aux alinéas suivants (lire «précédents»).

Ech froen d'Chamber, ob et eng Proposition gëtt fir de Poste vum Chamberspräsident.

Den Här Schiltz huet d'Wuert.

►►► **M. Jean-Louis Schiltz** (CSV).- Här President, mir géifen den Här Laurent Mosar proposéieren.

►►► **M. le Président**.- Gëtt et nach Propositionen? Ech gesinn, dass dat net de Fall ass.

Eist Reglement gesäit vir am Paragraph 5, Artikel 4, dass d'Chamber op eng Ofstëmmung verzichte kann, wann et kee Géigekandidat gëtt an dass deemno den eenzege Kandidat zum Chamberspräsident proklaméiert gëtt.

Ass d'Chamber domadder d'accord?

(Assentiment)

Dir Dammen an Dir Hären, ech stelle fest, den honorabelen Här Mosar ass domat proklaméierte President vun dëser Chamber.

5. Allocution du Président sortant

Dir Dammen an Dir Hären, den 3. August 2004 hat Dir an e puer anerer, déi net méi hei sinn, mir déi nobel Aufgab uvertraut, d'Lëtzebuurger Chamber ze presidéieren. Ech hat deemools versprach, alles ze maachen, fir dësem Parlament e gudden Präsident ze sinn. Et ass net u mir ze jugéieren, ob dat mer gelongen ass.

Ech kann nëmmen eent soen: Ech hu versicht dat ze ginn, wat ech konnt ginn, fir eist Parlament esou ze presidéieren an no bausen esou ze repräsentéieren, wéi et sech fir déi éischt Institutioun vum Stat gehéiert. Et war eng grouss Eier fir mech. Et war eng nobel Tâche, déi ech ganz gär gemaach hunn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mir, lech alleguerten, der Regierung, dem Generalsekretär an der Verwaltung an och deene ville Mënschen dobaussen am Land ee grouss Merci ze soe fir d'Ënnerstëtzung, den Zousproch an och d'Sympathie, déi mir an deene leschte fënnf Joer entgéintbruecht ginn ass.

Villmools Merci!

(Applaudissements)

Deem neie President vun der Chamber, dem Här Laurent Mosar, wëll ech ganz härelech félicitéieren an nëmmen dat

Bescht a sengem neien Amt wënschen. An ech géif en elo bieden eropzekommen, fir d'Présidence ze iwwerhuelen.

(M. Laurent Mosar prend la présidence.)

6. Allocution du Président élu

►►► **M. le Président**.- Dir Dammen, Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt emol wëll ech lech alleguerten en häreleche Merci soe fir dat Vertrauen, wat Dir mir elo ausgeschwat hutt, andeems Dir mech zu Ärem President gewielt hutt. Dëst ass net nëmmen eng grouss Eier fir mech, mä och e grouss Vertrauensbewäis, deen Dir mir domadder ausgestellt hutt an deen ech versiche wäert, an deenen nächste Méint a Joren net ze enttäuschen.

Ech hat d'Chance, déi lescht fënnf Joer d'Fonction vum Vizepräsident kënnen auszuféieren, wat mir en lwwerbléck iwwert d'Erwaardungen an de Fonctionnement vun dësem Haus erméiglecht huet a mir bei der zukünftiger Ausübung vun dësem Amt wäert hëllef.

Ufänke wëll ech meng Interventioun mat engem grouss Merci u mäi Virgänger, de Lucien Weiler, fir seng Aart a Weis wéi hien an deene leschte fënnf Joer dëst Haus gefouert huet. Hien huet eng exzellente Aarbecht gemaach an huet dës nobel Aufgab mat vill Fingerspëtzegefäll ausgeübt. Hien huet dann awer och d'Chamber no baussen ëmmer mat grousser Dignitéit vertrueden, souwuel heiheim wéi ausserhalb vun eise Grenzen, ënner anerem bei sengen offizielle Visiten.

Hien ass e wierdege Verrieder vun dësem Haus gewiescht, a mir alleguer sinn him zu groussem Dank verflucht. Hien huet d'Lat héich geluecht fir mech, mä och fir all déi, déi him a mir an dëser wichteger Aufgab wäerten nofolgen.

Merci Luss! Du waars e grouss President, an och, wa mir dech weider ënner eis behalen, wäerte mir dech dach op dësem Stull mëssen.

(Applaudissements)

Dir Dammen an Dir Hären, duerch d'Veedeegung vun deenen dräi fréiere Regierungsmemberen an deene 15 Suppléanten ass d'Chamber elo definitiv vollzählig a wäert, nodeem se elo geschwënn hir Greië benennt, erëm komplett handlungsfäeg sinn. Ech wëll lech dann och alleguerten heimadder op d'Härelechst als Member vun dëser Chamber félicitéieren an lech vill Satisfaktioun a Courage an der Ausübung vun Äre Fonctioun wënschen.

D'Chamber huet also, wéi eisen Doyen et viru 14 Deeg ausgedréckt hat, elo en neit Gesiicht. Par rapport zur leschter Sitzung vun der Legislatur 2004/2009, si 16 aner Gesichter heibannen. Zéng Deputéiert si ganz nei an dësem Haus. Et ass mir e perséinlech Bedierfnis, eng gutt Zesummenaarbecht mat jiddwerengem vun lech opzebauen, an dat op allen Niveaue, wou mir d'Geleeënheet hunn, zesummen ze schaffen, ob hei an der Plénière, am Bureau oder an der Presidentekonferenz.

Esou wéi eis Verfassung dëst virgesäit, representéiere mir alleguer d'ganz Vollek a sinn net d'Interesseverrieder vu bestëmmte Kategorië vu Leit. Eis Verflichtung ass net déi fir Partikularinteressen hei ze verrieden, mä der Allgemengheet ze déngen. Mir si versammelt opgrond vun engem Mandat, dat d'Volk eis uvertraut huet. Mir sollen eis an eiser alldeeglecher Aarbecht deem wierdeg erweisen an dëst nom beschte Wëssen a Kënnen ausüben.

Mir sollen eng zolidd Referenz, e Point de repère, mä virun allem awer och e Virbild fir d'Leit dobausse sinn; dëst ganz besonnesch a wirtschaftlech vill méi schwieereg Zäiten. Et läit an eisen Hänne, fir e staarkt Parlament ze sinn, an deem d'Bierger d'Gefüll hunn, gutt vertrueden ze sinn, an hinnen domadder d'Vetrauen an d'Politik ze vermëttelen. D'Vetrauen, wat an deene leschte Joren ëmmer erëm méi verluer gaangen ass, wann een d'Zuel vun deene Leit kuckt, déi guer net zur Wahl ginn oder e wäissen oder en ongültege Wahlziedel ofginn.

Och mir alleguer kënnen duerch d'Aart a Weis, wéi mir hei mateneen diskutéieren, awer och mënschlech ëmginn, dozou bäidroen, dass dat verluerent Vertrauen erëm bei ville Bierger zrëckkënn. Och wann dat a wirtschaftlech schwieereg Zäite sécherlech net déi einfachste Missioun ass.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ob an der Opposition oder an der Majoritéit, mir hunn déiselwescht Legitimation, Verantwortung,

deen nämlechten Opdrag vun de Wieler iwwermëttelt kritt. Eist Zil ass déi beschtméiglech Zukunft fir dëst Land a seng Awunner ze gestalten. Jiddwereen heibanne soll deenen aneren hiren Iddien a Propositionen dee Respekt an déi Opmierksamkeet entgéintbréngen, déi se verdéngen. Ech wäert op jidde Fall derfir suergen, dass jiddwer Member vun dësem Haus gläich behandelt gëtt, an dofir wäert d'Dier vu mengem Büro fir jiddweree vun lech ëmmer op sinn.

Demokratie heescht och engem anere seng Meenung akzeptéieren. Jiddweree vun eis ass e Stéck vum législative Pouvoir. Et ass hei an Haus, wou déi parlamentaresch Demokratie leeft, sief et an dësem Sall oder an de Kommissiounssitzungen, iwwerall muss d'Openeentreffe vu verschidde Iddië garantéiert sinn.

An dësem Zesammenhang wëll ech de französische Philosoph Claude Lefort zitieren: «La démocratie est la seule forme de société qui reconnaisse l'inévitable conflit social sur lequel repose toute société. Mieux elle se nourrit de ce conflit qui constitue sa source d'énergie et de renouvellement. C'est ce système de divergence de vue organisé qui fait la force de notre démocratie.»

Dir Dammen an Dir Hären, als President vun dësem Haus wëll ech iwwer eng onparteiisch Leedung vun de Sitzungen eraus och e Lien sinn tëschent neien a méi eelere Kolleegen. Tëschtent deene sechs Parteien, déi heibanne vertrueden sinn. Tëschtent Majoritéit an Opposition. Tëschtent der Chamber, dem Statschef, der Regierung, dem Conseil d'État an deenen aneren nationalen Institutiounen. An natierlech mat de Bierger hei am Land. Ech wäert natierlech versichen, dëst Haus no baussen esou gutt an esou wierdeg wéi méiglech ze representéieren, souwuel heiheim wéi iwwer eis Grenzen eraus.

Ech wëll allerdéngs meng Aufgab net nëmmen op Representationspflichten limitéiert gesinn, mä ech wëll virun allem à l'écoute vun de Bierger vun dësem Land sinn a probéieren hinnen zumindest en Ufank vun Äntwert op hir Suergen, Froen a Probleemer ze ginn.

Ech wëll e President sinn, dee sech an der Mëtt vum Vollek ophält, e President fir unzepaken. Fir an deem Sënn en Zeechen ze setzen, wäert ech mech muer an der Mëttesstonn bei der „Stëmm vun der Strooss“ zu Bouneweg afannen, fir zesumme mat deene Mënschen zu Mëtteg ze iessen an ze diskutéieren, mat deenen d'Liewen et net esou gutt gemengt huet.

Dës Visite huet fir mech eng duebel Bedeutung. Éischtens sinn ech der Meenung, dass d'Chamber an hire President ganz besonnesch mussen e Gehéier hu fir d'Suerge vun deene sozial méi schwache Mënschen an eise Land, där et der leider ëmmer méi gëtt. Zweetens wëll ech an dee Stater Quartier goen, an deem ech gebuer sinn a mä ganzz Liewe bis elo verbruecht hunn, a mat deem ech ganz besonnesch verbonne sinn.

Derniewent wëll ech mech och beméien, d'Relatioun mat ganz besonnesch eisen Nopeschparlamenten ze fleegen, well mer besonnesch an deene leschte Méint gesinn hunn, wéi wichteg et ass, gutt Bezéiunge mat den Nopeschlänner och um parlamentareschen Niveau ze hunn. Ech wäert dofir och an deenen nächste Méint eng Zort Untrëtsbesuch an eisen Nopeschparlamenten maachen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, an der leschter Legislatur ass dëst Parlament ënnert dem Virsätz vum Lucien Weiler erëm e Stéck weiderkomm a senger Emanzipatioun. Ech hoffen, dass dat an deenen nächste fënnf Joer weider de Fall wäert sinn.

Ech wëll dës Institutioun an hirer legislativer Aarbecht weider stäerken an dozou bäidroen, dass d'Gesetzesprojeten a -propositionen séier an effikass evakuéiert ginn. Hei géllt et dann och dee permanenten Dialog mat deenen aneren Institutiounen, déi am legislativen Prozess matschaffen, weiderhin intensiv ze fleegen.

Et ass mir perséinlech des Weideren och e Bedürfnis, fir derfir ze suergen, dass d'Chamber och weiderhin en oppent Haus fir déi jonk Leit bleift. Wéi dat an der Vergaangenheit schonns de Fall war, wäerte mir och an Zukunft regelméisseg Jugendkonventer a Visité fir Schoukassen organiséieren, fir dass si eis Institutioun, hire Fonctionnement an hiert Wierke besser kenne léieren, mä sech awer och bewosst ginn, dass eng parlamentaresch Demokratie keng Selbstverständlechkeet ass, mä dass eis Virfaren an engem laange Prozess fir déi Rechter, déi haut oft als normal ugesi ginn, gekämpft hunn.

Esou wäert ech dann och derfir suergen, dass der Rubrik „Junior“ vun eisem Internet-site eng speziell Bedeutung zoukënn an dass si den Uspréich vun deene Jonke stänneg ugepasst gëtt.

Ech sinn awer och der Meenung, dass mir nach méi verstärkt op déi Jugendlech sollen zougoen a méi konsequent d'Zesummenaarbecht mat de Schoule siche sollen. Iwwer eng reng Wëssensvermittlung eraus sollt ee si och fir politesch Aktualitéitsfroe sensibiliséieren an de politeschen Engagement ureegen. Ech wäert dofir an deenen nächste Méint a Joren an d'Schoule goen, fir direkt am Kontakt mat deene Jonken ze sinn.

Dir Dammen an Dir Hären, dat Vertrauen, wat d'Bierger jiddwer Eenzelne vun eis entgéintbruecht hunn, hu mir an enger Zäit kritt, wou eist Land Äntwerten op eng Rei vu grouss Probleemer muss ginn. Eng finanziell an ekonomesch Kris huet eis Länner an onroueg Gewässer bruecht. De Finanzsektor ass doduerch méi wéi ugespaant. Eis Exporter si réckgängeg an eis Recetté wäerten en zolitten Abroch erliden.

D'Kris kann, wéi sou oft gesot gëtt, fir eis awer och eng Chance sinn, fir verschidde Strukturformen duerchzuféieren a fir d'Kompetitivitéit vun eiser Wirtschaft ze verbesseren. Zesummen am gedanklechen Échange si mir gefuerdert, eist Land aus dem stiermesche Waasser erëm a méi roueg Gewässer an de sécheren Hafen ze steieren.

D'Chamber wëll hir Verantwortung hei huelen a muss am bevirstehende Krisenmanagement hir Plaz fannen. D'Chamber kann net ausgeschloss ginn. Si huet och an dësem Sënn begreist, dass se iwwert d'Finanz- an d'Spezialkommissioun an der leschter Legislaturperiod regelméisseg vun der Regierung au courrant gesat gouf, wat déi lescht Zuelen iwwert d'Statsrecetten ugeet.

Ech géif duerfir och wënschen, dass déi Finanzkommissioun, déi mer elo geschwënn hei wäerte bestëmmen, esou schnell wéi méiglech hir Aarbecht ophält, a vun der Regierung déi rezentesten Zuele vun de Statsrecetté vun de leschten Zwee Méint matgedeelt kritt. Mir wäerten et nëmme gemeinsam packen, aus dëser wuel gréisster wirtschaftlecher Kris och an eise Land erauszekommen, wa Chamber a Regierung zesummen iwwert déi zukünfteg Gestaltung vun eise Land diskutéieren an decidéieren.

Dir Dammen an Dir Hären, déi Finanz- a Wirtschaftskris mat hiren Auswierkunge wäert eis nach eng Zäit beschäftegen. Vläch bestee eis Chance awer och doran, dass mir déi Kris dës kéier zesummen an Europa duerchstinn. Grad elo misst Europa als e Ganzt dosto. Mir musse beweisen, dass den europäesche Gesellschaftsmodell nach eng Zukunft huet. D'europäesch Dossier hunn an deene leschte Joren eng méi grouss Bedeutung hei am Haus kritt. D'Chamber huet sech jo an deene leschte Joren eng effikass Aarbechtmethod ginn: d'Stratégie européenne de la Chambre.

Et geet net duer, fir sech eréischt um Niveau vun der Transposition vun den Direktiven un Europa ze interesséieren. Mir missten eis scho vill éischer an déi europäesch legislativ Prozedur aklinnen. Et ass just andeems déi national Parlamenten sech fréi aschalten, wou si kënnen d'Evolutioun vun den Aarbechte vun deenen europäeschen Institutiounen matkréien a beaflossen. An dobäi soll d'Chamber et net verpassen, fir aner national Parlamenten ze kontaktéieren, wa gemeinsam Interessen um Spill stinn.

Méi wéi an der Vergaangenheit misst d'Chamber sech mat de Stellungnahmen zu Wuert mellen, op d'Regierung zougoen an hir Positionen matdeelen, gegebenfalls och d'Europäesch Kommissioun kontaktéieren, wa Probleemer notéiert ginn.

Mam Akraaftfriede vum Lissabonner Vertrag kënn souwiesou eng nei Aufgab op d'Parlamenten duer, an zwar d'Kontroll vun Respekt vum Subsidiaritätsprinzip. De Lissabonner Vertrag mécht, dass déi national Parlamenten, an domadder d'Bierger, déi si verrieden, e Kompetenzschub kréien.

Et war de Wëlle vun den Auteuren vum Lissabonner Vertrag, fir och déi national Parla-

menter verstärkt an den europäisches Entscheidungsprozess mit anzubringen. Mir mussen eis intensiv mat den Inhalter, an dat zum fréiest méiglechen Zäitpunkt, vun deene fir d'Land wichtige Dossieren auserneeetzen a Positionen ergräfen.

Den nationalen Deputierten dréit also kloer eng europapolitisch Verantwortung. Mir kënnen des Erausforderung nëmme packen, wa jiddwer Deputierte sech an Zukunft mat europapolitischen Dossieren auserneeetzt. Dat wäert sécherlech fir deen een oder anere Kolleeg eng Ëmstellung bedeuten, mä ech sinn iwwerzeugt, datt mir am Asaz vu jiddwerengem och des Erausforderung packen.

An Zukunft wäerte mir versichen elo e weider Stéck Wee zréckzeleeën. Europa ass a wäert och an Zukunft e feste Bestanddeel vun der parlamentarescher Aarbecht an dem Parlament sinn. D'Viraussetzung sinn hei ginn, net zulescht duerch den Accord, dee mir mat der Regierung a Saachen zesammenaarbecht Regierung, Chamber an europäisches Dossieren ënnerschriwwen hunn, an dee säit kuerzem Bestanddeel vun eisem Reglement ass.

D'Chamber ass op jidde Fall gewëllt, déi Verantwortung ze iwwerhuelen, déi hir an deene jeweilige Gebidder zoukënn, a si wëllt e konstruktiven, mä kritische Partner sinn.

Déi nei Chamber soll ausserdeem de Kontakt mat der Europäescher Kommissioun a mam Europaparlament verdéieren. Eis sechs Europadeputierte gi säit Jore regelméisseg an d'aussereuropäisches Kommissioun invitéiert. Si hu schonn an der Vergaangenheet ëmmer informéiert, wat zu Bréssel an zu Stroossbuerg géif ustoen.

Mä och hei kann d'Kommunikation nach verdéiert ginn, soll de Feedback vun de Fachkommissiounen verbessert ginn. An d'Chamber géif zum Beispill och gutt drun doen, fir sech e puermol am Joer a speziell dofir geplante Sitzungen ze gesinn, fir de Point ze maachen, op wéi engen Dossiere si schaffen.

Mir hu gesinn, datt an de leschte Joren och d'Zesammenaarbecht tëschent den nationalen Parlamenten an tëschent dem Europaparlament an den nationalen Parlamenten am Kader vu Réunionne vun deene verschidde Präsidenten derzou bägedroen huet, deenen nationale Parlamenten eng Stëmme an Europa ze ginn an déi europäesch Problematik verstärkt an déi jeeweileg Parlamenten eranzedroen an do ze beschwätzen.

Europa ass a wäert och an Zukunft iwwert dee Wee méi no bei eis Bierger gefouert ginn. Mir sinn an dem Sënn an der Pflicht, den europäisches Dossieren déi néideg Opmierksamkeit zुकommen ze loosse. Mir sinn nämlech e Bestanddeel vun europäesche Prozess, an et ass och un eis, dat europäescht Haus mat opzubauen an Europa besser handlungsfäeg ze maachen.

Haut hu vill Bierger d'Vertrauen an Europa verluer. Vun eis alleguer hänt et of, ob zumindest d'Bierger an eisem Land an deenen nächste Joren e bësse méi Vertrauen an dat Europa erëmfannen, fir datt d'Europäesch Unioen eng Zukunft huet.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et waarden an den nächste Joren eng ganz Rei grouss Erausforderungen an dem Haus op eis. Et läit an eisen Hänn, wat mir doraus maachen. Ech wënschen eis alleguer gute chance an eise jeeweileg Funktiounen a soen lech Merci fir Är Opmierksamkeit.

►►► **Plusieurs voix.** - Très bien!

7. Élection du Bureau et renouvellement de la nomination du Secrétaire général (suite)

►►► **M. le Président.** - Mir wien elo dräi Vizepräsidenten. Gëtt et dozou iergendwelch Virschléi?

Den Här Schiltz, wann ech gelift.

►►► **M. Jean-Louis Schiltz** (CSV). - Här President, mir géifen den Här Michel Wolter als Vizepräsident proposéieren.

►►► **M. le Président.** - Här Lux, wann ech gelift.

►►► **M. Lucien Lux** (LSAP). - Här President, ech wollt lech fir d'éischt am Numm vun eiser Fraktioun félicitéieren als neie President vun dieser Chamber an eng gutt Zesammenaarbecht ubidden. An ech wollt lech als Vizepräsidentin d'Madame Lydia Mutsch proposéieren.

►►► **M. Xavier Bettel** (DP). - Här President, ech schlësse mech de Wiederum Här Lux un, fir lech bonne chance ze wënschen als President an och op eis Zesammenaarbecht a Kollaboration kënnen ze zielen. A mir géifen lech d'Madame Lydie Polfer als Vizepräsidentin vun dieser Chamber proposéieren.

►►► **M. le Président.** - Ech gesinn, datt esou vill Kandidature virleien, wéi Posten ze verdeele sinn.

Ass d'Chamber domadder averstanen, den Artikel 4, Alinea 5 vum Chambersreglement ze applizéieren?

Ech géif déi bieden, déi domat averstane sinn, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Den Här Michel Wolter, d'Madame Lydia Mutsch an d'Madame Lydie Polfer sinn zu Vizepräsidenten vun der Chamber proklaméiert.

Mir wien dann elo d'Membere vun Bureau. Fir d'éischt muss d'Chamber d'Zuel vun de Membere vun Bureau festleeën. Nom Chambersreglement däerfen et sechs, héchstens siwe Leit sinn.

Ass d'Chamber domadder averstanen, siwe Memberen ze wien?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert. Ginn iergendwelch Kandidature fir déi siwe Poste vun de Membere vun Bureau virgeschloen?

Den Här Schiltz, wann ech gelift.

►►► **M. Jean-Louis Schiltz** (CSV). - Här President, ech géif lech den Här Lucien Clement, den Här Lucien Weiler a mech selwer proposéieren.

►►► **M. le Président.** - Den Här Fayot, wann ech gelift.

►►► **M. Ben Fayot** (LSAP). - Här President, ech wollt den Här Bodry an den Här Lux proposéieren.

►►► **M. le Président.** - Den Här Etgen, wann ech gelift.

►►► **M. Fernand Etgen** (DP). - Ech wollt am Numm vun eiser Fraktioun den Här Xavier Bettel proposéieren.

►►► **M. le Président.** - Den Här Braz, wann ech gelift.

►►► **M. Félix Braz** (déi gréng). - Déi gréng Fraktioun wëllt lech och félicitéieren fir Är Électioun, a mir proposéieren den Här François Bausch.

►►► **M. le Président.** - Et gëtt also och hei esou vill Candidate wéi et Poste gëtt. Et brauch deemno net ofgestëmmt ze ginn, wann d'Chamber domadder averstanen ass.

Ass d'Chamber domadder averstanen, den Artikel 4, Alinea 5 vum Chambersreglement ze applizéieren?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Den Här Lucien Clement, den Här Jean-Louis Schiltz, den Här Lucien Weiler, den Här Alex Bodry, den Här Lucien Lux, den Här Xavier Bettel an den Här François Bausch si Membere vun Bureau proklaméiert.

Mir kommen elo zur Ernennung vun Generalsekretär. Da wëll ech d'Chamber froen, ob se och averstanen ass, den Här Claude Frieseisen als Generalsekretär fir des extraordinäre Sessiouen ze ernennen.

(Assentiment)

Och dat ass de Fall. An et ass also esou decidéiert.

Deemno setzt sech de Bureau vun der Chamber fir des Sessiouen folgendermoossen zesammen: President, ech selwer; an d'Vizepräsidenten an all déi aner Memberen hunn ech elo virdu virgelies.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Esou wéi den Artikel 7 vum Chambersreglement et virgesäit, gëtt de Grand-Duc iwwert des Zesammensetzung a Kenntnis gesat.

8. Constitution des groupes politiques

Mir kommen dann elo zur Constitutioun vun de Fraktiounen. Am Artikel 14 vum Chambersreglement steet: «Les députés peuvent se constituer en groupes politiques.»

Pour être reconnu, un groupe politique doit comprendre au moins cinq membres.

Les groupes politiques remettent à la présidence la liste de leurs membres et indiquent le nom de leur président.»

Et hu sech véier Fraktiounen constituéiert. Dat sinn: d'Fraktioun vun der CSV mam Här Jean-Louis Schiltz als President, d'Fraktioun vun der LSAP mam Här Lucien Lux als President, d'Fraktioun vun der DP mam Här Xavier Bettel als President an d'Fraktioun vun deene Gréng mam Här François Bausch als President.

9. Institution de la Conférence des Présidents

Als nächste Punkt hu mir d'Institutioun vun der Conférence des Présidents. Am Artikel 28 vum Chambersreglement steet: «Il est institué une commission dénommée Conférence des Présidents.»

Elle se compose du Président de la Chambre, ainsi que du président de chaque groupe politique constitué conformément à l'article 14 (...).»

Deemno presentéiert sech d'Zesammensetzung vun der Presidentekonferenz folgendermoossen:

- de Chamberspräsident;

- de President vun der CSV-Fraktioun Jean-Louis Schiltz;

- de President vun der LSAP-Fraktioun Lucien Lux;

- de President vun der DP-Fraktioun Xavier Bettel an

- de President vun der Fraktioun déi gréng François Bausch.

10. Constitution des commissions parlementaires réglementaires et permanentes

Da kéime mer zu der Constitutioun vun deene parlamentaresche Kommissiounen.

Am Artikel 17 vum Chambersreglement steet: «Après chaque renouvellement de la Chambre, celle-ci forme dans son sein des commissions permanentes, dont elle fixe le nombre, la dénomination et les attributions.»

Les commissions permanentes sont composées de cinq membres au minimum et de 13 membres au maximum.

Toutes les commissions permanentes nomment dans leur sein, à la majorité absolue des votants et pour la durée de la session, un président et deux vice-présidents.»

Et läit eng Proposition vir iwwert d'Asetze vu fënnëf (liesen: „véier“) reglementareschen a 17 (liesen: „18“) permanente Kommissiounen a kenger Spezialkommissioun.

D'Zuel vun de Kommissiounsmembere soll op zwielef festgeluecht ginn. Dovun: fënnëf Membere fir d'CSV-Fraktioun, dräi Membere fir d'LSAP-Fraktioun, zwee fir d'DP-Fraktioun, ee Member fir d'Fraktioun vun deene Gréngen an ee Member ofwiesseend fir d'ADR an déi Lékn.

Ech zielen elo déi verschidde Kommissiounen op.

Fir d'éischt d'Commissions réglementaires:

- fir d'éischt d'Commission des Comptes;

- d'Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'État;

- d'Commission des Pétitions an

- d'Commission du Règlement.

Dann d'Commissions permanentes:

1. fir d'éischt d'Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration;

2. d'Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police;

3. d'Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural;

4. d'Commission des Classes moyennes et du Tourisme;

5. d'Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire;

6. d'Commission de la Culture;

7. d'Commission du Développement durable;

8. d'Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire;

9. d'Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports;

10. d'Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias et des Communications;

11. d'Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances;

12. d'Commission des Finances et du Budget;

13. d'Commission de la Fonction publique et de la Simplification administrative;

14. d'Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle;

15. d'Commission juridique;

16. d'Commission du Logement;

17. d'Commission de la Santé et de la Sécurité sociale;

18. d'Commission du Travail et de l'Emploi.

Ass d'Chamber mat dese Virschléi averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

D'Lëscht vun de Kommissiounen mat hirer Zesammensetzung gëtt am Compte rendu veröffentlicht an d'Deputierte si gebieden, no der Sitzung hei am Sall ze bleiwen, fir d'Bureau vun de Kommissiounen anzusetzen.

11. Délégations auprès des Assemblées parlementaires internationales

D'Chamber muss elo ebenfalls hir Delegierte fir déi verschidden international parlamentaresch Versammlungen designéieren.

D'Presidentekonferenz huet sech an hirer Réunion vum 23. Juli 2009 iwwert d'Zesammensetzung vun deene verschidde Delegatiounen prononcéiert.

1. Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe:

Do hu mer dräi effektiv Memberen: dovun ee Verrieder vun der CSV-Fraktioun, ee vun der LSAP, ee vun der DP;

dräi Supplémenten: zwee vun der CSV, ee vun déi gréng.

Fir d'CSV si proposéiert: den Här Norbert Haupt als effektive Member, an déi Häre Fernand Boden a Marc Spautz als Membres suppléments;

fir d'LSAP: d'Madame Lydie Err als effektive Member;

fir d'DP: d'Madame Anne Brasseur als effektive Member, an

fir déi gréng: den Här Jean Huss als Membre suppléant.

2. Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne, d'APEM:

dräi effektiv Memberen: ee vun der CSV, ee vun der LSAP, ee vun der DP;

zwee Supplémenten: ee vun der CSV, ee vun déi gréng.

Fir d'CSV si proposéiert: d'Madame Martine Mergen als effektive Member an d'Madame Christine Doerner als Membre suppléant;

fir d'LSAP: d'Madame Claudia Dall'Agnol als effektive Member;

fir d'DP: den Här Xavier Bettel als effektive Member, an

fir déi gréng: d'Madame Viviane Loschetter als Membre suppléant.

3. D'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe, d'OSCE:

de Chamberspräsident plus véier effektiv Memberen a véier Supplémenten.

Fir d'CSV si proposéiert: den Här Raymond Weydert als effektive Member an den Här Gilles Roth als Membre suppléant;

fir d'LSAP: den Här Alex Bodry als effektive Member an d'Madame Lydia Mutsch als Membre suppléant;

fir d'DP: den Här Paul Helming er als effektive Member an den Här Xavier Bettel als Membre suppléant, an

fir déi gréng: d'Madame Viviane Loschetter als effektive Member an den Här Félix Braz als Membre suppléant.

4. D'Assemblée parlementaire vun der NATO:

dräi effektiv Memberen: dovun ee Vertrieder vun der CSV-Fraktioun, ee vun der LSAP, ee vun der DP.

dräi Suppléanten: zwee vun der CSV, ee vun déi gréng.

Fir d'CSV si proposéiert: den Här Jean-Louis Schiltz als effektive Member, an d'Madame Nancy Arendt épouse Kemp an den Här Lucien Weiler als Membres suppléants;

fir d'LSAP: den Här Marc Angel als effektive Member;

fir d'DP: d'Madame Lydie Polfer als effektive Member, an

fir déi gréng: den Här Claude Adam als Membre suppléant.

5. D'Assemblée parlementaire de la Francophonie:

de Chamberspresident plus véier Memberen.

Fir d'CSV: den Här Michel Wolter als Trésorier;

fir d'LSAP: den Här Lucien Lux;

fir d'DP: d'Madame Anne Brasseur, an

fir déi gréng: den Här François Bausch.

6. D'Assemblée parlementaire de l'Union de l'Europe occidentale:

dräi effektiv Memberen: dovun ee Vertrieder vun der CSV-Fraktioun, ee vun der LSAP, ee vun der DP;

dräi Suppléanten: zwee vun der CSV, ee vun déi gréng.

Fir d'CSV si proposéiert: den Här Norbert Hauptert als effektive Member, an d'Häre Fernand Boden a Marc Spautz als Membres suppléants;

fir d'LSAP: d'Madame Lydie Err als effektive Member;

fir d'DP: d'Madame Anne Brasseur als effektive Member, an

fir déi gréng: den Här Jean Huss als Membre suppléant.

7. De Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux:

siwen effektiv Memberen: zwee vun der CSV, zwee vun der LSAP, ee vun der DP, ee vun déi gréng.

siwe Suppléanten: zwee vun der CSV, zwee vun der LSAP, ee vun der DP, ee vun déi gréng.

Fir d'CSV si proposéiert: den Här Marcel Oberweis an den Här Gilles Roth als effektiv Memberen, an d'Madame Sylvie Andrich-Duval an den Här Raymond Weydert als Membres suppléants;

fir d'LSAP: déi Häre Marc Angel a Roger Negri als effektiv Memberen, an d'Madame Lydie Mutsch an den Här Ben Scheuer als Membres suppléants;

fir d'DP: den Här Xavier Bettel als effektive Member an den Här Fernand Etgen als Membre suppléant, an

fir déi gréng: den Här Félix Braz als effektive Member an den Här Camille Gira als Membre suppléant.

8. De Conseil Parlementaire Interrégional, CPI:

de Chamberspresident plus néng effektiv Memberen: dräi vun der CSV, dräi vun der LSAP, zwee vun der DP, ee vun déi gréng;

an néng Suppléanten: dräi vun der CSV, dräi vun der LSAP, zwee vun der DP, ee vun déi gréng.

Fir d'CSV si proposéiert: déi Hären Emile Eicher, Marcel Oberweis a Mill Majerus als effektiv Memberen, an d'Madame Marie-

Josée Frank an déi Hären Eischen a Weber als Membres suppléants;

fir d'LSAP: déi Hären Alex Bodry, Fernand Diederich a Roger Negri als effektiv Memberen, an déi Häre Claude Haagen a Ben Scheuer an d'Madame Vera Spautz als Membres suppléants;

fir d'DP: déi Häre Fernand Etgen a Paul Helminger als effektiv Memberen, an d'Madame Lydie Polfer an den Här André Bauler als Membres suppléants;

fir déi gréng: den Här Claude Adam als effektive Member an den Här Henri Kox als Membre suppléant.

9. D'Conférence des Organes spécialisés dans les Affaires communautaires (COSAC):

fénnef effektiv Memberen.

Fir d'CSV: den Här Fernand Boden;

fir d'LSAP: den Här Ben Fayot;

fir d'DP: den Här Eugène Berger, an

fir déi gréng: den Här Félix Braz.

10. D'Union interparlementaire, d'UIP:

aacht effektiv Membere fir déi éischt Session annuelle a fénnef effektiv Membere fir déi zweet Session annuelle.

D'Membere sinn traditionellerweis: de Chamberspresident an d'Membere vum Bureau. Dat sinn:

fir d'CSV: déi Häre Laurent Mosar, Michel Wolter, Lucien Clement a Lucien Weiler als effektiv Memberen;

fir d'LSAP: den Här Alex Bodry, den Här Lucien Lux an d'Madame Lydia Mutsch als effektiv Memberen;

fir d'DP: den Här Xavier Bettel an d'Madame Lydie Polfer als effektiv Memberen, an

fir déi gréng: den Här François Bausch als effektive Member.

Ech froen d'Chamber, ob si mat all deene Virschléi, déi hei gemaach gi si fir d'Assemblées parlementaires internationales, averstanen ass?

(Assentiment)

Den Här Hoffmann freet d'Wuert.

» M. André Hoffmann (déi Lénk).- Et huet jo, Här President, jiddweree verstanen, dass mir net gefrot gi sinn, ob mer eventuell interesséiert wären drun, an enger vun deene villen internationale Kommissiounen vertratt ze sinn. Dat huet jiddweree verstanen, dass mir net gefrot gi sinn. Dat heescht also, dass déi Virschléi, déi den Här President elo gemaach huet, net drop berouen, dass mir ënner Ëmstänn bei all deenen Institutiounen Nee gesot hätten, sondern dass mer net gefrot gi sinn. Ech mengen, dat wär awer de Minimum, dass een dat misst preziséieren.

Ech muss lech éierlech soen, an dat ass en Thema, op dat ech am Verlaf vun der uerdentlecher Sessioun och nach zrëckkommen, dass hei an eiser Chamber e speziell Verständnis vun Demokratie besteet. Wat och net deem entsprécht an der Realitéit, wat eisen neie President virdrun a senger Deklaratioun zum Ausdrock bruecht huet, andeem en en äusserst interessante franséische politesche Philosoph, de Claude Lefort, zitíiert huet, deen insistéiert huet drop, dass e Conflit d'intérêts an e Conflit d'idées muss kënne stattfannen an enger Gesellschaft a selbstverständlech och um Niveau vun engem Parlament, wann och net nëmmen um Niveau vum Parlament, sondern och dobaussen. An dat bedeit awer dann, dass an deem Conflit d'idées eng minimal Gläichberechtigung muss bestoen. Ech betounen, och dann, wann een hei de Fraktiounsstatus net erreicht. Do kommen ech also nach drop zrëck.

Ech muss lech awer éierlech soen, ech fannen et dann elo haut schonn e staarkt Stéck, wa par rapport zu der Zesummesetzung vun deenen internationalen Institutiounen gemaach géif ginn, wéi wann et, ech soen elo emol zwou, mir hunn net vill matenaner ze dinn, mä zwou vun deene sougenannte Sensibilités politiques, wéi wann déi guer net géife bestoen.

Ech soen lech, dat ass inakzeptabel. Dat ass am lwwregen net nëmmen am Widder-sproch zu deem, wat den neien Här President gesot huet. Dat ass och am Widder-sproch, fannen ech op d'mannst, dem Esprit no zu där Décisioun, déi déi Chamber virdu geholl huet, fir d'Parteien an d'Constitutioun anzeschreiwen.

Wann een d'Parteien opwärt an et schreift ee se an d'Constitutioun an, da muss dat selbstverständlech gemengt sinn, all Parteien, an da muss dat selbstverständlech och gemengt sinn, dass dat sech dann hei an de Regele vum Parlament erëm spiegelt.

Ech soen lech Merci fir Är Gedold.

» M. le Président.- Ech soen dem Här Hoffmann Merci. Dozou freet den Här Jean-Louis Schiltz d'Wuert.

» M. Jean-Louis Schiltz (CSV).- Här President, den Här Hoffmann huet hei bemängelt, dat en net gefrot ginn ass. Et kann een och froen am Liewen. Mir sinn och net gefrot ginn a mir hunn och keng Demande, déi un eis erugedroe gi wär vun Är Sait. Et brauch een also och am Liewe wéi an der Politik net ëmmer ze waarden, bis ee gefrot gëtt.

(Interruption)

Dach, Här Hoffmann.

» M. André Hoffmann (déi Lénk).- Ma dat mierken ech. Jo.

(Interruption)

» M. Jean-Louis Schiltz (CSV).- Et muss een net ëmmer waarden, bis ee gefrot gëtt. An ech mengen, dat et bekannt wor an datt een och hätt kënne froen, wann een eng Demande huet.

Ech si mam Här Hoffmann d'accord, dat et hei ëm eng Ausenanersetzung op den Dossier an op den Iddië geet. Ech wëll an Erënnerung ruffen, dat zur Demokratie awer och d'Regel vum Proporz gehéiert. Dat gesot, sinn déi Kommissiounen esou konfiguréiert wéi an der leschter Legislatur an et sinn also nach Méiglechkeeten, déi do bestinn.

Wann Dir also, Här Hoffmann, Är Demande artikuléiert, kloer an däitlech, da kënne mer doriwwer befannen, an dat geet iwwert de Wee vun der Conférence des Présidents. An ech géif proposéieren, dat mer dat dann am September schéi brav maachen, wa mer Är Demande da bis kennen. Ech freeë mech op d'Ausenanersetzung op den Iddië fir de Rescht.

» M. le Président.- Den Här Gibéryen huet d'Wuert.

» M. Gast Gibéryen (ADR).- Merci, Här President. Ech hat am Fong net wëlles, d'Wuert hei ze froen, well ech jo d'Gepflogenheeten hei aus dem Parlament kennen an och als fréiere President vun der Reglementskommissioun d'Reglement kennen an d'Iddiën, wéi d'Parlament hei fonctionnéiert. An der Vergaangenheet war et nun emol eben esou, dat déi international Gremië besat si gi mat Leit, déi eng Fraktiounsstäerkt haten oder wa se e Groupe technique gebilt hunn. Et ass kee Groupe technique, ech soen alt bis zum heitegen Zäitpunkt zustane komm ënnert de Sensibilitäten. An dofir hu mer dann och vun eiser Sait opgrond vun der Traditioun aus keng Kandidature gestallt.

Mardi,
28 juillet 2009

Ech war allerdéngs elo erstaunt, wéi den Här Schiltz zum Här Hoffmann gesot huet, hien hätt net gefrot. Här Schiltz, ech hat gefrot.

Ech hat e Gespréich mat lech, wou Dir zu mir gesot hutt, dat d'Situatioun, wéi se an der Vergaangenheet war, géif bäibehale ginn. Dat heescht, dat d'Kolleege vun de Lénken a mir als ADR eis missten eens ginn, wat d'Opdeelung vun de parlamentaresche Kommissiounen géif ubelaangen. Dat hu mer och gemaach. An datt bei deenen internationale Verriedungen de Status quo géif bäibehale ginn. Dat heescht, wa mer kee Groupe technique géife maachen, datt mer dann net an den internationale Gremië vertruete sinn.

Ech hunn Är Explikatiounen zu deem Zäitpunkt och verstanen, mä ech hunn net déi Explikatioun, déi Der dem Här Hoffmann ginn hutt, hei an öffentlecher Sitzung, verstanen.

» M. le Président.- Den Här Schiltz huet d'Wuert.

» M. Jean-Louis Schiltz (CSV).- Ech hat effektiv e Gespréich mam Här Gibéryen iwwert déi national Kommissiounen. An dat, wat den Här Gibéryen hei gesot huet, entsprécht deem Gespréich, wat ech och mat enger Rei vun anere Fraktiounspräsidenten hat diesbezüglech, datt op deenen nationale Kommissiounen soll gekuckt ginn tëschent dem Här Hoffmann an dem Här Gibéryen, wéi sech do eens gemaach gëtt. Dat schéngt jo da geschitt ze sinn.

Wat déi international Kommissiounen ubelaangt, war meng Positioun, ass meng Positioun a bleift meng Positioun, datt et esou konfiguréiert ass, datt alles méiglech ass. A wa mer déi Demanden dann am September doleien hunn, kann d'Conférence des Présidents en connaissance de cause doriwwer befannen. Dat wär meng Propositioun.

(Interruption)

» M. le Président.- Ech géif déi Propositioun vum Här Schiltz ënnerstëtzen. An zwar géif ech effektiv fannen, datt déi nächst Conférence des Présidents, wat dann och, Här Hoffmann, déi éischt ass, déi ech wäert d'Éier hunn ze presidéieren,...

» Plusieurs voix.- Aaahhh!

» M. le Président.- ...fir eis mat där dotter Problematik nach eng Kéier ze beschäftegen a fir ze kucken, wéi eventuell och déi zwou aner Sensibilitäten, déi am Moment net an deenen internationalen Delegatiounen vertruete sinn, wéi mer déi awer vläicht kënne mat abauen.

Dat gesot, sidd Der mat deenen anere Virschléi averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

D'Lëscht vun de lëtzebuergesche Vertrieder an deene verschiddenen internationale parlamentaresche Versammlungunge gëtt am Compte rendu veröffentlecht.

Domadder si mer um Enn vun eiser öffentlecher Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um eelef Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.05 heures)



Chambre
des Députés

L U X E M B O U R G

d'Chamber online op
www.chd.lu

Sommaire

Déclaration de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, concernant le programme gouvernemental

- M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler, Nicolas Schmit, Mme Octavie Modert, M. Marco Schank, Mme Françoise Hetto-Gaasch et M. Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 11.00 heures)

» M. le Président. - Ech maachen d'Sitzung op.

Mir kommen dann elo zur Deklaratioun vum Här Premierminister Jean-Claude Juncker iwwert de Regierungsprogramm. Ech ginn dem Här Statsminister d'Wuert, fir de Regierungsprogramm vun där neier Regierung virzustellen.

Déclaration de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, concernant le programme gouvernemental

» M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no de Wahlen ass virun de Wahlen.

De 7. Juni, den Dag vun de Wahlen, huet d'wirtschaftlech, d'finanziell an d'sozial Lag vum Land sech net verännert. Mir wosste virun de Wahlen, dass mer schwéieren Zäiten entgéint géife goen. Mir hunn dat och gesot. Déi eng méi haart a mat Nodrock, déi aner méi lues a mam Schalldämpfer.

D'Leit, déi wile gaange sinn, si wossten, wat Saach wier. A si hunn de 7. Juni fir kloer Verhältnissen gesuergt. D'CSV an d'LSAP zesummen hunn am Süde vum Land 63,78% vun de Stëmme kritt, am Oste 57,76%, am Norde 57% an am Zentrum 56,43%. Domat verfügen déi al an déi nei Koalitionspartner iwwer eng däitlech Zoustëmmung am Land an an deene véier Wahlbezierker.

De Wieler, anescht wéi genau virun zéng Joer, hat keng Loscht op Wiessel. An dofir ass et och net zum Wiessel komm. De Wieler huet op Kontinuitéit gesat, an dofir regéieren CSV an LSAP fénnef Joer zesumme weider. Si regéiere fénnef Joer laang weider, mä si regéieren net einfach esou weider wéi bis elo. D'Situatioun vun haut erfuerdert ee méi energiescht, ee méi nohaltegt, ee méi couragéiert Regéieren. D'Leit verlaange vun der Politik, vun der Regierung a vun der Opposition maximalen Asaz.

Mir hunn déi lescht fénnef Joer gutt regéiert. An dofir de 7. Juni jo och d'Vertraue kritt. Mir müssen déi nächst Joren nach besser regéieren, fir dass d'Land d'Vertrauen a sech selwer behält. Ech hätt d'Kollege Boden, Lux a Schiltz gären am Regierungsboot behalen, fir mat hinnen an d'Zukunft ze fueren.

De Fernand Boden scheidet no 30 Aarbechtsintensive Joren aus der Regierung aus. En huet viles an deenen diversen Departementen, déi em uvertraut goufen, erreicht. Mir müssen eis lues a lues dru gewinnen, dass hien net méi Minister ass. Wann Der an der Zukunft eng Foto vun der Regierung gesitt, wou hien net drop ass, dann ennerleit Der kenger optescher Täuschung, mä Dir gesitt dat fotografiéiert Resultat vu sengem Entschluss, neien a jonke Kräfte Plaz ze maachen. De Fernand Boden huet sech em eist Land verdéngt gemaach, an hie steiert elo op ee méi rouegen Deel vu sengem Liewen zou, entouréiert vum Respekt a vun der Frëndschaft vu Frënn a Kollegen.

De Jean-Louis Schiltz an de Lucien Lux, déi leeën eng Paus an der Regierung an an iwwerhuelen eng parlamentaresch Funktioun, déi a mengen Ae genausou wichteg,

schwierig, awer och genausou aflossräich ass, wéi déi vun engem Minister. Ech hunn hinnen, grad och wéi dem Fernand Boden, Merci ze soe fir hir Solidaritéit, un där et ni gefeelt huet, a fir hir Complicitéit, déi besonnesch a quoquele Momenten d'Regéiere méi einfach gemaach huet.

De Michel Wolter an de Ben Fayot, hir direkt Virgänger, wende sech neien Aufgaben zou. Dem Michel Wolter säi kritescht Hanerfroer vun der Regierungspolitik wäert ech net vermessen, well hie wäert an hie muss och an Zukunft domat virufieren. Dem Ben Fayot seng Sagesse, déi sech op eng grouss Liewenserfahrung an ee breet Wësse stäipt, dat sech aus ville Quelle speist, bleift eis erhalen. Ech schätze säi Sënn fir Nuancen a seng Facultéit, fir klug a besuergt Décisiounen ofzeweien, Facultéit, déi de Stoff ergëtt, aus deem eraus e seng Rotschléi formuléiert. Dës Rotschléi wëll ech, wëlle mir och weiderhin héieren.

Dem Lucien Weiler wollt ech meng Unerkennung soe fir déi Aarbecht, déi en an der Spëtzt vun eiser Chamber gelescht huet. Hien huet d'Présidéieren an d'Décidéieren an enger Intersektioun zesummegefouert, déi d'Parlament gestärkt huet. Dat, wat e weess, an dat, wat e kann, stellt en eis virun zur Verfügung, an dat ass gutt esou.

Et ass mer awer och, Dir Dammen an Dir Hären, een Uleies, haut an hei enger Fra meng Bewonnerung a main zolitte Respekt ze soen, déi der aktiver Politik Äddi gesot huet. Ech schwätze vum Colette Flesch. D'Colette Flesch huet an hire successive Funktiounen d'politesch Landschaft vu Lëtzebuerg geprägt wéi kaum een aneren. Hire Aarbechtsäifer, hir Dossierkenntnis, hire politesche Courage hunn ech als Statssekretär an där leschter Regierung Werner als beispillhaft a wegweisend fir e jonke Politiker emfonnt. Hire fräie Geescht, hiren Asaz fir d'öffentlech Fräiheeten an hiren interesseierte Bléck op d'Leit an op d'Saache loosse mech soen „Quel itinéraire, quelle grande dame!“

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Finanz- a Wirtschaftskris, an där d'Welt, Europa a Lëtzebuerg steechen, déi huet Konsequenzen iwwert dat Wirtschaftlecht a Finanziellt eraus. Hir multipel Ursachen an déi eigentlech verspéite Beschäftegung mat hinne leeën d'Aaxt un d'Vetrauen, dat d'Mënschen an eise Wirtschafts- a Sozialmodell hunn, lähmen den Zukunftsgeescht a bremsen d'Zukunftsloscht. Laang, ze laang hu mer eis op d'Kräfte vum Maart verlooss. Laang, ze laang sinn der vill vun eis enger kaum contestéierter Pensée unique opgesiegt, déi de Stat als Problem gemengt hat kënnen ze identifizéieren an déi am Zréckschrauwe vu sengem Afloss d'Fëllement vun enger regelrechter Heilsphilosophie gesinn hunn.

Ech hunn et dacks heibanne gesot an ech widerhuelen et haut: De Maart eleng, dee produzéiert keng Solidaritéit. D'Solidaritéit entsteet aus dem Mix vu Maartefferizienz a vun zilorientéiertem staatlechem Organisations- an Ëmverdeelungszougrëff. Haut bestreift bal kee méi d'Richtegkeet vum Saz, dass de Maart viles mécht, mä dass en awer och viles ka futti maachen.

Déi aktuell Kris, déi schlëmmsten, déi mer zënter 1929 erlieft hunn, déi laut een Epochenwiessel an. De Stëbs, deen déi global Kriseschockwell opgejet huet, deen ass amgang sech lues a lues op d'Wirtschafts- a Finanzlandschaft ze leeën a riskéiert alles zouzedecken, wat der vill net wollten a wat der vill haut nach net wëlle gesinn.

Mä d'Regierung bleift derbäi: D'Finanzplazen, d'Finanzacteuren, d'Finanzprodukter

musse weltwäit besser a méi streng kontrolléiert ginn. An d'Wirtschaft, a virun allem d'Finanzwirtschaft muss sech erëm resolut an den Déngscht vun de Mënsche stellen. Si ass kee Selbstzweck. Si dierf och kee Selbstzweck sinn. D'Wirtschaft ass do fir d'Mënschen, an net ëmgekéiert.

Zu Lëtzebuerg, heiheem, kréie mer den Impakt vun där Kris voll ze spieren. A kee ka soen, wéi laang mer nach mat der Kris a mat hire Konsequenze musse liewen. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg an de Joren 2008 an 2009 zesumme bal 6% vun eiser Wirtschaftskraaft verluer. Am Joer 2010, sou gëtt eis virausgesot, wuesse mer e bëssen. A vum Joer 2011 u kréie mer erëm méi Muskelen. Mä net Muskele genuch, fir kënnen Beem auszeräissen.

Genau Prognose fir déi nächst fénnef Joer kann ee keng maachen. D'Konsensprognos ass, dass et keng Prognosen iwwert d'Joer 2010 eraus ka ginn, well d'Evolution vun der Weltwirtschaft, vum Welthandel a vun der Euro-Economie vill ze vill onsécher ass. Wetten op de genaue Niveau vum Uelechpräis an op den exakte Wiesselkurs tëschent Euro an Dollar schléissen nach just déi ganz Kéng of.

Eppes awer steet historesch fest: Déi Wirtschaftskrisen, déi vun enger Finanzkris provozéiert ginn, déi dauere wiesentlech méi laang wéi déi klassesch Wirtschaftskrisen. Dobäi kënn, dass mer et eigentlech net mat enger klassischer Wirtschaftskris ze dinn hätten, well nach ni virdrun huet esou een totale Konjunkturzesummebroch all Deeler vun der Welt am selwechte Moment getraff.

D'Politik generell an d'Politik vun engem klengen Land wéi Lëtzebuerg steet domat viru Problemer, fir deenen hir Léising et kee Präzedenzfall a keng empiresch iwwerprüfbar Modeller gëtt. An enger Situatioun, wou een net genuch weess, fir ouni iwwerdrivene Risiko eng Kéier ze huelen, aus Angscht, an déi falsch Richtung ze fueren, muss een duebel Virsicht beim Plangen a beim Realiséieren uwenden.

Dat gëllt grad a besonnesch an der Budgets- a Finanzpolitik.

Ech hat virun de Wahlen ni en Zweifel dru gelooss, dass mer 2009 an 2010 e gehéiere Budgetsdefizit géife kréien an dass eis Statsschold géif staark an d'Luucht goen. An esou kënn et och. Mä eis Finanzexperte mengen, an Dir fannt hir Aschätzung als Bäilag zum Koalitionsaccord, deen ech haut hei déposéieren, eis Experte mengen, dass et trotz usetzendem Wuesstum vun 2011 un nach kéint schlëmm kommen. Si schléissen net aus, dass mer bis 2014 insgesamt bis zu zwielef Milliarden Euro nei Scholde missten ophuelen.

D'Konsequenz vun deem wär, dass d'Schold vun Gesamtstat op 40% vun eisem PIB géif eropgoen an dass d'Zënslaascht, déi de Budget vum Zentralstat muss droen, vu 14 Milliounen Euro haut op 427 Milliounen Euro am Joer 2014 géif klammen. An anere Wieder: Haut bezeule mer 0,04% vun eisem PIB op eis Schold zréck, am Joer 2014 misste mer bal 1% vun eisem PIB op eis Schold zréckbezuelen. An nach anere Wieder: D'Zënslaascht géif eis vun 2014 un all Joer déi Budgetsmargen zerfriessen, déi et géifen erlaben, nei Politiken ze finanzéieren.

Ob deen Zeenario stëmmt, an deen Zeenario ass national an international gecheckt ginn, kann ech lech net soen. Et muss net esou schlëmm kommen. Et kann och méi schlëmm kommen. All déi, déi mer ëm Rot gefrot hunn, kënnen och net soen, ob deen Zeenario stëmmt, ob e sech gënschteg entwéckelt oder ob et méi schlëmm nach kënn. Mä och, wann et net esou schlëmm géif kommen, och, wann d'Situatioun sech éischer wéi ugeduecht géif redresséieren, déi Joren, déi kommen, déi ginn extrem schwierig. Kee soll sech doriwier Illusiounen maachen!

D'Regierung ass fest décidéiert, d'Gesamtstatsfinanzen à terme ze equilibréieren an de Marsch an d'onkontrolléiert Statsverschuldung mat Zäit ze stoppen. Mir dierfen der nächster Generatioun keng Chargen operleeën, déi se net packe kann. Mir dierfe keng Generatioun vu Scholdemécher ginn; si dierfe keng «génération remboursante» ginn.

An där Kris, an där mer sinn, an där dierfe ee kee Feeler maachen. Et wier en absolute Feeler, an dësem an am nächste Joer ee radikale budgetäre Spuerkurs ze fueren. De

Konjunkturpak, dee mer geschnürt hunn, dee gëtt net lassgewéckelt. An e gëtt och net méi licht gemaach. E gëtt einfach applizéiert. Seng Verkleinerung géif déi wackelige Konjunktur ëmgeheien. Dat wëlle mer net. Dat dierfe mer net. Wéinst de Betriber net, wéinst de Leit, déi schaffen, net.

Trotz Steuerrecetten, déi abriechen, bleift et derbäi, dass mer, wéi ofgemaach a wéi versprach, déi sougenannten automatesch Stabilisateure bis an d'Joer 2011 era wäerte spille loosse. Notamment d'Ausgabe vum Beschäftigungsfong, do, wou se déi sozial Folge vum Chômage finanzéieren, ginn net no ënne revidéiert. Et ass richtig, an der Kris net all Steierverloscht duerch gläich héich Ausgabekierzungen ze kompenséieren. Dat ass, wat een antizykesch Finanz- a Konjunkturpolitik nennt, antizykesch Politik, op déi mer eis an der Eurozon verstänneg hunn.

Mä et wier falsch, den net krisbedéngten Deel vum Budget 2009 ouni Ofstrécher an d'Joer 2010 weiderzeschreiwen. Schonn am Budget fir d'nächst Joer, fir d'Joer 2010 muss all Asperungspotenzial genotzt ginn, dat et gëtt. D'Konsumverhale vum Stat gëtt gesenkt. Logescherweis kann et zu kenger Steiererhöhung kommen. Et kënn och net zu Steiererhijungen, well déi wiere Géft fir d'Konjunktur.

Um Enn vum Joer 2010, da gesi mer déi wirtschaftlech Lag e bësse méi kloer. Mä och, wann de Konjunkturhimmel sech bis dohinner sollt opgehelt hunn, muss et jiddwerengem kloer sinn, dass seriö gespuert gi muss. Sou müssen d'Investisementer, déi och 2010 aus Konjunkturgrënn nach eng Kéier klamme mussen, vun 2011 un an eng Progressionslogik agewise ginn, déi däitlech ënnert där vun deene leschte Jore läit. D'Gesamtausgabe vum Stat müssen am Rhythmus vum mëttelfristeg Wirtschaftswuesstum wuessen. De Moment wuesse se däitlech méi séier. Dës Tendenz muss gestoppt ginn.

Iwwer eng méi selektiv Ausrichtung vun de Sozialausgabe muss mat de Sozialpartner diskutéiert ginn am Kader an am Geescht vum Lëtzebuerg Modell, op deen d'Regierung weiderhi grouse Wäert leet.

Alles an allem wéinst der Verengung vun de Statsfinanzen wäerten an der éischer Haltschent vun dëser Legislaturperiode keng Décisiounen kënnen getraff ginn, déi substanzuell Ausgabesteigerungen no sech zéie géifen. All nei Politiken, esou wäit wéi se Geld kaschten, also och d'Gehälterreform am öffentlechen Déngscht an d'Gratisbetrieuung vun de Kanner zum Beispill, sti prinzipiell ënner Finanzéierungsvirbehalt. All anere Approche wier, compte tenu vun der Situatioun vun de Statsfinanzen, iwwer all Moossen irresponsible.

Här President, déi Kris, mat där mer eis erëmschloen, déi werft eis selbstverständlech zréck, mä si dierf a si wäert eis net ëmwerfen. Am Géigendeel! Mir müssen elo d'Virusaussetzung schafen, fir an e puer Joer méi staark dozestoen. Et ass also net d'Zäit vun den Defaitisten, et ass net d'Zäit vun deenen, déi schonn opginn, ier se emol ugefaangen hunn, et ass net d'Zäit vun deenen, déi mueres schonn d'Flemm hunn, ier se opgestane sinn. Dat hei ass d'Zäit vun deenen, déi sech net geschloe ginn, vun deenen, déi hir beschten Energien ze mobiliséieren wëssen, vun deenen, déi sech eppes an der Zukunft zoutrauen, well se an der Vergaangenheet sou viles fäerdeg bruecht hunn. Dat hei ass d'Zäit vun der couragéierter an iwwerluechter nohalteger Entwécklung an alle Liewensberäicher.

Ech kann lech am Kader vun dëser kuerzer Regierungserklärung net alles an net alles am Detail erläutern, wat d'Regierung bis 2014 an Ugrëff wëllt huelen. Viles vun deem, wat geschéie soll, steet am Koalitionssofkommes, dat ech de Fraktiounen e Méindeg zougestallt hunn. De Regierungsprogramm setzt sech aus deem Ofkommes an aus menger Ried vun haut zesummen. Si müssen och dofir zesumme gelies an zesummen apprécieiert ginn. Ech kann haut nëmmen eng Rei vun Zukunftschantiere kuerz sträifen an e bësse beliichten.

Et gëtt keng nohaltege Entwécklung ouni Wirtschaft, déi nohaltege wiisst. An eng Wirtschaft kann nëmmen dann nohaltege wuessen, wa se kompetitiv ass a wa se kompetitiv bleift. Fir d'Entwécklung vun eiser Wettbewerbsfähigkeit richteg kënnen anzeschätzen, musse mer se am nationalen an am internationale Kontext kënnen moossen,

musse mer eis objektiv Moossinstrumenter a Kritären an d'Hand ginn. Dofir novelléiere mer déi Wirtschaftsindicateuren, déi am groussherzogleche Règlement vum 4. August 1985 opgeléicht sinn a féiere se an engem Kompetitivitéits-Tableau de bord zesummen.

D'Lounindexéierung geschitt ab sofort no den Haaptregele vum Indexgesetz, deem Gesetz, deem seng Ausféierungsbestimmungen, wéi gesot, der Realitéit vun haut mussen ugepasst ginn.

Wie Kompetitivitéit seet, dee seet och Betriebsbesteuerungslandschaft. Mir mussen eis Plaz am OECD-Besteuerungsratingtableau verbessern. D'Regierung hält ee prinzipiell um Zil fest, d'Betriebsbesteuerung op 25,5% ofzesenken. Mir maachen dat am Rhythmus, deen d'budgetär an d'finanziell Spillraum eis erlaben. Mir mussen wëssen: Déi international Investisseuren, déi decidéieren haut, wou se no der Reprise wëllen investéieren. Déi Länner, déi perspektivsch steierlech kompetitiv sinn, déi kréie bei hiren Décisionen den éischte Präis. Ergo mussen mer eis bewegen.

Fir ee bessere Begrëff, eigentlech e bessert Verständnis vun der Nohalteskeet ze kréien, féiere mer nieft dem klassesche PIB ee PIB du bien-être an, deen och eng Serie vu qualitativen Daten opléicht, déi net nëmme reng wirtschaftlecher Natur sinn. De PIB pro Kapp, de PIB pro Awunner, dee seet viles; dee qualitativ méi breet opgestallte PIB du bien-être, dee seet méi.

De Konjunkturpak, deem seng Duerchféierung, besonnesch fir eis mëttelstänneg Betriber, vu grousser Wichtigkeet ass, dee gëtt onverännert zur Application bruecht. D'öffentlech Investissementer klammen dést an d'nächst Joer substanzial, fir dann an der zweeter Halschent vun der Legislaturperiod méi lues ze wuessen. Si bleiwen iwwer d'ganz Period awer mat iwwer 4% vum Bruttoinlandsprodukt déi héchsten an der Eurozon.

Nohaltegt Wuesse geet net ouni nohaltegt Sichen. Dofir wäerte mer an dëser Legislaturperiod eis Fuerschungsausgaben op 3% vum PIB eropsetzen. Den öffentliche Effort wäert sech op 1% vum PIB belafen. D'Kooperatioun tëschent der Uni, de Fuerschungszentren an der Wirtschaft, déi ass essenziell.

D'wirtschaftlech Prospektioun ass an engem Ament vu méi schwacher Wirtschaftsleeschtung nach méi wichteg wéi an Zäite vun Héichkonjunktur. Si wäert sech op d'Zukunftsfelder vun der Logistik, de Gesondheitstechnologien, de Bio- an Ecotechnologien, dem elektronischen Handel an de Kommunikatiounstechnologie konzentriieren, ouni awer aner Opportunitéiten, déi sech kënnen presentéieren, laanschtgoen ze loosseren.

D'Prospektioun kann net den Tour laanscht d'Finanzplaz maachen. D'Regierung wäert eng aktiv Politik zur Ënnerstützung vun der Finanzplaz maachen. Ob mer et wëllen oder net, d'Finanzplaz bleift ee vun den Hauptpfeilere vun eiser nationaler Economie. Déi international Ausriichtung vun der Finanzplaz gëtt verstärkt. Mir setzen op den Ausbau vun den internationale Patrimoinegestiounsaktivitéiten a vun den Investissementsfongen. Mir wëllen d'Aktivitéite vun der Finanzplaz diversifizéieren, andeem mer méi geziilt op Mikrofinanz, op sozial responsabel Investissementer, op de Finanzement vun Ecotechnologien, op d'islamisch Finanzen an op philanthropesch Finanzaktivitéite setzen.

D'Diversifikatioun vun der Plaz, déi huet och eng geographesch Dimensioun. Nieft deenen traditionelle Marchéen, wou mer präsent sinn, wäert d'Regierung derfir suergen, dass d'Finanzplaz an anere Regione vun der Welt, notament an Asien, an de Golfstaaten an Amerika, zu enger méi bekannter Gréisst gëtt. Mir bauen d'Netz vun Duebelbesteuerungsfohmmen konsequent aus a suergen derfir, dass d'Realität, d'Beschafenheet an déi professionell Performance vun eiser Finanzplaz besser an eisen Nopeschlänner an am Rescht vun der Welt bekannt gemaach ginn. Déi professionell Surveillance vun eiser Finanzplaz gëtt do verstärkt, wou se eventuell Schwächte weist.

Mir kënnen eis net nohaltegt entwéckelen, wa mer de Konflikt tëschent Economie, Infrastrukturausbau an Ëmwelt net geléist kréien. D'Matenee vu Wirtschaft, Infrastrukturen an Ëmwelt féiert heiansdo zu Konflikten, déi net d'Resultat vun absolute Géigesätz sinn. Ëmwelt an Economie stinn a kriteschem Dialog, mä net am Widersproch mateneen. Den neie Minister fir nohaltegt Entwécklung an Infrastrukture soll dat mateneen esou organiséieren, dass déi Reiwungsverloschter, déi mer ëmmer erëm feststellen an déi vill Suergen an Zäit kaschten, méi kleng ginn.

Mir wëllen d'Kyoto-Ziler errechen. Mat alle Mëttelen. An ouni Finanzéierungsvirbehälter. Well d'Klimakris gëtt et och nach no der Wirtschaftskris. Mir leeën een Akzent op d'Energiespueren an op erneierbar Energien a ginn der Albausaniierung, där privater sougutt wéi där öffentlecher, ee kräftege Schubs. Albausaniierung erlaabt een hausgemaacht klimapolitescht Weiderkommen a schafft Aarbechtsplazen heiheem.

De Ministère vum Développement durable ass logescherweis och fir d'Landesplanung zoustänneg. Et mécht Sënn, Ëmwelt, Transport, Bauten a Landesplanung an eng Hand ze leeën. Et ass logesch, dass de Wunnengsbauminister sech a sengem zweeten Hauptberuff mat ëm dës Beräicher këmmert, well déi hu mam Logement direkt ze dinn. Sou kritt een dee funktionalen Dräustrahl Wunnen, Schaffen a sech Bewege besser un d'Lichten.

D'Landesplanung, déi ass par essence laangfristeg ugeluucht. Dofir mussen mer elo mat der Virbereedung vun der Revisioun vum Programme directeur ufänken, deen 2017 soll kommen, 2017, zu deem Zäitpunkt also, wou d'Territorialreform soll realiséiert sinn. Dofir firt d'Regierung mam Ëmsetze vum IVL virun. Dofir gëtt d'Gesetz vun 1999 iwwer d'Landesplanung iwwerkuckt, fir d'Application vun de Plans directeurs a vun de Buedemnutzungspläng méi séier a méi terrainkonform ze maachen. Dofir gëtt déi offiziell Prozedur, déi véier primär sektoriell Plans directeurs betreffend, direkt an Ugrëff geholl.

Dofir gëtt der Iwwerleeung verstärkt Rechnung gedroen, dass d'Landesplanung eng groussregional Dimensioun huet: Mir halen un eiser Ambitioun fest, zum kommerziellen Zenter vun der Groussregioun ze ginn. D'Groussregioun, déi eng ëmmer méi grouss Roll spillt, wat erkläert, dass mer aus der Politik fir d'Groussregioun eng voll an eegestänneg ministeriell Kompetenz gemaach hunn.

De Minister, deen zoustänneg ass fir d'Groussregioun, deen ass an alleréischter Linn awer fir d'éischt emol Innenminister. D'Gemengenautonomie, déi gëtt gestärkt, ënner anerem duerch d'Ofschafe vun duebelen Degré de contrôle, wat eng Redefinition vun den Distriktskommisariater zur Follég wäert hunn. D'Gemengelandchaft, déi gëtt nei gezechent. Mir mengen, eng Awunnerzuel vun 3.000 Leit géif d'kritesch Mass erginn, fir all Bierger am ländleche Raum modern Gemengeservicer kënnen unzebidden. Am städtesche Raum wäerten aner Kritären zielen, iwwer déi mat de Gemenge muss geschwat ginn.

D'Territorialreform, déi gëtt net géint d'Gemenge gemaach, mä d'Gemengen, a si wëssen dat, déi gehéiere sech net selwer. A si gehéiere sech net eleng. Si gehéieren de Leit, déi an hinne wunnen, an dofir ginn och dës Leit ëm hir Meenung gefrot. D'Fro, ob e Buergermeeschter weiderhi kann Deputéierte bleiwen oder net, déi gëtt geléist, wann d'Territorialreform steet.

Et fannen och Verhandlungen iwwer d'Reform vun de Gemeengefinanzen an hir Artikulation mat de Statsfinanze statt. Well de Wunnengsbau een Deel vun der Landesplanung ass, gëtt de sektorielle Plang iwwer de Logement rapide fäerdeg gestallt an um Terrain ëmgesat.

Wunnen a Mobilitéit, déi ginn zesummen. Mir brauche Mobilitéitsketten, déi de Wee vun doheem op d'Aarbecht an an d'Schoul effizient gestalten hëllefen, eng regelrecht Mobilitéitsstrategie, déi déi verschidden Transportmethoden Zuch, Auto, Bus, Tram - Tram, dee grad wéi d'Gares périphériques kennt - a Vélo intelligent aneneegräife loosseren. Nach ëmmer peile mer een „modal split“ 75/25 um Horizont 2020 un. D'Prioritéit bleift den öffentliche Transport, quitte, dass mer et eis aus Käschtegrënn net méi kënnen leeschten, eidel oder schwach besäte Busse fueren ze loosseren. Si mussen à terme duerch e System vu Ruffbussen ersat ginn. Par ailleurs mussen mer déi grouss Entwécklungspölen, déi mer hunn, verkierstechesch matenee verbannen an d'Entwécklungsgebidd mat engem adequate Stroossennetz versinn.

Et kann een net iwwer nohaltegt Entwécklung schwätzen, ouni Referenz op d'Landwirtschaft ze maachen. Ee Land ass nëmme komplett, wa seng Landwirtschaft eng reell Iwwerleiwenschance behält. Dofir setzt d'Regierung sech mat aller Kraaft fir d'Bäibehale vum europäesche Landwirtschaftsmodell an, deen de Fernand Boden während eiser Présidence 1997 an Europa duerchgesat huet. Dofir bekämpfe mer alleguer déi Tendenzen an Europa, déi der Lëtzebuerger Landwirtschaft de Statut vun der benoddelegter Regioun ewechhuele wëllen. Dofir konzentriiere mer eis kuerzfristeg op d'Léisung vun de Problemer am Mëllech-

sektor. Mir loosseren d'Mëllechbaueren net eleng. An dofir favoriséiere mer och eng spezifesch Tarifikatioun vum Waasserpräis fir d'Bauerebetriber. Och d'Baueren hunn ee Präis, mä si sinn et awer derwärt.

Dofir gëtt de cibléierte Remembrement am Wäibau virugefouert. Dofir wäerte mer d'Jongwänner ënnerstëtzen, wa se hire Betriber iwwerhuelen. Dofir wäerte mer am Beräich vum Bësch de Remembrement forestier viruféieren, kleng Privatbëschparzellen zesummeleeën a ganzjäreg befuebar Infrastrukture schafen. Dofir stelle mer ee virtuelle Guichet fir d'Baueren op d'Been, dee si bei hirer administrativer Aarbecht entlaaschte soll.

Fir de Mëttelstand insgesamt riichte mer ee System vu Coaching an, deen déi kleng Patroné bei der Kreatioun an dem Développement vun hire Betriber beroden a begleede soll, grad wéi mer derfir suerge wäerten, beim sektorielle Plang iwwer déi wirtschaftlech Aktivitéitszonen dem berechtigten Uleies vun de klengen a mëttleren Entreprisé Rechnung ze droen.

D'Zouloossungsbestimmungen zu Beruffer am Handel an am Handwierk ginn der Zäit ugepasst. Mir wäerten derfir suergen, dass d'Nidderloossungsautorisatione fir Kleng-a-Mëttelbetriber am Prinzip net méi wéi eng Woch an Usproch huelen.

Alles, Dir Dammen an Dir Hären, wat ech lech elo direkt oder indirekt als kleng oder grouss Äntwerten op d'Kris opgezielt hunn, ass nëmme dann ze maachen, wa mer deen eenzege Virdeel, dee mer op eis Konkurrenten hunn, konsequent notzen. Dee Virdeel besteet an de kuerzen Décisionsweeër an an eiser Entscheidungsrapiditéit.

A Saachen administrativ Vereinfachung ass an der leschter Legislaturperiod viles geschitt. Mä et muss nach méi geschéien. Fir dass méi geschéie kann, hunn d'Koalitionsparteien decidéiert, dem Statsminister d'Kompetenz fir d'Simplification administrative unzevertrauen. Déi Kompetenz ass eng iwwergeuerdet, eng, déi et erlaabt, d'Meenungsverschiddenheeten tëschent Ministären - ech hätt besser ze soen, tëschent Verwaltungen - ze arbitréieren. Ech maachen dat net gär, well ech sprangen de Ministeren net gär virun d'Nues. Mä et muss gemaach ginn. Ech hunn d'Ministesch fir administrativ Vereinfachung gefrot, mer dobäi ze hëllefen.

Fir dass et kloer ass a fir en Ausdrock ze gebrauchen, deen ech och net gären hunn: D'Simplification administrative gëtt zur Chefsaach.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e Land ass nëmme dann op engem nohaltege Wee, wa seng Schoul- a wa seng Bildungspolitik stëmme. D'Schoul ass méi wéi en Ausbildungslager fir d'Economie. Si soll keng Aarbechtsmaartathlete produzéieren, si soll aus Schüler komplett Mënschen a Bierger maachen. Mä si muss déi zukünftige Aarbechtsmaartrealitéit awer fest am A hunn.

A Fortsetzung vun hirer bishereger Reformpolitik am Schoulberäich wëllt d'Regierung hier dozou bäidroen, fir dass déi gutt Schüler méi héich qualifizéiert ginn an dass d'Qualifikatioun vun deene Schüler, déi méi schwach oder méi lues sinn, verbessert gëtt.

Eisen Aarbechtsmaart, seng Struktur, säi Fonctionnement verlaangen et, dass 50% vun eise Schüler e Bac+-Ofschloss kréien. D'sozial Kohesioun vun Land verlaangt et, dass méiglechst wéineg jonk Leit d'Schoul ouni Ofschlossdiplom verloossen. Dës Ziler implizéieren, wéi dacks fälschlecherweis monéiert gëtt, keng Ofsenkung zum Bildungsniveau, mä eng partiell Réorientatioun vun der Schoul.

Dofir gëtt de Sproochenunterricht, deem seng Wichtigkeet ech hei net brauch ze ënnersträchen, ëmgebaut, awer beileiwen net revolutionéiert. Mir hale fest un der Villsprouchegeet. Si bleift en absoluten Atout fir eist Land. All Schüler muss Däitsch, Franséisch a Lëtzebueresch a wa méiglech Englesch kënnen. Mä net jiddweree muss deselwechten Niveau am Schwätzen an am Schreiwé vun deene verschiddene Sproochen errechen. Fir en Diplom ze kréien, deen de Wee op d'Uni oder op d'Héichschoul opmécht, muss e Schüler déi véier Sprooche geléiert hunn an e muss op d'mannst eng vun deenen net lëtzebueresch Sproochen op héijem Niveau beherrschen. D'Exzellenz an enger Sprooch an den adequate Wëssensniveau an deenen aneren enseignéierte Sprooche ginn an deene respektiven Diplomer certifiéiert.

Mir wëlle keng Schoul vun der Mëttelméissegeet. Dofir ginn och am Secondaire an am Secondaire technique Wëssensoclen definéiert, déi all Schüler muss errechen. Derniewent gëtt et eng Exzellenzdefinitioun

an all Fach, déi, falls se erreicht gëtt, och speziell um Diplom muss dokumentéiert ginn.

D'Schüler mussen besser op d'Universitéit virbereet ginn. Si mussen léieren, méi autonom ze schaffen, selwer ze recherchéieren, Synthesen ze maachen. Och menge mer, dass d'Spezialiséierung ze wäit gedriwwe ginn ass an dass d'Schüler duerfir bis op Première e méi breeden, allgemeng bildenden, also och naturwëssenschaftlechen Unterrecht kréie mussen, well se soss riskéieren, op auslänneschen Universitéiten net méi ugeholl ze ginn.

Nodeem mer d'Grondschoul reforméiert hunn, mussen mer also elo d'Gesetz iwwer den Enseignement secondaire an de Secondaire technique iwwerschaffen, souwuel am ënneschte wéi am ieweschten Zyklus. Och mussen d'Orientierungsmechanismen, déi vum sechste Schouljoer op Septième féieren, iwwerduecht ginn, grad wéi och de Passage vun de Schüler vum techneschen Enseignement zum klassesche méi einfach muss gemaach ginn.

Dofir sollen am ënneschten Zyklus all klassesch Lycéeën och Klasse vun techneschen Unterrecht kréien. De Stage pédagogique vun de Professoren, dee gëtt reforméiert. D'Zäit an d'Aarbecht, déi d'Stagiären an der Schoul respektiv op der Uni verbürgen, ginn am Liicht vun den Erfahrungen, déi gemaach gi sinn, nei gestéckelt.

D'Liewen, dat fänkt fréi un. D'Fréidiagnos, déi et erméiglecht, eventuell Dysfonctionnement bei de Kanner ze erkennen, déi gëtt verstärkt. D'Eltere vu Kanner mat Handicap behale fir hir Kanner de Choix tëschent der Regelschoul an der Spezialschoul.

No dem Primaire an no dem Secondaire kënn den Enseignement supérieur. D'Uni Lëtzebuerg fonctionnéiert gutt, wann och net an allen Hisiichten absolut perfekt. Dat ass och relativ normal. Dat ass eng jonk Universitéit. Mä si ass awer schon no kuerzer Liewensdauer eng Institution ginn, déi am akademischen Ausland Respekt féinnt.

D'Regierung wëllt d'Gouvernance vun der Uni net änneren, wëllt awer eng besser Informations- a Kommunikatiounspolitik fir a mat de Studenten a mam Personal zustane bréngen.

D'Standueftfro vun der Uni gesi mer als gekläert un. De Standuert ass Belval, d'Départementer fir Droit a fir Finanzen, déi bleiwen hei an der Stad.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn amgang, mat lech e Gespréich iwwer nohaltegt Entwécklung ze féieren. Et ass evident, dass ouni Ofsécherung vun eise Renten- a Pensiounssystem et op laang Siicht keng nohaltegt Entwécklung ka ginn. Eis Renten a Pensiounen sinn haut sécher. Si sinn et och nach muer de Moien. Mä et besti berechted Zweifel dorun, ob se och nach an 20, 30 a 40 Joer sécher sinn.

Déi Tatsaach, dass d'Renten an d'Pensiounen laangfristeg kënnen un d'Wackele geroden, kéint eis natierlech egal sinn. Mä, wa mer et eescht menge mat dem nohaltegen Entwécklungsgedanken, da mussen mer eis elo an net eréischt an zéng Joer ëm déi Problemer bekëmmern. D'Regierung wëllt sech elo deene Problemer unhuelen; ëm déi Problemer, ëm déi Geforen an ëm déi Onsécherheeten, déi d'Zukunft vun eisen Alterssécherungssystemer ëmginn.

Dofir wäert de Sozialminister an Zesummenaarbecht mam Finanzminister sech deene laangfristeste Problemer stellen. Si maachen dat an Zesummenaarbecht mat de Sozialpartner opgrond vun deene Pisten, déi d'Tripartitesronn, déi de Sozialminister an der leschter Legislaturperiod zesummegeruff hat, fir sech mat där Problematik ze beschäftegen, ausgeschafft huet. Déi Aarbechte sollen an der éischer Halschent vun dëser Legislaturperiod ofgeschloss ginn.

Fir dass d'Saache kloer sinn: Kee Rentner, kee Pensionär, kee Mënsch, deen an der Rent an an der Pensioun ass, muss ëm säin aktuelle Leeschtungs niveau fäerten. Mä déi jonk Leit, déi um Aarbechtsmaart sinn, an déi jonk Leit, déi um Wee op den Aarbechtsmaart sinn, déi mussen sech Suerge maachen iwwer den Impakt, deen d'Garantiere vun eise aktueller Renten- a Pensiounssystem an Zukunft op hir materiell Liewensméiglechkeete wäert hunn.

Mir halen ouni Wenn und Aber um Intergeneratiounevertrag fest. Inter generationes, dat heescht, dass mer deene jonke Leit net méi Zukunftslaascht op de Bockel paken dierfen, wéi en duerchschnëttleche Bockel der verdéngt.

Fir mech gëllt ee Grondsatz, fir meng Kollegen an der Regierung och: Eis Generatioun huet net d'Recht, aus Feigheet, aus Onasiichtgeheet, aus gewolltener Blannheet déi laangfristeg Finanzéierungsproblemer vun eisem Renten- a Pensiounssystem där nächster Generatioun vu Politiker a vu Lëtzebuerger ongeléist ze iwwerloossen. Mir wëlle se léisen, am Dialog, a Verhandlungen, am Konsens hoffentlech.

Soubal wéi een iwwer Renten a Pensiouneschwätzt, fléien engem d'Warnungen an d'Virwërf iwwer de Sozialofbau ëm d'Oueren. Ech wëll dozou emol eppes soen: Wann all zukunftsdirigiert Reform am Renten- a Pensiounssystem, all Reform, déi d'Renten an d'Pensioun fir d'Zukunft méi sécher mécht, schon ier d'Diskussioun ugefaangen huet mat Sozialofbau gläichgesat gëtt, da bewege mer eis an eng Zukunft vum totale Reformimmobilismus eran.

All Land huet seng Renten- a Pensiounssystemer versicht, zukunftsorientéiert ze reforméieren. Et ass bái Wäitem net jiddwengem engeleng. Wa mir mengen, mir wärend dat eenzegt Land op der Welt, dat sech mat där Fro net beschäftege misst, dann ire mer eis fundamental. Dee responsablen Émbau haut verhënnert de radikale Sozialofbau muer. Och d'Sozialpolitik muss d'Gesetzter vun der Nohaltegkeet respektéieren.

An am Iwwregen: Keen huet de Monopol vun der Sozialpolitik a vum Sozialstat. Mir garantéieren de Sozialstat haut, mir wëllen en ofsécher fir déi, déi muer dovou wëllen a sollen dovou kënne profitéieren.

Sozial ass, wat d'Mënsche sech haut a muer kënne leeschten. Onsozial ass et, d'Leeschtung vun haut esou wäit an d'Luucht ze drécken, dass déi Generatioun, déi no eis kënnt, se net méi finanzéiere kann. Nohalteg ass nëmme dat, wat haut opgeet a wat muer och nach Bestand huet. Deen Applaus, deen een haut kritt, well een nâischt mécht, gëtt zum Päifconcert vu muer, well een nâischt gemaach huet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, schon ier de Koalitiounsprogramm bekannt gemaach ginn ass, hunn ech héieren a gelies, déi Regierung, déi sech haut virun lech presentéiert, fir Äert Vertrauen ze kréien, wär eng Regierung vum Sozialofbau.

Ech widerhuelen: Keen ass eleng fir de Sozialstat zoustänneg. D'Regierung ass et och. A si hëlt hir diesbezügliche Verpflichtung ganz eescht - mindestens esou eescht wéi déi, déi hir Sozialofbauabsichten ënnerstellen.

Mir huele keng dramatesch Verännerungen am Aarbechtsrecht vir. D'Aarbechtsrecht ass fir des Koalitioun dee sanitäre Cordon, deen den Aarbechtsmaart ëmgeëtt. Mir hunn ee vun deene kohärentesten an zolittsten Aarbechtsrechter vun der Welt. Mir wäerten dee Cordon net duerchschniden.

D'Aarbechtsrecht verflucht déi, déi schaffen, zur wirtschaftsadequater Aarbechtsleeschtung. Et legaliséiert de Respekt, deen de Patron fir dee muss hunn, dee bei him schafft.

Mir hunn an der Vergaangenheet d'Ultraflexibiliséierung vum Aarbechtsrecht net matgemaach, obschonns se eis vu méi wéi enger internationaler Organisatioun recommandéiert gi war. D'Aarbechtsrecht wäert och an dëser Legislaturperiod net a Stécker zerluecht ginn. Seng Schutzfunktion fir déi Beschäftegt wäert erhalte bleiwen. Mir trieden a fir Flexiséiertheit. Mä den Akzent wäert ëmmer op Sécuritéit leien, net op Flexibilität. Et kënnt am Aarbechtsrecht kee Stéck Flexibilität bái ouni Ausbau vun der Sécuritéit.

Eist Versprochen haut ass: Aarbecht gëtt Rechter. Dës Rechter ginn net ofgebaut. De Mindestloun gëtt regelméisseg un d'Lounentwicklung ugepasst. Mir schafen en net of, egal wat d'OECD an anerem suggeréieren. Mir verlängeren d'Dauer vun der Aarbechtslosenentschiedegung, wann déi, déi se bezéien, bereet sinn, a Formatiounscourser ze goen, déi hinnen et erlaben, méi fir a méi flott fir den Aarbechtsmaart ze ginn.

Mir maachen de legalen Encadrement vum Congé parental, vum Elterenurlaub, méi geschmeideg, ënner anerem doduerch, dass mer dee rezenten Accord téschent den europäesche Sozialpartner an eist nationale Recht iwwerféieren.

Mir striewen eng Ausweidung an eng Verstärkung vun dem Matbestimmungsrecht an de Betriber un, nodeem mer den Avis vum Wirtschafts- a Sozialrot wäerten ageholl hunn.

Heiheim setze mer eis fir eng méi staark sozial Responsabilitéit vun den Entrepreneuren, och doduerch, dass mer de Beschäftigungspläng bei geplangten Entloossungen eng méi staark Bedeitung ginn. Nach am Hierscht leet mer e Plang vir, fir deene jonke Chômeuren et ze erlaben, eng Beschäftigungschance an eise Betriber ze kréien.

An Europa wäerte mer eis derfir asetzen, wann de Lissabonner Reformvertrag bis gestëmmt ass, dass all europäesch Décisioun op hire Sozialimpakt hi soll iwwerpréift an hannerfrot ginn.

Heiheim verbessere mer de Schutz vun de Beschäftegten am Fall vun der Faillite, grad wéi mer am Zoustännegkeetsberäich vun der Familljeministesche déi privat Faillite wëllen aféieren an d'Gesetzgebung iwwer d'Iwwerverscheldung wëllen ajustéieren.

Mir ginn där sougenannter Solidarwirtschaft en neie Stellwäert. Doduerch, dass ee Minister, nämlech dee vun der Economie, fir si zoustänneg ass, gi mer hir eng Unerkennung zu Lëtzebuerger, déi se a weinege Länner op der Welt huet. Doduerch, dass en delegéierte Minister d'Solidarwirtschaft en charge hëlt, weise mer, dass mer dese Politikberäich als e ganz wiesentlechen Aufgabebereich vun der Regierung begräifen.

Mir wëllen d'Solidareconomie juristesche encadréieren duerch d'Afféierung vun enger Association d'intérêt collectif. Dës nei juristesche Form wäert et méiglech maachen, d'Solidarwirtschaft als dat drëtt Standbeen vun eiser Wirtschaft ze begräifen.

D'Solidarwirtschaft bitt de Leit Produiten a Servicer vu sozioökonomeschem Wäert un. Dës Servicer a Producté gi gréisstendeels net vun der Realwirtschaft ugebueden. Si ginn awer gebraucht. Dofir bekëmmere mer eis méi intensiv ëm dee wichtege Deel vun eiser wirtschaftlecher Gesamtoffer. Hire Finanzement gëtt net exklusiv vun öffentleche Gelder bestridden. D'Solidarwirtschaft muss zum Deel och Moyenn mobiliséieren, déi aus dem normale Wirtschaftskreeslaf kommen.

D'Regierung wäert eng Gesetzgebung iwwer d'Au-pair-Aktivitéite proposéieren. D'Zil ass et, fir d'Émgoe vum Aarbechtsrecht ze verhënnern.

Mir wëllen e Wunnengsgeld aféiere fir Locataires a Propriétaires, déi duerch extern Schocken a materiell Schwierigkeete gerode sinn.

E Chômeur zum Beispill huet Schwierigkeeten, säi Loyer wéi virgesinn ze bezuelen oder seng Schold wéi virgesinn zréckbezuelen. Eng temporär Zouerkennung vu Wunnengsgeld verhënnert säin Ofrëschen a materiell onméiglech Verhältnissen.

D'Kannerbetreuung huet eng eminent nohalteg Bedeitung. Mir bauen d'Kannerbetrieuingsplazen aus. Mir wëllen an dëser Legislaturperiod 8.000 nei Kannerbetrieuingsstelle schafen. D'Schaffung vu Kannerbetrieuingsplazen huet een héije Käschtpunkt. Dofir bleibt et bei der Desindexéierung vum Kannergeld, well mer der Meinung sinn, a Saache Kannerbetreuung wäert Sachleeschtungen méi wichtig wéi Geldleeschtungen.

D'Afféierung vun der Gratis-Kannerbetreuung bleibt eist Zil. Si géif aus heiteger Siicht 570 Milliounen Euro kaschten. Mir féiere se progressiv an. Ausserdeem baue mer de System vun de chèques-services aus, andeem mer se op aner gesellschaftspolitesch relevant Beräicher ausdehne wéi déi, fir déi se haut kënne gebraucht ginn.

Mir wäerten op verschiddene Plazen am Land d'Servicer vun enger sougenannter sozialer Épicerie fir méi arem a verschëllte Leit ubidden, fir dass jiddwieren hei am Land - well dat ass e Mënscherecht - genuch an uerdentlech ze iesse kritt. Och hei gëllt de Prinzip: Geldleeschtung geet net duer. Och Leeschtungen an der Saach sinn hei wichtig.

Mir moderniséieren d'Gesetz iwwer d'Patientenrechter, well d'Patienten hunn nämlech Rechter. Si musse se dann och kënne wouerhuelen. Mir schafen eng Mediationsplaz, déi sech mat de Litigen am Gesondheitsberäich soll beschäftegen.

D'Palliativmedezin - d'Preventivmedezin, pardon, déi aner och - gëtt ausgebaut. D'Preventivmedezin ass wichtig fir jiddwieren.

Si ass besonnesch wichtig fir déi sozial méi Schwaach, déi sech keng privat Preventioun kënne leeschten. Fir de Rescht ass et iwwerengs evident, dass mer Ausgabestabiliséierungsmoosnamen huelen, déi de finanziellen Equiliber vun der Gesondheitskeess garantéieren.

Mir beschäftegen eis - och dat ass e Stéck Sozialpolitik, well et e Stéck sozial Kohe-sioun duerstellt - mat der Moderniséierung vun de Rettungsdéngschter. Si funktionéieren nach haut eenegermoosse gutt. Si risquéiere muer net méi funktionéieren ze kënnen. Déi national Organisation vun de Rettungsdéngschter ass op de Bénévolat ugewisen. Mä de Bénévolat eleng geet net méi duer. E Stéck Professionaliséierung muss sinn. Hei ass séiert Handeln noutwendeg. Den Innenminister weess dat a wäert derfir suergen, dass eppes geschitt.

Dës Pläng, dës Absichten, dës Initiative weise kloer: De Marsch geet net a Richtung Sozialofbau, mä a Richtung Sozialausbau, do, wou dës noutwendeg ass.

Här President, léif Kollegen, d'Politik huet och d'Flicht, sech iwwer dat Wirtschaftslecht, Finanziell a Sozialaalt eraus mat deene Liewensfroen ze beschäftegen, déi d'Leit am Land ëmdreien. Si muss vun Zäit zu Zäit der Gesellschaft d'Temperatur huelen. Si muss spieren, wéini ronderëm bestëmmte gesellschaftspolitesch Froe genuch Konsenselementer erugeräift sinn, déi hir et erlaben, fir kënne behäert ze léigféieren. Wa se e Konsens feststellt, deen um Wuesen ass, ouni schon integral ze sinn, muss se kënnen den integrale Konsens, deen et jo eigentlech ni wäert ginn, antizipéieren. Och wann net jiddwieren oder nach net jiddwieren sech deem Quasikonsens kann uschleissen. Mä d'Politik muss mat der Gesellschaft harmonéieren. Si därf hir net ëmmer nëmme nolafen.

Dofir féiere mer d'Bestietnis fir Homosexueler an. Gläichgeschlechtlech Partner solle sech kënne bestueden. Gléck léisst sech net exklusiv iwwer klassesch Strukturen an Aariichtungen definéieren. Et bestëmmt sech aus sech selwer eraus. Och dowéinst solle mer de gläichgeschlechtleche Partner e Recht ginn, d'Kanner vun hirem Partner ze adoptéieren. Et gëtt kee Recht op d'Kand. Et gëtt wuel awer Rechter vum Kand. Déi Léisung, déi mer virschloen, respektéiert genau dës Rechter.

Dofir ännere mer och d'Gesetz vun 1978 iwwer d'Ofdreiwung. Ech kenne kaum een, dee mengt, den Avortement wär e Mëttel wéi en anert vun der Familljplanung. Bal jiddwieren seet, dass den Avortement d'Ausnahm bleiwe soll.

Mir brauchen eng besser Sexualerzéierung an der Schoul a mussen d'Enseignanten optimal op déi opläreresch Aufgab virbereeden.

Wann een déi extrem Léisung vum Avortement wëllt esou selte wéi méiglech maachen, da muss ee preventiv Alternative fördern. Dofir schloe mer konsequenterweis vir, fir de Frae bis zum Alter vu 25 Joer e gratis Zougank zu de Verhiddungsmëttelen ze erméiglechen.

D'Gesetz vun 1978, dat gesäit eng restriktiv Indikatiounsléisung vir. Mir proposéieren, déi méi realitéitsno ze maachen an den Artikel 353 vum Strafgesetzbuch esou ze reformuléieren, dass e stroffräien Ofbroch vun der Schwangerschaft ka virgeholl ginn am Fall vu physescher, psychescher a sozialer Détresse vun der Fra. Déi Fra, déi sech mam Gedanken dréit, aus dese Grënn ofzedreien, muss hire Gynäkolog souwéi ee vun der Regierung agréierte soziefamiliäre Konsultatiouns- an Informatiounszentrum konsultéieren. D'Konsultatioun ass obligatoresch. Déi lescht Décisioun hëlt déi concer-néiert Fra.

Mannerjähreg Frae brauchen den Accord vun deenen Erwuessenen, déi iwwer d'Autoritë parentale verfüegen, fir kënnen ofzedreien. Falls dat net méiglech ass, muss se awer zumindest vun enger erwuessener Persoun vun hirem Vertraue bei deene respektive Konsultatioun begleet sinn, Accompagnement, dee vum Konsultatiounszentrum och ze dokumentéieren ass.

En anere Konsens ass amgaangen, sech erauszubilden. E mécht sech ronderëm d'Iddi, dass eis auslännesch Matbierger méi Matsproocherecht um kommunale Plang solle kréien.

D'Gemeng ass déi éischten Integratiounsplaz. Et ass an der Gemeng, wou Netlëtzebuerger a Lëtzebuerger sech begéinen, sech kennen a sech schätze léieren. Dofir wëlle mer d'passiivt Wahlrecht fir all Netlëtzebuerger opmaachen. Dofir kënne si och, wat souguer d'Bierger vun der Europäescher Unioun haut nach net kënnen, Buergermeeschter oder Schäfte ginn. Mir maachen et esou méiglech, dass d'Integratioun

bis hannerhi ka goen. Mä préalabel Integratioun muss awer sinn. Dofir bleiwen d'Bestëmmungen iwwer d'Residenzdauer och onverännert. Dass Lëtzebuerger en neie Stellwäert an der Schoul kritt, ass e weideren Integratiounstremplin.

Ëmmer méi Leit, ëmmer méi Bierger verlaangen eng supplementar Dosis u politesche Gestaltungsrechter. Dofir féiere mer d'Volleksinitiative an, déi et enger bestëmmer Unzuel vu Bierger a vu Wieler erlabt soll, d'Chamber mat enger Volleksesetzesinitiative ze befaassen. Dës Form vun indirekter direkter Demokratie erhéicht d'Qualitéit vun eise demokrateschen Zesummeliewen, ouni déi Grondregel ze verletzen, déi wëllt, dass déi gewielte Chamber an alle Fäll dat lescht Wuert huet.

D'Verhältnis téschent dem Stat an de reliése Gemeinschaften gëtt weiderhin iwwer de konventionelle Wee geregelt. Fir där laizistescher Sensibilitéit staatlechersäits déi Unerkennung zoukommen ze loossen, déi se verdéngt, schloe mer vir, e puer Maisons de laïcité am Land anzeriichten. De Stat bedeelegt sech mat 75% un den Infrastruk-turkäschtchen vun dese regionale Laizitéitszentren a stellt hinnen eng forfaitär Fonctionnementsveloppe pro Joer zur Verfügung.

Am Land besteet och e grouse Konsens doriwier, dass de Meenungspluralismus de Pressepluralismus à la fois voraussetzt a bedéngt. Dofir wäert d'Regierung sécherstellen, dass de globale Volume vun der finanzieller Ënnerstützung fir déi geschriwwe Press erhalte bleift. Déi variabel Forme vun indirekter Pressehällef, sollte se enges Dags onméiglech ginn, wäerten an eng direkt budgetär Pressehällef ëmgewandelt ginn.

Mir studéieren och, deene Jonken eng Zeitung gratis zur Verfügung ze stellen. Déi Jonk kucke vill a liesen net genuch. Liesen ass awer wichtig. Wien eng gedankefrësch Jugend wëllt, muss se méi un d'Liese bréngen: un d'Liese vun Zeitungen, un d'Liese vu Bicher, och un d'Liese vun de Bicher vu lëtzebuergeren Auteuren. Dat geschriwwe Wuert bréngt engem méi wéi dat séiert Kucke vu virbereeten an iwwerflächleche Biller. Gleeft mer es, eng gratis Zeitung fir déi Jonk mécht dës hire Bléck op d'Welt wiesentlech méi komplet.

D'Liesen ass dee beschte Wee zur Kultur. D'Erfuerschung vun deem, wat Kultur ass, déi sentimental an intellektuell Emanzipatioun, déi den Émgang mat Kultur erméiglecht, bréngt eis zur Iwwerleung an zur Iwwerzeugung, e Kulturjugendpass anze-féiere fir déi Jonk ënner 20 Joer a fir d'Studenten, deen hinnen ënner anerem Gratisvisiten an alle Muséeeën erlaabt. Och méi défavoriséiert Gruppe vun eiser Bevölkerung solle vun esou engem Kulturpass kënne profitéieren. Kultur soll fir jiddwieren do sinn. Si wäert dat an Zukunft och sinn.

Wa mer dës Reformen, Här President - Homo-Mariage, Avortement, Ausländerwahlrecht, Volleksinitiative, Laizitéitshaier, Gratispress fir déi Jonk, Jugend- a Kulturpass, ofgesécherter Pluralismus, Pressepluralismus an esou weider -, intelligent a geschéckt uginn, da geléngt et eis, d'Lëtzebuerger Gesellschaft méi inklusiv a méi participativ ze maachen. Mir brauche méi Inklusioun an eiser Gesellschaft. Méi Inklusioun heescht eng Plaz fir jiddwieren, onofhängeg dovun, wien en ass, an onofhängeg dovun, wéi en ass. Méi Participatioun heescht, jiddwieren fir d'Schaffen un der gemeinsamer Saach ze motivéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir liewen net eleng op der Welt a mir sinn och net hiren Nuebel. Besonnesch am Fall vu Lëtzebuerger ass d'Ausland besonnesch grouss. Dofir kënnt der Aussen- an Europapolitik och an der nächster Legislaturperiod elementar Bedeitung zou.

Et ass keng Ursach ze erkennen, firwat mer d'Grondachs vun eiser Aussen- an Europapolitik sollen änneren. D'Aussen- an d'Europapolitik vu Lëtzebuerger zeechent sech zënter Jorzéngte schon duerch d'Kontinuitéit an duerch de Konsens vun alle relevante politesche Kräften hei am Land aus. Dës Kontinuitéit reflektéiert sech personell an inhaltlech. Den Ausseminister bleibt Ausseminister. D'Inhalter vun der Aussenpolitik änneren net.

Mir wëllen als Regierung de Lissabonner Reformvertrag. Hie wäert et der Europäescher Unioun erlaben, besser, méi séier a global méi kohärent kënnen ze decidéieren an ze agéieren.

Mir leeën, wat d'Europapolitik ubelaangt, gréisste Wäert op d'Redécouverte vun den europäesche Grondfunktionsregeln. All 27 Memberstaten an der Europäescher Unioun hu gläich Rechter, well se déiselwech Dignitéit hunn.

Déi grouss Staten an Europa, virun allem och déi, déi un eis Landesgrenze stoussen,

solle sech dorop besännen, dass Europa ëmmer d'Resultat vun den Efforten a vun de besonnenesche Responsabilitéite vun deene grouse Memberstaten a vun der vermëttelnder Intelligenz vun deene kleng war.

D'Gemeinschaftsmethod wëllt, dass d'Kommissioun proposéiert an de Ministerrot an d'Parlament codécidéieren. Eng Schwächung vun der Europäescher Kommissioun, déi vu villen ugestriift gëtt, kéim enger Schwächung vun der Europäescher Unioun als solcher gläich. D'Kommissioun dierf net zu engem Exekutivsekretariat vun der Europäescher Unioun a vun der nationale Regierung ginn.

De gewielte President vun der Europäescher Conseil - an dee kréie mer, wann de Lissabonner Vertrag a Kraaft trëtt -, deen dierf net de Géigespiller vun der Kommissioun selwer ginn. Déi zwee mussen intim zesummeschaffen. Si mussen der europäescher Identitéit Gesichter ginn, si mussen fir Europa antrieden.

Europa, dat ass méi wéi d'Zomm vun den Nationalinteressen vun de Memberstate vun der Europäescher Unioun. Et muss erëm daitlech gemaach ginn, dass an Europa a wéinst Europa zwee plus zwee fënnel gëtt. Fir dass zwee plus zwee erëm ka fënnel

ginn, mussen Grousser a Klenger déi gemeinsam europäesch Ambitioune gläichberechtigt virundreiwen.

E wichtegen Deel vum Knäppchen vum eise Relatioun mat der Welt, dat ass d'Entwécklungshëllef. D'Regierung huet d'Absicht, den Niveau vun der Lëtzebuurger Entwécklungshëllef op 1% vum nationalen Akommes ze halen. Den entwécklungspoliteschen Effort vu Lëtzebuerg, dee geet virun. D'Nohaltegkeet, dat ass net nëmme en interne Politikprozess: Och eist Wierken an der Welt muss vun de Prinzipien vun der Nohaltegkeet geprägt sinn. Mir sinn eent vun deene Länner, déi den héchste Kooperationsbudget hunn.

Mir wäerten et dofir och net zouloossen, absolut net zouloossen, dass dese kollektiven nationalen Effort décredibiliséiert gëtt duerch Etüden, primär primitiv Etüden, déi ausgerechent vu Lëtzebuurger Entwécklungs-ONGen initiéiert gi sinn.

Wéi soll een eigentlech d'Lëtzebuurger - dat sollen déi Herrschafte sech emol froen -, wéi soll een d'Lëtzebuurger dovun iwwerzeegen, 1% vum nationale Räichtum fir entwécklungspolitesch Zwecker zur Verfügung ze stellen, wéi soll een d'Lëtzebuurger dovun iwwerzeegt kréien, dass et richteg ass, dass si och individuell, jiddwer Einzel-

nen, hire Bäitrag zur Entwécklung vun der Welt bäidroen sollen, wa mer vun deenen, déi sech quasi professionell ëm d'Entwécklungshëllef bekëmmere, gesot kréien, eisen Effort wier onmoralesch, well mer via Finanzplaz déi Drëtt Welt géifen ausbeuten an dann nëmme e klengen Deel géifen an déi Drëtt Welt zréckschécken? D'ONGe sollen den entwécklungspoliteschen Élan vun der Land ënnerstëtzen, statt en ze brieche an an der Substanz ze contestéieren.

Et ass d'Absicht vun der Regierung, Lëtzebuerg an de Weltsécherheitsrot vun der UNO ze bréngen. Mir sinn eent vun deene wéinege Grënnungsmembere vun der UNO, déi nach ni Member vun dem héchsten Organ vun der UNO waren. Mir striewen dat Zil un, net aus Selbstgefällegkeet, mir striewen dat un, well mer mengen, dass och déi kleng Länner, déi de Multilateralismus op hire Fändel geschriwwen hunn, der Weltgemeinschaft eppes ze soen hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Zäiten, déi kommen, déi ginn net einfach. Munches wäert a Fro misse gestallt ginn, mä wa mer wëlle bleiwen, wat mer sinn, da mussen mer bereet sinn, e behäertene Sprong an d'Zukunft ze maachen. Et ass zu deem Sprong, wou ech lech haut wollt animéieren. Dee Sprong geléngt eis

nëmme, wa Regierung a Parlament bereet sinn, do, wou et noutwendeg ass, resolut Reformen unzeseen.

Wien net reforméiert, dee bleift stoen. A wie stoe bleift, dee fällt zréck. Mir wëllen net, dass eist Land zréckfällt. Mir hätte gär, dass et weiderkënn.

Ech soen lech Merci fir dat frëndlecht Nolauschten.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Ech ginn dem Här Premierminister Akt vu senger Deklaratioun. Domat si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënn muer um néng Auer nees zesumme fir d'Debatt iwwer de Regierungsprogramm.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 12.00 heures)

Programme gouvernemental annexé à la déclaration gouvernementale de Monsieur le Premier Ministre

Ministère d'État

I. Questions institutionnelles

1. Révision constitutionnelle

Le Gouvernement accompagnera les travaux de révision de la Constitution ayant pour objet de moderniser et de clarifier les dispositions constitutionnelles relatives aux institutions de l'État en les rapprochant de la pratique constitutionnelle. Les grandes orientations retenues dans la proposition de révision portant modification et nouvel ordonnancement de la Constitution, déposée à la Chambre des Députés le 21 avril 2009 trouvent l'approbation du nouveau Gouvernement et serviront de base à ses travaux.

2. Procédure législative

Le Gouvernement soumettra des propositions visant à accélérer certains aspects de la procédure législative et réglementaire, en particulier en ce qui concerne la transposition de certains textes européens à caractère technique. Le Gouvernement examinera les moyens pour avoir dans les domaines techniques un recours plus fréquent au règlement grand-ducal et au règlement ministériel. Le Gouvernement entend développer ensemble avec le Conseil d'État une nouvelle procédure de consultation pour les règlements grand-ducaux.

Un groupe de travail interinstitutionnel à haut niveau entre le Gouvernement, la Chambre et le Conseil d'État sera constitué afin de renforcer le dialogue entre les institutions sur certains aspects de la procédure législative (notamment la communication des textes, les délais, les oppositions formelles); il tirera ses conclusions avant la fin de l'année 2010.

3. Chambre des Députés

La Chambre des Députés entend renforcer son implication dans la discussion des dossiers communautaires. Elle décidera en toute autonomie de la façon de s'organiser en cette matière.

4. Initiative populaire et référendum

L'initiative populaire, permettant à un nombre déterminé de citoyens d'introduire dans la procédure législative une proposition de loi, sera inscrite dans la Constitution. La procédure à suivre par une telle initiative, qui sera réglée par la loi, s'inspirera de celle applicable aux propositions de loi émanant des députés.

La loi sur le référendum du 4 février 2005 sera adaptée en ce qui concerne ses conditions de déclenchement et les délais à observer.

5. Accès à l'information

Le droit d'accès des personnes aux documents détenus par l'administration sera réglé par une loi qui s'inspirera des principes retenus par les législations de nos pays voi-

sins et des recommandations du Conseil de l'Europe.

II. Organisation de services dépendant du Ministère d'État

1. Création d'une structure de protection nationale

Le Gouvernement initiera un projet de loi relative à la protection nationale. La loi en question mettra en place une structure de protection nationale et en définira les compétences et les mécanismes selon lesquels elle interviendra. La mission de cette structure consistera à prévenir les crises de grande envergure, qui entre autres menacent les intérêts vitaux ou les besoins essentiels de tout ou partie du pays et de sa population, respectivement à protéger le pays et la population contre les effets d'une telle crise.

2. Service de Renseignement de l'État

Cinq ans après la mise en vigueur de la loi du 15 juin 2004 portant organisation du Service de Renseignement de l'État, le Gouvernement se propose de soumettre le cadre législatif réglant les activités du Service de Renseignement de l'État à une évaluation.

III. Dialogue interculturel

Le Gouvernement soutient la mise en place d'un réseau national de Maisons de la laïcité. Ces maisons sont le point de contact de la communauté laïque dans la cité. Elles constituent des lieux de rencontres, d'échanges, d'informations et de services. L'État participe jusqu'à concurrence de 75% aux frais d'infrastructures des centres régionaux. Les associations gestionnaires bénéficient d'une subvention forfaitaire annuelle pour frais de fonctionnement de la part de l'État.

Le Gouvernement confirme son attachement au système constitutionnel de la conclusion de conventions entre l'État et les communautés religieuses. Il entend l'étendre à d'autres communautés pour autant que celles-ci aient des activités substantielles et un nombre important d'adhérents au Luxembourg et qu'elles s'engagent à respecter la Constitution, les lois et l'ordre public du pays.

IV. Simplification administrative

L'ensemble des mesures qui seront prises en matière de simplification administrative concernent:

- la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ainsi que certains des règlements grand-ducaux afférents;

- la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles;

- la loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés;

- la législation sur les marchés publics;

- la législation relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement de projets d'infrastructure de transport;

- la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau;

- la loi du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets.

1. Mesures à caractère transversal

a. Harmonisation des procédures de consultation publique

Le contenu des dossiers à présenter dans le cadre des procédures de consultation prévues par les lois susvisées est parfois fort semblable. D'autre part, un seul et même projet peut devoir faire l'objet de plusieurs procédures d'évaluation au déroulement et aux délais comparables.

Par conséquent, le Gouvernement prendra des mesures afin:

- de regrouper, pour autant que faire ce peut, pour un seul et même projet les différentes procédures de consultation obligatoires présentant des délais et des objectifs comparables;

- d'éviter les recoupements, voire les doubles emplois, en regroupant les éléments techniques et scientifiques d'un dossier qui peuvent être élaborés de manière complémentaire;

- d'élaborer un guide d'exécution en vue d'une meilleure cohérence législative tel que proposé par le Plan de conjoncture du Gouvernement;

- de préciser dans un certain nombre de textes des définitions vagues de façon à éviter, pour autant que faire se peut, des décisions parfois ressenties comme subjectives, voire même aléatoires.

b. Guichets uniques

En vue de faciliter les démarches administratives à faire notamment par les petites et moyennes entreprises, il sera créé un guichet unique «autorisation» comme point de contact entre entreprises et administrations compétentes.

Ce guichet unique fera fonction de porte d'entrée unique pour tout dossier d'exploitation des dossiers et veillera à ce que les réponses des différentes administrations soient disponibles dans un délai fixé à l'avance (3 mois ou autre). Ce guichet pourra également conseiller les requérants et, le cas échéant, jouera un rôle de concertation entre les administrations.

Une structure comparable, également accessible aux particuliers - il s'agirait ici d'un guichet unique «Urbanisme» - est envisagée, en vue de faciliter toutes les démarches relatives à la construction (différentes permissions, permis de voirie, cours d'eau, abattage d'arbres, etc.) et en vue de simplifier l'application de la loi concernant l'aménagement communal et le développe-

ment urbain. Cette structure devrait être décentralisée et pourrait par exemple être rattachée aux trois commissariats de district.

c. Procédures d'autorisation - Délais

Le Gouvernement introduira le principe du silence de l'administration qui vaut accord pour un certain nombre d'autorisations qui peuvent être émises sans que la définition de conditions ou obligations à respecter ne soit nécessaire.

Pour les autres procédures d'autorisation, les textes légaux et réglementaires seront modifiés de façon à préciser les délais de réponse auxquels les autorités compétentes sont tenues. Pourront ainsi être retenus des délais pour vérifier si la demande est complète, des délais envers le demandeur afin de compléter son dossier, des délais concernant l'éventuelle procédure publique, ainsi que des délais pour préparer l'arrêté d'autorisation ou de refus au requérant. Le principe que l'administration ne pourra demander des informations supplémentaires qu'une seule fois, sera retenu.

2. Mesures visant des dispositions législatives et réglementaires individuelles

a. Loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain

Les mesures ci-après sont envisagées pour simplifier l'application de la loi en question:

- l'introduction d'un dispositif permettant au bourgmestre de délivrer une autorisation de construire sans exiger l'élaboration d'un projet d'aménagement particulier pour des projets de moindre envergure dans des quartiers existants;

- la généralisation de la reconduction de l'autorisation de bâtir, qui est valable pour un an, d'une année supplémentaire;

- l'introduction de la possibilité pour la Chambre de Députés de dispenser un projet de construction, de transformation ou de démolition d'un bâtiment public d'une autorisation de construire d'un bourgmestre au cas où il s'agit d'une construction déclarée d'utilité publique;

- la précision, via cahiers de charges, du contenu des études à remettre au niveau des plans d'aménagement généraux (PAG) et des plans d'aménagement particuliers (PAP);

- l'élaboration par le service d'aménagement communal du Ministère de l'Intérieur, en collaboration avec les autres administrations concernées, d'un règlement sur les bâtisses - type tel que prévu depuis 2004 par la loi afférente.

Programme gouvernemental annexé à la déclaration gouvernementale de Monsieur le Premier Ministre

b. Loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles

Pour remédier aux difficultés rencontrées par les maîtres d'ouvrage publics auxquels il est demandé à chaque fois de réaliser des mesures compensatoires spécifiques, ceci même pour des projets d'infrastructure de faible envergure, il sera entamé une démarche permettant de réunir les mesures ponctuelles de compensation relatives à des projets individuels dans le cadre de projets d'ensemble à définir par exemple en relation avec le Plan national concernant la protection de la nature, la mise en œuvre du plan sectoriel paysages protégés respectivement des plans régionaux à venir (système du Oekobonus).

Cette approche nécessitera la constitution d'une réserve foncière publique, permettant la mise en œuvre de mesures compensatoires d'envergure et une politique d'achat de terrains à des fins de conservation de la nature plus volontariste.

L'article 17 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles sera modifié de façon à lever l'interdiction formelle de destruction de biotopes à l'intérieur des périmètres d'agglomération, cela moyennant autorisation du ministre et, le cas échéant, l'obligation de la mise en œuvre de mesures compensatoires.

c. Loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés

Le concours de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, de la loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles et de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés fait qu'un seul et même projet peut être concerné par quatre procédures distinctes d'évaluation environnementale, à savoir une première fois au niveau du zonage lors de l'établissement de l'étude d'impact stratégique (SUP) relative au plan sectoriel «zones d'activités économiques», ensuite, toujours au niveau du zonage, lors de la procédure relative au PAG (évaluation générale) et au PAP (évaluation spécifique) prévus par la loi de 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, respectivement par un plan d'occupation du sol (POS) dans l'hypothèse où la loi de 1999 concernant l'aménagement général du territoire est applicable et enfin, au niveau de l'exploitation «commodo» d'une zone d'activité et, le cas échéant, avant l'implantation d'une entreprise soumise à une telle procédure d'évaluation.

Il est proposé dans ce contexte:

- de coordonner ces différents textes de façon à veiller à ce qu'il n'y ait pas de doubles emplois dans la cascade d'évaluations décrite ci-dessus, un élément ayant déjà été évalué au niveau supérieur ne devant pas faire l'objet d'une évaluation supplémentaire au niveau inférieur;

- de synchroniser les délais, les procédures et, le cas échéant, les durées de validité des arrêtés d'autorisations délivrés dans le cadre de la loi relative aux établissements classés, de la loi relative à la protection de la nature, de la loi relative à la gestion de l'eau et de la loi relative à la prévention et la gestion des déchets,

- de réduire de façon significative les délais de la procédure commodo-incommodo,

- de procéder à la révision du règlement grand-ducal portant nomenclature et classification des établissements classés, de façon à faciliter les procédures,

- de développer le service permettant de présenter les projets et de discuter les demandes avant l'introduction du dossier définitif, afin de permettre au demandeur d'intégrer de suite certaines exigences et de vérifier dès le début que le dossier introduit est complet,

- de mettre à la disposition des services concernés les moyens nécessaires et d'effectuer au bout de trois ans un monitoring pour vérifier l'efficacité des mesures proposées ci-dessus.

d. Législation sur les marchés publics

La procédure des marchés publics vient d'être complètement modifiée et simplifiée par le vote d'un nouveau texte de loi, ainsi que par les différentes modifications ayant trait aux seuils de passation des marchés.

Les mesures de simplification administrative prévues par les nouveaux dispositifs seront soumises à une évaluation d'ici trois ans, de manière à pouvoir juger si elles ont effectivement eu un effet positif sur la compétitivité des entreprises.

Une autre priorité résidera dans l'importance donnée à la technologie électronique. En effet, l'évolution des technologies de l'information a révolutionné les attentes des usagers et les pratiques de ces dernières années. Le portail «marchés publics», permettant une passation du marché public complètement par la voie électronique, sera mis en service dans les meilleurs délais.

Afin de permettre une adaptation rapide aux évolutions dans ce domaine, il est proposé de prévoir à l'avenir par voie de règlement grand-ducal que le ministre ayant dans ses attributions les Travaux publics pourra déclarer d'obligation générale les cahiers spéciaux des charges et que ces documents standardisés seront ensuite publiés sur le portail électronique des marchés publics auprès du Ministère des Travaux publics. Cette manière d'agir facilitera largement le travail des acteurs concernés, à savoir les administrations, les architectes et les entrepreneurs.

e. Législation relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement de projets d'infrastructure de transport

La législation visée sous rubrique s'inscrit également dans le contexte des mesures retenues par le Gouvernement afin de faciliter l'activité des entreprises. Elle vise à modifier la législation relative aux procédures et instruments d'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement en vue d'une simplification administrative. Une évaluation en sera faite en milieu de législature.

f. Loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau

Un monitoring sera effectué pour vérifier l'efficacité des mesures prévues dans la loi du 19 décembre 2008 et, le cas échéant, il sera procédé à une révision du texte en question.

g. Loi du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets

La possibilité de mieux harmoniser ce texte avec les autres lois mentionnées ci-dessus sera analysée. Dans le cadre de la transposition de la directive 2008/98/CE du 19 novembre relative aux déchets, il sera tenu compte des délais et principes définis ci-dessus pour le traitement des demandes d'autorisation.

h. Autres

La disparité et la multitude de services de prévention en matière de santé et de sécurité au travail du Ministère du Travail et de l'Emploi et de services de santé au travail du Ministère de la Santé comportent non seulement des coûts élevés, mais également des divergences au niveau du fonctionnement et des processus décisionnels. Le Gouvernement réfléchira sur une harmonisation, voire une unification de ces services.

Il en est de même pour les deux services concernés par la sécurité, à savoir l'Inspection du Travail et des Mines et le Service national de la Sécurité dans la Fonction publique. Une harmonisation des procédures et des normes et l'unification de ces services permettraient que les entreprises et les administrations n'aient plus qu'un seul interlocuteur en la matière.

3. Mesures de simplification qui visent particulièrement les formalités administratives concernant les petites et moyennes entreprises

Le Gouvernement accordera une priorité à la simplification des formalités administratives qui freinent le rendement et l'esprit d'initiative des PME. Il renforcera le CNSAE (Comité national pour la Simplification administrative en faveur des Entreprises). Le CNSAE détectera les charges administratives pouvant incomber aux entreprises et s'occupera à réduire d'une façon substantielle les charges administratives pesant sur les PME.

Le Gouvernement adaptera de façon permanente le droit d'établissement aux mutations socio-économiques. Dans le cadre de la transposition des directives «qualification professionnelle» et «services», une nouvelle réforme de ce droit d'établissement

sera réalisée afin de le rendre plus flexible et mieux adapté à la situation actuelle qui est marquée par une internationalisation de plus en plus poussée. Notamment les conditions pour pouvoir accéder à une profession artisanale et commerciale seront revues. Dans ce contexte, une modernisation du règlement grand-ducal déterminant les critères d'équivalence et une adaptation de la liste des métiers artisanaux sera effectuée. Ceci entraînera, par voie de conséquence, une redéfinition du champ d'application des certains métiers.

Le Gouvernement relèvera le défi européen d'arriver à un enregistrement d'une entreprise moins coûteux et plus rapide. L'objectif d'obtenir en une semaine une autorisation d'établissement pour une nouvelle entreprise sera atteint grâce à la mise en place d'une nouvelle application informatique auprès du service des autorisations d'établissement. Cette nouvelle application permettra par ailleurs aux requérants de consulter eux-mêmes sur le site internet où en est leur dossier.

Ce programme sera inséré sur le site internet www.entreprises.public.lu, qui est une importante source d'informations pour les entreprises.

Ce logiciel constituera un des piliers de ce qui sera un portail unique électronique «one-stop-shop» qui permettra de traiter pratiquement toutes les demandes et procédures administratives qu'une entreprise est amenée à effectuer au cours de son existence.

Le Gouvernement veillera à la «compatibilité PME» de toute législation ou réglementation et examinera leur incidence sur l'esprit d'entreprise.

Le Gouvernement introduira le principe de l'autorisation tacite en cas de silence de l'administration pour les activités de service entrant dans le champ d'application de la loi-cadre relative aux services dans le marché intérieur.

En général, le recours aux nouvelles technologies de l'information et de la communication au sein des administrations et des ministères sera renforcé.

Afin d'éviter des déclarations multiples, l'entraide administrative visant à réduire le nombre de formulaires à remplir par les entreprises sera intensifiée.

La formule du guichet unique sera davantage mise en place. Ceci pour centraliser et regrouper en un seul lieu les différentes procédures administratives.

V. Médias et Communications

1. Médias et satellite

Dans le domaine de la liberté d'expression dans les médias et conformément au projet de loi 6037 portant modification de la loi du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias, il est procédé à quelques adaptations ponctuelles au niveau de la définition du journaliste, de la protection du titre de journaliste ainsi qu'au niveau de l'articulation des recours en matière de refus de délivrance de la carte de presse. Le Conseil de Presse est de même doté de la personnalité civile.

Le Gouvernement étant soucieux du maintien d'un paysage médiatique diversifié et pluraliste avec des produits de presse de qualité, son soutien aux acteurs de la presse écrite restera inchangé dans sa dimension d'ensemble. Il examinera dans ce même ordre d'idées les modalités permettant la mise en place d'un système d'abonnement gratuit à un journal pour jeunes, s'inspirant des modalités discutées dans ce même contexte à l'étranger, notamment en France.

En matière de médias électroniques et conformément au projet de loi 5959 portant modification de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques, la Commission indépendante de la Radiodiffusion et le Conseil national des Programmes se voient attribuer des pouvoirs de sanction propres et gradués, cette modification requérant par ailleurs un certain nombre d'adaptations au niveau des compétences des organes et autorités appelés à intervenir en la matière. La limite des 25%, pour ce qui est des participations dans les radios à réseau d'émission, est supprimée. Il en est de même de la restriction qui prévoit que ces radios doivent obligatoirement prendre la forme de société à responsabilité limitée. Les règles en matière de publicité radiophonique sont adaptées et la Commission indépendante de la Radiodiffusion se voit attribuer une plus grande flexibilité en matière de gestion des fréquences réservées aux radios à émetteur(s) de faible puissance.

Le Gouvernement tâche de même, sur base de la nouvelle législation et en concertation avec les autorités compétentes – s'il y a lieu –, à améliorer la couverture des programmes luxembourgeois en bande FM. Il examine à nouveau les possibilités d'encourager le passage de la radio au numérique.

Toujours dans le même domaine des médias audiovisuels, la transposition de la nouvelle directive européenne «services de médias audiovisuels» est prioritaire. Elle a notamment pour effet d'étendre le cadre réglementaire aux services audiovisuels à la demande. Dans l'intérêt de la compétitivité du site, les règles luxembourgeoises ne vont pas au-delà de ce qui est exigé par la directive européenne.

Le contrat de concession avec RTL Group ayant été prolongé jusqu'en 2020 dans le but de consolider et de pérenniser la présence de RTL à Luxembourg, il s'agit maintenant d'accompagner les initiatives concourant à la mise en œuvre de cet objectif. Dans cette perspective, le Gouvernement

- encourage RTL Group à mettre en œuvre un nouveau projet immobilier au Plateau du Kirchberg, et

- met en œuvre le prolongement de la convention relative aux infrastructures de base.

Comme par le passé, le Gouvernement apporte son soutien au développement de la Société européenne des Satellites (SES), en mettant en place un cadre réglementaire favorable au satellite au niveau européen et en veillant à ce qu'une partie suffisante du spectre reste accessible au satellite dans des conditions permettant de garantir un service de qualité à large échelle.

Depuis que le Luxembourg a adhéré à l'Agence spatiale européenne, le secteur spatial centré autour de SES s'est diversifié grâce notamment au développement d'activités de recherche et de développement. Cet environnement constitue une base favorable au développement d'autres activités dans le domaine spatial et des communications. Le Gouvernement prend appui sur ces initiatives pour développer la zone d'activités spécialisée de Betzdorf en vue de l'implantation de nouvelles entreprises et activités dans le domaine des médias et des télécommunications.

2. Industrie des contenus: la production de contenus audiovisuels

La digitalisation et l'Internet vont continuer à transformer le secteur de la production audiovisuelle en Europe. Le Gouvernement entend suivre de près cette évolution et procéder, le cas échéant, aux ajustements appropriés tant des instruments de soutien que du cadre réglementaire et administratif pour repositionner et diversifier le secteur de la production audiovisuelle dans le contexte de la «net-économie». Il procède également à une réorganisation des structures administratives (Fonds national de Soutien à la Production audiovisuelle (FONSPA), Centre national de l'Audiovisuel (CNA)).

Dans le cadre du concept d'assainissement du site du laminoir de Dudelange, le Gouvernement poursuit les démarches avec l'Union luxembourgeoise pour la Production audiovisuelle (ULPA) pour le développement sur le site d'un complexe de production audiovisuelle qui est à financer par le secteur privé avec le soutien de la Ville de Dudelange et de l'État.

Dans la mesure où un projet viable du type «école de cinéma européen» voit le jour, le Gouvernement examine avec un a priori favorable une participation du secteur à un tel projet.

3. Technologies de l'information et des communications: une approche coordonnée pour l'ère de la net-économie et de la net-société

Dans les années à venir, les TIC vont prendre une place plus importante encore dans l'espace économique et social. Ce développement constitue une chance pour le Luxembourg qui dispose de beaucoup d'atouts dans ce domaine en raison des nombreuses initiatives prises dans un passé récent tant par le secteur public que par le secteur privé. C'est sur base de ces acquis que le Gouvernement entend développer une stratégie de mise en valeur durable et consistante de ce secteur intégrant les composantes sociales et économiques.

Les efforts de diversification du secteur des médias, des communications et des technologies de l'information sont poursuivis, le Luxembourg étant devenu - grâce aux efforts de promotion entrepris ces dernières

années - une adresse de choix pour les entreprises actives dans le traitement de données, le commerce électronique et les communications en général.

Il s'agit de consolider un maximum d'atouts du site et d'en développer de nouveaux, à l'exemple du développement des infrastructures ou du régime de taxation en matière de propriété intellectuelle lors de la dernière législature.

Un accent particulier est mis sur l'environnement réglementaire et la politique proactive de promotion du secteur.

Le développement des infrastructures est poursuivi et, au besoin, étendu dans l'intérêt de l'économie et du consommateur, le tout dans le contexte des mutations extrêmement rapides des modes de communication sociaux et professionnels qui se caractérisent notamment par une convergence croissante entre médias, communications et technologies de l'information.

L'évolution dans le domaine technologique se faisant également à très grande vitesse, le Gouvernement continue ses efforts en matière de veille technologique et de développement, aussi par anticipation, des infrastructures (data-centres, fibre, antennes ...).

La politique en matière de TIC se traduit encore par

- la création de zones d'activités à très haut débit,

- des initiatives en matière d'encadrement de la gouvernance d'Internet,

- la régulation des noms de domaine et

- des initiatives d'accompagnement dans le domaine de l'archivage électronique.

L'accent est également mis dans la législation à venir sur le «Green IT». Le Gouvernement entend œuvrer avec le secteur privé en vue de la mise en place d'un plan d'action qui met l'accent sur les points suivants:

- dans le domaine des TIC:

- économies d'énergie,

- utilisation d'énergies renouvelables,

- réutilisation de l'énergie actuellement dégasée dans l'atmosphère,

- virtualisation;

- recherche appliquée dans le domaine de l'énergie;

- et surtout encouragement de solutions marquant TIC et technologies vertes.

Il importe aussi de mieux faire connaître les atouts du secteur à l'étranger.

L'expérience de la dernière législature a démontré l'utilité d'une promotion spécifique pour les secteurs des communications et des médias. L'initiative de promotion ciblée («Luxembourg for ICT») continue à être développée et formalisée en concertation avec le secteur privé et les autres initiatives du Gouvernement en matière de promotion.

4. Protection des infrastructures

Les infrastructures de communication et d'information exigent aujourd'hui tant une protection physique qu'une protection virtuelle, notamment contre les cyber-attaques et les actes relevant du domaine de la cybercriminalité.

Les efforts en matière de protection des infrastructures physiques sont poursuivis sous les auspices du Haut-Commissariat à la Protection nationale (HCPN).

Dans le domaine virtuel, il y a lieu d'accélérer, d'étendre et de systématiser les initiatives prises à ce jour pour protéger tant les infrastructures publiques que privées.

5. Développement des TIC par l'encouragement de la recherche et des métiers liés à ce secteur

Il est essentiel pour la réussite de la diversification de l'économie par les TIC que la recherche soit orientée spécifiquement sur ce secteur d'activité. Le Gouvernement entend dès lors favoriser les projets de recherche permettant de développer les compétences-clés au niveau des ressources humaines.

Il favorise les initiatives de collaboration avec les entreprises établies dans le secteur des TIC à Luxembourg.

Il élabore un programme de sensibilisation des jeunes aux métiers-clés du secteur des TIC et veille à mettre en place des formations spécifiquement axées sur ces métiers dès l'enseignement secondaire.

Ministère des Affaires étrangères

L'expression de la souveraineté nationale et la défense des intérêts vitaux du Luxembourg à l'extérieur passent par la mise en œuvre d'une politique étrangère dynamique, cohérente et visible.

Cette politique dépasse aujourd'hui le cadre restreint de la diplomatie traditionnelle pour fédérer, à différents degrés, toute une série de volets comme, entre autres, la défense, la coopération, les migrations, l'économie, l'environnement ou la sécurité alimentaire, au sein d'une politique étrangère intégrée dont l'un des principes doit être celui de la cohérence des politiques.

Le Gouvernement donnera au Ministère des Affaires étrangères les moyens pour défendre et coordonner cette politique tout au long de la législature à venir.

I. Politique européenne et étrangère

1. Fondements de la politique étrangère

L'objectif premier de la politique étrangère étant le maintien de la paix et de la sécurité, sa réalisation suppose un engagement permanent au sein de la communauté internationale, tant dans le domaine de la prévention des conflits que dans celui du rétablissement de la paix et de la reconstruction.

Un succès durable en la matière implique nécessairement une amélioration qualitative de la gouvernance internationale. C'est le droit international qui doit servir de fondement à une amélioration durable de la paix et de la sécurité. Ce processus ne concerne pas seulement les relations entre États mais également la situation interne de chaque État.

En effet, l'objectif de garantir la paix et la sécurité par le respect du droit ne peut être atteint que si, au-delà des États, il s'étend aux individus. Il faut donc œuvrer en faveur des droits fondamentaux et des libertés publiques en s'efforçant de promouvoir partout l'État de droit.

La contribution du Luxembourg à la réalisation de ces objectifs passe nécessairement par son action au sein des diverses organisations internationales dont il est membre fondateur. Le Luxembourg continuera donc à jouer un rôle actif à titre national et en tant qu'État fondateur dans des organisations telles que l'Union européenne (UE), l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), le Benelux, le Conseil de l'Europe, l'OSCE (Organization for Security and Cooperation in Europe) et les Nations Unies.

La première priorité à mentionner dans ce contexte est la participation à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique étrangère de l'Union européenne. Ceci recouvre le dialogue avec certains interlocuteurs stratégiques avec les principaux groupements régionaux ainsi que l'engagement en faveur de régions et de pays en crise, comme les Balkans occidentaux, le Proche et le Moyen-Orient, l'Afghanistan et sa région ainsi que l'Afrique.

L'autre grande priorité est la poursuite de la mise en œuvre de la décision du Gouvernement de 2001 de présenter la candidature du Luxembourg à un siège non permanent au Conseil de Sécurité des Nations Unies pour la période 2013-2014. L'élection étant prévue à l'automne 2012, il convient maintenant d'intensifier nos efforts et nos moyens en vue de cette échéance. La campagne doit permettre aussi à faire connaître plus largement notre pays et son action au sein de la communauté internationale.

Tout en s'appuyant sur les considérables efforts déjà accomplis, il faudra intensifier notre action de conviction en multipliant les interlocuteurs ainsi que les initiatives et en mettant l'accent sur les principes - multilatéralisme, état de droit, solidarité - qui l'inspirent.

Il est essentiel de souligner que, si cet effort doit bien entendu continuer à être coordonné par le Ministère des Affaires étrangères, il doit impliquer l'ensemble du Gouvernement. En effet, de nombreux ministères sont concernés par les thèmes qu'il s'agira de traiter et sont appelés à avoir des contacts et des responsabilités dans un contexte international. Toutes ces occasions devront être saisies pour faire aboutir notre campagne.

2. Politique européenne

L'intégration européenne, l'engagement pris par ses États membres d'aborder ensemble les grands problèmes que rencontre l'Union

aujourd'hui et demain et d'élaborer, d'un commun accord, des solutions équitables qui répondent aux préoccupations et attentes légitimes des citoyens autant que des États membres demeure une priorité absolue de la diplomatie luxembourgeoise. Cette intégration se poursuit et exige un effort de coordination rigoureux entre les différentes administrations luxembourgeoises qui y participent. Ce rôle échoit au ministère des affaires étrangères.

a. État des lieux relatif au Traité de Lisbonne

Pour le Gouvernement luxembourgeois, le Traité de Lisbonne doit être la base du fonctionnement futur de l'Union européenne. En dépit des retards dans les processus de ratification de divers États membres, le Traité de Lisbonne devrait entrer en vigueur au plus tard le 1er janvier 2010. L'architecture institutionnelle prévue par le Traité de Lisbonne doit conduire à une gestion efficace d'une Union européenne élargie dans le respect de la méthode communautaire, qui est le meilleur garant de la prise en compte de nos intérêts. Le recours accru à la procédure de codécision entre le Parlement européen et le Conseil renforcera la légitimité des décisions prises au niveau de l'Union européenne. Cette légitimité sera également renforcée par une implication plus étroite des parlements nationaux dans le processus décisionnel à un stade précoce.

Dans ce contexte, le Gouvernement luxembourgeois œuvrera pour conférer aux futurs Conseil Affaires générales et Conseil des Affaires étrangères, auxquels il sera représenté par le Ministre des Affaires étrangères ainsi que, pour les sessions consacrées à la Défense et la Coopération, par le Ministre de la Défense, respectivement, de la Coopération, leurs rôles d'instances centrales veillant à la cohérence de l'ensemble de l'action de l'Union Européenne, respectivement, à l'élaboration de l'action extérieure, dans la charpente institutionnelle mise en place le Traité de Lisbonne. De même, le Luxembourg, comme par le passé, sera représenté au Conseil Européen par le Chef de Gouvernement et le Ministre des Affaires étrangères.

Le Gouvernement œuvrera également de manière à ce que les aspects novateurs introduits par le Traité de Lisbonne en matière sociale telle que la clause sociale horizontale renforcent le volet social de la construction européenne. En vertu de la clause sociale, toutes les politiques et actions de l'Union sont définies en fonction des exigences liées à la promotion d'un niveau d'emploi élevé, à la garantie d'une protection sociale adéquate, à la lutte contre l'exclusion sociale ainsi qu'à un niveau élevé d'éducation, de formation et de protection de la santé humaine. Le Gouvernement veillera à une prise en compte systématique des dispositions pertinentes prévues par le Traité de Lisbonne en matière de droit du travail et de sécurité sociale dans le cadre des initiatives que présentera la Commission européenne.

b. Coordination de la politique européenne au niveau national

Le Ministère doit jouer son rôle dans une meilleure coordination de notre politique européenne. Il s'agit, notamment, de veiller à la cohérence de nos positions prises au niveau européen par les différents ministères et de promouvoir les échanges avec les secteurs économiques et sociaux concernés par les projets européens. Au même titre, la coordination avec les membres luxembourgeois du Parlement européen doit être améliorée ainsi qu'avec les représentants dans les enceintes européennes telles le Comité des Régions ou le Conseil économique et social européen. Il faut, sur la base de l'aide-mémoire relatif à la coopération en matière de politique européenne entre la Chambre des Députés et le Gouvernement, organiser au mieux l'information du Parlement sur les grands dossiers européens et promouvoir l'échange de vues dans le sens d'une implication plus forte de la Chambre dans les affaires européennes.

Il est également proposé de renforcer les attributions du Comité interministériel de Coordination de la Politique européenne (CICPE). Le Comité doit assurer la coordination entre ministères concernés par - et responsables pour - la transposition des directives. Il veillera, en particulier, à assurer un travail en amont en signalant aux ministères les projets législatifs en préparation au sein des instances européennes et en leur assignant la tâche de préparer les mesures de transposition nécessaires de ceux-ci dans le respect des délais impartis.

c. Élargissement de l'Union européenne

Le Gouvernement estime que l'adhésion de nouveaux États membres contribuera à élargir la zone de stabilité et de prospérité au-delà des frontières actuelles de l'Union. Afin de garantir le bon fonctionnement d'une Union européenne élargie, celle-ci doit se doter des instruments et moyens qui lui permettent de fonctionner de manière efficace tout en renforçant les liens de solidarité qui unissent ses membres. L'Union européenne doit rester ouverte pour tout État européen qui respecte les valeurs fondamentales de l'Union et remplit les critères d'adhésion, tout en préservant sa capacité d'intégration.

d. Transposition des directives

Le Gouvernement s'engage à déposer les projets législatifs ou réglementaires portant transposition de directives en temps utile, permettant leur adoption dans le délai de transposition prescrit par la directive, tout en attribuant aux instances législatives concernées le temps nécessaire pour examiner, et, le cas échéant, approuver ces projets.

Le Gouvernement propose de se doter des outils informatiques nécessaires pour assurer un meilleur suivi de la transposition des directives européennes et des procédures d'infraction. Il procédera également à une analyse du système actuel de transposition au Luxembourg afin d'identifier d'éventuels problèmes pour élaborer et mettre en œuvre des solutions. Enfin, le Gouvernement examinera les dossiers de transposition à intervalles réguliers et au minimum à un rythme bimensuel lors de ses réunions en Conseil.

3. Politique du siège

a. Présence des institutions européennes à Luxembourg

Les échanges de vues réguliers menés par les autorités luxembourgeoises avec les institutions et les organismes européens mettent en évidence trois éléments clés essentiels en vue d'assurer l'attractivité de notre siège:

- répondre aux besoins croissants en matière d'infrastructures vu l'augmentation constante des effectifs,

- faire face aux défis posés par la vétusté croissante d'une partie du parc immobilier utilisé,

- garantir - en tant qu'État-hôte - des conditions d'accueil, d'hébergement et de travail optimales aux quelque 11.000 fonctionnaires européens actuellement affectés au Luxembourg.

b. Politique immobilière

Afin de répondre à ces défis, le Gouvernement soutiendra et accompagnera les institutions européennes dans leur volonté de rénovation, d'extension, voire de nouvelle construction de leurs bâtiments. Il s'agit en l'occurrence des bâtiments du Parlement européen, de la Cour des Comptes, de la Cour de Justice des Communautés européennes, ainsi que du Centre de Traduction. Les bâtiments pour la nouvelle École européenne à Bertrange/Mamer, ainsi que le Centre de Conférences au Kirchberg, construits et financés par l'État luxembourgeois, seront finalisés dans les meilleurs délais.

Dans le même ordre d'idées, le Gouvernement - ensemble avec les institutions européennes, en particulier la Commission - poursuivra les efforts en matière de Centres de données et de connectivité nationale et internationale dans le cadre de la décision des Gouvernements des États membres de la CEE du 8 avril 1965 relative à l'installation à Luxembourg du Service de la Mécanographie.

c. Présence des services de la Commission européenne et du Secrétariat du Parlement européen à Luxembourg

La Commission européenne et le Parlement européen représentent les deux institutions dont les services sont répartis sur plusieurs États membres avec une présence significative à Luxembourg, présence ancrée dans la légitimité que lui confèrent les traités communautaires ainsi que dans les accords intervenus à un stade ultérieur entre

Programme gouvernemental annexé à la déclaration gouvernementale de Monsieur le Premier Ministre

les autorités luxembourgeoises et les institutions respectives. Le Gouvernement passera en revue ces accords pour évaluer les effets qu'ils produisent aujourd'hui. En fonction de cette analyse, le Gouvernement se prononcera sur d'éventuelles mises à jour.

d. Sessions du Conseil des Ministres à Luxembourg en avril, juin et octobre

Pour assurer le maintien à Luxembourg de ce dispositif d'une haute visibilité internationale, le Luxembourg est tenu d'assurer un accueil irréprochable des sessions du Conseil tant en ce qui concerne l'infrastructure du Centre de Conférences que sa gestion.

À ce stade, la mise à disposition du nouveau Centre de Conférences au Kirchberg, pour assurer, dans les meilleures conditions, l'accueil des sessions du Conseil est prévue – selon le dernier planning de l'Administration des Bâtiments publics – pour 2012, avec une possibilité d'anticiper certains Conseils en 2011 déjà.

e. Espace de bureau provisoire au Kirchberg

Pour faire face à une demande accrue d'espace bureau temporaire au Kirchberg qui viendra lorsque les chantiers prévus obligeront la Commission et le PE de libérer leurs bâtiments actuels, en attendant que les nouveaux immeubles soient terminés, le Gouvernement étudiera la possibilité de la construction d'un bâtiment à vocation provisoire sur un terrain appartenant au Fonds d'Urbanisation et d'Aménagement du Kirchberg (FUAK).

f. Comité de Coordination pour l'Installation d'Institutions et d'Organismes européens à Luxembourg: rôle et mandat

En matière de politique de siège, les relations des institutions européennes avec les autorités luxembourgeoises s'effectuent par le biais du «Comité de Coordination pour l'Installation d'Institutions et d'Organismes européens à Luxembourg».

Placé, depuis sa création en 1965, sous la direction du Ministère d'État, le Comité de Coordination est passé, lors de la formation gouvernementale de 2004, sous la tutelle du Ministère des Affaires étrangères.

Il convient maintenant de mettre à jour la base légale du Comité de Coordination constituée par l'arrêté ministériel du 26 mars 1965.

4. Promotion de la culture à l'étranger

Le Luxembourg est bien connu au-delà de ses frontières en raison du niveau de vie que lui confère une économie compétitive. Bien souvent la perception qu'on a du Grand-Duché à l'étranger s'arrête là.

Pour compenser cette perception tronquée de notre pays, le Ministère de la Culture et le MAEI ont étroitement coopéré ces dernières années pour dégager des synergies et promouvoir la culture luxembourgeoise au-delà de nos frontières.

Afin d'en tirer le meilleur parti, le Gouvernement se propose de créer un comité interministériel composé de représentants du Ministère de la Culture et du MAEI.

5. Assistance des Luxembourgeois à l'étranger

Le Gouvernement assurera au Ministère des Affaires étrangères les moyens nécessaires pour prodiguer aux citoyens luxembourgeois qui se trouvent dans une situation d'urgence humanitaire à l'étranger, l'assistance nécessaire.

6. Réseau diplomatique

a. Réseau diplomatique luxembourgeois

La défense des intérêts du Luxembourg et des citoyens luxembourgeois, l'action au service de l'ensemble des ministères et administrations et la mise en œuvre d'une promotion dynamique de notre secteur économique et commercial à l'étranger passent par l'existence d'un réseau suffisamment dense de représentations diplomatiques – Ambassades, Représentations permanentes et Consuls généraux – que le Grand-Duché y entretient.

Les limites d'ordre budgétaire et démographique qui caractérisent notre pays sont

réelles. Toutefois, le Gouvernement estime que le réseau diplomatique actuel présente quelques lacunes qu'il convient de combler dès que la situation le permettra.

Le Gouvernement étudiera la possibilité d'étoffer le réseau diplomatique existant (p.m. 26 Ambassadeurs accrédités auprès de 72 pays et quelque 30 instances internationales), en fonction des disponibilités existantes, par trois biais, à savoir,

- le renforcement des postes existants qui assurent des co-accréditations multiples;

- l'exploration avec les partenaires belge et néerlandais de la possibilité d'une mise en commun des moyens existants sous forme d'Ambassade Benelux;

b. Réseau diplomatique européen

Couplé au Traité de Lisbonne, l'entrée en vigueur de ce dernier entraînera la création d'un «Service d'action extérieure», qui fonctionnera comme un service diplomatique classique, sans en avoir toutes les attributions, avec un siège à Bruxelles et des représentations dans de très nombreux pays au-delà de ceux qui forment l'UE. Les États membres seront appelés à contribuer à la mise sur pied du SAE entre autres par le détachement de nationaux, des fonctionnaires de toute vraisemblance, pour un délai déterminé à ce service. Le ministère veillera à ce que le Luxembourg soit représenté de façon adéquate au sein du SAE.

II. Coopération au développement

La coopération au développement est un vecteur important de l'action extérieure du Gouvernement et cela *a fortiori* dans une démarche de développement durable compris comme cause globale commune. Elle est le reflet de la solidarité internationale et sert à la fois les intérêts partagés avec les partenaires au développement et l'intérêt propre du Luxembourg à voir mitiger les effets négatifs de la pauvreté mais aussi d'autres effets, comme ceux ayant trait au changement climatique.

Dans cet esprit et par souci d'une meilleure efficacité de sa coopération au développement, le Gouvernement, notamment,

- maintiendra l'effort quantitatif de la coopération luxembourgeoise en volume et en pourcentage du revenu national brut (1% du RNB dans les années à venir);

- travaillera à une qualité toujours croissante de la coopération luxembourgeoise, notamment,

- en enclenchant la procédure de révision de la loi du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement et de ses règlements d'application en vue d'examiner s'il y a lieu d'adapter la base légale de la coopération luxembourgeoise;

- en complétant les critères géographiques de l'intervention de la coopération luxembourgeoise, notamment en favorisant, à côté de l'indice du développement humain, l'approche régionale, respectivement en portant une attention accrue aux situations de fragilité;

- en poursuivant les efforts en matière de cohérence de ses politiques pour le développement durable, notamment par une redéfinition du rôle et du fonctionnement du comité interministériel sur la coopération au développement;

- tâchera de mettre en œuvre des synergies et de systématiser les partenariats pour une plus grande efficacité de la coopération au développement, notamment,

- dans le domaine de la micro-finance et des technologies d'information et de communication;

- dans le contexte des stratégies de sortie de certains pays partenaires.

a. Développement durable

La pauvreté dans le monde et le changement climatique constituent les principaux défis pour le développement durable. Les problèmes qu'ils causent sont étroitement liés et les effets qu'ils produisent se font sentir autour du globe. Les pays en développement et les pays industrialisés sont confrontés au même titre, quoiqu'à des degrés différents, à cet important double défi. Des actions ponctuelles, isolées ou individuelles n'apportent pas de réponses satisfaisantes et ne permettent pas d'éviter les effets potentiellement très dommageables de la pauvreté et du changement climatique, dans l'hémisphère sud comme dans l'hémisphère nord.

Le développement durable doit être conçu comme une remise en question permanente, une manière de gérer le changement vers le mieux. À cet égard, il est plus urgent que jamais d'adopter une approche qui intègre les trois éléments constitutifs du déve-

loppement durable que sont l'économique, le social et l'environnemental.

b. Marchés publics

Dans le souci d'une plus grande cohérence de ses politiques en général et en tenant compte des lignes d'orientation de sa politique de coopération au développement qui plaide pour une participation équitable des pays en développement au commerce international, le Gouvernement s'engage à recourir de manière accrue à l'achat des biens issus du commerce équitable dans le contexte des marchés publics et en appelle aux communes d'en faire de même dans le cadre de leurs compétences.

III. Participation à l'effort de défense et de préservation de la paix au plan international

La défense reste une partie intégrante de la politique étrangère du Luxembourg. Elle s'exprime de manière complémentaire au sein de l'Alliance atlantique et de l'Union européenne dans le cadre de sa politique de sécurité et de défense.

En déployant des militaires dans les missions de l'OTAN et de l'Union européenne de même que de l'Organisation des Nations unies (ONU), le Luxembourg participe activement à la protection et à la défense des intérêts de sécurité de l'Europe, témoignant ainsi sa solidarité avec ses alliés en partageant, à sa mesure, le fardeau des engagements extérieurs et les risques encourus. Cet engagement lui permet aussi de participer, comme partenaire à part entière, aux prises de décisions qui déterminent sa sécurité et de bénéficier de la garantie de sécurité de ses alliés.

Conformément à son engagement européen, le Luxembourg participera de manière active aux développements en matière de défense et de sécurité au sein de l'Union européenne, notamment dans la perspective de l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne.

En vue d'assurer sa participation continue aux missions de paix des Nations Unies, de l'Union européenne et de l'OTAN, notamment dans le cadre des Groupements tactiques et de la NATO Response Force, l'armée poursuivra la mise en place de la réforme. Elle s'attachera, entre autres, au développement de capacités susceptibles d'apporter des contributions utiles aux missions de gestion de crise et de maintien de la paix. Le programme d'acquisition de matériel nécessaire à l'accomplissement des nouvelles missions dans les meilleures conditions possibles sera développé et mené à bien.

Dans le cadre de sa réforme et du rôle social qui lui revient, l'armée mettra en place un service de reconversion professionnel et performant en faveur des soldats volontaires pour valoriser les expériences acquises au sein de l'armée et pour améliorer leur formation en vue d'une intégration réussie dans la vie civile et sur le marché de l'emploi.

L'effort dans le domaine de la planification à long terme sera maintenu pour mieux inscrire les missions de l'armée dans une perspective à long et moyen terme. Les travaux sur le concept stratégique (livre blanc de la défense) seront menés à bien. Dans ce contexte un catalogue de nouvelles menaces pour lesquelles un rôle pourrait être dévolu à l'armée, comme par exemple la cyber défense, sera établi.

La diversification de l'effort de défense sera maintenue notamment par un soutien renforcé à des projets capacitaires alliés essentiels pour mener à bien les missions de paix. Un effort particulier sera fait en faveur de capacités existant à Luxembourg comme, par exemple, le domaine satellitaire. Une réflexion sera engagée sur la manière de gérer de telles contributions de manière optimale.

Les travaux initiés à la caserne Grand-Duc Jean dans le cadre d'un programme de rénovation générale des installations militaires seront poursuivis avec énergie afin de donner aux militaires des conditions de travail adéquates répondant aux contraintes techniques occasionnées par un équipement en évolution.

L'ensemble de ces mesures sera financé par des moyens budgétaires adéquats avec pour objectif d'améliorer de manière raisonnable mais continue l'effort général de défense luxembourgeois. Sur base des nouvelles données statistiques OTAN, il s'agira d'atteindre à nouveau, comme par le passé, le chiffre de 0,7% du PNB, avant la fin de la législature.

Le second pilier de la prévention des conflits ainsi que de leur résolution réside dans l'effort non militaire. Le développe-

ment des missions civiles essentiellement vouées à reconstruire et à consolider l'État de droit et l'ordre public sera activement poursuivi par le Luxembourg à travers ses participations actives aux missions civiles de l'Union européenne, de l'OSCE et des Nations Unies.

IV. Immigration et Asile

1. Immigration

La loi du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration crée le cadre légal nécessaire à l'immigration légale qui constitue un apport positif à la société et à l'économie du Luxembourg.

Or, la mise en œuvre de la loi doit s'inscrire dans le cadre d'une politique d'immigration proactive et cohérente, dont le Gouvernement fixera les objectifs. Une analyse des besoins en termes de marché de travail et d'intérêt économique du pays devra être menée de concert avec d'autres acteurs concernés, y inclus les ministères compétents pour l'économie, les classes moyennes, le travail, la recherche, l'enseignement supérieur et la sécurité sociale. L'objectif est d'adapter l'immigration aux besoins de l'économie luxembourgeoise, dans le plein respect des engagements européens et internationaux auxquels le Luxembourg souscrit.

Il va sans dire que les possibilités de l'immigration «sociale» (regroupement familial p.ex.) continueront à aller de pair avec les possibilités de l'immigration «économique».

Dans le cadre de la mise en œuvre de la loi, une attention particulière doit être portée aux mécanismes de contrôle, d'évaluation et de sanctions. Le fonctionnement correct de ces mécanismes est le complément indispensable de la promotion de l'immigration légale.

L'organisation de l'immigration légale va de pair avec une lutte efficace contre l'immigration et le travail illégal. Le Luxembourg appliquera avec rigueur sa législation fondée sur une directive européenne en la matière.

La lutte crédible contre l'immigration illégale est basée sur une politique cohérente des retours des personnes en séjour irrégulier. Dans ce contexte, la promotion des retours volontaires des personnes en situation irrégulière est une priorité pour préserver la dignité humaine des personnes concernées. Afin de développer une approche commune pour promouvoir les retours volontaires, la coopération avec les associations actives dans le domaine de l'immigration ainsi qu'avec les organisations internationales spécialisées dans ce domaine, dont notamment l'UNHCR (United Nations Human Rights Council) et l'OIM (Organisation internationale pour les Migrations), sera renforcée.

Le Luxembourg intensifiera sa coopération à la fois sur le plan bilatéral comme sur le plan multilatéral afin de mieux organiser l'immigration légale et de lutter contre l'immigration illégale.

2. Asile

En matière d'asile, le Gouvernement attachera une attention renouvelée à la protection des personnes fuyant une région en conflit ou qui sont persécutées en fonction de leur race, de leurs croyances ou de leurs opinions politiques. Aux côtés de ses partenaires européens, il s'engage à accueillir ces personnes dans le respect de ses engagements internationaux et notamment la Convention de Genève sur les réfugiés.

Le Luxembourg soutient le développement d'une politique européenne dans le domaine de l'asile. Dans un esprit de solidarité, il poursuivra son engagement à des initiatives communes dans ce domaine. Dans la mesure du possible, il est disposé à des opérations de réinstallation.

La politique d'asile ne reste crédible que si la politique en matière de retours, de préférence de retours volontaires, en reste une partie intégrante.

Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement durable

Le secteur agricole doit rester viable dans l'intérêt d'une alimentation saine et de la sauvegarde du milieu rural.

Le Gouvernement reconnaît l'importance économique, sociale et écologique des secteurs agricole, viticole, horticole et sylvicole.

Il est conscient du fait qu'à l'instar des autres secteurs économiques, le secteur agricole est gravement touché par la crise financière et économique actuelle. Il convient donc de mettre à sa disposition les instruments nécessaires pour lui permettre d'affronter cette crise dans les meilleures conditions et de se positionner dans la perspective de la reprise économique.

Le modèle agricole européen, tel qu'il a été défini sous la présidence luxembourgeoise en 1997, reste d'actualité. Ce modèle préconise une agriculture moderne, multifonctionnelle et durable et qui se caractérise par la complémentarité de la productivité, de la protection de l'environnement et du bien-être des animaux, de la qualité des produits, de l'emploi et de l'équilibre du territoire. Il s'inscrit également dans la stratégie de Lisbonne qui vise à améliorer la compétitivité des exploitations et la stratégie de Göteborg en matière de développement durable. Les exploitations agricoles doivent continuer à garantir au pays:

- l'approvisionnement en denrées alimentaires saines et de qualité,
- le maintien et l'entretien de nos paysages agricoles et récréatifs,
- le développement durable de l'espace rural.

En même temps, il s'agit de promouvoir auprès du consommateur une alimentation sûre et de qualité, garantie par des contrôles scientifiques et certifiée par des labels d'origine reconnus. Par ailleurs, le consommateur doit être sensibilisé à payer un juste prix pour ces produits de qualité.

Sur le plan communautaire, le Gouvernement continuera à s'engager pour le maintien d'instruments de régulation des marchés et d'un premier pilier fort de la politique agricole commune, ainsi que pour la mise à la disposition du secteur concerné d'une enveloppe financière adéquate lors de la période communautaire à venir.

Le Gouvernement continuera également à plaider pour une plus grande transparence du marché des produits alimentaires et une répartition plus équitable des bénéfices réalisés.

Le secteur laitier se trouve actuellement dans une crise particulièrement grave caractérisée par un effondrement des prix payés aux producteurs. Le Gouvernement est prêt à prendre des mesures immédiates susceptibles d'alléger temporairement les charges financières des exploitations laitières en difficulté.

Le Gouvernement est favorable au dialogue entre les producteurs de lait d'une part, et l'industrie laitière et la distribution d'autre part, afin de parvenir à des prix reflétant mieux les coûts de production.

1. Agriculture luxembourgeoise

Elle restera axée sur le lait et la viande bovine; ces productions profitent en effet le mieux des conditions locales (pâturages) et contribuent donc à la préservation de la nature et du paysage.

Outre ces productions principales, et aux fins de diversification, l'élevage de porc et de volailles, ainsi que la culture maraîchère et l'horticulture seront encouragés.

La loi du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural met à la disposition du Gouvernement les instruments nécessaires pour utiliser de façon optimale la marge de manœuvre que laisse la politique agricole commune au Luxembourg. La modernisation des exploitations continuera d'être soutenue par des aides à l'investissement ciblées. Compte tenu de l'importance du secteur agricole, il s'agit de continuer à encourager la reprise d'exploitations par de jeunes agriculteurs, au moyen d'une prime à l'installation et le versement de bonifications d'intérêts.

Le prochain plan de développement rural pour la période 2014 – 2020, devrait poursuivre sur cette voie.

Les défis majeurs que le Gouvernement tend à relever sont:

- la préservation d'un revenu comparable à celui des autres groupes de population, afin qu'une structure extensive d'entreprises agricoles soit maintenue;
- au niveau de l'UE, le maintien, dans toute la mesure du possible, du statut de région agricole défavorisée pour notre pays;
- la préparation de nos exploitations laitières au nouveau défi que constitue la suppression des quotas laitiers dans l'UE en 2015, notamment au moyen d'aides aux investis-

sements et de mesures d'accompagnement adéquates (y compris notamment la promotion de la formation et du conseil aux agriculteurs);

- le maintien d'une agriculture compétitive et durable, axée sur la qualité; la production agricole doit être intégrée, c'est-à-dire l'emploi de produits phytosanitaires et d'engrais doit être limité aux quantités écologiquement supportables et économiquement nécessaires;

- le renforcement de la production biologique sur base du plan d'action «Agriculture biologique»;

- l'encouragement des programmes de vulgarisation dans les zones de protection des eaux, zones de protection des oiseaux sauvages, zones habitat et zones Natura 2000 ainsi que des mesures nécessaires pour la mise en œuvre de la directive cadre sur l'eau;

- l'introduction d'un schéma de tarification spécifique pour l'eau utilisée dans le secteur agricole;

- la poursuite du versement de subventions adéquates à l'agriculture comme compensation des obligations non honorées par le marché dans le domaine de la protection de la nature et de l'environnement, ainsi que de la sécurité sanitaire et des denrées alimentaires;

- la simplification administrative pour arriver à une réduction substantielle des charges administratives liées aux subventions, ainsi que l'allègement des mécanismes de contrôle et des procédures administratives qui s'y rapportent, et ce notamment par la création d'un «guichet unique» virtuel pour l'agriculture;

- le suivi des nouveaux développements dans le domaine des énergies renouvelables ou des produits recyclables à partir de matières premières agricoles, et la mise à profit de ces nouvelles chances (bois, biodiesel, bio-gaz,...).

- l'encadrement continu du secteur agroalimentaire luxembourgeois qui doit rester fort et compétitif;

- la création d'un centre de compétences, sur le nouveau site du lycée technique agricole à Gilsdorf, en collaboration avec les acteurs du secteur et les administrations concernées;

- la promotion renforcée des produits de qualité luxembourgeois et régionaux dans la restauration collective (hôpitaux, écoles, crèches, maisons de retraite...), mettant en avant des critères de qualité et de durabilité;

- le recours accru à l'achat de produits de qualité régionaux et de biens issus du commerce équitable dans le contexte des marchés publics, les communes étant appelées à en faire de même dans le cadre de leurs compétences;

- la création des conditions nécessaires à une politique cohérente en matière de labels, tant au niveau national («produits du terroir» et «marques nationales») qu'au niveau régional (label «parc naturel»), et ceci afin d'augmenter la sécurité du consommateur et la confiance dans la production locale et régionale;

- l'adaptation du cadre légal des travaux de remembrement afin de tenir compte des nouvelles exigences économiques et écologiques;

- la création d'une base légale pour l'organisme pour la sécurité et la qualité de la chaîne alimentaire, organisme qui sera placé sous la tutelle conjointe des Ministères de l'Agriculture et de la Santé;

- le soutien de toute démarche en faveur de zones sans organismes génétiquement modifiés (OGM) tant que les risques pouvant, le cas échéant, découler de l'utilisation de cette technologie n'auront pas été évalués et tant que les études afférentes n'auront pas abouti à des résultats certains;

- une meilleure coordination des projets d'agriculture extensive entre les différents départements et administrations; le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural participera pleinement à l'élaboration et à la mise en œuvre des études agricoles;

- la réforme de l'Administration des Services techniques de l'Agriculture suite à la réorganisation des compétences en matière de gestion de l'eau (création de l'Administration de la Gestion de l'Eau) ainsi que pour répondre aux nouveaux défis de la politique agricole nationale et communautaire, notamment dans le cadre du développement rural.

2. Viticulture luxembourgeoise

Elle joue, depuis des siècles, un rôle majeur non seulement d'un point de vue économique, mais garde également une grande importance dans la préservation d'un paysage unique, propre à la région de la Moselle.

Les actions prioritaires du Gouvernement pour ce secteur seront les suivantes:

- poursuite du remembrement viticole de façon ciblée, pour que les vignobles puissent être exploités de manière rationnelle et rentable, en accord avec les préoccupations environnementales;

- renforcement du soutien aux reprises d'exploitations par de jeunes viticulteurs;

- introduction du paiement unique pour toute la zone viticole, à partir de 2010, la viticulture luxembourgeoise bénéficiera d'une telle prime;

- promotion de la plantation de cépages de haute qualité dans des emplacements appropriés, à travers des mesures d'encouragement particulières; préserver la haute qualité des vins doit être la première priorité du secteur;

- maintien de la viticulture sur les terrains en pente pour préserver le paysage viticole unique;

- création, au sein de l'Institut viti-vinicole, d'un centre de compétences en viticulture de la Moselle luxembourgeoise pour l'amélioration du conseil aux viticulteurs, l'encouragement de l'innovation et la simplification des procédures administratives; l'Institut doit remplir parallèlement la fonction de «guichet unique» pour la profession;

- aménagement du Musée du Vin d'Ehnen en «Maison de la Moselle»;

- soutien des initiatives promotionnelles au profit des vins de qualité luxembourgeois.

3. Secteur sylvicole

L'importance du secteur se mesure au fait qu'un tiers de la surface de notre pays est couvert de forêts, forêts qu'il s'agit de protéger et d'exploiter au mieux. Le Gouvernement est attaché à une sylviculture durable.

Les tâches prioritaires pour cette période de législation résideront dans:

- la poursuite de la mise en œuvre conséquente des actions et des mesures du programme sylvicole national, en étroite collaboration avec tous les acteurs concernés;

- l'amélioration de la rentabilité du travail en forêt par la promotion et la valorisation de la ressource bois; un accent particulier sera mis sur la mise en œuvre du nouveau régime d'aide aux mesures forestières, la certification des forêts et le soutien actif au Groupement des Sylviculteurs dans ses tâches essentielles.

4. Zones rurales

Le développement des zones rurales sera poursuivi par l'amélioration du cadre de vie dans les zones rurales, l'encouragement de la diversification ainsi que le soutien aux plans de développement communaux et des parcs naturels. Par l'approche LEADER, le Gouvernement continuera à soutenir les groupes d'action locale (GAL) qui sont fondés sur le partenariat et mettent en œuvre des stratégies locales de développement.

Cette politique tiendra compte de la politique générale en matière d'aménagement du territoire.

Ministère des Classes moyennes et du Tourisme

I. Classes moyennes

Le secteur des Classes Moyennes constitue un pilier important de l'économie luxembourgeoise. Il englobe environ 17.000 entreprises artisanales et commerciales y compris le secteur Horeca, ainsi que certaines professions libérales. Le secteur emploie environ 150.000 personnes, soit un peu plus de quarante pour cent de l'emploi intérieur. Au cours des dix dernières années, il a créé plus de 40.000 emplois nouveaux supplémentaires.

Partant, les entreprises du secteur des classes moyennes contribuent efficacement à la consolidation de notre tissu économique ainsi qu'à l'expansion du marché de l'emploi et assurent également une part essentielle de la formation professionnelle de notre jeunesse.

1. Politique générale

Le Gouvernement est pleinement conscient de l'importance que revêtent les PME tant sur le plan économique que social et l'apprécie à sa juste valeur tout en se rendant compte des problèmes spécifiques auxquels sont confrontées les entreprises du secteur. C'est pourquoi il est décidé à poursuivre une politique d'encouragement des Classes Moyennes permettant de consolider l'emploi et de renforcer la compétitivité de nos entreprises dans un contexte de concurrence accrue.

Pour améliorer davantage l'environnement des PME, le Gouvernement réalisera dans les meilleurs délais le nouveau Plan d'Action en faveur des PME qui a été élaboré de concert avec les milieux professionnels.

Le Gouvernement entend poursuivre une politique active de promotion de l'esprit d'entreprendre surtout auprès de la jeune génération et auprès des femmes. Sont à citer dans ce contexte les initiatives existantes «trau dech» et les initiatives dans les écoles comme par exemple les «mini-entreprises».

Le Gouvernement analysera la situation des indépendants et envisage de créer un vrai statut du dirigeant d'entreprise.

Pour améliorer la représentation des professions libérales dans le processus législatif et réglementaire les concernant, le Gouvernement prévoit d'étendre le processus de consultation préalable aux représentants des professions libérales.

2. Financement des entreprises

Dans le cadre du financement des entreprises, la SNCI continuera à jouer un rôle éminent et facilitera par le biais de sa panoplie d'instruments la création et le développement des PME. Ces instruments seront continuellement adaptés aux besoins des entreprises et au développement de l'économie.

Les régimes d'aide étatiques seront régulièrement adaptés à l'encadrement communautaire. Cette adaptation servira non seulement à maintenir mais encore à promouvoir la compétitivité des petites et moyennes entreprises luxembourgeoises.

L'accès à la recherche et au développement de produits sera facilité aux PME par un régime R&D qui vise également l'innovation et la recherche dans le domaine des éco-technologies. Le Gouvernement continuera par ailleurs à accompagner et à encourager les efforts des PME dans ce domaine par une politique d'information, de consultation et de stimulation.

En ce qui concerne le financement des investissements en faveur de la protection de l'environnement et des économies d'énergie, le cadre général des régimes d'aides en faveur des classes moyennes soutiendra les efforts consentis par les entreprises en la matière. Il favorisera le recours aux éco-technologies et aidera à développer les entreprises du secteur des éco-technologies. Par ailleurs, il aidera à la création de nouvelles entreprises dans ce secteur et incitera les entreprises existantes à s'orienter vers ces nouveaux marchés.

3. Compétitivité des entreprises

Le Gouvernement maintiendra le niveau d'imposition directe et indirecte ainsi que les charges sociales à un niveau compétitif par rapport à nos pays voisins.

Afin d'amortir l'impact de la crise économique actuelle et pour préparer le pays à la sortie de la crise, le Gouvernement maintiendra un niveau élevé d'investissements publics pour les années 2009 et 2010, notamment par le biais de la construction d'infrastructures publiques ainsi que par sa politique du logement. Ceci contribuera au développement économique des PME et plus particulièrement des entreprises artisanales. En fonction de la situation budgétaire, le Gouvernement maintiendra, également pour les années 2011-2014, un niveau élevé d'investissements publics.

Afin de permettre l'implantation de PME artisanales et commerciales au Grand-Duché, le Gouvernement, par le biais du nouveau plan sectoriel «Zones d'activités économiques», réservera les surfaces nécessaires à l'implantation des activités écono-

Programme gouvernemental annexé à la déclaration gouvernementale de Monsieur le Premier Ministre

miques prévues à l'horizon 2020, voir 2030. Pour mieux tenir compte des spécificités des PME lors de l'implantation dans une zone d'activité, une représentation adéquate des intérêts des PME au sein des instances compétentes sera pratiquée.

Pour mieux accompagner les entrepreneurs qui sont confrontés à des choix difficiles lors de la création et du développement de leur entreprise, le Gouvernement facilitera le recours aux services des experts/consultants (coaching) aux créateurs d'entreprises.

4. Compétitivité du commerce de détail

La fixation des heures d'ouverture du commerce de détail tiendra compte des exigences de la population et de l'évolution de la situation de concurrence dans la Grande Région, ceci sans préjudice des dispositions légales en matière de droit du travail. Les ouvertures dominicales ne seront pas généralisées. Il est envisagé de prolonger les heures d'ouverture les samedis de 18 à 20 heures. Les modalités de cette adaptation des heures d'ouverture seront discutées avec les partenaires sociaux.

Le jour de fermeture hebdomadaire dans les stations de vente de carburants et de lubrifiants pour véhicules automoteurs sera aboli.

Dans le but d'assurer l'équilibre entre activité commerciale des centres villes et des grandes surfaces périphériques, le Gouvernement soutiendra des initiatives locales visant à renforcer le dynamisme et la compétitivité du commerce urbain et de proximité.

Pour soutenir le commerce de détail mais également le secteur de la restauration ainsi qu'une partie de l'artisanat, le Gouvernement a lancé en 2007 une campagne dont l'objectif consiste à faire du Luxembourg un pôle du commerce de la Grande Région. Il est prévu de réaliser cet objectif par le biais de mesures promouvant la formation continue, des études permettant de cerner le comportement des consommateurs ainsi que des campagnes de communication ambitieuses. De premiers résultats prometteurs ont pu être atteints, en particulier par l'intermédiaire de campagnes de publicité dans les régions transfrontalières, adaptées aux particularités consomméristes des diverses populations. Le Gouvernement continuera à apporter son soutien à ce programme.

II. Tourisme

Le secteur du tourisme est devenu un créneau essentiel de l'économie luxembourgeoise. Le Gouvernement est conscient de l'importance que revêt le tourisme tant sur le plan économique qu'au niveau de l'emploi.

Dans l'optique d'une diversification de l'économie luxembourgeoise et de la création d'une image de marque de notre pays, le secteur du tourisme est à développer.

1. Politique générale

«Qualité de vie et qualité du tourisme», voilà le leitmotiv qui sous-tend le concept stratégique global sur lequel s'appuie notre politique en matière de développement futur du tourisme luxembourgeois. Elle est l'expression de la volonté d'envisager l'avenir touristique dans la double perspective d'une consolidation et d'une amélioration qualitative des conditions de vie de la population ainsi que d'une philosophie du produit et de l'offre touristique prenant résolument appui sur le critère essentiel de la qualité et du respect de l'environnement.

La concrétisation de cette vision nécessite une offensive ciblée en vue du développement d'un petit nombre de segments à potentiel de croissance élevé que sont le tourisme de congrès et d'affaires, le tourisme culturel, le tourisme en milieu rural et le tourisme interne.

Dans le cadre des quatre segments à développer, le Gouvernement concentrera ses efforts davantage

- sur la promotion touristique au niveau national,
- sur l'élaboration de produits touristiques attractifs au niveau régional,
- sur le développement de projets d'infrastructures touristiques dans le cadre des programmes quinquennaux successifs.

2. Tourisme de congrès

L'action du Gouvernement vise à intensifier le tourisme de congrès, de séminaires et de voyages de motivation dans l'offre touristique. Gastronomie, culture et nature sont les éléments qui permettent de valoriser le tourisme de congrès non seulement dans la capitale mais également dans le reste du pays.

3. Développement durable

Le Gouvernement est conscient de ce que le label écologique constitue un élément essentiel du concept stratégique global du Ministère du Tourisme qui préconise l'amélioration, la rationalisation et la promotion de différents types d'hébergement d'une part et une meilleure protection de l'environnement naturel d'autre part. Le Gouvernement entend développer la promotion de ce label écologique.

Dans le cadre des parcs naturels actuels et futurs, le Gouvernement entend promouvoir un tourisme de qualité dans le respect de l'environnement.

Le Gouvernement entend profiter de l'initiative communautaire LEADER (Liaison entre actions de développement de l'économie rurale) – dont la vocation est de soutenir des projets de développement rural exemplaires initiés par des acteurs locaux, dans tous les secteurs d'activité du milieu rural, afin de revitaliser les zones rurales et de créer des emplois – pour soutenir toutes initiatives visant la création de nouveaux produits touristiques régionaux d'une part et le développement d'initiatives ou de structures touristiques existantes d'autre part.

4. Labels de qualité

Conscient de l'importance de la qualité du service dans l'industrie touristique, le Gouvernement continuera à développer tant le label de qualité du service «Service Qualité Lëtzebuerg» que celui de «Bureau d'information touristique reconnu».

Dans le souci de promouvoir une image de marque positive de notre hôtellerie et de l'hôtellerie en plein air, le Gouvernement procédera à une réforme du système actuel de classification Benelux.

5. Offices du tourisme

a. au niveau régional

Parallèlement à la création de nouveaux produits touristiques innovateurs, qui apportent une plus-value à l'offre touristique existante et répondent aux besoins des clients, le tourisme luxembourgeois a besoin d'une organisation régionale professionnelle responsable.

Les syndicats d'initiative qui continuent à constituer l'épine dorsale de notre tourisme dans le futur seront encouragés à conjuguer leurs efforts tout en les encadrant par un personnel professionnel performant, capable d'assurer l'information, l'accueil et l'animation touristiques sur le terrain.

Le renforcement de la structure régionale en général et la création d'agences touristiques performantes en particulier constituent des mesures clés et prioritaires dans le cadre de la réorganisation de la structure touristique luxembourgeoise.

Le Gouvernement continuera non seulement à développer les structures touristiques régionales mais favorisera également, à travers la concrétisation de projets communs et une concertation régulière, la coopération et le partenariat entre ces structures et les partenaires privés.

b. au niveau national

Si les Offices régionaux du tourisme devront se concentrer davantage sur une meilleure visibilité de l'offre touristique régionale existante, il sera nécessaire de continuer à promouvoir une image de marque touristique forte et moderne du Grand-Duché de Luxembourg au niveau national.

À cet effet, le Gouvernement mettra davantage sur l'utilisation de nouvelles technologies.

6. Grande Région

Le Gouvernement est conscient que la compétitivité du tourisme dans la Grande Région ne peut et ne doit pas se baser sur une stratégie de bas prix; au contraire, les meilleures opportunités résident dans la qualité de notre offre touristique et dans le développement de produits novateurs. C'est précisément à ce niveau que le Gouvernement entend soutenir la création de produits touristiques transfrontaliers, comme par exemple les itinéraires transfrontaliers du patrimoine mondial de l'UNESCO, permettant ainsi d'ajouter une plus-value aux produits touristiques natio-

naux en place. Le tourisme et la culture constituent en effet des éléments constitutifs d'une identité commune de la Grande Région.

Par ailleurs, il y a lieu de profiter au maximum des effets dégagés par l'année culturelle pour promouvoir d'un point de vue touristique tant les infrastructures que les manifestations et activités culturelles.

7. 9^{ème} Programme quinquennal (2013 - 2017)

L'attrait d'une destination touristique dépend dans une large mesure de la qualité de ses infrastructures et notamment de ses installations hôtelières. Grâce aux aides accordées dans le cadre des différents programmes quinquennaux, l'offre infrastructurelle touristique luxembourgeoise et le degré d'équipement de nos établissements touristiques ont atteint un niveau de qualité international.

Le tourisme est un secteur économique aux perspectives d'avenir prometteuses capable d'apporter une contribution non négligeable à la diversification de notre économie et au développement de notre marché de l'emploi.

Le tourisme luxembourgeois, s'il veut conserver sa part de marché, doit mettre en évidence ses points forts, dont la qualité de l'offre infrastructurelle en général ainsi que le confort et l'équipement de l'hébergement en particulier.

Le Gouvernement entend dès lors mener une politique d'encouragement à tous les niveaux d'investissements dans des projets touristiques.

8. Commission nationale du Tourisme

Le Gouvernement, ensemble avec les différents acteurs touristiques concernés, continuera davantage à structurer le dialogue et à initier des débats sur des sujets touristiques d'actualité.

Ce dialogue se fera au sein d'une Commission nationale du Tourisme dans laquelle tous les acteurs touristiques seront représentés. La mission de celle-ci sera de conseiller le Gouvernement sur des sujets touristiques, cela sur base de propositions élaborées dans des groupes de travail sectoriels ad hoc.

Ministère de la Culture

La culture étant un vecteur du développement d'une société, le Gouvernement entend lui accorder une place de choix et œuvrer en faveur de l'approfondissement de sa politique culturelle qui est nécessairement transversale. Il s'engagera en vue d'une meilleure prise en compte de la culture dans les autres domaines politiques du fait de son impact sur la société de la connaissance, son rôle intégrateur, sa force économique et son rôle dans la promotion du Luxembourg sur la scène internationale.

Dans un monde globalisé, nos seuls atouts sont souvent la créativité, le savoir et le savoir-faire qui sont devenus les nouvelles matières premières; ainsi la culture et ses «moyens d'action» arts, création, recherche et innovation forment une ressource stratégique pour l'avenir de notre société.¹

1. La culture comme élément constitutif de la société de la connaissance

La politique culturelle et l'action des instituts culturels constituent un pilier de la diffusion du savoir, mais aussi de la production de connaissances par la création culturelle et intellectuelle. Les missions de recherche des instituts y contribuent, autant que leur action dans le domaine des nouvelles technologies.

Outre leurs missions de conservation, de valorisation et de promotion du patrimoine national, les instituts culturels assurent des missions de soutien, d'impulsion et de *service providing* pour les acteurs et les multiples organismes culturels locaux et régionaux. Le Gouvernement entend mobiliser leur potentiel d'action, à travers notamment l'établissement d'un plan de développement pluriannuel. Des synergies d'action entre les divers instituts continueront d'être recherchées.

La numérisation étant cruciale pour la conservation et la diffusion du savoir, un plan d'archivage numérique et un plan national de numérisation de masse seront mis en œuvre. Ces plans tiendront compte des évolutions au niveau international. Le dépôt légal numérique sera réglé par le projet de

règlement grand-ducal actuellement soumis à l'avis devant le Conseil d'État.

Le projet de loi déposé portant création d'un statut légal de bibliothèques de lecture publique et d'information, par la décentralisation et la création d'un réseau de bibliothèques locales et régionales, offrira un meilleur accès à la culture et facilitera la participation de tous à la société de la connaissance. Il sera rapidement mis en œuvre.

Le Gouvernement accordera une priorité à la construction d'une nouvelle Bibliothèque nationale, projet qu'il convient d'accélérer. En vue de permettre d'approfondir les synergies existantes avec l'Université du Luxembourg et les Centres de Recherche publics, le statut de la Bibliothèque nationale, appelée à devenir Bibliothèque nationale et universitaire, pourra être adapté. Les Archives nationales recevront leur nouvelle demeure à Belval. Le projet de loi portant sur les relations entre les archives de l'État et les services publics sera finalisé.

2. Une culture accessible à tous

La culture, porteuse de valeurs, est un facteur d'intégration et favorise la cohésion de notre société. L'accès à la culture constitue un droit fondamental.

Le Gouvernement veillera à ce que les pratiques actuelles de la culture soient étendues par la création d'un «Jugendpass» / carte d'accès jeunes offrant notamment l'entrée gratuite dans les musées publics aux jeunes de moins de 20 ans et aux étudiants. Un «Kulturpass» / passeport culture sera créé pour les personnes et groupes socialement défavorisés avec comme objectif une égalité d'accès améliorée à la culture et aux loisirs. Il sera complété par des actions de médiation et d'animation culturelles.

L'intégration de la culture à l'école et dans les programmes scolaires, notamment à l'école fondamentale, facilitera le développement de la personnalité des enfants et des jeunes. La présence d'artistes et d'acteurs culturels à l'école et dans les établissements d'enseignement secondaire, les visites d'institutions culturelles favoriseront le contact avec le monde et les pratiques de la culture et de l'art.

Des manifestations culturelles avec la participation d'artistes, acteurs, musiciens, danseurs et auteurs seront organisées à l'intérieur de maisons de retraite, de foyers pour enfants et d'accueil, dans les maisons relais, et cela en coordination avec les ministères concernés.

Pour mieux appréhender la diversité culturelle du Luxembourg et arriver à un vrai échange intégrateur, le Gouvernement créera un «forum des cultures». Cette plateforme fera se rencontrer les acteurs des associations et institutions culturelles ainsi que des citoyens étrangers et luxembourgeois notamment en vue du dialogue interculturel.

Le Gouvernement entreprendra les mesures nécessaires pour donner à un nombre accru de personnes, luxembourgeoises et non luxembourgeoises, la possibilité d'apprendre le luxembourgeois en tant que moyen d'intégration et de communication. Les travaux sur le grand dictionnaire du luxembourgeois en cinq langues (luxembourgeois, allemand, français, anglais et portugais) Lod.lu seront menés à leur terme, les autres instruments dans ce domaine seront affinés. Le master en études luxembourgeoises offert par l'Université du Luxembourg sera poursuivi. La littérature luxembourgeoise, multilingue, sera prise en compte dans les programmes scolaires.

Le Musée Trois Glades sera achevé suivant les lignes directrices du programme élaboré dans le cadre du nouveau projet de loi de financement relatif à l'achèvement du Musée de la Forteresse de Luxembourg dans le réduit du Fort Thüngen et de la mise en valeur de certaines parties de la forteresse du Luxembourg. Le projet relatif au Musée national de la Résistance sera entamé.

La loi sur l'harmonisation de l'enseignement musical sera soumise à une révision, révision qui se fondera sur le principe de la proximité pour l'enseignement musical de base, à organiser dans toutes les communes, et celui de la régionalisation pour l'ensemble de l'enseignement musical.

3. Une culture pour les jeunes

La pratique de la culture engendre une attitude de vie positive et une participation active, critique et constructive des jeunes à la vie de la société.

Le Gouvernement prendra un certain nombre de mesures pour intéresser les enfants et les jeunes à la culture et à l'art, mais aussi en faveur de la créativité des jeunes. Les actions à l'école y auront une place de choix. Il continuera de mettre l'accent sur

1 cf. e.a. Unesco, pacte culturel

les programmes culturels pour enfants et jeunes des institutions culturelles publiques, dont notamment les activités pour jeunes et par les jeunes qui seront développées sur le site des rotondes dont la restauration sera achevée. Cf. aussi Jugendpass.

Une professionnalisation des jeunes acteurs culturels voulant vivre de leur art sera soutenue par les activités d'un bureau d'agence qui se consacrera à la promotion de nos artistes et acteurs culturels en mettant l'accent sur les jeunes créateurs. Le Gouvernement veillera au développement de structures d'accueil pour jeunes créateurs au début de leur professionnalisation. Le statut de l'artiste professionnel et de l'intermittent du spectacle sera évalué notamment en vue de faciliter le passage de jeunes créateurs vers l'activité professionnelle; les périodes de congé de maternité seront prises en compte. Une politique de commandes aux jeunes créateurs professionnels sera favorisée.

4. La plus-value culturelle au service de l'attractivité du Luxembourg

La culture, créatrice d'emplois directs et indirects, contribue largement à la qualité de la vie au Luxembourg si importante pour l'attractivité du Luxembourg en tant que centre économique et financier.

Créatrice d'emplois et facteur économique, la culture représente un partenaire important pour le tourisme culturel et un atout pour la diversification de l'économie luxembourgeoise autant qu'elle est au service du développement local et offre aux personnes venant d'ailleurs une grille de lecture plus cohérente du Luxembourg. Les initiatives en faveur des itinéraires culturels qui cadrent avec les idées de mises en réseau nationales et européennes continueront à être soutenues. Les horaires d'ouverture des musées et d'autres institutions culturelles seront étendus dans l'optique d'une meilleure offre au public et aux touristes.

Le Gouvernement examinera la possibilité de susciter de nouveaux créneaux économiques dans le domaine de la culture (comme p.ex. la création d'un «port franc» à Luxembourg).

La dimension culturelle sera intégrée dans les actions et missions de promotion du Luxembourg à l'étranger par les différentes entités constituées, en vue de renforcer l'attrait de notre site économique et financier; des délégations d'artistes et d'acteurs culturels participeront à ces missions.

Le rôle important des représentations diplomatiques du Luxembourg à l'étranger sur le plan de la promotion du pays sera soutenu par des actions culturelles, coordonnées par un comité interministériel entre le Ministère de la Culture et le Ministère des Affaires étrangères.

L'espace culturel Grande Région continuera sa politique commune et intégrée des différentes régions constitutives.

Le bureau d'agence pour artistes et acteurs culturels contribuera à une professionnalisation accrue de la scène culturelle et à une meilleure mobilité des artistes et des œuvres d'art par la promotion de notre création culturelle à l'étranger.

Des actions concertées entre la nouvelle Fondation du Luxembourg et le Fonds culturel national exploiteront les nouvelles pistes possibles pour le développement du mécénat.

La politique des films documentaires «made in Luxembourg» sera poursuivie. Une fois le projet des studios de tournage de Dudelange achevé, une coopération intense entre le Centre national de l'audiovisuel et les sociétés de production en vue d'une formation améliorée des jeunes dans ce domaine sera mise en place. Les possibilités d'éducation aux médias y seront développées en collaboration avec les services du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.

Le projet de loi relatif à la protection et à la conservation du patrimoine culturel sera voté après des adaptations d'ordre ponctuel et des assises de la protection du patrimoine historique seront organisées. Il sera procédé à une inventarisation complète, ensemble avec les communes, du patrimoine bâti de notre pays qui présente un intérêt à cet égard et une banque de données accessible à l'État et aux communes sera mise en place. Un relevé des sites et monuments protégés accessibles au public sera établi. Ces mesures seront accompagnées par une campagne de sensibilisation à la protection du patrimoine culturel et historique. La politique de mise en valeur des patrimoines féodal, rural, industriel et religieux pour les besoins touristiques, culturels et pédagogiques sera poursuivie. L'accent sera mis sur le développement de la culture

industrielle tel que prévu par le projet de loi sur le Centre national de la Culture industrielle.

Le Gouvernement continuera de promouvoir la qualité architecturale comme un fait culturel pour une meilleure prise de conscience au niveau du public et des professionnels d'une continuité du patrimoine architectural.

5. Une visibilité et des synergies accrues pour une culture foisonnante

Une politique culturelle responsable s'engage activement pour tous les acteurs culturels qui apportent au pays une plus-value artistique et créatrice.

Un guichet unique pour artistes sera mis en place. Un vademecum pratique à l'intention de celles et de ceux qui se destinent à un métier de l'art sera publié. Les actions de soutien seront réorganisées dans le but d'une meilleure visibilité à la fois de la culture et des acteurs culturels luxembourgeois. Des plans d'action concrétiseront les nombreuses mesures actuelles en faveur du développement des activités culturelles et des secteurs culturels. La pratique du dialogue par secteurs sera élargie par des séminaires de politique culturelle générale.

Les collaborations entre artistes créateurs du Luxembourg et de la Grande Région seront encouragées. La présentation de la richesse, de la diversité et de la complexité de notre culture se fera à l'étranger en collaboration étroite avec les représentations diplomatiques et touristiques ainsi que les Maisons du Luxembourg.

La création d'une galerie permanente d'art luxembourgeois illustrant l'évolution de la production artistique au Luxembourg dès ses origines et adjacente au Musée national d'Histoire et d'Art sera examinée. Le Gouvernement analysera les possibilités de mise en place d'une artothèque.

Dans le cadre d'une décentralisation de la culture, une mise en réseau plus poussée des organismes culturels décentralisés (musées, centres culturels régionaux, ...), mais aussi une coopération accrue entre ensembles, sera favorisée, en vue d'actions communes, pour atteindre de nouveaux publics et pour les faire bénéficier d'une plus grande visibilité. L'équilibre régional sera soutenu. Le Gouvernement procédera à une évaluation des actions du service d'animation culturelle régionale et examinera les possibilités d'une plus grande collaboration avec les offices régionaux du tourisme.

Soucieux de disposer d'une meilleure vue des liens existant entre culture et développement social et économique et pour mieux les comprendre, le Gouvernement réaffirme la nécessité de disposer d'informations fiables, cohérentes et régulières à travers la production de statistiques et d'études sur le champ culturel.

Ministère du Développement durable et des Infrastructures

I. Aménagement du territoire

La politique d'aménagement du territoire est une politique à long terme qui doit se situer largement dans la continuité.

De ce fait, le Gouvernement continuera la mise en œuvre de l'IVL et du programme directeur d'aménagement du territoire de 2003. Cette mise en œuvre, réalisée essentiellement au niveau national, s'insérera également dans le contexte du développement de la Grande-Région et de l'Union européenne.

Cette double insertion découle des importantes avancées réalisées, d'un côté, au niveau européen dans la concrétisation politique de la cohésion territoriale et, de l'autre côté, au niveau de la Grande Région, notamment en ce qui concerne la coopération et le développement spatial transfrontaliers.

1. Dossiers nationaux

a. Loi concernant l'aménagement du territoire

La loi modifiée du 21 mai 1999 concernant l'aménagement du territoire devra être révisée principalement pour améliorer la mise en œuvre des plans directeurs et autres POS (plans d'occupation du sol) et pour des raisons de simplification administrative.

b. Programme Directeur

Le programme directeur d'aménagement du territoire devra être révisé à l'horizon 2017, c'est-à-dire lorsque la réforme territoriale entamée sera réalisée. À cette fin, il conviendra de commencer les travaux préparatoires, notamment en ce qui concerne l'adaptation du système des lieux centraux et du découpage régional afin d'en assurer l'adéquation avec le nouveau découpage communal qui découlera de la réforme territoriale.

c. Plans et projets

Le Gouvernement prendra les initiatives nécessaires pour entamer, dans les meilleurs délais, la procédure officielle des quatre plans directeurs sectoriels primaires et veillera à ce que les plans puissent entrer en vigueur le plus rapidement possible.

Un effort particulier sera consacré à la concertation avec les instances communales afin d'assurer la meilleure articulation possible entre ces plans et les planifications communales en cours.

Ainsi, en ce qui concerne les plans directeurs régionaux, le plan régional de la Région Sud sera élaboré à moyen terme en tant que projet-pilote pour ensuite prendre une décision – au vu des résultats de ce processus et compte tenu de la réforme territoriale avec ses impacts sur le plan communal et régional ainsi qu'en fonction de la mise en œuvre alors en cours des plans directeurs sectoriels primaires ainsi que des nouveaux plans d'aménagement généraux (PAG) communaux – concernant la mise en œuvre de la planification régionale sur l'ensemble du pays. Dans le cadre d'un projet-pilote similaire, les travaux préparatoires d'un plan directeur régional dans une région à caractère rural seront entamés.

d. Mesures accompagnatrices, notamment d'incitation financière

Les différents départements ministériels mettront au point, selon des critères transparents et retraçables, une grille de lecture pour l'attribution de subsides aux collectivités locales. La composante intercommunale, respectivement régionale, sera intégrée dans les systèmes de subvention existants. Dans ce contexte, il sera tenu compte du développement des différents centres de développement et d'attraction selon leurs missions et leur rôle, cela dans le cadre d'une politique concertée du développement régional.

Donnant suite au rapport de la Commission spéciale «Réforme territoriale du Luxembourg», le Gouvernement est d'avis que la création de fonds régionaux compléterait utilement le cadre juridique et politique tracé par les plans régionaux de développement. Parallèlement à l'élaboration de la réforme territoriale et en attendant que les régions soient opérationnelles, les travaux préparatoires pour la mise en place de tels fonds seront entamés.

L'alimentation et le fonctionnement des fonds seront réalisés de manière transparente, cela conformément à des critères précis et à un plan d'allocation basé sur les besoins réels en matière d'équipements à travers le pays.

Une attention particulière sera portée aux communes qui font partie des centres de développement et d'attraction du programme directeur, à savoir le centre d'ordre supérieur (Ville de Luxembourg), les deux centres moyens (Esch/Alzette et «Nordstad») et les douze centres régionaux respectivement les communautés urbaines afférentes. Le but en est d'encourager la concrétisation de la déconcentration concentrée qui constitue l'un des principaux objectifs du programme directeur.

Le Gouvernement s'efforcera, dans ce contexte, de mettre en place une politique de déconcentration des services publics.

e. Projets pilotes et friches industrielles

Le Gouvernement veillera à ce que l'évolution des quatre grands pôles de développement nationaux que sont le Kirchberg, le Sud-ouest de l'agglomération de la Ville de Luxembourg, Belval et la Nordstad, dont la mise en œuvre prioritaire sera accélérée, se fasse, dans la mesure du possible, de manière complémentaire et non concurrentielle.

Les différents projets pilotes dont l'élaboration est recommandée par l'IVL seront poursuivis ensemble avec les ministères et les communes concernés.

La reconversion des friches industrielles restera au centre des préoccupations de l'aménagement du territoire. Les sites de Mersch, de Dommeldange et de Wiltz seront pris en considération dans ce contexte

Programme gouvernemental annexé à la déclaration gouvernementale de Monsieur le Premier Ministre

en plus des friches industrielles situées dans le Sud du pays.

f. Communautés urbaines / Réforme territoriale

Le Gouvernement soutiendra les efforts du secteur communal visant à créer un climat propice à la coopération intercommunale. Dans ce contexte, il encouragera en milieu urbain la mise en place de communautés urbaines, maillon essentiel de la réforme territoriale que le Gouvernement poursuivra résolument en adéquation avec le rapport de la commission spéciale «Réforme territoriale du Luxembourg» de la Chambre des Députés.

g. Parcs naturels

L'action des parcs naturels sera soutenue et leur coopération sera renforcée de manière à assurer une meilleure cohérence du développement des régions rurales avec la réforme territoriale poursuivie. Ainsi les parcs naturels seront notamment appelés à contribuer à la définition des «Siedlungsschwerpunkte» sur leur territoire afin d'éviter, dans un milieu à dominante rurale, un mitage de l'urbanisation.

La création des parcs naturels du «Mullerthal» et du «Dreilännereck» prévue par le programme directeur sera encouragée.

h. Monitorings

Un monitoring général du développement territorial du Luxembourg et de ses espaces limitrophes sera mis en place. Ce monitoring complètera et renforcera les travaux menés dans le cadre du «suivi du développement territorial à la lumière des objectifs de l'IVL», présenté en mars 2008, tout en y intégrant les monitorings des plans directeurs élaborés.

Des comités interministériels de suivi seront ainsi systématiquement mis en place pour les différents plans directeurs, notamment sectoriels, élaborés. Ces comités auront pour mission d'accompagner la mise en œuvre du plan, d'y apporter, le cas échéant, des corrections nécessaires et de vérifier si l'objectif défini pour le plan a été atteint.

i. Pilotage de la démarche d'ensemble

La fonction de coordination revenant à l'aménagement du territoire est confirmée et sera précisée à travers la révision de la loi modifiée du 21 mai 1999 concernant l'aménagement du territoire.

2. Dossiers européens

Sur le plan de la cohésion territoriale, inscrite dans le nouveau Traité de Lisbonne, le Gouvernement mettra en œuvre l'agenda territorial sur base du Livre vert afférent de la Commission européenne.

La participation du Luxembourg à la politique urbaine européenne sera renforcée dans le cadre de la mise en œuvre de la Charte de Leipzig et en s'appuyant sur la «Cipu» (Cellule d'information nationale pour la politique urbaine).

Dans ce contexte, l'outil de financement au service des villes durables «JESSICA», acronyme anglais de l'initiative «Joint European Support for Sustainable Investment in City Areas», actuellement à l'étude pour le développement de la Nordstad, sera mis en œuvre sous forme d'un projet pilote.

Les fonds structurels, en particulier INTERREG, constituent un instrument de choix pour le développement de la coopération au delà de nos frontières. Le Gouvernement œuvrera pour une simplification des procédures y relatives.

Le programme ORATE (Observatoire en réseau de l'aménagement du territoire européen), financé par INTERREG, joue un rôle particulier pour le Luxembourg qui héberge son secrétariat. Le Gouvernement s'efforcera d'ancrer définitivement ORATE au Luxembourg sous forme d'une structure permanente.

II. Environnement

1. Généralités

Le Gouvernement mènera sa politique selon les principes du développement durable et les orientations du plan national pour un

Programme gouvernemental annexé à la déclaration gouvernementale de Monsieur le Premier Ministre

développement durable. Il veillera à ce que toutes les décisions et initiatives politiques majeures soient compatibles avec une croissance économique durable, la cohésion sociale et la préservation des équilibres écologiques et, en particulier, avec la lutte contre le changement climatique et les engagements nationaux en matière de protection de la nature.

L'orientation de la politique environnementale du Gouvernement reposera sur les instruments stratégiques que sont le plan national concernant la protection de la nature, le programme forestier national, le plan national de gestion des déchets, le plan d'action «climat», ainsi que les plans d'action portant mise en œuvre des directives européennes en matière de protection de l'environnement humain.

Le Gouvernement procédera à une réforme de la loi cadre portant institution de l'Administration de l'Environnement, en y intégrant les missions actuelles qu'elle est amenée à assurer. Le Gouvernement veillera à maintenir, et le cas échéant, à améliorer les standards environnementaux actuels, tout en garantissant que les procédures administratives soient simplifiées et les délais raccourcis. À cet effet les services compétents seront renforcés.

Le Gouvernement continuera de mener une politique d'information et de sensibilisation en matière de l'environnement et du développement durable.

2. Développement durable

Le Gouvernement entend adopter le 2^{ème} plan national pour un développement durable sur base de l'avant-projet adopté par le Gouvernement en mars 2009 et suite à la procédure de consultation prévue par la loi du 25 juin 2004 relative à la coordination de la politique nationale de développement durable. Deux ans après l'adoption du plan, un rapport national fera le bilan de la mise en œuvre des mesures au niveau des différentes politiques sectorielles. Ce rapport sera basé sur un système homogène d'indicateurs de développement durable cohérent avec les indicateurs développés par l'Union européenne et dans le cadre de la Stratégie de Lisbonne. Le STATEC aura pour mission d'établir des «comptes satellites environnement» et de calculer un «PIB vert».

Le Gouvernement portera une attention particulière à la gouvernance du développement durable, afin d'assurer une meilleure intégration de celui-ci dans les politiques sectorielles. Dans ce contexte et notamment en vue d'assurer la dimension transversale du développement durable, le Gouvernement veillera à ce que la Commission interdépartementale du développement durable puisse remplir l'ensemble de ses missions telles que définies dans la loi du 25 juin 2004 relative à la coordination de la politique de développement durable.

Conformément au motif «penser globalement, agir localement», le Gouvernement continuera à soutenir les collectivités locales dans la mise en œuvre de l'Agenda 21.

3. Protection du climat et efficacité énergétique

a. Échelle internationale

Le Gouvernement rappelle la réalité incontestable du changement climatique et de ses impacts tout comme l'épuisement à venir des ressources fossiles. Dès lors, l'élaboration d'un régime multilatéral sur le climat au-delà du protocole de Kyoto est un des enjeux majeurs de la diplomatie internationale. Le cadre principal de cette discussion doit rester la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique (CCNUCC), qui réunira en décembre 2009 à Copenhague, lors de la COP-15, l'ensemble des pays du monde.

Le Gouvernement estime que Copenhague doit aboutir à un accord qui permette une réponse internationale à hauteur du défi scientifique présenté par la Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), c'est-à-dire l'objectif de limiter l'augmentation de la température globale annuelle moyenne à 2°C par rapport à l'ère préindustrielle. Ce «scénario 2°C» im-

pose des fourchettes de réduction à moyen et long terme: plafonnement des émissions mondiales d'ici une dizaine d'années et réduction d'au moins 50% d'ici 2050 par rapport à 1990, avec des efforts supérieurs à la moyenne de la part des pays développés, mais aussi une réduction des émissions en provenance des pays en voie de développement (principe des responsabilités et capacités respectives). Le Gouvernement rappelle qu'à l'horizon 2020 l'Union européenne exige des pays industrialisés, considérés dans leur ensemble, un engagement de réduction des émissions de gaz à effet de serre de 25 à 40% par rapport aux niveaux de 1990. L'accord obtenu en décembre 2008 par le Conseil européen sur le «paquet Climat Énergie» témoigne de la volonté de l'Union européenne d'aller de l'avant et constitue une étape importante pour atteindre nos objectifs des «20-20-20»: augmenter de 20% l'efficacité énergétique de l'Union européenne, porter la part des énergies renouvelables à 20% de la consommation énergétique finale et réduire de 20% les émissions de gaz à effet de serre de l'Union européenne.

Le Gouvernement souligne qu'il entend prendre ses responsabilités si, dans le cadre d'un accord international, l'objectif de réduction communautaire est porté à 30%. Le Gouvernement est prêt à adopter un objectif identique au niveau national, et, tout en donnant la priorité aux mesures nationales, tiendra compte de nos circonstances spécifiques en demandant un recours moins restrictif aux mécanismes de flexibilité.

Dans ce contexte, à l'instar d'autres États membres de l'Union Européenne, et suite au livre blanc «Adaptation au changement climatique: vers un cadre d'action européen» de la Commission européenne (avril 2009), le Ministère de l'Environnement préparera un plan national d'adaptation au changement climatique qui sera arrêté par le Gouvernement en 2011. Il rassemblera des orientations sur des sujets comme la lutte contre les inondations, l'adaptation de l'économie, la gestion des forêts, la question de l'eau, de la santé et de l'emploi. L'élaboration de ce plan fera l'objet d'une vaste concertation et fera partie intégrante de la stratégie de lutte contre le changement climatique. Par ailleurs, le Gouvernement intégrera l'objectif d'adaptation au changement climatique dans ses programmes de coopération au développement. Les projets dans les pays-partenaires de la Coopération seront privilégiés et le Ministère de l'Environnement collaborera avec le Ministère de la Coopération dans ce contexte.

b. Volet national

Un 2^{ème} plan d'action national sera élaboré dès la fin 2009, visant à poursuivre les mesures déjà mises en œuvre pour permettre au Luxembourg d'atteindre d'une part l'objectif Kyoto, d'autre part l'objectif de réduire les émissions de GES de 20% en 2020 dans les secteurs non couverts par le système européen d'échange de quotas d'émission, adopté dans le cadre du paquet climat européen. À cette fin, une taskforce gouvernementale, réunissant les départements ministériels concernés, sera mise en place. L'ensemble des milieux intéressés sera impliqué dans l'élaboration du plan d'action.

Le Gouvernement visera à accomplir les efforts de réduction post-2012 en priorité par des mesures nationales, ces dernières étant complétées par le recours aux mécanismes flexibles et l'échange de droits d'émission entre pays.

Les actions du Gouvernement seront guidées par une amélioration de l'efficacité énergétique dans tous les secteurs, ainsi que par un recours renforcé aux sources d'énergie renouvelables (biomasse, solaire, éolien, hydraulique, géothermique). Aussi, le Gouvernement étendra l'information et le conseil en énergie (particuliers, communes, entreprises, etc.) et renforcera les travaux de sensibilisation. Le Gouvernement entend par ailleurs procéder à une analyse systématique de «l'impact climatique» des décisions qu'il est amené à prendre.

Le secteur des transports représentant toujours la part la plus importante des émissions de GES (53% en 2008), notamment à cause de l'influence disproportionnée sur nos émissions des carburants vendus au Luxembourg mais non consommés par le parc automobile luxembourgeois (près de 40% de nos émissions totales), le Gouvernement s'efforcera à parvenir à une réduction progressive dans ce secteur. Il ne s'agit pas d'opter pour un «phasing-out» radical de l'exportation de carburants, mais le Gouvernement entend augmenter progressivement la contribution changement climatique «Kyoto-cent», en tenant compte des cours

des marchés. Les recettes ainsi générées, qui seront affectées au fonds de financement des mécanismes de Kyoto, permettront de financer les mesures mises en œuvre en vue de la réduction de nos émissions de GES tant au niveau national qu'à l'étranger (mécanismes flexibles), ainsi que les mesures d'adaptation et notre participation à l'architecture financière internationale d'un accord post-Kyoto. L'affectation des recettes sera décidée conjointement par le Ministre de l'Environnement et le Ministre des Finances.

Parmi les mesures déjà mises en œuvre, le Gouvernement décidera, sur une base annuelle, de la poursuite respectivement de la réarticulation des programmes d'aides pour l'achat de voitures émettant moins de CO₂, en tenant compte de l'évolution technologique. Dans ce contexte il procédera à un réexamen des dispositions fiscales concernant les voitures de service.

Le Gouvernement poursuivra aussi les efforts de promotion de l'utilisation d'appareils ménagers à faible consommation d'électricité, et continuera d'apporter un soutien financier à l'initiative oekopten.lu.

Le Gouvernement continuera d'œuvrer en faveur d'une extension conséquente des transports en commun et de la mobilité douce (voir chapitre transports).

De façon générale, le Gouvernement analysera la possibilité de l'introduction d'un système «bonus-malus» sur d'autres produits selon leur contenu en carbone ou en énergie.

Le Gouvernement souligne l'importance que prendra l'ajout de biocarburants aux carburants routiers pour atteindre les objectifs fixés par le paquet «climat énergie» tout en soulignant que les répercussions de cette politique sur la préservation de la biodiversité et la production de denrées alimentaires devront être évaluées et minimisées.

Le secteur des ménages et des bâtiments est le secteur le plus consommateur d'énergie pour ce qui est du chauffage et de l'eau chaude. Même si avec quelque 1,3 millions de tonnes de CO₂, il ne représente qu'environ 10% de nos émissions de GES, le Gouvernement entend poursuivre son programme ambitieux de promotion des économies d'énergie et de l'utilisation des énergies renouvelables.

À cet effet, les régimes d'aides en place seront poursuivis et réagencés en cas de besoin pour assurer leur caractère incitatif et leur efficacité, notamment pour ce qui est de l'assainissement énergétique de bâtiments existants. Des outils bancaires et financiers adaptés, notamment des prêts bonifiés, seront introduits en concertation avec le secteur des banques et des assurances.

Des plans d'action pour l'emploi et la formation dans le bâtiment seront mis en place en coopération avec les chambres professionnelles concernées. Pour accompagner les ménages et les communes dans le domaine de l'information et du conseil, la structure «My Energy» sera renforcée et son financement augmenté et garanti à long terme. My Energy assurera une collaboration étroite avec les communes et les structures existantes.

Le Gouvernement engage dès maintenant un chantier de rénovation énergétique des bâtiments publics. Des plans d'assainissement annuels seront élaborés à cet effet.

À partir de 2010, tout nouveau bâtiment administratif et le cas échéant d'autres catégories d'immeubles appartenant à l'État ou subsidiés par l'État seront construits selon les critères «basse consommation énergétique». Des opérations de démonstration de bâtiments à énergie positive, c'est-à-dire qui produisent plus d'énergie qu'ils n'en consomment, seront mises en œuvre dès maintenant. Dans ce contexte, les communes et syndicats de communes ont un rôle-clé à jouer. Le Gouvernement les encourage à adopter une approche similaire et entend augmenter la dotation annuelle du fonds de protection de l'environnement pour cofinancer des projets communaux en la matière. En particulier, les communes sont invitées à tenir compte de l'aspect énergétique et écologique lors de l'élaboration du PAG ou de la planification de nouveaux lotissements. L'État conclura un pacte de collaboration avec les communes dans le domaine de la lutte contre le changement climatique.

En ce qui concerne les mécanismes de Kyoto, le Gouvernement entend accélérer les procédures d'acquisition de crédits d'émission provenant de projets relevant de la mise en œuvre conjointe (MOC) et du mécanisme pour un développement propre (MDP) respectivement de l'échange des droits d'émission, afin de garantir que le

Luxembourg puisse atteindre ses objectifs Kyoto et post-Kyoto. Les projets en question devront répondre aux critères sociaux et écologiques établis dans le cadre des procédures d'agrément de la UNFCCC (United Nations Framework Convention on Climate Change) et aux critères spécifiques établis par le comité de gestion du Fonds Kyoto. Le Gouvernement prévoit aussi de conclure des accords avec des États membres de l'Union européenne, disposés à céder au Luxembourg une part de leurs droits d'utilisation des mécanismes de flexibilité pour l'après-2012 et avec des pays-hôtes de projets MOC et MDP, pour faciliter le transfert de crédits d'émission. Le fonds de financement des mécanismes de Kyoto continuera d'être alimenté des montants nécessaires à ces fins.

La part des énergies renouvelables dans la consommation d'énergie finale représente à peu près 2%. Selon l'objectif adopté dans le cadre du paquet climat européen, le Luxembourg doit atteindre un objectif de 11% d'ici 2020.

Ceci suppose un plan concerté pour mobiliser les potentiels identifiés dans l'étude de l'Institut Fraunhofer et l'Agence de l'Énergie en 2007, donc les filières les plus matures (éolien, biomasse, énergie hydraulique, solaire thermique), ainsi que des efforts pour développer des filières prometteuses (géothermie, biocarburants de 2^{ème} génération). Une adaptation du cadre réglementaire et fiscal sera nécessaire afin de cibler les filières menant vers une réduction réelle des émissions de GES au niveau national. Dans ce contexte, le Gouvernement entend promouvoir la production de chaleur d'origine renouvelable, à partir notamment de bois / biomasse et d'énergie solaire. Les installations de cogénération avec réseaux de chaleur utilisant les énergies renouvelables, l'injection de biogaz dans les réseaux et la mobilisation de la ressource forestière en général seront mises à profit. Un plan sectoriel «éoliennes» sera élaboré. Sachant que notre pays ne pourra pas atteindre l'objectif des 11% en ne recourant qu'à des projets nationaux, le Gouvernement mobilisera les ressources publiques et privées en vue d'une participation dans des projets éoliens / RER à l'étranger.

Le Gouvernement entend amplifier les efforts de recherche et de développement des technologies «énergie verte», en priorité sur l'industrie solaire, les réseaux intelligents, la biomasse et les biocarburants, en coopération avec l'Université de Luxembourg et les CRP, en vue de développer le pays en tant que site ecotechnologique. Ces efforts de recherche et de développement doivent être accompagnés d'une amélioration de la formation en la matière dans les différents cours éducatifs et auprès des milieux professionnels.

4. Protection de la nature

La politique de protection de l'environnement naturel s'orientera prioritairement selon les objectifs du plan national concernant la protection de la nature adopté par le Gouvernement en date du 11 mai 2007, les obligations de notre pays découlant des directives européennes et les engagements du Gouvernement pris à Göteborg en 2001, visant à mettre un terme à l'appauvrissement de la biodiversité, objectif qui devrait être atteint d'ici 2010, conformément au 6^e programme d'action pour l'environnement. Le Gouvernement s'engagera pour une protection de la nature axée sur des actions concrètes sur le terrain, en partenariat avec tous les acteurs concernés, avec l'objectif de mettre un terme à la perte de la diversité biologique.

Plus particulièrement, le Gouvernement révisera les mesures suivantes:

- Il favorisera une mise en œuvre conséquente des actions concrètes prévues dans les plans d'action «espèces» et «habitats».
- Il finalisera l'avant-projet du plan sectoriel «grands ensembles paysagers et massifs forestiers d'un intérêt particulier» en tenant compte de l'évaluation stratégique environnementale et le rendra obligatoire par un règlement grand-ducal.
- Il introduira un système de compensation environnementale selon la méthode du bonus écologique au niveau de la loi concernant la protection de la nature et veillera à la création d'un pool de surfaces pouvant servir à la mise en œuvre des mesures compensatoires. Ce système dit «Oekobonus» permet une évaluation systématique et objective de la valeur écologique d'un terrain et contribue à optimiser les mesures compensatoires relatives à une destruction ou une altération de biotopes.
- Il entend adopter une stratégie relative à l'aménagement de centres d'accueil pour les zones protégées et avancer significativement dans la réalisation de nouveaux

centres pour le «Haff Réimech», pour la vallée de la Mamer et pour le Müllerthal.

- Il développera, dans le cadre du plan national d'adaptation au changement climatique, une série de mesures pour permettre l'adaptation des forêts au changement climatique.

- Il poursuivra la mise en œuvre du réseau de forêts en libre évolution avec l'objectif de classer 2500 ha de forêts, prioritairement au niveau de la forêt soumise au régime forestier.

- Il entend réaliser des concepts d'aménagements écologiques dans le cadre de la création de lotissements, de zones d'activités et de parkings et entend s'engager pour l'entretien extensif le long des routes et sur des espaces publics.

- Il entend finaliser le cadastre des biotopes et préciser l'article 17 de la loi concernant la protection de la nature par un règlement grand-ducal définissant les biotopes à protéger de façon concise et transparente.

- Il plaide pour l'adoption du projet de loi relative à la chasse en tenant compte de l'avis du Conseil d'État, notamment en ce qui concerne l'ancrage légal des dispositions majeures relatives à l'exercice de la chasse, tout en suivant de près les arrêts futurs de la Cour européenne des droits de l'homme concernant les droits des opposants éthique à la pratique de la chasse.

- Il entend favoriser à terme une couverture nationale par des stations biologiques, soit au niveau de syndicats intercommunaux ayant pour objectif l'environnement naturel, soit au niveau de parcs naturels.

- Il entend faciliter et favoriser l'acquisition de terrains à des fins de conservation de la nature.

- Il continuera les programmes coopératifs avec l'agriculture conformément au règlement grand-ducal instituant un ensemble de régimes d'aides pour la sauvegarde de la diversité biologique. La prime à l'entretien de l'espace tiendra compte de la présence de surfaces intéressantes d'un point de vue de la protection de la nature. Le Gouvernement continuera d'encourager les projets d'agriculture extensive en tant que moyen efficace de gestion de terrains intéressants d'un point de vue de la protection de la nature.

- Il mettra en place, en étroite collaboration avec le centre de recherche public Gabriel Lippman et le Musée national d'Histoire naturelle, un système national de monitoring de la diversité.

- Il veillera à l'application de critères concis et homogènes au niveau du régime d'autorisation en matière de protection de la nature et au respect d'un délai de traitement de dossiers de trois mois maximum.

5. Protection de l'environnement humain

En matière de protection de l'environnement humain, le Gouvernement continuera de mettre en œuvre une politique à caractère préventif, dans un but de préservation et d'amélioration de la qualité de vie et de la santé des citoyens, tout en se basant sur une transposition rapide des directives européennes concernées. Dans ce contexte il s'efforcera de maintenir une collaboration efficace avec les milieux intéressés.

a. Bruit

La politique de lutte contre le bruit s'orientera prioritairement selon les obligations de notre pays face à la directive européenne 2002/49/CE du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement. Le Gouvernement s'engagera en faveur d'une mise en œuvre systématique des plans d'action de lutte contre le bruit, adoptés par le Gouvernement en février 2009.

b. Déchets – Sol

La politique gouvernementale en matière de déchets s'orientera prioritairement selon les obligations découlant de la directive 2008/98/CE du 19 novembre 2008 relative aux déchets et les principes du développement durable.

Plus particulièrement le Gouvernement réalisera les mesures suivantes:

- Il poursuivra l'adoption et la mise en œuvre du plan général de gestion des déchets dont un avant-projet a été adopté par le Gouvernement en 2009, et entamera les préparatifs pour une révision du même plan. D'une manière générale, le Gouvernement perfectionnera sa politique dans le domaine de la réutilisation et du recyclage avec l'objectif de respecter la hiérarchie des déchets et d'assurer un recyclage de qualité. Le Gouvernement entend promouvoir la col-

lecte et l'utilisation énergétique de la biomasse.

- Il mènera une politique en matière des déchets qui renforcera la synergie entre l'État et les communes en vue d'une plus grande cohérence en la matière.

- Par ailleurs, le Gouvernement, à travers le plan sectoriel «déchets inertes», assurera la disponibilité continue de décharges inertes et mettra en place les structures nécessaires.

- Afin d'assurer la protection du sol, il élaborera une législation spécifique en matière de protection du sol, tout en adhérant aux développements en la matière au niveau communautaire. Il se dotera des moyens nécessaires pour maintenir la protection du sol à un niveau élevé. Il s'attachera à réaliser une politique cohérente en matière d'assainissement d'anciens sites industriels et décidera, au cas par cas et sur base d'une analyse coût-efficacité, de leur destination future.

c. Qualité de l'air

La politique gouvernementale en matière de la qualité de l'air s'orientera prioritairement selon les obligations résultant de la directive 2008/50/CE du 21 mai 2008 concernant la qualité de l'air ambiant et un air pur pour l'Europe.

d. Substances et produits chimiques

En matière de substances, de produits et de préparations chimiques, le Gouvernement reconnaît l'enjeu de compétitivité et d'innovation pour l'industrie luxembourgeoise et l'intérêt pour la protection de la santé et de l'environnement que comportent les produits chimiques. Il veillera à une application sans faille de la réglementation européenne sur l'enregistrement, l'évaluation, l'autorisation et les restrictions des substances chimiques (REACH) et la réglementation européenne sur la classification, l'étiquetage et l'emballage des substances et des mélanges (CLP). À ces fins, le Gouvernement assurera une collaboration active de ses administrations compétentes avec les institutions européennes et les pays membres de l'UE ainsi qu'avec les industries concernées.

e. Procédure Commodo

Le Gouvernement continuera la révision de la procédure d'autorisation des établissements classés. Les révisions viseront à adapter la nomenclature à l'évolution de la technique, à simplifier les procédures et à réduire les délais. Les modifications chercheront à intégrer la procédure du Commodo dans le tissu industriel et artisanal tout en gardant un niveau élevé de la protection de l'environnement et d'implication de la population.

III. Politique en matière de mobilité

La mobilité représente une condition essentielle à l'organisation sociale et au développement économique. Afin de garantir une mobilité durable, préservatrice de l'environnement humain et naturel et créatrice de nouveaux emplois, il importe d'atteindre à l'horizon 2020 l'objectif d'un partage modal d'au moins 25% en faveur des transports en commun. Une priorité doit ainsi être réservée au développement des transports en commun et notamment des chemins de fer.

Le Gouvernement mettra en œuvre une politique des transports intégrée qui sera axée sur une amélioration de l'offre en mobilité pour tous les citoyens et salariés du pays. Pour ce faire, les différents moyens de transport devront être combinés de façon optimale, ceci dans le respect des orientations générales de l'aménagement du territoire.

Le Gouvernement définira à cet effet une stratégie de mobilité combinée qui mise sur la complémentarité entre route et rail, entre transport individuel et transport en commun. La mobilité douce est un élément à ne pas négliger dans ce contexte alors qu'elle offre des moyens de transport simples, sains et écologiques pour couvrir les petites distances.

L'existence de chaînes de mobilité efficaces constitue une condition déterminante de la mobilité combinée. Dans ce contexte, la qualité des connexions entre les différents modes de transport revêt une importance primordiale.

Le nombre important de navetteurs accomplissant chaque jour le trajet domicile-travail-domicile et traversant pour cela les frontières témoigne que, du point de vue de la mobilité, l'espace économique luxembourgeois s'étend loin au-delà des frontières luxembourgeoises. La collaboration et la

coopération étroite avec les autorités locales, régionales et nationales de nos pays voisins jouent un rôle fondamental pour augmenter la quote-part des transports en commun dans les déplacements pendulaires pendant les heures de pointe du trafic.

Afin d'adapter au mieux l'offre des transports publics aux besoins de mobilité, un effort particulier sera réservé à la mise en œuvre du concept de mobilité intégré «mobil 2020». Le concept est basé sur la complémentarité entre le réseau ferré, le tram et le bus tout en prévoyant des nœuds d'échange à la périphérie de la capitale (gares périphériques et parkings P&R). Les mesures y identifiées se rapportent, à côté du développement des transports en commun sur le plan national, également au raccordement du pays aux réseaux ferroviaires européens et à l'amélioration des transports publics régionaux transfrontaliers.

Le Gouvernement tentera d'améliorer la mobilité sur le réseau routier existant – élément-clef de notre système de transports tant pour le transport individuel que pour le transport en commun. Des mesures constructives ciblées resteront cependant nécessaires pour assurer la compétitivité économique du pays, pour garantir l'existence de liaisons entre les principaux centres de développement et pour assurer la décongestion des zones d'habitation soumises à de fortes nuisances engendrées par le trafic.

Le Gouvernement accordera dans ce contexte une priorité au Plan sectoriel Transports (PST), établi dans le cadre du programme directeur d'aménagement du territoire et de l'IVL (Integratives Verkehrs- und Landesentwicklungskonzept), en vue de lui attribuer un cadre réglementaire et référentiel pour la mise en œuvre de la politique des transports.

Le Gouvernement fera tous les efforts nécessaires pour garantir la prise en considération des impératifs relatifs à une politique de développement durable lors de la réalisation des projets d'infrastructure de transport.

Le Gouvernement veillera à concentrer les moyens financiers disponibles sur les actions qui dégageront en termes de mobilité le plus grand bénéfice pour un nombre aussi élevé que possible de personnes.

Les défis auxquels le pays est confronté en termes de mobilité durable nécessitent une coopération étroite entre le niveau national et le niveau communal. Les communes seront étroitement associées au développement des projets afférents.

1. Transports

a. Renouveau du rail

Le réseau ferré en place, qui forme l'épine dorsale des transports publics au Luxembourg, sera complété par les projets suivants en voie de construction:

- Mise à double voie intégrale de la ligne ferrée entre Luxembourg et Pétange;

- Nouvelle ligne ferrée entre Hamm et Kirchberg (Luxexpo);

- Gare Belval-Université;

- Nouveau Centre de Remisage et de Maintenance (CRM);

- Réaménagement de la Gare centrale de Luxembourg;

- Nouveau viaduc dit «Pulvermühle».

Le Gouvernement fera en outre progresser les projets suivants qui sont en phase de planification en vue d'une réalisation rapprochée:

- Gares périphériques de Kirchberg, Howald et Cessange;

- Nouvelle ligne ferroviaire entre Luxembourg et Bettembourg;

- Antenne ferroviaire entre Belval-Université et Belvaux-Mairie ainsi que son prolongement via tunnel vers Obercorn;

- Nouvelle ligne ferroviaire entre Luxembourg et Esch/Alzette;

- Réaménagement de la gare d'Ettelbrück et de la ligne du Nord sur base du concept de mobilité «Nordstad», en élaboration.

Afin de maîtriser les flux de voyageurs à l'intérieur de la Ville de Luxembourg et notamment au plateau de Kirchberg lorsque ce dernier sera raccordé à la route du Nord ainsi qu'à la nouvelle ligne ferroviaire, il importe de renforcer l'attrait et les capacités du transport en commun dans la Ville de Luxembourg.

Aussi le Gouvernement attribuera-t-il une priorité à la mise en place d'un tram léger dans la Ville de Luxembourg qui permettra

de relier le Centre-Ville aux gares périphériques de Cessange et de Howald, à la Gare centrale ainsi qu'au plateau de Kirchberg. En vue de sa mise en œuvre, le Gouvernement dotera l'organisme Luxtram des compétences et des moyens nécessaires pour réaliser et le cas échéant exploiter le tram ainsi que pour étudier des extensions futures. Les missions couvriront les étapes allant de la planification au niveau du projet d'exécution jusqu'à la construction, y compris l'acquisition du matériel roulant ainsi que la gestion et l'exploitation même des lignes. Le Gouvernement entend à cette fin mener à bon port les négociations entre l'État et la Ville de Luxembourg pour déterminer notamment la clé de répartition des coûts du projet.

Le Gouvernement poursuivra de manière générale les démarches nécessaires pour la mise en place aux endroits stratégiquement bien placés d'un réseau de parkings P&R permettant de drainer davantage de navetteurs vers les transports en commun. Il réalisera notamment le P&R à Belval-Université et continuera ses efforts pour faire avancer les études des projets identifiés sur la ligne Luxembourg-Pétange (Rodange et Dippach-Gare).

Des négociations avec la Ville de Luxembourg concernant la réalisation du Plan directeur Gare centrale seront entamées avec pour but de constituer un GIE entre la Ville de Luxembourg et l'État pour analyser les nombreuses questions tenant à l'organisation et à la planification du projet ainsi qu'à son financement.

Faisant suite aux réflexions menées dans le cadre du concept de mobilité pour le site de Belval-Ouest, le Gouvernement fera avancer l'étude de faisabilité pour la mise en place à long terme d'un tram entre Esch-Belval-Sanem respectivement dans la région Sud.

b. Amélioration des connexions transfrontalières

Le Gouvernement consolidera le concept des raccordements ferroviaires internationaux afin d'assurer de bonnes connexions aux axes majeurs de réseaux transeuropéens du chemin de fer.

L'intérêt luxembourgeois consiste avant tout à encourager la France dans la réalisation de la deuxième phase du TGV Est-européen entre Baudrecourt et Strasbourg, ainsi que dans l'amélioration de l'interconnexion des trois villes sièges européennes Bruxelles, Strasbourg et Luxembourg par la modernisation des infrastructures ferroviaires dans le cadre du projet Eurocap-Rail. Dans le but d'améliorer le trafic ferroviaire entre l'Allemagne et le Luxembourg, il est nécessaire de moderniser les infrastructures sur la partie allemande du réseau ferré reliant Trier et Luxembourg et de finaliser l'étude d'opportunité et de faisabilité d'une nouvelle ligne ferroviaire Saarbrücken-Luxembourg.

Étant donné que la mobilité transfrontalière influe de façon substantielle sur l'économie luxembourgeoise, le Gouvernement persistera dans sa stratégie de développer le trafic transfrontalier en faveur des transports en commun.

Pour faire face à la part croissante des navetteurs transfrontaliers, le Gouvernement poursuivra l'objectif d'améliorer l'offre des transports publics par rail et par route pour le trafic voyageurs en augmentant les capacités aux frontières par bus et par chemin de fer et en assurant entre autres la mise en œuvre de la stratégie commune «Schéma de Mobilité transfrontalière» (SMOT) élaborée en concertation avec les autorités françaises compétentes afin d'augmenter progressivement la part modale des transports alternatifs à la voiture individuelle pour l'ensemble des déplacements transfrontaliers.

Des négociations bilatérales seront entamées avec les autorités belges et allemandes pour développer des concepts de mobilité transfrontalière à l'image du SMOT Luxembourg-Lorraine.

Il est de même important de se doter d'instruments intégrés au niveau de la Grande Région pour pouvoir répondre à l'accroissement des flux transfrontaliers. Outre le contact direct avec les usagers, les moyens de communication de l'Internet et de l'imprimé constituent des leviers importants

Programme gouvernemental annexé à la déclaration gouvernementale de Monsieur le Premier Ministre

dans le cadre de la mise à disposition d'informations sur l'offre des différents modes de transport. Afin de mieux propager l'offre transfrontalière et de coordonner l'offre et la tarification dans le domaine des transports en commun, il s'avère nécessaire de réaliser une structure commune (centrale de mobilité) avec les partenaires de la Grande Région.

c. Développement des chemins de fer

Afin de permettre la libre circulation des trains, il y a lieu de favoriser l'interconnexion et l'interopérabilité des réseaux ferroviaires nationaux ainsi que l'accès à ces réseaux, en mettant en œuvre toute action qui peut s'avérer nécessaire dans le domaine de l'harmonisation des normes techniques.

Dans le contexte de la signature des contrats de service public en date du 7 mai 2009 entre l'État et les CFL, les CFL se sont vus confier la gestion des infrastructures ferroviaires et l'exploitation des services publics par rail sur tout le territoire du Grand-Duché et se sont engagés à assurer l'exploitation des activités ferroviaires au meilleur coût et à rechercher constamment à en améliorer la qualité, l'efficacité et la productivité tout en assurant une sécurité optimale du réseau.

Conformément à la stratégie «*mobilités 2020*» et dans la lignée des initiatives de l'Union européenne en vue de revitaliser le transport ferroviaire de fret, il y a lieu de développer et d'optimiser les infrastructures multimodales de Bettembourg et d'en assurer une gestion saine et efficace en termes de sécurité, de qualité, de fiabilité, de souplesse et d'adaptation aux besoins. Ces infrastructures constituent un outil de travail indispensable pour pérenniser les activités de CFL-Cargo, de CFL-Multimodal ou encore de Lorry-Rail.

d. Meilleure organisation des transports publics

Le Gouvernement chargera le Verkéiersverbond de l'élaboration de propositions en relation avec la planification de l'offre et la mise en place de services, voire de systèmes favorisant une meilleure organisation des transports publics.

Le projet pilote de transport à la demande dans le canton de Capellen (Ruffbus Kanton Kapellen) est un service alternatif au service régulier des transports publics. Depuis sa mise en place, le système a bénéficié d'une grande popularité et son utilisation est en permanente évolution. Le Gouvernement chargera le Verkéiersverbond d'analyser les avantages et désavantages du transport à la demande dans le canton de Capellen et de lui soumettre des propositions en vue d'une éventuelle implantation d'un tel système au niveau national afin d'établir un réseau de lignes d'autobus mieux adapté aux exigences et spécificités des espaces à dominante rurale.

Le Gouvernement envisage en outre la création de deux nouvelles antennes de la Mobilitészentral, une dans la Nordstad à Ettelbruck et une deuxième dans les locaux de la nouvelle gare Belval-Université. Ceci permettra de faire profiter les trois principales régions du pays d'un accès aux services guichet de la Mobilitészentral.

Pour garantir une plus grande fiabilité de l'offre de transport public sur le plan des horaires et des correspondances à respecter, la mise en place d'un système de localisation des autobus s'impose. Un tel système améliorera considérablement la gestion des correspondances entre les différentes lignes de bus et de train, voire des relations bus-train. Pour les usagers, un avantage majeur réside dans la mise à disposition d'informations en temps réel, soit par Internet, par téléphonie mobile ou par affichage aux haltes des transports publics. Le système de perception tarifaire e-go sera adapté en conséquence, aussi afin de garantir une intégration optimale avec des systèmes similaires d'autorités organisatrices des pays voisins.

e. Lutte contre l'insécurité routière

Le Gouvernement est déterminé à continuer sa politique en matière de sécurité routière. Depuis 2001, le Luxembourg a réussi à diminuer le nombre des accidents mortels de

50% en alternant les mesures préventives et répressives qui doivent être poursuivies.

En matière de prévention, le Gouvernement est décidé à procéder à une révision de l'apprentissage en vue de l'obtention du permis de conduire afin d'améliorer la formation des candidats en vue d'accorder plus d'importance aux comportements susceptibles d'améliorer la sécurité routière, à la pratique de l'«éco-conduite» et afin de baisser le taux d'échec qui se situe actuellement à 50% pour les examens théorique et pratique.

Dans le souci constant d'améliorer les aspects sécuritaires dans les domaines précités du transport par route, le Gouvernement entend renforcer la structure de l'Administration des Enquêtes techniques tant sur le plan des ressources humaines que sur le plan des moyens de travail afin de pouvoir élargir ses missions à l'analyse et à la prévention des accidents sur route. Il importe dans ce contexte d'améliorer la qualité et la disponibilité des données relatives aux accidents de manière à compléter la description d'un accident donné par l'analyse des conditions dans lesquelles il a eu lieu.

Parallèlement, les audits de sécurité et de signalisation entamés seront finalisés dans les meilleurs délais afin de déceler et en vue de sécuriser les passages routiers dangereux.

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action national «mobilité douce», il y aura par ailleurs lieu d'améliorer les moyens des piétons et des cyclistes, de revoir l'aménagement de l'espace à l'intérieur des localités et d'adapter le Code de la Route en conséquence.

À une époque où le transport routier de marchandises et de voyageurs ne cesse de croître, la formation des chauffeurs professionnels devient de plus en plus importante puisqu'elle influe directement sur la sécurité routière. Par conséquent, un centre de formation sera construit à Sanem dans lequel les chauffeurs d'autobus et de poids lourds seront formés en vue de l'exercice de leur profession.

Dans le cadre de la libre circulation des personnes et d'une simplification administrative poussée, le Gouvernement souhaite remplacer l'ancien permis de conduire par un modèle européen unique ayant la forme d'une carte plastique et suffisant aux mesures anti-falsification les plus récentes.

En matière de prévention, le Gouvernement entend continuer sur la voie des campagnes publicitaires pour sensibiliser les usagers de la route, dont notamment les jeunes conducteurs et les motocyclistes.

Au niveau de la répression, les efforts visant la mise en place de radars automatiques seront poursuivis. Le Gouvernement combattra prioritairement la vitesse excessive, voire non-adaptée, qui se situe de loin en tête des facteurs générateurs des accidents mortels sur les routes du Grand-Duché. Aussi est-il prévu d'installer des radars fixes à des endroits réputés dangereux où la visibilité est particulièrement mauvaise. Le Gouvernement veillera dans ce contexte à la protection de la vie privée.

Dans ce même ordre d'idées, le Gouvernement entend se pencher sur une révision des textes législatifs et réglementaires en matière de circulation routière afin de les rendre plus intelligibles, compréhensibles et dans certains cas plus contraignants.

Au niveau de la tarification routière, le Gouvernement envisage, en cas de disparition du groupe «Eurovignette» et en concertation avec les pays voisins, d'autres moyens de taxation des poids lourds pour l'utilisation de certaines infrastructures routières devant contribuer à la décongestion du réseau routier et promouvoir le rééquilibrage modal du transport de marchandises.

Le Gouvernement va finalement procéder à un réexamen du système actuel du contrôle technique des véhicules pour réduire la fréquence de ces contrôles à la lumière des développements récents au niveau de la sécurité des véhicules.

f. Consolidation de l'aéroport de Luxembourg

L'importance de l'aéroport pour l'économie luxembourgeoise ne cesse de croître. Non seulement l'unique aéroport du pays est la fenêtre du Luxembourg et de son économie sur le monde, mais une bonne connectivité vers les principales villes et centres de décision en Europe constitue un facteur important dans le cadre de la politique du siège poursuivie par le Luxembourg, aussi bien à l'égard des institutions européennes et internationales qu'à l'égard de sociétés étrangères établies ou désireuses de s'établir au Luxembourg.

À cela s'ajoute que l'aéroport de Luxembourg constitue un pôle d'emploi de premier ordre générant directement et indirectement quelque 6.000 emplois dont le nombre ne cessera d'augmenter en raison du fait que l'aéroport constitue l'épine dorsale de la politique de diversification poursuivie par le Gouvernement en matière de logistique.

Au vu de la concurrence accrue pour le trafic passager et le trafic de fret par des aéroports situés en périphérie du Luxembourg, le Gouvernement continuera ses efforts d'investissement dans les infrastructures aéroportuaires ainsi que dans ses équipements, permettant une croissance du trafic passagers et de fret dans le respect de l'environnement naturel et humain. La finalisation des travaux déjà entamés dans le cadre de la loi du 14 juillet 2005 relative à la revalorisation du site de Höhenhof et de la loi du 22 décembre 2004 sur la mise en conformité de l'assainissement de l'aéroport devra à cet égard être poursuivie prioritairement.

Dans le respect des intérêts des riverains, le Gouvernement maintiendra le principe de l'interdiction des vols de nuit et veillera à un développement durable de l'aéroport.

Dans ce contexte, le Gouvernement poursuit

- la finalisation du projet de règlement grand-ducal en matière de trajectoires d'approche et de décollage;

- la mise en œuvre du plan d'action de lutte contre le bruit;

- l'élaboration d'une charte de gestion environnementale par lux-Airport, entité gestionnaire de l'aéroport.

Afin de consolider les activités aéroportuaires dans un contexte concurrentiel très marqué, le Gouvernement poursuivra une politique soucieuse de maintenir la compétitivité des compagnies aériennes opérant à partir de l'aéroport du Luxembourg.

Suite à la mise en place de nouvelles infrastructures pour les passagers en 2008, le Gouvernement suivra aussi dans la voie entamée de faire de l'aéroport de Luxembourg l'aéroport de référence de la Grande Région en offrant des services de qualité à des prix abordables.

g. Modernisation du port de Mertert

Devant la toile de fond de la situation stratégique idéale du port de Mertert représentant un site luxembourgeois unique regroupant les trois modes de transport et permettant ainsi un transbordement entre fluvial, rail et route, le Gouvernement assurera la pérennité du port de Mertert avec ses manutentionnaires implantés sur le site. Ainsi il s'agit principalement de consolider le trafic sidérurgique dans son ensemble et de développer la capacité de stockage et de transbordement en produits pétroliers. Dans cet ordre d'idées le Gouvernement accorde une première priorité à l'exécution rapide des travaux de modernisation et d'extension de l'infrastructure portuaire.

2. Travaux publics – Ponts et Chaussées

a. Mise en œuvre du Plan sectoriel Transports

Compte tenu de la grande progression du nombre des navetteurs tant en transfrontaliers qu'à l'intérieur du pays, notre politique des transports est confrontée à un double défi:

- garantir la mobilité de la population résidente, ceci en présence d'un nombre d'habitants et d'un besoin de mobilité présentant une croissance continue;

- garantir un déplacement aussi rapide, sûr et efficace que possible des nombreux navetteurs transfrontaliers entre leur lieu de résidence et leur lieu de travail.

Le Plan sectoriel Transports (PST), dont le projet de rapport technique a été présenté au mois d'octobre 2008, tente de répondre à ce double défi, ceci dans le respect du cadre défini par l'IVL et le Programme directeur de l'Aménagement du Territoire.

C'est par référence à l'IVL que le PST vise à transférer 25% de tous les mouvements de transport sur le transport en commun. Il est clair que même avec un partage modal de 75/25 d'ici 2020 (le partage modal correspond d'aujourd'hui à 86/14), le trafic sur route augmentera substantiellement, tous types de transport confondus.

Au vu de ces chiffres, des interventions sur le réseau routier s'avèrent être inévitables.

C'est la raison pour laquelle le PST a accordé le premier rang de priorité à douze projets routiers relatifs à des tronçons d'autoroutes, des liaisons d'ordre supérieur, des projets de routes européennes ainsi qu'à certains éléments des réseaux routiers ré-

gionaux. Sont visés ici l'achèvement de la route du Nord, la mise à deux fois trois voies de l'A3 entre la croix de Bettembourg et la croix de Gasperich, la poursuite du projet de la liaison de Micheville, la transversale de Clervaux, l'optimisation de la collectrice du Sud, les contournements de Bascharage-Dippach, d'Olm-Kehlen et de Junglinster, la mise à deux fois deux voies de certains tronçons de la B7 entre l'échangeur de Colmar-Berg et le giratoire de Friedhaff, les voies de déstase d'Echternach et de Strassen ainsi que la pénétrante de Differdange.

Pour d'autres projets routiers figurent dans les phases 2 et 3 du PST, les études y relatives seront poursuivies dans les prochaines années.

Afin d'assurer la cohérence générale des quatre plans sectoriels (Grands Ensembles paysagers, Zones d'Activités économiques, Logement et Transports) certains projets routiers prévus en phase 1, 2 et 3 et les zonages correspondants du Plan sectoriel Grands Ensembles paysagers en conflit seront à reconsidérer.

b. Développement des performances du réseau routier existant

Nous disposons d'un réseau routier d'une longueur totale de 2.875 km ce qui correspond à une densité de réseau de 1,1 km/km² (la valeur correspondante en Allemagne est de 0,65 km).

Il s'agit ici d'une infrastructure très importante qui a demandé des investissements financiers considérables au cours des années et qu'il importe de valoriser au mieux.

Le Gouvernement cherchera à améliorer la mobilité sur le réseau existant. Seront élaborés à cet effet des propositions concernant l'élimination des goulots d'étranglement sur le réseau, si possible par des mesures d'organisation et de gestion du trafic.

Par ailleurs, l'évacuation du projet de loi concernant le reclassement de la voirie devrait permettre de garantir la création d'un réseau routier mieux structuré.

Le déstase du réseau routier existant devra être intégré comme objectif spécifique dans les considérations de la politique de l'aménagement du territoire (cf. objectifs: transfert de trafic sur le train, rapprocher l'habitat et le travail).

Le Gouvernement étudiera les possibilités de décongestionner les localités où le trafic journalier est trop intense. Lorsque des contournements sont réalisés, les capacités ainsi libérées à l'intérieur des localités seront réservées pour une utilisation par les piétons, les cyclistes ou les transports en commun.

Les projets d'infrastructure de transport en zone verte seront planifiés de façon à s'intégrer dans le paysage, à respecter, dans la mesure du possible, l'environnement naturel et à consommer un minimum de terrain, un bien dorénavant rare dans notre pays.

Pour améliorer la sécurité du réseau routier le Gouvernement entend réaliser des audits de sécurité, en distinguant entre les audits concernant les nouveaux projets, les audits de points ponctuels réputés pour leur concentration d'accidents, à savoir les points noirs, et les audits sur des sections de route entières.

Une priorité sera accordée au suivi des audits de sécurité déjà effectués. C'est dans ce contexte que sont réalisées progressivement les mesures de construction et de gestion identifiées par l'audit de sécurité relatif à la N7. Ces mesures sont faites de façon à ce qu'un élargissement ultérieur soit possible.

Enfin, il s'agira de développer des systèmes électroniques pouvant contribuer à une gestion efficace du trafic ainsi que d'utiliser les possibilités du système CITA (Contrôle et Information du Trafic sur les Autoroutes) à cet effet.

c. Mesures de construction complémentaires sur le plan local

Au vu des problèmes qui sont les nôtres, les mesures d'organisation et de gestion du trafic ne sont cependant pas suffisantes. C'est la raison pour laquelle le PST comporte également des mesures destinées à améliorer la fluidité du trafic à l'intérieur des villes et localités.

La mobilité à l'intérieur de la capitale et dans les communes avoisinantes devient de plus en plus difficile alors que la plupart des nouveaux emplois qui seront créés dans les années à venir dans cette agglomération se situent notamment au Kirchberg ou encore dans le ban de Gasperich.

Seule la réalisation d'une infrastructure performante en matière de transports en com-

mun sera à même de drainer le flux des navetteurs en route vers leur lieu de travail.

Des interventions sur le réseau routier s'imposent si l'on veut limiter dans la mesure du possible le trafic individuel au trafic de quartier et au trafic de desserte. À la périphérie de la capitale et particulièrement dans sa région Sud-Ouest il y a lieu de réaliser de nouvelles infrastructures routières capables de dégager le Centre-Ville et les quartiers d'habitations adjacents tout en permettant d'assurer la circulation entre les différents quartiers de la Ville, de satisfaire aux besoins de mobilité du cordon Sud-Ouest fortement urbanisé et d'évacuer le trafic de transit étranger à la Ville.

Il deviendra ainsi possible de dégager des capacités pour un transport en commun performant et attractif dans la Ville de Luxembourg et dans l'Agglolux.

Dans la région Sud il y a lieu de poursuivre la réalisation des infrastructures routières de viabilisation du site de Belval, tant à l'approche (Liaison Micheville) que sur le site proprement dit.

Il en est de même dans la Nordstad. L'étude des projets prévus en phase 1 et 2 du PST sera complétée par celle du contournement Nord de Diekirch. À l'intérieur de la Nordstad il s'agit surtout de réaliser la liaison entre le bi-pôle de Diekirch et d'Ettelbruck.

d. Mobilité douce, couloirs bus et «park and ride»: des mesures complémentaires de grande importance

Le transfert d'une partie du transport individuel par route vers les moyens de mobilité douce apportera des bénéfices certains au niveau de l'environnement et de la qualité de vie. Pour cela il y a lieu:

- de mettre en œuvre les mesures prévues par le «Plan d'Action Mobilité douce»;

- de compléter le maillage du réseau des pistes cyclables par des tronçons permettant de traverser les localités en toute sécurité;

- d'intégrer la planification de réseaux complets pour piétons/cyclistes à l'élaboration des plans d'aménagement général (PAG) communaux;

- d'adapter en conséquence la loi sur les pistes cyclables.

Le bus est pour l'instant le moyen de transport en commun le plus utilisé et le plus performant.

Dès lors

- la création de couloirs de bus sera activement poursuivie, ceci conformément aux options définies par le PST en projet;

- l'objectif fédérateur de tous les projets consistera à garantir une durée constante des temps de parcours à toute heure de journée;

- la priorité pour ce faire sera donnée aux routes pénétrantes vers les centres de développement et d'attraction définis dans le Programme directeur de l'Aménagement du Territoire;

- des plateformes intermodales et notamment des parkings «park and ride» (P&R) seront réalisés dans le cadre du même programme;

- la faisabilité de l'aménagement de couloirs de bus sur les bandes d'arrêt d'urgence (BAU) de certaines autoroutes sera analysée;

- la planification de nouveaux projets intégrera dès le début des couloirs de bus là où ils sont nécessaires;

- une stratégie d'ensemble intégrant notamment le concept du «Parkraummanagement» ainsi que l'harmonisation des tarifs au niveau transfrontalier sera élaborée;

- la stratégie en question comprendra également un volet «marketing et promotion».

Le transfert du transport individuel vers le transport en commun doit être facilité. Dans ce contexte, il importe de finaliser dans les meilleurs délais l'étude portant sur la mise en place de nouveaux parkings d'accueil, voire l'extension des P&R existants.

e. Une administration moderne et performante

L'Administration des Ponts et Chaussées sera réformée de manière à pouvoir mieux répondre aux exigences d'une politique moderne et performante en matière d'infrastructures de transport et de gestion du trafic.

La loi organique des Ponts et Chaussées sera révisée en conséquence. Le projet de loi afférent déposé par le dernier Gouvernement fera partie de la première liste des projets prioritaires du nouveau Gouvernement.

Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur

1. Promouvoir la compétitivité de l'économie luxembourgeoise

a. Compétitivité: vers un tableau de bord opérationnel

Le Gouvernement s'est doté d'un outil permanent d'observation de la compétitivité et des indicateurs y afférents, à savoir l'Observatoire de la Compétitivité. L'Observatoire doit veiller à la compétitivité de l'économie luxembourgeoise et informer le Gouvernement et les partenaires sociaux, notamment le Comité de Coordination tripartite, sur une base régulière, de l'évolution de cette compétitivité.

La compétitivité est mesurée en intégrant des critères sociaux, écologiques et économiques conformément au principe du développement durable. À cette fin, de multiples indicateurs quantitatifs et qualitatifs ont pour objectif d'informer sur la compétitivité de l'économie luxembourgeoise. La collaboration de l'Observatoire avec le Service central de la Statistique et des Etudes économiques (STATEC) est donc particulièrement importante pour assurer la qualité des facteurs à la base de ces mesures.

Les indicateurs économiques renseignés dans le règlement grand-ducal du 4 avril 1985, pris en application de l'article 21, paragraphe 6 de la loi modifiée du 24 décembre 1977 autorisant le Gouvernement à prendre les mesures destinées à stimuler la croissance économique et à maintenir le plein-emploi, seront remplacés par un Tableau de bord «Compétitivité», après consultation des partenaires sociaux représentés dans le Comité de Coordination tripartite.

Ce Tableau de bord «Compétitivité» remplace notamment quelques indicateurs datant d'avant l'introduction de l'euro respectivement d'avant la mutation de l'économie luxembourgeoise vers une économie de services et ne tenant pas compte de l'évolution de la collecte des statistiques et de leur traitement grâce aux technologies de l'information. Il veille à intégrer des indicateurs de court terme permettant de réagir rapidement aux évolutions économiques conjoncturelles souvent tributaires des évolutions internationales tout en mettant l'accent sur les indicateurs structurels de long terme. Il assure la compatibilité avec les indicateurs du développement durable.

Ensemble avec le Conseil supérieur pour un Développement durable (CSDD) et le Conseil économique et social (CES), l'Observatoire de la Compétitivité développe un indicateur composite du bien-être au-delà de l'indicateur traditionnel PIB/tête en vue de la mesure du progrès de la société et du bien-être dans une optique de long terme. Cet indicateur, qui tient compte des développements internationaux en la matière, est mis en place en se basant sur les statistiques et les bases de données officielles fournies par le STATEC.

La réforme du STATEC sera mise en œuvre suite au vote du projet de loi y afférent par la Chambre des Députés (cf. document parlementaire no 5972).

b. Compétitivité et Stratégie de Lisbonne: coordination au niveau national

Pour la politique économique, il s'agit de contribuer au maintien d'un haut niveau de compétitivité afin de développer la croissance et l'emploi, d'assurer la stabilité des prix et de soutenir une évolution favorable des échanges extérieurs et des finances publiques. Ceci s'avère particulièrement important pendant des temps de crise structurelle. C'est ainsi que la compétitivité est une constante des considérations de la politique économique luxembourgeoise. Pour permettre l'évaluation des réformes mises en œuvre dans son programme national de réforme, l'analyse et la modélisation des relations entre les indicateurs de compétitivité - en particulier ceux issus du Tableau de bord - sont mises à profit par le Gouvernement.

c. Compétitivité et stabilité des prix

Malgré des prix du pétrole et des matières premières relativement bas, le Gouvernement se doit de constater que l'inflation sous-jacente se trouve toujours à un niveau élevé. La stabilité des prix est une préoccupation majeure de toute politique économique. La lutte contre l'inflation excessive au Luxembourg requiert une action politique de la part du Gouvernement, à la mise en œuvre de laquelle les partenaires so-

ciaux et l'ensemble des acteurs du secteur public (administration centrale, communes et sécurité sociale) doivent contribuer. Dans ce cadre et tout en étant conscient du fait qu'en tant que petite économie ouverte le Luxembourg est largement tributaire de facteurs extérieurs, et tout en affirmant son attachement au principe de la liberté des prix, le Gouvernement veille à la mise en œuvre de mesures d'ordre structurel ayant un impact sur la formation des prix. Ces mesures sont reprises dans le Plan d'action contre une inflation excessive. Il s'agit notamment

- de l'information et de la sensibilisation du consommateur en matière de prix, la comparaison des prix constituant pour le consommateur le moyen optimal d'information;

- de la poursuite des accords volontaires de prix avec différents secteurs économiques;

- de la poursuite de la désindexation des contrats conclus par l'État en limitant la répercussion de l'indexation sur le seul volume de la masse salariale incluse dans les contrats;

- de l'analyse des difficultés d'approvisionnement auxquelles les entreprises luxembourgeoises sont confrontées dans le marché intérieur (règles et pratiques de la représentation générale pour l'importation);

- de la mise en œuvre continue des conditions-cadre de la concurrence entre les acteurs économiques, notamment en ce qui concerne la transparence et l'indication des prix;

- de la surveillance de la transparence des prix au niveau des produits alimentaires;

- d'une politique prudente en matière de l'adaptation des prix administrés;

- d'une politique salariale qui doit respecter l'évolution de la productivité générale de l'économie luxembourgeoise;

- de l'examen, avec les partenaires sociaux dans le cadre du Conseil économique et social, des multiples facteurs déterminants de l'inflation au Luxembourg ainsi que des instruments pour la maîtriser;

- et de façon générale, d'autres éléments de politique de surveillance des prix.

2. Une politique de croissance économique durable

La politique économique s'articule autour de dix axes d'action.

a. Limiter les effets structurels de la crise économique

En 2009 et 2010, le Gouvernement met en œuvre les instruments votés par la Chambre des Députés en mai 2009² et destinés prioritairement à prévenir les licenciements, à maintenir dans l'emploi les salariés et à contribuer au redressement économique d'entreprises dont l'impact structurant sur l'économie ou l'influence motrice sur le développement économique est significatif.

Pour les entreprises en difficulté, des efforts d'encadrement sont faits pour privilégier, dans la mesure du possible, leur redressement et en éviter la liquidation.

b. Une politique d'entreprise proactive

Le Gouvernement met en œuvre une politique d'entreprise destinée à parfaire le cadre opérationnel en vue d'améliorer les atouts du Grand-Duché. À l'égard des petites et moyennes entreprises, il continue à mettre en œuvre le 3^e plan d'action d'avril 2008 en faveur des PME.

Au niveau de la création et de la reprise d'entreprises, la politique vise

- la promotion de l'esprit d'entreprise auprès des jeunes;

- l'amélioration de l'image de l'entreprise et de l'entrepreneur;

- le développement de projets et d'initiatives ponctuelles dans le domaine de la promotion de l'entrepreneuriat;

- la définition et la mise en œuvre d'instruments d'accompagnement voire de financement nouveaux, tels que le prêt de création, le prêt de reprise ou le prêt de rachat de la Société nationale de Crédit et d'Investissement (SNCI), les instruments d'aide aux entreprises nouvelles dans les régions assistées, ou les instruments d'aide aux jeunes entreprises innovantes.

La création d'un véritable statut de l'indépendant est envisagée avec l'objectif de mettre en place un statut propice à l'entre-

Programme gouvernemental annexé à la déclaration gouvernementale de Monsieur le Premier Ministre

preneuriat en offrant notamment à l'indépendant des droits sociaux équivalents à ceux des salariés.

Au niveau du cadre opérationnel des entreprises, le Gouvernement poursuit les initiatives en matière de simplification et de réduction des charges administratives et envisage de mettre en place un guichet unique électronique pour guider et assister les entreprises dans leurs démarches.

Les procédures en matière d'autorisation en vertu de différentes législations qui définissent les conditions d'exploitation d'un site de production, notamment les dispositions de la législation sur les établissements classés, sur la gestion de l'eau et sur la protection de la nature, sont revues et allégées et mieux coordonnées.

c. La recherche-développement et l'innovation, pivots de la croissance et du développement économique

Dans le cadre de la Stratégie de Lisbonne, le Gouvernement vise une dépense de RDI (recherche, développement, innovation) de 3% du produit intérieur brut (PIB), dont deux tiers par le secteur privé, les régimes d'aide prévus par le nouveau cadre légal³ devant permettre à l'État d'accompagner substantiellement ces initiatives privées.

Pour améliorer les services aux entreprises et la gestion des infrastructures d'incubation de jeunes entreprises innovantes, le Gouvernement regroupe au sein d'une entité unique les fonctions de gestion, d'animation et de développement des centres d'entreprises et d'innovation (Écostart et Technoport Schlassgoart).

Sur base de la «Loi RDI» précitée, il est envisagé de faciliter la création d'un petit nombre de véritables pôles d'innovation autour de certains thèmes technologiques.

Ces infrastructures de même que la dynamique de développement technologique que doivent engendrer la mise en œuvre des instruments définis par ladite loi du 5 juin 2009 ainsi que les plans d'action développés dans les domaines spécifiques, tels que la logistique, les technologies de la santé ou les écotecnologies, constituent autant d'atouts pour développer des activités économiques au Luxembourg. Dans ce cadre, les technologies de l'information et des communications (TIC) hautement développées sont des instruments indispensables pour accompagner ces plans d'action.

Le Gouvernement encourage le développement de la propriété intellectuelle en tant que facteur économique et créateur de richesse. À cet effet, il sensibilise les acteurs économiques à l'importance de la propriété intellectuelle et de la valeur immatérielle. Le Gouvernement renforce la lutte contre la contrefaçon.

d. La prospection d'entreprises et de projets pour parfaire le tissu économique

Le Gouvernement poursuit sa politique de prospection d'investissements et de projets nouveaux dans l'optique de consolider et de développer un tissu industriel et technologique performant.

Sans écarter d'autres opportunités d'investissement, il concentre ses efforts sur un nombre limité de secteurs en vue de créer ou de consolider des masses critiques d'interaction dans les branches suivantes:

- équipements pour l'industrie automobile;

- matériaux y compris la plasturgie et les matériaux composites;

- technologies de l'information et des communications;

- commerce électronique et médias;

³ Loi du 5 juin 2009 ayant pour objet 1. la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation; 2. les missions de l'Agence nationale pour la promotion de l'innovation et de la recherche; 3. la création d'un Fonds spécial pour la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation, et modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1. le développement et la diversification économiques; 2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie («Loi RDI»).

² Loi du 29 mai 2009 instituant un régime temporaire d'aide au redressement économique; Loi du 29 mai 2009 instituant un régime temporaire de garantie en vue du redressement économique.

Programme gouvernemental annexé à la déclaration gouvernementale de Monsieur le Premier Ministre

- logistique;
- technologies de la santé;
- écotechnologies (énergie et environnement).

Une attention particulière revient à la prospection d'activités de recherche et de fonctions de coordination et de gestion d'entreprises internationales (quartiers généraux).

Dans les domaines de la logistique, des technologies de la santé et des écotechnologies, les plans d'action élaborés pendant la législature précédente continuent d'être mis en œuvre.

Le Gouvernement entend par ailleurs promouvoir les investissements en faveur de la protection de l'environnement et de l'utilisation rationnelle des ressources naturelles à travers des instruments d'accompagnement prévus au projet de loi 6059.

Il continue à encourager les investissements d'extension, de diversification ou de modernisation des entreprises établies, surtout des PME, condition nécessaire de leur renouveau et de l'amélioration de leur productivité.

Dans le cadre du développement des activités dans le domaine de l'économie et des technologies de la santé il y a lieu

- de réformer la législation relative au droit d'établissement pour les laboratoires privés afin de permettre l'exploitation d'un laboratoire d'analyses de biologie médicale du secteur privé sous forme de société de capital;

- de renforcer le service de pathologie au sein du Laboratoire national de la Santé en vue de soutenir les activités de la biobanque nouvellement créée;

- de faire avancer les projets d'informatisation des dossiers médicaux – aussi bien sur le plan de la faisabilité technique que sur celui de la protection des données et des considérations éthiques – afin de faciliter la transmission et la valorisation des données médicales, le projet de biobanque offrant une plateforme idéale ainsi que des concepts et des solutions technologiques pour la mise en œuvre;

- d'examiner la possibilité de prise en charge de certains tests diagnostiques moléculaires scientifiquement prouvés afin de positionner le Luxembourg dans le domaine de la médecine personnalisée;

- de prévoir la possibilité d'introduire une demande de première certification (CE) pour des dispositifs médicaux au Grand-Duché de Luxembourg.

Au cours des dernières années les activités du Commissariat aux Affaires maritimes ont été rapprochées, voire intégrées dans le plan d'action logistique. Cette initiative a permis de nouer des contacts plus étroits avec les ports de la Mer du Nord et surtout avec les différents armateurs actifs dans le domaine de la logistique. Cette démarche est amplifiée.

Quant au registre maritime, en pleine expansion, il est veillé à maintenir la réputation de sérieux dont peut se prévaloir le pavillon luxembourgeois au plan international en matière de sécurité environnementale et technique.

En vue de disposer de surfaces suffisantes et adaptées pour l'implantation des entreprises, le Gouvernement fait adopter et met en œuvre le plan directeur sectoriel «zones d'activités économiques» développé au cours des deux dernières années, jetant ainsi les bases pour le développement de plus de 400 hectares de zones d'activités nationales ou régionales supplémentaires utilisables à l'horizon 2020. Le Gouvernement examine de nouveaux modes de gestion des zones d'activités économiques.

La SNCI continue à accompagner les politiques de diversification et de développement de l'économie luxembourgeoise. La SNCI continue à moderniser ses instruments de financement. Elle analyse en particulier la faisabilité du financement d'opérations de leasing dans la mesure où ces opérations s'inscrivent dans une logique économique dans le chef du preneur de leasing.

La SNCI examine également, ensemble avec sa filiale, la Société luxembourgeoise

de Capital-Développement pour les PME (CD-PME), les possibilités de renforcer son action au niveau du financement de jeunes entreprises innovantes à potentiel de croissance élevé.

e. Une politique économique qui stimule la croissance verte

Le Gouvernement est convaincu que le renforcement substantiel de la lutte contre le changement climatique et les efforts en matière de protection de l'environnement constituent des éléments incontournables pour la sortie de la crise.

Il entend poursuivre ses efforts en matière de promotion des mesures d'économie d'énergie, des énergies renouvelables et des écotechnologies innovantes en général, visant à la fois une réduction des émissions de gaz à effet de serre, une amélioration de la sécurité énergétique (approvisionnement et prix) et la création d'emplois.

Misant sur la croissance verte durable, l'innovation et la diversification économique, le Gouvernement continue de renforcer les incitations de nature réglementaire et financière, nécessaires pour encourager les investissements et amortir les coûts initiaux supplémentaires.

Il met en œuvre des programmes d'investissement et des mesures dans les domaines suivants:

- l'assainissement énergétique de bâtiments privés et publics;

- le recours renforcé aux sources d'énergie renouvelables (biomasse, solaire, éolien, hydraulique, géothermique);

- les «meilleures technologies de basse consommation» dans le cadre de la mise en œuvre notamment de la directive dite «éco-design»;

- les technologies environnementales du contracting et la mise en œuvre du plan national «écotechnologies»;

- les investissements en faveur des transports en commun, de la mobilité douce et plus particulièrement de nouvelles initiatives porteuses d'avenir (car-sharing, concepts de mobilité pour entreprises);

- le traitement et la revalorisation des déchets: le Gouvernement entend notamment promouvoir la collecte et l'utilisation énergétique de la biomasse. Il renforce ses efforts de sensibilisation des entreprises privées et des administrations à la réduction des déchets et aux modes de production nécessitant moins de ressources naturelles;

- la lutte contre le bruit: dans le cadre de la mise en œuvre des plans d'action, le Gouvernement procède à l'assainissement acoustique des zones prioritaires de gestion de bruit;

- l'assainissement des eaux;

- la recherche dans le domaine des voitures à très faibles émissions, notamment les voitures électriques et les technologies y relatives;

- la diversification de la place financière, en encourageant une réorientation ciblée des fonds d'investissement dans le respect des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'économie d'énergie et de recours aux énergies renouvelables.

À partir de 2010, tout nouveau bâtiment administratif (et le cas échéant d'autres catégories de bâtiments) appartenant à l'État ou subsidié par l'État sera construit selon les critères de «basse consommation énergétique». Des opérations de démonstration de bâtiments à énergie positive, qui produisent plus d'énergie qu'ils n'en consomment, seront mises en œuvre. Dans ce contexte, les communes et syndicats de communes ont un rôle-clé à jouer.

Parmi les mesures déjà mises en œuvre, le Gouvernement décidera, sur une base annuelle, de la poursuite respectivement de la réorientation des programmes d'aides pour l'achat de voitures émettant moins de CO₂, en tenant compte de l'évolution technologique. Il en va de même des initiatives en matière d'utilisation d'appareils ménagers à faible consommation d'électricité. Un monitoring des différentes mesures sera instauré.

En complément, des pistes de financement innovatrices sont à explorer telles que la possibilité de l'introduction d'un système «bonus-malus» sur différents produits selon leur contenu en carbone ou en énergie. Il est de même envisagé d'introduire des outils bancaires et financiers adaptés, notamment des prêts bonifiés, en concertation avec le secteur financier.

f. Ouvrir les marchés internationaux à nos entreprises

Pour ouvrir de nouveaux marchés à nos entreprises exportatrices, le Gouvernement

- encourage le développement de «Luxembourg for Business GIE»; tout en soulignant le besoin de garder une structure économe et non bureaucratique, les moyens de l'agence doivent être augmentés à moyen terme afin de permettre le développement et l'acquisition de moyens de promotion professionnels compétitifs sur le marché international;

- améliore la visibilité de nos entreprises et compétences, notamment par la participation du Grand-Duché à l'Exposition universelle de Shanghai en 2010;

- organise des missions de promotion dans des marchés cibles;

- participe à des foires et salons spécialisés à l'étranger;

- continue à mettre en œuvre des aides à la prospection commerciale (Comité pour la promotion des exportations luxembourgeoises, COPEL) et examine le développement de nouvelles formules de soutiens financiers pour les entreprises luxembourgeoises actives sur les marchés internationaux;

- examine la possibilité d'associer des entreprises luxembourgeoises à des projets de réduction de CO₂ dans les économies de pays émergents et dans celles de pays en développement;

- développe les moyens d'action et les instruments de l'Office du Dueroire;

- continue à développer les synergies entre commerce extérieur et coopération au développement, au-delà des secteurs où elles existent déjà, telles que la microfinance et les technologies de l'information et des communications.

g. Une politique de l'énergie au service de l'économie nationale et soucieuse des impératifs de protection environnementale

Le Gouvernement met en œuvre une politique de l'énergie ambitieuse qui vise une amélioration de la sécurité d'approvisionnement et de la garantie de prix concurrentiels. En outre, le Gouvernement adopte des mesures concrètes pour améliorer de façon consistante l'efficacité énergétique tout en visant en même temps une réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Dans le secteur pétrolier, des terrains pour l'établissement de nouvelles capacités de stockage de pétrole sont définis dans le cadre du projet de plan sectoriel des zones d'activités économiques. En outre, une réforme de la législation en matière de stockage pétrolier est entamée qui comprend la création des structures nécessaires pour régencer le système de stockage stratégique et opérationnel au niveau national ainsi que des sanctions dissuasives contre les acteurs ne remplissant pas leurs obligations en la matière.

Le Gouvernement prend les mesures nécessaires pour interconnecter les réseaux nationaux de transport d'électricité avec les réseaux des pays limitrophes afin de garantir une meilleure accessibilité aux marchés régionaux et d'accroître la sécurité d'approvisionnement. Une réforme des dispositions législatives relatives au développement des capacités de production sur le territoire national est mise en œuvre. Elle tient compte des obligations européennes en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique.

Dans le domaine du gaz naturel, le Gouvernement analyse les possibilités en vue d'une amélioration de la sécurité d'approvisionnement, notamment par de nouveaux raccordements du réseau de transport de gaz naturel à ceux des pays limitrophes et par la définition d'une stratégie de stockage et de mesures permettant une intégration de compresseurs dans le réseau de transport. Il analyse également l'opportunité d'un transit de gaz naturel à travers le Grand-Duché de Luxembourg.

La transposition en droit national des dispositions européennes du 3^{ème} paquet de libéralisation finalise l'ouverture des marchés de l'électricité et du gaz naturel. Dans ce contexte, les règles luxembourgeoises n'iront pas au-delà de ce qui est exigé par le 3^{ème} paquet. Le Gouvernement vise par ailleurs une harmonisation des tarifs d'utilisation et de distribution au niveau national.

Le développement des énergies renouvelables est un élément important de la politique du Gouvernement. Celui-ci établit un plan d'action stratégique à l'horizon 2020 reprenant les objectifs au niveau des différents vecteurs énergétiques (électricité, chaleur et transports) et les quotes-parts à réaliser, soit sur le territoire national, soit par le biais de mécanismes flexibles au niveau européen et international. Le plan analyse plus particulièrement les mesures écono-

miques à double profit: réduction des émissions nationales de gaz à effet de serre et réalisation de l'objectif en matière d'énergies renouvelables.

Le Gouvernement souscrit au développement du réseau des stations-services offrant du gaz naturel. Il soutiendra l'installation d'un réseau permettant le chargement de voitures électriques.

L'efficacité énergétique est une priorité absolue pour le Gouvernement. La mise en œuvre du premier plan national d'efficacité énergétique est achevée. Les exigences en matière de performance énergétique des bâtiments sont renforcées parallèlement au progrès technologique. Les programmes d'aide et de conseil concernant l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables sont revus et alignés sur le plan national.

La réglementation en matière de cogénération est réformée pour l'aligner sur les nouvelles dispositions européennes concernant la réduction de gaz à effet de serre.

Le plan d'action stratégique «énergies renouvelables» et le plan national «efficacité énergétique» sont répertoriés au plan d'action climat. Le Gouvernement maintient son attitude critique sur l'énergie nucléaire.

«My Energy GIE», agence luxembourgeoise d'information, de formation et de conseil dans le domaine de l'efficacité énergétique et des sources d'énergie renouvelables, est renforcé par l'élargissement et la régionalisation de ses activités. Des mesures supplémentaires sont engagées en vue d'étendre l'offre sur le marché de prestations de services énergétiques, ce qui engendre une nouvelle dynamique dans les secteurs économiques concernés et crée des emplois durables.

Le Gouvernement élabore, de concert avec les acteurs nationaux concernés, des plans de délestage et d'approvisionnement dans les secteurs de l'électricité, du gaz naturel et du pétrole afin de parer à d'éventuelles pannes d'approvisionnement.

Enfin, le Gouvernement met en œuvre les instruments permettant aux communes la mise à disposition du personnel employé par les communes dans des sociétés de droit privé du secteur de l'énergie.

h. Adapter le marché postal et celui des télécommunications aux mutations

Le marché postal et celui des télécommunications se sont fortement développés au cours des dix dernières années pour devenir des piliers significatifs et - à travers Internet et le commerce électronique - interdépendants de notre économie.

Les opérateurs et prestataires de services, qu'ils soient publics ou privés, se meuvent dans un environnement technologique, concurrentiel, légal et réglementaire en profondeur et rapide mutation sur les plans européen et mondial.

Ils doivent en permanence adapter à une vitesse accrue leurs produits et leurs services, leurs infrastructures et leur fonctionnement, leur organisation commerciale et leur réseau de vente de même que leurs relations sociales pour tenir compte de l'évolution de marchés de plus en plus ouverts et concurrentiels.

Le Gouvernement veille à ce que notre économie, ses entreprises et ses consommateurs puissent disposer d'infrastructures de pointe et de services de qualité dans le domaine postal et dans celui des télécommunications, ingrédients essentiels pour un développement durable de ces marchés mais aussi de la compétitivité générale de l'économie. Il veille également à ce que les entreprises puissent avoir accès aux infrastructures à des coûts compétitifs tout en prenant en compte le coût des investissements réalisés.

En ce qui concerne le marché postal, il appartient aux partenaires sociaux de s'accorder au préalable sur une convention collective sectorielle pour la distribution postale. Le Gouvernement transpose en droit national la directive 2008/6/CE concernant l'achèvement du marché intérieur des services postaux de la Communauté. Il le fait dans un souci d'assurer un service universel de qualité pour les principales prestations postales. Dans ce contexte, il examine notamment l'opportunité d'introduire un système de licence pour les prestataires de services postaux. Le financement des prestations du service universel est assuré par les opérateurs. Dans le domaine de la distribution de colis, le Gouvernement encourage le développement des activités dans l'optique du marché de la Grande Région.

Dans le domaine des télécommunications, le Gouvernement encourage les deux opérateurs de réseaux publics, à savoir l'Entreprise des Postes et Télécommunications

(EPT) et Luxconnect, à continuer à parfaire la connectivité du Luxembourg aux réseaux européens, voire mondiaux.

Il réserve à cet effet les moyens nécessaires pour assurer définitivement la place du Grand-Duché parmi les centres européens de télécommunications. Cette perception doit être soutenue sur le plan de l'infrastructure nationale par des réseaux fixes et mobiles à la pointe du progrès et par une offre de services variée et complète soutenue par une concurrence réelle entre opérateurs.

Dans le même contexte, le Gouvernement continue à encourager la mise en place de centres de données performants et répondant aux besoins d'une multitude de clients (entreprises industrielles, banques, opérateurs du commerce électronique, etc.).

i. Mieux coordonner les aides d'État

Le Gouvernement entend améliorer et centraliser les procédures en matière d'aides d'État.

j. Politique de qualité et de normalisation

Le Gouvernement procède au développement de la normalisation, qui permet l'amélioration de la compatibilité, l'identification des attributs admissibles minimaux, la présentation de renseignements et de descriptions de produits, la mise en place d'économies d'échelle, la facilitation du commerce international et la promotion de l'innovation. La normalisation contribue à l'amélioration de la productivité du travail, à la facilitation du commerce et au développement de nouveaux marchés.

À cet effet, l'ILNAS (Institut luxembourgeois de la Normalisation, de l'Accréditation, de la Sécurité et Qualité des Produits et Services) lance des campagnes de sensibilisation auprès des acteurs publics et privés ainsi que de la recherche, complétées par des programmes de formation.

Un programme pluriannuel de recherche normative basé sur une approche sectorielle est élaboré afin d'identifier les besoins en normalisation et de proposer certaines normes nationales indispensables au développement économique du pays.

Le Gouvernement veille à promouvoir et à développer des instruments de confiance numérique qui ouvrent de nouveaux potentiels de croissance économique tels que des systèmes d'accréditation des infrastructures à clé publique pour la signature électronique.

Le Gouvernement veille au développement de la métrologie légale, de la surveillance du marché, des bonnes pratiques de laboratoire, ainsi que de la notification et de l'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité afin de garantir une protection adéquate des consommateurs et de l'environnement.

3. La réglementation des marchés

L'État ne doit pas rester neutre vis-à-vis des pratiques commerciales des entreprises. Il s'agit à la fois de stimuler la concurrence et de maintenir ou de rétablir, là où cela est nécessaire, la confiance dans le marché.

a. Une politique de concurrence et de prix renouvelée

Sauf dysfonctionnement conjoncturel exceptionnel des marchés ou sauf déficience structurelle du marché, la politique des prix doit céder le pas à la politique de concurrence. L'Inspection de la Concurrence est intégrée dans le Conseil de la Concurrence. Ceci permet de conjuguer les efforts pour combattre les ententes sur les prix et les abus des entreprises dominantes. Si la régulation et le contrôle du jeu de la concurrence doivent être organisés de façon complémentaire et cohérente, il en est de même de la fixation des prix sur les marchés où, par exception au principe de la liberté des prix, celle-ci s'avère nécessaire.

Le Ministère de l'Économie est compétent pour préparer les règlements grand-ducaux fixant des prix maxima sur des marchés dont la structure empêche le libre jeu de la concurrence (loi du 17 mai 2004 relative à la concurrence: cas des taxis notamment). Il en contrôle l'application. En revanche, les prix administrés en raison de considérations de politique sectorielle doivent entrer dans les compétences des départements ministériels en charge de ces politiques sectorielles.

Ainsi, comme par le passé, la politique des prix des produits pétroliers est du ressort du Ministre de l'Énergie, celle des prix des auto-écoles du ressort du Ministre des Transports, celle des produits pharmaceutiques du ressort du Ministre de la Santé.

b. Des idées nouvelles pour la politique de protection des consommateurs

La législation en matière de protection des consommateurs est consolidée dans le cadre du Code de la Consommation. Celui-ci est rapidement amendé et adopté à la suite des développements communautaires qui s'annoncent. Les dispositions qui encadrent différentes pratiques de vente doivent être intégrées dans ou ajustées aux dispositions de la législation consumériste.

Dans le cadre des modes de résolution de conflits, des instruments autres que la justice classique, telle que la médiation, sont développés. Le Gouvernement établit une stratégie pour inciter les entreprises à s'engager dans cette voie, dans le secteur de la construction notamment. L'antenne luxembourgeoise du réseau européen de résolution de problèmes SOLVIT est intégrée dans la nouvelle instance de médiation.

Le comportement des consommateurs détermine largement l'offre de l'industrie et du commerce. Le Gouvernement développe un programme pour encourager la consommation responsable. Ce programme doit agir sur l'éducation du consommateur et soutenir les divers labels en matière de commerce équitable, de responsabilité sociale, ou de standards en matière de protection de l'environnement.

4. Une meilleure gouvernance de l'administration

Le Gouvernement n'est ni en faveur de moins d'État, ni en faveur de plus d'État; il préconise un État mieux organisé. Les procédures administratives lourdes et souvent mal maîtrisées sont coûteuses et décourageantes, tout autant pour les citoyens que pour les entreprises.

L'Internet offre les possibilités pour flécher les chemins administratifs et baliser la démarche à entreprendre. Afin que le guichet unique électronique puisse donner l'assistance nécessaire aux entreprises, que ce soit au moment de leur création ou dans une autre situation, la gouvernance électronique doit être pleinement intégrée dans les plans de réforme administrative.

Le Gouvernement élabore une loi spécifique relative à l'archivage électronique et au nouveau métier de prestataire de services de numérisation et d'archivage. Le développement de l'administration électronique ouvre en effet à un certain nombre de prestataires de nouvelles opportunités pour la création de services innovants tels que la numérisation de documents, l'archivage de documents numérisés voire la gestion de l'archivage de documents numérisés pour le compte de tiers. La législation actuellement en vigueur date de 1986 et réglemente de façon générale l'archivage, mais non spécifiquement l'archivage électronique.

Le Gouvernement crée le cadre réglementaire nécessaire pour la mise en place d'un recommandé électronique qui prend toute son importance notamment avec les nouveaux services publics offerts en ligne.

Le Gouvernement envisage d'adapter la loi relative au commerce électronique, qui a également fourni le cadre légal pour la signature électronique, aux nouveaux besoins des citoyens, des administrations et des acteurs économiques tout en tenant compte des discussions au niveau européen en vue de faciliter l'éventuelle mise en œuvre d'une version simplifiée de la signature électronique.

Le Gouvernement met en œuvre le Plan directeur national pour la Sécurité des Systèmes et Réseaux d'Information qui est adapté en fonction des nécessités qui résultent de l'évolution des risques liés à la sécurité de l'information ainsi que des contraintes internationales émergentes. Ceci comprend la création des compétences essentielles et la mise en place des structures nécessaires ainsi que la coordination avec d'autres entités et structures existantes.

Dans ce même contexte, le Gouvernement poursuit ses efforts en matière de prévention aux risques liés à la société de l'information ainsi que de sensibilisation du grand public via la structure CASES (Cyberworld Awareness Security Enhancement Structure). À cet effet, des synergies sont à mettre en place entre différentes initiatives telles que CASES, LuSI (Luxembourg Safer Internet), le GIE dans le domaine de la sécurité de l'information, et la Commission nationale pour la Protection des Données (CNPD).

Fort de la conviction que tous les citoyens doivent avoir accès, à des conditions raisonnables, aux multiples sources d'informations véhiculés et disponibles à travers les TIC et notamment Internet, le Gouverne-

ment soutient les initiatives favorisant une éducation critique de l'utilisation des médias.

Il appuie les efforts visant une simplification tarifaire dans le domaine des TIC.

Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

I. Éducation nationale

L'éducation est un enjeu décisif de l'avenir du pays. Il s'agit de qualifier au plus haut niveau possible les résidents afin de faire face aux besoins d'une économie qui se veut compétitive et qui a besoin de toujours plus de qualification. En même temps il s'agit de développer les compétences qui permettent à chacun de participer aux débats d'une société démocratique et d'exercer ses droits de citoyen.

Certes, l'école ne peut pas résoudre tous les problèmes d'une société, mais elle est un élément clé pour répondre aux défis de l'adaptation nécessaire d'un pays aux changements d'ordre socio-économique, technologique, culturel et démographique.

Il faut un engagement sans faille pour une école de la réussite avec l'objectif d'amener le plus grand nombre à un diplôme de niveau bac ou équivalent et 50% d'une cohorte à un diplôme de bac plus pour répondre aux exigences du marché du travail. Parallèlement, il faut endiguer l'échec scolaire et réduire le nombre de décrocheurs qui quittent l'école sans avoir obtenu de qualification.

Pour atteindre ces objectifs, les réformes engagées seront poursuivies et développées. Les offres de formation tout au long de la vie seront étendues et ancrées dans un concept de Life Long Learning.

La formation initiale doit être conçue comme le point de départ de la formation tout au long de la vie. Face au développement technologique et à la multiplication des savoirs, il faut définir les compétences qui permettent aux jeunes de s'engager avec succès dans un projet de vie.

1. Compétences

Il n'y a pas de compétences sans savoirs: les programmes seront fixés de manière à favoriser le travail interdisciplinaire. En effet, outre des compétences en langues, mathématiques, sciences naturelles, sciences humaines, les élèves doivent maîtriser les nouvelles technologies. Ils doivent être initiés à l'éducation au développement durable, à l'éducation aux médias, ils doivent être encouragés à la créativité, à développer une sensibilité aux arts, ils doivent être préparés au monde du travail, connaître la variété des métiers. Ils doivent recevoir une éducation citoyenne, une éducation à une vie saine et à la santé. Il est évident que tous ces objectifs ne peuvent être poursuivis que dans une approche commune de toutes les disciplines et la conjugaison de tous dans un but commun.

L'école s'ouvrira: les intervenants du monde politique, social, économique et culturel seront les bienvenus à l'école pour informer et s'échanger avec les communautés scolaires. Cet échange devra toujours être préparé et encadré afin de garantir que la neutralité et l'objectivité des informations soient garanties. Les élèves et les enseignants sortiront également de l'école pour mieux connaître le monde économique, social et culturel. Le parcours scolaire des élèves devra être organisé de façon que chaque élève ait eu des contacts avec le monde du travail et qu'il ait fait connaissance avec plusieurs institutions culturelles.

Les écoles et lycées sont encouragés à conclure des accords de partenariat avec des établissements scolaires de la Grande Région.

2. Enseignement des langues

Le multilinguisme est un atout pour les habitants du pays. Il faut le préserver, tout en veillant à ce que l'enseignement multilingue ne constitue pas un obstacle infranchissable pour un grand nombre d'élèves d'accéder à une qualification. Voilà pourquoi l'enseignement des langues est aménagé de manière à donner à tous les élèves de l'école luxembourgeoise des compétences dans les trois langues du pays, de permettre l'apprentissage de l'anglais au plus grand nombre et de valoriser les langues maternelles autres que les langues de l'école.

Il est illusoire de prétendre que les élèves de l'école luxembourgeoise ont des compétences identiques dans les langues. Des niveaux de compétence langagière seront définis pour les différentes filières. Pour les formations secondaires qui donnent accès aux études supérieures, il sera exigé, en plus de compétences dans toutes les langues de l'école, une bonne maîtrise (niveau C du Cadre européen de référence) dans au moins une langue, qui sera celle dans laquelle seront poursuivies des études.

3. Langue luxembourgeoise

Alors que chaque année un grand nombre d'enfants nouvellement arrivés au pays sont scolarisés tant dans les écoles fondamentales que dans les lycées, il importe de les rendre aptes à comprendre et parler le luxembourgeois.

Le luxembourgeois, qui est une des langues de l'école, est enseigné comme langue de communication à l'école fondamentale dès l'enseignement précoce. L'oral est privilégié. Les objectifs à atteindre sont définis, du matériel didactique ainsi que des conseils didactiques pour l'enseignement du luxembourgeois comme langue étrangère sont mis à disposition des enseignants.

À l'enseignement secondaire, une option «langue et culture luxembourgeoise» sera proposée aux élèves de la division supérieure. Cette première expérience sera mise en place et évaluée.

4. Enseignement fondamental

La réforme de l'école fondamentale entrera en vigueur à la rentrée 2009. Il sera veillé à l'exécution de toutes les dispositions. Un premier bilan sera dressé après 3 ans. En attendant, les conditions de formation et de statut d'un directeur d'école seront désormais examinées. Lors d'une future adaptation de la loi, les écoles d'une certaine taille pourraient opter pour une direction à plein temps. Parallèlement, le rôle de l'inspecteur, notamment ses relations avec l'Agence pour le développement de la qualité nouvellement créée, sera précisé.

Il apparaît d'ores et déjà que la reprise par l'État de certains intervenants sous statut communal rendra nécessaire des adaptations législatives afin de permettre le changement de statut du fonctionnaire communal vers celui de fonctionnaire de l'État.

L'évaluation formative des élèves est mise en place progressivement à l'école fondamentale. Elle est au service de l'apprentissage et permet de suivre les progrès des élèves, d'intervenir pour les pousser à aller plus loin et de les aider à surmonter les difficultés qui apparaissent. Le profil de l'élève qui s'établit ainsi au cours de sa scolarisation à l'école fondamentale sera une aide précieuse dans l'orientation des élèves après le cycle 4.

La procédure d'orientation de l'enseignement fondamental vers le secondaire sera réaménagée. Elle se fera en fonction des intérêts et des compétences des élèves, le poids des compétences langagières en tant que critère d'orientation sera diminué.

5. Enseignement secondaire

Le passage du secondaire technique vers le secondaire classique, qui est rare dans tous les lycées, se fait plus fréquemment dans les lycées dits mixtes. Voilà pourquoi tous les lycées secondaires qui accueillent des classes du cycle inférieur classique, créeront également des classes du régime technique. Il sera veillé à doter de manière équivalente tous les lycées en ressources techniques, administratives et d'encadrement.

Les réformes initiées à l'école fondamentale devront trouver leur prolongement au cycle inférieur du secondaire. L'expérience du projet pilote PROCI (projet pilote cycle inférieur) et du «Neie Lycée» permet d'identifier les mesures qui doivent être généralisées. Ainsi, dans le souci de faciliter leur adaptation à un entourage différent, les élèves des classes de VIIe seront mieux encadrés. Des équipes restreintes d'enseignants les accompagneront, un tutorat sera institué. Pour permettre aux élèves d'acquérir les socles de compétences, les apprentissages seront organisés en cycles.

Programme gouvernemental annexé à la déclaration gouvernementale de Monsieur le Premier Ministre

La loi sur l'enseignement technique, tronquée depuis le vote de la loi sur la formation professionnelle, sera remaniée. Dans ce cadre il y a lieu de modifier la dénomination des différentes filières de formation. Le régime préparatoire sera organisé comme une voie pédagogique du cycle inférieur. Des mesures spécifiques seront mises en place pour éviter le redoublement, soit, au cas où le redoublement s'avère indispensable, pour assurer que les élèves progressent sans tourner en rond.

Les principes de l'apprentissage par compétence et de l'autonomie des apprenants devront trouver leur répercussion dans les programmes et les méthodes de la division supérieure.

L'organisation en trimestres pourra être remplacée par une organisation en semestres.

Il s'avère qu'une spécialisation poussée au niveau du cycle supérieur ne constitue pas la meilleure préparation des élèves aux études supérieures. L'organisation des classes supérieures sera donc repensée afin de mieux préparer les élèves aux études supérieures.

La nouvelle organisation devra initier les élèves au travail de recherche, de documentation et de synthèse à réaliser en autonomie, leur permettre des parcours individualisés, en fixant pour tous un tronc commun des compétences indispensables à la fin de l'enseignement secondaire et en leur offrant des branches optionnelles, voire un enseignement de différentes disciplines à niveau standard ou à niveau avancé. Cette organisation, qui sera du moins en partie modulaire, permettra une spécialisation modérée, sans pour autant hypothéquer l'orientation future des études.

Les compétences attendues aux différents niveaux de scolarité sont fixées par les règlements; les diplômes certifient les niveaux atteints à la fin du parcours scolaire. Le supplément au diplôme de fin d'études renseignera sur les niveaux de compétence en langues atteints individuellement.

Ce type de certification doit renseigner sur les acquis de l'élève et s'inscrire dans une perspective de formation permanente, chacun ayant le droit de continuer sa formation sur base des certifications antérieures.

6. Éducation aux valeurs

Les partis de la coalition se mettent d'accord pour le maintien du statu quo, à savoir le parallélisme et la liberté de choix entre le cours de formation morale et sociale et le cours d'instruction religieuse et morale.

Si toutefois, en cours de période législative, des changements à ce propos s'avéraient nécessaires en raison d'évolutions ou d'événements indépendants de la volonté du Gouvernement, toute modification afférente fera l'objet de négociations préalables du Gouvernement avec les Églises et Cultes concernés.

7. Travail enseignant

Il appartient aux enseignants d'adapter leurs méthodes d'enseignement et de guider les apprentissages des élèves pour que les jeunes quittent le système avec un niveau de compétence optimal par rapport à leurs potentialités. Ceci demande de la part des enseignants un grand professionnalisme qu'il s'agit de développer en permanence. Le métier d'enseignant continue à changer: l'enseignant ne doit pas seulement transmettre du savoir, il est aussi pédagogue. Pour amener les élèves à faire des efforts et à se mobiliser pour apprendre, il faut créer à l'école une atmosphère de travail et de confiance, qui demande la participation de tous. Voilà pourquoi le travail en équipe est essentiel: toutes les écoles doivent développer des stratégies et des projets pour instaurer un climat de convivialité et de soutien au travail et associer les parents des élèves.

8. Monitoring

Les écoles disposent d'une relative autonomie qui leur est accordée par la loi. Elles ont l'obligation de la mettre à profit pour faire réussir leurs élèves. Pour renseigner les communautés scolaires sur leurs performances et pour permettre au ministère d'assurer le pilotage du système éducatif, le monitoring sera développé: outre la participa-

tion aux études internationales, telles PISA (*Programme for International Student Assessment*) et PIRLS (*Progress in International Reading Literacy Study*), il consiste en une évaluation pluriannuelle, réalisée par un institut universitaire en exécution d'une convention conclue avec le Ministère de l'Éducation nationale. À l'aide des informations recueillies grâce aux évaluations, les communautés scolaires développeront des projets pour assurer la qualité de l'enseignement et la réussite des élèves.

L'innovation pédagogique est encouragée: des projets pilotes peuvent être initiés par les communautés scolaires; des dérogations par rapport aux règlements en vigueur peuvent leur être accordées. Ces projets devront toujours être accompagnés et évalués, afin que le transfert de pratiques innovantes à d'autres écoles soit possible.

9. École pour tous les élèves

L'hétérogénéité des élèves constitue sans aucun doute le plus grand défi que l'école luxembourgeoise se doit de relever. Chaque enfant est différent, à la différence de capacité et de talent, viennent s'ajouter les différences socio-culturelles et les différences linguistiques. Il faut donc que l'enseignant, qui doit aider l'élève à réussir, différencie son enseignement et l'aide à progresser dans son apprentissage et à atteindre le niveau de compétence requis.

Certains enfants présentent des difficultés d'apprentissage ou de comportement. La collaboration de tous les services permettra un dépistage précoce de ces difficultés et une prise en charge améliorée des enfants. Pour qu'ils suivent avec succès l'enseignement, l'école doit s'associer avec les différents spécialistes, qui se concerteront autour de l'enfant et de ses parents. Les équipes multiprofessionnelles, instaurées par la loi sur l'enseignement fondamental, seront mises en mesure d'exécuter ces missions. Un dispositif analogue sera créé pour les élèves de l'enseignement secondaire.

Les parents des enfants présentant un handicap ont le droit d'opter pour un enseignement dans une école spécialisée ou dans une classe d'une école fondamentale, respectivement d'un lycée. Les aides et soutiens pour ces enfants seront renforcés. Au fur et à mesure de la disponibilité des infrastructures nécessaires, les classes de l'Éducation différenciée seront intégrées dans les écoles fondamentales et les lycées. Une planification pluriannuelle sera établie et la loi sur l'Éducation différenciée sera réformée dans ce sens. Pour que ces enfants ne soient pas seulement scolarisés, mais qu'ils puissent accéder à une qualification reconnue, le relevé des moyens accessoires que les élèves sont autorisés à utiliser en classe sera établi, les mesures compensatoires ou dérogations qui peuvent leur être accordées seront précisées.

10. Réforme du stage pédagogique

La mise en place du processus de Bologne dans les universités nécessite à moyen terme des adaptations substantielles dans la formation initiale des professeurs. Elle aura pour conséquence une réforme fondamentale de la procédure d'accès à la fonction.

En attendant, vu les difficultés d'organiser un stage pédagogique pour 190 stagiaires, alors qu'il était conçu pour en former quelque 90, il est impérieux d'apporter des modifications au stage actuel.

Il s'agit d'une part d'éviter une surcharge de travail aux stagiaires et d'autre part d'agencer les responsabilités entre les différents intervenants. Le stage pédagogique est censé former des praticiens réflexifs: il est donc indispensable que les stagiaires puissent intervenir en première année sur le terrain pour acquérir cette pratique, sous la tutelle d'un tuteur qui les conseille et les supervise. La deuxième année de stage sera davantage consacrée à la formation théorique assurée par l'Université du Luxembourg.

11. Partenariat avec les parents d'élèves

Le partenariat entre les écoles et les parents d'élèves est inscrit dans tous les textes sur l'école. Ce partenariat doit être vécu au quotidien dans l'intérêt des enfants et nécessite un engagement des deux parties et la volonté de collaborer, de s'échanger et d'être à l'écoute l'un de l'autre. Ce partenariat s'exerce tant au niveau individuel autour de l'enfant entre ses parents et ses enseignants, qu'au niveau institutionnel entre l'institution enseignante et l'organisation représentative des parents.

Pour permettre au partenariat de se développer au niveau national, le Gouvernement mettra à disposition des ressources et moyens nécessaires.

12. Formation tout au long de la vie

Une bonne formation initiale est indispensable, tout aussi nécessaire est la formation continue, l'apprentissage tout au long de la vie.

L'offre en formation continue augmente, tout comme le nombre des inscriptions.

Il s'agit maintenant de donner à ce secteur de la formation un cadre qui lui donne une plus grande visibilité et une plus grande efficacité.

La stratégie cohérente pour le Life Long Learning implique un service de conseil au LLL, où sont réunies toutes les informations sur les possibilités de se former, de faire valider ses acquis de l'expérience et de faire reconnaître et certifier les formations suivies.

Les efforts en vue de la mise en place et le développement d'une pédagogie adaptée aux adultes seront continués, des possibilités accrues de formation à distance ou d'autoformations guidées seront offertes.

Toutes ces mesures seront inscrites dans une stratégie nationale pour le LLL en concertation avec tous les partenaires.

13. Formation professionnelle

La réforme de la formation professionnelle entrera en vigueur à la rentrée 2010/2011. Les travaux de préparation avancent, les enseignants aussi bien que les représentants des chambres professionnelles, qui sont les partenaires de l'école, sont impliqués dans la mise en œuvre. L'information sur les offres en formation sera fournie aux élèves aussi bien qu'à leurs parents. Le grand défi sera d'atteindre l'adéquation entre les demandes des élèves et les offres qui leur sont proposées. Trop souvent les élèves sont insuffisamment informés sur les professions et les métiers pour lesquels ils peuvent opter.

Voilà pourquoi les services d'orientation seront réorganisés.

Les efforts de tous les services d'orientation seront réunis. Une structure commune devra disposer de toutes les informations sur les possibilités d'étudier et de se former, tant en formation initiale qu'en formation continue. Cette structure commune disposera d'antennes décentralisées où les collaborateurs des Services de psychologie et d'orientation scolaires, de l'Action locale pour Jeunes, du Centre de Documentation et d'Information sur l'Enseignement Supérieur et de l'Administration de l'Emploi se partageront la responsabilité d'accueillir les apprenants et de leur fournir des conseils et des informations.

L'Observatoire de la formation, initié par l'INFP (Institut National pour le Développement de la Formation professionnelle continue), sera finalisé pour mettre à disposition des services d'orientation et des écoles les informations sur l'évolution des besoins en formation. Il recueillera les données sur le suivi des carrières professionnelles des jeunes sortis de l'école et sur les formations continues des personnes actives pour dresser les profils des compétences attendues sur le marché du travail.

14. Encadrement des élèves en dehors des heures de classe

Le nombre d'enfants accueillis dans des structures d'accueil augmente.

L'échange et la collaboration entre les maisons relais et les écoles seront intensifiés. La mission éducative des structures d'accueil sera précisée, elle sera complémentaire à celle des écoles.

Les communes qui voudront créer des écoles à journée continue seront encouragées. Elles recevront les mêmes aides pour le financement des locaux destinés à l'encadrement que pour les maisons relais.

Le subventionnement des infrastructures scolaires sera revu afin de tenir compte des besoins nouveaux. À cette fin un groupe de travail État-communes définira les critères d'attribution.

Des internats de faible capacité devront être créés pour accueillir des enfants scolarisés au primaire.

15. Offre scolaire

Le Gouvernement veillera à la diversité de l'offre scolaire, tant par le financement des écoles privées que par la mise en place d'offres scolaires variées au sein de l'école publique.

Une loi établira le fonctionnement du lycée sportif: des infrastructures définitives seront mises en place.

II. Sports

Le Gouvernement s'engage à multiplier et à diversifier les mesures en faveur d'une large participation de la population aux activités sportives formelles et informelles. Ces mesures s'adressent essentiellement aux jeunes par le biais d'un partenariat avec les communes et avec le monde sportif. Le Gouvernement maintient son engagement pour le Plan national d'action «Gesond léesen, méi bewegen» et proposera des projets-pilote innovants.

Le Gouvernement prendra des initiatives en faveur du bénévolat permettant d'aider les clubs sportifs et témoignant d'une reconnaissance aux bénévoles méritants. L'extension du système des «chèques service accueil» aux associations sportives, offrant à la fois animation et formation sportive, constitue une plateforme idéale de recrutement de jeunes.

Avec le concours de l'École nationale de l'Éducation physique et des Sports (ENEPS), le Gouvernement assurera le fonctionnement de toutes les composantes du mouvement sportif, moyennant un encadrement qualifié et professionnel sur le plan technique et administratif.

Une place appropriée doit être accordée à l'éducation sportive dans la formation initiale des instituteurs. Les activités sportives sont encouragées. Le Gouvernement réfléchira sur l'extension de l'offre sportive para-et périscolaire, notamment dans les structures d'accueil, et sur l'opportunité de recourir à des personnes, dont la carrière reste à définir, ayant une spécialisation en sports pour assurer l'encadrement de ces activités.

Une cellule d'assistance administrative et logistique au profit des fédérations sportives est à concevoir dans le cadre de la Maison des Sports.

La promotion du sport de haut niveau est consentie sur base de concepts fédéraux et de mesures individualisées selon les besoins de l'athlète.

La structure «Sport-Etudes», toute récente dans notre paysage éducatif, offre un concept pédagogique aux jeunes sportifs talentueux leur permettant de concilier les contraintes d'un entraînement intense avec celles d'un enseignement régulier. Le «Sportslycée» est institutionnalisé par des autorisations légales pour la création de l'école et pour la réalisation de ses infrastructures, incluant un internat. L'encadrement sportif du «Sportslycée» est à organiser en étroite collaboration avec le Comité olympique et Sportif luxembourgeois (COSL) et les fédérations sportives.

Les dispositions légales et réglementaires régissant le congé sportif sont à revoir et à adapter aux besoins réels.

La loi du 29 novembre 1988 portant organisation de la structure administrative de l'éducation physique et des sports est à revoir en fonction des évolutions et des nécessités réactualisées.

Pour assurer au COSL les ressources financières nécessaires à son bon fonctionnement, il est important que la législation sur les jeux de hasard et les paris sportifs en rapport avec l'Œuvre nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte soit mise en œuvre à brève échéance. En tant qu'organisation faîtière du sport, le COSL reste le partenaire privilégié du Gouvernement.

L'infrastructure sportive est développée par la réalisation des programmes quinquennaux, le 8^e à parachever, le 9^e en cours de réalisation et le 10^e programmé à réaliser à partir de 2013. Ces programmes sont établis en étroite collaboration avec le Ministère ayant l'Aménagement du Territoire dans ses compétences.

Dans le souci de fournir progressivement à l'ensemble des disciplines sportives un équipement de caractère national, la nouvelle piste cycliste couverte à Cessange doit être réalisée dans les meilleurs délais. Une priorité est accordée aux infrastructures d'envergure nationale qui ne sont pas encore en place.

Dans le cadre de l'urbanisation des friches de Belval, il y a lieu de réaliser un centre sportif régional essentiellement pour les élèves des lycées et les étudiants de l'Université. Une démarche similaire s'impose dans la «Nordstad» en raison de déficits avérés en installations sportives scolaires.

Les équipements en place surannés seront renouvelés ou remplacés par des infrastructures nouvelles, fonctionnelles et sobres. Il sera veillé à leur pleine utilisation. L'aménagement d'un environnement propice à l'activité sportive récréative de loisir et de santé est à encourager au niveau communal.

Le Gouvernement, en accord avec les principes de l'aménagement du territoire, a désigné Livange comme lieu d'implantation du stade national de football dans le cadre d'un nouvel ensemble commercial. Le Gouvernement accompagnera la Fédération de Football pour ses arrangements conventionnels avec le promoteur qui mettra le stade à la disposition de la FLF.

La réouverture de la Base nautique à Lultzhausen entraînera une augmentation et une diversification des utilisateurs. De ce fait, il sera procédé à une réorganisation de son fonctionnement selon le modèle de la gestion séparée.

Les efforts en faveur des personnes handicapées sont accentués pour permettre à tout un chacun de profiter des bienfaits des activités sportives. Les équipements sportifs doivent répondre aux nécessités des personnes à mobilité réduite, à l'instar de ceux du «Rehazenter» avec lequel une convention de mise à disposition est signée.

Les examens médico-sportifs sont diversifiés et adaptés dans l'intérêt de la santé des sportifs. Pour une meilleure prévention, il faut intensifier les travaux de recherche afférents en coopération étroite avec le milieu hospitalier et le Centre de Recherche public Santé.

Le Gouvernement soutient la lutte contre le dopage et aidera l'Agence luxembourgeoise Antidopage à se conformer aux obligations croissantes des instances internationales.

Le Traité de Lisbonne, une fois ratifié, va donner une assise formelle au sport au sein de l'Union européenne. Dès à présent, les principes communautaires influent sur l'organisation et le fonctionnement du monde sportif sans tenir compte suffisamment des spécificités du secteur sportif. Le Gouvernement entend encadrer les organismes nationaux, leur permettant ainsi à se conformer aux règles issues des jurisprudences de la Cour de Justice des Communautés européennes.

Le Gouvernement continue à supporter les démarches pour héberger le siège officiel de l'un ou l'autre organisme fédéral européen ou international et accueille favorablement les demandes afférentes.

Le Gouvernement soutient le Centre national sportif et culturel «Coque» dans sa gestion administrative et financière.

Il fait en outre appel au Conseil supérieur des Sports pour ses conseils et avis de même que pour ses propositions de répartition des fonds budgétaires au mouvement sportif.

Ministère de l'Égalité des Chances

1. Généralités

La politique de l'égalité des femmes et des hommes des dernières années a été évaluée dans le contexte du 5^e rapport portant sur la mise en œuvre de la Convention pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) et de l'examen de ce rapport en 2008 par le Comité de suivi de la convention. En général, le Comité a noté une évolution positive de la situation des femmes. Il a pourtant émis des recommandations d'actions concrètes pour atteindre l'égalité de droit et de fait, notamment en matière de sensibilisation, d'information et de formation des responsables politiques, de la magistrature, de l'enseignement et de la police. Ainsi, il a conseillé au Gouvernement de reconduire son plan d'action national d'égalité 2006-2009. La structure du plan d'action et la double approche - intégration de la dimension du genre dans les mesures politiques et actions spécifiques en faveur de l'un ou de l'autre sexe - ont été confirmées par l'évaluation.

Différents domaines d'action demandent pourtant encore une intervention politique particulière étant donné qu'ils influencent l'évolution de la situation des femmes. Ce sont notamment l'éducation, la formation, la santé et la sécurité sociale, le travail, la lutte contre la violence, le risque de pauvreté et le changement de mentalité et de comportement.

2. Plan d'action national d'égalité

Pour répondre aux recommandations du Comité précité, le Gouvernement procédera à la reconduction du Plan d'action national d'égalité des femmes et des hommes. Les domaines de l'action politique porteront sur les douze thèmes critiques de la plateforme d'action de Pékin (ONU) et couvriront les engagements internationaux, notamment la

mise en œuvre des politiques européennes (Union européenne et Conseil de l'Europe) en matière d'égalité des femmes et des hommes, ainsi que celle de la CEDAW (rapport pour mars 2014) et de la Convention des droits de l'Homme (EPU, examen périodique universel en 2012) qui demandent un suivi détaillé en matière de l'égalité des femmes et des hommes.

3. Renforcement de la structure politique

En tant que mécanisme institutionnel national, le ministère en charge de l'égalité des femmes et des hommes exercera un rôle de coordinateur des actions politiques nationales et représentera le Gouvernement au niveau international dans le domaine de l'égalité des femmes et des hommes. Les ministères assureront la mise en œuvre des actions politiques de leur(s) département(s) respectif(s). Le suivi de leurs plans d'actions internes se fera sous la direction des cellules de compétences en genre des ministères. Chaque ministère sera représenté au Comité interministériel de l'Égalité des Femmes et des Hommes par un fonctionnaire investi de pouvoirs décisionnels. La politique du *gender mainstreaming* et des actions positives sera poursuivie. Le plan d'action sera suivi scientifiquement et évalué pour la fin de l'année 2013. Les formations en matière d'intégration de la dimension du genre dans les actions politiques seront intensifiées dans le cadre de l'offre de l'Institut national d'Administration publique (INAP).

4. Domaines d'actions et mesures précises

Le plan d'action couvrira les douze domaines critiques de la plateforme d'action de Pékin.

a. Pauvreté et lutte contre l'exclusion sociale

Pour éviter une précarisation des personnes présentant des interruptions de leur carrière d'assurance, le Gouvernement entend promouvoir la création de droits personnels dans la Sécurité sociale.

Par ailleurs, le Gouvernement veillera à l'adoption du projet de loi sur l'aide sociale qui apportera des réponses aux besoins des femmes et des hommes en situation de détresse.

Le Gouvernement effectuera un suivi sous l'aspect du genre des mesures de lutte contre la pauvreté et le chômage et des mesures d'emploi pour faire face à la crise économique.

Les législations en matière d'immigration et d'intégration seront analysées sous l'aspect du genre. En ce faisant, le Gouvernement se dotera d'une meilleure connaissance de la situation des personnes immigrées et des demandeurs d'asile.

b. Éducation, formation et recherche

Le Gouvernement a l'intention d'introduire dans les curricula de formation du personnel enseignant une formation obligatoire en matière d'égalité des femmes et des hommes, qui permettra de mettre en œuvre les objectifs en matière d'égalité des femmes et des hommes.

La dimension du genre sera intégrée comme axe horizontal et vertical dans les formations universitaires et les activités de recherche de l'Université du Luxembourg.

Une analyse sous l'aspect du genre permettra de connaître l'impact des textes légaux adoptés pendant la période législative 2004-2009: formation professionnelle continue, école fondamentale, école préscolaire et primaire fondée sur la pédagogie inclusive, école de la deuxième chance. Dans ce contexte, le Gouvernement veillera à la prise en compte de l'aspect du genre par le personnel enseignant, notamment en ce qui concerne l'acquisition des compétences, le choix des formations professionnelles continues et l'amélioration de l'employabilité. Par ailleurs, le Gouvernement fera analyser l'effet des lois sur l'éducation, la formation et l'égalité des chances des personnes immigrées.

Afin de diversifier les choix scolaires et professionnels des filles et des garçons et de les orienter vers des professions et métiers atypiques la collaboration entre les acteurs en matière d'orientation sera intensifiée, le «*girls' day - boys' day*» sera généralisé, la sensibilisation en matière d'égalité des femmes et des hommes à l'intention des personnes chargées de l'orientation professionnelle sera institutionnalisée, les métiers dans lesquels un grand nombre de postes d'apprentissage restent inoccupés seront promus.

c. Santé

Le Gouvernement s'engage à réviser la loi sur l'interruption volontaire de la grossesse.

L'éducation à la sexualité en milieu scolaire sera systématisée à tous les niveaux et ses enseignements feront partie intégrante des curricula dans l'enseignement fondamental. Dans la lutte contre les maladies sexuellement transmissibles (MST), l'accès à des préservatifs sera garanti. Il en sera de même pour d'autres contraceptifs afin d'éviter des grossesses non désirées. Un accent particulier sera aussi mis sur la lutte contre le SIDA.

Le Gouvernement prendra en compte les besoins spécifiques des femmes et des hommes dans les politiques de la santé en développant, en collaboration avec le Ministère de la Santé, un programme d'action avec comme priorités la lutte contre les cancers, les maladies cardiovasculaires et le tabagisme ainsi que la promotion de l'alimentation saine, de l'activité physique et de la santé mentale.

d. Violence, traite, prostitution

En tenant compte de l'évaluation de juin 2009 de la législation sur la violence domestique, le Gouvernement procédera à une révision de la loi du 8 septembre 2003 sur la violence domestique, en prévoyant notamment l'introduction d'une zone de protection («*Bannmeile*»).

Un suivi de la loi du 8 mai 2009 sur l'assistance, la protection et la sécurité des victimes de la traite des êtres humains et modifiant le nouveau code de procédure civile sera entamé pour connaître l'impact de la législation en matière de protection des victimes.

Le Gouvernement fera par ailleurs un suivi scientifique du phénomène de la prostitution pour connaître l'évolution de la prostitution au niveau national et local. Il analysera dans ce contexte des alternatives au modèle dit «suédois».

e. Coopération

Le Gouvernement systématisera l'inclusion de la dimension du genre dans les projets de coopération pour mieux répondre aux Objectifs du Millénaire pour le développement.

f. Monde économique

Afin d'aboutir à la suppression des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes, le dispositif légal existant, notamment en matière de négociation collective, sera revu en vue de renforcer les obligations relatives à la mise en œuvre de l'égalité salariale et en vue d'inciter les entreprises à une obligation de résultats pour atteindre les objectifs fixés en la matière.

Pour diminuer l'écart de salaire entre les femmes et les hommes pour un travail égal ou de valeur égale les outils suivants seront mis à disposition des partenaires sociaux: outil d'autoévaluation des structures de salaire pour les entreprises de plus de 50 salariés et outil suisse LOGIB («*Lohnungleichheitsinstrument Bund*»), en collaboration avec le STATEC.

Le Gouvernement fera publier un guide sur l'égalité de salaire entre femmes et hommes et offrira des cours de formation sur l'évaluation et la classification des fonctions neutres par rapport au genre en collaboration avec les syndicats et le patronat.

Le Gouvernement envisage une révision du congé parental suite à la signature du nouvel accord-cadre signé par les partenaires sociaux le 18 juin 2009.

La directive 2006/54/CE relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité des chances et de l'égalité de traitement entre hommes et femmes en matière d'emploi et de travail (refonte) sera transposée.

Une révision de la législation concernant les actions positives dans les entreprises du secteur privé est prévue suite à l'examen des actions réalisées depuis 1999. Le programme des actions positives sera étendu au secteur public.

Le programme «actions positives dans les entreprises du secteur privé» sera poursuivi en collaboration avec les partenaires sociaux en vue d'un transfert d'expériences et de bonnes pratiques concernant les thèmes prioritaires, dont notamment l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes, l'égalité des femmes et des hommes dans la prise de décision et l'égalité des femmes et des hommes dans la conciliation de la vie professionnelle et de la vie privée.

En ce qui concerne le Plan national pour l'innovation et le plein emploi, l'approche intégrée promouvant l'égalité entre femmes et hommes sera utilisée comme guide de la mise en œuvre de l'ensemble des Lignes di-

rectrices pour l'emploi et de lutte contre la crise économique afin de maintenir, voire d'augmenter les taux d'emploi féminin et masculin.

Le Gouvernement procédera à une ventilation par sexe des données clefs de l'emploi afin de mieux analyser l'impact de la crise économique et financière sur les femmes et les hommes et de faciliter la prise de mesures pour contrecarrer les effets négatifs à l'égard de l'un ou de l'autre sexe. Il attachera une attention particulière à l'intégration de la dimension du genre dans l'offre de mesures de lutte contre le chômage en général et des jeunes en particulier.

Le Gouvernement entend analyser l'effet de la crise sur les femmes plus vulnérables.

La prise en charge des enfants scolarisés en dehors des heures de classe sera améliorée par une extension de l'offre.

Une analyse des dispositions relatives au congé parental, à l'allocation d'éducation, aux «*baby years*» et aux années d'éducation dans leur ensemble permettra au Gouvernement de connaître l'effet des mesures législatives sur la conciliation de la vie professionnelle et de la vie familiale, ainsi que sur l'évolution du taux de naissance.

Le Gouvernement prévoit une analyse du système de cotisation au niveau de l'aspect du genre et notamment au niveau des couples travaillant et cotisant à deux et du système en matière de cumuls. Il s'engage à promouvoir et à inciter la «cotisation continue» en matière de sécurité sociale en cas d'interruption de la carrière professionnelle. Dans ce contexte, il réfléchira sur l'obligation de contribution de cotisations à moyen terme et l'intervention éventuelle de l'État.

L'action contre le travail non-déclaré des femmes de ménage sera poursuivie.

La création d'entreprises par les femmes sera encouragée.

Dans le cadre des négociations concernant la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil portant modification de la directive 92/85/CEE du Conseil concernant la mise en œuvre de mesures visant à promouvoir l'amélioration de la sécurité et de la santé des travailleuses enceintes, accouchées ou allaitantes au travail, le Gouvernement s'engage à maintenir le niveau actuel de protection.

g. Prise de décision

Le Gouvernement réfléchira sur les moyens de promotion de la participation égale des femmes et des hommes à la prise de décision, et notamment sur la création d'un incitatif financier dans le cadre des lois afférentes pour amener les partis politiques à faire figurer plus de femmes sur les listes électorales.

Dans ce cadre, un état des lieux de la situation des femmes et des hommes dans la Fonction publique, les organismes paraétatiques et le secteur communal sera établi.

Le Gouvernement analysera la participation des femmes et des hommes à la prise de décision politique et économique.

Il est prévu de financer des formations pour candidates politiques et élues politiques.

h. Mécanismes institutionnels

Les structures étatiques promouvant l'égalité des femmes et des hommes seront renforcées. Le ministère en charge de l'égalité des femmes et des hommes aura le rôle de coordinateur des politiques. Des cellules de compétences fonctionneront dans chaque ministère et des comités interministériels composés de représentants de la hiérarchie des départements ministériels et dotés de pouvoirs décisionnels se réuniront régulièrement.

Un constat chiffré de la présence des femmes et des hommes aux organes de décision au Luxembourg sera dressé en collaboration avec le STATEC.

La formation obligatoire des fonctionnaires et employés publics et communaux, assurée par l'INAP, en matière de politiques d'égalité des femmes et des hommes, portera sur l'intégration de la dimension du genre, le développement de la législation et l'établissement de budgets sensibles au genre.

Programme gouvernemental annexé à la déclaration gouvernementale de Monsieur le Premier Ministre

Des cours obligatoires de formation initiale en genre seront offerts pour les fonctionnaires-stagiaires de l'État et des communes.

Des formations en genre s'adresseront également aux délégués à l'égalité dans la fonction publique, aux membres des cellules de compétences en genre, aux responsables du personnel et aux supérieurs hiérarchiques des ministères et des administrations.

Par ailleurs, le Gouvernement a l'intention d'introduire une formation obligatoire en matière d'égalité des femmes et des hommes pour le personnel de la magistrature, de la police et des établissements pénitentiaires.

Les départements ministériels seront invités à mener des projets pilotes pour connaître l'impact financier des investissements de leurs politiques sur les femmes et les hommes.

La politique de l'égalité des femmes et des hommes sera intégrée comme mission dans la loi communale. Les communes seront assistées dans l'utilisation des outils développés pour le recueil de données permettant de dresser un état des lieux de la situation des femmes et des hommes dans la commune et dans l'administration, ainsi que pour évaluer les engagements politiques.

Le Gouvernement offrira des formations portant sur la mise en œuvre d'une politique communale de l'égalité des femmes et des hommes à l'intention des responsables politiques communaux.

i. Exercice des droits fondamentaux

Le Gouvernement veillera à une adoption rapide des projets de loi sur le divorce, sur la responsabilité parentale conjointe et sur la modification de l'âge légal du mariage (titre abrégé).

Il élaborera un projet de loi portant modification de la loi sur l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes dans l'accès à des biens et services et la fourniture de biens et services (Art. 3.(4) 2^{ème} tiret) en vue d'étendre le champ d'application aux médias et à la publicité ainsi qu'à l'éducation, afin de mettre à égalité toutes les personnes quels que soient les motifs de discrimination.

j. Médias

En collaboration avec le Comité interministériel de l'Égalité des Femmes et des Hommes, le Conseil d'Éthique en Publicité et les organismes des médias, le Gouvernement élaborera un programme d'action médias et publicité concernant l'égalité de droit des femmes et des hommes.

Le Gouvernement fera un suivi du guide de la communication publique et organisera des actions de sensibilisation en faveur d'un changement de mentalité et de comportement à l'attention du grand public, des jeunes et des enfants.

k. Environnement

Les mesures réalisées dans le cadre du Plan national de Développement durable (PNDD) sous l'aspect du genre seront analysées quant à leur impact sur l'égalité des femmes et des hommes.

L'analyse portera également sur l'offre de transport en commun et l'aspect du genre.

l. Discrimination à l'égard des filles

Le manuel scolaire relatif à la convention CEDAW sera réédité pour être utilisé aux cours d'instruction civique dans les lycées et aux cours de préparation au mariage.

Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

I. Enseignement supérieur

Au vu de l'évolution démographique du pays avec sa population multiculturelle d'une part, et au vu des changements économiques nécessaires suite à l'actuelle crise d'autre part, l'enseignement supérieur,

avec sa double mission d'enseignement et de recherche, est appelé à contribuer au renforcement de la cohésion sociale ainsi qu'à l'essor économique du pays.

Dans la mesure où l'accès à l'enseignement supérieur constitue à la fois un enrichissement personnel et une chance de promotion sociale, l'enseignement supérieur contribuera à l'objectif général du Gouvernement d'accroître le pourcentage de diplômés de l'enseignement supérieur. À cette fin, l'offre des formations sera étendue, notamment au niveau du brevet de technicien supérieur; les nouvelles perspectives ouvertes grâce à la loi du 19 juin 2009 sur l'enseignement supérieur, notamment l'implication des milieux professionnels dans la définition des objectifs de formation, permettront d'élargir et d'étoffer l'offre. La poursuite de cet objectif sera accompagnée par la collecte de données fiables et pertinentes.

Par ailleurs, l'apprentissage tout au long de la vie contribuera à relever le niveau des compétences requises dans une société post-industrielle. Le Gouvernement veillera à ce que le prochain contrat de développement signé avec l'Université du Luxembourg mette un accent fort sur la formation continue et donc également sur la mise en œuvre des principes de la validation des acquis et de l'expérience tels que stipulés dans la loi sur l'Université.

Dans un souci d'accroître l'employabilité des personnes et leur mobilité, la reconnaissance des diplômés sera facilitée et restructurée, et ce avec le souci d'une plus grande transparence.

S'agissant de la mission de recherche, le Gouvernement veillera à ce que l'Université concentre les moyens sur un nombre restreint de priorités ayant un fort potentiel de développement et à ce que la recherche enrichisse l'enseignement prodigué à l'Université. Par ailleurs, l'Université sera appelée à miser davantage sur une approche interdisciplinaire lui permettant de mieux répondre aux défis sociétaux. Cependant, les dispositions retenues dans le prochain contrat de développement seront telles que l'Université sera à même de répondre de façon flexible et créative aux opportunités qui pourront se présenter à moyen terme. Ainsi, un recrutement de scientifiques de haut niveau véritablement international à tous les niveaux est essentiel en vue de développer une éclosion intellectuelle endogène, à côté du recours à des compétences externes du Luxembourg. Par ailleurs, il sera veillé à un juste équilibre entre les activités de recherche à fort potentiel d'innovation et les sciences humaines, ces dernières devant être appelées à jouer un rôle important dans la vie culturelle du pays.

Conformément aux conclusions tirées par le rapport des évaluateurs externes de l'Université, exercice d'évaluation qui sera reconduit à l'échéance 2013 avec un rapport intermédiaire en 2011, il s'est avéré que le système de gouvernance de l'Université avec un conseil de gouvernance et un rectorat forts ont permis l'essor de l'Université. Cependant, la participation et la communication interne de l'Université devront être développées. Ceci vaut également pour les efforts de structuration des étudiants au sein de l'Université.

Afin de garantir le développement durable de l'Université, l'autonomie de cette dernière sera renforcée. Ceci vaut particulièrement pour le domaine de l'enseignement dont le degré d'autonomie sera étendu en fonction des modifications nécessaires de la Constitution.

Pour ce qui est du programme spécifique de la formation des enseignants de l'enseignement fondamental, les recommandations émises par les évaluateurs externes seront mises en œuvre et la formation sera revue, et par rapport au profil de l'enseignant élaboré par l'autorité compétente et par rapport aux besoins des étudiants et des écoles en conciliant théorie et pratique. L'Université proposera une formation spécifique débouchant sur l'obtention d'un master et incluant une formation spécifique disciplinaire et pédagogique en vue de l'enseignement secondaire. Les étudiants se destinant à l'enseignement de l'allemand, de l'anglais et du français auront été en mobilité dans un pays où la langue à enseigner est langue officielle pendant au moins 4 semestres.

Pour ce qui est de la maîtrise foncière, l'Université deviendra propriétaire de son patrimoine et en assurera la gestion au sein d'une nouvelle fondation.

Afin de garantir le développement de l'Université et des centres de recherche publics ainsi que dans le souci d'une plus forte synergie entre leurs activités, synergie qui sera promue par le rapprochement géographique au sein de la «Cité des Sciences»

de Belval, celle-ci sera inaugurée dans les délais impartis.

Le site de Belval sera consolidé par l'implantation sur ce site des formations et des activités de recherche en économie ainsi que des services du décanat de la Faculté de Droit, d'Économie et de Finance de l'Université du Luxembourg.

Pour des raisons de proximité avec la place financière et les institutions judiciaires luxembourgeoises et européennes et en vue de pérenniser le site de la capitale, le centre de compétences spécialisé pour les domaines du droit et des finances sera localisé à Luxembourg-Ville y inclus les services de support nécessaires à son fonctionnement.

Dans le respect des principes énoncés ci-avant, l'Université du Luxembourg décidera, en toute autonomie, de l'organisation de ce centre de compétences et déterminera pour son fonctionnement le bon usage des facilités tant à Belval qu'à Luxembourg dans un souci d'économie et d'efficacité.

Par ailleurs, le Gouvernement continuera ses efforts en faveur de la création de logements à loyer modéré pour étudiants et chercheurs «mobiles». Cela se fera de façon décentralisée et le Gouvernement veillera à ce que l'offre corresponde à 20% des étudiants inscrits à l'Université.

II. Recherche publique

1. Développement des capacités scientifiques et technologiques

Le Gouvernement continuera sa politique visant le développement soutenu des capacités scientifiques et technologiques au sein de l'Université et des centres de recherche publics, en collaboration avec le secteur privé.

Dans la ligne des objectifs définis par le Plan national pour l'Innovation et le Plein Emploi et considérant le rôle moteur que jouent la recherche et l'innovation en faveur d'une économie compétitive basée sur le savoir et les connaissances, le Gouvernement prévoit de porter à terme l'investissement public relatif à la recherche à 1% du Produit Intérieur Brut, tout en veillant à maximiser l'efficacité des dépenses consacrées et l'efficacité de l'action engagée, dans une démarche d'évolution qui tiendra compte notamment de la capacité absorbative du dispositif national.

L'action gouvernementale, préparée avec l'assistance du Comité supérieur de la Recherche et de l'Innovation et en concertation avec le monde scientifique et économique ainsi que la société civile, se fondera sur une programmation continue (moyennant conventions pluriannuelles). Elle sera mise en œuvre avec l'assistance du Fonds National de la Recherche (FNR) et de Luxinnovation. Elle concernera à la fois la recherche à finalité économique et la recherche à finalité sociale.

2. «Triangle de la connaissance» au service de la compétitivité

Pour relancer la croissance économique à long terme, il faut accorder une importance accrue aux activités et investissements immatériels. Dans ce contexte, l'action gouvernementale s'inscrira résolument dans le cadre du concept du «triangle de la connaissance» visant à renforcer le potentiel des acteurs à produire des connaissances par la recherche, à les diffuser par l'enseignement supérieur et à les appliquer grâce à l'innovation; sa mise en œuvre requiert donc une coordination étroite et performante entre enseignement supérieur, recherche et innovation.

À cet égard, le Gouvernement vise un renforcement des efforts de synergie entre l'Université du Luxembourg et les établissements publics de recherche réalisés, d'une part, par la concertation au niveau des domaines et activités de recherche et, d'autre part, en favorisant la mobilité du personnel enseignant et des chercheurs. Ces efforts seront utilement complétés par d'autres initiatives de synergie, qui porteront notamment sur la création de plateformes d'instrumentation scientifique communes, la mise en œuvre de projets conjoints de coopération internationale mettant en exergue les aspects interdisciplinaires, ainsi que la création d'une structure commune de transfert des connaissances et de gestion de la propriété intellectuelle. Ces efforts de synergie seront catalysés par la concentration des activités au sein de la Cité des Sciences, de la Recherche et de l'Innovation, avec pour objectif la création d'un véritable campus technologique favorisant également le partenariat public-privé.

Une telle approche comporte une vision et une gestion intégrée de l'ensemble des activités composant la chaîne de valeur de

l'innovation, la valorisation des résultats des activités de recherche étant appelée à gagner en importance. La concentration de l'effort national de recherche, de développement technologique et d'innovation (RDI) sur un nombre limité de thèmes à potentiel évident, de retombée nationale et à rayonnement international contribuera à l'impact effectif de cette politique.

Dans une approche visant la meilleure adéquation possible entre, d'une part, les besoins nationaux en matière de compétences scientifiques/technologiques à moyen et long terme et, d'autre part, les orientations futures de développement économique, le Gouvernement encouragera le développement de véritables centres de compétences, sur base d'un modèle de partenariat public-privé comportant l'association du secteur privé à la définition des missions et des agendas de RDI ainsi qu'à la gestion et au financement de ces centres de compétence. Cette approche s'appuiera, entre autres, sur l'acquis des travaux des grappes technologiques, dont l'encadrement sera renforcé en vue d'une plus grande efficacité et d'une meilleure structuration des travaux.

Dans l'optique de la création de nouvelles activités économiques à haute valeur ajoutée, le Gouvernement appuiera l'esprit d'entreprise au sein des établissements publics et soutiendra leurs efforts de filialisation (sous forme de start-ups ou spin-offs). Le Gouvernement finalisera également le développement de capacités d'accueil de jeunes «start-up» et la mise en place d'un encadrement adéquat.

Dans le souci de promouvoir une politique renforcée de RDI des administrations et services gouvernementaux, le Gouvernement encouragera les efforts y relatifs par la mise à disposition coordonnée de moyens budgétaires dédiés à cet effet, gérés avec l'assistance du Fonds national de la Recherche.

Afin d'en assurer l'impact et l'efficacité, la politique de RDI ainsi que les activités développées dans ce cadre feront l'objet d'un monitoring continu et d'exercices d'évaluation périodique par des groupes d'experts internationaux indépendants; cette approche inclura, si nécessaire, une révision de la législation ayant pour objet la RDI, en particulier celle visant des éléments de valorisation des activités de recherche susceptibles de contribuer aux efforts de relance économique.

3. Caractère international

Afin de générer les effets attendus, la recherche et l'innovation doivent reposer sur des réseaux qui ne connaissent pas de frontières. Le Gouvernement continuera donc à encourager les collaborations scientifiques et la mobilité des chercheurs dans l'objectif d'une plus forte intégration des acteurs luxembourgeois à des programmes et initiatives de coopération scientifique et technologique au niveau européen voire international, notamment par le biais d'un renforcement de coopérations bilatérales. Dans le même ordre d'idées le Gouvernement étudiera, avec les partenaires de la Grande Région, le potentiel d'une programmation scientifique conjointe.

Convaincu du potentiel d'un renforcement réciproque, le Gouvernement recherchera une meilleure synergie entre les politiques nationales de RDI et d'aide au développement.

Fort de l'acquis de la coopération avec l'Agence spatiale européenne, le Gouvernement poursuivra la mise en œuvre du plan d'action national en matière de sciences et technologies spatiales, notamment par le développement renforcé d'axes stratégiques en partenariat public-privé, visant entre autres à créer des applications, produits et services récurrents et à haute valeur ajoutée sur base des infrastructures satellitaires.

4. Développement des ressources humaines scientifiques

En vue de contribuer au développement des ressources humaines de provenance intérieure et afin d'attirer et de retenir les ressources humaines indispensables pour le développement de la RDI au Luxembourg, il importe de développer un environnement propice à l'essor de l'emploi scientifique et technologique permettant de promouvoir les perspectives de carrière et la mobilité, à la fois internationale et intersectorielle, des chercheurs. À cet égard, le Gouvernement mettra en œuvre un plan d'action se fondant sur les principes y relatifs énoncés par la Commission européenne et le Conseil (initiative Gago-Biltgen sur un partenariat européen pour améliorer l'attractivité des carrières de recherche et de développement technologique, ainsi que

les conditions pour la mobilité des chercheurs en Europe). Dans ce contexte, l'action du Gouvernement visera notamment à promouvoir l'égalité d'accès des hommes et des femmes aux métiers scientifiques et techniques.

Dans le but d'une meilleure orientation, il encouragera la création d'une plateforme d'information commune - ouverte à l'Université, les centres de recherche publics et aux entreprises intéressées - sur les opportunités immédiates et les perspectives d'emploi scientifique et technologique au Luxembourg à moyen terme.

En outre, le Gouvernement continuera à promouvoir la sensibilisation des jeunes aux sciences et technologies et à encourager les actions de promotion de la culture scientifique en général.

Ministère de la Famille et de l'Intégration

1. Généralités

Dans le contexte de la crise financière et économique internationale qui vient de frapper également le Luxembourg, le Gouvernement s'engage à continuer sa politique sociale en faveur des familles de manière cohérente et durable, et cela tout particulièrement en faveur de celles qui sont exposées à un risque accru de pauvreté. Il est un fait que les transferts sociaux continueront à agir largement sur le taux de risque de pauvreté et le maintiennent à un niveau assez faible.

Par ailleurs, l'objectif prioritaire de la politique familiale restera la réalisation d'une meilleure conciliation entre la vie familiale et la vie professionnelle, notamment par le biais d'une extension de l'offre des structures d'accueil pour enfants, caractérisées par un mode de fonctionnement flexible, un niveau de qualité élevé et des prix abordables.

La cohésion sociale constitue une des finalités de toute action politique et le Gouvernement œuvrera pour l'amélioration de la situation des ménages, tout en ciblant encore davantage son action en faveur des personnes en situation de détresse ou exposées à un risque d'exclusion sociale.

2. Une politique pour les personnes handicapées

Le Gouvernement transposera la Convention internationale de l'ONU relative aux droits des personnes handicapées, signée en date du 30 mars 2007 et le protocole additionnel. Cette Convention constitue un instrument de droit international à caractère contraignant visant la mise en œuvre des droits des personnes handicapées. Elle impose tout un ensemble d'obligations générales aux États Parties pour permettre aux personnes handicapées un exercice effectif de leurs droits.

Sur base des expériences faites dans d'autres pays européens, notamment en ce qui concerne les budgets personnalisés accordés aux personnes handicapées et les principes régissant les mesures de compensation du handicap, le Gouvernement élaborera une loi-cadre Handicap proposant un concept global d'intégration et de non-discrimination des personnes handicapées.

Le Gouvernement déposera un projet de loi portant révision de la loi du 12 septembre 2003 relative au revenu des personnes handicapées, qui introduira entre autres un loyer au profit des personnes handicapées à l'instar des dispositions prévues par la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti.

À côté de l'extension des structures de travail protégé selon le principe de la régionalisation, le Gouvernement réfléchira sur d'autres mesures incitatives visant à augmenter le taux d'emploi des travailleurs handicapés. La création de structures de formation augmentera les chances d'intégration des travailleurs handicapés dans le marché de l'emploi ordinaire.

Une nouvelle convention relative à l'accompagnement socio-pédagogique (ASP) sera mise en place. Conçus sur base d'une évaluation structurée des besoins en encadrement des personnes handicapées et d'une analyse des frais encourus par les différents gestionnaires, les nouveaux forfaits journaliers couvriront l'ensemble des frais de fonctionnement et de personnel liés à l'accueil d'une personne en structure d'hébergement et/ou en structure d'activités de jour.

Le Gouvernement invitera les acteurs du

secteur à une démarche de coordination et d'harmonisation qualitative de la prise en charge des personnes handicapées. Il est proposé de s'éloigner de l'approche de financement par couverture de déficit afin de mettre en place une convention basée sur un mode de financement forfaitaire et donc par unité de prestation.

L'accessibilité constitue un élément primordial de la participation des personnes handicapées à la vie sociale et professionnelle. Dans cette perspective, la législation relative à l'accessibilité des lieux publics datant de l'année 2001 sera revue en vue d'étendre, le cas échéant, son champ d'application.

3. Une politique pour les personnes âgées

Le Gouvernement étendra, selon des critères sociaux, les chèques-services aux personnes âgées, notamment pour le financement des services de proximité, dans le but d'améliorer leur qualité de vie et de promouvoir ainsi un maintien à domicile prolongé.

Au cours des années passées, le secteur du «long séjour» a connu des évolutions considérables au niveau de la prise en charge des personnes âgées. Au vu des connaissances actuelles en matière de gériatrie et de gérontologie, le Ministère de la Famille, en étroite concertation avec le Ministère de la Santé, envisage une adaptation des normes et des critères de qualité contenus dans la législation en vigueur.

Pour répondre aux besoins des personnes âgées, il y a lieu de promouvoir, à côté des structures existantes, le développement de nouvelles formes de logement, assurant d'un côté l'indépendance des personnes âgées et de l'autre une protection suffisante. Le Gouvernement développera un cadre normatif flexible permettant le développement de ces nouveaux types de structures tout en garantissant une prise en charge de qualité pour les situations de dépendance susceptibles de se présenter.

Dans le contexte des soins palliatifs, le Gouvernement soutiendra les gestionnaires des structures et des services pour personnes âgées ou handicapées par la mise à leur disposition des moyens leur permettant de se conformer aux nouvelles normes introduites dans les législations et réglementations afférentes.

Le Gouvernement prévoit un soutien actif aux gestionnaires qui entendent se conformer dans les délais impartis aux normes de formation en soins palliatifs pour le personnel d'encadrement introduites par les cadres réglementaires de la loi dite ASFT.

En collaboration avec le Ministère de la Justice, le Ministère de la Famille réfléchira aux moyens à mettre en œuvre pour garantir la protection des droits fondamentaux de l'homme à toute personne atteinte d'une démence. Il sera veillé à renforcer leur protection contre les maltraitances de tout genre.

Un plan «démence» sera mis en place par le Ministère de la Famille en concertation avec le Ministère de la Santé.

4. La politique de l'intégration

Sur base des exigences de la législation sur l'intégration des étrangers de l'année 2008, le Gouvernement présentera un rapport quinquennal sur la situation globale des étrangers au Luxembourg, rapport qui devra dresser un bilan concernant la réalisation des mesures fixées par le Plan d'action national de l'intégration. Ce Plan d'action constitue l'instrument de coordination stratégique et opérationnelle des politiques d'intégration transversales.

Le Gouvernement s'engage par le contrat d'intégration à assurer une formation linguistique en langue luxembourgeoise, française ou allemande et d'instruction civique aux bénéficiaires de ce contrat. Ce contrat sera évalué avant d'être lancé à large échelle.

Les organisations non-gouvernementales seront encouragées à développer de nouveaux projets pour inclure davantage les non-Luxembourgeois dans la société.

Par ailleurs, l'Office luxembourgeois de l'Accueil et de l'Intégration continuera le travail de sensibilisation et d'information en matière de lutte contre toutes sortes de discriminations, mené depuis 2003 par le Commissariat du Gouvernement aux Étrangers, promouvant notamment une approche intégrée des questions de discrimination dans tout ce qui a trait à la prise de décision.

5. La politique de la solidarité

Le Gouvernement procédera à une révision de la loi sur le revenu minimum garanti, qui constitue un pilier incontesté du système de

protection sociale au Luxembourg. La législation sera adaptée suite aux changements constatés depuis sa dernière modification en 2004. Il s'agira également de tenir compte des nouvelles dispositions en matière d'immigration et d'intégration des étrangers, de personnes handicapées et de politique de l'emploi.

Le projet de loi 6021 sur le surendettement vise à introduire en droit luxembourgeois le concept de la faillite civile et du rétablissement personnel. Le Gouvernement veillera à une adoption rapide du projet en question.

Le projet de loi 5830 organisant l'aide sociale sera soumis au second vote constitutionnel de la Chambre des Députés.

Le Gouvernement poursuivra ses efforts pour doter le pays de capacités d'accueil suffisantes en vue d'offrir un hébergement à des personnes en précarité de logement tout en évitant une certaine «ghettoïsation». Ainsi, il veillera à régionaliser les structures et à créer des unités à capacité restreinte et à taille humaine qui s'intègrent dans le contexte local.

Pour répondre à la pénurie de logements à prix abordables, le Gouvernement poursuivra la mise en place d'une agence immobilière sociale, cet instrument devant compléter les mesures existantes. L'agence gèrera un immeuble au nom et pour le compte du propriétaire, auquel est garanti un loyer mensuel modéré. Le logement est mis à la disposition de personnes en situation de détresse et sélectionnées sur base de critères objectifs. En collaboration avec les travailleurs sociaux, une guidance des locataires sera mise en place.

La crise économique ne fait qu'accroître la pression sur certaines personnes à faible revenu, endettées ou ayant perdu une part de leur revenu et souvent cette situation se reflète au niveau d'un déséquilibre alimentaire qui touche en première ligne les enfants et les adolescents. Le Gouvernement a l'intention de créer une épicerie sociale, assurant aux personnes en détresse une source d'approvisionnement alimentaire. Les conditions d'accès ainsi que les modalités de fonctionnement seront fixées de façon à répondre à l'objectif visé.

Le Gouvernement, en concertation avec les acteurs concernés, procédera à l'élaboration d'un statut spécifique de l'entreprise œuvrant selon les règles de l'économie solidaire et définira les conditions à remplir pour bénéficier des avantages liés à ce statut.

6. La politique familiale

Dans le domaine de l'accueil extra-scolaire, il est convenu d'élargir le dispositif des chèques-services et donc la gratuité partielle des prestations éducatives. Le système s'est appliqué dans une première phase, avec le concours des communes, à l'accueil des enfants dans les maisons relais, les foyers de jours, les crèches, les garderies et les internats. Le Gouvernement prévoit d'étendre le système avec le concours actif des communes, ainsi qu'avec la coopération des organisations non gouvernementales œuvrant dans le domaine de l'accueil éducatif, social et thérapeutique et des assistants parentaux agréés.

Dans ce contexte et pour assurer un nombre suffisant de places au sein des structures d'accueil, crèches, garderies et maisons relais, le Gouvernement procédera, en étroite concertation avec les communes, à l'élaboration d'un Plan d'action pour la garde des enfants.

Le Gouvernement soutient la collaboration et la cohérence éducative entre l'école et les maisons relais tout en maintenant leur spécificité éducative respective. Il est évident qu'une collaboration étroite entre les maisons relais et l'école fondamentale est indispensable.

L'assurance qualité sera développée au niveau des organismes conventionnés. Le Gouvernement soutiendra le développement de la qualité et élargira l'offre de formation continue aux professionnels qui travaillent avec des enfants et des adolescents.

Dans le respect de la recommandation 1443 (2000) de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe intitulée «Pour un respect des droits de l'enfant dans l'adoption internationale» et en tenant compte de la jurisprudence récente en la matière, le Gouvernement envisage une réforme de la législation sur l'adoption par l'intermédiaire de l'adoption individuelle. Les questions portant sur l'accouchement anonyme et le droit de l'enfant à connaître ses origines seront débattues dans ce contexte.

Un comité interministériel à la jeunesse élaborera une stratégie intégrée des droits de l'enfant. Cette mesure répond à deux recommandations du comité des droits de l'enfant des Nations Unies, qui exige la mise en place d'un organe interministériel responsable des droits de l'enfant et l'élaboration d'une stratégie gouvernementale pour les droits de l'enfant.

Par ailleurs, le Gouvernement consolidera certains principes fondamentaux concernant en particulier les droits de l'enfant, comme l'abolition de la distinction entre enfants légitimes et enfants naturels.

Vu l'importance des placements d'enfants et de jeunes par voie judiciaire, il s'avère incontournable de réfléchir, dans le cadre de la nouvelle loi sur l'aide à l'enfance et en concertation avec les autorités judiciaires, aux modalités de cet accueil.

La loi du 16 décembre 2008 a doté l'aide sociale à l'enfance et à la famille du cadre juridique nécessaire pour une prise en charge précoce et diversifiée des situations de détresse qui peuvent concerner tant les enfants que leurs familles. Le Gouvernement veillera à implémenter les dispositions de ce texte, à développer des mesures de prévention et à diversifier les mesures d'aides à l'enfance et à la famille en concertation avec le secteur social.

Dans le cadre de la psychiatrie infantile, et sur base d'une concertation étroite entre le Ministère de la Famille et le Ministère de la Santé, le Gouvernement veillera à la mise en place de structures adaptées aux enfants.

7. L'information sexuelle, la prévention de l'avortement et la réglementation de l'interruption de la grossesse

Dans le cadre d'une politique de santé publique axée sur la prévention, le Gouvernement poursuivra la mise en place en collaboration avec la Caisse nationale de Santé et avec son soutien d'un programme de mise à disposition gratuite de moyens contraceptifs. Il est prévu de rendre la contraception gratuite pour toutes les femmes jusqu'à l'âge de 25 ans.

Cette action en vue d'éviter des grossesses non désirées et de lutter contre les maladies sexuellement transmissibles sera relayée en milieu scolaire par une systématisation de l'éducation sexuelle à tous les niveaux, et notamment dans l'enseignement fondamental.

Le Gouvernement entend procéder à une révision de la loi du 15 novembre 1978 relative à l'information sexuelle, à la prévention de l'avortement clandestin et à la réglementation de l'interruption de la grossesse. L'article 353 du Code pénal sera reformulé en disposant que l'interruption volontaire de grossesse est admise pour des raisons de détresse d'ordre physique, psychique ou social dans le chef de la femme enceinte.

À côté de la consultation obligatoire d'un médecin gynécologue ou obstétricien, il sera instauré une consultation préalable auprès de centres de consultation et d'information familiale agréés par le Ministre de la Santé publique et le Ministre de la Famille. La consultation est ouverte et ne préjuge pas de la décision de la femme enceinte. Le libre choix du centre de consultation pour la femme enceinte est garanti.

La consultation est de rigueur avant tout avortement quelle que soit la méthode utilisée. Le délai post consultation de sept jours sera réduit à trois jours.

En ce qui concerne les femmes enceintes mineures, l'accord des personnes investies de l'autorité parentale constitue la règle. À défaut, la femme enceinte se fera accompagner par une personne majeure de confiance lors de la consultation; cet accompagnement étant à documenter par le centre de consultation.

Les autres conditions et règles relatives à l'interruption volontaire de grossesse resteront inchangées.

8. Le bénévolat

Le Gouvernement étendra l'idée de la «Team K8» aux bénévoles des groupes d'âge 26 et plus. L'Agence du Bénévolat sera chargée de la gestion de la carte bénévole.

Programme gouvernemental annexé à la déclaration gouvernementale de Monsieur le Premier Ministre

Le portail du bénévolat géré par l'Agence du Bénévolat sera développé. L'ouverture du portail du bénévolat aux entreprises, écoles ou autres entités constitue un moyen de promotion du bénévolat permettant aux associations de recruter des bénévoles de toutes sortes.

Le Gouvernement procédera à une évaluation en vue d'une modification de la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans le domaine social, familial et thérapeutique. Il convient par ailleurs de prévoir le recensement des besoins réels existants dans les domaines social, familial et thérapeutique en vue de permettre une planification, une mise en œuvre et une évaluation des mesures à réaliser dans le secteur social visé par la loi ASFT. Dans ce contexte, le Gouvernement soutiendra une extension du système de prise en charge financière par forfait et l'introduction du concept «Qualitätsmanagement».

9. Les prestations familiales

Il y a lieu d'évaluer et d'adapter les différentes politiques de prestations familiales notamment au vu du caractère concurrent de certaines prestations.

Le système du congé parental, entré en vigueur le 1er mars 1999, devra être évalué quant à ses objectifs et finalités. Selon le résultat de cette étude, le Gouvernement procédera à une refonte de la législation en envisageant une flexibilisation des périodes de congé. Une révision du congé parental est envisagée suite à la signature du nouvel accord-cadre par les partenaires sociaux le 18 juin 2009.

D'une manière générale, le Gouvernement se prononce pour un soutien renforcé des prestations en nature par rapport aux prestations en espèces. De ce fait, il analysera le bien-fondé des différentes prestations liées à l'éducation des enfants et réfléchira, le cas échéant, à la création d'une seule «prestation parentale».

10. Les adaptations au code la sécurité sociale

Le Code de la Sécurité sociale représente le cadre légal régissant ou influençant le droit aux prestations familiales directement et indirectement, entre autres par des dispositions de pure sécurité sociale qui entraînent des droits sur le plan international.

L'évolution constante de l'environnement familial et social d'un côté et de la réglementation communautaire de l'autre côté nécessitent une adaptation continue des textes légaux en la matière afin de garantir leur cohérence par rapport aux principes du droit communautaire, par rapport aux textes nationaux et par rapport à leur adéquation aux réalités changeantes de la société.

11. Le télétravail

Le télétravail comporte bon nombre d'avantages: gain de temps en termes de déplacements, meilleure efficacité du travail fourni, meilleure conciliation de la vie familiale et de la vie professionnelle, gain de motivation, diminution du coût des postes de travail, réduction du trafic, réduction de la pollution, diminution des risques d'accident, etc. Le télétravail, réglé par voie d'accord interprofessionnel, constitue ainsi un élément important de la politique familiale, sociale et professionnelle et sera promu par le Gouvernement.

12. La politique de la jeunesse

Le Gouvernement poursuivra le dialogue structuré avec les jeunes au niveau local, régional et national. Au niveau local et régional, les plans communaux jeunesse demeurent un outil efficace pour évaluer la situation des jeunes et pour mettre en place une politique communale et régionale concertée avec les jeunes.

Au niveau national, un rapport sur la jeunesse sera publié au début de la période législative et sera la base pour le premier plan d'action national de la jeunesse, élaboré en concertation avec les jeunes et leurs organisations.

Le Gouvernement coordonnera les diverses politiques menées au profit des jeunes.

Le soutien financier aux infrastructures des organisations de jeunesse et des maisons de jeunes sera maintenu. L'assurance-qualité sera développée au niveau des organismes conventionnés. Le Gouvernement prévoit également un soutien accru au développement de la qualité au sein des organisations de jeunesse. L'offre de la formation continue pour les professionnels travaillant avec les jeunes sera élargie.

13. La transition entre vie scolaire et vie professionnelle

L'offre de services volontaires, et plus spécifiquement les programmes destinés aux jeunes rencontrant des difficultés au niveau de la transition entre vie scolaire et vie professionnelle, sera développée.

L'orientation des jeunes en transition entre vie scolaire et vie professionnelle sera améliorée par la mise en place d'un guichet unique virtuel et de structures régionales d'information et d'orientation.

Des systèmes de «coaching» de jeunes au seuil de la vie professionnelle seront expérimentés.

Le Gouvernement veillera à une multitude d'opportunités au niveau local et régional permettant aux jeunes de développer leur potentiel créatif. Des salles de répétition pour groupes de jeunes musiciens seront aménagées dans des maisons de jeunes et le programme de promotion des créations de jeunes sera développé.

L'esprit d'entreprise sera promu par des actions spécifiques.

Des projets innovants de jeunes ou d'organismes travaillant avec des jeunes se situant dans le domaine des nouvelles technologies seront soutenus.

Une cellule chargée de la sensibilisation des jeunes aux risques liés à l'utilisation des nouvelles technologies sera mise en place au sein du Service national de la Jeunesse. Cette cellule coordonnera ses efforts avec les autres ministères concernés.

14. La promotion des modes de vie sains

Le Ministère de la Famille, en collaboration avec le Ministère de la Santé, veillera à ce que les projets de prévention de la violence et des toxicomanies organisés par les maisons de jeunes soient soutenus.

Des programmes de sensibilisation des jeunes à une nourriture saine et à plus d'activité physique seront mis en place. La formation des éducateurs et des responsables d'organisations de jeunesse aux questions de la santé sera encouragée.

Les organisations de jeunesse seront encouragées à développer de nouveaux projets pour inclure davantage de jeunes non-luxembourgeois dans leurs rangs.

15. Le placement au pair

Le placement au pair, opportunité de mobilité internationale, recevra une base légale.

L'adoption d'une loi réglant le placement au pair au Luxembourg aura comme objectif de protéger les jeunes accueillis au pair au Luxembourg et d'assurer un minimum d'informations sur leurs droits et devoirs aux jeunes venant du Luxembourg, désireux de partir à l'étranger dans le cadre d'un placement au pair. Par ailleurs, le Gouvernement envisage de conférer un cadre légal approprié à un phénomène international auquel le Luxembourg ne peut échapper et qui constitue un outil permettant de concilier vie familiale et professionnelle et d'assurer un minimum de qualité dans le domaine du placement au pair.

La législation projetée par le Gouvernement veillera à assurer un accueil adéquat des jeunes et à prévenir leur exploitation, tout en évitant un détournement du dispositif en vue d'obtenir un permis de séjour ou d'accéder au marché de l'emploi. Au niveau du placement, il faudra assurer une certaine qualité du service par rapport aux jeunes et aux familles d'accueil.

Ministère des Finances

1. Finances publiques

Des finances publiques saines avec, sur le long terme, un solde budgétaire excédentaire et un faible taux d'endettement sont, de l'avis du Gouvernement, les conditions pour assurer la prospérité du pays sur le moyen et le long terme. Le Gouvernement continuera de ce fait à mener une politique budgétaire prudente qui respecte les objectifs du pacte de stabilité et de croissance de l'Union européenne.

Le début de la nouvelle période législative est caractérisée par une grave crise économique internationale qui a des répercussions fortes sur la situation des finances publiques de tous les pays, en ce compris le Luxembourg.

La dégradation des principaux équilibres économiques depuis fin 2008 s'est répercutée sur les finances de l'État sous le double effet de la diminution des recettes fiscales et de l'accroissement des dépenses sociales et d'investissement de l'État. Grâce à la discipline budgétaire des dernières années, qui a permis de constituer des réserves et de maintenir la dette publique à un niveau très bas en comparaison avec les autres pays de la zone euro, le financement des mesures de lutte contre la crise a pu être assuré à ce jour sans accroissement de la charge fiscale.

Le Gouvernement continuera à mener une politique anti-cyclique et laissera jouer les stabilisateurs automatiques durant la période de récession économique. Afin d'éviter une détérioration durable des finances publiques, le Gouvernement veillera à éviter, à l'expiration du programme de relance économique, une croissance des dépenses de l'État qui excède la croissance économique à moyen terme. Dans cet esprit, il se fixe pour objectif de maintenir les dépenses d'investissement à un niveau élevé et proche de celui applicable au milieu de la période législative écoulée. Au niveau des transferts sociaux, l'objectif à moyen terme sera de freiner la croissance des dépenses en y introduisant davantage de sélectivité sociale. Les subsides et abattements fiscaux seront réexaminés quant à leur finalité et leur impact fiscal et social. Le Gouvernement veillera également à contenir la croissance des dépenses de fonctionnement de l'État, tout en assurant le bon fonctionnement des services publics.

En dehors du programme de relance conjoncturel, et aussi longtemps que la crise aura un impact sur les recettes fiscales, le Gouvernement n'arrêtera pas de nouvelles mesures ayant un impact important sur la croissance des dépenses de l'État. Le Gouvernement maintiendra la dette publique à un niveau substantiellement inférieur à celui autorisé dans le cadre de l'Union économique et monétaire afin de ne pas accroître outre mesure les charges d'intérêt et d'amortissement.

Dans un double souci de modernisation du fonctionnement de l'État et d'efficacité des dépenses publiques, le Gouvernement examinera les moyens pour améliorer la procédure d'élaboration, d'exécution et d'évaluation du budget.

En matière fiscale, afin de maintenir le pouvoir d'achat et d'éviter d'accentuer la crise, le Gouvernement n'augmentera pas les impôts des personnes physiques durant la crise économique. En raison de la situation des finances publiques, aucune réduction, ou correction en raison de l'inflation, de la fiscalité des personnes physiques ne sera proposée au cours de la première moitié de la nouvelle période législative. La fiscalité évoluera ensuite en fonction de la situation économique et financière de notre pays.

En matière de fiscalité des entreprises, le Gouvernement veillera à maintenir un environnement fiscal compétitif. Il privilégiera les mesures fiscales permettant le développement des investissements des entreprises et la localisation au Luxembourg de nouvelles entreprises. À cet effet, il suivra de près l'évolution de la fiscalité dans les autres pays de l'OCDE pour, le cas échéant, prendre les mesures qui s'imposent.

2. Place financière

Le Gouvernement mènera une politique active de soutien au développement de la place financière comme l'un des principaux piliers de l'économie luxembourgeoise.

L'orientation internationale de la place financière sera renforcée. Le Gouvernement veillera dans les négociations européennes à l'élimination de tous obstacles au bon fonctionnement du marché intérieur des services financiers. En raison de la dimension européenne de la place, il sera fait en sorte que les textes européens en la matière puissent être transposés rapidement.

Tout en contribuant à développer les activités internationales de gestion de patrimoine et de fonds d'investissement, le Gouvernement entend diversifier les activités de la place en mettant en place ou en renforçant les mécanismes nécessaires au développement de la micro-finance, des investissements socialement responsables, du financement des éco-technologies, de la finance islamique ou encore de la philanthropie comme corolaire du private banking.

La diversification de la place sera aussi géographique. À côté des marchés traditionnels en Europe pour les produits et services financiers luxembourgeois, le Gouvernement fera mieux connaître la place dans d'autres régions du monde et notamment en Amérique, en Asie et dans les pays du Golfe, pour attirer de nouveaux investisseurs de ces régions. Une grande importance sera accordée à l'explication de la réalité et à la promotion de la place financière tant dans nos pays voisins que dans d'autres pays du monde. Dans le même objectif, le réseau des conventions tendant à éviter les doubles impositions sera étendu vers les pays de provenance des nouveaux investisseurs potentiels.

Afin d'assurer la sécurité juridique de nouveaux produits financiers, le Gouvernement les accompagnera par un cadre juridique approprié. Une attention particulière sera accordée à la protection des investisseurs. Le Gouvernement suivra de près les développements législatifs dans les autres pays afin de maintenir la compétitivité du secteur financier luxembourgeois.

Le Gouvernement attache une grande importance à la surveillance professionnelle du secteur financier et contribuera activement aux développements internationaux et européens en la matière. Dans un souci de prévention des risques, il encouragera les mécanismes de coopération et d'échange d'informations entre tous les acteurs compétents nationaux et européens.

Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative

1. Modernisation de la Fonction publique

Le Gouvernement continuera au cours de la période 2009 – 2014 à moderniser l'appareil de l'État par un ensemble de réformes concernant le statut et les carrières de ses agents, le fonctionnement des administrations et les procédures administratives. Ces réformes s'effectueront dans le souci de la qualité, de l'efficacité et de la transparence de l'administration publique. Elles tiendront compte du principe que la responsabilité et l'engagement du fonctionnaire doivent avoir une répercussion sur l'évolution de sa carrière.

2. Statut du fonctionnaire

C'est sur base de ces finalités que le Gouvernement élaborera une réforme du statut du fonctionnaire de l'État. Une telle réforme permettra, entre autres, de réexaminer le système des avancements et la structure des carrières ainsi que l'organisation du stage.

Un Code de déontologie pour les agents de l'État, qui trouvera sa base légale dans le statut du fonctionnaire, sera élaboré.

Il sera mis en place, pour les agents ne répondant plus à leurs obligations statutaires, une procédure d'encadrement et d'appréciation des compétences professionnelles, sur une période de temps limitée. Cette procédure pourra être suivie, le cas échéant, de sanctions.

Sur la base des conclusions tirées des expériences-pilote récentes, le «télétravail» sera introduit.

Le Gouvernement continuera à veiller à la transparence et à l'équité en matière d'accès au service public. Les mécanismes de recrutement en place, tant pour les fonctionnaires que pour les employés de l'État, seront adaptés avec comme objectif de mieux faire correspondre les profils des candidats aux besoins des administrations. Le Gouvernement procédera aussi à un réexamen des dispositions en vigueur en matière de recrutement d'experts du secteur privé, national ou international.

Le Gouvernement envisage l'introduction des comptes épargne-temps dans le secteur public dans des conditions et selon des modalités sinon identiques du moins similaires à celles à mettre en place dans le secteur privé.

Le système permettant à des agents souhaitant continuer leur activité professionnelle au-delà de la limite d'âge sera simplifié.

3. Réforme administrative

Dans un souci d'accroissement de l'efficacité et de la qualité du travail de l'administration, le Gouvernement demandera à ses administrations d'avoir recours de ma-

nière systématique à une gestion par objectifs en tant qu'instrument de pilotage dans le domaine de la gestion du personnel et de l'organisation. Cet instrument permettra de lier les objectifs stratégiques et mesurables, à définir à chaque fois en début d'année, aux objectifs de travail des collaborateurs, à apprécier en fin d'année dans le cadre des entretiens annuels.

Une évaluation régulière de la qualité des services publics sera mise en place. Les citoyens-usagers y seront associés sous diverses formes au moyen d'instruments tels que des enquêtes de satisfaction ou des sondages d'opinion.

En fonction de l'importance des contacts avec le public, les administrations se doteront de chartes d'accueil et de service pour prendre ainsi des engagements en matière de qualité de l'accueil et d'accessibilité aux services.

Aujourd'hui, l'organisation de la fonction publique se fonde sur les notions de carrière et de fonction. Afin de permettre le développement de la professionnalisation de la gestion des ressources humaines dans l'administration publique, le Gouvernement analysera la possibilité de compléter ces notions par une approche fondée sur la notion de «métier» qui tient compte des attributions et missions exercées par les agents de l'État.

Parallèlement aux mesures de simplification administrative en faveur des entreprises, un programme de réduction de la charge administrative pour les citoyens sera élaboré.

4. Politique salariale et révision des traitements

Le Gouvernement pratiquera à l'égard des agents publics une politique salariale qui tiendra compte de la situation économique du pays et de la situation financière de l'État.

Sur la base des travaux de la Commission d'experts chargée par le Gouvernement précédent d'effectuer une étude générale sur les traitements, le Gouvernement formulera des propositions en vue d'une révision d'un certain nombre de carrières sur la base des deux critères de l'évolution des études d'une part, de l'évolution des missions et sujétions d'autre part. Une attention particulière sera consacrée dans ce contexte aux nouveaux diplômés générés par le processus de Bologne.

En prenant en compte l'étude générale sur les traitements et la grille des traitements ainsi que le niveau général des rémunérations de début de carrière dans le secteur privé, le niveau des rémunérations de début de carrière des nouveaux entrants dans toutes les carrières sera examiné et fera l'objet de négociations préalables.

Ces mesures devront avoir un effet neutre du point de vue budgétaire.

5. Établissements publics

Le Gouvernement définira les conditions pouvant mener en cas de nécessité à la création de nouveaux établissements publics. Il renégociera avec la CGFP la disposition y relative inscrite à l'accord salarial du 21 mars 2002. Il proposera une loi cadre précisant les modalités générales de création et de fonctionnement de tels établissements.

Dans l'immédiat, vu la situation actuelle sur le marché du travail et dans l'obligation d'agir à brève échéance, le Gouvernement préparera un nouveau projet de loi réorganisant l'Administration de l'Emploi et la transformant en établissement public.

Au cas où les défis de modernisation et d'adaptation du Laboratoire national de Santé ne pourraient trouver de solution dans le cadre actuel du statut de la Fonction publique, le Gouvernement transformera le Laboratoire en un établissement public.

6. Ouverture de la Fonction publique aux citoyens de l'Union européenne

Les dispositions inscrites au projet de loi n° 6031 modifiant les dispositions existantes en matière de nationalité pour les fonctionnaires et les employés de l'État, ainsi que les autres mesures complémentaires, telles que précisées dans l'accord trouvé en la matière avec la CGFP, seront mises en vigueur. L'évolution de la jurisprudence de la Cour européenne de Justice et l'action de la Commission européenne dans ce domaine seront suivies de près.

7. Fonctions dirigeantes

La loi du 9 décembre 2005 sera adaptée de façon à prévoir pour certains postes à très haute responsabilité la possibilité de décharger les fonctionnaires concernés à tout moment de leurs responsabilités lorsque les conditions nécessaires à l'exercice de leurs

fonctions ne sont plus remplies ou un désaccord fondamental par rapport à la politique générale du Gouvernement est constaté.

8. Conférence des directeurs

Dans le but d'une meilleure application des instructions du Gouvernement des nouveaux dispositifs législatifs en matière de gestion du personnel de l'État ainsi que des projets de réforme en relation avec le fonctionnement des administrations, le Gouvernement continuera, sur la base des expériences acquises au cours de la période législative précédente, d'organiser régulièrement des Conférences des directeurs sous l'autorité conjointe du Premier Ministre et du Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.

9. Gouvernance électronique

En vue d'accélérer le processus de simplification administrative, le Gouvernement continuera ses efforts de mise en place de structures de gouvernance électronique, cela fin de permettre un contact direct et efficace du citoyen avec l'administration et pour faciliter leurs démarches administratives aux entreprises.

Entre autres, il s'agira de donner une priorité aux projets suivants:

a. Guichet unique

Le Gouvernement poursuivra le développement du Guichet unique Citoyen et mettra en place un Guichet unique Entreprise interactif avec pour objectif la réduction de la charge administrative et des délais de traitement.

Dans ce contexte, et pour répondre à la demande d'une communication plus moderne et rapide avec les services de l'État, le Gouvernement mettra en place les dispositifs nécessaires à l'acceptation des communications officielles par voie de messagerie électronique.

Par ailleurs, dans ce même contexte, le Gouvernement mettra en place un service de support, dit Helpdesk, pour aider et guider aussi bien les particuliers que les professionnels dans leurs démarches administratives en ligne.

b. Archivage électronique

Le Gouvernement veillera à établir rapidement une législation pour l'archivage électronique et procédera aux adaptations nécessaires du cadre légal sur le commerce électronique pour préciser la valeur juridique des documents électroniques.

L'introduction du recommandé électronique complètera les initiatives en faveur d'une dématérialisation des échanges d'information.

Ces actions d'ordre législatif s'inscrivent dans un esprit de diversification de la place économique et créent un cadre propice pour attirer des sociétés informatiques actives dans les domaines de l'archivage électronique long terme et des hubs de données avec services à valeur ajoutée.

c. Référentiel d'interopérabilité pour les échanges électroniques

Afin de favoriser les échanges dématérialisés entre les acteurs économiques et garantir un degré d'interopérabilité et de sécurité adéquat, le Gouvernement va définir un référentiel d'interopérabilité des échanges électroniques.

Ce référentiel facilitera l'interaction avec les systèmes informatiques de l'État et pourra servir aux acteurs économiques pour homogénéiser leurs méthodes de transferts d'information avec à terme la possibilité de mise en place de plateformes d'échanges de données multi-secteurs encore appelées carrefours de données.

Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région

1. Intérieur

Le Gouvernement mettra en œuvre, jusqu'en 2017 au plus tard, la «réorganisation territoriale» entamée par le Gouvernement précédent. Concrètement, les mesures suivantes seront transposées, cela sur base des conclusions de la commission spéciale «Réforme territoriale du Luxembourg».

1. Un Code territorial sera élaboré. Il rassemblera l'intégralité des textes légaux et réglementaires concernant de près le secteur communal ainsi que l'organisation et le fonctionnement des régions (communautés

urbaines et syndicats de gestion régionale). Cette codification assurera une garantie accrue de sécurité juridique dans la mise en œuvre de textes débarrassés auparavant de dispositions contradictoires.

Le Gouvernement assouplira la tutelle de l'État sur les communes. À l'avenir, le contrôle de l'État sera limité à la légalité des actes communaux tout en veillant à garantir la cohérence des actes et politiques communaux avec les impératifs de la politique nationale. Dorénavant, les communes n'auront de comptes à rendre à l'État que pour ce qui est de la pure légalité de leurs actes. Ceci constitue un renforcement de l'autonomie communale et ceci à l'image des objectifs de la réforme territoriale.

Dans le même ordre d'idées, le Gouvernement supprimera le double degré de contrôle actuellement opéré par les commissariats de districts et le Ministère de l'Intérieur. Cette suppression sera accompagnée d'une redéfinition de la fonction du commissaire de district ainsi que de la création d'une administration unique avec plusieurs bureaux décentralisés, remplissant notamment une mission de conseil à l'égard des communes en ce qui concerne l'application de la loi.

2. Le Gouvernement s'engage à redessiner le paysage communal afin de permettre aux collectivités locales d'assumer pleinement les responsabilités qui seront les leurs dans le cadre de la nouvelle répartition des compétences. Il sera redessiné avec le concours actif du SYVICOL qui a été associé à la démarche de préparation du ministre de l'Intérieur. Le seuil des 3.000 habitants qui constitue la masse critique pour assurer le bon fonctionnement des communes autonomes de notre siècle continuera à servir de base de discussion en milieu rural alors qu'en milieu rural et urbain ce seuil pourra être modulé en conséquence. Bien entendu, en fonction de la texture des communes en milieu rural, un deuxième critère pourra atténuer le premier, en l'occurrence celui de l'étendue géographique maximale utile des collectivités territoriales permettant l'accomplissement des missions et responsabilités futures.

La mise en œuvre de ces critères sera discutée avec les autorités locales concernées, les résultats de ce processus étant consignés formellement en vue de leur approbation par référendum. Le mouvement de la réorganisation communale, même s'il est inspiré par une conception de la commune de l'avenir élaborée par les pouvoirs de l'État central, sera réalisé par les autorités et populations locales. Les communes ont été invitées à se prononcer sur la nouvelle cartographie, notamment pour se déterminer elles-mêmes par rapport à l'ensemble régional auquel elles souhaiteront appartenir ainsi que par rapport à une éventuelle scission de communes actuelles en fonction de logiques différentes d'appartenance régionale.

Le Gouvernement se réserve le droit d'organiser un référendum dans les communes qui ne se seront pas prononcées sur la fusion d'ici les prochaines élections législatives.

3. Dans le cadre plus général d'une réforme des finances communales, le Gouvernement analysera, en concertation étroite avec le SYVICOL, la possibilité de faire évoluer les recettes non affectées des communes en ligne avec l'évolution des recettes du budget de l'État et en tenant compte des missions confiées aux communes.

Les différents départements ministériels seront chargés de mettre au point selon des critères transparents et retraçables, une grille de lecture pour l'attribution de subsides aux collectivités locales. Il sera veillé à ce que la composante intercommunale, respectivement régionale, tenant compte du développement et d'attraction (CDA) selon leurs missions et leur rôle dans le cadre d'une politique concertée du développement régional, soit dûment intégrée dans les systèmes de subvention existants.

Donnant suite au rapport de la commission spéciale «Réforme territoriale du Luxembourg», le Gouvernement estime que la création de fonds régionaux compléterait utilement le cadre juridique et politique tracé par les plans régionaux de développement. Parallèlement à l'élaboration de la réforme territoriale et en attendant que les régions soient opérationnelles, les travaux préparatoires pour la mise en place de tels fonds seront entamés.

L'alimentation des fonds et l'opération de ceux-ci devront se réaliser de manière transparente, conformément à des critères précis à définir et à un plan d'allocation basé sur les besoins réels en matière d'équipements à travers le pays.

Parallèlement à la mise en place de la nouvelle carte des limites territoriales, un projet de réforme des finances communales sera entamé en concertation avec le SYVICOL et le Conseil supérieur des Finances communales.

Dans ce contexte, le Ministère de l'Intérieur mettra en œuvre, dès que possible, le nouveau plan comptable d'ores et déjà à l'étude. Il veillera à la compatibilité de cet instrument avec le plan comptable général (cf. plan comptable des associations conventionnées) et les exigences du SEC 95 (système comptable européen), cela dans le respect des règles de transparence et de la présentation budgétaire actuelle.

Le nouveau plan comptable devra permettre de mieux tenir compte des engagements des communes pris au niveau de leur association en syndicats de communes et d'établir des perspectives financières pour le court ou le moyen terme.

Parallèlement, le ministère de l'Intérieur, en vue d'une meilleure prévisibilité des finances communales, contribuera activement à une amélioration de la procédure budgétaire communale. Il analysera également le calendrier actuel des prévisions sur les recettes (circulaires budgétaires) et leur mise à disposition par l'État aux communes.

Il est en effet primordial que les communes du 21^{ème} siècle soient appelées à se devenir, tout en maintenant leurs missions administratives et obligatoires traditionnelles, des prestataires de services nouveaux. Elles devront disposer de ressources humaines compétentes et responsables ainsi que d'un outil comptable intégré capable de fournir les informations et données indispensables en vue d'une gestion efficiente des services communaux.

Dans le cadre de ces réformes, le Gouvernement adaptera le congé politique des élus locaux en plusieurs étapes en fonction des nouvelles charges qui leur incomberont. Ces charges résulteront de la collaboration renforcée visée dans le cadre, notamment, de la communauté urbaine, des parcs naturels ainsi que des syndicats régionaux. Le nombre des habitants sera bien évidemment également pris en compte.

4. Le Gouvernement examinera la séparation des mandats nationaux et locaux et en conséquence l'introduction du bourgmestre à plein temps à la suite de la réforme territoriale exposée ci-avant.

Par ailleurs, le Gouvernement élaborera un catalogue minimaliste et exhaustif des incompatibilités entre les mandats locaux (conseiller communal, échevin et bourgmestre) et les différents postes d'agent public. À défaut le projet de loi élaboré par le Gouvernement précédent prévoyant l'abolition des incompatibilités sera maintenu.

Dans un souci d'élargir la participation démocratique, le Gouvernement ouvrira le droit de vote passif aux élections communales aux ressortissants non communautaires. Il abolira de même l'interdiction actuelle de voir accéder des non Luxembourgeois à des postes de bourgmestre ou échevin. Comme la participation à la démocratie communale se base sur une intégration certaine des non Luxembourgeois, dans la Communauté, les délais de résidence actuels resteront inchangés.

5. Parallèlement à la réforme projetée des finances communales, le Gouvernement entamera les démarches nécessaires à un éventuel rapprochement de l'actuelle administration «Service du Contrôle de la Comptabilité des Communes» aux structures existantes de la Cour des Comptes.

6. Le Gouvernement élaborera le cadre nécessaire pour les «nouvelles» communes de se doter de structures plus performantes. L'administration communale devra reposer sur trois piliers, à savoir l'administratif, le financier et le technique. Un aspect fondamental de cette approche sera constitué par la généralisation, à travers l'ensemble des communes du pays, de la présence d'un véritable service technique.

Le Gouvernement étudiera les possibilités de rapprocher davantage le statut des fonctionnaires communaux de celui des fonctionnaires de l'État, sur base d'une simplification administrative au niveau du recrutement et de la formation du personnel. En

tout état de cause le Gouvernement veillera à éviter à l'avenir que toute modification statutaire ne doive être engagée à deux reprises dans la procédure législative, ce qui constituera un gain certain et en temps et en moyens financiers.

7. Le Gouvernement entend continuer la modernisation des services de secours entamée mais non achevée par la loi du 12 juin 2004 portant création de l'Administration des Services de Secours, afin de pouvoir répondre aux risques toujours plus complexes d'une société moderne.

À cette fin, le Ministère de l'Intérieur entamera dans les meilleurs délais et en étroite collaboration avec tous les acteurs concernés, y compris le SYVICOL, une réforme en profondeur aboutissant à une organisation unifiée des services de secours luxembourgeois par le biais d'une nouvelle loi portant réorganisation des services de secours.

Cette réforme concernera aussi bien une réorganisation institutionnelle associant à la fois l'État et les communes dans l'exercice de cette organisation que la restructuration opérationnelle des services de secours sur le territoire national. À cette fin, le Ministère de l'Intérieur réalisera un plan national «services de secours» englobant à une analyse des risques courants et particuliers pouvant exister dans notre pays ainsi que la définition des moyens nécessaires et adaptés à la couverture de ces risques. Ce plan national servira par la suite de base pour l'équipement, le recrutement ou encore la régionalisation des unités de secours avec une hiérarchisation des centres de secours et la création de centres de compétences pour certains risques spécifiques.

Une attention particulière sera portée lors de cette réforme sur le statut des agents volontaires et professionnels des services de secours. Le Gouvernement continuera le processus entamé de la semi-professionnalisation des services de secours avec l'engagement des agents professionnels nécessaires pour encadrer et soutenir les volontaires et garantir ainsi à tout instant la disponibilité des unités de secours afin de secourir les personnes victimes d'un accident, d'une maladie, d'un incendie ou de tout autre sinistre.

8. Dans le domaine de la protection de la qualité de l'eau, le Gouvernement favorisera une politique qui sera définie au niveau national et qui devra s'imposer aux différents acteurs. Les communes seront, le cas échéant, incitées à rejoindre un des syndicats de communes en vue d'assurer une plus grande sécurité au niveau de l'approvisionnement. Un tel regroupement au sein d'une entité plus importante est également préconisé en matière d'assainissement de l'eau.

Cette politique au niveau national concerne surtout la mise en œuvre des mesures prioritaires inscrites dans le plan de gestion en vue de l'atteinte du bon état des eaux de surface et souterraines à l'horizon 2015, notamment, la restauration et l'amélioration des cours d'eau, ainsi que les projets prioritaires concernant l'assainissement et la gestion des eaux pluviales.

Afin de garantir l'approvisionnement de la population en eau potable, les infrastructures y relatives seront renforcées et les études préparatoires pour la mise en place d'une solution de rechange d'envergure (telle que la potabilisation des eaux alluviales de la vallée de la Moselle) pouvant se substituer aux ressources en exploitation en cas de défaillance majeure seront entamées.

Le Gouvernement encouragera et soutiendra la création de zones de protection pour les ressources d'eau destinées à l'approvisionnement en eau potable, ainsi que l'élaboration de programmes de mesures y afférent en concertation avec les acteurs concernés, dont notamment l'agriculture.

Le programme directeur de gestion des risques d'inondation sera rapidement mis en œuvre par l'établissement de cartes des zones inondables et des risques d'inondation, l'élaboration du plan de gestion des risques d'inondation et la prévision des crues au niveau national.

Le Gouvernement continuera de mener une politique basée sur la consultation et l'impli-

cation du public en matière de gestion de l'eau par la mise en place de partenariats de cours d'eau sur les principaux cours d'eau en concertation avec les acteurs du terrain, en l'occurrence les syndicats de communes œuvrant dans le domaine de la protection de la nature et les parcs naturels.

Enfin, le Gouvernement envisage une gestion intégrée du cycle de l'eau tout en visant à terme un prix de l'eau unique sur l'ensemble du territoire national.

2. Sécurité

Le Gouvernement prendra les mesures nécessaires en vue de concrétiser le droit de chaque citoyen à la sécurité de sa personne et de ses biens. La mise en œuvre de cette politique sera marquée par le souci d'assurer un juste équilibre entre prévention et répression, ainsi qu'entre sécurité et respect des droits et libertés publiques.

Le Gouvernement mettra l'accent sur un concept de police de proximité et procédera à une adaptation des structures organisationnelles de la Police grand-ducale.

La loi du 31 mai 1999 portant création d'un corps de Police grand-ducale et d'une Inspection générale de la Police (titre abrégé) ainsi que la législation sur la discipline dans la Force publique feront l'objet d'une révision.

Le Gouvernement veillera à la mise en œuvre de la politique européenne en matière de coopération policière et judiciaire et en matière pénale.

Le Gouvernement procédera à l'évaluation des projets-pilotes en cours en matière de vidéosurveillance par rapport à leur efficacité.

Le Gouvernement prendra les mesures nécessaires pour assurer davantage l'indépendance de l'Inspection générale de la Police.

Sans préjudice des dispositions légales actuellement déjà en vigueur en la matière, le Gouvernement établira une liste des postes à haute responsabilité dans les services de sécurité pour lesquels le Gouvernement pourra procéder à un remplacement discrétionnaire. Il s'inspirera du système qui existe dans nos pays voisins et notamment en France.

Dans un but d'assurer davantage le respect des règlements communaux, le Gouvernement étendra les missions des agents municipaux tout en évitant de créer une «police communale».

3. Grande Région

a. La compétence horizontale

L'internationalisation croissante concerne aussi la Grande Région. Les décisions, prises au niveau national, ne tiennent toutefois pas suffisamment compte de la réalité et des influences émanant des autres territoires de la Grande Région. Le Luxembourg doit œuvrer dans le sens d'une intégration plus poussée des territoires de la Grande Région, pour faire de celle-ci un acteur plus puissant sur l'échiquier européen. À cette fin, le Gouvernement privilégiera une coopération renforcée par rapport à une simple coopération.

À cette fin, l'efficacité de la politique de la Grande Région sera assurée par:

- la création d'instruments innovants, en l'occurrence le Groupement européen de Coopération territoriale (GECT) du Sommet de la Grande Région.

Ainsi, les départements ministériels se concerteront régulièrement afin de coordonner leur politique transfrontalière et sont encouragés à développer leur action en Grande Région:

- en se dotant d'une ligne budgétaire spécifique pour les actions de Grande Région,
- en s'appuyant davantage sur les possibilités de financement offertes par les Fonds structurels européens (Interreg),
- en développant la coopération politique par des réunions ministérielles sectorielles.

b. L'action de l'aménagement du territoire

En matière d'aménagement du territoire, l'objectif est de développer dans la partie centrale de la Grande Région l'émergence d'une région métropolitaine polycentrique transfrontalière. Elle doit être polycentrique, puisqu'aucune ville à elle seule de la Grande Région n'est capable de former le centre de cette région métropolitaine et elle est forcément transfrontalière. À cette fin, une démarche d'information, de consultation et de concertation a été entamée, qui devra aboutir, à terme, à un aménagement commun du territoire.

La coopération transfrontalière s'appliquera également à des espaces plus restreints, comme par exemple les territoires autour de Belval, où une démarche commune avec toutes les autorités concernées permettra de mieux valoriser le potentiel de développement transfrontalier de ce site. Des démarches similaires, basées sur des thèmes pertinents, pourront être entamées avec la Belgique et l'Allemagne.

Nos parcs naturels sont des acteurs privilégiés en milieu rural, et, étant situés sur les frontières, ils pourront développer des synergies transfrontalières avec des régions voisines connaissant généralement les mêmes enjeux et problèmes.

c. Interreg

Le programme Interreg IV A est un instrument à valoriser afin de développer davantage des approches de coopération dans des matières stratégiques du développement de la Grande Région, comme par exemple le réseau des Universités de la Grande Région, le marketing touristique commun, le réseau des parcs naturels, les grands problèmes de la politique de la santé.

Ministère de la Justice

Le Gouvernement entend mettre en œuvre une politique visant à créer une justice moderne, efficace et accessible. Cet effort se fera tant sur le plan des procédures que sur celui de l'organisation judiciaire.

Afin de garantir aux citoyens un accès équitable aux juridictions, le Gouvernement s'engage à simplifier et à accélérer les procédures judiciaires, sans pour autant remettre en question la qualité des jugements. Les conditions pour bénéficier de l'aide judiciaire seront revues afin de prendre en charge une partie des frais en fonction des revenus des justiciables. Par ailleurs et toujours dans un but de simplification, le Gouvernement veillera à un recours renforcé à des moyens modernes des techniques de l'information.

Le Gouvernement prendra des mesures en vue de réduire les frais de justice. Dans ce cadre, il entend abolir le système de l'état des frais et émoluments.

Le Gouvernement mettra en place un Conseil national de la Magistrature comme garant de l'indépendance de l'appareil judiciaire. Ce nouvel organe sera composé majoritairement de magistrats.

Le Gouvernement étudiera l'introduction de la fonction de juge des affaires familiales dans l'organisation judiciaire.

Les offres de formation continue pour les magistrats seront étendues et le Gouvernement proposera des mesures de sensibilisation des juges aux situations délicates telles que l'abus des enfants, le viol ou la traite des êtres humains.

Le contact des citoyens avec les instances judiciaires sera amélioré par la création d'un service d'information et de presse et de l'utilisation des moyens de communication interactifs.

1. Protection des victimes

Les droits des victimes seront renforcés sur base des travaux de la Commission juridique de la Chambre des Députés et ceci avant la fin de l'année 2009. Par ailleurs, l'indemnisation des victimes d'infractions fera l'objet d'une adaptation. Une attention particulière sera réservée au renforcement de la protection des victimes de délinquance sexuelle.

Le Gouvernement élaborera des mécanismes pour la protection des témoins.

Les parties civiles auront dès le début de la procédure le droit de consulter le dossier.

Le Gouvernement encouragera le développement de la médiation dans tous les domaines, y inclus dans le milieu pénitentiaire.

2. Régime pénitentiaire

Le Gouvernement continuera ses efforts pour un régime pénitentiaire humain et pour la réinsertion sociale des détenus. Par ailleurs, le Gouvernement veillera à un recours plus poussé aux alternatives à l'incarcération (e.a. travaux d'intérêt général). Dans cet ordre d'idées, le système du bracelet électronique, qui permet le maintien du tissu social des condamnés, sera étendu.

Le placement des mineurs en prison est une préoccupation majeure du Gouvernement. Il prendra toutes les mesures possibles pour éviter ces placements et s'en-

gage à instaurer un centre spécialisé pour assurer une prise en charge adéquate de délinquants mineurs.

Le Gouvernement s'engage à examiner en détail les diverses recommandations du Médiateur relatives au fonctionnement de la justice, notamment en ce qui concerne l'introduction d'un juge à l'application des peines et la réforme de la direction des établissements pénitentiaires.

Les règles internes des centres pénitentiaires seront modernisées et les détenus seront soumis à un régime de sécurité sociale. Il sera procédé à l'élaboration d'un Code pénitentiaire.

Le Gouvernement a l'intention d'engager la procédure législative pour la construction d'une maison d'arrêt dans la commune de Sanem.

3. Modernisation du droit privé

Le Gouvernement procédera à une réforme de grande ampleur en ce qui concerne le droit de la famille.

Les modifications législatives concernent les questions relatives à l'autorité parentale, à la filiation, à l'adoption et au divorce. Sur ce dernier point, le texte du projet de loi tel qu'amendé par la Commission juridique de la Chambre des Députés constituera la base de la réforme dont l'objectif majeur consiste dans l'abandon de la faute en vue d'une pacification des relations entre les parties en cause.

Le Gouvernement entend simplifier la législation en matière d'associations sans but lucratif.

La législation ayant trait aux entreprises en difficultés sera revue et des efforts seront entrepris pour privilégier, là où cela sera possible, le redressement par rapport à la liquidation des entreprises.

Le droit des sociétés sera réformé, suivant les orientations formulées dans le projet de loi 5730 portant modernisation de la loi sur les sociétés commerciales.

Le Gouvernement entend ouvrir le mariage aux couples homosexuels. Le Code civil disposera que «deux personnes de sexe différent ou de même sexe peuvent contracter mariage».

En ce qui concerne la réforme du droit de l'adoption, l'intérêt supérieur de l'enfant doit primer le droit à l'adoption des adultes. Conformément à la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme, la législation déterminera les modalités permettant à une personne agissant seule d'effectuer une adoption plénière, y compris celle des enfants du partenaire. Le Gouvernement actuel n'entend pas aller au-delà en ce qui concerne les nouvelles revendications à l'adoption. La nouvelle loi s'inspirera de l'avis de «l'Ombudscomité fir d'Kanner» de 2008 qui a mis l'accent sur la garantie d'une enquête préalable détaillée effectuée par un service social agréé. Elle prendra en compte l'avis de la Commission nationale d'éthique actuellement en cours d'élaboration.

Ministère du Logement

La politique du logement persévérera dans l'effort d'une approche intégrée, notamment concernant les articulations déplacement-logement-activités professionnelles et de loisir qui sont déterminantes pour construire des villes et agglomérations futures qui soient durables et de qualité.

Dans l'esprit du pacte logement et de l'avant-projet du plan sectoriel logement, cette politique sera mise en œuvre par le Gouvernement en étroite collaboration avec les communes qui disposent maintenant, à côté de leurs compétences en matière d'urbanisme et d'aménagement communal, de véritables instruments pour intervenir directement dans le jeu du marché immobilier, qui détermine le prix du foncier et de la pierre en fonction de l'offre et de la demande de logements. Ces instruments sont surtout le droit de préemption, le droit d'emphytéose et le droit de superficie, l'obligation de construire, différentes mesures administratives et fiscales (p.ex. la taxe communale spécifique d'occupation ou de non-affectation à la construction de certains immeubles) et les nouvelles possibilités de taxation en matière d'impôt foncier.

Le plan sectoriel logement (PSL), approuvé en tant qu'avant-projet par le Conseil de Gouvernement le 24 avril 2009, sera finalisé à court terme. Ce plan constituera la base pour déterminer des actions en faveur de l'ensemble du territoire national en vue de la mise en œuvre des objectifs et des desiderata en matière de développement urbain et

d'aménagement communal tels qu'inscrits dans le programme directeur de l'aménagement du territoire et dans l'IVL (*Integratives Verkehrs- und Landesentwicklungskonzept*). À cette fin, le PSL comportera un volet incitatif et un volet contraignant permettant de guider les planificateurs et les investisseurs dans la pierre dans les directions affichées.

Les acteurs publics assumeront dorénavant un rôle plus actif sur le marché immobilier, surtout sur le marché du foncier. Afin de pouvoir assumer ce rôle actif, l'État et les communes devront procéder à la constitution de réserves foncières publiques moyennant les nouveaux instruments introduits dans la législation par la loi du 22 octobre 2008 dite «pacte logement». Ces terrains seront viabilisés par les différents promoteurs publics et mis sur le marché à l'aide des instruments de l'emphytéose et du droit de superficie qui permettent de neutraliser le coût du foncier.

Afin de permettre au Fonds du Logement de jouer un rôle accru dans le cadre de cette politique, une réorganisation de sa structure et de ses missions sera réalisée.

Le Gouvernement étudiera l'opportunité de la création d'une société de développement pouvant intégrer les activités de différents promoteurs publics en vue d'atteindre un meilleur équilibre entre l'offre et la demande de logements sociaux ou à coût modéré et, le cas échéant, d'en améliorer la gestion.

Il sera veillé à réaliser des quartiers de ville durables dans le cadre d'un urbanisme écologique intégrant la réduction de la consommation des ressources naturelles (énergie, eau, foncier, etc.), intégrant des exigences sur la production de déchets, la conservation de la biodiversité, la réalisation de l'accessibilité et la mobilité, et intégrant la mixité sociale et générationnelle ainsi que la mixité des fonctions urbaines. Cette approche de développement écologique sera combinée avec des infrastructures performantes offrant aux utilisateurs les nouvelles technologies de communication, telles que des capteurs RFID (*angl.: radio frequency identification*, c'est-à-dire des puces miniatures capables de connecter tout type d'objet à l'internet), des réseaux de fibre optique, des infrastructures haut-débit sans fil, de l'infomatique embarquée, des réseaux domotiques préinstallés, etc. C'est ainsi que le Gouvernement, auquel il appartient de penser et de planifier le Grand-Duché de Luxembourg de demain, entend voir réaliser des lieux d'habitat du futur offrant une grande qualité de vie dans un espace urbain idéal, à un prix modéré.

Afin de favoriser l'accès à la propriété d'un logement, le Gouvernement entend étendre le large éventail des mesures existantes en matière d'aides à la personne et d'aides à la pierre, en introduisant le modèle de la location-vente en faveur de tous ceux qui ne disposent pas du capital propre nécessaire à la conclusion d'un prêt hypothécaire.

Le Gouvernement se propose de promouvoir dorénavant la réalisation de logis dits «non-séparés» à l'intérieur d'un logement, ceci afin de stimuler, dans le cadre du développement des sites universitaires, l'offre de logis destinés aux étudiants.

Afin de préserver au mieux les droits de tous ceux qui souhaitent construire leur propre maison, le Gouvernement soumettra à un examen juridique l'idée d'interdire à l'avenir la vente d'un terrain combiné à un contrat de construction. Il est envisagé de rendre obligatoire une assurance de responsabilité et de dommages - biennale et décennale - pour les promoteurs-vendeurs.

Afin de faciliter l'accès à la propriété, la grille des honoraires des notaires sera revue. Afin d'améliorer la transparence sur le marché immobilier et de satisfaire aux exigences de la statistique communautaire, les indications et descriptions des biens immobiliers à fournir dans les actes authentiques seront précisées et standardisées.

Le Gouvernement étudiera la possibilité d'extension de l'allocation de loyer, accordée actuellement aux bénéficiaires du revenu minimum garanti (RMG), à d'autres bénéficiaires nécessitant. Ainsi, l'introduction d'une allocation de logement permettant de soutenir financièrement et temporairement les locataires et les propriétaires victimes d'un cas de force majeure ou d'un fait grave (p. ex. chômage inadapté) est envisagée. L'aide serait accordée sur base d'un dossier et moyennant convention.

Ministère de la Santé

1. Introduction

Le Gouvernement poursuivra ses efforts afin de garantir à la population un système de santé de qualité tout en mettant le concept

de promotion et de prévention au centre de la politique en matière de santé publique. Cette approche ne se concentre plus exclusivement sur la médecine curative et le financement des systèmes de soins.

Le Gouvernement veillera à ce que notre système de santé, avec ses institutions et ses professionnels, mette le patient, la personne, au centre de ses préoccupations et de ses missions.

L'initiative «Vers un Plan national Santé» sera résolument poursuivie. Elle compte sur la mobilisation de tous les acteurs, la création de réseaux et un partenariat sur le terrain. La santé est un thème transversal qui mérite sa place et son rôle dans toutes les politiques et dans tous les domaines d'une société moderne.

Le Gouvernement poursuivra ses efforts pour élaborer un concept national qui repose sur les principes de l'accessibilité à des soins de qualité sans distinction de revenus et qui présuppose donc un financement solidaire du système.

Le Gouvernement poursuivra la mise en place, en collaboration avec la Caisse nationale de Santé et avec son soutien financier, un large éventail de mesures de prévention, de dépistage et de détection précoce de certaines maladies de concert avec les médecins, les professionnels de la santé ainsi qu'avec les autres acteurs du terrain:

- un programme d'action, de prévention et de dépistage des facteurs de risque des maladies cardio- et cérébrovasculaires;

- un plan cancer et la mise en place d'un registre des cancers;

- un programme de mise à disposition gratuite de moyens contraceptifs;

- un programme de prévention et de prise en charge optimale du diabète;

- un programme de prévention et de dépistage précoce du cancer colorectal.

Bien entendu les programmes ayant fait leurs preuves tels que

- le programme mammographie,

- les campagnes de vaccination contre, entre autres, le «Human Papilloma Virus»,

- l'initiative «gesond iessen, méi bewegen»,

- la promotion de l'allaitement,

- le programme de sevrage tabagique

seront poursuivis.

2. Médecine préventive

La loi du 21 novembre 1980 portant organisation de la Direction de la Santé sera réformée afin de pouvoir répondre aux nouveaux besoins sanitaires et un Observatoire de la Santé sera créé en vue de fournir, en collaboration avec le STATEC, les données épidémiologiques nécessaires pour élaborer des plans nationaux de lutte contre des maladies telles que le cancer, les maladies cardio-vasculaires et le diabète.

Le Gouvernement élaborera une loi-cadre de prévention de la santé tenant compte des spécificités entre hommes et femmes.

La prévention des comportements à risque et des programmes de détection précoce des maladies seront développés en concertation avec le Ministère de la Sécurité sociale et le Ministère de la Famille.

Afin de lutter contre l'obésité surtout chez les jeunes, des mesures seront prises pour améliorer l'alimentation dans les cantines scolaires, les crèches, les maisons relais, et pour promouvoir des activités sportives. Des projets médicaux visant à prendre en charge les jeunes obèses et diabétiques seront encouragés.

En matière de sécurité et de santé au travail, des démarches seront entreprises pour prévenir et pour combattre les phénomènes nouveaux tels que le mobbing, le stress, les substances nocives, la dépression, le bruit, etc. À cette fin, le «Comité de coordination du système national d'inspection du monde du travail» tel que prévu à l'article L.613-2 du Code du Travail sera mis en œuvre et aura pour mission entre autres d'émettre ses recommandations coordonnées aux décideurs politiques.

Le rôle de la médecine scolaire sera renforcé dans l'enseignement fondamental et secondaire et permettra une démarche proactive et ciblée. Une collaboration accrue avec les communes servira à sensibiliser notamment les jeunes pour les modes de vie sains.

L'éducation à la sexualité en milieu scolaire sera systématisée à tous les niveaux et ses enseignements feront partie intégrante des curricula dans l'enseignement fondamental. Dans la lutte contre les maladies sexuelle-

ment transmissibles (MST), l'accès à des préservatifs sera garanti. Il en sera de même pour d'autres contraceptifs afin d'éviter des grossesses non désirées.

Un accent particulier sera mis sur la lutte contre le SIDA.

Un programme de prévention et de prise en charge de la démence sera élaboré.

3. Maladies de la dépendance

Le Gouvernement va poursuivre sa politique de lutte contre la drogue et les maladies de dépendance par un vaste programme d'actions et de campagnes de sensibilisation ciblées sur les jeunes.

L'abus d'alcool est en progression chez les jeunes. Le Gouvernement s'inquiète du phénomène du «binge drinking» qui consiste à consommer une importante quantité d'alcool sur une période de temps relativement courte. Il proposera des textes législatifs pour prendre des mesures éducatives et sociales pour protéger les jeunes contre les suites d'une telle consommation excessive d'alcool. Des mesures seront prises pour limiter les publicités pour les boissons alcoolisées et pour œuvrer, en concertation avec les commerçants, à ce que les boissons sans alcool soient vendues moins cher que les boissons alcoolisées.

En matière de prévention de drogues, la politique entamée sera poursuivie en étendant le champ d'action et d'application du plan national drogues. Les structures d'accueil (Fixerstuff) seront décentralisées (création d'une deuxième structure à Esch en collaboration avec le Centre Hospitalier Emile Mayrisch et, le cas échéant, dans la «Nordstad»), le traitement de substitution à la méthadone sera évalué et revu et le programme de prescription d'héroïne dans des cas bien définis sera développé. Les structures post-thérapeutiques seront créées et le nombre de places de thérapie sera augmenté tout en évaluant l'efficacité des structures existantes.

La réinsertion d'anciens toxicomanes sur le marché du travail en concertation avec les structures et services compétents (Administration de l'Emploi) sera encouragée.

En vue de renforcer la protection des non-fumeurs, la loi du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac sera évaluée. Le projet «plan tabac» sera mis en vigueur. Un accent particulier sera mis sur la protection des jeunes.

4. Professions de santé

Le Gouvernement développera la formation postuniversitaire des médecins généralistes offerte par l'Université du Luxembourg.

La conformité de la formation de l'infirmier aux directives européennes sera assurée et la formation pratique améliorée.

La formation continue pour médecins et soignants sera réglementée.

Pour améliorer la communication avec le patient dans les hôpitaux, les médecins hospitaliers, les soignants et tous les autres collaborateurs en contact direct avec le patient seront incités à acquérir des connaissances satisfaisantes de la langue luxembourgeoise.

En vue de garantir à l'avenir une offre de soins de santé de base (médecine générale) dans la plus grande proximité raisonnable, une programmation des besoins en médecins généralistes en médecine générale sera entamée, les incitations seront renforcées et des projets-pilote pourront être subventionnés. Le projet des maisons médicales sera évalué et adapté aux besoins. Une collaboration accrue avec les communes sera réalisée et de nouveaux modèles de collaboration entre médecins généralistes seront accompagnés par le Gouvernement, notamment dans les régions rurales. Le rôle de guidance du médecin généraliste sera renforcé. Le Gouvernement encouragera la population à choisir son médecin de famille (domiciliation des patients chez leur «Hausdokter»).

Le Gouvernement procédera à la révision de la législation sur l'aide médicale urgente et les services d'ambulances.

Le rôle de conseil du pharmacien sera renforcé. Le pharmacien pourra procéder à la substitution d'une spécialité pharmaceutique prescrite par une autre spécialité ayant la même forme pharmaceutique et la même composition qualitative et quantitative en principes actifs si elle est à moindre coût.

Le réseau des pharmacies sera renforcé et la procédure d'attribution de concessions pour pharmacies est à réviser en vue d'assurer une couverture appropriée dans l'intérêt de la santé publique.

Le Gouvernement redéfinira le rôle et les tâches du contrôle médical afin de le mettre en mesure de détecter efficacement les cas d'abus et de fraude.

Le Gouvernement se dotera de la législation et de la réglementation nécessaires afin d'endiguer la publicité pour prestations et fournitures en matière de santé.

5. Médecines non conventionnelles

Le Gouvernement poursuivra ses travaux en vue de la reconnaissance et de la réglementation de différentes formes de médecine complémentaire et de la reconnaissance de spécialités, dont celles du psychothérapeute et du podologue, comme professions de santé.

6. Établissements hospitaliers

La modernisation des infrastructures du secteur hospitalier sera poursuivie en fonction des besoins qui subsistent dans les trois régions hospitalières. Le nouveau plan hospitalier sera mis en œuvre. Ceci concerne plus particulièrement les projets de modernisation et de réorientation dans le Sud du pays.

La loi du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers sera révisée en vue d'approfondir la planification hospitalière et de donner des précisions sur le rôle ainsi que sur les droits et les devoirs des différents intervenants, et notamment sur le statut contractuel du médecin hospitalier. L'opportunité du maintien de la seule rémunération à l'acte sera examinée en fonction des différentes spécialités. L'objectif est d'inciter à la transparence des activités, des résultats, de la performance, des efforts en matière de qualité et de la satisfaction des usagers.

Une participation accrue des médecins et du personnel soignant dans l'organisation des hôpitaux sera encouragée. Les initiatives en matière de qualité de l'activité médicale lancées par le nouveau plan hospitalier seront mises en place et renforcées. Une optimisation des processus favorisera une utilisation plus efficace des moyens disponibles sans mettre en cause la qualité des services prestés et leur accessibilité.

Deux fusions récentes entre établissements hospitaliers et maintes collaborations sur le plan logistique et médical ont contribué à un renforcement du secteur hospitalier. En visant à utiliser les moyens de manière plus efficace sans toutefois mettre en cause l'accès à tous à des soins de santé de bonne qualité. L'approche choisie est celle de «Soigner mieux en dépensant mieux». Le Gouvernement continuera à inciter les établissements hospitaliers à créer des collaborations tant sur le plan administratif, technique, logistique que médical, et notamment dans le domaine des laboratoires et des pharmacies hospitaliers. Une meilleure répartition de l'activité médicale entre les différents acteurs par la création de véritables filières de soins spécialisées sera visée. Le Gouvernement veillera à ce que des centres de compétences regroupant les spécialités de différents hôpitaux soient créés au niveau national dans des domaines tels que l'oncologie, la prise en charge de l'accident vasculaire cérébral (stroke), la neurochirurgie (chirurgie du cerveau) ainsi que la chirurgie de la colonne vertébrale.

Une priorité sera consacrée à la création de services/établissements hospitaliers spécialisés dans la prise en charge des personnes âgées.

Dans les hôpitaux, le nombre des chambres à un lit sera augmenté. Pour ces chambres, le tarif majoré de 66% pour les actes médicaux sera supprimé progressivement. Une négociation dans ce sens sera entamée avec l'Association des Médecins et Médecins dentistes, ainsi qu'avec la Caisse médico-chirurgicale mutualiste.

Le développement des traitements ambulatoires sera poursuivi résolument.

Le Gouvernement encouragera les hôpitaux luxembourgeois à procéder à un partage du travail et à une spécialisation dans le sens d'une complémentarité accrue. La création d'une structure fédérative des hôpitaux permettra de piloter ce développement et pourra mener à terme à d'excellences universitaires dans le secteur hospitalier au Luxembourg.

7. Psychiatrie

Le Gouvernement poursuivra la réforme de la psychiatrie sur base des recommandations du rapport d'évaluation externe de 2005 du professeur Rössler. L'impact des ressources et moyens déployés depuis cinq ans dans ce domaine sera évalué.

Un audit examinera l'exécution de la réforme au Centre hospitalier neuro-psychiatrique (CHNP). Une solution sera trouvée pour les patients qui ne sont plus réintégréables dans la société et qui relèvent du long séjour.

Une attention particulière sera portée à la promotion de la santé mentale chez les jeunes et les adolescents, à la prévention de comportements malsains, ainsi qu'à la détection précoce et à la prise en charge de troubles psychopathologiques.

Le réseau de petites unités décentralisées de prises en charge stationnaire et ambulatoire sera élargi et une structure adéquate de prise en charge des personnes placées sous contrôle judiciaire sera créée sur un site adapté après la période transitoire. Le Ministère de la Justice sera impliqué au moyen d'une adaptation de la loi organisant le CHNP et/ou d'une convention avec le Ministère de la Justice, réglant par exemple la prise en charge des frais d'infrastructure et de fonctionnement.

L'immeuble du CHNP à Ettelbruck, symbole de la psychiatrie du passé, sera abandonné au cours des cinq années à venir. La «Plateforme Psychiatrie» sera institutionnalisée et le système du référent sera créé afin de guider au mieux le patient.

Sur base d'une concertation étroite entre le Ministère de la Famille et le Ministère de la Santé, le Gouvernement veillera à la mise en place de structures adaptées aux enfants.

Le placement d'une personne contre son gré dans un service psychiatrique relèvera désormais d'une décision d'un juge. Le projet de loi ad hoc, examiné au sein de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale de la Chambre des Députés et approuvé par le Conseil d'État, est prêt pour être soumis au vote à la Chambre.

8. Soins palliatifs

Suite à l'entrée en vigueur de la loi relative aux soins palliatifs, à la directive anticipée et à l'accompagnement en fin de vie en date du 1er avril 2009, le Gouvernement prendra toutes les mesures nécessaires pour assurer la couverture nationale en soins palliatifs et pour activer tout le potentiel de ces soins, afin d'apporter des réponses concrètes aux besoins des personnes en phase avancée ou terminale d'une affection grave et incurable.

Un accent particulier sera mis sur la formation et sur la formation continue en soins palliatifs et sur le contrôle qualité.

De même, le Gouvernement veillera à ce que toutes les conditions soient remplies pour assurer la mise en application des dispositions prévues par la loi du 16 mars 2009 sur l'euthanasie et l'assistance au suicide.

Les deux partis constatent la persistance d'un désaccord de fond en ce qui concerne la législation sur l'euthanasie et l'assistance au suicide. Il est retenu qu'aucune modification ne sera apportée à la loi du 16 mars 2009 à moins que cette réforme ne trouve l'accord des partis de la coalition.

9. Dons d'organes

Pour répondre aux attentes légitimes des personnes en attente d'un organe, les efforts déjà entamés pour faire face à la pénurie d'organes seront poursuivis. À cet effet, la réglementation en la matière, notamment celle déterminant les critères de la mort en vue d'un prélèvement, sera révisée. Dans chaque hôpital des référents hospitaliers sont mis en place pour signaler les situations pouvant conduire à un prélèvement. La sensibilisation du public en faveur du don post mortem (*accord familial*) sera maintenue à un degré élevé, au besoin par le biais de campagnes de rappel dans les médias.

10. Sécurité alimentaire

Dans le domaine de la sécurité alimentaire il s'agira de:

- compléter la fusion des services de la Santé impliqués dans le contrôle officiel des denrées alimentaires afin d'assurer un contrôle uniformisé et efficace des entreprises concernées tout en garantissant une sécurité alimentaire élevée pour le consommateur;

- consolider la structure et les tâches de l'OSQCA (Organisme pour la Sécurité et la Qualité de la Chaîne alimentaire) avec du personnel permanent et une loi cadre;

- nommer les administrations chargées de la mise en œuvre des systèmes de contrôle des denrées alimentaires et en rendre l'application plus efficace par:

1. une révision de la loi sur le contrôle des denrées alimentaires qui date de 1953 et qui doit être adaptée d'urgence aux exigences de la Commission européenne;
2. l'élaboration d'une loi visant la restructuration des inspections.

Le Gouvernement entend affirmer le principe de précaution en matière d'OGM et soutiendra les initiatives «Luxembourg et Grande Région territoires sans OGM».

11. Laboratoire national de Santé

Le Gouvernement poursuivra la réorganisation du Laboratoire national de Santé (LNS) et la révision de la loi y relative afin d'adapter les services de cette administration aux besoins actuels et futurs du secteur, notamment en ce qui concerne le recrutement dans certaines spécialités (voir chapitre établissements publics).

12. Médecine de l'environnement

Le Gouvernement encouragera l'établissement hospitalier mandaté pour créer un service national de médecine de l'environnement à poursuivre les initiatives et activités déjà entamées.

13. Droits des patients

Le Gouvernement déposera un projet de loi relatif aux droits et obligations du patient qui permettra la création:

- d'une gestion des plaintes orientée sur le patient;
- d'une instance de médiation pour prendre en charge les plaintes des patients, en collaboration avec le Centre de Médiation;
- d'une association de patients représentative;
- d'un système de documentation de l'activité médicale (hospitalière) homogène pour tout le secteur.

Le Gouvernement dressera un état des lieux de l'indemnisation des patients en matière d'aléa thérapeutique, évaluera les avantages et les désavantages de l'introduction du principe dit «no fault» et proposera des moyens aptes à remédier aux déficits éventuellement constatés.

Le Gouvernement attachera de même une importance accrue au développement de la collaboration avec les différentes associations thématiques de patients émanant de la société civile pour mettre en place des campagnes de prévention et pour affiner les modalités et filières de prise en charge pour certaines maladies spécifiques. Ces associations d'entraide devront bénéficier d'un soutien financier adapté à leurs missions.

Le progrès médical ouvre des perspectives impensables jadis. Si la recherche dans ce domaine reste primordiale et si l'application des nouvelles technologies présente souvent des avantages pour tout un chacun et des perspectives de développement économique pour tous, il n'en reste pas moins que la dimension éthique doit être prise en compte dans la mise en œuvre du progrès médical.

Pour éviter des dérapages le Gouvernement entend fixer un cadre légal à la fois cohérent et assez flexible pour

- mettre en œuvre la Convention d'Oviedo,
- régler la procréation médicalement assistée,
- réglementer strictement, sinon interdire la maternité pour autrui,
- adapter l'application de la Convention de la Haye en vue de permettre aux enfants de connaître leur ascendance,
- régler d'une manière restrictive la recherche sur les embryons.

Comme la législation concernant les questions bioéthiques doit concilier les aspects de la santé publique, du droit, de la recherche et de l'économie, le Gouvernement entend faire précéder l'élaboration de ces

textes par une audition de tous les milieux concernés (ministères et forces vives de la nation) devant déboucher sur un rapport élaboré sous la direction de la Commission nationale d'Éthique.

14. Information sexuelle, prévention de l'avortement et réglementation de l'interruption de la grossesse

Dans le cadre d'une politique de santé publique axée sur la prévention, le Gouvernement poursuivra la mise en place en collaboration avec la Caisse nationale de Santé et avec son soutien d'un programme de mise à disposition gratuite de moyens contraceptifs. Il est prévu de rendre la contraception gratuite pour toutes les femmes jusqu'à l'âge de 25 ans.

Cette action en vue d'éviter des grossesses non désirées et de lutter contre les maladies sexuellement transmissibles sera relayée en milieu scolaire par une systématisation de l'éducation sexuelle à tous les niveaux, et notamment dans l'enseignement fondamental.

Le Gouvernement entend procéder à une révision de la loi du 15 novembre 1978 relative à l'information sexuelle, à la prévention de l'avortement clandestin et à la réglementation de l'interruption de la grossesse. L'article 353 du Code pénal sera reformulé en disposant que l'interruption volontaire de grossesse est admise pour des raisons de détresse d'ordre physique, psychique ou social dans le chef de la femme enceinte.

À côté de la consultation obligatoire d'un médecin gynécologue ou obstétricien, il sera instauré une consultation préalable auprès de centres de consultation et d'information familiale agréés par le Ministre de la Santé publique et le Ministre de la Famille. La consultation est ouverte et ne préjuge pas de la décision de la femme enceinte. Le libre choix du centre de consultation pour la femme enceinte est garanti.

La consultation est de rigueur avant tout avortement quelle que soit la méthode utilisée. Le délai post consultation de sept jours sera réduit à trois jours.

En ce qui concerne les femmes enceintes mineures, l'accord des personnes investies de l'autorité parentale constitue la règle. À défaut, la femme enceinte se fera accompagner par une personne majeure de confiance lors de la consultation; cet accompagnement étant à documenter par le centre de consultation.

Les autres conditions et règles relatives à l'interruption volontaire de grossesse resteront inchangées.

15. «e-santé» et dossier patient électronique

Le Gouvernement poursuivra la mise en place du plan national «e-santé» comme suite aux résultats de l'étude de faisabilité attendue en 2010. Il dotera le Ministère de la Santé de nouvelles compétences afin de mieux piloter ce dossier complexe par la mise en place:

- d'une plateforme nationale d'échange de données «santé» (hospitalières et extrahospitalières);
- du partage d'un dossier minimum par patient contenant des données administratives et d'urgence et les «registres» de certains diagnostics (résultats laboratoires, carnet radiologique, registre des médicaments);
- des cartes «santé» et «cartes professionnels de santé»;
- de l'informatisation des dossiers électroniques hospitaliers interopérables.

Ministère de la Sécurité sociale

1. Introduction

Le Gouvernement maintient son attachement à l'État social, dont la sécurité sociale constitue un pilier porteur. S'appuyant sur le principe de solidarité face aux principaux risques de la vie, la sécurité sociale garantit à l'ensemble de la population la prise en charge des soins de santé et de la dépendance, la compensation des charges familiales et la sécurité des revenus en cas d'incapacité de travail, de vieillesse, de survie et de chômage. Elle a pour but d'empêcher la pauvreté et l'exclusion sociale.

Principalement en période de difficultés économiques, la sécurité sociale assume un rôle stabilisateur en maintenant le pouvoir d'achat d'une partie significative de la population et en assurant emploi et rémunération aux personnes occupées dans les secteurs de la santé et des soins de longue durée.

L'effort financier important que comporte la préservation de l'acquis social exige de l'économie, des contribuables et des cotisants un emploi responsable et efficace des fonds, évitant le dispendieux ou la dispersion et prohibant tout usage abusif voir frauduleux.

Au-delà des contingences du moment, il est impérieux de s'adresser à la viabilité à long terme de nos régimes de sécurité sociale face au vieillissement démographique prévisible, qui engendrera une augmentation des coûts pour les soins de santé, la prise en charge de la dépendance et, surtout, les pensions.

2. Assurance maladie-maternité

Le Gouvernement s'engage à préserver un système de santé basé sur la solidarité nationale, l'équité et l'accessibilité ainsi que sur la qualité de l'offre.

Le Gouvernement n'entend pas remettre en cause le conventionnement obligatoire, qui garantit l'accès de tous à des soins de même qualité.

Une conception affirmée de filières de soins devra être la base de toute planification sanitaire à moyen et à long terme, et plus spécifiquement de la planification des infrastructures hospitalières et des plateaux techniques. L'évolution démographique de la population résidente qui va nécessiter à côté et en coordination avec les mécanismes de l'assurance dépendance une filière de soins liant le milieu ambulatoire (médecins généralistes, réseaux d'aide et de soins à domicile, ...), les établissements stationnaires de long et de court séjour (maisons de soins, centres intégrés, centres de convalescence, ...) et le milieu hospitalier (gériatrie aigue, revalidation gériatrique, ...).

La rémunération actuelle des prestations hospitalières, et plus particulièrement des prestations médicales, rend délicate la pilotabilité globale du système, la transparence des prestations et la contrôlabilité des coûts. Dans cette optique, le Gouvernement entend se donner les moyens pour garantir la traçabilité des prestations et la lutte contre la fraude et les abus, ainsi que pour garantir un gain de cohérence par rapport aux objectifs du plan hospitalier (respect des nomenclatures, dégagement de pôles de compétence en renforçant le lien entre spécialisation médicale et actes de la nomenclature, ...).

Dans ce contexte, le Gouvernement entend étudier les avantages de l'introduction du tiers payant pour les frais médicaux en milieu hospitalier. Dès à présent, le Gouvernement se prononce en faveur de l'introduction du tiers payant social pour l'ensemble des prestations médicales.

Le Gouvernement entend améliorer la prise en charge et la qualité des soins, encourager la prévention, cibler les interventions, mesurer les coûts et contribuer à leur maîtrise, faciliter la prise de décision et établir des bases solides pour la planification sanitaire.

Suivant le concept «Soigner mieux en dépensant mieux», suivi lors de la législature écoulée, il est impératif d'optimiser la gouvernance et la coordination de notre système de santé, afin de dépister les potentiels d'épargne inhérents et de réaliser des gains d'efficacité.

Il faut être conscient que notre système d'assurance maladie, et surtout de prise en charge médicale et hospitalière, devra à l'avenir davantage faire face à une comparaison avec une concurrence avec des offres de soins transfrontalières.

Au cours des dernières années un travail considérable de concertation et d'échange, de création de synergies, de mesures de sensibilisation, aussi bien à l'égard des patients que des prestataires ou des fournisseurs, a été effectué. Une concentration des ressources, tel que la fusion des hôpitaux ou le statut unique avec la création de la Caisse nationale de Santé, a renforcé la base pour un meilleur pilotage de l'assurance maladie.

Même si le leitmotiv «Soigner mieux en dépensant mieux», qui a guidé la période de stabilité des cinq dernières années, a fait ses preuves, il y a lieu de l'adapter aux nouvelles contraintes et aux nouveaux défis qui se dessinent. À cette fin il y a lieu d'articuler les orientations stratégiques du Gouvernement autour des priorités suivantes:

- préserver un système de santé publique et solidaire et développer la qualité, la complémentarité et des filières de soins coordonnées,
- maîtriser l'évolution du coût global de l'assurance maladie et assurer la pérennité de notre système de santé,

- créer une gestion des données répondant à des critères d'exhaustivité, de transparence, de fiabilité, de standardisation, de comparabilité et d'échangeabilité.

Les orientations stratégiques devront être déclinées en plans d'action, qui viseront aussi bien le moyen et le long terme (mesures entrant en vigueur ou portant leurs fruits dans 2 à 5 ans) que le court terme (mesures à prendre immédiatement et ayant un impact quasi immédiat).

Ce dernier type de mesures s'impose notamment pour faire face aux conséquences de la crise qui menace l'équilibre financier de l'assurance maladie. Un pacte de stabilité devra permettre de libérer le temps et les ressources nécessaires pour mener à bien les réformes structurelles visant le moyen et le long terme. En découlent des mesures à prendre au niveau statutaire ou réglementaire, voire au niveau de la législation applicable, tels que le Code de la Sécurité sociale ou la loi sur les établissements hospitaliers.

Les dépenses liées à la maternité affichent un taux de croissance nettement supérieur au taux de croissance moyen des dépenses de l'assurance maladie-maternité, et ceci tant pour les mesures de remplacement de salaire (congé de maternité et dispenses de travail) que pour les prestations en nature. Tout en préservant le niveau de participation actuel de l'État, le Gouvernement élaborera, en étroite concertation avec les partenaires sociaux, des pistes pour maîtriser ces dépenses.

La prise en charge de certains soins dentaires sera améliorée tout en veillant à améliorer la transparence en faveur des patients dans ce domaine.

3. Assurance dépendance

La phase de démarrage de l'assurance dépendance, introduite il y a 10 ans, étant venue à échéance, il s'agit maintenant de faire le bilan des années de régime de croisière, et ceci «dans un souci d'économie tout en respectant les besoins du bénéficiaire» (CSS art. 349). Se basant sur des évaluations et analyses statistiques et financières, ce bilan évaluera la qualité des prestations fournies et examinera la viabilité à long terme de l'assurance dépendance.

Avant tout, ce bilan devra se référer aux principes fondamentaux que les auteurs s'étaient assignés: priorité au maintien à domicile, priorité aux prestations en nature, priorité aux mesures de réhabilitation et de prévention et garantie d'une continuité des soins. Le cas échéant, ces priorités devront être réaffirmées et des mesures législatives et réglementaires devront adapter et compléter les mécanismes de fonctionnement actuels de l'assurance dépendance.

Les principales orientations stratégiques pourraient s'articuler comme suit:

- assurer la viabilité à long terme de l'assurance dépendance,
- anticiper les risques futurs découlant notamment de l'évolution démographique,
- améliorer la coordination des soins entre le secteur du domicile, le secteur stationnaire aigu et celui de longue durée,
- promouvoir la qualité et mettre en place un système de contrôle des prestations,
- amener une transparence dans le financement des prestations de soins de longue durée.

Eu égard au principe de continuité des soins, une importance particulière revient à la coordination de l'assurance dépendance avec les autres mesures prises dans des domaines connexes, tels que le domaine social, la santé et les hôpitaux ou les politiques du handicap ou du troisième âge. Une planification prévisionnelle des infrastructures stationnaires et semi-stationnaires, leur orientation conceptuelle, leur répartition géographique, etc. - à élaborer par le Ministère de la Sécurité sociale en étroite concertation avec le Ministère de la Famille - doivent prendre en compte les besoins effectifs et se baser sur des études d'impact financier à long terme sur l'assurance dépendance et sur le budget de l'État.

Au niveau de la prise en charge, une coordination des soins entre le domicile, les établissements d'aide et de soins et le milieu hospitalier doit être mise en place. Des programmes de sensibilisation et de consultation doivent renforcer la prévention de la dépendance, notamment auprès des personnes qui ne bénéficient pas de l'assurance dépendance.

Dans le contexte d'une démarche de qualité, il devient impératif de se pencher sur le lien nécessaire entre les prestations requises pour le bénéficiaire et les objectifs poursuivis par l'assurance dépendance, à

savoir la réponse au besoin d'aide d'une tierce personne pour les actes essentiels de la vie. Certaines prestations de l'assurance dépendance devraient être évaluées par rapport à leur finalité, leur efficacité et leur volume, et ceci tant au niveau des prestataires professionnels qu'au niveau des aidants informels.

Une attention particulière devrait être portée aux modalités de remplacement des prestations en nature par une prestation en espèces, leur affectation aux objectifs poursuivis par l'assurance dépendance et l'accompagnement de l'aidant informel. Les prestations de l'assurance dépendance ayant globalement fait leurs preuves, il s'agit d'ajustements ponctuels, afin de répondre à de nouveaux défis tels que l'accompagnement des personnes en fin de vie ou la promotion de la qualité dans le secteur des soins de longue durée.

Cette promotion de la qualité repose sur

- les travaux de la commission de qualité des prestations qui a pour objectif de favoriser la mise en œuvre de démarches d'amélioration continue de la qualité avec des exigences qualité à atteindre, une transparence via une meilleure utilisation de la documentation relative aux soins et à la vie du bénéficiaire, et la diffusion de bonnes pratiques servant de base commune,

- le développement d'un système de contrôle de la qualité, se basant, notamment pour les établissements, sur les évolutions de l'étude visant à mettre en place une comptabilité analytique générale se couplant avec une clé de répartition des prestations,

- une collaboration accrue et une coordination des différents acteurs du système assurance dépendance pour créer des synergies et des compléments cohérents d'action,

- une transparence et un énoncé clair des exigences de qualité notamment auprès des fournisseurs des aides techniques et des adaptations du logement,

- une écoute et une prise en compte des attentes et des besoins des bénéficiaires afin de construire l'amélioration continue de l'accompagnement au quotidien.

Il y a lieu d'analyser la pertinence de l'élaboration d'un nouvel outil de mesure de la dépendance basé sur l'expérience acquise et de remettre en question la mesure actuelle basée sur une logique d'actes ponctuels.

La tarification des prestations fournies dans le cadre de l'assurance dépendance doit être évaluée par rapport à des critères de qualité, telles que la qualification des professionnels et l'intensité des prestations effectivement fournies. La méthodologie de détermination des valeurs monétaires sera complétée par un élément normatif, afin de compenser certains effets contreproductifs de la méthodologie actuelle basée sur un système de moyennes sectorielles.

Les travaux en cours en matière de comptabilité analytique des établissements stationnaires montrent certaines incohérences par rapport au périmètre d'intervention de l'assurance dépendance. En découle la nécessité d'améliorer la transparence en matière de prestations de l'assurance dépendance et de prix d'hôtellerie et d'hébergement. Néanmoins, il n'est pas indiqué de réduire le volume d'intervention de l'assurance dépendance mais de réorienter et de mieux cibler ces prestations.

Une importance particulière revient au financement de l'assurance dépendance. À prestations constantes, on constate une augmentation des frais en raison de l'évolution démographique. Le système actuel, se basant essentiellement sur une contribution dépendance, un apport substantiel de la part du budget de l'État et certaines autres participations, est globalement stable. Certains potentiels d'économies ainsi que d'autres mesures, doivent être évaluées par rapport à leur impact avant de déterminer les détails du financement futur.

Depuis le 1^{er} janvier 2007 et jusqu'au 31 décembre 2009, la contribution dépendance est fixée à 1,4% et la contribution de l'État à cent quarante millions d'euros. Une renégociation du financement de l'assurance dépendance est en principe prévue pour fin 2009. En considération des contraintes financières à laquelle l'assurance dépendance devra faire face à moyen et long terme en raison de l'évolution démographique, il est opportun de maintenir le taux de cotisation actuel pour constituer une réserve solide et de refixer la contribution de l'État.

4. Assurance accident

Sur base du projet de loi n° 5899 portant réforme de l'assurance accident et de l'avis du Conseil d'État, le Gouvernement mènera à bonne fin la réforme de l'assurance accident. Ce projet permettra une indemnisation plus ciblée des préjudices subis par le travailleur, mettra l'accent sur la prévention des accidents et renforcera la solidarité entre les entreprises. Le projet n'apportera pas de charges supplémentaires à l'ensemble des cotisants.

5. Assurance pension

Les réformes des trente dernières années ont créé un système de pension en principe robuste. L'unification des régimes de pension par profession en un régime unique ainsi que le rapprochement et la coordination entre le régime général de pension et les régimes spéciaux font que le risque des changements structurels du marché du travail est mieux réparti que dans le passé où les caisses de pension avaient un financement autonome. Le Gouvernement confirme le principe de la répartition et de la solidarité entre les générations.

Certaines réformes d'actualité dans d'autres pays ont déjà été réalisées de longue date, comme le calcul des pensions sur les revenus professionnels de toute la carrière, ou encore la coordination entre les deux régimes de pension luxembourgeois. L'assurance pension au Luxembourg jouit d'une légitimité très élevée auprès de la population. Elle possède une réserve financière importante, sans aucun rapport avec la situation de certains pays avoisinants, ce qui permettra de réaliser les réformes nécessaires dans les années à venir dans le dialogue avec les groupes concernés et sans précipitation. Enfin, l'architecture de l'assurance pension offre des possibilités multiples d'adaptation et de réformes pour améliorer sa viabilité et pour l'adapter à l'évolution de la société et de l'économie.

Afin de garantir que le Luxembourg soit prêt pour affronter les conséquences du vieillissement démographique et en conclusion des discussions du Comité de coordination tripartite en avril 2006, les partenaires sociaux et le Gouvernement ont créé un groupe de réflexion ayant pour mission d'élaborer des propositions pour assurer la viabilité à long terme des régimes de pension et d'étudier les différentes mesures qui pourront être envisagées pour garantir cette viabilité et pour adapter le système de pensions aux évolutions liées aux changements dans le déroulement des carrières professionnelles, au vieillissement démographique et à son impact sur la durée du temps de travail à vie.

En ce qui concerne la viabilité à long terme des régimes de pension, il ne s'agit pas seulement de la viabilité financière, mais encore de la viabilité sociale et politique et de la légitimité de ces régimes. Ainsi, la viabilité sociale et politique de l'assurance pension ne serait plus assurée si son maintien exigeait des sacrifices trop importants à la population active, ou si les assurés actifs étaient de moins en moins convaincus que les régimes de pension pourraient leur assurer des revenus adéquats pendant leur retraite. De même, la viabilité du système dépend fortement des changements de la démographie et des carrières professionnelles des assurés. Ainsi, l'augmentation de l'espérance de vie rallonge la durée pendant laquelle les bénéficiaires perçoivent une pension, alors que le rallongement des études raccourcit les carrières professionnelles. Par ailleurs il faut remarquer qu'actuellement 20% du montant total de l'assurance pension est exporté et que 40% des bénéficiaires de pension résident à l'étranger. Dans les années à venir, ces pourcentages vont encore augmenter. En outre, ces changements posent la question si le système de pension répond de façon adéquate aux évolutions de la vie professionnelle et familiale, notamment dans le cas de carrières atypiques, comme le travail à temps partiel ou les carrières interrompues. Le Gouvernement entend promouvoir la création de droits individuels pour chacun et s'engagera à éviter des interruptions de carrière en défaveur du partenaire se consacrant principalement à l'éducation des enfants par des incitations en faveur de l'assurance continuée.

La situation financière et démographique actuelle du système est telle que des réformes efficaces sont envisageables sans mettre en cause les droits acquis. Une réserve substantielle et une population active relativement jeune permettent de préparer les réformes du système sans précipitation, mais sans pour autant attendre trop longtemps au risque de devoir recourir à des solutions ad hoc mal ficelées ou de dernière minute. Des changements judicieux et com-

préhensibles par les personnes concernées doivent être entrepris avec doigté sur un certain nombre de paramètres du système. Il serait souhaitable que les réformes se fassent dans un futur proche de manière à ce que les actifs d'aujourd'hui soient informés sur les réformes qui les concerneront en tant que bénéficiaires futurs. Dans ce but il s'agit de faire en sorte que le système garde sa capacité d'adaptation à l'évolution économique du pays et aux ressources financières disponibles, sans pour autant abandonner ses objectifs sociaux, dont les plus importants sont de

- faire participer les pensionnés de manière équitable au revenu national;
- maintenir un équilibre entre le revenu disponible des actifs et des retraités;
- offrir des garanties crédibles aux actifs quant à leurs pensions futures.

D'évidence, tout processus de réforme devra prendre en considération les mécanismes qui interagissent dans l'engrenage du système de pension. La flexibilité du système est telle qu'une multitude de mesures peuvent être envisagées, agissant dans le même but, qui sera toujours d'assurer la viabilité à moyen et à long terme du système de pension. La liste suivante indiquant les vis de réglage possibles n'est d'ailleurs pas exhaustive:

- la durée de la vie active;
- l'interaction entre vie active et longévité;
- le maintien des travailleurs sur le marché de l'emploi par des mesures de réinsertion professionnelle et des incitations aux entreprises;
- l'âge d'accès à la pension anticipée;
- le niveau du taux de remplacement;
- les mécanismes d'ajustement des pensions, notamment en considération de la longévité des bénéficiaires;
- l'effet redistributif du système de pension entre revenus élevés et revenus faibles;
- l'évolution du taux de cotisation ou du plafond cotisable pour relever le seuil de la solidarité entre classes socio-professionnelles et entre générations successives;
- les périodes de stage et les périodes de cotisations effectives;
- le bénéfice d'une pension cumulée avec une activité salariée;
- les dispositions anti-cumul;
- les clignotants retenus du «Rentendesch»;
- le niveau adéquat et nécessaire de la réserve de compensation;
- les sources alternatives de financement.

Dans ce contexte, les systèmes de préretraite sont à évaluer.

La bonne santé actuelle des assises financières du régime devrait permettre une discussion en toute sérénité portant sur le choix des vis de réglage comme sur le couple de rotation à appliquer. Sans vouloir négliger l'une ou l'autre de ces pistes à discuter avec les partenaires sociaux et le monde politique, le Gouvernement se prononce dès à présent pour la confirmation de la règle des 40 années de cotisations, l'analyse critique des périodes de stage et des critères pour le cumul d'une pension avec une activité professionnelle.

Le Gouvernement se concertera, parallèlement aux discussions avec les partenaires sociaux, avec les commissions compétentes de la Chambre des Députés.

Le Gouvernement encourage le développement des droits personnels.

Il veillera à assurer une couverture appropriée en matière de pension aux conjoints divorcés, sur base de solutions préconisées dans le cadre du projet N°5155 tel qu'amendé par la Commission juridique de la Chambre des Députés.

6. Réinsertion professionnelle

Sur base du bilan établi en concertation avec toutes les parties impliquées sur l'application de la législation relative à l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle une révision législative est en préparation. Les propositions de modification, qui seront examinées avec les partenaires sociaux, se présentent comme suit:

- reclassement interne à encourager en réduisant le seuil relatif à la taille de l'entreprise et en supprimant les quotas fixés en fonction des taux prévus à l'article L. 562-3 du Code du Travail;

- création d'un statut spécifique de salarié en reclassement professionnel afin d'éviter que le salarié en reclassement professionnel refuse d'occuper un nouveau poste de travail au risque de perdre ses droits avec la cessation du nouveau contrat de travail;

- obligation pour le médecin du travail de procéder à des évaluations périodiques et de proposer des adaptations nécessaires;

- création d'une pension d'invalidité professionnelle à charge de la Caisse nationale d'Assurance pension si les forces et aptitudes du salarié en reclassement professionnel externe sont telles qu'elles ne permettent pas une réinsertion sur le marché du travail eu égard à certains critères (âge, compétences insuffisantes au niveau du degré d'instruction, de l'expérience ou de la formation professionnelle, des langues et des perspectives de reconversion professionnelle);

- simplification du mode de calcul de l'indemnité compensatoire en le liant à l'assiette cotisable pour l'indemnité pécuniaire de maladie du salarié;

- adaptations ponctuelles de la procédure.

7. Pensions complémentaires

Après une dizaine d'années d'application la législation sur les régimes complémentaires de pension sera revue, sans que les principes fondamentaux, à savoir le caractère volontaire du régime, les garanties des droits des affiliés et des bénéficiaires ou les règles transposant les directives communautaires, ne soient toutefois remis en cause.

Cette révision servira à l'élaboration d'un cadre juridique approprié en faveur des travailleurs non salariés. Toutefois, une telle solution, comme celles qui pourraient être envisagées pour d'autres groupes socioprofessionnels actuellement exclus, comme les fonctionnaires publics, devra obligatoirement s'appuyer sur un support financier collectif et répondre au dispositif normatif et fiscal régissant les régimes professionnels de pension.

Ministère du Travail et de l'Emploi

1. Respect des principes fondamentaux du droit du travail

Les principes fondamentaux du droit du travail en tant qu'instrument de protection des aspirations légitimes des salariés seront respectés. L'équilibre entre flexibilité et sécurité du travail restera garanti dans un souci de défense équilibrée des intérêts des salariés et des entreprises. Le Gouvernement continuera à s'opposer à une dérégulation générale du droit du travail et notamment de la protection contre le licenciement. Il favorisera une adaptation ponctuelle du droit du travail dans le cadre du dialogue social.

Le Gouvernement appliquera une politique de sécurisation des parcours professionnels reposant sur les quatre piliers définis par l'Union européenne, à savoir:

- la souplesse et la sécurisation des dispositions contractuelles, du point de vue des employeurs et des travailleurs à la fois, notamment dans le cadre du dialogue social à tous les niveaux,

- des stratégies globales d'apprentissage tout au long de la vie pour garantir une capacité d'adaptation et une aptitude à l'emploi permanentes des travailleurs, notamment des plus vulnérables,

- des politiques actives du marché du travail efficaces permettant aux individus de faire face aux changements rapides, d'éviter sinon de réduire les périodes de chômage et de faciliter les transitions vers de nouveaux emplois (politique de maintien dans l'emploi),

- des systèmes de sécurité sociale modernes qui fournissent une aide au revenu

adéquat, encouragent l'emploi et facilitent la mobilité sur le marché du travail.

Une telle politique alliant souplesse et sécurité ne saura se faire que dans le cadre d'un dialogue social à tous les niveaux. Le Gouvernement continuera à favoriser la conclusion d'accords interprofessionnels par les partenaires sociaux.

Le Gouvernement consultera les partenaires sociaux en vue de définir les sujets qui feront l'objet d'accords négociés entre partenaires sociaux et un agenda contraignant à suivre pour les discussions respectives. En l'absence d'un accord entre partenaires sociaux dans un délai raisonnable, le législateur interviendra notamment dans les domaines actuellement discutés entre partenaires sociaux tels que l'adaptation du travail volontaire à temps partiel, ainsi que dans les autres domaines définis par le Gouvernement après consultation des partenaires sociaux.

2. Dialogue social

a. Dialogue tripartite

Dans cette optique, le Gouvernement réitère son attachement à la culture luxembourgeoise du dialogue social et aux institutions respectivement instruments en place et qui ont fait leur preuve dans la vie économique et sociale du pays. Ceci vaudra pour le dialogue social à trois au sein des instances à caractère tripartite, dont notamment le Comité économique et social, le Comité de Coordination tripartite et le Comité permanent du Travail et de l'Emploi ainsi que pour le dialogue social proprement dit au niveau national, sectoriel et de l'entreprise. Le Gouvernement rendra compte à la Chambre des Députés des travaux du Comité de Coordination tripartite.

b. Législation sur les délégations du personnel, les comités mixtes et la cogestion

Dans le cadre de l'économie sociale de marché, le dialogue social au niveau des entreprises est d'une importance primordiale. Dans un objectif de démocratisation de l'économie et de modernisation des instruments actuels provenant de l'âge industriel, le Gouvernement appuiera les grandes lignes de l'avant-projet de loi soumis par le Ministre du Travail et de l'Emploi au Conseil économique et social (CES) au courant de la législature précédente. Il insistera auprès du CES pour que celui-ci rende son avis avant la fin de l'année 2009 et déposera par la suite un projet de loi.

c. Chambre des Salariés et élections sociales

Le fait que tous les salariés, quelle que soit leur nationalité, puissent participer à une élection unique constitue une avancée extraordinaire pour la démocratie sociale. Le Gouvernement entamera avec la Chambre des Salariés une réflexion portant notamment sur le taux de participation général aux élections sociales.

3. Aménagement du temps de travail

Il n'y aura pas de réduction légale généralisée de la durée du temps de travail, mais le Gouvernement continuera à soutenir des initiatives des partenaires sociaux tendant à introduire de nouveaux modèles de travail, y compris ceux comprenant des réductions ponctuelles du temps de travail.

a. Temps de travail dans le secteur du commerce

Le Gouvernement s'opposera à une généralisation des heures d'ouverture du dimanche. Il sera prêt à discuter avec les partenaires sociaux des modalités d'application pratique des règles actuelles telles que fixées par la loi.

Il préconisera en revanche une plus large ouverture des magasins, pendant les jours ouvrables et notamment le samedi, jusqu'à 20.00 heures, ceci en vue de permettre au commerce luxembourgeois d'améliorer sa compétitivité dans la Grande Région. Il proposera au cours de l'année 2009 des aménagements de ces heures d'ouverture après consultation des partenaires sociaux sur les modalités d'application notamment en ce qui concerne la conciliation entre vie professionnelle et vie familiale.

b. Congés

Le Gouvernement n'envisage pas l'introduction de nouveaux congés. Les congés spéciaux actuellement en vigueur pourront être adaptés ponctuellement.

c. Comptes épargne-temps

L'introduction de comptes épargne-temps permettra une meilleure flexibilité dans la gestion du temps de travail tant pour les en-

treprises que pour les salariés, notamment en ce qui concerne la formation continue et la conciliation entre travail et famille. Les projets de loi, basés sur l'avis afférent du Conseil économique et social du 23 juillet 2004, concernant les salariés sous contrat de droit privé d'une part et les agents sous statut public d'autre part, seront discutés dans le cadre des dialogues sociaux respectifs.

4. Bien-être au travail

a. Responsabilité sociale des entreprises

Le Gouvernement continuera à favoriser des initiatives volontaires des entreprises tendant à compléter le dispositif existant dans les différents domaines. Le concept de responsabilité sociale des entreprises, qui s'inscrit dans le cadre des efforts plus globaux de responsabilisation des entreprises en vue du développement durable, fera l'objet d'un plan d'action spécifique. Il s'agira d'une action volontaire des entreprises ne pouvant se substituer au cadre législatif.

b. Lutte contre le harcèlement moral

Le Gouvernement continuera sa lutte contre le nouveau fléau que constitue le harcèlement moral sur le lieu du travail en mettant l'accent sur une meilleure coordination des initiatives en la matière. Sur base de l'accord interprofessionnel des partenaires sociaux, le Gouvernement mettra en place son plan d'action en faveur de la lutte contre le harcèlement moral par étapes qui comblera les moyens de sensibilisation, de conseil et de prévention. Les conventions avec des associations privées actives dans les domaines du stress et du harcèlement moral seront continuées et étendues.

c. Lutte contre les accidents du travail

Le Gouvernement intensifiera, ensemble avec les partenaires sociaux, la lutte contre les accidents du travail sur la base d'un accord commun.

5. Autres éléments du droit du travail

a. Statut unique du salariat de droit privé

Le Gouvernement veillera à la bonne exécution de la loi sur le statut unique conformément aux engagements pris à l'égard des partenaires sociaux, notamment en ce qui concerne les absences au travail pour raisons de maladie. Il distinguera entre les absences pour raisons de maladie dues au travail, les absences pour d'autres raisons et les absences abusives. Quant à ce dernier point, il entend responsabiliser tous les acteurs concernés.

b. Salaire social minimum

Le Gouvernement restera attaché au mécanisme de la revalorisation du salaire social minimum à un rythme biennuel sur la base des rapports techniques établis à cette fin.

c. Protection des données concernant les salariés

Le Gouvernement étudiera l'opportunité de préciser voire compléter les dispositions du Code du Travail (articles 261-1 et 261-2) concernant la protection des données des salariés sur base des travaux de la Commission nationale de la Protection des Données.

d. Protection des droits des travailleurs en cas de faillite

Le Gouvernement étudiera une adaptation du plafond et des modalités actuelles du super-privilège des salariés. Dans ce cadre, il examinera la possibilité d'octroyer aux salariés des avances remboursables sur les montants qui leur sont dus pour éviter que les salariés se retrouvent devant des problèmes financiers insurmontables pendant la période d'attente.

6. Priorité au plein emploi

La réalisation du plein emploi restera au centre des préoccupations du Gouvernement. Dans ce contexte, il agira sur les structures d'intermédiation du travail et améliorera sensiblement la coordination de l'ensemble des politiques qui se situent en aval du marché du travail. La crise économique risque en effet d'augmenter la proportion des travailleurs soumis au danger d'un chômage structurel. Il s'agit avant tout des travailleurs à faible niveau de qualification respectivement de ceux dont le niveau de qualification est dépassé, des travailleurs âgés, des travailleurs à faibles connaissances linguistiques ainsi que des travailleurs ayant des problèmes de santé ou des problèmes d'ordre social et familial. La politique du plein emploi poursuivie par le Gouvernement sera donc transversale.

a. Création d'un établissement public «Agence luxembourgeoise pour l'emploi»

Afin d'accroître l'efficacité des politiques actives de l'emploi et d'intermédiation entre offres et demandes d'emploi, le Gouvernement entamera une réforme structurelle fondamentale de l'Administration de l'Emploi, afin de la rendre apte à répondre de manière rapide et flexible aux défis toujours changeants du marché du travail.

Suite aux recommandations du rapport de l'OCDE sur le service public de l'emploi au Luxembourg, l'Administration de l'Emploi actuelle sera sortie de son carcan d'administration étatique. Il sera créé un nouvel établissement public sous la dénomination «Agence luxembourgeoise pour l'Emploi» (ALE). Cet établissement public sera géré par un conseil d'administration à caractère tripartite et un comité directeur qui prendra ses décisions de manière collégiale. Les membres seront nommés à durée déterminée, quel que soit leur statut. Le personnel nouvellement engagé par l'ALE le sera sous le statut de l'employé public. Les fonctionnaires actuels repris par l'ALE seront maintenus dans leur statut actuel. Ils seront placés sous la compétence hiérarchique fonctionnelle du conseil d'administration et du comité directeur de l'ALE.

Les éléments de réforme contenus dans le projet de loi du précédent Gouvernement seront repris dans le nouveau projet de loi introduisant une réforme globale.

La nouvelle Agence luxembourgeoise pour l'Emploi concentrera ses efforts sur une prise en charge globale de la personne à la recherche d'un emploi par la mise en place d'équipes pluridisciplinaires. Elle sera soutenue dans sa démarche sociale, de formation et de placement par des acteurs externes qui seront associés à son action par des conventions ou des marchés publics. Les principes de la politique d'activation des demandeurs d'emploi contenus dans la loi tripartite du 22 décembre 2006 seront maintenus et renforcés, notamment en ce qui concerne les conventions d'activation.

Le fonctionnement et de l'Agence luxembourgeoise pour l'Emploi tout comme le suivi des différentes mesures actives en faveur de l'emploi et des politiques de l'emploi en général seront soumis à une évaluation permanente externe afin de pouvoir adapter de manière proactive et expéditive le fonctionnement de l'Agence luxembourgeoise de l'Emploi et les politiques actives.

Comme les politiques d'emploi se situent très souvent en aval d'autres politiques, telles que celles de l'éducation, de l'économie et des politiques sociales au sens large, une coordination interministérielle efficace avec l'Agence sera mise en place avec comme objectif principal une meilleure adéquation entre offres et demandes d'emploi.

b. Maintien de l'emploi

Le Gouvernement poursuivra ses efforts en vue d'inciter et d'aider les entreprises à maintenir l'emploi et d'éviter des licenciements massifs.

Les politiques de l'emploi viseront à mettre à la disposition de l'économie luxembourgeoise le réservoir national de main-d'œuvre qui pour cela devra répondre aux exigences du marché. Afin de garantir une croissance socialement responsable de l'emploi, le Gouvernement va favoriser la collaboration active avec l'Agence luxembourgeoise pour l'Emploi. Il soutiendra les entreprises qui s'engagent dans la création d'emplois nouveaux notamment en ciblant les ressources humaines qui risquent d'être écartées du marché de l'emploi. Seront spécialement visés par les mesures proposées: les salariés âgés de plus de 50 ans, les femmes voulant réintégrer le marché du travail après avoir consacré quelques années à l'éducation de leurs enfants, les jeunes sans expérience professionnelle ainsi que les travailleurs non-qualifiés. Dans ce contexte, le Gouvernement étudiera l'introduction d'un système de bonus encourageant la création d'emplois en faveur des catégories à risque visées. Les partenaires sociaux auront un rôle important à jouer dans ce domaine et notamment dans le cadre des dispositions afférentes du Code du Travail (article 162-12).

Les entreprises désireuses de s'implanter au Luxembourg seront de suite mises en contact avec les instances publiques compétentes en matière de formation et de placement, afin que celles-ci puissent connaître leurs besoins en personnel qualifié. Cette manière d'agir permettra à l'État de réagir et même d'agir de manière anticipative à ces besoins.

c. Maintien dans l'emploi

Le Gouvernement continuera à favoriser la politique de maintien dans l'emploi qui a fait ses preuves notamment comme instrument de gestion active de la crise économique. Ensemble avec les partenaires sociaux, le Gouvernement va formaliser les procédures pour l'élaboration d'un plan de maintien dans l'emploi. La politique de maintien dans l'emploi définie par la loi tripartite du 22 décembre 2006 sera évaluée et, le cas échéant, adaptée en fonction des résultats de l'évaluation, notamment en ce qui concerne les procédures et le principe de discuter préalablement sur un plan de maintien dans l'emploi avant de procéder à l'élaboration d'un plan social proprement dit.

Afin de prévenir des restructurations ou d'aplanir leurs conséquences, le Gouvernement va établir avec les partenaires sociaux des systèmes de pré-alerte qui permettront d'agir de manière proactive pour garder les salariés en emploi et leur éviter ainsi le passage obligatoire par le chômage.

Dans ce contexte une attention particulière sera portée sur un meilleur développement des stratégies des entreprises par rapport à la formation initiale et la formation tout au long de la vie.

d. Retour à l'emploi

La cause principale pour le chômage, hormis les effets de la crise économique, reste l'inadéquation des qualifications par rapport aux exigences du marché du travail. Les personnes non qualifiées sont le plus frappées par le risque du chômage. Le Gouvernement favorisera dès lors les politiques actives de l'emploi, misant avant tout sur une augmentation de l'employabilité des demandeurs d'emploi par rapport aux politiques purement passives.

Dans ce contexte, le Gouvernement encouragera le recours aux instruments actifs en faveur de l'emploi dans le secteur privé. Il favorisera la mise en place des structures définitives prévues par la loi du 3 mars 2009 relative au rétablissement du plein emploi afin de permettre, dans un esprit de cohésion sociale, aux personnes non qualifiées qui ne trouvent pas ou pas encore un emploi sur le premier marché du travail, d'accéder à un emploi rémunéré. Il encouragera

pendant la période de crise toutes les initiatives sociales en faveur des demandeurs d'emploi.

Après consultation avec les partenaires sociaux, le Gouvernement adaptera temporairement les mesures actives en faveur de l'emploi actuelles, respectivement en créera de nouvelles pour contrer les effets de la crise économique sur l'emploi des jeunes.

La législation relative aux aides en faveur de l'emploi et des indemnités de chômage sera revue en collaboration avec les partenaires sociaux dans le sens d'une plus grande flexibilité à la fois à l'endroit du demandeur d'emploi et pour l'employeur.

Le Gouvernement envisage dans ce cadre une augmentation de la durée de l'indemnisation du chômage pour les demandeurs d'emploi poursuivant des formations qualifiantes destinées à augmenter sérieusement leur employabilité. Les modifications apportées à la législation actuelle pour faire face aux effets de la crise sur l'emploi seront limitées dans le temps.

La collaboration entre le Service national d'Action sociale et l'Agence luxembourgeoise pour l'Emploi sera améliorée et développée notamment en vue d'une orientation et d'une activation plus rapides des personnes qui se trouvent sous le régime du revenu minimum garanti (RMG) et qui disposent de potentialités et de qualifications professionnelles permettant de les orienter vers le premier marché de l'emploi.

Les aides financières relatives aux politiques de l'emploi et celles relatives aux politiques sociales, dont avant tout le revenu minimum garanti (RMG), seront mieux agencées. Ainsi, le Gouvernement va réfléchir sur l'interdépendance entre le RMG et l'évolution du salaire social minimum (SSM).

e. Égalité hommes femmes

Afin d'aboutir à la suppression des écarts de rémunérations entre les femmes et les hommes, le dispositif légal existant, notamment en matière de négociations collectives, sera revu en vue de renforcer les obligations relatives à la mise en œuvre de l'égalité salariale et en vue d'inciter les entreprises à une obligation de résultat pour atteindre les objectifs fixés en la matière.

f. Augmentation du taux d'emploi des salariés âgés

Plusieurs arguments plaident en faveur d'une politique déterminée dans le domaine de l'augmentation du taux d'emploi des salariés âgés, dont la nécessité de veiller à la pérennisation de nos systèmes de sécurité sociale, mais également le besoin qu'a notre économie de pouvoir recourir à l'expérience et aux compétences des salariés âgés sur le marché de l'emploi.

Cependant la constitution physique et/ou psychique d'importantes franges de salariés âgés ne leur permet plus d'exercer une activité professionnelle à 100% alors qu'une occupation à tâche réduite reste tout à fait imaginable. Voilà pourquoi la possibilité de cumuler un salaire en provenance d'une activité réduite à temps partiel et une pension d'invalidité partielle sera créée.

La mise en place d'un dispositif prévoyant des sorties plus flexibles du marché du travail sera analysée. Un possible cumul d'éléments de salaire et de pension de vieillesse est destiné à inciter un certain nombre de salariés âgés à rester actifs.

Le recours à la préretraite progressive sera favorisé alors qu'elle constitue l'instrument idéal pour combiner les objectifs d'insertion des jeunes et de maintien en activité des plus âgés dans le marché du travail. Dans ce contexte le salarié âgé assurera avant tout une activité de tutorat vis-à-vis du jeune à intégrer dans l'entreprise.

g. Travailleurs à capacité de travail réduite

La loi relative aux travailleurs à capacité de travail réduite sera retravaillée sur base des travaux préparatoires du Gouvernement précédent.

h. Travailleurs handicapés en ateliers protégés

Le Gouvernement soutiendra activement la création et le développement de structures adaptées aux besoins spécifiques des travailleurs handicapés qui ne sont pas ou pas encore à même d'intégrer le marché du travail.

Afin d'assurer le plein emploi des travailleurs handicapés en structure protégée, le Gouvernement favorisera prioritairement

Programme gouvernemental annexé à la déclaration gouvernementale de Monsieur le Premier Ministre

la mise en place d'une plateforme d'achat et de vente commune à tous les ateliers protégés, afin d'assurer la visibilité des produits et surtout leur écoulement régulier.

i. Interaction entre les initiatives sociales pour l'emploi et l'économie solidaire

Si d'une part l'économie solidaire telle qu'elle est pratiquée actuellement au Luxembourg se fonde sur les initiatives sociales pour l'emploi et si d'autre part il restera toujours des interférences entre ces deux notions, le Gouvernement est d'avis que suite à la mise en vigueur de la loi du 3 mars 2009 relative au rétablissement du plein emploi, il convient de réglementer les activités de l'économie solidaire proprement dite.

La loi du 3 mars 2009 relative au rétablissement du plein emploi sera définitivement applicable pour le 1er janvier 2010 et ne permettra plus de financer par le biais du Fonds pour l'Emploi que les missions consacrées par la loi dans l'intérêt de l'accompagnement des demandeurs d'emploi encadrés.

Comme la loi est déjà entrée en vigueur en 2009 et vu les errements du passé, le différentiel dit économie solidaire, concernant certains frais de superstructure personnelle et d'infrastructure, qui pourrait être constaté pour l'une ou l'autre initiative sociale pour l'emploi pour 2009, et qui risquerait d'acculer ces initiatives devant un déficit substantiel mettant en cause la viabilité de l'initiative, sera couvert de façon exceptionnelle par le Fonds pour l'Emploi pour l'année 2009.

Le Gouvernement élaborera un projet de loi sur l'association d'intérêt collectif.

Un groupe de travail sera mis en place afin de réfléchir sur les modalités éventuelles de la prise en charge du financement de l'économie solidaire proprement dite.

Jeudi, 30 juillet 2009

Présidence: M. Laurent Mosar, Président
Mme Lydia Mutsch, Vice-Présidente

SÉANCE 3

2^e session extraordinaire 2009

Sommaire

1. Communications

- M. le Président

2. 6041 - Proposition de loi visant à réviser les articles 4. (1) et 4. (2) de la loi du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum

6042 - Proposition de loi portant modification de la loi du 24 décembre 1990 sur la préretraite

6044 - Proposition de loi portant modification de la loi du 25 juillet 2002 concernant l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle

- Déclaration de recevabilité: M. le Président

3. Délégations auprès des Assemblées parlementaires internationales

- M. le Président

4. Déclaration concernant le programme gouvernemental

- Débat: M. Jean-Louis Schiltz (déposant une motion), M. Xavier Bettel, M. Lucien Lux, M. François Bausch (déposant une motion), M. Gast Gibéryen, M. André Hoffmann (déposant trois motions), M. Claude Meisch, M. Alex Bodry

- M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État

- Motions: M. André Hoffmann

- Vote sur la motion 1 (adoptée)

- Motion 2: M. Xavier Bettel, M. François Bausch, M. Marc Spautz, M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État

- Vote sur la motion 2 (rejetée)

- Vote sur la motion 3 (rejetée)

- Motion 4: M. André Hoffmann, M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État

- Vote sur la motion 4 (rejetée)

- Vote sur la motion 5 (rejetée)

5. 5156A - Projet de loi renforçant le droit des victimes d'infractions pénales et portant modification

- du Code d'instruction criminelle;

- du Code pénal;

- de la loi modifiée du 12 mars 1984 relative à l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction et à la répression de l'insolvabilité frauduleuse;

- de la loi modifiée du 16 juillet 1986 relative à certains modes d'exécution des peines privatives de liberté;

- de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse

- Rapport complémentaire de la Commission juridique: Mme Christine Doerner

- Discussion générale: M. Xavier Bettel

- Vote sur l'ensemble du projet de loi (M. Fernand Kartheiser motive son abstention.)

- Dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler, Nicolas Schmit, Mme Octavie Modert, M. Marco Schank, Mme Françoise Hetto-Gaasch et M. Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 9.00 heures)

» M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

1. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets suivants ont été déposés au Greffe:

6042 - Proposition de loi portant modification de la loi du 24 décembre 1990 sur la préretraite

Dépôt: M. Aly Jaerling, le 12.05.2009

6043 - Projet de loi relatif à la construction de la Maison des Sciences Humaines à Belval

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 12.05.2009

6044 - Proposition de loi portant modification de la loi du 25 juillet 2002 concernant

l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle

Dépôt: M. Aly Jaerling, le 13.05.2009

6045 - Projet de loi modifiant la loi du 31 mars 2000 concernant l'administration et l'exploitation du Port de Mertert

Dépôt: M. Lucien Lux, Ministre des Transports, le 18.05.2009

6046 - Projet de loi portant:

1. approbation

a) de la Convention du Conseil de l'Europe pour la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels, ouverte à la signature à Lanzarote les 25 - 26 octobre 2007

b) du Protocole facultatif à la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants,

2. modification de certains articles du Code pénal et du Code d'Instruction criminelle

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 25.05.2009

6047 - Projet de loi relatif à la prévention de la récidive chez les auteurs d'infractions à caractère sexuel et portant:

(1) du Code pénal et

(2) du Code d'instruction criminelle

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 25.05.2009

6048 - Projet de loi:

1. portant transposition de la directive 2006/42/CE relative aux machines;

2. modifiant l'article 14 de la loi du 20 mai 2008 relative à la création d'un Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services;

3. concernant la mise à disposition de machines;

4. concernant les machines d'occasion

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 27.05.2009

6049 - Projet de règlement grand-ducal

- modifiant le règlement grand-ducal du 12 août 2008 de la directive 2006/22/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2006 établissant les conditions minimales à respecter pour la mise en œuvre des règlements du Conseil (CEE) n°3820/85 et (CEE) n°3821/85 concernant la législation sociale relative aux activités de transport routier et abrogeant la directive 88/599/CEE du Conseil et

- portant transposition de la directive 2009/4/CE de la Commission du 23 janvier 2009 relative aux contre-mesures visant à empêcher et à déceler la manipulation d'enregistrements des tachygraphes, modifiant la directive 2006/22/CE du Parlement européen et du Conseil établissant les conditions minimales à respecter pour la mise en œuvre des règlements du Conseil (CEE) n°3820/85 et (CEE) n°3821/85 concernant la législation sociale relative aux activités de transports routier et abrogeant la directive 88/599/CEE du Conseil

Dépôt, à la demande de M. Lucien Lux, Ministre des Transports, le 29.05.2009

6052 - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal du 12 juillet 1995 relatif aux générateurs d'aérosols

Dépôt, à la demande de M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 03.06.2009

6053 - Projet de loi portant création d'une Administration des Imprimés et des Fournitures de Bureau de l'État

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 05.06.2009

6054 - Projet de loi sur les associations sans but lucratif et les fondations

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 10.06.2009

6055 - Projet de loi portant approbation de la Convention de La Haye du 19 octobre 1996 concernant la compétence, la loi ap-

plicable, la reconnaissance, l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 10.06.2009

6056 - Projet de loi relative aux licences des contrôleurs aériens

Dépôt: M. Lucien Lux, Ministre des Transports, le 12.06.2009

6057 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction d'une structure d'hébergement, d'une structure d'accueil de jour et d'un atelier protégé pour personnes en situation de handicap à Mondorf-les-Bains

Dépôt: Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 12.06.2009

6058 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2008

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 12.06.2009

6059 - Projet de loi relatif à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles

Dépôt: M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 15.06.2009

6060 - Projet de loi relative à la reconnaissance de jugements en matière pénale ayant prononcé des peines ou des mesures privatives de liberté aux fins de leur exécution dans un autre État membre de l'Union européenne

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 26.06.2009

6061 - Projet de loi relatif à la deuxième phase du Laboratoire national de Santé

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 23.07.2009

2. 6041 - Proposition de loi visant à réviser les articles 4. (1) et 4. (2) de la loi du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum

6042 - Proposition de loi portant modification de la loi du 24 décembre 1990 sur la pré-retraite

6044 - Proposition de loi portant modification de la loi du 25 juillet 2002 concernant l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle

Déclaration de recevabilité

An hirer Réunion vum 23. Juli 2009 huet d'Präsidentenkonferenz sech fir d'Recevabilitéit vun dräi Propositions de loi ausgeschwat. Et handelt sech ëm dräi Propositions de loi vum honorabelen Här Aly Jaerling. D'Proposition de loi 6041 iwwer e Salaire social minimum, d'Proposition de loi 6042 iwwert d'Pré-retraite an d'Proposition de loi 6044 iwwert d'Incapacité de travail an d'Réinsertion professionnelle. Schléisst d'Chamber sech dem Virschlag vun der Präsidentenkonferenz un?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

3. Délégations auprès des assemblées parlementaires internationales

Mir haten en Dënschdeg an eiser Sitzung d'Delegéierte fir déi verschidden internationalen parlamentaresch Versammlungen designéiert. Wat d'Delegatioun vun der Union interparlementaire ugeet, gétt déi traditionellerweis duerch de Chamberspräsident an d'Membere vum Bureau zesummesat. Et gouf leider ee Member an der Oplëschting vun der Delegatioun vergiess, den Här Jean-Louis Schiltz. Mir hätten dann, wat d'Zesummesetzung ubelaangt, fir d'CSV: ech selwer, den Här Schiltz, den Här Wolter, den Här Clement an den Här Weiler, fir d'LSAP: den Här Bodry, den Här Lux an d'Madame Lydia Mutsch, fir d'DP: den Här Xavier Bettel an d'Madame Lydie Polfer, a fir déi gréng: den Här François Bausch. Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Mir kéimen dann elo zu der Debatt iwwert de Regierungsprogramm, deen de Statsminister Jean-Claude Juncker eis gëschter hei virgedroen huet. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et si schonn agedroen: den Här Schiltz, den Här Bettel, den Här Lux, den Här Bausch, den Här Gibéryen, den Här Hoffmann, den Här Meisch an den Här Bodry. Als éischte Riedner ass den Här Jean-Louis Schiltz agedroen. Här Schiltz, Dir hutt d'Wuert.

4. Déclaration concernant le programme gouvernemental

Débat

» M. Jean-Louis Schiltz (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, viru bal acht Woche ware Wahlen, an déi nei Regierung, déi steet. De Premier huet gëschter am Numm vun darselwechter hei an der Chamber d'Regierungserklärung gemaach. Et ass selbstverständlech, datt d'CSV-Fraktioun de Koalitionsaccord matdréit, en dréit jo hir Handschrëft, och hir Handschrëft.

Deemno wëll ech och weder hei den Accord resüméieren nach wëll ech mech an enger Paraphrase hei üben. A well ech net alles hei opziele wäert, huet dat och zur Konsequenz, datt ech op deen een oder anere Punkt net wäert agoen. All si se wichteg. All kann ech se haut hei net beliichten. Op si all wäerte mer an deenen nächste fënnf Joer zréckkommen. Haut ass et mer wichtig, am Numm vu menger Fraktioun de Kader ze setzen an awer och deen een oder anere Punkt méi prezis ze duerchliichten.

D'CSV huet d'Wahle gewonnen. Si ass bäi Wäitem déi stärkste Fraktioun heibannen. Si huet hiert historescht Resultat vun 2004 nach eng Kéier verbessert. Si ass sech där domadder verbonnener Responsabilitéit voll a ganz bewosst. Si erhieft den Usproch, als déi eenzeg richteg grouss Vollekspartei d'Richtung mat virzeginn. 38%, déi verflichten, dat wësse mer.

An 38%, dat sinn och keng 50% plus, och dat wësse mer, an doru brauch och keen eis ze erënneren an deenen nächste Joren. Ganz ofgesinn dovunner, datt et net gutt wier, wann hei am Land eng Partei, egal wat fir eng Partei d'ailleurs, eng absolut Majoritéit hätt. Dat wier net gutt, dat géif duerjeren maachen. D'Regieren a Koalitionsform zu Lëtzebuerg huet net nëmme Tradition, mä déi Form huet sech och, am Dëngscht vum politeschen Ausgläich an der Kohesioun schlechthin, säit jehier bewährt.

Logesch a richteg war et och, no fënnf Joer erfollegräicher Regierungsaarbecht, eng nei Koalitioun mat der LSAP ungestriewen. Dat mécht rechneresch Sënn, dat mécht politesch Sënn, dat mécht inhaltlech Sënn. Jo, an trotz allen Differenzen tëschent deenen zwou Parteien hunn CSV an LSAP sech eigentlech op eng politesch net ganz prezis definéierbar Manéier iergendwéi gären. Dat géllt fir déi zwou Parteien en général, dat géllt awer insbesondere och fir mech a mäin neie Kollege an ale Frënd, de Lucien Lux.

Dës Koalitioun ass awer och a virun allem déi vun der breetstméiglecher Majoritéit vun zwou Parteien an der Chamber. Et gétt jo eng Traditioun vum gemeinsame Regéiere vun CSV an LSAP. Dës Koalitiounen hu grad a schwierigen Zäiten an der Vergaangenheet ënnermauert, datt dann, wann déi zwou Parteie Stärkt an der Durée konnten un den Dag leeën, d'CSV/LSAP-Koalitiounen Koalitiounen waren, op déi Verlooss ass. Dat soll a wäert an deenen nächste Joren och esou sinn.

Nichtsdestotrotz, Här President, hannerloossen déi Deeg direkt no de Wahlen dach op engem präzise Punkt e bëssen e batteren Nageschmaach. Wann ech nämlech kucken, wéi direkt no de Wahlen d'DP an déi gréng, ouni Nout, stante pede vun der Verantwortung oder och nëmme vun der méiglecher Verantwortung buchstäblech fortgelaf sinn, da fannen ech dat net nëmme bedauerlech, mä och politesch fragwürdeg. Mir hunn dat zur Kenntnis geholl. D'Wieler vun DP an déi gréng wuel och.

Ob mer et wëllen oder net, Här President, déi nächste fënnf Joer wäerten am Zeeche vun der Kris stoen. Et ass déi heftegst Kris säit Jorzéngten. D'Kris ass breet opgestallt, fir emol e gäre gebraucht Schlagwuert deen anere Wee erëm ze gebrauchen. Si wäert nach laang undauern. Kee wot et richteg, e Pronostic ze maachen, an all déi Orakelen, déi eis fréier virun der Kris ëmmer erkläert hunn, si wësst, wou et géif hiege, si vun der Bildfläch verschwonne. Si si vum Stull gefall a leien nach ëmmer en-

ert dem Dësch. Si traue sech net eraus, an dat ass och gutt esou. Si sollen do bleiwen, wou se sinn.

Well déi Kris esou ass, wéi se ass, a well se esou schlëmm ass, wéi se ass, a well se esou bal nach net eriwwer ass, hunn d'Koalitionspartner och festgehalten, esou wéi d'CSV dat schonn an hirem Wahlprogramm gemaach hat, datt all nei Politik, all gréisser Investitioun, all neie groussen Ausgabeposten ënner Finanzéierungsvirbehalt steet.

Mir wëssen net genee, wou déi nächste Joren den öffentleche Kontostand wäerten hiféieren. Mir wëssen allerdéngs, datt mer, dank där virsiichteger an ëmsichteger Budgetpolitik aus deene leschte Joren, Reserven hunn, déi mer elo gutt kënnen gebrauchen. Dee berühmten Apel fir den Duuscht. A wat ass dach de Geck gemaach gi mat deem Apel fir den Duuscht! „Juncker a Frieden setzen op eise Suen“, ass gejjat ginn. „Ma glécklecherweis souze se drop“, soen ech haut. Ofgesinn dovunner, datt déi Pauschalausso esou jo souwisou ni gestëmmt huet.

Mir wëssen net genee, wou déi nächste Joren den öffentleche Kontostand wäerten hiféieren. Kee weess et. Mir wëssen allerdéngs, datt Lëtzebuerg um Enn vun der Legislatur méi Schold wäert hu wéi elo, an datt déi nächste Joren de Statsbudget wäert Defiziter opweisen. Et war eis Suerg, déi vun der CSV an der LSAP, vu vireran u kloerzestellen, datt d'Verscholdung vum Stat net därer aus dem Rudder lafen.

Verantwortlech Politik kann een net maachen, wann een den Zoustand vun den öffentleche Finanzen einfach ausblent. Verantwortlech Politik kann een net maachen, wann een op d'Käschte vu senge Kanner lieft a sech esou verschëllt, datt der nächste Generatioun d'Waasser bis zum Hals steet, ier se emol richteg am Liewe lassleë kann. Dat wëlle mer net, dat maache mer net, an dat wier och onverantwortlech.

Mir kënnen eis an deem Zesammenhang vun der Verscholdung och net mat eise groussen Nopeschlänner vergläichen. Mir kënnen eis eng Verscholdung, prozentual gesinn, op deem Niveau, wéi si dat maachen, ganz einfach net erlaben. Mir hunn déi Gréisst, déi mer hunn, a mussen eis der Decken no strecken.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir wëssen net genee, wou déi nächste Joren den öffentleche Kontostand wäerten hiféieren. Kee weess et. Mir wëssen allerdéngs, datt mer net kënnen extrem an d'Kris era spueren. Dat mécht keen an Europa den Ament. Dat wier haut eng falsch Politik. Si géif d'Kris verdeiwen, si géif de Wee eraus méi laang a beschwéierlech maachen.

Duerfir ass et och richteg, datt de Konjunkturprogramm, deen déi lescht Regierung decidéiert hat, weidergefouert gétt. En erlaabt Saachen um Lafen ze halen do, wou se net esou richtig lafen, insbesondere am Beräich vun de mëttelstännesche Betriber. En erlaabt awer och, an dat gétt heiansdo vergiess, déi Investissementer ze maachen elo, déi mer brauchen, wann et erëm unzitt.

Et gétt e Liewen no der Kris. Dat ass kloer. Mä datt Liewe wäert sech a senger ekonomescher Komponent mat voller Dynamik virrange do entfalten, wou et Top-Infrastruktur gétt, an net do, wou dat net de Fall ass. Duerfir ass et wichteg, datt mer dat elo maachen, fir datt mer duerno gutt dostinn a matspille kënnen an enger vun deenen héchsten Divisiounen. Dat ass wichteg fir eist Land, dat ass wichteg fir eis alleguer.

Mir wëssen net genee, wou déi nächste Joren den öffentleche Kontostand wäerten hiféieren. Kee weess et. Mir wëssen allerdéngs, datt dat Net-massiv-an-d'Kris-eranspueren och nach eng Rei aner Saachen heescht an als Konsequenz mat sech zitt, zousätzlech zu deene Punkten, op déi ech schonns agaange sinn. Éischstens ass et esou, datt elo schonn d'Fonctionnementskäschte vum Stat als solch mussen iwwerkuckt ginn, nach eng Kéier iwwerkuckt ginn, géif ech gäre soen. Do ass net alles dran, mä Verschiddenes schonn.

Zweetens ass et kloer, datt vun deem Ament un, wou d'Konjunkturprogrammer auslafen, d'Ausgabe vum Stat net därerf méi séier klammen, wéi déi mëttelfristeg ekonomesch Croissance dat zouléisst. Et muss also dann an deem Zesammenhang, wann déi Programmer auslafen, gespuert ginn, zolidd gespuert ginn, an dat och dann, wann déi wirtschaftlech Zuelen op eemol géife massiv sech verbessern. Dat Ganz, deemno wéi déi Croissance sech entwéckelt, kann e méi oder manner zolitten Impakt op der Zäitschinn hunn, mä wéi gesot, ech schwätzen hei vun der Zäit wou d'Konjunkturprogrammer hei zu Lëtzebuerg an doriwuer eraus an Europa auslafen.

Ech wëll och drop hiweisen, dass am Koalitionsaccord steet, dass d'Subsiden an d'Abattementent iwwerkuckt ginn, wat hir Zilsetzung an hiren Impakt ubelaangt. An deen, dee seet iwwerkucken, seet och gläichzäiteg méiglech Ännerungen no deem Iwwerkucken. Mëttelfristeg, och dat steet am Accord, gëtt des Weideren e Plus u sozialer Selektivitéit op der Ausgabesäit ugestriift. Dat selbstverständlech am Kader an am Respekt vun där Gespräichskultur, déi Lëtzebuerg ausmécht. Sozial Selektivitéit, dat ass kee sozialen Ofbau. Sozial Selektivitéit, dat ass de Géigendeel u sozialem Ofbau. Dës Koalitioun ass net déi vum sozialen Ofbau, si ass déi vum sozialen Ausgläich. Ech kommen nach dorobber zréck.

Margen, fir d'Steieren erfzesetzen, gëtt et keng. Dat stoung schon an der CSV hirem Wahlprogramm. Steieren eropsetze géif géint all duerchduechte Kompetitivitéitslogik verstoussen, an duerfir wëlle mer dass och net maachen. Och dat hu mer virun de Wahle gesot. Et géillt am Iwwregen de Prinzip vun der Eruféierung vun der Betriebsbesteuerung un d'Moyenne vun den industrialiséierte Länner, OCDE am Technokratelange.

D'Kris an hir Auswierkung konditionéieren d'Aart a Weis, wéi mer zu Lëtzebuerg an deenen nächste Jore politesch zu Wierk ginn a wäerte goen. Si wäerten déi nächst fénnef Joer determinant matprägen. An och am allerbeschte Fall, nämlech deem, wou et Schluss 2010 oder Ufank 2011 erëm wäert unzéien, wäerten d'Joren '12, '13 a '14 nawell am Zeeche vun der Kris stoen, well an alle Fäll d'Reprise net vun engem Dag op deen anere wäert kommen, well d'Reprise och net an enger Sekonn vun null op honnert wäert kënnen schalten, a well och d'Auswierkung vun der Kris net vun engem Dag op deen anere wäerte verschwannen.

Dat gesot, an ouni iergendee Pronostic wëllen a kënnen ze maachen, gesi mer dach säit kuerzem, insbesondere an Amerika an op enger Rei anere Plazen, éischt kleng Unzeeche vu luesem Erhuelen oder zaartem, doucem nees Unzéien a verschiddene Beräicher, ouni dass een, denken ech, ka vu Reprise en tant que telle schwätzen. An och, wann ech fielsefest dovun iwwerzeegt sinn, dass, wa mer zesummestinn, mer déi Kris kënnen a wäerte packen a meeschteren, esou soen ech gradesou kloer, dass et um Wee dohinner nach méi schlém ka gi wéi elo, an dass een och weider Réckschléi an zolidd Bewegungen no ennen net kann ausschléissen.

À terme, Här President, geet et doréms, an dass muss eis gemeinsamt Zil sinn, d'Statsfinanzen erëm an den Équiliber ze kréien an d'Statsschold op en Niveau ze kréien, deen eis Zukunft an déi vun deenen, déi no eis kommen, weder a Fro stellt nach hypothekeiert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hu virdu vum sozialen Ausgläich geschwat. Dës Koalitioun ass, genau wéi déi virdrun, déi vum sozialen Ausgläich. Mir wëllen eis weider an Europa asetze fir d'Duerchsetze vun der Sozialklausel an de konkreten Texter, déi kommen. An der Familjepolitik gëtt den Akzent, wéi an der Vergaangenheet, vläicht souguer nach e bësse méi, op d'Bekämpfe vun der Exklusivitéit an dem Exklusivitéitsrisiko gesat. D'Épicerie sociale ginn an d'Liewe geruff, d'Agence immobilière sociale kennt, d'RMGs-Gesetz gëtt iwwerkuckt, d'Faillite civile gëtt agefouert a Weideres méi.

D'Économie solidaire kritt dee Stellwäert, dee se verdéngt. De Congé parental gëtt méi flexibel, wat d'Perioden ubelaangt. Et komme massiv Crècheplaz bái, a Schoul a Maisons relais réckele méi no beieenen, ouni dass dat Ganz verschmolz gëtt, wat och net gutt wier. Den Dispositiv vun de Chèques-services gëtt ausgeweit. De Volontariat gëtt ausgebaut, d'Orientalion vun deene Jonke gëtt verbessert an de Wee vum Coaching gëtt ageschloen. D'Prevention an d'Sensibilisation, wat d'Drogen ubelaangt, gi verbessert. D'sozial Kohe-sioun gëtt gestärkt, insbesondere duerch eng méi breet politesch Participatioun vun den Netlëtzebuerger. Am Beräich vun der Sécurité sociale gëtt den Tiers payant social ageféiert.

D'Situatioun vun de Gescheetene gëtt spezifeschen an Ugrëff geholl. Et geet em méi Gerechtheit fir dee Partner, dee keng oder net vill Rechter erwerbe konnt. De Sozialminister ass wëlles, d'Individualisation vun de Rechter ze promovéieren. Déi berufflech Reklasseméiglecheete ginn iwwerkuckt an nei gewiicht. De Mindestloun gëtt regelméisseg ugepasst. Am Beräich vum Logement gëtt d'Ausweite vun der Allocation de loyer gepréift, an d'Location-vente soll deenen, déi net dat néidegt Startkapital hunn, hei nei Méiglecheeten opmaachen.

Am Schoulberäich gëtt sech weider besonnesch a verstärkt em déi Kanner gekëm-mert, déi Schwierigkeeten hunn. Kanner mat engem Handicap gi besser mat agebaut an hinne gëtt sech speziell gewidmet. D'Aarbeitsrecht gëtt net ausgehelecht, et bleibt am Kär dat, wat et ass.

D'Bekämpfung vum Chômage ass d'Prioritéit Nummer eent. Et geet doréms, esou vill Mënsche wéi méiglech an der Schaff ze halen oder erëm an d'Schaff eranzubringen. Dat ass essenziell. Dass an der leschter Legislatur gemaach ginn an dass muss och weider gemaach ginn. Déi Mesuren, déi vum alen Arbeitsminister undiskutiert gi sinn, fir deene Jonke weiderzehliefen a si an d'Beschäftigung eranzeféieren, leien an der Corbeille vum neien Arbeitsminister. Et ass un him, dat elo ze konkretiséieren.

Ech kéint och nach weiderfuere mat där Opzielung, mä da wier ech nach muer amgaangen. Just nach dat hei vläicht. Vill Leit stelle sech zu Recht Froen iwwert den Index. Et gëtt do op der Gesetzesfront näischt grondleeënd Neies ze vermelden. Et gëtt un der Inflationberengung vu Léin a Gehälter festgehalten, esou wéi dass am Gesetz iwwert den Index steet. Dëst Gesetz - an déi Dispositioun si jo 2006 ugewannt ginn - beinhalt Bestëmmungen, wéi et, iwwert de Wee vum Sozialdialog, zu Upassungen am Fall vu Kompetitivitéitsproblemer oder ze héijer Inflation komme kann. Dass do huet d'CSV virun de Wahle gesot, dass soe mer elo, dass géillt haut also gradesou wéi geschter, an dass därer deemno elo keen hei iwwerraschen.

D'Politik, Här President, beschränkt sech och a Krisenzäiten net op déi Aspekter, déi ech elo belicht hunn a menger Ried. Si geet wäit doriwwer eraus. An da gëtt dann zum Beispill oft de Begrëff Gesellschaftspolitik beméit. Dee Begrëff seet allerdéngs a mengen Aen net dass aus, wat e soll aussoen a wat e misst aussoen.

Wa mer eis dorém këmmern, dass déi, déi keng Arbeit hunn, erëm eng kréien: Ass dass keng Gesellschaftspolitik? Wa mer derfir suergen, dass weider um Sozialnetz gestréckt gëtt: Huet dass näischt mat eiser Gesellschaft ze dinn? Deen, dee muss énnert d'Äerm gegräff kréien, gehéiert deen net zu eiser Gesellschaft?

Am Endeffekt ass dach eigentlech bal alles Gesellschaftspolitik. D'Gesellschaftspolitik, dass sinn déi Themen, déi gemengerhand als Gesellschaftspolitik ugesi ginn, mä - an dass ass mä Punkt - d'Gesellschaftspolitik geet wäit doriwwer eraus. Eis Gesellschaft beschränkt sech net op zwee, dräi Themen, an d'Politik, déi deen Numm dréit, deemno och net.

Et ginn ebe leider heiansdo einfach esou Begrëffer gepréigt, déi gebraucht ginn, ouni dass een Eenzege sech och herno nach freet, ob se dann dass aussoen, wat se sollen aussoen. Dass ass anscheinend esou. Net domadder d'accord ze sinn, muss erlaabt sinn.

An och, Här President, wann ech mer iwwert d'Grundterminologie Froe stellen, dann ass dass sécherlech net dass Wichtigst. Wichtig ass dass, wat geplangt ass a wat wäert gemaach ginn.

Stéchwuert Bestietnis vun Homosexuellen. Wann ee kuckt, wéi d'Mënschen haut zesummeliewen, da soen ech, dass d'Forme vum Zesummeliewe sech geännert hunn. Si hu sech fundamental geännert. Ech soen och, wuelwëssend, dass et net un der Politik ass, de Mënsche virzeschreien, wéi se zesummenzeliewen hunn, dass d'Politik där Entwécklung schon an deene leschte Jore Rechnung gedroen huet.

Mat der agedroener Partnerschaft gouf an der virleschter Legislatur eng nei Form vun engem rechtlech organisierter Zesummeliewe vun zwou Persoune geschaf. Eng ganz Rei vu Koppelen, dorénner och Homosexueller, hunn dass Instrument gewielt als Manéier, fir eng Rei Aspekter - net déi wichtigst! - vun hirem Zesummeliewen ze organisieren.

Elo maache mer och de Mariage fir homosexuell Koppelen op. Et gëtt an eiser Zäit keen zwéngende Grund, fir dass net ze maachen. Et gëtt gutt Grënn am Géigendeel, fir et ze maachen. Ech hunn deen Aspekt scho gesträift. Dass ass keng Fro vu Modernitéit oder Zäitgeescht, dass ass, wéi d'Liewen ass. Et ass awer och eng Fro vu Recht a Gerechtheit a vu Gläichheit, an duerfir wäert e gläichgeschlechtliche Partner och kënnen an Zukunft d'Kand vu sengem Partner adoptieren - selbstverständlech, wann all déi aner Bedéngunge stëmmen.

Zweet Stéchwuert: Ofdreiwung. Mir wëllen d'Ofdreiwungsgesetzgebung ofänneren. Domat maache mer net d'Ofdreiwung zu enger weiderer Form vu Schwangerschaftsverhiddung. Dass dierf se net ginn.

Den entsprechenden Artikel vum Code pénal gëtt esou ofgeännert, dass eng Ofdreiwung ka virgeholl ginn am Fall vu physischer, psychologescher oder sozialer Détresse. Et muss sech émmen em eng Détresse handelen, mä do, wou Détresse um Wierk ass an deemno eng Schwangerschaft näischt mat Gléck a Freed, mä mat Misär an Angscht, Détresse eben, ze dinn huet, kënnen mer net einfach soen: Neen, eng Ofdreiwung ass ausgeschloss. Et muss an deem Fall kënnen zu ergebnisoffene Gespräicher mat Dokter an anere Spezialiste kommen an dann och zu enger deementsprechender Décisioun vu Säite vun der Fra.

Konstant ass, dass et muss kloer an zwéngend Grënn fir esou eng Ofdreiwung ginn. An déi Grënn mussen am Gesetz op eng méi prezis Manéier formuliert ginn, wéi se et elo sinn.

Fir ongewollte Schwangerschaften ze verhënnern, setze mer awer och, an ech hätt eigentlech domadder missen ufänken, op besser a verbreedert Opklärung a Sexualerzéiung. D'Contraceptionsmëttel wäerte fir déi énnere 25 Joer gratis ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, keen, keng Partei, keng Gewerkschaft, keng Interessevertreidergrupp an och soss keen huet d'CSV an déi Weeër a Léisungen hei eragedréckt, geschweige dann eraforcéiert. D'CSV huet dass hei an de Koalitionsverhandlung wäitgehend selwer proposiert. A mir si mat der LSAP iwwert déi Punkten iwwereneekomm, déi ech elo ugefouert hunn. Mir sinn eis doriwwer eens. Punkt.

An des Regelunge sinn eigentlech, wat d'CSV ubelaangt, näischt aneschters wéi den Aboutissement vun engem laange Prozess, deen 1998 parteiintern ugefaangen huet, deen an de Joren 2000 bis 2009 mam neie Grondsazprogramm am Joer 2002 weidergegaangen ass an deen elo gewässer-moossen am Koalitionsaccord en Of-schluss fént mat deem, wat elo hei virläit. Dass ass esou an dass gutt esou.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Politik virum Hannergrond vun der Kris bleibt trotzdeem Politik: zukunftsorientiert, responsabel an esou ausgeriicht, dass déi kommand Generatione Grondlage virfannen, déi net méi schlecht si wéi eis.

Den Zouschnëtt vun der Regierung seet fir sech scho villes aus iwwert d'Aart a Weis, wéi mer an deenen nächste fénnef Joer wëllen d'Politik gestalten. Hie weist d'Prioritéit vun der Koalitioun kloer aus. Hie reflektiert och d'Suerg, fir d'Zesammenhäng net nëmmen ze erkennen, mä fir se gestalteresch ze notzen a se ze konfigurieren.

Et gëtt eng Rei grouss Prioritéiten am Regierungsprogramm, déi een och als Déclinaison vun enger eenzeiger kéint gesinn: d'Preparatioun vum Land op d'Zäit no der Kris, d'Opstelle vu Lëtzebuerg an engem europäeschen an internationalen Émfeld, an deem mir kaum nach Kadoe wäerte gemaach kréien.

Duerfir e grouse Ministère vun der nohalteger Entwécklung, an deem dass zesummelieft, wat d'Erscheinungsbild vun eisem Land ausmécht; duerfir d'Bündelung vun enger Rei vu sougenannten Zukunftskompetenzen an enger Hand.

Lëtzebuerg huet déi Gréisst, déi et huet. Op engem klengen Territoire eng optimal Zukunftspostellung fäerdeg ze bréngen, bedeit plangen, konzipieren, de Raum organisieren an d'Émwelt mat eisen natierleche Liewensgrundlagen ze erhalen; duerfir e grouse Ministère vun der nohalteger Entwécklung, an deem Aménagement du Territoire, öffentlech Bauten, Transport an Émwelt zesummelieffen a wou och d'Erschléissung vu Wunnraum mat beréiert gëtt.

Dacks hunn an der Vergaangenheet d'Zoustännegkeete fir des Politikberäicher a villen Hän geleeeen an d'Relatiounen vun den Departementer énnereene waren net esou konfliktfräi, wéi se hätte misse sinn. D'Bündelung vun den Zoustännegkeeten an enger Hand féiert dozou, dass déi Konflikter verschwannen. Et ass nach just een Haus, wou déi raimlech Entwécklung vun Land an all hire Facetté konzipiert a vu wou aus se duerchgefouert gëtt. Et ass een, deen an Zukunft muss déi Arbitragé mat sech selwer maachen. Dass geet, dass bréngt e Plus an dass wäert och funktionéieren.

D'Schafe vum Ministère vun der nohalteger Entwécklung bedeit den Engagement zugsichte vun enger effikasser Raumplanung, den Engagement zu performanten a modernen Infrastrukturen, an deenen net esou gespuert därer ginn, dass Lëtzebuerg Zukunftschancé verpasse géif, den Engagement zu der weiderer permanenter Verbesserung vun der Leeschtungs-fäegkeet an der Attraktivitéit vum öffentlechen Transport an den Engagement zu enger Gesamt-

politik an deene Beräicher, déi nohalteg op de Respekt vun eiser Émwelt ausgeriicht ass.

Héichschoul, Fuerschung, Kommunikatioun: Dëst sinn d'Secteurs, déi doriwwer entscheeden, ob e Land an der Modernitéit eens gëtt. Méi Leit, Lëtzebuerger an Netlëtzebuerger, op eng Héichschoul ze kréien an hinne fir d'Liewen a fir den Arbeitsmaart vun der Zukunft dee beschméiglechen Diplom mat op de Wee ze ginn, ass eng wesentlech politesch Erausforderung.

Mir wëlle keng Diplomer verschleiden. Mir wëllen, dass duerch eng optimal Begleitung vun de Jonken déi gréisstméiglech Zuel vun hinne soll kënnen op der Uni, hei am Land, mä awer och am Ausland, d'Méiglecheeten zu engem akademeschen Of-schluss kréien. Dass baut selbstverständlech op e schouleschen Énnerebau, deem säi Perfectionnement an der leschter Legislatur mat der Reform vun der Grondschoul ugefaangen huet an deen elo mam Recadrage vum Secondaire virugefouert gëtt - Stéchwuert: Kompetenzsoelen.

An der Fuerschung fanne mer d'Elementer vun der akademescher Diversifikatioun an d'Grundlag fir eng Rei vun eise wirtschaftlechen Aktivitéiten. Déi siche mer a klas-sesche Lëtzebuerger Beräicher wéi Finanz an Droit. Mir siche se och an den Naturwëssenschaften, an den Zukunftstechnologien, wou beispillsweis d'Leeschungen an dem Domän vun der Materialwëssenschaft an den Astieg an d'Biotechnologie weisen, dass esou Saachen och zu Lëtzebuerg kënnen eng villversprechend Dynamik errechen.

Mir mussen se och verbreedert sichen am Beräich vun de Kommunikatiounen, an där hiren Technologien, well des Secteurs mat genee deem Fortschrittpotenzial sinn, dass de Kommunikatiionsstanduert soll voll ausschaffe kënnen.

Déi administrativ Vereinfachung gëtt zur weiderer Prioritéit vun der Regierung. An de Statsminister kritt Arbiterskompetenzen an deem Beräich, fir dass näischt schleeft an net leeft. Dass muss virugeen. D'Leit, d'Betriber, déi inlän-desch an déi auslän-desch Investisseuren - eis Économie verlaangt, a si mécht et zu Recht, dass am Land vun de kuerze Weeër och verstänneg a verständlech Prozeduren existieren. Do, wou et déi net méi oder net méi genuch gëtt, gi se esou emgebaut, dass se Sënn maachen.

De Stat gëtt weider moderniséiert, virun allem um Wee vun der Verfassungsrevisioun, déi gutt virbereet ass an déi elo muss um legislative Wee weiderbruecht ginn.

Och déi legislative Prozedur gëtt rationaliséiert an déi onnéideg Längten, déi se heiansdo huet, sollen aus dem Wee geschaf ginn. Wa mer Lëtzebuerg wëllen an Europa an doriwwer eraus an der Welt als Stat an als Land kompetitiv halen, da mussen déi Rechtsnormen, déi mer brauchen, kënnen séier an trotzdeem sécher gesat respektiv emgesat ginn.

De moderne Stat, Här President, brauch eng modern Verwaltung. Duerfir ass des Koalitioun och der Meenung, dass d'Modernisation vum Statsapparat an d'Reforme administrative weidgedriwwe mussen ginn, opbauend op deem, wat an der leschter Period realiséiert konnt ginn.

Et kennt zu enger Gehälterrevisioun opgrond vu Propositionen, déi d'Regierung wäert maachen. Déi Reform - dass ass bekannt - kann an därer net dozou féieren, dass den öffentlechen Déngscht insgesamt méi deier gëtt. Déi néideg Verhandlung wäerten au préalable gefouert ginn.

Dass d'Ufanksgehälter am öffentlechen Déngscht net kënnen esou blieden, wéi se sinn, liicht deene Meeschten an. Och des Fro wäert d'Koalitioun ugoen. Och do gëtt et préalable Verhandlungen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Kompetitivitéit vun der Wirtschaft ass en Thema a bleibt en Thema, genau wéi d'Diversifikatioun vun därselewercher. Eis Économie kann an därer net iwwert dass noutwendeg Mooss eraus belaaucht gi mat Saachen, fir déi d'Betriber net do sinn. Dass regelen mer an der Rubrik vun der administrativen Vereinfachung. Si dürfen och net d'Gefüll kréien, dass se an desen Zäiten d'Steifkanner vun der Nation wären. Dass géillt besonnesch fir déi mittelstännesch Betriber,

déi d'Halschent vun allen Aarbechtsplazen am Land hei ausmaachen - Aarbechtsplazen, déi mer wëllen erhalen.

Duerfir brauche se kuerz Weeër, duerfir brauche mir kuerz Weeër, duerfir brauche se Ennerstëtzung do, wou et néideg ass, an do, wou et Sënn mécht, an zwar an deem Mooss, wou et Sënn mécht. Duerfir brauchen déi mëttelstännesch Betriber Opträg. Duerfir brauche se e steierlecht Ëmfeld, wat stëmmt. Duerfir brauche se déi néideg Kreditter vun de Banken, etc., etc., a selbstverständlech wäert de Stat och weiderhin ëmmer am Beräich vu senger Méiglechkeeten d'Innovationscapacitéit vun de Betriber fërden.

D'Finanzplaz huet sech geännert a si wäert sech nach weider änneren. Jo, si muss sech weider änneren, wa mer hir nei oder zousätzlech Orientatioun wëlle ginn, an dat wëlle mer, jo, dat muss mer. Wa mer eist Land op der Weltkaart vun de grousser Finanzplaz wëllen op der Zäitschinn fest amesselen, da muss mer praktesch all Dag op en Neits innovéieren. Nächst geet vum selwen, an d'Konkurrenz ass ganz äerdeg.

Mat neie Produkter, mat neie Geschäftsfelder, mat engem Lëtzebuerg Apport vu Finanzethik, mat akademesch begrënnter a breetgestreeter Kompetenz bleift Lëtzebuerg e leeschtungsstaarke Finanzzentrum, un deem senger Reputatioun an Unerkennung an der Welt mer stänneg kënnen a muss schaffen. Dat ass am Iwwregen och d'Aufgab vun dësem Parlament.

Mir mussen weider konsequent op d'Diversifikatioun setzen. Wat den elektronischen Handel, Medien an Telekom ubelaangt, si mer an Europa zu enger vun deenen éischten Adresse ginn an deene leschte Joren. Mir mussen do weiderfueren, well et gëtt an deem Beräich nach vill interessant Entwicklungspotenzial. Beispill: Datenzentren, Ecologien, „green IT“, nei Saachen am Beräich vun der Software, Propriété intellectuelle, Elektro-Autoen a Weideres méi.

Generell gesi gëllt, wat d'Diversifikatioun ubelaangt, datt do, wou deen een oder anere vun eisen traditionelle Standuertvirdeeler an den Hannergrond réckelt, mer mussen anerer an de Vierdergrond stellen. Ech hunn dat virdrum um Beispill vun der Recherche am Zesummespill mat der Wirtschaft illustriert. Och d'Propriété intellectuelle hunn ech ernimmt.

Ech denken awer och un aner Virdeeler, wéi eis performant IT-Infrastrukturen, déi berühmt kuerz Weeër, déi enorm Liewensqualität, déi mer hei zu Lëtzebuerg trotz Kris an alle Schwierigkeiten hunn, a last not least denken ech un intelligent nei Léisungen am Beräich Energie. Dat schéngt mer essenziell, jo determinant ze sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hu vill Atouten. Mir mussen se nach just vläicht e bësse besser konzeptualiséieren an dann nach méi konsequent wéi bis elo no baussen droen.

An dann, Här President, ass et dann net esou, datt ee vun eisen Haaptatouten deen ass, datt mer et ëmmer erëm fäerdeg bruecht hunn, ze innovéieren, nei Geschäftsfelder ze erkunden an nei Modeller ze entwéckelen?

Dat hu mer an der Vergaangenheet ëmmer fäerdeg bruecht, an ech hu kee Grond ze gleewen, datt dës Regierung dat net och an Zukunft géif fäerdeg bréngen. Ganz am Géigendeel, ech traue hir vill zou, ganz vill, an deem Beräich hei wéi awer och an aneren.

Här President, eng Ried an der Debatt iwwer eng Regierungserklärung ass ni komplett. D'Regierungserklärung selwer, wéi de Statsminister et gëscht hei sot, ass och net de vollstännege Kompendium vu fënnef Joer geplangter Politik. Dee fënnt een a Form vum Koalitionsaccord, wou mer opgeschriwwen hunn, wat dës Koalitioun am Verlaf vun der neier Legislatur zesumme wëllen huet.

E puer wesentlech Aspekter dovunner wëll ech dach nach sträifen, ier ech zum Schluss kommen. Op se all kann ech net agoen, a wann ech och dat eent oder anert hei net ernimmen an net belichten, dann heescht dat net, datt et net wichteg ass oder manner wichteg wär. Mir hu jo nach bal fënnef Joer Zäit, fir op all déi Punkten zréckzuekommen.

Lëtzebuerg, Här President, brauch eng nei Uerdnung vu senger administrativer Kaart. Dat nenne mer Territorialreform. Si setzt sech zesummen aus villen Elementer, déi zesummen e Ganzt erginn, wouduerch Lëtzebuerg als e Ganzt méi performant gëtt.

D'Fro vun de Pensionne mussen mer ugoen, net, well mer muer e Problem hätten, mä awer iwwermuer. Nächst ze maache wär deemno irresponsabel, an duerfir muss deen Dossier och an dëser Legislatur, wat seng laangfristeg Ausrichtung ubelaangt, geregelt ginn. Dat ass eng kruzial Aufgab vun dëser Koalitioun.

Ech si kee groussen Expert, Här President, vun der Landwirtschaft, mä eent ass mer kloer: Wann déi, déi derfir suergen, datt mer eppes Uerdentlechtes ze iesse kréien, fir e Liter Mëllech oder e Kilo Fleesch manner bezuelt kréien, wéi se mussen an d'Produktioun dofir stiechen, da leeft do eppes zolidd schif. D'Landwirtschaft ass eppes ganz Wesentlechtes. Ouni si si mer all nächst.

Mir mussen deemno heiheem, mä virun allem an Europa de politesche Worf packen, fir der Landwirtschaft eng eierbar an dauerhaft Revenusperspektiv ze ginn. Ier mer all Bifteck an all Joghurt an Europa mussen importéieren, sollte mer et dach hikeréien, eis europäesch Landwirtschaft esou ze organiséieren, datt d'Bauern an och d'Wënzer vun hirer Aarbecht an duerch hir Aarbecht uerdentlech an anstänneg liewe kënnen. Dat ass de Moment net esou. Dat muss awer esou ginn.

Déi Jonk sinn d'Zukunft, gëtt dacks gesot. Dat ass en huele Saz, mä déi Ausso, déi stëmmt. Mä déi Jonk sinn net ëmmer genuch an alle Facetten op déi Zukunft virbereet, déi se sollen duerstellen. Si mussen sech an dëser Zäit, déi méi wéi jee vun de Biller geprägt ass, zurechtfinden. Si brauchen awer - dat ass meng Iwwerzeugung - eng Perspektiv, déi iwwert den Handy an den iPod vum Moment erausgeet.

De Statsminister huet gëscht gesot, datt e gestärkter Akzent op d'Liese soll geluecht ginn. Wie liest, wie genuch liest, dee versteecht besser, wou en drun ass a wou e kann hikommen. Et gëtt ebe Saachen, déi een net an enger Computerkonsol ka léieren, Saachen, déi een awer brauch, fir am Liewen eens ze ginn a seng Zukunft kënnen an de Grapp ze huelen.

Mä, wat fir déi eng gëllt, gëllt - denken ech - och fir déi aner. Déi eng kennen de Computer, déi aner si belies. Wa mer wëllen, datt déi, déi de Computer kennen, méi belies ginn, da mussen déi, déi belies sinn, och léieren, besser mam Computer ëmzegoen. Dat wär dach nëmmen normal, denken ech, oder etwa net?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir liewen net eleng op dëser Welt. D'Kris huet eis dat nach eng Kéier virun Ae gefouert. Mir liewen net eleng op dëser Welt. Et gëtt der op der Welt, an et gëtt der vill, deenen et onendlech Mol méi schlecht geet wéi ons. Iwwert déi Politik, déi sech dorëmmer bekëmmert, datt et hinne besser geet, kann ech haut nächst soen. Dat huet perséinlech Grënn. Ech bieden do ëm Verständnis.

De Statsminister huet mat Europa opgehale an senger Ried. Ech wëll dat och esou maachen. Net, well Europa net wichteg wär, am Géigendeel, well Europa de Kader ass, dee bal alles ëmfaasst, well et de Kader ass, an deem eis Politik sech ofspillt.

D'Europäesch Unioun bedeit säit iwwer 60 Joer Wuelstand a Fridde fir eis. Dat gëtt haut als selbstverständlech ugesinn, an Zäitzeie vun deem, wat war, gëtt et der evidenterweis ëmmer manner. Vill vun de Pappé vun deenen, déi wéi ech an de 60er Jore gebuer sinn, hunn de Krich oder de Schluss dovunner als Kand materiel. Vill Kanner sinn deemools wuertwärtlech op d'Strooss gaang an hu bei den Amerikaner ëm e Stéck Schockela oder e Stéck Knätsch gebiedelt. Ni méi dierf dat geschéien! Ni méi solle Kanner mussen op d'Strooss heesche goen, fir e Stéck Schockela oder e Stéck Knätsch ze kréien. Och dat ass Europa, an allze oft vergiesse mer dat. Frot emol d'Polen, d'Tschechen, d'Litauer an d'Letten, déi wëssen nach ganz genau, wat Ennerdrückung duerch anerer vu baussen ass.

Mä Europa haut ass doriwwer eraus vill méi wéi dat. Europa ass dee Raum, als Deel vun deem mer an der Welt kënnen oprieden. Seng Währung, déi eis ass, den Euro, schützt eis virun deene schlémmsten Auswierkung vum der globaler Finanzkris. Mir haten zu Lëtzebuerg ënnert deene gréisere Parteien nach ni gréisser Differenzen iwwer Europa, virun allem gouf et där nach ni an enger Koalitioun.

Dës Koalitioun huet den europäeschen Engagement, déi europäesch Berufung vu

Lëtzebuerg op en Neits bekräftegt. Mir wëllen en Europa, dat effikass ass, dat de Leit déngt, dat sozial a solidaresch wierkt, e politescht Europa, dat zu méi Stabilitéit a Sécherheet bäidréit. Dat ass dat Europa, wat mer wëllen. Dat ass dat Europa, fir dat mer eis wëllen zesumme mat aneren asetzen, an dat ass net nëmmen d'Aufgab vun der Regierung, mä och vun dësem Haus, an doriwwer eraus vun all deenen, deenen d'Zukunft net egal ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Kris meeschten a Chancen an Opportunitéiten ergräifen, dat ass am Endeffekt dat, wat mer mussen an deenen nächste Jore maachen. Zesumme kënnen mer déi Kris meeschten. Dat ass meng Iwwerzeugung. Zesumme kënnen mer et packen. Mir hunn an der Wahlcampagne vill diskutéiert a geschriwwen. Et geet elo drëm, ze schaffen, weiderzeschaffen.

Chancen an Opportunitéiten ergräifen, dat ass dat Zweet, wat mer mussen maachen. D'Leit, déi hei am Land wunnen a schaffen, an d'Lëtzebuerg insbesontere, hunn et an der Vergaangenheet ëmmer erëm fäerdeg bruecht, dës Chancen an Opportunitéiten ze ergräifen. Dat wäert och muer an iwwermuer de Fall sinn. Dovunner sinn ech och iwwerzeugt. Un der Politik ass et, deen néidege Kader ze setzen. Dat si mer alleguer heibannen de Leit am Land schëlleg.

Et ass an deem Sënn, wou ech hei, am Numm vun der CSV-Fraktioun, der Regierung wëll eng fair, loyal a konstruktiv kritesch begleedend Partnerschaft ubidden. Et ass och an deem Sënn, wou ech wëll hei, am Numm vun de Majoritéitsfraktiounen, eng Motioun déposéieren, duerch déi mer der Regierung d'Veutraue wëllen ausschwätzen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- après avoir entendu la déclaration gouvernementale, y donne son approbation, fait

confiance au Gouvernement pour sa réalisation et passe à l'ordre du jour.

(s.) Jean-Louis Schiltz, Alex Bodry, Lucien Lux, Marc Spautz, Lucien Thiel.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix. - Très bien!

M. le Président. - Ech soen dem Här Schiltz Merci, an als nächste Riedner ass den Här Xavier Bettel agedroen. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

M. Xavier Bettel (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt selbstverständlech kommen ech net derlaanscht, fir der CSV d'Félicitatioun fir hirt Wahlresultat ze ginn. D'CSV huet dës Wahlen nämlech gewonnen. D'Leit hu besonnescht Vertrauen an d'CSV gehat, a virun allem an enger Krisenzäit. Ech wënschen der CSV an der LSAP selbstverständlech bonne Chance fir déi nächst fënnef Joer, well schliesslech geet et ëm d'Zukunft vun eisem Land.

Wann een iwwert d'Wahlresultater kuckt, muss een och selwer kucken, wéi seng eege Resultater waren, a mir sinn eis eens: D'DP huet dës Wahlen net gewonnen. Mir hunn och mat Zäit ugekënnegt, dass mer eis Politik an eis Wieler aus der Opposition verteidige wäerten. Och d'Opposition huet an enger Demokratie eng ganz wichteg Roll. Mir droen d'Veantwortung vis-à-vis vun eise Wieler a vis-à-vis vum Land. Verschiddene politesche Commentateure wëll ech och direkt vun hei soen, dass d'Opposition net do ass, fir der Regierung hir Politik ze verteidigen, an déi wäerten dat och mierken.

D'Opposition ass do, fir d'Muecht ze kontrolléieren a si anzegrenzen, an do, wou et muss sinn, Kritik anzubringen. D'Regierung soll wëssen, dass d'DP mat hirer kritescher Oppositionsaarbecht weidermécht, a virun allem, wéi och an der Vergaangenheet, ëmmer wäert Alternativen zu der Politik vun der Majoritéit virbréngen. D'Regierung soll awer och wëssen, dass si an der DP e verlässleche Partner huet, och an der Opposition, wann et am Sënn vum Land a vu senger Bierger ass.

Als neien an als jonke Fraktiounschef vun der DP freeën ech mech op déi politescht Ausenanersetzung, déi mir an de kommende Joren hei am Haus wäerten hunn. Vu véier Fraktiounschefe sinn dräi neier do. Ech wënschen dem Jean-Louis Schiltz an dem Lucien Lux och vun dëser Plaz all Guddes an eng gutt Zesummenaarbecht fir déi nächst fënnef Joer.

Och eisem Chamberspräsident, dem Laurent Mosar, eng gutt Hand. Obwuel, Här President, ech muss lech soen, dass ech geduecht hunn, dass den éischte Bierger

vum Land gëscht, wéi e bei der „Stëmm vun der Strooss“ war, keng Commentare géif maachen iwwert d'Bautepolitik vun der Gemeng Lëtzebuerg an dem Buergermeeschter an dem Schäfferot kee Virwurf maachen. Dir sidd elo net méi Conseiller vun der Opposition vun der Gemeng Lëtzebuerg, wann Dir als President vun der Chamber ënnerwee sidd. Et ass den éischten Dag, ech verstinn, Dir hutt och nach ze léieren, mä ech muss lech awer soen, dass dat normalerweis jo wäert an Zukunft net méi esou sinn.

Här President, d'CSV ass gestärkt aus dese Wahlen ervirgaangen. D'CSV dréit Verantwortung. Duerch dës staarkt Resultat dréit d'CSV eng besonnesch Verantwortung vis-à-vis vum demokratesche Fonctionnement vun eisem Land. D'CSV ass net de Stat. D'CSV muss fir de gudden Fonctionnement vum Stat suergen. Arithmetesch politescht Stärkt dierf kee Passe-partout an dësem Stat sinn. D'CSV krut e kloert Mandat, 26 Sätz hei am Haus. Domadder dréit d'CSV eng grouss Verantwortung, fir d'Problemer unzepakken an eng couragéiert Politik ze féieren. Si hunn de Réck vum Wieler gestäipt kritt. Wann net elo, da wéini?

Här President, ech hunn et scho gesot, ech gesinn d'Aarbecht vun enger Oppositionspartei net doranner, alles schlecht ze maachen. Esou wéi och bei deem virleiede Koalitionsaccord: Et gëtt net schwaarz a wäiss, mä et gëtt vill gro Schattéierungen. Dës Koalitionsaccord enthält villes, wat mer scho kann hunn. Et ass scho vill Déjà-vu vun 2004. Et kënn ee sech souguer d'Fro stellen, ob et net eng schlecht Zensur ass am Fong, déi dës Regierungserklärung mécht vis-à-vis vun der Aarbecht, déi d'lescht Koalitioun tëschent 2004 an 2009 hätt misse maachen.

Landesplanung, Mobilitéit, Simplification administrative. Mä et gëtt och eng Rei vun neie Punkten, mat deenen d'Demokratesch Partei sech kann averstanen erklären. Et gëtt der souguer, wou d'Regierung sech net gescheit huet, fir d'Fuerderung vun der Demokratescher Partei ze iwwerhuelen, wéi zum Beispill an der Familljepolitik, iwwer eng Flexibiliséierung vum Congé parental, an dass d'Saachleeschtung Virrang soll kréien amplaz vu Geldleeschtung.

An der Ëmweltpolitik, wou iwwert d'Virfinanzierung vun Projeten am Beräich vun der Energieeffizienz ageféiert soll ginn. Am Beräich vun der Simplification administrative, wou eng Proposition de loi vun Här Grethen soll ëmgeschafft ginn. An der Gesellschaftspolitik, wou de Mariage fir homosexuell Koppele soll agefouert ginn an och iwwer eng Reform vum Gesetz iwwert d'Ofdriewung nopeduecht gëtt.

Ech war och ganz iwwerrascht, dass ech hei gesot kritt hunn, dass d'CSV dat dote jo alles erabruecht hätt. Et kann ee sech dann heiansdo froen, wat d'Roll vum Koalitionspartner an de Koalitionsdebatte war, fir deen een oder deen anere Punkt dran ze kréien. Ech hat nämlech geduecht, dat wier e groussen Acquis vun der Lëtzebuerg Sozialistescher Aarbechterpartei. Mä et schéngt jo, wéi wann dat jo da vun der Sait vun der CSV agefouert gi wier. Ech sinn iwwerrascht doriwwer, wat den Input vun der LSAP an dësem Koalitionsaccord da war. Ech freeë mech dann op d'Ried vu mengem Kolleg Lucien Lux oder Alex Bodry.

Bei ville vun dese Punkte stoung virun allem jo d'CSV déi lescht Joren op der Brems. Mir félicitéiere si awer, fir sech offenbar an de Sujete wëllen ze bewegen. D'Demokratesch Partei wäert op jiddwer Fall net zouloossen, dass et e Status quo wäert bleiwen, a wäert sech och bei deenen Diskussiounen mat engagéieren an hire Point de vue verteidigen.

Ech muss lech soen, Här President, wéi ech mer de Koalitionsaccord ugekuckt hunn, do hunn ech mer e puer grondsätzlech Froen gestallt, wat an engem Koalitionsaccord sollt sinn, an no wéi engem Kritär e Koalitionsaccord sollt bewäert ginn. E Koalitionsaccord ass jo nämlech en Dokument, dat d'Prioritéit vun eiser Politik, vun der Regierung fir d'Politik vun deenen nächste fënnef Joer duerstellt. D'Bierger dobausse solle jo wëssen, wat si déi fënnef Joer erwaart a wat op se duerkënn. E Koalitionsaccord soll sech dobäi ëmmer virun dem Hannergrond vun der Wierklechkeet, vun der finanzieller, wirtschaftlecher a sozialer Situatioun vun eisem Land bewegen, virun allem a Krisenzäiten.

Zil vun dëser Regierung ass et, niddreg Steiere während der Rezessioun ze garantéieren. Zil ass, eng équilibréiert Budgetpolitik ze maachen. Zil ass, eng selektiv Sozialpolitik ze maachen. Zil ass, d'Fonction publique ze reforméieren. Zil ass, de Chômage ze bekämpfen, an ech kéint nach eng ganz Retsch vun anere Punkten opzielen.

Dat sinn nobel Ziler, déi mir och als DP ënnerstëtzen. Erlaabt mer trotzdeem, Här President, dës Remarque ze maachen.

Här President, dëse Koalitiounsaccord liest sech e bësse wéi e Bréif, deen un de Kleesche geschriwwen gëtt. D'Regierung wënscht sech zwar, dës Ziler ze errechen, mä wéi mer se sollen errechen, ob mer déi néideg Moyenen hunn, fir se ze errechen, ob mer eng reell Chance hunn, dës Ziler ze errechen, bleift absolut ongewëss. Ech gleewen op alle Fall net dorunner, dass d'CSV an d'LSAP mat dësem Programm hei déi do Ziler kënnen errechen. Et sief, et géif en zweete Programm existéieren, dee mir hei nach verstoppt kritt hunn an deen iergendeng Kéier dann erauskënn.

Här President, a Krisenzäite soll e Koalitiounsaccord couragéiert e Wee aus der Kris weisen. E soll d'Problemer vun eisem Land beschtefalls antizipéieren oder spéitstens da léisen, wa se oprieden. Stattdesse fanne mer an dësem Text vill Vages, vill Diskussionsronnen, vill Tripartitesronnen, wéineg Konkretes, wat d'Regierung wëlles huet ze maachen.

Mir hunn net méi spéit wéi e Méindeg an der Press kënnen liesen, dass d'Gesondheetskeess 2010 en Defizit vun 120 Milliounen Euro wäert hunn. Virun e puer Méint wosste mer dat jo guer net. Et ass jo eng grouss Iwwerraschung, déi elo no de Wahle kënn. Am Koalitiounsaccord steet kee Wuert doruwwer, wéi mer den Defizit an de Grëff wëlle kréien. Et steet do, wou een hei an do e bësse méi effikass wëllt ginn, an et steet do e schéine Saz, dass: «Un pacte de stabilité devra permettre de libérer le temps et les ressources nécessaires pour mener à bien les réformes structurelles visant le moyen et le long terme.» Dat ass Poesie, wéi deemools „Le sommet de la relance“. Ech hätt mir anstatt esou „Tape-à-l'œil“ e puer konkret Iddi gewënscht.

De Statsminister huet awer gëschter op eng androcksvoll Aart a Weis skizzéiert, wat eis wahrscheinlech erwaarde wäert bis 2014: e jährlechen Defizit am Statsbudget vun zwou an eng hallef Milliard an eng öffentlech Verschuldung vu ronn 40% bis 2014.

Ech hat mer erwaart, dass de Statsminister, dass déi nei Koalitioun Weeër weise géifen, wéi mer déi Problemer géifen an de Grëff kréien. Mä hei gëtt de Kapp agezunn, hei gëtt gehofft, dass d'Zäite besser ginn, anstatt dass ee sech op den „worst case scenario“ géif anstänneg preparéieren. Well loosst eis net vergiessen: Et gëtt jo nach weider Geforequelle fir Lëtzebuerg an eisem Budget. Wéi kréie mer d'Recettë kompenséiert, déi mer net méi kréien duerch de Commerce électronique, zum Beispill? Wéi organiséiere mer den Ausstieg aus dem Tanktourismus?

Wien dem Statsminister seng Ried héieren huet, huet eigentlech misse gespaant dorobber waarden, wat d'Propose vun der Regierung wieren, fir bei den öffentlechen Ausgaben ze spueren, wou d'Regierung wëllt konkret usetzen a wéi eng konkret, chiffréiert Ziler si eigentlech verfollegt. Abee, deen huet ëmoss gewaart. Ech zumindest hu keng héieren. Stattdessen huet de Statsminister iwwert den Ausbau vun de Chèques-services geschwat, iwwert d'Aféierung vun enger gratis Zeitung fir d'Studenten, iwwer eng gratis Kulturkaart fir déi Jugendlech an esou weider an esou virun.

Mir gesinn op jiddwer Fall, wou mer méi Sue wëllen ausginn, mä ech waarden nach op déi, wou mer manner Suen ausginn. De Verweis op eng antizyklisch Politik ass berechtigt a richtig, mä där keng Excuse sinn. Net all Investissemter, déi de Stat mécht, sinn Investissemter an d'Relance vun der Ekonomie. Besonnesch wann ech déi eng oder déi aner Iddi vun der Regierung héieren, hunn ech net d'Gefill, dass se wierklech zilorientéiert wëllt Suen ausginn, mä dass se éischer wëllt alles an nëischt ënnerstëtzen.

Mir därfe bei allem net vergiessen, dass mer net nënnen e konjunkturelle Problem am Moment hunn. Neen, mir schleefe säit 2006 och eng ganz Rei vu strukturelle Problemer mat eis erëm, déi mer zwar duerch d'Tripartite vun 2006 liicht ofgefiedert kritt hunn, mä déi elo no 2009 erëm voll aschloen. Aufgeschoben ist nicht aufgehoben.

D'Reform vun der ADEM hätt schonn an der leschter Legislaturperiode misse verwierklecht ginn. Eng selektiv Sozialpolitik hätt ee schonn d'lescht Legislaturperiode misse ufänken. Eng op Saachleeschung hin orientéiert Familljepolitik hätt ee schonn déi lescht Legislaturperiode misse ufänken. Zu all deene Punkten huet och d'Demokratesch Partei konkret Propositionen op den Dësch geluecht. Ech si gespaant, an awer och skeptesch zugläch, ob d'Regierung dann elo hir Politik wierklech an dës Richtung wäert droen.

Här President, e Koalitiounsaccord muss erkenne loossen, dass sech Partner zesumme fonnt hunn, déi gemeinsam an eng Richtung wëlle goen, déi gemeinsam kohärent Projeten hunn. An deem virleien Text mierkt een, dass mer zwar eng arithmetesch staark, ganz staark Koalitioun hunn, mä eng inhaltlech oneens Koalitioun, déi gutt Usätz weist, an awer an der Halschent stoe bleift.

Bei der Regierungsbildung: D'Schafe vun engem Ministère du Développement durable kann ee jo ënnerstëtzen, et ass och fir eng gewësse Kohärenz. Awer an der Ekonomie hätt ee sech jo kënnen d'Fro stellen, firwat net d'Ekonomie mam Mëttelstand och zesumme gesat gi wär. Et wär jo méi einfach gewiescht. Ass do d'Politique politicienne, déi gezielt huet, dass d'CSV de Kontakt zum Patronat wollt halen, an d'Sozialisten d'Ekonomie net wollten opginn?

D'Justiz. Ech muss lech soen, Här President, ech war ganz frou, wéi ech den Här Juncker zu Hesper um CSV-Kongress gehéiert hu soen, d'Justiz wär esou e wichtige...

» **M. Lucien Thiel (CSV).** - Waart Dir do?

» **M. Xavier Bettel (DP).** - Ma neen, op der Tële huet een dat héieren, Här Thiel.

Här President, et huet een du matgedeelt kritt, dass jo d'Justiz esou e wichtige Portefeuille wär, dass souguer d'Police ewechgeholl géif ginn. Ech hu mer geduecht, dat fret ee jo, well an der Zäit, wou den Här Frieden - an en hat et jo gesot, och an der Zeitung - nëmmen 30% Justizminister war - an et huet e bësse Suerge gemaach, an ech mengen, den Här Frieden huet an der Finanzpolitik seng Aarbecht gemaach, mä d'Justiz war jo net grad deen Dossier, wou ganz vill avancéiert huet, an haut och dann e grouse Programm fir den neie Justizminister ass -, an dunn hunn ech mer geduecht, an da kritt en och nach d'Police ewechgeholl, fir sech wierklech nëmmen op d'Justiz ze konzentréieren, sot ech „chouette!“, an dann nach den Här Biltgen, Affekot, dee kennt den Dossier.

An dunn héieren ech, e gëtt och Ministere des Cultes. Do duecht ech, dat wäert jo dann net ze vill Zäit huelen. De Ministere des Cultes, dat wäert jo dann net eppes sinn, wat mat der Justice incompatible ass. En huet jo nach genuch Zäit da fir de Ministere de la Justice.

An du krut ech gesot, e gëtt och Ministere des Communications et des Médias. An do hunn ech mer geduecht, dat ass awer en décke Ministère. Dat huet jo den Här Schiltz deemools just mat der Kooperatioun gemaach - d'Arméi ass jo nokomm -, mä dat muss awer ganz, ganz vill Zäit huelen.

Du krut ech gesot, e wär och nach Ministere de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Do sot ech mer: Majo, dat ka jo net sinn. An dann de Clou, och nach Ministere de la Fonction publique et de la Réforme administrative. Dat heescht, do, wou mer ugekënnegt kréien, dass de Ministère de la Justice dee Ministère ass, dee sech ëm d'Fräiheute vum eenzelne Bierger soll këmmern, deen, deen esou wichtig ass fir dës Regierung, dass ee sech muss voll drop konzentréieren. Ech weess net, wou en do nach Zäit huet fir Ministere de la Justice ze sinn. Vläch gëtt et dann nach en delegéierten...

» **Une voix.** - E gudden Zäitpunkt, fir alles eng Question parlementaire ze maachen.

(Hilarité)

» **M. Xavier Bettel (DP).** - Et kéint ee sech d'Fro stellen, ob dann hei net an der Justice hätt misse e Statssekretär oder en delegéierte Minister derbäikommen.

Heiansdo fret ee sech och, well et gëtt jo där Superministère an dëser Regierung, esou där ganz décker. Et ass e bësse wéi beim Boxen, do gëtt et Poids lourds, an dann huet een d'Gefill, an der Regierung wäeren och Poids plumes. Dat sinn da Verschiddener, déi wierklech esou e bëssen eppes kritt hunn, fir an der Regierung ze sinn, vis-à-vis vun all deene Poids lourds. Et kann ee sech dann d'Fro stellen, ob dat wierklech déi richtig Method war, fir eng Regierung ze organiséieren.

Da sinn aner Punkten, wou ee gesäit, dass se gutt ufänken, mä gi se weider? D'Ofdreiwungsgesetz: Et gëtt gesot, dat ass jo eppes ganz Neies, d'Ofdreiwungsgesetz. Mir sinn elo endlech bereet, seet souguer den Här Asselborn - och op der Tële, Här Thiel, fir dass Dir mer d'Fro net musst stellen -, seet den Här Asselborn op der Tële, dat hätte jo d'Sozialiste fäerdeg bruecht, dass d'CSV iwwerhaupt bereet wär, iwwert dee Sujet ze diskutéieren.

Ech gesinn am Moment, dass et do eng Raison psychologique an eng Raison physique gëtt, an am Fong dat Neit - dat gëtt et schonn haut - ass déi Raison sociale. Wat ass eng Raison sociale? Gëtt dat e Knätschgummi, wou een da ka kucken, wéi eng Ursaach een da kann als Raison sociale huelen? Et kéint ee sech d'Fro stellen: Wou ass d'Proposition de loi vun der Kollegein Madame Err? Wou ass déi diskutéiert, wou ass déi debattéiert? An ech hoffen och, dass op jiddwer Fall, wann de Projet de loi vun der Regierung wäert an där Matière déposéiert ginn, dass mer och da wäerten iwwert d'Proposition de loi vun der Madame Err diskutéieren.

Dat heescht, et gëtt gesot, mir gi weider a mir gi virun, mä au contraire, et gëtt just eng Raison sociale, wou nach kee weess, wat dat soll heeschen, an et gëtt dann nach eng obligatoresch Visite an engem staatlechen, agréierten Organisme gemaach. Eppes ganz Neies. Dat heescht, mir ginn no bausen d'Gefill, mir maachen eppes Neies, an op där anerer Säit ass awer d'Handbrems, déi zitt.

Här President, e Koalitiounsaccord muss menger Meinung no d'Veutraue vun de Bierger gewannen an eng Äntwert op konkret Suerge vun de Leit liwweren. Mat deem Text huet d'Regierung awer ganz bewosst versicht, sech laanscht schwiereg Diskussiounen ze drécken an intern Divergenzen ze iwwerdecken. Do, wou et grad passt, gi konkret Mesuren diskutéiert, ouni d'Ziler vun der Politik ze benennen, esou zum Beispill beim Erofsetze vun den Ufanksgehälter bei der Fonction publique, oder et gi just déi allgemeng Prinzipië benannt, wéi bei der Sécurité sociale, wou allgemeng vu méi sozialer Selektivitéit geschwat gëtt. Gläichzäitig sollen awer d'Acquis sociaux garantéiert ginn. Dëst alles, fir d'sozial Kohesioun an onsem Land net ze gefährden.

Här President, et gehéiert effektiv zu de grouse politeschen Erausforderunge vun engem Koalitiounsaccord, an Zäite vun der Kris, fir d'sozial Kohesioun an onser Gesellschaft ze garantéieren. Nëmmen, wat verst mer dorënner? Wann een dem Statsminister nogelauschert huet gëschter, huet een dann de waarmen Appel héieren, net all Reformen an der Sécurité sociale als Sozialofbau ze kritiséieren an der Regierung virzwerfen, si géif d'sozial Kohesioun gefährden. Dëst ass eng couragéiert Positioun, déi mir och begrëissen, a wou den Här Premierminister muss och wëssen, dass d'DP en op alle Fall do wäert stäerken.

Dass dem Statsminister seng net onbedéngt d'Meenung vun där neier Regierung ass, kann een am Koalitiounsaccord nolieen. Am Koalitiounsaccord ass och vu méi sozialer Selektivitéit Rieds. Gläichzäitig gëtt awer och festgehale, dass d'Acquis sociaux ënner kengen Emstänn däerfen a Fro gestallt ginn. D'Regierung spillt hei mat verdeckte Kaarten a versicht et all Mënsch recht ze maachen. Si deklaréiert, den Acquis social ze garantéieren, an deklaréiert gläichzäitig eng méi selektiv Sozialpolitik. Wéi dat soll goen, ech mengen, dat ass e Secret, deen haut d'Chrëschtlech-Sozial Vollekspartei an d'Lëtzebuergesch Sozialistesch Aarbechterpartei just kennen.

Mir schéngt et kloer ze sinn, Här President, dass mer d'sozial Kohesioun gefährden, wa mer esou weidermaache wéi bis elo. Weider wéi bis elo, dat ass zumannst d'Approche vun de Koalitiounspartner, wéi ee se op ville Plazen am Accord fénn. Ech wëll emol net ënnerstellen, dass dës Approche net gutt soll gemengt sinn, mä si ass falsch. Fir eis Fraktioun biergt dës Approche eng grouse Gefor fir d'Zesummeliwen an d'Solidaritéit an onser Gesellschaft.

Eng Gefor, wann de Räichtum tëschent Jonk an Al ëmmer méi ongläch verdeelt gëtt an onser Gesellschaft. Eng Gefor, wa jonk Famillje sech d'Liewen zu Lëtzebuerg net méi kënnen leeschten. Eng Gefor, wann ëmmer manner Jonker fir ëmmer méi eeler Leit mussen opkommen. Eng Gefor, wann déiselwecht Schëlleren ëmmer méi Belaaschtung bäigesat kréien an et doduerch ëmmer méi schwéier kréien, d'Enner um Enn vum Mount zesummenezekréien.

Ech zweifelen net dorunner, dass d'Lëtzebuurger an der Kris wäerte solidaresch si mat deenen, déi manner hunn. Si wëlle solidaresch sinn, well et fir de Fonctionnement vun eiser Gesellschaft wichtig ass. Si wëllen awer och, dass déi Suen, déi si abezuelen - sief et iwwer Bäitrag, sief et iwwert d'Steieren - an d'Sozialkeesen, och do ukommen, wou Nout ass. Si wëllen, dass déi Ziler, déi sech mat deene verschiddene Politike gesat ginn, och erreecht ginn. Si wëllen, dass déi Suen net dozou féieren, dass Nout géiert gëtt, mä dass Sozialpolitik en Trampolin fir eng gréisstméiglech Zuel u Leit ass zrëck an en onofhängegt Liewen.

Ech muss lech soen, den Här Statsminister huet gëschter vun „génération remboursante“ geschwat. Wann ech dat Ganzt liesen, gesinn ech net, wéi mer keng „génération remboursante“ sollte kréien. Op jiddwer Fall kréie mer eng „génération contribuable“, an dat gëtt eng grouss Partie, a mir kréien eng „génération dépendante“, och eng grouss Partie. Eng Generatioun, déi tributaire ass vun enger Sozialpolitik, wou ee kuckt, dass een, deen an der Sozialpolitik ass, an der Sozialpolitik bleift, an net den Trampolin kritt, fir aus der Sozialpolitik erauszekommen.

Här President, ech sinn der Meinung, dass mer d'sozial Kohesioun an eisem Land net doduerch stäerken, dass mer eis Reforme verschléissen. Ech sinn der Meinung, dass mer d'Solidaritéit an eiser Gesellschaft risquéieren iwwerestrapazéieren, wa mer déi galoppéierend Sozialausgaben a Krisenzäiten net an de Grëff kréien. Hei feelt et u konkreten Orientatiounen am Text vun der neier Regierung.

Här President, d'Demokratesch Partei hätt sech eng Regierung gewënscht, déi weess, wou se hi wëllt an déi sech net einfach hin an hir drécke léisst.

Firwat brauche mir dann nach d'Politik, wann d'Politik och mat der gréisster Majoritéit net wëllt Décisiounen huelen, fir déi si awer legitiméiert ass, an och nach esou eng grouss Majoritéit kritt huet?

D'Demokratesch Partei hätt sech eng Koalitioun gewënscht, déi zesummen an engem Strang zitt, déi sech eens ass bei deene wichtige Problemer vun eisem Land a se upaken, amplaz se elegant ze ëmgoen.

D'Demokratesch Partei hätt sech e realistesche Koalitiounsaccord gewënscht virum Hannergrond vun der finanzieller, wirtschaftlecher a sozialer Situatioun vun eisem Land.

D'Demokratesch Partei hätt sech e Koalitiounsaccord gewënscht, deen de Leit dobausse kloer Ziler an d'Moyenë weist, déi dës Regierung fir déi kommand fënn Joer wëllt huelen.

D'Demokratesch Partei hätt sech e Koalitiounsaccord gewënscht, deen de Leit Vertrauen an d'Politik ginn hätt. D'Demokratesch Partei hätt sech e Koalitiounsaccord gewënscht, deen d'Solidaritéit an eiser Gesellschaft a Krisenzäiten net lichtfankeg op d'Spill gesat hätt.

D'Demokratesch Partei, Här President, hätt sech eng Koalitioun gewënscht, déi selwer, wéi de Statsminister et ausgedréckt huet, e behäertene Sprong an d'Zukunft gemaach hätt, anstatt dorop ze waarden an ze vertrauen, dass anerer fir d'éischt sprangen.

Et sinn dës d'Kritären, Här President, mat deenen d'Demokratesch Partei un e Koalitiounsaccord erugaange wär. An deem Mooss, wou dës Kritären am virleien Koalitiounsaccord net erfüllt sinn, kann d'Demokratesch Partei dësen Text net matstëmme an och d'Motioun, déi den Här Schiltz déposéiert huet, net stëmme.

Här President, ech soen lech Merci fir d'Optimierksamkeit.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Ech soen dem Här Bettel Merci. Dann als nächste Riedner ass den Här Lucien Lux agedroen. Här Lux, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Lucien Lux (LSAP).** - Här President, Dir Damm an Dir Hären, léif Kolleginnen a Kollegen op der Regierungsbänk, ech wëll dës Ried am Numm vun de Sozialisten an am Ufank vun dëser Legislaturperiode all deene widmen, déi an dës schwierege wirtschaftlechen a sozialen Zäite mat onschécherem, jo heiansdo angschtvollem Bléck an d'Zukunft kucken: déi, déi Angscht hunn, hiren Job ze verléieren, well Entloossungen op der Dagesuednung stinn; déi jonk Leit, déi zesumme mat hiren Elteren ëm hir beruflech Zukunft baangen; déi Persounen, déi mat engem Handicap liewen, Krankheet, Behënnerung, Isolatioun, a fäerten am Sog vu feelenden öffentleche Gelder hir Virsuerge ze verléieren oder beschiddene ze kréien; generell all déi, déi e schlächenden Ofbau vun den öffentlechen Dëngschtleeschung fäerten; déi d'Suerge hunn, dass de Solidarprinzip an eiser Gesellschaft ënnert d'Rieder kënn.

De Sënn vun eiser Regierungsbedeelegung ass, hinnen zur Säit ze stoen, Solidaritéit a Reform wëllen och a besonnesch schwéieren Zäiten zum Droen ze bréngen, net ëm all Präis, mä mat der Determinatioun, de Gros vun eise Virstellungen duerchzusetzen.

An dese Wochen a Méint, wou bedeutend Orientierungen an der Gestaltung vun eiser Politik heiheim, an Europa an an der Welt bevirstinn, gewannen eis éiweg Wäerter - Solidaritéit, sozial Gerechtegkeet a sozial Kohesioun, Toleranz - hiren eigentleche Sënn. Mir wäerte bei alle Choixen des Wäerter verstärken an de Mëttelpunkt stellen. Mir wäerte wéi an deene leschte fënnf Joer d'Ärmel eropkrämpelen: Kee liberale Laisser-aller an der Hoffnung, dass déi fréi Kräfte alles vum selwe wäerte léisen, awer och kee konservativen „Alles wäert scho gutt ginn“, mä eng voluntaristeschen upakenden dynamischen Approche, déi eng aktiv Roll vum Stat verlaangt, engem Stat, deen de Bierger net op der Nues steet, mä als eng Stäip am Réck. Mir si bereet, Verantwortung ze droen, mir lafen net dovun, awer d'Grundastellung, wéi elo beschriwwen, vun der Majoritéitspolitik muss stëmmen.

De Statsminister huet gëschter net nëmmen e Paquet vu Moosnamen opgeléicht. En huet virun allem eng Grondastellung, en Esprit, eng Approche duergeluecht. Mir deelen des a ginn héich motivéiert souwuel hei an der Chamber wéi an der Regierung an déi nei Period. Mir gleewen, an ech mengen, dass dat de Fuedem war vun där Regierungserklärung vu gëschter, un eng nei Verantwortlechkeet: eng kollektiv, awer och eng vu jiddwerengem Eenzelnen, fir de Sozialstat ze stäerken, an net en ofzebauen; fir e friddlecht Zesummeliewe vun ënnerschiedleche Mënschen a Kulturen, net fir auserneezedividéieren; fir d'Klimakris konkret unzuegoen, net ewechzekucken an op de Prinzip Hoffnung ze setzen. Mir brauchen dofir jiddwereen Eenzelnen, eng gemeinsam Politik, an eis Politik muss dofir Orientierung an Instrumenter ginn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dräi kuerz Bemierkungen am Ufank. Éischtens, d'Wahle vum 7. Juni hunn d'Politik vun der leschter Legislaturperiod grosso modo bestäetgt. D'CSV huet des Wahle gewonnen. D'LSAP, trotz dem schmärerleche Verloscht vun engem Sätz, ass net désavouéiert ginn. Mir hunn den Usproch, weider déi eenzeg grouss lénks Vollekspartei hei am Land ze sinn.

D'CSV huet ouni Zweifel vum Nimbus vun der kompetente Krisenmanager profitéiert. Dat war, mengen ech kënnen ze soen, zum Deel ongerecht, well dat behäertzt Agräife bei der Bankerettung oder d'Opleeë vun engem Konjunkturprogramm d'kollektiv Wiel war vun enger gesamer Regierung. Mä wéi och ëmmer: Énnert dem Stréch bleift e plakegt Resultat, dat et ze respektéiere géllt.

D'DP an déi Gréng hu schnell Raute gewénkt a virun de bevirstehende Problemer d'Feld scho verloss, ier de Match iwwerhaapt richtig ugepaff war.

Fir d'Land, fir déi zukünfteg Erausforderungen ass eppes wichteg: Dës Koalitioun huet am Laf vun deene leschte Joren den eleng arhythmtesche Kritär dépasséiert an huet zu engem gemeinsame Wee, zu gemeinsame Léisunge fonnt. An et gétt an deem neie Regierungsprogramm genuch sozialdemokratesch, fortschrëttlech an innovativ inspiréiert Handschrëften, fir dass eis Partei sech do zurechtfindt an hir ganz Plaz kann anhuelen.

Zweet Bemierkung un d'Fraktiounen hei am Haus. Ech hu gesot, mir fannen eis Identitéit, eisen Afloss an dëser Koalitioun. Ech soen der CSV net nëmmen, dass mer eis freeën op d'Zesummenaarbecht mam neie Fraktiounschef, dem Kolleeg Jean-Louis Schiltz, an deenen anere 25 Kolleeginnen a Kolleegen. Mir wäerten e selbstbewossten, awer verlässleche Partner sinn, deen op gläicher Aenhéicht ëm seng Virstellung wäert réngen.

26 Sätz sinn der vill, mä et si keng 31. D'Roll vun der Opposition wäerte mer eescht huelen. Mir wäerte sensibel si fir Iddien a Kritiken, mir wäerte besonnesch fir d'Bestandunge vun den Oppositionsdeputéierte lénks hei vu mir en oppent Ouer hunn, a wënschen de Fraktiounschefe

Xavier Bettel an dem Kolleeg François Bausch Ausdauer a Pugnacitéit an deenen nächste fënnf Joer.

Eng drëtt a lescht Bemierkung am Ufank un d'Adress vun der Regierung. Déi schwéiereg Zäite verlaange virun allem eent: eng kämpferesch Attitüd, Courage an Innovatioun. Mir wëllen hei an dësem héijen Haus Resultater. Awer mir wëssen, dass mer d'Bierger dobaussen, d'Zivilgesellschaft, d'Sozialpartner, d'ONGe mathuele mussen.

Mir mussen d'Salariéen an öffentlechen Déngscht motivéieren an enger grousser Négociatioun, déi all Facettë mat beeinträchtigt, fir si an hirer wichteger Roll ze stäipen an hinnen d'Méiglechkeet ze ginn, iwwerall hiert Besch kënnen ze ginn.

Mir brauchen also eng Gratwanderung, an déi ass heiansdo ganz schmuel zwëschen Dialog an Aktioun. Mir wäerten d'Regierung ënnerstëtzen, ouni awer an e konturlose Béni-oui-oui hei ze verfalen. Mir erwaarde vun der Regierung, dass d'Parlament déi privilegiéiert Bühn vun der Auseinandersetzung ass.

D'LSAP-Fraktioun setzt dräi Chantieren an de Mëttelpunkt. Éischtens, ech hunn am Duden d'Definitioun vum Sozialstat gëschter gekuckt. Den Duden seet: „...der demokratische Staat, der bestrebt ist, die wirtschaftliche Sicherheit seiner Bürger zu gewährleisten und soziale Gegensätze innerhalb der Gesellschaft auszugleichen.“

Mir hu virun de Wahle Jo zum Sozialstat gesot. Mir soen dëst besonnesch no de Wahlen nach emol hei op dëser Tribün kloer an dätlich. Bei de Verankerungen an de Prinzipien vum Sozialstat wäerte mir intraitabel sinn. Do gétt et e Stréch, iwwert deen d'Sozialisten net wäerte goen.

D'Kris vun de leschte Méint huet nämlech eppes gewisen: Wéi falsch de Wee vum schlanken, vum neutrale Stat war, wéi de Credo vun der Deregulierung, der wëller Privatisierung eis an en liewe gefouert huet. Elo geet et erëm dorëm, virun allem op al bewährten Tugenden ze setzen, net op virtuell Blosen, mä op Realwirtschaft, op Banken, déi sech op hiert eigentlecht Geschäft konzentréieren, op öffentlech Déngschter, déi der Gesellschaft iwwerhaapt e Gesicht ginn, a virun allem op Mënsche mat hiren Hoffnungen a Suergen, mat hire Kompetenzen an Energien, a virun allem mat eise jonke Generatiounen, mat hiren Dreem a mat hirem Enthusiasmus.

Mir ginn deem Sozialstat fënnf Prädikater. Et muss en aktive sinn, also e voluntaristeschen. Et muss e gerechte sinn, deen d'Chancë fir jiddwereen gétt. Et muss e verantwortleche sinn, dee capabel ass, iwwert den Tellerrand ze kucken. Et muss en tolerante sinn, deen also respektvoll ass gégeniwwer vun alle Bierger, virun allem deenen, déi aneschtens sinn. Et muss en offene sinn als e Jo zu Europa, Jo zu multilaterale Léisungen, besonnesch an der Bekämpfung vun der Aarmut an dem Klimawandel. Sou versti mer en. Dat sinn d'Bordsteng, esou menge mer, vun deem Sozialstat.

Mir leeën dobäi fënnf Bekenntnisse: of: eist Bekenntnis zum Sozialdialog op allen Niveaue. Mir brauchen, wéi gëschter hei ugekënnegt, eng Reform vun der Matbestimmung, fir déi sozial Demokratie dobaussen, an den Entrepreneuren an an de Verwaltungen ze stäerken.

Mir setzen op sozial Partnerschaft an och weider op d'Tripartite, well des ausgläichend ebe ka wierken. Eesäitig Dekrete hunn nach ni zu gudder Reforme gefouert.

Ech wëll och eppes hei soen am Numm vun eiser Fraktioun: D'Diskussiounen dären net onendlech sinn. D'Capacitéit, ze entscheeden an ze handelen, muss intakt bleiwen.

Eist Bekenntnis zu de solidaresche Regele vun de Sozialversécherunge bei Krankheet, Alter, Unfall, bei der Fleeg. De Stat wäert sech hei net aus der Verantwortung stiel. Déi dräi Finanzierungspliere bei der Rentfinanzierung, déi dräi mol 8%, bleiwen onugetascht.

Eise Rentensystem ass an engem gudden Zoustand. Besonnesch an dese Krisenzäite weise sech d'Mérite vum Generatiounenvertrag. Hätte mer viru Joren de Sirenegesang vun de Liberalen hin zum Kapitaldeckungsverfahren gefollegt, sténgen och haut hei zu Lëtzebuerg vill Leit virum perséinleche Ruin. Esou wéi der zéngtausenden dat an Amerika am Moment erliewen.

De Sozialminister huet zesumme mat de Sozialpartner an der leschter Legislaturperiod 14 Stellschrauwen detektéiert, an des sinn dem Parlament virun de Wahlen an der Sozialkommissioun och ënnerbreit ginn.

Elo géllt et, mat roueger, awer determinierter Hand den Dialog zur mëttel- a langfristiger finanzieller Stärkung ze féieren an

effikass awer gerecht Moosnamen ze treffen. D'Chamber ass prett, hire Rôle aktiv an dëser grousser Reform ze huelen.

Un d'Adress vun eenzelne Kritiken aus deene leschten Deeg wëll ech dat hei soen: Dat geschitt am Intérêt vun de Rentnerinnen a vun de Rentner: deene vun haut, deene vu muer an deene vun iwwermuer. Dat huet mat allem ze dinn, awer net mat Sozialofbau.

Mir wëllen déi Renteregimer, d'Émlagefinanzierung, de Generatiounenvertrag stäerken. Mir wëllen esou d'Regelen, de Modell erhalen, ofsécheren, d'Leeschungen och no Korrekturen héich halen. Näischt anescht hu mer am Sënn.

Mir bekennen eis zum Aarbechtsrecht, dat d'Wird vun de Salariéer schützt a Willkür verhënnert; zum Index, deen erëm hiergestallt gétt, deen - an ech wëll dat och emol eng Kéier hei soen -, dee vill an deene leschte Joren a Jorzéngten zum soziale Fridden an zu engem ausgeglachene Kollektivvertragsweise bäigedroen huet, also och eng Facette vu Kompetitivitätsverbesserung duergestallt huet.

Mir bekennen eis zu den öffentlechen Déngschtleeschungen mat dem Usproch, des effikass, flexibel a flächendeckend ze gestalten. Nach eemol: Mir hunn eis an all deene Joren en héicht Mooss u Sozialrecht, Aarbechtsrecht a Lounbedéngungen erwuerben. Dat war eng grouss Leeschtung vun de vorherige Generatiounen. Och eng Korrektur hei an do wäert dat Wesentlecht dobäi net a Fro stellen.

Reformfäegkeet verlaangt Beweglechkeet an de Käpp. D'Basis muss eis Grondiwwerzeugung vum Sozialstat sinn.

Mir hu kee Recht - soen ech ganz dätlich eenzelne Leit hei am Land -, mir hu kee Recht, de Sozialstat aus ideologescher Sturheit un d'Wand ze drécken. Dann deet et nämlech richtig wéi. Da wackelen nämlech d'Fundamente an da bludde virun allem déi, déi ënnen op der Sozialleeder stinn, a keng anerer. Dorunner sollen eenzel Leit emol denken.

An dobäi géllt e besonnesche Fokus all deenen, déi um Rand vum Wuelstand oder souguer ausserhalb vum Wuelstand stinn. Den RMG zum Beispill ass keen Almosen, mä verbrieftent Recht. Entlaang vun deem Instrument muss verstärkt d'sozial Exklusion verhënnert ginn.

D'sozial Selektivitéit huet mat allem ze dinn - an dat huet de Kolleeg Jean-Louis Schiltz virdru schonn hei gesot -, awer net mat Sozialofbau. Si ass virun allem d'Ëmsetzung vun deem richtige Prinzip, dat breet Schellere méi droen a schmuel Schellere méi gehollef mussen kréien.

Wien dese Programm, déi Ried vu gëschter vum Statsminister als en Ugrëff op de Sozialstat nennt, stréckt entweder ganz fréi schonn enger Legend oder et geet ëm bëlleg Polemik.

Iwwerhaapt stellen ech fest, an deene leschten Deeg, dass et de deux chose l'une ass: Entweder ass dese Programm, dee geschriwwen ginn ass, en zilgerichteten Ugrëff op de Sozialstat, oder, wéi anerer behaupt hunn nach viru Minuten, et steet näischt dran. Et ass also business as usual. Béides zesumme geet net. Oder béides ass falsch, an et ass éischer dat, wat ech mengen.

Iwwerengs wëll ech mengem Virriedner och dat heite soen: Ech hätt gären hei am Land d'Gejais héieren, wa mer zum Beispill bei der Rentereform heihinner komm wären am Numm vum Statsminister gëschter a mir hätten tack tack gesot, éischtens, zweetens, drëtens, véiertens, elo gétt dat gemaach. Ech hätt gäre gesinn, wéi mer da vernannt gi wäer par rapport zu de Regelen, déi de Lëtzebuerg Modell an deene leschte Joren a Jorzéngten héichgehale huet an déi zu ganz gudder Resultater gefouert hunn.

Deen zweete Chantier ass dee vun eiser Wirtschaft, vun der Beschäftigung a vun der Erziehung. Mir kennen elo dee sougenannte Superministère vum Développement durable. Ech mengen a mir mengen an der Fraktioun, an deem Dräigestirn tëschent Ausbildung, Berufsstieg an Aarbechtsplaz läit de Superoptrag vun deenen nächste fënnf Joer. De Superoptrag vum Développement humain: Mënschlech, perséinlech Entwécklung stäerken, professionnell Parcoursé sécurisieren an ausbauen.

Dat ass d'Feinmotorik, ëm déi mer eis an deenen nächste Joren ze këmmern hunn. Dat emfanne mir net als Misär, mä dat emfanne mir als edelen Optrag, dee mer an deenen nächste Joren ze droen hunn.

Aarbechtsplaz schaffen ass e wesentleche Bestanddeel, heiansdo d'Fundament vun enger gudder Sozialpolitik. Dag fir Dag fir Aarbechtsplazen an zukunftssträchtege Beräicher kämpfen, eis Kompetitivitéit ver-

deedegen. Mir wëssen ëm déi ugespaante Lag an der Industrie, an der Aviatioun, bei de Banken. Awer esou schlecht opgestallt si mer net, och, wa mer evidenterweis der weltwäiter Kris Tribut bezuelen.

Mir sollten aus der Kompetitivitätsfro keng ideologesch maachen, mä ganz pragmatesch Punkt fir Punkt d'Stärkten an d'Schwächen analysieren an dorobber reagieren. Net alles war esou falsch an deene leschte Joren, ansonst mer et net fäerdeg bruecht hätten, während Joren a Joren héich Sozial- an Ëmweltstandarde mat héijer Kompetitivitéit a vergläichsweis niddreger Aarbechtslosigkeit mateneen ze vereenen.

Mir mussen also elo verzahnen, Politik aus engem Goss maachen, besser qualifizieren, Kompetenz besser cibléieren, aus jiddwerengem säi Besch eraushuelen, besser vermëttelen duerno, nach méi no um Aarbechtsmaart sinn, flexibel reagieren, pragmatesch Brécke schloen, a virun allem ëm all Aarbechtsplaz kämpfen.

De Bildungsoptrag huet dobäi eppes Fundamentales. Et geet ëm den Optrag fir méi Chancégerechtegkeet, d'Förderung vun all Kompetenz, an no dem Rhythmus vu jiddwerengem Eenzelnen. Also, kloer gesot, ouni déi staark an déi stäerker Schüler ze bremsen, awer mat deem nobelen Usproch, déi méi schwach net ze afferen a se net als eenzeg Perspektiv an d'sozial Isolatioun ze dreiwien.

Jiddweree kann eppes. Jiddweree huet Fäegkeeten, sief et intellektueller oder handwierklecher, net ze schwätze vun deene mënschlechen an deene kulturellen. Awer ech soen och, jiddweree muss de Wëllen hunn, dobäi matzezéien.

Deen drëtte Chantier, dee vun Ëmwelt, Klimaschutz an nohalteger Entwécklung. Ee Wuert zur Struktur vum Ministère. Eis Optioun an der LSAP wär éischer gewiescht, e Mobilitéitsministère ze schaffen, mat alle Froe vun der Mobilitéit zesummegeleecht engersäits, an op där anerer Säit e gestärkten Ëmweltministère. Déi zwee Haushäre si sech de Geforen an de Widerspréchen.

Kann ee moies e Stroossebauprojekt, e Contournement duerch en Natura-2000-Gebitt an d'Prozedur ginn a mëttes neutral an onbefaangen evaluieren an d'Décisiounen am Rahme vum Naturschutzgesetz huelen? À voir!

Behält den Ëmweltministère - deen et net méi gétt, pardon! -, behält d'Ëmweltfro genuch Lisibilitéit, genuch Duerchschlagskraaft? À voir!

Mir wëssen, dass et an dese Politikfelder net nëmmen op Inhalter ukënnt, mä virun allem och op ebe Lisibilitéit, op Iwwerzeugung an op Bëss. De Programm heibäi stëmmt: Prioritéit fir den öffentlechen Transport, Bekenntnis zum Konzept Mobil 2020 mat Bau vun enger neier Zuchlinn prioritär tëschent Lëtzebuerg a Beetebuerg, de Périphérie-Garen, dem Tram.

Zum Tram just ee Wuert - dat däreft nach erlaabt sinn an dëser Roll. Sollte mer net endlech heibannen an och dobaussen agesinn: Wien amgaangen ass, eng nei Zuchlinn, wéi et dobausse geschitt, vun der Gare centrale iwwert de Findel op de Kierchbiereg ze bauen a wie muer d'Nordstrooss uewen um Kierchbiereg wäert fäerdeg realisieren, dee brauch um Plateau vum Kierchbiereg ee mat héijer Capacitéit versehene Tram, fir d'Feinverdeelung an d'Stad an duerch d'Stad ze organisieren. Wien dat net mécht, dee féiert eis direkt an d'Katastroph, well déi ass da viprogramméiert. Déijéineg, déi dat ëmmer nach boykottieren, droen da fir den Totalstau an déi total Immobilitéit d'Veantwortung.

Et gétt iwwerengs, niewebäi bemierkt, keng Mobilitéit de gauche oder eng Mobilitéit de droite. Et gétt nëmmen eng, déi entweder effikass, modern, kohärent oder eben dat net ass. D'Virfahrt fir den öffentlechen Transport ass déi beschte Klimaschutzpolitik. Awer Autoen, dat wësse mer, an dat hunn ech schmärerhaft an deene leschte Méint erlieft, wäert et och zu Lëtzebuerg ëmmer ginn.

Mir sinn hei op deem richtege Wee. Eis inlännesch Emissiounen ginn zrëck. Hei géllt et weider ze wierken, wéi beim Energiesparen, wéi bei der Energieeffizienz, wéi bei enger virsiichtiger Gangaart a puncto Ausstieg aus dem sougenannten Tanktourismus.

Deen éischen Aktiounsplang „Klima“ aus dem Joer 2006 ass opgeschafft. Wéi virgesinn am Programm, erwaarde mer nach virum Enn vum Joer och hei am Parlament d'Virleeë vun engem zweeten Aktiounsplang, deen eis nei hei wäert opstellen. Iwwer allem steet Kopenhagen, déi sougenannte COP 15 muss en Erfolleg ginn.

Mir brauchen en neie multilateralen Accord. Mir brauchen all, virun allem déi grouss Emittenten an engem Boot. A mir mussen hei - an dat wëll ech wierklech verlaange vun de Kollegeen an deem neie Ministère - wéi bis elo eng aktiv an offensiv Roll spillen. Mir musse bereet sinn, als Land eisen Obolus ze droen, souwuel a puncto CO₂-Reduzierung heiheem an dobaussen, awer och an der Finanzarchitektur, déi sech zu Kopenhagen amgaang ass ofzezechen.

Zwou kuerz Bemierkungen nach heizou. D'Instrumenter vun der zukünftiger Ëmweltpolitik stinn: den nationalen Naturschutzplang, den Nohaltegkeetsplang, den Offallplang, d'Aktionsplang iwwert de Kaméidi. Mir erwaarden, dass déi Ëmsetzung ganz schnell ka virugedriwwen ginn.

Déi véier Plans sectoriels sinn an der Ëmweltverträglechkeetsprüfung amgaangen. No enger breeder an offener Debatt mussen dës Instrumenter schnell a juristeschen bindend Reglementer ëmgeseet ginn. D'Instrumenter, an dat ass d'Chance vun deem neie Ministère, sinn elo do gebündelt, a mir hoffen, dass déi Chance schnell genotzt gëtt.

Dat sinn dräi wesentlech Chantieren. De Kollege Alex Bodry wäert spéider op déi gesellschaftlech Reformvorschläg nach agoen. D'Zäit feelt, alles ze kommentéieren. Awer dräi ofschléissend Kommentarer.

Mir bekennen eis ausdrécklech zur antizyklischer Finanz- a Konjunkturpolitik, wéi se gëschter gezechent ginn ass. Eng Vollbremsung géif eis elo aus de Gleiser geheien. Déi ugespaante Finanzlag verlaangt dat, wat een esou schéin nennt en „policy mix“:

- Spueren direkt am nächste Budget, besonnesch an de Konsumausgaben;

- kloer Prioritéiten a Choixen, déi do musse gemaach ginn. Fir eis si se kloer: Schoul, Spideeler an öffentlechen Transport sinn dräi Prioritéiten, wou mer musse virukommen;

- sozial Selektivitéit, esou wéi ech et am Laf vun der Ried beschriwwen hunn;

- eng oppen Haltung, wann néideg och um Niveau vun der Sait vun de Recetten, an

- Verschuldung jo, awer ouni d'Vulnerabilitéit vun engem klengen Land wéi Lëtzebuerg ze vill ze strapazéieren an ouni déi zukünftige Generatiounen am Iwwermooss ze belasteschten.

Zweet Bemierkung: D'Gemenge sinn a bal all deene Politiken do wichteg Stäipen, wichteg Partner. Dat gëtt oft ënnerschat. Mir stinn zu den Inhalter an dem Zäitrahme vun der Territorialreform. Mir wëlle virun allem keng autoritär Virgehensweis. D'Gemengen, hir gewielte Volleksvertreieder, d'Bierger per Referendum an de Syvicol gehéiere mat agebonnen. Nëmme esou wäert dat geléngen. Nëmme esou kënne mer d'Gemenge stärken an och all déi Energien a Kompetenzen eraushuelen.

Drëtt a lescht Bemierkung; mir huet dës Thema an deene leschte Jore munches Schweess op d'Stir gedriwwen: déi administrativ Vereinfachung. Si ass noutwendeg, soen ech aus der Erfahrung vu fënnf Joer. Munches ass schwéierfällg, munches dauert ze laang, munches gëtt zwee- an dräifach dru genéitscht.

Awer ech soen och aus der Erfahrung eraus zwou Saachen un d'Adress vun der Regierung:

Éischtens, viles huet ganz einfach mat Personalmangel a mat iwwerhueltenen Aarbechtsinstrumenter ze dinn. A viles - gleefft mer et - spillt sech net nëmme a virun allem net am Ëmweltministerium, mä op villen anere Plazen of.

An zweetens, ech warne bei deem Sujet dervir, mat der Aaxt drun ze goen. Et geet nämlech hei an de Prozeduren och ëm de Schutz vun der Gesondheet vun de Mënschen an de Betriber an dobaussen. Et geet ëm den Naturschutz an ëm Biodiversitéit. Et geet ëm den Erhalt vun natierleche Ressourcen: ëm Buedem, ëm Loftqualität an ëm Waasser. An et geet virun allem och an de Prozeduren - och dat vergiesse mer allze schnell - ëm d'Biergerinformation an ëm d'Biergerbedeelegung.

D'Konklusioun vun eiser Fraktioun ass déi heiten. All si se elo op hirer Plaz. D'Orientierungen, déi mer gëschter héieren hunn an am Programm kënne liesen, stëmmen. «À l'abordage!», misst et elo heeschen. Mir wäerte mat kloerem Kapp an decidéiert haut der Regierung hiert Vertrauen an eist Vertrauen ausschwätzen. Awer mir wäerten - dat soen ech och - all Dag wachsam sinn, fir eisen Deel zum Gelänge vun der Politik vun deenen nächste Jore bäizedroen.

Ech soe Merci fir d'Opmierksamkeit.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Ech soen dem Här Lux Merci. Als nächste Riedner ass den Här François Bausch agedroen. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

» **M. François Bausch (déi gréng).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wien d'Wahle gewonnen huet, ass kloer. Dat ass virun allem d'CSV. An et muss een awer och erwähnen déi Lénk, déi erëm als nei Partei an dësem Parlament vertrauede sinn.

Wien d'Wahlen net gewonnen huet, awer och net verluer huet, dat ass och kloer. Dat ass meng Fraktioun a meng Partei. Mir hunn 0,13% bäigewonnen. Dat ass net fir an d'Luucht ze sprangen, mä et ass awer och net esou schlecht, well mir sinn ausgaange vun engem ganz gudden Resultat vun 2004.

Wien d'Wahle verluer huet, dat ass och ganz kloer. Dat ass d'Demokratesch Partei, dat ass d'LSAP, an dat ass d'ADR.

Wat awer och gradesou kloer ass, dat ass, datt et net stëmmt, datt d'Wielerinnen an d'Wieler einfach esou d'Kontinuitéit decidéiert hunn. Well eng vun de Regierungsparteien huet verluer, an zwar souguer zolidd verluer. Um nationalen Niveau prozentual mat engem Sätz, an um europäeschen Niveau prozentual souguer nach méi staark.

Et ass ganz kloer, datt 2004/2009 dat nämlech geschitt ass wéi schon „99/2004: Dee staarke Koalitionspartner konnt sech profiléieren vun deene fënnf Joer Regierungsaarbecht an huet gewonnen, an dee klengen schwaachen huet verluer an en ass nach e bësse méi schwaach ginn, wéi e virdu schon eigentlech war.

Um Wahlowend huet de fréiere Premierminister gesot, hien hätt eng ganz kloer Präferenz, hien hätt gär Kontinuitéit an hie wëllt gären, datt d'CSV mat der LSAP géif d'Regierungsgeschäfte weiterféieren. Wann een esou eppes um Wahlowend seet, dann huet een en däitlech Signal ginn, als Premierminister an och ganz kloer als potenziellen evidenter zukünftige Formateur, deen en deen Owend scho war.

Dann ass et kloer, datt ee préférentiel mat de Sozialisten wollt weider regéieren. An deementspreechend war et fir mech a meng Fraktioun a meng Partei och gradesou kloer, wéi mer eis Konklusiounen gezunn hunn, datt mir net bereet sinn, fir eis ausnotzen ze loosse zum Spillball a lafende Koalitionsverhandlungen, fir Drock eventuell ze maachen op dann dee Partner, dee souwisou schon de Wahlowend erausgesicht war.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. François Bausch (déi gréng).** - Et war also keng Fro vun deene Gréngen, fir sech aus der Verantwortung eraus ze drécken. Iwwregens ass dat relativ sonderbar, wann een esou eppes behaupt, well déi gréng sinn déi Partei, déi um kommunalen Niveau an deene meeschte Stied am Land - grouss Stied am Land - an der Verantwortung sinn, an d'Kris wäert gradesou gutt déi Stied treffe wéi d'Natioun a wéi de Stat als solches.

Mä mir hunn dee Schratt gemaach aus zwee Grënn: Éischtens, mir waren net der Meinung, datt mer eist Wahlziel erreicht hätten, nämlech massiv gestärkt ze ginn, mindestens ee Sätz bäizewannen; an zweetens, wéi gesot, war um Wahlowend alles kloer. Déi gréisste Partei, déi d'Wahle gewonnen hat, hat hir Décisiounen schon um Wahlowend geholl. Et war dee Moment fir eis och kloer, datt mer donc net wëilten ausgenotzt ginn als Spillball, fir Drock ze maachen op dee souwisou scho méi schwaache Koalitionspartner.

Wat awer duerno geschitt ass, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat geet an d'Geschicht an. Ech erënnere drun: Et ass e Premierminister ginn, deen huet gesot am Kontext vun dem Konvent, wéi den europäesche Verfassungstext ausgeschafft gi wär - iwwer Méinten ass do diskutéiert ginn -, deen Text wär ausgeschafft ginn an där donkelster Donkelkammer vun der Welt.

Dat, wat mer erlieft hunn an de Koalitionsverhandlungen nom 7. Juni, dat war net déi donkelsten Donkelkammer vun der Welt, mä dat waren d'Katakomben, wou getaagt ginn ass, well wat do während deene siwe Wochen an d'Öffentlechkeet komm ass, dat war strictement näischt. Déi Pressekonferenzen, déi mer erlieft hunn, déi ware bal peinelich. Gott sei Dank huet den Tour de France stattfonnt während där Zäit, du konnt alt mat der Press e bësselchen iwwert den Tour de France gefachsimplen ginn, well ansonst war net schrecklech vill gewuer ze ginn.

An de Clou hunn ech fonnt, dat ass dat, wat duerno geschitt ass op de Parteikongresser, datt méindes owes zwee Parteikongresser

getaagt hunn, déi keen Text virleien hate vun engem Koalitionsvertrage, wou zwou Riede gehale gi si vun zwee Leit, déi mat Haaptacteuren waren an de Regierungsverhandlungen. An duerno ass no kuerzer Debatt dat anscheinend dann einfach esou ofgeseent ginn.

Ech muss och soen, wa mir esou eppes géife maachen an eiser Partei, wa mer a Koalitionsverhandlungen wäeren, da géife mir op alle Fall op eise Parteikongress mat den Hënn aus dem Sall erausgejot ginn. Do géif dat mat Sécherheet net akzeptéiert ginn.

Mir stellen eis als Gréng eng demokratesch Debatt aneschtens vir. Virun allem awer stelle mer se eis aneschtens vir, well mer effektiv mat där gréisster Wirtschafts- a Gesellschaftskris konfrontéiert sinn zënter 1929.

Also, ech muss och soen, wéi mer e Méindeg d'Koalitionsvertrage kritt hunn... Iwwregens, Klammer op, dat ass fir mech eng Selbstverständlechkeet, datt d'Opposition dat Koalitionsvertrage soll kréien. Ech muss och soen, et misst, fir mech, eng Selbstverständlechkeet sinn, datt all Deputéierten dat kritt, relativ séier, soubal et ofgeschloss ginn ass. Dat ass net eng Saach vun „goodwill action“ vun iergendengem, mä ech mengen, an enger Demokratie, wann ee wëllt sech ausenansetzen mat eppes, misst dat eng Normalitéit sinn.

Mä wann een awer dann deen Text liest an derduerch kuckt, esou kann een éischtens feststellen, net datt näischt draesteit. Et wär sécherlech vermessen, dat ze soen; et stinn eng ganz Rei konkret Saachen dran. Mä déi Saachen, déi konkret drastinn, dat sinn eigentlech déi Saachen, déi och schon 2004 an dem Koalitionsvertrage stoungen. Dat sinn zu engem groussen Deel entweder Saachen, déi an der leschter Period net realiséiert gi sinn, oder Projeten, déi an der leschter Legislaturperiod ugefaange gi sinn an evidenteweis an där nächster wäerte weidergefouert ginn.

Iwwer ganz vill Saache steet awer eigentlech net ganz vill dran. Och an der Ried gëschter si mer do am Dréchene bliwwen. Dat sinn dann déi Saachen, wou mindestens am Usaz een d'Impressioun huet, datt nei Saachen op eis wäerten duerkommen; Stéchwuert sozial Selektivitéit, Stéchwuert Diskussioun iwwer eise Rentensystem. Mä wéi eng Richtung et konkret soll goen, dat si mer natierlech net gewuer ginn.

An et geet mir net duer, datt hei um Pult gesot gëtt: De Sozialstat, mir stinn dozou; Jo zum Sozialmodell, an op där anerer Sait een dann déi do Saachen ukënnegt, ouni datt een awer mindestens eng Pist ugëtt. Et brauch ee selbstverständlech net hei ze soen - an dat wär och net richtig -, wat een am Detail wëllt huet alles ze maachen, mä datt ee mindestens usazweis seet, wéi eng Richtung et da soll goen. Ech hu keen eenge Beispill héieren, wat da sozial Selektivitéit soll sinn, wéi déi soll an der Praxis ausgesinn.

Bei de Finanzen, do kréie mer gesot: Et kann een décmment kee Pronostic maachen, well et weess een net, wéi et weidergeet. Et kann een dat och nach akzeptéieren, well et ass effektiv schwierig, de Moment eng genau Prognos ze maachen, wéi d'wirtschaftlech Entwécklung an deenen nächste Joren ass. Mä et hätt een awer mindestens och kënnen, wëssend jo awer, datt mat grousser Wahrscheinlechkeet, och wa mer net dat - loosse mer soen - méi erschreckend Zil... oder d'Zil ass et jo net, mä dat erschreckend Resultat erreeche vu 40% Neiverschuldung vun PIB 2014, da wësse mer jo awer ganz kloer, datt d'Neiverschuldung wäert klammen an deenen nächste Joren.

An da wësse mer och, wa mer da vum optimisteschen Zeenario ausgi vum Enn vun enger Kris spéitstens am Laf vun Joer 2010, datt, wa mer erëm a positive Wuesstumszuele sinn - dat jo 2011 wäert da sinn, vläicht schon och souguer e bëssen 2010 -, ee mindestens hätt missen Indikatiounen ginn, wou een ufänkt dann zum Beispill ze spueren.

Och iwwert d'Ausgabe generell gëtt et vill Widerspréchechen an den Texter an och an den Aussoen an der Regierungserklärung; virun allem bei de Steieren. Ech wäert herno nach dorobber zrëckkommen.

Mir mengen och, datt duerfir dee ganzen Text an och déi Ausrichtung hei, wéi gesot, éischter Kontinuitéit ass, mä mat Sécherheet net op der Héicht ass vun deene grouss gesellschaftlechen Erausforderungen, déi op eis wäerten duerkommen.

Virun allem hu mir Gréng ee Verdacht, dat ass, datt dës Parlament an deene nächste fënnf Jore wäert bei dem Gros vun den Diskussiounen am Virfeld ausgeklammert

ginn, déi an d'Tripartite wäerte verlagert ginn, an d'Parlament just nach wäert do sinn herno, fir ofzeseenen, wat am Virfeld dann ofgemaach ginn ass.

Wann dat sech sollt confirméieren, da soen ech ganz däitlech, do wäerte mer eisen heftigste Widerstand ukënnegen, well et geet hei ëm méi wéi nëmme einfach Saachen, déi ee kann an der Tripartite an och soll do diskutéieren. Et geet hei ëm d'Grondausrichtung vum Lëtzeburger Modell vun dësem Land fir déi nächst Joren. An do muss d'Parlament säi Wiertchen an aller Hisiicht vun Ufank un matzeschwätze kréien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn eng Kris, déi op dräi Niveauen usetzt: Et ass eng Wirtschaftskris, et ass eng Ëmweltkris, et ass awer och eng Kris vun de Wäerter an Zwëschenzäit.

Mir hunn eng Situatioun gehat an deene leschte Joren, fir net ze soe Jorzéngten, wou mer eng Finanzwelt opgebaut haten, déi total lassgeléist ginn ass vun der reeller Ekonomie. E beschl Beispill dovunner, dat hu mer an deene leschten Deeg a Wochen erëm erlieft, wou sech och erëm erausstellt, datt iwwerhaupt näischt bäigeléiert ginn ass, wat geschitt ass am Fong an deene leschten zwee Joer virun.

Wann ech gesinn, datt bei deem geréngsten Unzeechen am Finanzsektor, wou Gott sei Dank jo erëm sech gewësse Saache stabiliséieren, besser geet, verschiddene Leit näischt Besseres afält, fir dann erëm schnell an déi al Logik ze verfallen a mat de Bonuszahlungen erëm unzefänke wéi virun, da gesäit een, datt eigentlech näischt bäigeléiert ginn ass aus där Kris. Dat mécht eis vill Suerge fir déi nächst Méint a Joren. Do musse mer wierklech weider wachsam sinn an och endlech reguléieren.

Mir hunn och eng Situatioun gehat, wou mer an deene leschten zwee Jorzéngten an engem gewëssenen Deregulierungswahn stoungen. Déi gewësse Logik vun der Eegeverantwortung, déi jo souwisou nëmme eng Chimère ass, well Eegeverantwortung kann een nëmme deem zomudden, deen och iwwerhaupt d'Méiglechkeet huet, fir Eegeverantwortung ze huelen.

Wann ech natierlech Leit huelen, wéi verschiddene Manager elo vu Porsche an Däitschland, wann ech esou fürstlech entlount ginn a wann ech awer dann ophalen a fortginn a meng Rent huelen oder och net huelen, wat och ëmmer, dann ass et natierlech einfach, vun Eegeverantwortung ze schwätzen. Fir e Mindestlounverdinge ass dat e bësse méi komplizéiert. Wann deen an enger Wirtschaft- a Finanzkris ënner d'Rieder geréit, a mer duerno musse spueren, ass et e bësselche méi komplizéiert, fir deem ze erklären, dee misst Eegeverantwortung un den Dag leeën.

Et ass also eng Kris och, déi emol endlech un den Dag bruecht huet, datt net jiddweren d'nämlech ass an där Gesellschaft. Eng Kris also vun de Wäerter.

D'Kris vun der Ëmwelt mécht sech bemierkbare duerch e krasst Aartestierwen, Verloscht vu Biodiversitéit, Waasserknappheit, Klimaproblematik, Energie- a Ressourcenkris. An ech mengen effektiv, wéi den Här Lux et elo just gesot huet, datt d'Europäesch Union eng enorm Responsabilitéit huet zu Kopenhagen, d'autant plus wou mer jo an engem neien Zeenario sinn, wou mer an de Vereenegte Staten duerch deen neie President, deen do ass, enger Astellung hunn, zum Deel mindestens, wéi mer se virun haten, a wou den Drock jo och dann op aner Länner méi grouss wäert ginn, datt se musse matzéien.

Mä d'Europäesch Union, egal wéi, huet eng enorm Responsabilitéit zu Kopenhagen, fir géint déi Kris do virzegoen, well déi Punkten, déi ech opgezielt hu virun, déi hänke souwisou all mateneen zesammen; och mat der Klimakris.

D'Kris vun de Wäerter, déi erliewe mer, well d'Leit sech ëmmer méi d'Fro stellen haut: Wie bezilt fir wat an der Zukunft? A virun allem: Firwat musse mir fir Saache bezuelen, fir déi mer eigentlech net kënnen, déi mer net verursaacht hunn? Wann ech esou Sätz héiere wéi - déi kléngen ëmmer e bësse lapidar -: D'Finanzinstituter an d'Banken, déi hunn nach immens vill toxesch Pabeieren an hire Coffre-forten. Toxesch Pabeieren:

Dat ass jo eppes Gëfteges. Dat ass jo eppes, wat ee jo eigentlech net hätt solle maachen, wat een do an de Coffre-forten huet.

Dann ass et natierlech kloer, datt, wann ech weess, datt duerch zum Beispill esou eng irresponsabel Virgehensart a -weis wéi déi dote mer an d'Kris komm sinn, d'Leit sech d'Froe stellen: Majo, wéi war dat méiglech? Firwat ass dat zougelooos ginn? Wa vun ontransparente Finanzprodukter Rieds geet, dann hunn déi jo awer an engem gewësene legale Kader kënnen méiglech gemaach ginn. Dat heescht, do huet ee misse Gesetzer maachen, fir datt déi hu misse bestoen.

Wa Bedruch am Spill war, wéi zum Beispill - ech huelen dat eraus, well dat dat Frappantst ass - dem Här Madoff seng ganz Affär, déi jo fir relativ vill Diskussiounen gesuert huet, wou Milliardebedruch am Spill ass, dann huet een dat zougelooos. Dann huet een dat misse méiglech maachen. A wann doduerjer Milliarde vu Gelder a vu Verméigen a vun erschafftenem Räichtum zerstiéert ginn ass, dann ass dat zougelooos ginn.

Virun allem gëtt dat méi dramatesch, wann ee jo weess, datt duerch déi Zerstiéierung, déi da stattfënt, déi am Fong iwwer relativ onkoscher Methoden zustane komm ass, wann dat och nach dann zur Konsequenz huet, datt Milliarde vun Aarbechtsplazen drënner zerstiéert ginn, datt heescht Milliard... pardon, Millioune vu Leit... Jo, et kann ee bal soe Milliarde vu Leit hir Existenz wäerten doduerjer verléieren.

Mir ginn dovun aus, datt 90% vun der Bevölkerung sech déi dote Froe wäert stellen, a se och zu Recht stellt, an och d'Fro virun allem wäert sech stellen, wéi dat zougelooos ginn ass. A si fret och virun allem: Wie gëtt zur Rechenschaft gezu bei där ganzer Geschicht do? Wien ass deejéinegen, dee fir dat Ganzt do muss bezuelen?

Mir wäerte jo an deenen nächste Jore vill driwwer diskutéieren, iwwer bezuelen oder nodréiglech bezuele vun den Auswierkunge vun der Kris. Wa mer Konjunkturpäck decidéieren, wa mer Banke Milliardenhëllef ginn, da ginn déi jo vun de Steiere geholl. Déi gi jo vun all de Bierger vun Land geholl. Dat heescht, de Stat verschëllt sech jo do op eng Aart a Weis, net well e selwer schlecht gewirtschaft huet, mä well e verschidde Leit oder der Privatekonomie zur Hëllef kënn mat de Sue vun der Allgemeinheit. An da muss een déi Froen och bedenken, wann et dréms geet herno, wie wat bezilt no der Kris.

Da kann een net einfach soen, mir maachen elo zwee Joer - wat richtig ass - während der Kris näischt, mir diskutéieren iwwer keng Steieren, op alle Fall keng no ënnen, mä och keng no uewen. Domadder kann een nach d'accord sinn. Mä wann d'Kris bis eriwuer ass an et geet em d'Bezuele vun deem Ganzen, da muss een och iwwer Steiere kënnen diskutéieren. Där fester Iwwerzeegung si mir, well ansonste léisst een eleng déi Leit bezuele fir d'Kris, déi se eigentlech net verursaacht hunn.

An ech soen och ganz kloer am Numm vu menger Fraktioun: Wa mer dee Wee ginn, dee wäert net akzeptéiert ginn. Mir wäerten, wa mer dat maachen, eng Afroststellung kréie vun der Politik a vun den Institutionen. D'Institutionen wäerten ugesi ginn als net déi, déi d'Leit protegéieren, mä nëmme ëmmer erëm déi nämleche Leit protegéieren, déi sech souwisou alles kënnen erlaben an eiser Gesellschaft.

A Beispiller, déi mer haut schonn hunn a Frankräich, wou op eemol Manager carrément en otage geholl ginn, well Aarbechtsplazen ofgeschaf ginn an enger Entreprise, wou Leit, déi an enger Entreprise schaffen, drohen, si géifen d'ganz Entreprise an d'Luucht sprengen, dat si Saachen, déi solle mer net einfach op d'licht Schëller huelen. Dat si Verzweiflungstaten, déi do ugekënnegt ginn. Si ginn natierlech an der Praxis Gott sei Dank de Moment net duerchgezunn. Gott sei Dank, kann een nëmme soen. Mä et sinn awer Symptomer a Beispiller, déi eis virun Aen halen, wat geschitt, wa mer just déi déi heite Kris bezuele loosse, déi se net verursaacht hunn.

Mir brauchen duerfir en zolitte Wäertewandel, an dee muss goen a Richtung, datt d'Ëmverdeelung vum Räichtum an der Gesellschaft anescht diskutéiert gëtt, datt mer nei Regele brauchen am Ëmgank mam Räichtum, datt de Solidaritéitsgedanken tëschent Räich an Aarm erëm hiergestallt gëtt, deen an de leschten 20 Joer komplett verluer gaangen ass.

De Premierminister huet och gesot, datt, wann et em Nohaltegkeet geet, et gëtt keng Nohaltegkeet ouni Wirtschaftswuesstum. Mir wëllen dat als Gréng éischter ëmdrënnen. Mir soen, et gëtt kee Wuesstum méi ouni Nohaltegkeet.

Well wa mer d'Problematik Klimawandel net geléist kréien, wa mer d'Waasserknappheetsproblematik net geléist kréien, da wäert iwwerhaupt keng wirtschaftlech Zukunft méi bestoen. Well da wäerte mer de Wirtschaftsstanduert, egal wat fir een datt et ass, vu viran esou zerstiéieren, datt souwisou en normalt ekonomesch Handeln net méi méiglech ass. Well et wäert zu soziale Spannung feieren, et wäert zu Degradatioun feieren, déi dat net méi an Zukunft wäerten erlaben.

Mir brauchen duerfir eng Diskussioun, net nëmme iwwert d'Wirtschaft als solch, mä och iwwert de Wuesstum. Mir brauche méi Qualitéit beim Wuessen a manner Quantitéit beim Wuessen. A mir mussen déi Diskussioun feieren, wa mer wëlle verstoen, wat amgang ass ze geschéien. Mir brauchen eng Ökonomie, déi ewechkënn vun de fossilen Energieträger an eriwurget zu deenen erneierbaren Energieträger. Dat huet net nëmme mat Ëmwelt ze dinn, mä et huet och mat Ofhängegkeet ze dinn. Mir wäerten erliwen, wann d'Ökonomie erëm unzitt, wat fir eng dramatesch Konsequenzen et eis wäert bréngen, well mer ze vill vun de fossilen Energieträger ofhängeg sinn.

Ech muss och do soen, ech wëll dat virzéien, wat d'Regierungsëmbildung ubelaangt, datt mer et richtig fannen an och gutt fannen, datt eng Diskussioun stattfonnt huet iwwert d'Zesummeleung vu verschidde Departementer. Mir fannen och eigentlech den Term vum Ministère du Développement durable an der Rei. Mä ech muss awer soen, datt mir an der Praxis éischter och an d'Richtung gaange wäeren, wéi de Kolleg Lucien Lux elo grad beschriwwen huet, datt mer zwar och Zesummeleunge gemaach hätten, mä dann awer éischter Landesplanung, Bauten an Transport zesummegeluecht hätten op där enger Säit, an Ëmwelt an Energie zum Beispill op där anerer Säit. An dann hätte mer zum Beispill och dat gemaach, wat dës Regierung awer erëm net gemaach huet, nämlech d'Waasserkompetenz erëm aus dem Intérieur erausgeholl an éischter bei d'Ëmwelt bäigeluecht.

Mä nujee, ech wëll dat awer net vu virera schlechtrieden. Mindestens ass den Usaz do, iwwert déi Iddi vun Ministère du Développement durable, fir déi dote Kompetenzen, déi sécherlech Sënn maachen, datt een déi zesummeleet, fir dat ze maachen. Mir wëllen am Detail dat kucken, wat dorauer geschitt.

Mir hoffen, datt et an engem gudden Wëlle geschitt. Mir hoffen, datt et net eng Saach ass vu Muechtkonzentratioun vun eenzelne Verwaltungen, déi do geschitt. Mir hoffen, datt et am Sënn geschitt, datt eng wierklech horizontal Zesummenaarbecht kënn tëschent deenen eenzelne Verwaltungen a Ministère, déi do betraff sinn. An deem Sënn wëlle mer där Saach och eng Chance ginn an am Detail genau verfollegen, wat dorauer geschitt.

Mir begréissen och, datt gesot gëtt, et géifen nei Miessinstrumenter fir um PIB geschaf ginn. Miessinstrumenter, déi net nëmme einfach de Wuesstum analyséieren, mä och fir ze kucken, wat heescht dat fir d'Wuebfannen am Land.

Et muss een awer soen, datt dat alles näischt Neits ass. Mir hu schonn an den 90er Joren déi Diskussioun gefouert. Dat ass och schonn oft vu Regierungen ugekënnegt ginn, mä an der Praxis huet et bis elo nach zu net vill gefouert. Mä mir loosse eis da gären iwwerraschen, datt et dës Kéier an eng aner Richtung geet.

Eppes feelt eis awer ganz kloer an deem ganzen Text, datt ass d'Diskussioun iwwert d'ökologesch Steierreform. Firwat si mer der Meenung, datt d'ökologesch Steierreform wichteg ass?

Mä net nëmme aus ëmweltpoliteschen Iwwerleeunge fanne mer, datt se richtig ass, mä mir sinn och der fester Iwwerzeegung, datt se eng zentral Roll muss oder wäert spillen an den nächste Joren, wann et dréms geet, sozialgerecht Ëmverdeelungen ze maachen. Och déi kann een iwwert d'ökologesch Steierreform maachen. A mir

bedauern et, datt wierklech näischt am Regierungstext drasteet. D'autant plus, wou an Zwëschenzäit a villen europäesche Länner déi Diskussioun nei relancéiert ginn ass. A Frankräich leeft se de Moment op vollen Touren. D'skandinavesch Länner sinn eis souwisou meilewäit viraus an deem doten Thema. Mir mengen och, datt duerfir an deenen nächste Joren hei zu Lëtzebuerg et e konkreten an e seriösen Handlungsbedarf gëtt.

Wat d'Finanzen ugeet, do muss ee soen, och wa mer vum optimisteschen Zeenario wäerten ausgoen, datt mer 2010 aus der Kris lues a lues erëm wäerten erauskommen: Mir sinn der fester Iwwerzeegung, datt mer Wirtschaftswuesstumsraten, wéi mer se haten tëschent 1995 an 2007, mat 6, 7, alt souguer bis 9%, mat Sécherheet an deenen nächste Joren net méi wäerte kréien. Och zu Lëtzebuerg wäerten d'Beem net méi an den Himmel wuessen. Mir wäerte Wuesstumsrate kréien, déi an engem normale Verhältnis sinn. Ech hu souwisou nach ëmmer a menge Budgetsriede gesot, mir géifen enger Illusium nolafen; mat engem Duerchschnittswuesstum vu 4% hu mer jo ëmmer gerechert iwwer 40 Joer; dat muss ee sech emol am Kapp virstellen.

Mir wäerten éischter bei 1, 2 an 3% och emol landen. Wa mer dann 3% erreechen, da kënnen mer genausou frou si wéi vläicht aner Länner ronderëm eis, wa se esou e Wuesstum erreechen, an dann och soen, datt dat schonn en héije Wuesstum ass.

Dat heescht, egal, och wann et e positiven Zeenario gëtt, d'öffentlech Schold wäert wuesse bis 2014. Wéi wäit? Dat muss mer da gesinn, ob mer bei deene 40% vum PIB ukommen.

Mä wat eis awer feelt an den Aussoe vun der Regierung, dat ass: Wat sinn dann d'Instrumenter, déi wäerte benotzt ginn, wann d'Ökonomie erëm normal dréint, fir d'Schold ofzebauen? Schaffe mer éischter un de Recetten oder éischter un den Dépenses? Maache mer e Mix vun deenen zwee?

Näischt fanne mer erëm an deene ganze Volete vun de Finanzen. Och wann et em d'Opzielung geet, da gëtt nëmme bei den Dépenses nach derbäigeluecht. Beim Spuere gëtt zwar da vun engem selektive Sozialstat geschwat, mä ganz wéineg, a wéi eng Richtung dat da soll goen.

An dat fir mech frappantste Beispill vun de Widerspréich an dëser Regierungserklärung, an och wat eigentlech beleet, datt, och wann am Ufank gesot gëtt, mir missten ewechkomme vun der Pensée unique a mir missten erëm derfir surgen, datt d'Wirtschaft kee Selbstzweck gëtt, dat frappantste Beispill vum Widerspréich ass dann d'Steierpolitik.

Et gëtt gesot, mir wäerten dës Joer, dës Joer souwisou jo net méi, mä d'nächst Joer an d'iwwernächst Joer mat Sécherheet keng Steiererhéijung virhuelen, och keng Steierreduktiounen, an duerno gesi mer weider. Am gläichen Otemzuch gëtt da fënnf Minutte méi spéit awer direkt gesot, datt d'Betriebssteiere vun 30% haut Gesamtbelastung op 25,5% ofgesenkt ginn. An da gëtt dat argumentéiert, mir kéinten net anescht, well d'Betriber wäerten, wann d'Kris eriwuer ass, dohinne goen, wou et fir si am gönschtegsten ass, wou se dat gönschtegste steierlecht Ëmfeld hunn. Wat fir mech näischt anescht heescht, wou se am mannste mussen am Dëngscht vun der Allgemeinheit vun hire Benefisser ofginn.

Ma dat ass jo nëmme dat. D'Steiere gi jo net erhuewen, well mer der Meenung sinn - dat hunn ech schonn oft gesot bei de physische Persounen -, mir géifen d'Leit wëllen emmerdéieren a mir wëlte se strofen, mä d'Steiere ginn erhuewen, well ee gewëssen Zilsetzungen huet. Éischtens fir Dëngschtleeschungen ze schafen, fir datt de Stat ka fonctionnéieren, mä virun allem awer och, an dat trëfft virun allem bei de Betriber zou, fir eng gewëssen Ëmverdeelung vum erschaffte gesellschaftleche Räichtum ze maachen.

Fir mech dat frappantste Beispill vun der Widerspréichlechkeet an deenen Aussoen.

An da gesinn ech guer keng Prioritéiten. Wa mer muss spueren an zwee Joer: Wou spuere mer da fir d'éischt a wou spuere mer fir d'lescht? Eng Regierung muss dach awer soen, wat hir Prioritéite sinn.

Ech huelen e Beispill eraus. Wann ech d'Mobilitéit huelen, da muss ee sech dach d'Fro stellen an deem heite Kontext, wa mer wierklech net méi genuch Suen hunn a mer net méi kënnen alles maachen: Spuere mer da fir d'éischt beim öffentlichen Transport oder fir d'éischt am Stroossebau? Wat ass d'Prioritéit an deem Ganzen?

Et geet guer net aus deem Text hei ervir. Et steet, Här Lux, alles opgezielt. Ech kommen awer op d'Mobilitéit kuerz ze schwätzen, mä et steet awer net, wou d'Prioritéit ass am Kontext vun där berühmter Klausel, déi bei all Kapitel steet ënner dem Finanzierungsverbehalt. An dee Finanzierungsverbehalt hätte mir gär méi erkläert.

Sozialstat, wéi gesot, sozial Selektivitéit geschwat. Immens vill Etüde leie scho souwisou un Dësch, wou iwwert de Sozialstat Saachen analyséiert gi sinn. Mä wat ass dann dat, déi sozial Selektivitéit? Wou setze mer se un? Wou hale mer se op? Wat fällt alles drënner? Do gi mer net vill Konkretes gewuer.

D'Renteproblematik soll dann elo an deenen nächste Joren thematiséiert ginn, ugepaakt ginn. Och do geet net richtig ervir, a wéi eng Richtung mer ginn. Dat Eenzegt, wat mer wëssen, dat ass, datt um Generationenmodell soll festgehale ginn. Mä ansonste gi mer net schrecklech vill gewuer.

Ech muss och soen, ech fannen et bedauerlech, datt dat, wat nach am État de la nation gesot ginn ass virun de Wahlen, nämlech datt géif e Rentendësch 2 agesat ginn, wou och d'politesch Formationen am Land alleguerte mat um Dësch séizen, datt dat elo erëm vum Dësch ass, well an deem heiten Text steet dovu guer näischt méi. Et steet just nach do, datt mat de Sozialpartner dat soll diskutéiert ginn. Och e weidert Beispill, wou mer de Verdacht hunn, datt alles an aneren donkle Kammere wäert diskutéiert ginn, mä net an dësem Parlament.

D'Mobilitéit, do steet relativ vill Konkretes dran, dat stëmmt. Do ginn ech mengem Virriedner Recht. Mä, wéi gesot, éischtens sinn dat awer alles Projeten, déi an der leschter Legislaturperiod decidéiert gi sinn. Ech mengen awer och, an do sinn ech mat em averstanen, datt een déi Projeten elo an d'Praxis muss ëmsetzen. Datt ee sech muss bewusst sinn, datt, wann een erëm eng Kéier verschidde Saache wëllt a Fro stellen, aus welleche Grënn och ëmmer, een net nëmme d'Mobilitéitsverhalen hei am Land erëm eng Kéier zrëckwerft, mä datt een och de Standuert Lëtzebuerg a Fro stellt. Well mir wäerte gesinn an deenen nächste Joren, datt d'Mobilitéitsproblematik ëmmer méi zu engem Standuertnodeel gëtt. An duerfir mengen ech och, datt déi Projeten, déi elo an deem Text hei enthalte sinn, an den nächste Jore mussen ëmgesat ginn.

Et feelt mir ee Volet e bësse méi am Detail, dat ass dee vun der Mobilitéé douce. Dee gëtt, dat mierkt een och, erëm eng Kéier an deem hei Text net seriö genuch geholl, well einfach d'Potenzial ënnerschatzt gëtt. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg e Mobilitéitsverhalen, eng Situatioun, datt em déi 30% vun den Distanzen, déi zrëckgeluecht gi mam Auto, ënner dräi Kilometer sinn. Ech mengen net, datt den Auto als Mobilitéitsvehikel erfondt ginn ass, fir Distanzen tëschent null an dräi Kilometer zrëckzeleeen. Dat ass awer eng Realitéit.

Do kéint d'Mobilitéé douce eng wichteg Roll spillen als Complément zu anere Saachen. An där leschter Legislaturperiod ass en Aktionsplang verofschiet ginn. Ech hoffen, datt et awer nach méiglech wäert sinn an deenen nächste Joren, dee méi konkret mat an déi Projeten anzubannen, déi mer elo an deem heite Pak mat dran hunn.

Ech mengen och, datt mer mussen eis eng Kéier d'Fro stellen, ob den „modal split“ 75/25 duergeet iwwerhaupt. Mir kënnen natierlech elo haut soen, mir kënnen frou sinn, wa mer deen iwwerhaupt erreechen. Mä ech mengen awer, wann een d'Erausfuerrung kuckt, déi op eis wäerten duerkommen op deene verschidde Niveaue vum Klima, vun der Klimaproblematik, wéi och iwwert d'Gestaltung vum urbane Raum, am 21. Jorhonnert insgesamt, da misste mer och eng Kéier doriwuer eng seriö Diskussioun feieren.

Och d'Reforme territoriale, do steet net vill Neies dran. Déi meesch Saachen, déi do drastinn, kënnen mir als gréng Fraktioun deelen, esou wéi se drastinn. Mä mir hätte gär endlech, datt do Konkretes geschitt. Virun allem awer wëlle mer an engem Punkt méi insistéieren an nächste Joer, dat ass d'Finanzen tëschent dem Stat an de Gemeengen.

Wann ee sech emol d'Méi mécht ze kucken, wéi d'Situatioun ass zu Lëtzebuerg par rapport zu aneren europäesche Länner, sou stelle mer fest, datt hei am Land den Zentralstat vill méi Sue verdeelt, also selwer ausgëtt, wéi an deem hei Fall d'Gemengen, wat dann hei och d'Regiounen sinn. Ech gi gär zou, an Däitschland oder a Frankräich, a méi grouse Länner, do gëtt et de Stat an do gëtt et d'Länner, oder nach d'Regiounen, an dann eréischt d'Gemengen. Mä ech mengen, bei eis sinn d'Gemengen am Fong déi Entitéiten, déi och Regionalaufgabe

missen iwwerhuelen. An do gëtt et e Mëssverhältnis, ganz kloer. Et misst een emol eng Kéier genau déi Tabellen op den Dësch leeën an och dat eng Kéier diskutéieren.

Selbstverständlech wëlle mer dat nëmme diskutéieren am Kontext vun enger regionaler Zesummenaarbecht. Mir sinn och als Gréng net der Meenung, datt et soll dréms goen, datt de Stat méi Suen einfach verdeelt un d'Gemenge vun uewen erof, mä datt et nëmme ka geschéien am Kontext vun enger regionaler Zesummenaarbecht.

An der Éducation erfreet mer eis. Do si vill positiv Saachen an dem Pabeier dran, wat eng Fortschreiwung am positive Sënn ass vun deem, wat an der leschter Legislaturperiode gemaach ginn ass. Et geet a Richtung jo dann zaghaft elo vun engem Tronc commun, och wat de Sproochenunterricht ubelaangt. Déi nei Orientéierung an déi nei Organisation, do fanne mer d'Richtung richtig.

Och positiv ass fir eis, datt d'Gesetz iwwert d'Édiff soll reforméiert ginn. Also ech mengen, et sinn e ganze Koup Saachen, déi ganz positiv sinn. Allerdéngs, an ech wëll do ee Saz erauszitéieren, well deen ass vielsagend fir vill aner Kapiteln an deem heite Koalitionsofkommes vum Text. Do geet et em de Schouldirekter, wou jo och dann eppes am Text drasteet. Elo liesen ech lech dee vir, well dat einfach, wéi gesot, vielsagend ass fir den Educationstext, mä och fir vill aner. Do steet dann dran: «Lors d'une future adaptation de la loi, les écoles d'une certaine taille pourraient opter pour une direction à plein temps.»

„Pourraient opter“, dat heescht, et ass am Conditionnel geschriwwen an op fräiwëlleger Basis. Bon, ech mengen, dann, wann een esou eppes dohinner schreift, dann huet ee besser, et schreift een nâsicht an den Text, well dat ass evident, datt een hei nâsicht wëllt maachen. Duerfir schreift een esou eng Formule an den Text.

An där dote Formulatiounen huet ee ganz vill doranner. Duerfir si mer och der Iwwerzeegung, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, datt bei deem Koalitionsofkommes mer nach vill Iwwerraschungen an dem Detail wäerten erliwwen.

D'Gesellschaftspolitik ass och esou en Thema. Do gëtt et elo zwee, dräi Sujeten, wou mer e Schratt, et schéngt, wäerte weiderkommen. Dat ass zum Beispill de Mariage homosexuel oder d'Adoptionsrecht, mä och do wäerte mer eis virethalen, bis mer emol d'Texter gesinn, wéi dat an der Praxis soll ausgesinn. Well och an der leschter Legislaturperiode, zum Beispill bei der duebeler Nationalitéit, ware mer immens erfreut, 2004, wéi dat am Koalitionsofkommes drastoung. Wéi dat dunn an der Praxis emgesat ginn ass, dunn hu mer festgestallt, datt net alles zum Positiven do gedréint ginn ass, mä och viles zum Nodeeligen. Zum Beispill ass d'Residenzklausele do vu fënnel op siwe Joer eropgesat ginn, déi mer jo kuerz virdrun op fënnel Joer erofgesat hunn, fir Lëtzebuurger ze ginn. Mä och hei, wéi gesot, mir begrëssen dat, datt déi do Saache gemaach ginn.

Et sinn awer och vill Froen an der Gesellschaftspolitik, déi gi guer net ofgeschwat. Oder déi verharre weider am Stadium vum Pilotprojet. E Beispill ass de Wäerteunterrecht. Ech weess net, wann ech lech géif froen, e Pilotprojet, wéi laang datt deen dauert oder kann daueren. En ass elo fënnel Joren amgaangen an deem neie Lycée. Elo gëtt geschriwwen, de Wäerteunterrecht gëtt als Pilotprojet nach eng Kéier fënnel Joer weidergefuert. Da si mer während zéng Joer an der Phas vun engem Pilotprojet.

Aner Themen, iwwert déi schwätze mer guer net, zum Beispill d'Thema vun Trennung vu Kierch a Stat. Et gëtt just vu Maison de laïcité hei geschwat, mä déi grondessenziell Froe ginn eigentlech an der Gesellschaftspolitik do net touchéiert.

An dann, Här President, wëll ech awer och nach e puer Wuert soen zu der Opdeelung vun de Ministären. Effektiv, an do muss ech dem Här Bettel Recht ginn, dee virdrun hei gesot huet, et hätt een awer wierklech d'Impressioun, datt hei zimlech krampfhaft versicht gi wär, niewent enger Rei gudden oder usazweis gudder Reorganisatiounen, déi gemaach gi sinn, fir Ministären ze erfannen, well mer iergendwéi hu missen déi Käpp, déi mer erausgesicht hate fir an d'Regierung ze huelen, och mat Ministère bestücken.

Ech weess net, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ob Landwirtschaft a Sport eleng duergeet - Här Schneider, entschëllegt, datt huet elo nâsicht mat Ärer Persoun ze dinn, an och mat Ärem gudder Wëlle sécher fir do ze schaffen -, mä ech weess net, Här President, ob dat duergeet, fir ee Minis-

ter ze maachen, deen nëmme Landwirtschaft a Sport zum Beispill a senge Beräicher huet.

Oder och Kultur a Kultus. Well dat natierlech net duergeet, hu mer der Madame Modert nach eng Rei Ministère-déléguéé séier derbäigeschriwwen. Iwwerhaupt kann ee sech hei d'Fro stellen, wéi vill datt hei delegéiert gëtt an der Regierung. Heiansdo weess een net, wie wat delegéiert kritt huet. An der Praxis wäerte mer dat jo dann an den nächste Joren am Detail gesinn.

Mä ech mengen, et ass relativ kloer, hei stoung virun allem de Wëllen am Vierdergrond, fir datt een huet missen deenen zwou Parteien an deenen hirem interne Proporz Rechnung droen a verschiddene Fäll, wéi onbedéngt enger sënnvoller Ausriichtung vun dëser Regierung.

Ofschlëssend, Här President, e puer Wuert iwwer Europa. Effektiv, mir als Gréng, mir stinn zu deem Lissabon-Vertrag. Mir fannen net, datt de Lissabon-Vertrag dat Gielt vum Ee ass. Mä mir mengen, datt dee Vertrag e Schrëtt awer ass an eng Richtung, déi eis méi Méiglechkeete gëtt, fir Europa méi sozial a méi ekologesch a méi demokratesch auszeriichten, duerch eng ganz Rei Saachen, déi ech awer elo net wëll hei opzielen, well d'Zäit mer net méi bleift. Mir sinn och der Meenung, datt d'Europäesch Unioun an eng Verdéiwung dovunner eng wichteg Roll an deenen nächste Jore muss spillen.

Mir sinn och duerfir der Meenung, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, datt et fir eis net egal ass, wéi déi Kommissioun an Zukunft wäert ausgesinn, déi am Kontext vun deem neie Lissabon-Vertrag wäert misse agieren. A mir si virun allem scho guer net der Meenung, Här President, datt egal wie President vun där Kommissioun do ka ginn. Ech muss och soen, datt déi Persoun, déi de Moment an der Diskussioun ass, fir d'Europäesch Unioun an deenen nächste Joren um Niveau vun der Kommissioun ze leeden, eiser Meenung no iwwerhaupt net géeege ass fir déi Kommissioun ze leeden, an engem Sënn, wéi mir eis virstellen, wéi Europa misst ausgerichtet ginn an den nächste Joren.

Den aktuellen austriedende President, dee steet fir Neoliberalismus, dee steet net fir „better regulation“ an engem Sënn, wéi mir et verstinn, mä éischer fir „better regulation“ an engem Sënn, datt soll dereglementéiert ginn, datt Sozial- an Émweltstandarde sollen erfgeschrauft ginn. Dat huet e bewisen an deene leschte fënnel Joer. Dee steet, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir Versoen an der Koordination vun der Wirtschafts- a Finanzpolitik, wéi d'Kris Europa erreicht huet.

Dee steet och guer net fir d'Verteidege vun Traitéen a vun dem Droit communautaire. Dat beschte Beispill war de G20, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wou deen Här selwer participéiert huet, wou en einfach nogekuckt huet, wéi um G20 den Droit communautaire mat Féiss getrëppelt ginn ass vu verschiddene grouse Länner, wou Lëtzebuerg enorme Schued dorausser gezunn huet, wéi mer jo entre-temps wëssen. Den Här Barroso hätt missen do zum Virreider gi vun der Verteidegung vum Droit communautaire. Hien huet genau de Contraire gemaach. Dee steet also net fir eng géeege Persoun ze sinn, fir Europa an engem demokrateschen a sozialen an ökologesche Sënn ze verdéiwen, wéi mir eis dat virstellen.

An duerfir, Här President, wëlle mir als Gréng d'Regierung opfuere, fir d'Kandidatur vum Här Barroso op europäischem Niveau am Conseil des Ministres net ze ënerstëtzen, an deementspreechend wëll ech och hei eng Motioun hannerleeën.

Motion 2

La Chambre des Députés,

considérant

- que l'actuel Président de la Commission européenne a régulièrement mené une politique d'inspiration néolibérale;

- que dès son entrée en fonction l'équipe Barroso a promu un programme de „better regulation“ se traduisant par une déréglementation aux dépens des législations sociales et environnementales;

- que l'actuel Président de la Commission européenne n'a pas su assumer son rôle de coordinateur et d'initiateur de mesures visant à atténuer les effets de la crise financière et économique;

- que le Président de la Commission européenne a l'obligation de défendre les traités et les règles communautaires;

- que l'actuel Président a gravement manqué à cette obligation lors du Sommet G20 sur les marchés financiers en mettant ainsi en cause les intérêts de notre pays;

demande au Gouvernement

de ne pas soutenir la candidature de Monsieur Barroso pour un nouveau mandat de Président de la Commission européenne.

(s.) François Bausch, Claude Adam, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, 2004/2009 war dës Regierung am Amt, a viles vun deem, wat mer an deem Koalitionsofkommes drastoos hunn a vu schéine Versprieche he gemaach kritt hunn, viles vun deem ass och schonn 2004 versprach ginn an ass awer net tëschent 2004 an 2009 emgesat ginn. Mir mussen duerfir berechtigt Zweifel hunn, datt et 2009/2014 - wou mer jo ënner ganz vill méi schwierege Bedéngungen dat musse maachen - wäert geschéien. Awer virun allem fanne mer, datt dës Majoritéit an dës Koalition net op der Héicht ass mat hiren Ambitiounen par rapport zu den Erausforderungen, déi op dëst Land wäerten an deenen nächste Joren duerkommen.

Mir wäerten als gréng Fraktioun selbstverständlech wëllen awer dëser neier Regierung eng Chance ginn. Mir wëllen, wéi an deene leschte fënnel Joer och, positiv, konstruktiv, kritesch d'Aarbecht vun der Regierung begleeden. Sollte mer awer feststellen, datt et op deene Punkten, déi ech elo opgezielt hunn, net an déi Richtung geet, wéi mir eis et virstellen, oder virun allem a Richtunge geet, wou mir mengen, datt se komplett falsch sinn, da wäerte mer grad esou haart a gradesou daitlech eis Oppositionsroll spillen.

Ech soen lech Merci, Här President, an et ass jo evident fir eis, Dir verstitt dat, datt mer déi Motioun vun der Majoritéit, wou d'Regierung d'Vertrauen ausgeschwat kritt, net kënnen matdroen.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Ech soen dem Här Bausch Merci. Als nächste Riedner ass den Här Gibéryen agedroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir diskutéieren haut d'Regierungserklärung, déi mer virun e puer Deeg schrëftlech zougestallt kruten a gëschter Mëtteg vum Här Statsminister hei virgedroe kritt hunn. Et ass normal, datt een esou eng Erklärung mat enger kuerzer Wahlanalys ufänkt, an dobäi muss ee soen, datt et bei de Wahle vum 13. Juni zwee kloer Gewënner gi sinn: d'CSV an déi Lénk.

D'Sozialisten, als Koalitionspartner vun der CSV, hunn 1,81% an ee Sëtz verluer. Déi dräi Oppositionsparteien hunn net zougewonnen, woubäi déi gréng Kolleegen hiert Resultat praktesch stabel behalen hunn, souwuel d'Prozenter wéi d'Sëtzer. D'DP huet ee Sëtz verluer an 1%, d'ADR ee Sëtz an 1,82% vu Stëmme verluer. Mir wäerten als ADR och an Zukunft eng konstruktiv a fair Oppositionspolitik maachen, an der Regierung am Interessi vun eisem Land an alle Leit, déi hei liewen a schaffen, eng glécklech Hand wënschen.

Opgrond vum Wahleresultat muss ee soen, datt eng CSV/LSAP-Regierung am beschten dem Wahleresultat, dem Wielerwëllen entsprécht. Et ass och vläicht gutt esou, datt d'Regierung an hire Zesummesetzung esou bliwwen ass, wéi se virun de Wahle war. Net nëmme wéinst dem Wahleresultat, mä dës CSV/LSAP-Regierung dréit och zu engem groussen Deel d'Responsabilitéit an domadder och d'Schold un der finanzieller Situatioun, an där d'Land an de Statsbudget am Abléck sech befannen.

Net alles kann op d'Wirtschafts- a Finanzkris ofgedréckt ginn. Viles ass och d'Konsequenz vun der Politik vun deene leschte fënnel Joer. Duerfir ass et vläicht gutt a richtig, datt d'CSV an d'LSAP elo och selwer d'Konsequenzen aus hiren eegenen Entschéedungen a Feeler mussen droen. D'CSV an d'LSAP ginn an dëser Legislaturperiode haaptsächlech un zwee Sloganen, déi se virun de Wahle plakatiert hunn, gemooss. D'CSV mat dem Slogan: „Mir soen, wat Saach ass, elo, net no de Wahlen“, an d'Sozialisten: „Jo zum Sozialstat, jo zu de Sozialisten“.

Huet d'CSV virun de Wahle gesot, wat Saach ass? A sinn d'Sozialisten de Garant fir de Sozialstat? Mat deenen zwou Froen, Här President, wäerte mir eis haut, awer och an Zukunft permanent beschäftegen.

Zum Koalitionsaccord. Soe mer direkt virewech, dëse Koalitionsaccord schwätzt a schreift iwwer viles. Viles, wou ee kann domat averstane sinn. Viles awer och, wat net dierf a wäert eis Zoustëmmung fannen. Iwwert dee gréisste Problem, d'Finanzsituatioun vum Stat, steet awer direkt keen eenzeg Wuert am Koalitionsaccord. A scho

guer net, wéi d'Regierung gedenkt dee Problem ze léisen. Mam Accord hu mer eng Annex, eng Note matgeléiwert kritt, wéi déi makroökonomesch an öffentlech Finanzen sech dierften an dëser Legislaturperiode 2009/2014 entwéckelen.

Dës Note, déi vun de Responsabele vu Stateg, der IGSS, der IGF, der Steierverwaltung, der Douane an dem Enregistrement zesummegeallt ginn ass, confirméiert am Fong dat, wat virun de Wahle schonns gewosst war, mä virun allem vun de Majoritéitspartei virun de Wahlen der Öffentlechkeet net kloer gesot ginn ass.

Et ass virun de Wahle vun CSV an LSAP allgemeng, an och vun anere Parteien, erkläert ginn, datt mat Defiziter am Statsbudget muss gerechert ginn, an datt déi nächste Joren net dierfte llicht ginn. Konkret Chifferen, wéi grouss den Defizit géif ginn, si praktesch weder vun CSV nach vun LSAP virun de Wahle keng gemaach ginn, a schonns guer net gesot ginn, wéi d'Regierung gedenkt géint déi Defiziter virzegoen.

Den 21. Abrëll dëst Joer huet den Här Statsminister bei Geleeënheet vun der Deklaratioun iwwert d'Lag vun der Natioun hei an der Chamber deklaréiert, ech zitieren: „dass opgrond vu krisebédengte Supplémenten, an op der Dépensésait manner Recettes u Steieren, de Statsbudget dëst Joer, also 2009, géif e Gesamtdefizit vu 640 Milliounen opweisen“. Ech hunn am Numm vun der ADR bei där Geleeënheet hei an der Chamber den 22. Abrëll gesot, ech zitieren mech dann och emol eng Kéier selwer: „Mir ginn als ADR dovun aus, datt d'Defiziter dierften zum Schluss vum Joer, oder wann d'Konten do sinn, tëschent 1,5 an zwou Milliarden fir d'Joer 2009 leien.“

An der Note, déi mer elo matgeléiwert kruten, gëtt den Defizit fir d'Joer 2009 an der Administration centrale op 1,53 Milliarde chiffréiert, also genau dee Chiffer, dee mir als ADR am Abrëll, also virun de Wahlen, hei an der öffentlecher Sitzung genant hunn. Et ass awer elo net esou, Här President, datt mir Hellseher sinn oder géife méi vu Finanzen verstoe wéi d'Regierung oder déi aner Parteien. Neen, mir hate just de Courage, virun de Wahlen déi Chifferen ze nennen, déi eis an der Finanzkommissioun genant gi sinn an déi mer op d'ganzt Joer héichgerechert hunn.

Mä d'Regierungsparteien hunn déi Chifferen net virun de Wahle public gemaach, si hu se net genant, well soss, éischters, dee Leschten am Land gemierkt hätt, datt et mat den CSV-Finanzspezialisten, wéi et och de Moien erëm hei ugeklongen ass, net esou wäit hier ass, wéi datt ëmmer dohinnergestallt gëtt, an zweetens, d'CSV an d'LSAP dann och hätte misse virun de Wahle faarf bekennen, wéi se deen Defizit géifen decken.

Am Abrëll, bei der Diskussioun iwwert d'Lag vun der Natioun, hu mir vum Här Statsminister verlaangt, d'Regierung misst der Chamber an dem Land soen, wéi den Defizit am Budget 2009 - wat jo de Budget war vun dëser oder vun der viregter Regierung - gedeckt géif ginn. Den Här Juncker huet sech dunn erausgeriet, hie kéint a wéilt keen Engagement kuerz virun de Wahlen huelen, wat eng nächst Regierung géif engagieren oder hypothekieren.

Elo ass déi nächst Regierung jo awer bekanntlech déiselwech wéi déi lescht Regierung virun de Wahlen, a mir haten eis duerfir erwaart, datt elo bei der Erklärung vun der Regierung mer eng Äntwert op dës wichteg Fro géife kréien, wéi zum Beispill den Defizit vun deem Joer, dem Joer 2009, géif gedeckt ginn.

Mä, wéi gesot, keen eenzeg Wuert fanne mer an der Regierungserklärung, éischters, wéi grouss den Defizit gëtt, obschonns d'Chiffere bekannt sinn, geschweige dann, wéi e gedeckt wäert ginn. Et läit just bái der Regierungserklärung eng Note vun der Regierung hire Finanzexperten. Den Här Statsminister sot gëschter, ech zitieren: „Mä eis Finanzexperte mengen, an Dir fannt hir Aschätzung als Bäilag zum Koalitionsaccord, dass et, trotz usetzendem Wuesstum, vun 2011 un nach kéint schlëmmer kommen. Si schlëssen net aus, dass mir bis 2014 insgesamt bis zu zwoelf Milliarden Euro nei Scholde missten ophuelen.“

Här President, et ass schéin a gutt, datt mir d'Meenung vun de Finanzexperte vun der Regierung als Bäilag matgedeelt kritt hunn. Mä eis interesséiert a priori d'Meenung vun der Regierung. Deelt d'Regierung d'Aschätzung vun hiren Experten, jo oder neen? Wa jo, da muss d'Regierung eis soen, wéi se déi Defiziter deckt. A wann neen, da muss se eis soen, firwat net. Mä d'Regierung seet näischt. Si leet eis en Dokument bäi vun hire Finanzexperten, mat deenen hirer Meenung. Mir hätte gären d'Meenung, déi d'Regierung zu dëse Froen huet.

Firwat, muss ee sech d'Fro stellen, seet d'Regierung net einfach, wat Saach ass? Mä ganz einfach, well soss d'Leit am Land géife feststellen, datt d'CSV virun de Wahlen net gesot huet, wat Saach ass. Et war e Slogan ouni Inhalt, deen zwar gutt ukomm ass, mä e Slogan ouni Inhalt. Elo sollen d'Leit et scheiwerchersweis gewuer ginn.

All puer Méint gëtt elo erëm festgestallt, datt den Defizit méi grouss gëtt, an da ginn deementspreechend Décisiounen geholl, wou da gesot gëtt, déi mussen elo geholl ginn. D'Leit sollen dann also all Kéiers mengen, et wier eng nei Situatioun entstan, vun där bis dohinner kee Mënsch gewosst hätt, a schonns guer kee virun de Wahlen eppes dovou gewosst hätt. Dobäi wousste mer virun de Wahlen schonns, wéi grouss den Defizit 2009 géif ginn, och wann d'CSV et net gesot huet, a spéitstens elo, wéi grouss d'Defiziter iwwert déi ganz Legislaturperiod däreft ginn.

Der Regierung hir Experte soen an hirer Note, den Defizit an der Administration centrale géif 2009 1.530.000.000 ausmaachen, 2010 2.354.000.000, 2011 2.560.000.000, 2012 2.400.000.000, 2013 2.400.000.000 an 2014 2.090.000.000. Laut deene Chifferen, laut der Regierung hiren Experten, géif Lëtzebuerg iwwert déi ganz Legislaturperiod d'Maastrichter Kritären net méi erfüllen, wa se nach géifen applizéiert ginn. Fir déi Defiziter am Zentralstat ze decken, misst de Stat also zwielef Milliarden Emprunt an dëser Legislaturperiod ophuelen. Dat sinn ëmmerhin 500 Milliarden aler Lëtzebuurger Frang.

Dann hu mer nach net iwwert d'Investissementsfonge geschwat, déi spéitstens 2011 eidel sinn. An do wëll ech drop zrëckkommen: Den Här Schiltz huet de Moien hei behaupt, datt dank der CSV-Finanzpolitik mer elo eng gutt Mouk hunn. Ech froe mech, wou dann déi gutt Mouk soll sinn, wa mer an dëser Legislaturperiod, eleng fir den Zentralstat am Équiliber ze behalen, zwielef Milliarden, laut der Regierung hiren Experten, musse léine goen, wou dann déi déck Mouk soll sinn.

An der leschter Legislaturperiod huet d'Regierung vun 2004 u praktesch all Joer Emprunten opgeholl, an der Héicht vun 200 bis 400 Milliounen, haaptsächlech fir de Fonds des routes an de Fonds du rail ze speisen, Emprunt mat enger Lafzäit vun zéng Joer. Ech schwätzen elo net vun den Emprunten, déi mer opgeholl hu fir d'Rettung vun deenen zwo Lëtzebuurger Banken. An deenen zéng Joer ginn awer nëmme d'Zënse zrëckbezuelen, kee Kapital gëtt rembourséiert. An 2014 ass den éischten Emprunt fällig, an zu deem Zäitpunkt misst dann och de Gesamtbetrag rembourséiert ginn. D'Fro stellt sech allerdéngs: Mat wat?

Mir hu keng Äntwert an der Regierungserklärung kritt. Oder ginn dann déi Emprunten, déi da vun 2014 un all Joer erfalen, einfach erëm weider zéng Joer gestreckt, an d'Regierung bezilt dann eben erëm einfach nëmme Zënse zrëck, ouni Kapital zrëckbezuelen? Bei den Emprunten, déi an dëser Legislaturperiod däreften opgeholl ginn, bezilt de Stat do och nëmme Zënse zrëck, a kee Kapital, wéi d'CSV/LSAP an der Regierung an där leschter Legislaturperiod et gemaach hunn? Gëtt déi ganz finanziell Belaaschtung op déi kommend Generatiounen ofgelueden? Gëtt d'Zukunft vun eise Kanner, der nächster Generatioun, also staark hypothekéiert? Wou ass do den Nohaltegeetsprinzip?

An ech zitieren den Här Statsminister nach eng Kéier, wat hie gëschter hei am Zesummenhang mat de Pensiounen gesot huet: „Fir mech gëllt e Grondsaz, fir meng Kollegen an der Regierung och: Eis Generatioun huet net d'Recht, aus Feigheet, aus Onasiichtegkeet a gewolltener Blannheet déi laangfristeg Finanzéierungsproblemer vun eise

Renten- a Pensiounssystem där nächster Generatioun vu Politiker an Awunner ongeléist ze iwwerloossen.“ Dat ass richtig, Här Statsminister, an déi Meenung deele mir, a mir hëllef och do.

Mä wat fir d'Finanzéierung vun de Pensiounen gëllt, misst awer och doudsicher fir d'Statsfinanze gëllen. Hei ginn Emprunten opgeholl, déi déi kommend Generatiounen mussen zrëckbezuelen, an net dës Regierung an hirer Legislaturperiod. D'Regierung muss eis soen, ob si Defiziter exklusiv iwwer Emprunt finanzéiert, oder zu engem gudden Deel iwwer budgetär Moosnamen. An da muss se eis soen, wat fir Moosnamen dat sinn. D'Regierung muss ons soen, ob se Kapital an Zënse, oder nëmme Zënse zrëckbezilt, an d'Zrëckbezuele vum Kapital der nächster Generatioun iwwerléisst.

Och wann all déi aner Punkten an engem Koalitionsaccord wichteg sinn, dat hei ass déi wichtegst Fro, d'Statsfinanze, vun där viles, fir net ze soen alles ofhänkt. An déi muss d'Regierung eis beäntweren. Wann d'Regierung déi Fro net beäntwert, da bleift d'Regierungserklärung vum Här Statsminister vu gëschter eng reng Mäerchestonn.

Ech muss lech éierlech soen, Här President, ech hunn net verstan, wéi op de Kongresser vun CSV an LSAP d'Delegierten - an de Kollege Bausch huet et och scho gesot - praktesch eestëmmeg engem Koalitionsaccord zougestëmmt hunn, ouni gewuer ze ginn, wéi d'finanziell Situatioun vum Land a vun Stat ass a wéi déi Fro geregelt gëtt. Si hunn eng Kaz am Sak kaaft an zougestëmmt, énnert dem Motto wahrscheinlech „Dabeisein ist alles“, egal wat geschitt. An d'selwecht wäerten och haut d'Deputéierte vum CSV an LSAP blannemännerchers dësem Koalitionsaccord zoustëmmen. D'Erwäche kënt duerno, wann d'Realität scheiwerchersweis presentéiert gëtt.

Ech hunn dëser Deeg dem Här Statsminister seng Regierungserklärung vu viru fënnf Joer nogelies.

» **Une voix.** - Ech och.

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dann hu mer also eppes Gemeinsames. Och do ass vu viles geschwat ginn. Och do ass massiv opgezielt ginn, wat alles sollt gemaach ginn. Just vu Sozialofbau ass an der Regierungserklärung vu viru fënnf Joer kee Wuert gesot ginn. An dach ass de Sozialofbau e gutt Joer duerno knëppeldéck komm. Et misst een am Fong an der Fro vum Sozialofbau dës Kéier méi optimistesche sinn, well mer an de Reie vun de Majoritéitsparteien eng ganz Rei vun namhafte Gewerkschaftler hunn, déi kuerz virun de Wahlen, de 16. Mee, mat dausend vu Leit hei an der Stad géint de Sozialofbau manifestéiert hunn.

Ech ka mer net virstellen, Här President, datt déi éierlech Gewerkschaftler, déi elo hei an der Chamber sëtzen, iergendee Sozialofbau an dëser Legislaturperiod wäerten zouloossen, gestézt vun enger LSAP, déi jo bekanntlech de Garant vum Sozialstat ass, ob schonns se dat an der leschter Legislaturperiod vergiess hat.

Mä, et ass ni ze spéit, fir gutt ze maachen. Well net méi spéit wéi gëschter, Här President, huet den Här Lux eis elo grad confirméiert, huet hien als gudde Sozialist no laange Jorzéngten an den Duden gekuckt, wat dat Wuert Sozialstat heescht. An elo wäert hien et jo wëssen, an da wäerte se et dann och elo endlech praktizéieren. Mir sinn also gudder Hoffnung, datt dat dës Kéier mat de Sozialiste besser klappt wéi dat an der leschter Regierung de Fall war.

Mä mir waren awer och elo iwwerrascht, Här President, wéi de sozialistesche Gesondheitsminister, dee virun de Wahlen net midd ginn ass, fir de Leit ze erklären, wéi finanziell gesond eis Sozialversicherungseese wieren, dorënner och d'Gesondtheitskeess, fir da 14 Deeg no de Wahlen vum selwechte Minister gewuer ze ginn, datt 2010 e staarken Defizit an der Gesondtheitskeess ze erwaarde wier. Virun de Wahlen war d'Gesondtheitskeess gesond, 14 Deeg no de Wahlen ass d'Gesondtheitskeess erëm zu enger Krankekeess ginn.

» **(Hilarité)**

Laut dem Koalitionsaccord sollen d'Sozialtransfërt gebremst ginn, sou datt ee sech déi berechtigt Fro ka stellen, wéi den Defizit wäert gedeckt ginn. Well ee jo weess, datt eis Gewerkschaftsfrënn hei an der Chamber kee Sozialofbau, sief et Cotisationserhéijungen oder Kierzunge vu Leeschtungen, akzeptéieren, geschweige dann zoustëmmen wäerten, a well d'Zoailliste jo de Garant vum Sozialstat sinn, wëlle mer wëssen, wéi deen Defizit finanziéiert gëtt.

An dat wollt de Sozialminister och perséinlech dokumentéieren, datt hie géint all So-

zialofbau war, well hien huet matmanifestéiert de 16. Mee hei an der Stad, sou datt ech mer och net ka virstellen, datt vu senger Säit do iergendwéi nëmme ee kéint op de Gedanke kommen, datt do däreft e Sozialofbau kommen.

Quitte datt ee muss wëssen, datt d'Kollege vum LCGB, vum OGB-L Schëller u Schëller mat der CGFP de 16. Mee hei an der Stad manifestéiert hunn an datt d'Kollege vum LCGB, inklusiv hire President, an d'Hänn geklappt hunn, wéi d'CGFP sech dergéint gewiert huet, datt d'Ufanksgehälter solle gekierzt ginn.

Ech hu mer erwaart, datt dee Schulterschluss vum 16. Mee géif iwwert den 13. Juni ewech unhalen, mä ech fäerte ganz, Här President, datt d'Kollege vum LCGB, den Här Weber, den Här Spautz, den Här Kaes, datt déi haut hei wäerten engem Koalitionsaccord zoustëmmen, an deem awer d'Kierzung vun den Ufanksgehälter an der Fonction publique wäert sinn.

Mä, mir maache kee Sozialofbau hei am Land, an d'Sozialisten, déi och géint déi Kierzung waren, si selbstverständlech weider fir de Sozialstat.

» **(Hilarité)**

Zum Schluss, Här President, nach e puer Bemierkungen. Meng Zäit, gesinn ech, ass awer elo ofgelaf. Ech wollt nach iwwert d'Familljepolitik schwätzen, wou mer frou sinn, datt d'Regierung an déi Richtung geet, well se och wëllt eben aféieren eng Prestation parentale, an um Gebitt vun de Renten och steet, datt déi Fraen oder Männer inklusiv, déi wéinst der Erziehung vun de Kanner doheem bleiwen, keng Carrièresënnerbriechunge kréien.

Beim öffentlechen Transport ass kloer, datt mir géint den Tram bleiwen, an ech mengen, mir sinn eis eens heibannen, datt mer deen och net wäerte bauen. Den Här Lux huet dat de Moien hei gutt dokumentéiert. Wéi gesot, et wäert elo jo awer nach erlaabt sinn, nach ee Wuert iwwert den Tram ze soen. Mäi Gott, well et dat lescht war, da vergënn mer him deen Ausdrock, datt hien de Moien och nach konnt ee Wuert hei soen.

Bei der Chancéglaicheit hu mer bedauert, datt, obschonn et um legale Plang keng Diskriminéierung gëtt, elo dee Ministère nach soll ausgebaut ginn, wou mer jo awer gemengt hunn, datt an Zäite vu Spueren ee soll oppassen, wat een do mécht.

Beim Schoulwiese si mer fir eng Schoul vun der Integratioun, vun der Chancéglaicheit, eng Schoul, déi d'Jugend fuerdert, eng Schoul, wou den Niveau héich geluecht gëtt, net erfogeluecht gëtt; eng Schoul, wou d'Villsprochegekeet muss opgewäert ginn an net ofgewäert ginn, wou e Schouldirekter muss kommen.

En Europa, wou mir eis kloer ausgeschwat hu géint eng Erweiderung a Richtung vun der Türkei. D'Regierung seet pauschal, si wär fir eng Erweiderung vun der Europäescher Unioun. Mir soen Neen zur Türkei. Mir soen, och bei den Erweiderunge misst e Referendum hei gemaach ginn.

Zum Ofschloss, Här President, Dir verstitt, no deenen Iwwerleeungen, déi ech hei ugestallt hunn, datt et eis sécherlech haut méi licht fält, géint dëse Regierungsaccord ze stëmmen, wéi et de Majoritéitsdeputéierte wäert falen, fir derfir ze stëmmen.

Ech soen lech Merci.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Ech soen dem Här Gibéryen Merci. Als nächste Riedner ass den Här André Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

» **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, ech hunn zéng Minutte Riedezäit. Dir dierft net vu mir erwaarden, an ech kann och net vu mir verlaangen, wat ech gär verlaangt hätt vu mir selwer: eng detailléiert oder méi detailléiert an dann och, wuelverstanen, eng méi differenziéiert Analys vum Regierungsprogramm.

Dat werft d'Fro natierlech op vun de Konditiounen, énnert deenen den demokrateschen Débat hei an der Chamber soll stattfannen. Dat ass en Thema, op dat mir selbstverständlech nach zrëckkommen.

Mat dem Demokratieverständnis huet och ze dinn, opgrond vu wéi engen Informatiounen dass Décisiounen geholl gi sinn zu deem Resultat vun de Koalitionsverhandlungen. An dem „Lëtzebuurger Land“ stoung, op deenen zwoe Parteikongresser - an dat ass schonn hei zwar net esou zitiiert, awer dem Inhalt no gesot ginn - wär eigentlech der Regierung e Blankoscheck ënnerschriwwen ginn, e Blankoscheck mat villen oppene

Froen, oppene Froen, déi och nach ëmmer oppe bleiwen, nodeem dass mer den offiziellen Text vum Accord hunn.

Zu deene villen oppene Froen gehéiert eben och, ob et dann aner Arrangementer gëtt, déi e bësse méi Kloerheet géife verschafen, wat d'Absichte vun där Koalitioun betrëfft.

Den Här Bodry, deen huet hei virun zéng Joer proposéiert, dass och d'Sitzungsprotokoller vun de Verhandlungen sollte public gemaach ginn, sou dass ech iwwerzeegt sinn, dass hien och meng éischt Motioun matstëmmt, déi à peu près wuertwäertlech seng vun deemools nach eng Kéier iwwerhéilt.

» **(Interruption et hilarité)**

» **Motion 3**

» *La Chambre des Députés,*

- *considérant que les négociations de coalition gouvernementale entre le parti chrétien-social et le parti ouvrier socialiste luxembourgeois se sont étendues sur une durée de cinq semaines;*

- *considérant qu'aucune information détaillée n'a été publiée pendant toute la durée des négociations;*

- *considérant qu'en cette période de grave crise financière et économique, la population a le droit de connaître les arrangements et engagements précis des deux partenaires de la coalition;*

- *constatant que l'accord de coalition diffusé par le nouveau Gouvernement ne permet guère de discerner avec précision les voies et moyens à travers lesquels le Gouvernement se propose de réaliser son programme de coalition;*

- *dans le souci de permettre et à la population et à la Chambre des Députés de retracer la volonté politique de la nouvelle majorité gouvernementale;*

» *invite le Gouvernement*

» *à publier dans leur intégralité tous les procès-verbaux des réunions de négociations rédigés en vue de l'élaboration de l'accord de coalition présenté en date du 29 juillet 2009 par M. le Premier Ministre.*

(s.) *André Hoffmann, Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Henri Kox.*

Mech iergert et un alleréischer Stell oder virun allem, dass ech net genuch Zäit hu mat deenen zéng Minutten, fir op déi konkret Situatiounen anzegoen, mat deenen d'Leit hei zu Lëtzebuerg sech mussen erëmklappen a wou ech an Ärem Regierungsprogramm net déi zefridde stellend Äntwerte fannen: déi entloossen Aarbechterin bei Villeroy, déi keng Aarbechtsplaz méi fénnt; dee Familljepapp mat dem Mindestloun, dee sech domadder keng mënchewierdeg Wunneng hei zu Lëtzebuerg ka leeschten; déi Femme de charge beim Stat, déi sech schwéier verletzt, de Stat net capabel ass, se intern ze reklasséieren, de Stat se net intern reklasséiert kritt, déi och d'Invalidérent net kritt an elo da regelméisseg op d'Aarbechtsamt muss pilgeren, déi selbstverständlech och keng Aarbecht fir se hunn; déi ze vill Kanner hei zu Lëtzebuerg - och an eise räiche Land -, déi kaum eng aner Perspektiv hunn, wéi hiren Elteren hiert Aarmutsliwen ze reproduzéieren.

Ech mengen, fir déi do Fäll a vill anerer ähnlecher brauche mer vill méi eng engagéiert Politik wéi déi, déi an Ärem Regierungsprogramm zum Ausdrock kënt.

Ech wollt op véier wesentlech programmatesch Punkten agoen, déi och zesummenhängen.

Éischtens d'Fro: Hu mer d'Lektioun aus der Kris wierklech gezunn?

Zweetens: Maache mer eng Politik vu gläiche Rechter oder maache mer eng selektiv Sozialpolitik?

Drittens: Soll d'Gesellschaft am Déngecht vun der Economie stoen oder éischer emgedréint?

A véiertens: Wéi eng nohaltege Entwécklung?

Éischtens, zur Lektioun aus der Kris. Ee Saz dozou aus deem leschte Sozialalmanach vun der Caritas: «Assurer la durabilité du développement humain, car c'est bien de cela qu'il s'agit, demande certainement de l'audace, de l'inventivité, mais aussi une certaine radicalité culturelle au sens étymologique du terme, c'est-à-dire qui va à la racine des problèmes en vue de les résoudre, au lieu de se satisfaire d'un traitement superficiel de leurs symptômes.»

De Regierungsprogramm grieft offensichtlech net bis un d'Wurzelen. Et gëtt keng kohärent Kritik an der wirtschaftsliberaler Politik, un der ongläicher Verdeelung vum Räichtum, un der Accumulatioun vu Benefisser, déi an d'Spekulatioun ginn.

De Premier seet zwar, de Maart misst reguléiert ginn. Awer an Ärem Programm steet näischt dozou, weder zu enger Reguléierung vum Maart am Allgemengen nach zu enger Reguléierung vun de Finanzmäert am Speziellen. Am Contraire! Zum Beispill, steet dann awer dran, d'Steieren an d'Sozialbäitrag vun de Betriber, déi sollen explizit als Instrument vun der privatwirtschaftlecher Konkurrenz agesat ginn - der Kompetitivitéit heescht dat, méi schéi formuléiert.

Domadder ënnerhieche mer déi sozial Ëmverdeelungsfunktioen vum Steiersystem. An déi Ëmverdeelung, déi an deene leschte Jorzéngte geschitt ass, och hei zu Lëtzebuerg, ass eng vun den Ursache vun der Kris.

Ech liesen dann op där anerer Säit, d'Sozialtransferté sollen da méi lues wuessen, an de Premier seet, an den Här Lux och, de Sozialstat gétt net a Fro gestallt. Da muss ee mir - an dat ass och schonn hei gesot gi vun anere Virriedner - erklären, wat dat dann anescht heescht wéi d'Afroststellung vum Häerzstéck oder vum Réckgrat vum Sozialstat.

Zweetens: Nach eng Kéier, déi krass sozial Ongläichheete sinn eng vun de wesentlechen Ursache vun der Kris a riskéieren elo nach dozou d'Kris verschäerft ze ginn. Eng Politik vun der sozialer Gerechtegkeet ass grondsätzlech eng Politik vu sozialer Gläichheet, vu gläichen an universelle soziale Rechter, an net eng Verdeelung vu méi oder wéineger spärlechen Almosen, déi sech als selektiv Sozialpolitik verkafe wëllt.

«La protection sociale à vocation universelle est abandonnée au profit d'une logique de politique ciblant les plus faibles, les exclus.» Och dat ass e Saz aus dem Caritas-Almanach.

Ee Beispill, fir dat ze illustréieren: Wa mer de Mindestloun erhéien, substanzuell erhéien, da si mer an der Logik vun universeller Rechter. Wa mer déi Leit, déi vun deem Mindestloun net liewe kënnen, an eng Épicerie sociale schécken oder op d'Sozialamt, wou se dann e Kontrakt mussen ënnerschreiw, da si mer an der Logik vun der selektiver Sozialpolitik a matzen um Wee vun enger fundamentaler sozialer Regressioun.

Mir hunn hei zu Lëtzebuerg iwwerengs wéineg adequat Instrumenter, fir déi verschiddenen Dimensione vun de sozialen Ongläichheeten ze erkennen. Meng zweet Motioun proposéiert duerfir d'Schafung vun engem Observatoire des inégalités, also derbäi och e regelméisseg Ongläichheetsrapport, a selbstverständlech verbonne mat enger systematescher Strategie fir den Ofbau vun deenen Ongläichheeten.

Motion 5

La Chambres des Députés, considérant

- que les inégalités sociales croissantes tant entre les régions du monde qu'à l'intérieur de ces régions constituent non seulement une grave injustice sociale, mais aussi l'une des causes profondes de la crise financière et économique;

- que cette crise risque d'aggraver encore ces inégalités;

- que l'inégalité sociale présente de multiples dimensions concernant notamment le revenu, la formation, la sécurité sociale, l'accès au logement, la participation à la vie culturelle, la participation à la vie citoyenne et au pouvoir de décision;

- que le Luxembourg dispose certes de certains instruments pour mesurer certains aspects de l'inégalité sociale, tel que le rapport annuel sur le travail et la cohésion sociale;

- que ces instruments cependant ne suffisent pas à connaître et à évaluer correctement l'évolution des multiples dimensions des inégalités ni donc à fonder une stratégie cohérente pour leur réduction;

invite le Gouvernement

- à préparer la création d'un Observatoire des inégalités, chargé d'une observation et d'une évaluation systématiques et intégrées des différentes dimensions de l'inégalité sociale;

- à faire intégrer dans cette recherche les effets de la politique européenne sur l'évolution des inégalités;

- à analyser les effets de la politique nationale sur l'évolution des inégalités en dehors de nos frontières;

- à veiller à la qualité scientifique et à l'indépendance des recherches de cet Observatoire;

- à charger notamment de publier régulièrement un rapport public sur l'évolution des inégalités (comparable par exemple au «Reichtums- und Armutsbericht» en RFA);

- à soumettre les rapports et les analyses de cet Observatoire à la Chambre des Députés qui organisera régulièrement un débat d'orientation sur les conclusions à tirer de ces analyses;

- à soumettre à un large débat public les éléments essentiels d'une stratégie systématique, transversale et cohérente de lutte contre les inégalités sociales.

(s.) André Hoffmann, Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Henri Kox.

Dréttens: Wann d'Ekonomie soll am Déngsch vum der Gesellschaft stoen, wéi de Premier gëschter gesot huet, a wa se net soll inakzeptabel sozial Ongläichheete produzéieren, da muss ee se steieren - ech kann och soe Gouvernance, wann dat lech besser gefält -, mä dat muss een dann awer och mat engem konkreten Inhalt fëllen.

Konkreten Inhalt, dat heescht zum Beispill, d'Wirtschaft, also och Privatwirtschaft selbstverständlech, vill méi engem staarke soziale Regelwierk um nationale wéi och um europäeschen Niveau ënnerwerfen - ech sot: méi engem staarken -; en Ausbau vun der öffentlecher Ekonomie, dat heescht och, dat öffentlecht demokratesch legitiméiert a kontrolléiert Eigentum; den Ausbau vun den öffentleche Servicer, an dat dann notze fir eng nohaltege gesellschaftlech Entwécklung.

Dat heescht, staark demokratesch Mechanismen och an der Privatwirtschaft duerchsetzen, also daitlech méi Rechter fir Belegschaften a Gewerkschaften, a selbstverständlech, wéi ech scho gesot hunn, dee geschafene Räichtum zugonschte vun der Majoritéit, also virun allem dem Salariat verdeelen.

A wat liesen ech an Ärem Regierungsprogramm? Datt d'gesellschaftlech Entwécklung weider dem Primat vun der Privatwirtschaft ënnerworfen soll ginn.

Wéi oft kënn an Ärem Text de Begrëff vun der Kompetitivitéit vir? Ech hu se net gezielt. De Begrëff vun der Égalitéit kënn ee Mol vir. „D'Ideologie vun der Kompetitivitéit géint de Sozialstat“ - huet d'Salariatschamber geschriwwen.

Och nach eng Kéier aus dem Caritas-Almanach: «La compétitivité pour subordonner le droit social à l'ordre économique.»

Véiertens a leschte Punkt: Ech fannen och, dass d'Schafung vun deem neien Nohaltegkeetsministère e positive Punkt ass, obwuel natierlech nach am Einzelne vläicht kritesch Bemerkungen dozou ze maache wäeren. Den Här Lux huet der gemaach. En huet allerdéngs, mengen ech, ee Punkt vergiess - dat wäert awer seng Ursach hunn -, nämlech ze soen, dass et eigentlech an der Logik vun der nohalteger Entwécklung och hält misse sinn, dass d'Energie dozou géif gehéieren, well déi gehéiert eigentlech zum Kär vun der nohalteger Politik.

Ech fannen awer soss an Ärem Koalitions-offkommens net vill iwwer konkret Politiken - an der Mehrzahl! -, transversal Politiken, laangfristeg ugeluechte Politiken zu der Fro vun der nohalteger Entwécklung, wéi gesot ausser der Schafung vun dem Ministère, deen awer elo selbstverständlech nach en Inhalt muss kréien.

An da leeft meng Zäit of, an da bleift mer also nach just déi lescht Motioun ofzeginn. Dir proposéiert an Ärem Regierungsprogramm Indicateure fir den Développement durable, awer an engem Kontext, dee mir net kohärent schéngt, nämlech am Kontext erëm eng Kéier vun der Kompetitivitéit.

Ech proposéieren lech, dass déi Indicateuren, déi a menger Motioun och e bësse prezisiéiert sinn, onbedéngt mussen elaboréiert ginn an iwwer d'Applikatioun gewaacht ginn am Kader vun dem Développement durable, dann also éischerter vun engem Instrument wéi dem Conseil de développement durable wéi dem Observatoire de la compétitivité.

Motion 4

La Chambre des Députés, considérant

- que le produit intérieur brut et d'autres indicateurs quantitatifs économiques du même genre sont insuffisants pour évaluer le développement qualitatif de la société;

- qu'une politique transversale cohérente de développement durable exige donc d'autres indicateurs quantitatifs et qualitatifs;

- que l'élaboration et l'application de ces indicateurs ainsi que les stratégies de développement qui s'en doivent dégager sont une mission par excellence des instances chargées de la politique de développement durable;

invite le Gouvernement

- à charger le Conseil supérieur de développement durable d'élaborer de nouveaux indicateurs de développement durable, incluant non seulement les indicateurs déjà classiques du «développement humain», mais aussi des indicateurs concernant le développement de la protection sociale, de l'égalité sociale, de l'empreinte écologique et autres;

- à veiller à ce que le Conseil supérieur de développement durable dispose des moyens indispensables pour pouvoir accomplir cette tâche;

- à inclure dans le processus d'élaboration de ces nouveaux indicateurs les associations de la «société civile»;

- à publier régulièrement l'évaluation du développement par rapport à ces indicateurs et à soumettre cette évaluation à un débat parlementaire et à un large débat public.

(s.) André Hoffmann, Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Henri Kox.

Et ass selbstverständlech, dass d'Regierung a mir an deemselwechte Stéck spillen, awer ënnerschiddlech Rolle spillen. D'Regierung verwalte beschtefalls. Ob gutt oder schlecht, ob Ofbau oder net Ofbau, dat ass am Moment nach net vollstänneg kloer. Si verwalte Verhältnisser, déi mir grondsätzlech a Fro stellen an déi mir gäre geännert hättten.

Merci.

» M. le Président.- Ech soen dem Här Hoffmann Merci. Als nächste Riedner ass den Här Claude Meisch agedroen. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

» M. Claude Meisch (DP).- Här Präsident, Dir Dammen an Dir Hären, virun e puer Woche schonn hate mer hei eng Debatt, nämlech déi iwwer den État de la nation, wou et eigentlech em déiselwecht Sujete gaangen ass wéi hei an der Regierungserklärung vun där neier Regierung, an och elo schonn, an engem groussen Deel vun der Debatt, jo ëmmer erëm opgetaucht sinn, nämlech em d'Kris, d'Auswierkung vum der Kris, d'Auswierkungen op déi Einzelne Mënschen hei am Land, d'Auswierkungen op d'Betriber hei am Land, op dat soziaalt Gefüge hei am Land, awer och Pisten, déi aus där Kris do sollen erausféieren.

Deemools hunn ech schonn op dëser Plaz gesot, dat mer aus dem Mond vum deemolege Statsminister an och vum jëtzege Statsminister, dem Här Juncker, eigentlech keng Pisten opgezeecht kritt hunn, wéi een aus där Kris do kéint erausfannen. D'Entschëllung war eigentlech deemools einfach fonnt, well mer um Enn vun enger Legislaturperiode ukomm waren. De Statsminister huet gesot, e kéint sech jo net engagéieren fir déi nächst Legislaturperiode an et géif jo eigentlech kee Sënn méi maachen an Zukunft, um Enn vun enger Periode dann en Débat iwwer den État de la nation ze féieren, woubäi ech mengen, dat och virun de Wahlen et gutt a wichteg ass, wann eng generell Debatt hei an der Chamber ka stattfannen, fir de Point ze maachen, de Bilan ze zéien an d'Modeller fir d'Zukunft géinteneenze stellen.

Nun elo, e puer Woche sinn et méi spéit, si mer no de Wahlen. Mir hunn eng Regierungserklärung héieren, wou een awer och do villes vermësst dran huet. Et ass op enger Rei vu Punkte selbstverständlech konkret ginn, mä et waren ëmmer dann d'Punkten, wann et vläicht wichteg fir den Einzelne war, mä net onbedéngt wichteg fir dat Grousst a Ganzt a fir d'Zukunft vu Lëtzebuerg.

An et war grad an deene Froen, wou et em dat Essenziell gaangen ass, dorëm wéi Lëtzebuerg weider kann evoluéieren, dorëm, wéi mer dat, wat mer opgebaut hunn a Jorzéngten, kënnen ofséchere fir d'Zukunft, dat souwuel de mëndleche Rapport hei op der Tribün wéi awer och de schrëftlechen Accord dach relativ schwammeg an onprezis bliwwen ass.

Et kënn jo eigentlech awer op munches un, munches, wou mer wëssen, dat Handlungsbeford ass, dat Problemer virun der Dier stinn, déi mer an den nächste Jore mussen léisen. Mir wëssen, dat et net einfach wäert sinn, am Statsbudget d'Ennerbeieneen ze kréien. Éischt Chiffere si bekennt. Mir wëssen, dat mer riskéieren, wa mer näischt änneren, dat d'Statsschuld wiss, fir Lëtzebuergesch Verhältnisser eigentlech explodéiert. Mir wëssen, dat d'Fro sech wäert stellen, a wat fir engem Mooss dat, wa mer op där enger Säit net reagéieren, op där anerer Säit d'Steierlaascht risquéiert an d'Luucht ze goen, d'Kafkraaft ganz konkret fir d'Leit hei am Land dann och sech wäert reduzéieren.

Mir wëssen, an eis Partei huet dat eigentlech och ëmmer nees proposéiert an an d'Diskussioun bruecht, dat mer an der Sozialpolitik mussen ëmdenken, dat den Term „selektiv Sozialpolitik“ mat Liewe muss gefëllt ginn. Mir wëssen och, dat mer um Niveau vun de Renten, vun de Pensiounen mussen kucken, wéi mer dee System, deen haut gesond ass, awer och kënnen esou opstellen, dat deen, deen haut eigentlech säin éische Schaffdag hat a seng éischt Cotisatioun bezuelt huet, dat dee System dann a 40 oder vläicht souguer méi Joren nach kann droen, wann déijéineg Persoun an d'Pensioun geet.

Mä zu all deenen dote Froen, zu deem Essenziellen eigentlech, wat déi nächst fënn Joer um Ordre du jour steet, hu mer wéineg héieren. An et ass ëmmer nees drop verwise ginn, dat déi Froen do jo sollen nom lëtzebuergesche Modell an der Tripartite diskutéiert ginn.

Elo wëlle mer dat net schlecht maachen. A mir fannen et och net schlecht, dat Froe wéi déi dote sollen am Konsens geléist ginn, dat Froe wéi déi doten op d'mannst sollen ënnert de Sozialpartner an de politesch Verantwortlechen hei am Land évoquéiert ginn.

Mä trotzdem, mengen ech, däerf d'Politik hei net aus der Verantwortung erausklammen. A wann dee Wahldag vum 7. Juni e Sënn an en Zweck hat an dee Wahlkampf virdrun, da war et jo och, fir dat d'Lëtzebuurger sollen décidéieren, a wat fir eng Richtung dat et soll goen a wéi eng Äntwerte mer op déi opstehend Froen do solle ginn.

(Mme Lydia Mutsch prend la présidence.)

An ech mengen schonn, dat och eng nei Regierung e ganz kloeren Optrag opgrond vun engem Wahleresultat, opgrond vu Wahlprogrammer soll hunn. Duerfir, eigentlech och hei op dëser Plaz hätt ee méi missen erwaarde vun enger neier Regierung, grad wann et em déi essenziell Froe vun deenen nächste fënn Joer geet.

Och mir als Parlament däerfen eis an deem dote Prozess net ausklénken. Ech erënnere do un déi Motioun vun eisem fréiere Fraktiounspräsident, dem Charel Goerens, fir eben ze kucken de Lëtzebuergesche Modellen och eng Aile parlementaire ze ginn, dat mer eben net nëmmer an der Tripartite diskutéieren, do d'Problemer intern hannert zouenen Dieren op den Dësch leeën an duerno mat Léisungen a Solutiounen erauskommen, mä dat mer eben och an der Öffentlechkeet hei am Parlament, wat jo och en Diskussiounforum soll sinn, sollen Themen op den Dësch leeën a vläicht enger Tripartite déi eng oder déi aner Recommendation kënnen mat op de Wee ginn.

Och virun enger Tripartite huet eng Regierung d'Prioritéiten ze definéieren, soll e Parlament ageschalt ginn, solle kloer Ziler och kënnen definéiert ginn, Alternativen a Präferenz benannt ginn.

An eisen Ae muss d'Politik eng ganz Rei vu kloere Virstellungen hunn, wéi d'Zukunft soll gestalt ginn. A wann ech mengen Virriedner, virun allem dem Fraktiounspräsident vun der CSV an och ganz besonnesch deem vun der LSAP, nogelauschert hunn, dann hunn ech och villes héieren, wat net geet.

Allerdéngs, ech hunn oft net héieren, jo, wat da geet déi nächst Joren a wat da konkret soll gemaach ginn, a wat virun allem vun der Majoritéit vun CSV an LSAP déi nächst Joren ze erwaarden ass; zum Beispill an der Steierfro.

Meng Partei ass an d'Wahle gaangen an huet gesot: Mir sti prinzipiell fir niddreg Steieren. Mir hunn och gesot, dat mer dat a Krisenzäiten esou gesinn, dat et virun allem och drëms geet, Steiererhéijungen a Krisenzäiten ze évitéieren an ze kucken, dat ee Margen huet, fir no der Kris punktuell kënnen no ënnen ze adaptéieren.

D'Regierung gesäit dat zum Deel elo aneschtens. Si seet, an der Kris soll se net eropgoen. A wann d'Rezessioun dann eng Kéier op en Enn kënn, wat awer jo och ganz schnell ka geschéien... Well mer wëssen, dat lues a lues weltwäit an domadder wahrscheinlech och hei zu Lëtzebuerg eng Croissance économique, och wa se fragile ass an och wa se geréng ass, mat deem, wat mer aus de leschte Joren a Jorzéngte

kennen, trotzdeem zum Enn vun der Rezesioun ka féieren, datt nom Enn vun der Rezesioun jo dat Budgetslach da sich gestoppt ginn an datt do och Fiskalelementer net auszeschléisse sinn.

Ech hunn och am Wahlkampf ganz kloer fir eis gesot, datt d'Steiererhéijung fir eis dat allerleschte Mëttel dierf sinn. An ech hat et eng kéier gesot, dunn huet eigentlech jiddweree gesot, jo, fir jiddweree wär dat och evident, a jiddweree géif jo probéiere mat alle méigleche Mëttel Steiererhéijungen ze évitéieren.

Duerfir hat ech mer jo och erwaart, datt an deem Koalitionsaccord dann déi Mëttelen do opgeléicht wäeren. Mä hei och huet d'Regierungserklärung keng Äntwert a keng konkret Propositione gemaach. Et sinn emol keng Ziler definéiert ginn.

Ech wëll do e Beispill nennen, zum Beispill wéi d'Stad Lëtzebuerg un déi Fro do erugaangen ass. Do huet de Schäfferot sech ganz kloer Ziler gesat a mat de Servicer gekuckt do, wou Dépensé kënnen kompriméiert ginn, fir dat esou schnell wéi méiglech kënnen ze maachen. Nun, op jidde Fall, chiffriert Ziler, wat de Stat selwer an interne Fonctionnement vum Stat wëllt aspieren, hunn ech bis ewell hei nach net kënnen héieren.

Mir mengen och, datt een iwwer eng Rei vu bestehend Modeller muss nodenken a kucken, wéi mer se adaptéiere kënnen. An der Wahlcampagne hu mer dat „Nei Weeër“ genannt. Mir menge schonn, datt mer um Niveau vun der Sozialpolitik nach méi staark a Richtung aktivéierend Sozialpolitik solle goen. Mir menge schonn, datt mer um Niveau vun der Aarbechtsmaartpolitik eng aner Aarbechtsmaartpolitik brauchen, well et geet net duer, datt mer d'ADEM reforméieren.

Dat muss mer maachen, fir eng aner, méi eng performant a méi eng flexibel Struktur kënnen ze hunn, fir op Situatiounen ze reagéieren. Mä wann déi Struktur, dat Instrument, dat mer eis ginn, nach ëmmer déiselwecht Politik wäert maachen, da wäerte mer ënner dem Stréch datselwecht Resultat och dobäi erauskréien. D'Politik muss sech also grad an deem doten Domän änneren.

Mir sinn allegueren der Meenung hei am Haus - an ech froe mech, firwat mer et ëmmer erëm mussen esou staark betounen -, datt mer kee frontalen Ugrëff op d'Aarbechtsrecht brauchen. A keen huet dat bis ewell hei an aller Däitlechkeet esou gefrot.

Ech mengen awer, datt mer, virun allem wat d'Ënnerstützung an den Encouragement vun deenen, déi op der Sich sinn no enger Aarbecht, ubelaangt, do och emol heiansdo méi contraignant mussen ginn. Well vun deem, deem mer d'Hand ausstrecken, fir an enger penibeler a schwiegeger mënschlicher Situatioun och ze hëllef, mussen mer och kënnen erwaarden, datt hie selwer d'Hand entgéinhält an akléckt.

Ech mengen och, datt mer d'Prioritéit wierklech um Niveau vun der Weiterbildung mussen definéieren, datt mer och do mussen de Courage hunn, fir ze soen: Jo, deen, dee keng Plaz féint, keng Plaz unhëlt, deen, deen net à mème ass, fir um Niveau vun der Weiterbildung kënnen en Effort ze maachen, datt deen eng aner Aarbecht am öffentliche Interesse soll kënnen unhuelen. Dat héiert een net vun CSV an LSAP. Mir mengen awer, datt et an déi Diskussioun do eragehéiert.

Dat, wat een héiert iwwert d'Aarbechtsmaartpolitik, dat ass, datt mer der Solidarwirtschaft nach solle méi e grouse Stelwäert ginn, datt also en zweeten, en drëten Aarbechtsmaart als Äntwert op d'Kris um Aarbechtsmaart weider soll ausgebaut ginn.

Datt déi Leit méi staark sollen ënnerstëtzt ginn, zum Beispill mat engem Wunnegeld, déi an de Chômage falen: Dat ass eng Iddi, déi vläicht sympathesch ass op där enger Säit, mä op där anerer Säit muss et d'Prioritéit vun der Politik awer sinn, fir ze kucken, datt der esou mann wéi méiglech an déi dote Situatioun falen, an datt déi, déi dragefall sinn, esou schnell wéi méiglech nees erëm kënnen erauskommen, datt mer also net nëmmen d'negativ Konsequenz vun der Aarbechtslosegkeet offiederer, mä datt mer d'Aarbechtslosegkeet un der Wuerzel ze pake kréien.

Datselwecht géllt eigentlech fir dee gesamte Voleit vun der Sozialpolitik. Et geet hei net nëmmen ëm d'Héicht vun de sozialen Transferten, déi beschreiwen, wéi gutt oder wéi schlecht eng Sozialpolitik an eng Aarbechtsmaartpolitik ass, mä et geet hei eben och drëms, eng nei Qualitéit vu Sozialpolitik kënnen ze definéieren, déi ebe grad deem Einzelnen hëllef op d'Been ze kommen an op eegestännege Féiss kënnen duerch d'Liewen ze goen.

Wat da prezis elo d'Regierung hannert deem Term sech virstellt vun der sozialer Selektivitéit, och dat soll dann eréischt an enger Tripartite definéiert ginn.

Mir haten als Demokratesch Partei am Wahlkampf eng Proposition gemaach fir eng aner Modulatioun vum Kannergeld a vu Wunnegeldhëllef, wou eigentlech mat deemselwechte Geld - hu mer gemengt - déi Leit, déi méi Hëllef bräichten, méi Hëllef sollte kréien. D'Kritik war grouss vun alle Borden, net nëmmen vun den deemolege Regierungsparteien, mä eigentlech op all deenen anere Bänken hei am Haus. Mä mir hunn emol eng Proposition op den Dësch geluecht gehat. Ech hu wéineg anerer bis ewell weder vu Regierung nach vun anere Bänken hei héieren.

Wat ass an den Ae vun der Regierung also eng selektiv Sozialpolitik? An ech wëll drun erënneren, datt, wa mer selektiv Sozialpolitik wëlle maachen, fir de Budget ze équilibréieren, virun allem och bei CSV/LSAP-Regierungen ëmmer dann eppes selektiv Sozialpolitik genannt ginn ass, wat ënner dem Stréch de Stat herno nach méi kascht huet, wéi et virdru kascht huet. Ech denken do un de Kannerbonus, dee jo och en Element war vun enger selektiver - angeblech selektiver - Sozialpolitik.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

An et muss ee jo och kucken, wien déi Politik dann do bezilt, ob net hei nees erëm eng kéier d'Mëttelschichten hei am Land déi Politik mussen bezuelen. Eng Politik, vun där se eigentlech nëischt hunn. Dat Geld, wat do opbruecht gétt iwwert de Steuerwee, gétt eigentlech herno erëm laanscht déi Mëttelschichten do verdeelt, an déi ginn eigentlech dräimol bestrooft, nämlech andeems se mussen méi Steiere bezuelen, andeems se selwer manner Leeschtungen awer kënnen an Ussproch huelen, an op där anerer Säit, wa se vun öffentliche Dëngschtleeschtunge profitéieren, an der Regel méi deier nach derfir mussen bezuelen.

Ech sinn op jidde Fall gespaant, wat sech dann hannert dem Term „sozial Selektivitéit“ an den Ae vun CSV an LSAP wäert verbiergen.

Bei knappe Keesen - an déi hu mer, wa mer am Minus sinn - mussen mer, mengen ech, ganz kloer Prioritéit setzen. Mir kënnen net alles maachen, net alles matenee maachen a mer mussen kucken do aktiv ze sinn, och duerch staatlech Interventiounen, och emol déi eng oder déi aner kéier duerch nei Programmer an zousätzlechen Ausbau vu Programmer, wou et am néidegsten ass.

Déi meescht Parteie ware sech och do am Wahlkampf eens, datt een a Richtung gratis Kannerbetreuung soll goen. Vun där gétt eigentlech elo net méi esou richteg geschwat.

Op där anerer Säit gétt awer gesot, datt de Prinzip vum Chèque-service eigentlech op all gesellschaftlech Deeler vun eise Land soll ausgedehnt ginn. Och dat wäert d'öffentlech Hand Geld kaschten. A mir fäerten, datt mer eis eigentlech do e bësse verhedderen, amplaz datt mer kloer, prezis definéieren, wou dann d'Noutwendegkeet ass.

Fir eis ass nach ëmmer eng Noutwendegkeet awer gewiescht, fir berufstäteg Leit ze ënnerstëtzen, fir ze hëllef Famill a Beruff kënnen ënner een Hutt ze bréngen, och fir doduerjer et ze erméiglechen, datt Aarbecht sech finalement awer nach ëmmer lount an datt d'Leit éischer an der Aktivitéit bleiwen, wéi eraus aus der Aktivitéit mussen gedréckt ze ginn.

Fir eis ass et nach wie vor wichteg, wa mer vu Kannerbetreuung schwätzen, datt mer vu qualitativer Kannerbetreuung schwätzen - doriwwer hunn ech wéineg gelies -, an datt mer och duerch eng verbëllegt an eng gratis Kannerbetreuung e Stéck Chancéglicheit kënnen verwickelen, esou wéi mer eis och, wat d'öffentlech Schoul ubelaangt, selwer als Zil ëmmer nees gesat hunn. Do, mengen ech, huet et och déi nei Regierung wierklech verpasst, kloer Ziler ze definéieren.

Datselwecht géllt eigentlech och fir de ganzen Domän vun der Bildung, wou ee jo kann d'accord sinn, datt ee seet: An Zukunft muss 50% vun de Leit, déi aus der Schoul kommen, hir Ausbildung ofgeschloss hunn, en Niveau Bac + opweises hunn.

Dat ass wouer. Mä et muss ee jo awer et emol kucken, ob dat déi eenzeg richteg Fro ass an deem doten Domän, ob net awer d'Fro muss och prioritär gestallt ginn: Jo, wat kann een dann, wann een deen doten oder een anereren Diplom am Grapp huet?, an ob et net esou ass, datt haut ebe ganz oft Leit mat Bac + agestallt ginn op Plazen, wou fréier e Bac oder och eng aner Formation eben duergaange sinn.

Duerfir ass et eben och wichteg, datt d'Qualitéit vun der Ausbildung stëmmt. An net nëmmen een Diplom, deen een an der Täsche huet, hëllef herno wierklech duerch d'Liewen ze kommen, mä et ass virun allem d'Qualifikatioun an d'Qualitéit vun där Qualifikatioun, déi ee mat deem Diplom do sech ugéegent huet, déi engem et wäert erlaben, an dëser Welt op eegene Féiss kënnen ze stoen.

Am ganze Voleit Economie, nei Aarbechtsplazen, Relance vun eiser Economie hätt ech mer och méi eng offensiv Strategie vun der neier Regierung erwaart. Bon, villes, wat een héieren huet, deem kann een zoustëmmen. Datt mer an enger ganzer Rei vun Nischen - a si sinn hei opgezielt gi gëschter, an och an deene Jore virdru ëmmer nees - mussen virukommen, datt mer um Niveau vun der Simplification administrative mussen Efforté maachen, datt mer, wat d'Beitribsteierung ubelaangt, mussen kompetitiv bleiwen an eis um deem orientéieren, wat an Nopeschlänner a bei Haaptkonkurrenz geschitt, datt mer nees e Land solle gi vun de kuerze Weeër, nun, zu all deem kënnen mer soen: Jo, mir maachen et. Just do it. Kommt, mir halen op, doriwwer ze schwätzen.

Mä och déi dote Propositione si jo net nei. Déi ginn iwwer Joren a Jore schonn hei diskutéiert. An ech weess net, ob et da grad elo soll klappen. D'Hoffnung, datt et dës kéier de grouse Worf gétt, déi huet sech bei mir op jidde Fall scho getrübt, wéi ech héieren hunn, datt et ebe grad am Beräich vun der Wirtschaftstätigkeit hei zu Lëtzebuerg net zu enger neier Kompetenzbündelung komm ass, datt mer nach wie vor do déi ministeriell Kompetenzen op eng ganz Rei vun Eenzeldepartementen opgedeelt hunn, op Wirtschaft, op Mëttelstand, op Kommunikatioun, op Finanzplaz, op Landwirtschaft an esou weider, amplaz ze kucken dat och op deem Niveau beieneen ze leeën, wat eigentlech beienee gehéiert, fir do eng Politik aus engem Goss kënnen ze maachen.

Firwat soll d'Reforme administrative dann elo grad geléngen? Mäin Optimismus ass eigentlech ëmmer grenzenlos, mä trotzdeem ass en de Moien ugekraazt ginn, grad an deem doten Domän, wou ech de Lucien Lux hei héieren hunn, deen elo schonn ufänkt dat Ganzt a Fro ze stellen an ze warnen a probéiert zréckzerudder. Do gesäit een, datt et net wäert esou einfach sinn, wéi et vläicht an enger Regierungserklärung kann erwaart ginn. Mir erwaarden eis dann do och vum Chef, deen déi Saach do zur Chefsaach gemaach huet, datt en dann och dat als Chef wäert duerchzéien iwwert déi nächst fënnef Joer.

Mir hoffen net, datt mer nach eemol fënnef Joer brauchen, fir de Plan sectoriel vun den Zonen d'activité kënnen wierklech iwwert den Instanzwee ze kréien. Well en Avant-projet virzeleeën, dat hëllef kengem Betrib, deen op der Sich ass no engem neien Terrain, fir sech kënnen nei ze implantéieren, fir kënnen seng Aktivitéit ausbauen, fir se konform kënnen ze halen, fir méi no bei sâi Client kënnen ze plënnern.

Mir begréissen dee klunge Schrëtt, dee gemaach ginn ass um Niveau vun den Öffnungszäiten am Commerce. Mir wëllen awer och wierklech do ze bedenke ginn, datt gläichzäitig jo e Schrëtt gemaach ginn ass um Niveau vun den Öffnungszäiten vun den Tankstellen, wat eng nei Konkurrenz ass fir de Commerce, deen awer do net richteg kann nozéien. Och dat, menge mer, misst awer nach eng kéier iwwerducht ginn.

Aner Ziler wéi am Beräich vun der Fuerschung, selbstverständlech deele mer déi, well et sinn Ziler, déi mer an eiser Politik, sief et an der Majoritéit oder sief et an der Opposition, bis ewell mat gedeelt hunn; wa mer soen, 3% vun PIB sollen an d'Fuerschung hei zu Lëtzebuerg investéiert ginn. Allerdéngs, et geet och do erëm eng kéier net duer, d'Ziler ze definéieren, well mir hunn dat Zil do bis ewell net erreicht, ob-scho mer steigend Recetten haten, ob-scho de Stat eigentlech all Moyens gehat hätt, fir mat do ze intervenéieren. An et freet ee sech, wéi elo bei deene knappe Keese matzen an der Kris datt doten da soll nach méiglech sinn.

Mir brauche virun allem hei e performante Kader fir d'Privatfuerschung, wou et dann

och drëms geet: Wat däerf ech maachen zu Lëtzebuerg?, wou et och drëms geet: Wat fir e Patentrecht hu mer zu Lëtzebuerg?, wou et och drëms geet: Wéi attraktiv si mer iwwerhaapt, fir Fuerscher op Lëtzebuerg kënnen unzeziehen?

Ech sinn och d'accord mat all deem, wat de Premierminister hei opgeléicht huet gëschter, wat misst fir d'Bankeplaz gemaach ginn. Och do an deenen eenzelne Secteuren, wou mer Aktivitéit kënnen ausbauen, Aktivitéit kënnen nei dévelloppéieren, jo och do soll een dat maachen. Mä mir hätten eis hei an där Zäit, an där mer sinn, awer och do en neit Konzept, eng nei Strategie an nei Pisten erwaart.

Mir sinn an engem Ëmbroch, wat déi international Finanzwirtschaft ubelaangt. Duerch d'Wirtschaftskris si sech eng ganz Rei vu Froe gestallt ginn, net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mä weltwäit, wéi mer an Zukunft wëllen e Bankesystem fonctionnéieren dinn. Mir wëssen, datt um Niveau vun der EU munches nach wäert undiskutéiert ginn, nottamment um Niveau vun automateschen Informationsaustausch. Mir wëssen, datt um Niveau vun der OECD d'Ae wäerte weiderhi grouss op Lëtzebuerg geriicht sinn.

Do geet et eben net duer, datt een eigentlech alles dat, wat een déi lescht Jore scho gesot huet, nach eng kéier résuméiert. Am Koalitionsaccord fënnt sech jo grad an deem doten Domän wierklech e Copy/Paste erëm. Et geet och net duer, sech einfach drop ze verloossen, datt elo déi enzel Steieroffkomm, déi ënnerschriwwen gi sinn, eis iwwert de Bierg wäerte retten, well dat ass e ganz kuerzfristige Kritär, deen nach eng Zäitche Bestand wäert hunn, an da wäerten neier kommen. Duerfir mussen mer, wann déi nei bestinn, och dorobber prett sinn.

Ma grosso modo huet een an deem Koalitionsaccord do villes vermësst. Villes bleift am Vagen, am ganz Vagen. Déi Deklaratioun, déi mer och gëschter héieren hunn, huet eigentlech emol net probéiert, d'Leit hei am Land op noutwendeg Verännerungen ze preparéieren an anzestëmmen. Verännerungen, déi an eisen Aen awer onëmänglech sinn an Zäiten, wou mer Politik virun allem net méi esou kënnen maachen, wéi mer se déi lescht Joren duerch déi gutt wirtschaftlech Situatioun hei am Land dach relativ einfach heiansdo konnte maachen.

An eisen Aen ass dës Koalitionsaccord e Stéck ze vill Kontinuitéit an enger Zäit vun engem groussen Ëmbroch. En Ëmbroch, deen net nëmmen hei zu Lëtzebuerg sech wäert bemierkbar maachen, mä wäit doriwwer eraus. Et hätt ee sech e Stéck méi neien Opbroch vun enger neier Regierung grad an esou enger Situatioun kënnen erwaarden.

Ganz vill Froen, wierklech ganz, ganz vill Froe bleiwen opstoen: Wou gétt gespuert déi nächst Joren? Wat heescht „sozial selektiv“ da wierklech? Wie kann dat definéieren? Wat gétt gemaach fir Steiererhéijungen à moyen terme ze évitéieren? Wéi kënnen mer déi Verschëldung vu 40% vum PIB à moyen terme fir 2014 évitéieren? Wéi fülle mer d'Lach an der neier Gesondheetskeess?

Eng Fro, déi derbäikommt ass, mä wou mer keng Äntwert bis ewell drop héieren hunn: Op wat mussen d'Lëtzebuurger sech déi nächst fënnef Joer konkret dann astellen? Op wat muss deen Einzelne sech an kënnen astellen? A wéi bréngt mer et vläicht fäerdeg, datt deen Einzelnen och bereit ass, mat Hand unzeleeën, mat d'Äerm eropzestréppen, fir Lëtzebuerg aus där Situatioun hei erauszekréien?

Oft gétt et gesot: Eng Kris kann och eng Chance sinn, fir vläicht emol heiansdo verstëbste Strukturen opzebriechen, fir dat emol a Fro ze stellen, wat ee sech virdru vläicht net getraut huet a Fro ze stellen, fir Politik an eenzelne Gebidder och emol eng kéier nei kënnen ze denken, fir de Modell Lëtzebuerg, esou wéi eist Land fonctionnéiert huet am soziale Beräich, am wirtschaftleche Beräich, fir d'21. Jorhonnert definitiv nei ze erfannen an ofzesécheren, an der Zilsetzung ofzesécheren, nämlech fir jiddwerengem eng gutt Zukunft hei am Land kënnen ze garantéieren, fir d'Mënsche vun noutwendeg Verännerungen, virun allem, kënnen ze iwwerzeegen.

Eng Kris hätt all déi dote Chancé kënnen a sech bidden, mä mir fäerten awer, datt mat deem Programm, deen d'Regierung sech hei ginn huet fir déi nächst Joren, et eng verpasste Chance wäert bleiwen, fir Lëtzebuerg op déi grouss Erausforderunge virzeparéieren.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix - Très bien!

►►► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Meisch Merci. Als leschte Riedner ass den Här Alex Bodry agedroen. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

►►► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng méi engagéiert nohalteg a couragéiert Politik huet de Premier gëschter a senger Deklaratioun fir déi nächst Jore beim Regéieren an Aussicht gestallt. Eise Fraktiounschef huet de Moien a senger Interventioun vu Courage, Innovatioun an eier Verantwortlechkeet geschwat. Mir sinn eis, mengen ech, hei alleguer bewosst, dass fir Lëtzebuerg keng einfach, mä entscheidend Jore kommen.

Wéi komme mer aus der Kris eraus, ouni eise Sozialmodell a Fro ze stellen, mä am Géigendeel, andeem mer en nohalteg ofsécheren? Wéi stelle mer eis strategesch op fir d'Zäit no der Kris? A wat fir enger Form organiséiere mer eist Zesummeliwwen, gewährleeschte mer den Zesammenhalt vun eiser klenger Gemeinschaft?

Als Sozialiste stelle mer eis logescherweis d'Fro vu geliefterer Fräiheet, Solidaritéit, Gerechtheet a Sécherheet zu Lëtzebuerg. Jo, de Mutt zum Changement, dee brauche mer net nëmmen an der Wirtschaft-, Finanz- a Sozialpolitik. Dës Koalitioun wëllt och e frësch Wand an d'Gesellschaftspolitik am Land matbréngen, well do gëtt et esou munches ofzestébsen.

De Regierungsprogramm setzt do déi richteg Zeechen: Reformen am Justizwiesem, nei Orientéierung am Familljerecht, Moderniséierung vun der Constitutioun, zousätzlech Matsproocherecht fir Lëtzebuerg an Netlëtzebuerg, Reform vun dem Odfreiwungsgesetz a modern Familljeplanung, öffentlech Ennerstëtzung fir d'laizistesche Bewegung, Unerkennung vum Bénévolat.

D'Lëscht vun deene geplangte Reformprojeten ass beandrockend. Jo, als LSAP hu mer kloergemaach, dass Lëtzebuerg e Schrëtt no vir an der Gesellschaftspolitik muss maachen. An d'CSV huet sech dës Kéier enger seriöser Debatt net verschloss. D'Argumenter sinn ausgetosch ginn, ouni ideologesch Verbrueetheit ob béide Säiten. Sou si mer un d'Diskussioun erugaangen an esou hu mer bis zum Schluss se kënnen ofschléissen, well mer de gemeinsame Wëllen haten, déi zwou Parteien, konkret Fortschreitter, Resultater ze erzielen, och wat d'Gesellschaftspolitik zu Lëtzebuerg an deenen nächste Joren ugeet.

Jo, munches vun deem, dat ass wouer, hätt ee vläicht scho kënnen viru fënnel an zéng Joer maachen; d'Argumenter waren och deemools stéckhalteg, fir eppes ze reforméieren.

Et bleift, dass an den Ae vun der LSAP déi ausgehandelt gesellschaftspolitesch Reformen zu de staarken Elementer vun deem Regierungsprogramm zielen. An déi éischter positiv allgemeng Reaktiounen, mat Ausnahme vun der Säit vun der ADR, op deen doten Deel vum Koalitionsaccord bestätegen eigentlech dës Analys.

Erënnert lech un déi vill kritesch Stëmmen, déi besonnesch meng Partei, d'LSAP, virun an och während de Verhandlungen ëmmer erëm an hir Wahlfuerderungen an de Gesellschaftsfroen erënnert hunn. Si hate gemengt, d'Sozialiste géifen aknécken an ouni konkret Resultater aus de Regierungsverhandlungen erauskommen. Si hunn eis Diskussionsfreeschdegkeet ënnerschat, grad wéi se och de Bewegungsspillraum vun der CSV an deenen dote Froe falsch ageschat hunn.

Dës Regierung, dës Koalitioun wäert sécher virun allem am Wirtschaftlechen, am Soziale gemooss ginn. Mä gesellschaftlech an institutionell Reforme verdénge gradesou Beuechtung.

Dëse Programm vun der Koalitioun ass e Ganzt. An als Ganzt wäert dës Majoritéit en och wëllen ëmsetzen, an et wär sécherlech gutt, wa mer besonnesch och déi gesellschaftspolitesch Projeten an der éischer Halschent vun der Legislaturperiod behäert géifen an Ugrëff huelen.

Den Ufank mécht d'Reform vum Scheedungsrecht. Do fänke mer net bei null un. Et ass vill geschaff ginn, och an der zoustänneger juristescher Kommissioun, an der leschter Period. D'Scholdfro gëtt aus de Scheedungsprozesser erausgehale, d'Alimenteregulierung fir den Ehepartner gëtt nei definéiert, d'Prozedure wäerte weider vereinfacht ginn. Da sinn d'Froer ronderëm d'Filiatioun an d'Suergerecht vun de Kanner, am Sënn vu rezenten auslännesche Reformen, nei festzeleeën.

D'Interessi vum Kand huet Virrecht. Dee Prinzip gëllt och fir d'Reform vum Adoptionsrecht. Hei gëtt versicht dem Avis vum Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand an

och dem zukünftigen Avis vum nationalen Ethikrot Rechnung ze droen.

D'Volladoptioun wäert och fir individuell Adoptiounen opgemaach ginn. Kee wäert vun der Lëscht vun den Adoptiounsberechtigten ausgeschloss ginn. Eng seriö sozial Enquête wäert vu Fall zu Fall probéiere festzeleeën, wou den Intérêt vum Adoptivkand läit.

Homosexueller wäerte sech an Zukunft kënnen bestueden. D'Institutioun vum Bestietnis gëtt duerch eng Ofännerung vum Code civil no belschem Muster fir gläichgeschlechtlech Koppelen opgemaach. Enger laanger Diskriminéierung gëtt domadder en Enn gesat. Et war dat ee Punkt vum LSAP-Wahlprogramm.

Als Sozialisten hu mer eis och fir eng Ausweidung vum politesche Matsproocherecht staarkgemaach. Och dës Iddi gëtt am Regierungsprogramm iwwerholl. D'Volleksinitiative wäert gesetzlech a verfassungsmässig verankert ginn. E Grupp vu Bierger soll d'Méiglechkeet kréien, e Gesetzesvorschlag an der Chamber an domadder öffentlech zur Diskussioun ze bréngen. Dëst geschitt am Aklang mat de Prinzipien vun enger parlamentarescher Demokratie.

Et ass och festgehalen ginn, an och dat war e Punkt vum eisem Wahlprogramm, dass an Zukunft d'Funktioun vum Buergermeeschter a Schäfte fir Netlëtzebuerg accessibel gëtt. De Wielwille soll am Endeffekt respektéiert bleiwen.

Dat vollt, passivt Wahlrecht kréien och Net-EU-Bierger. Si sinn domadder den EU-Leit an deem dote Punkt völlig gläichgestallt. Et muss eis all interpelléieren. Et ass jo méiglech, dass an zéng, 15, spéitstens an 20 Joer eng Minoritéit vun Awunner vun deem Land iwwert d'Majoritéit politesch wäert kënnen bestëmmen. Dat versetzt een a meng Aen an Zäite vum Zensuswahlrecht erëm an dat ass net méi 100% mam demokratesche Gedanken an Aklang ze bréngen. Hei gëllt et also weider iwwer eng besser Integratioun a méi Matbestëmmung nozedeken.

►►► **Une voix.** - Très bien!

►►► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Den Zougank zu kulturellen Ariichtungen a Manifestatiounen soll iwwert de Kulturpass erméiglecht ginn. Déi Jonk kréien e Jugendpass.

Eis Schoule wäerte sech weider opmaache mussen op d'Aussewelt, Politik, Kultur a Sexualerzéierung. Ongewollte Schwangerschaft solle verhënnert ginn. Besonnesch beängschtegend sinn déi fréi Schwangerschaften vun nach mannerjährege Meedcher, déi oft op illegal, net gesécher Avortementen zréckgräifen. Sozialerzéierung a Preventioun vun ongewollte Schwangerschaft si prioritär. Verhiddungsmëttele solle fir d'Fra bis zum Alter vu 25 Joer gratis sinn, d'Pëll duerno soll och iwwert d'Lycéesstrukture kënnen ze bezéie sinn.

Endlech konnt och en Accord iwwer eng Reform vum Odfreiwungsgesetz vun 1978 getraff ginn. Duerch eng kloer sozial Indikatioun kënn méi Rechtssécherheet an de System eran. Eng offe Consultatioun gëtt virgeschriwwen an alle Fäll; bis elo war se dat nëmme bei Mannerjähregen. D'Schwanger Fra hëllt am Endeffekt eleng hir Décisioun, ouni beaflosst ze gi vu baussen, mä nodeems se sech berode gelooss huet. Zur Nout och ouni den Accord vun den Erzéierungsberechtigten.

De facto si mer net méi wäit vun enger Fristeregulierung ewech. De jure bleift et bei enger méi breeder Indikatiounsléierung. En ausgeglachene Kompromiss tëschent de Parteiprogrammer vun CSV an LSAP - et kënn Bewegung och an dësem Dossier, deen zënter dräi Jorzéngte blockéiert war.

Géigesätzlech Positione bleiwen awer bestoen. Si bleiwe bestoen tëschent de Koalitionspartner wat d'Punkten Euthanasie a Reliounsunterrecht ugeet. Hei ass den Désaccord festgestallt ginn. Et bleift beim Status quo.

Festgehal hunn d'Delegatiounen, dass de Pilotprojet allgemeng Wäerte- a Reliounsunterrecht wäert weidergefouert an evaluéiert ginn, wéi e momentan am Neie Lycée funktionnéiert.

Als LSAP si mer der fester Iwwerzeegung, dass sech laangfristeg esou en eenheetlechen, net konfessionelle Wäerteunterrecht, deen och Wëssen iwwer Reliounen matverméttelt, wäert als Modell, als eenzege Modell duerchsetzen an eise Schoulen. Dat bedéngt natierlech eng Opléierung vun de bestehende Konventiounen mat der kathoulescher Kierch a weider Verhandlungen.

D'laizistesche Bewegung soll unerkannt a staatlech ennerstëzt ginn. Dat geschitt net, fir se besser kënnen ze kontrolléieren. Wie wëilt dat da maachen? Dat geschitt och net,

fir se zu enger Relioun ginn ze loossen, fir se also ze institutionaliséieren.

Mir bewegen eis hei net an deem belsche Verfassungsmodell vun den zwee Piliere erëm. Mä progressiv si mer eis eens ginn, dass en Netz vu regionalen Haiser vun der Laizitéit soll hei zu Lëtzebuerg opgebaut ginn, wou de Stat e substanzuellen Apport bréngt. Et sinn dat Stätten, wou d'Leit sech begéien, Informatiounen kréien, wou Konferenzen, Débaten, Formatiounen organiséiert ginn, mat Bibliothék an Internetstuf.

An deenen Haiser sollen och Servicer fir d'Bierger a fir d'Gemengen ugebuede ginn. Et muss Raim zur Verfügung gestallt ginn, fir wichteg Momenter am Liewe vun enger Famill, ob Gebuert, Erwuessesinn oder Doud, oder an enger Gesellschaft, och an engem net kierchleche Kader dezent kënnen ze feieren. Et ass dat eng Offer un d'laizistesche Bewegung hei zu Lëtzebuerg. Un hinnen ass et, dës Offer ze notzen.

Den Zougank zur Justiz, fir also zu sengem Recht ze kommen, soll hei zu Lëtzebuerg weider vereinfacht ginn. D'Aide judiciaire gëtt reforméiert a Prozesskäschte reduzéiert, d'Prozedure simplifiéiert. En neien nationale Rot vun der Justiz, an deem d'Riichter wäerte majoritär vertratt sinn, soll op där enger Säit d'Onofhängegkeet, mä awer och de gudden Fonctionnement vun de Riichter a vun de Geriichter zu Lëtzebuerg gewährleeschten.

Eng lescht Iwwerleeung, déi ech wollt uféieren, betrëfft d'Bénévolat an d'Volontariat. D'éierenamtlech Tätigkeet ass a meng Aen den Zement an dëser Gesellschaft. Ouni den Engagement vum Einzelne fir eng gemeinsam Saach, fir aner Leit, ouni eist Veräinsliwwen, ouni eist Pompees- a Rettungswiese wier Lëtzebuerg e Stéck méi aarm a géif virun allem och de Risiko vun engem Zerfallen a vun engem Zersplittere vun eiser Gemeinschaft entscheidend méi grouss ginn.

Dës Koalitioun wëllt duerch eng Partie vu Moosnamen de Bénévolat stäerken. Eng professionell Hëllefstellung ass eng vun deene Pisten. D'Ausdehnung vun dem System vun de Chèques-services accueil op aner Domäne wéi d'Créchen an d'Maisons relais eng aner. Munches kann ee sech och erwaarde vun enger klenger materieller Unerkennung, wéi zum Beispill iwwert d'Iddi vun der Teamkaart, wou en Zougank zu einzelnen öffentlechen Déngschtleeschungen soll fir Bénévoler méiglech gemaach ginn.

Dës Regierung wäert net derlaanscht kommen, an deem Beräich nei Initiativen ze huelen, fir déi gesellschaftlech Engagementer virun engem fatale Réckgank ze bewahren.

Dës net komplett Opzielung weist, wéi staark an nohalteg de Reformwëllen och an der Gesellschaftspolitik vun dëser Koalitioun ass. Hei wéi a villen anere Punkten ass d'Handschrëft och vun der LSAP onmëssverständlech ze erkennen. Déi zwee Partner hu sech openeen zoubeweegt a si konnt sech wäitgehend op wesentleche Punkten eens setzen. Loosse mer dës Chance notzen, konsequent an ouni onnëtz Zäit ze verléieren!

Merci.

►►► **Une voix.** - Très bien!

M. le Président. - Ech soen dem Här Bodry Merci. An elo huet d'Regierung d'Wuert. Den Här Statsminister Jean-Claude Juncker.

►►► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Alter ass eppes Schlémmes. Well wann ee méi al gëtt, erlieft een ëmmer erëm datselwech.

(Hilarité)

►►► **Une voix.** - Dat ass wouer.

►►► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Onofhängeg dovun, dass, soulaang wéi et Politik gëtt, de Ritual wäert deeselwech bleiwen, dass déi eng Saache gutt fannen, déi se eigentlech iwwerhaupt net gutt fannen, an dass déi aner Saache schlecht fannen, déi se eigentlech gutt fannen, a well mer doduerch eigentlech en eegene Bäitrag zur besserer Kredibilitéit vun der Politik géife leeschten, wa mer op déi Ritualer géife verzichten, anstatt eis géigesäitig opzufuerden, d'Kredibilitéit vun der Politik erëm hierzustellen, wollt ech e puer ofschléissend Bemierkungen hei maachen, nodeem ech de Kollegen, déi hei intervenéiert sinn, fir hir Interventiounen wollt Merci gesot hunn.

Ech géif fir d'éischt gären ee Bäitrag zur Éiererrettung vun deene Parteie maachen, déi periodesch obligéiert sinn, mat der CSV

an eng Regierung ze goen. Ech sinn elo, ech mengen, an der 5. oder 6. oder 7. Regierung - Dir zielt jo och net méi mat -, an ech hunn nach ni e Koalitionspartner vun der CSV do kenne geléiert, weder ee liberalen nach ee sozialisteschen, dee sech gekuscht a geduckt hätt an dee sech als schwache Koalitionspartner vu virera geoutet hätt, oder ënnerwee erkenne gelooss hätt, si géifen eigentlech just matmaachen, well se wëlte matmaachen a well se grad an deem Moment soss näscht méi ze dinn hätten.

Mir hunn ëmmer nëmmen a Regierunge gese, wou déi Partei, déi nach dra war, hir Roll gespillt huet, hir Kompetenzen, déi ministeriell an déi allgemeng politesch Zoustännegkeetskompetenzen ënnerstrach huet. An déi Kompetenz sinn en och ni streideg gemaach gi vun deenen aneren.

Dofir soll een eigentlech domat ophalen, ëmmer ze maachen, wéi wann et ee staarke Koalitionspartner géif ginn an ee schwache Koalitionspartner, an dee misst sech do dauernd kuschen. Dat ass net meng Fassong fir ze funktionnéieren.

An dofir hëllef an mengem Frënd Lux seng Zuelen - arithmetesch Akrobatien - hei net alles. Well dass 26 net 31 ass, Här Lux, Här President Lux, dat weess ech. Mä 26 ass méi wéi 13, dat wësst Dir och.

(Hilarité)

An dofir huet dat alles net vill Wäert, fir mat esou Zuelenoperatiounen ze fonctionnéieren, well nämlech ech der Meinung sinn, dass sech aus deenen Zuelen do, nodeem ech gesot hat, dass et keng zwou Zorte vu Koalitionsparteie géif ginn, iergendwellech Schlussfolgerungen zéie looschen.

All Partei huet hir eegen Dignitéit an all Partei mat Dignitéit muss déi Dignitéit och vun hirem Partner unerkannt kréien. Dofir soll ee sech doriwwer keng Suerge maachen. Onofhängeg dovun, dass et net stëmmt - mä déi Ausflug wëll ech haut net maachen, well dat huet net vill mat eiser Debatt ze dinn -, dass d'Koalitionspartner vun der CSV ëmmer verléieren an d'CSV ni. Dat ass net esou. Mä ech ka keen obligéieren, länger Exkursen an d'Geschicht ze maachen, fir feststellen, dass dee Saz, deen do ëmmer gesot gëtt, net richteg ass.

Mir hunn hei e laangen Exkurs héieren, vu mir selwer a vun deenen anere Kollegen, déi geschwat hunn, iwwert déi sougenannte sozial Selektivitéit an déi ganz Debatt, kontrovers, déi an all hiren Elementer ronderëm d'Notioun vum Sozialstat a vum Sozialofbau gravitéiert. Ech hunn zu deem Punkt - wéi soll ech dat soen - éischer eng atmosphäresch Ried gehalen, wéi eng Detailler indizéierend Ofhandlung iwwer alles dat, wat engem zu deem Thema kéint afalen.

Et ass jo ganz evident, dass mer Émorientéierungen a ville Beräicher brauchen. Dat huet jo och kee contestéiert. Net virun de Wahlen an net no de Wahlen. An esou séier wéi déi Émorientéierung mussen an d'Hand geholl ginn, kréie mer déi Debatt bei all Punkt nei. Ob mer dann elo am Sozialofbau sinn, ob mer am Sozialausbau sinn oder ob mer beim Sozialausbau sinn, a mir kucken och all Kéier, wéi een déi Begrëfflechkeet do op der Zäitschinn muss anescht kucken.

Well duerchaus kann haut eppes wéi Sozialausbau ausgesinn, wat an 20 Joer noutwendegerweis zum Sozialofbau gëtt. Déi pervers Kommutatioun muss een net vu vireran a Kaf huelen, wann ee Politik mécht.

Déi gréisste Form vu Sozialofbau ass fir mech déi maximal Form vu Statsverschuldung beispillsweis. Dat féiert riicht an de Sozialofbau, wann een déi net an d'Rei krit. Ergo huet een d'Obligatioun - dat ass Politik net vun engem Dag, mä vu fënnel Joer -, déi Verschuldungsspiral do an de Grapp an an de Grëff ze kréien.

Fir dat ze packen, huet munches ze geschéien, an dat éischt, wat ze geschéien huet, dat ass awer virun de Wahlen an no de Wahlen däitlech gemaach ginn, ass, dass een all Aspierungspotenzial, dat et am Budget gëtt, muss konsequent notzen, fir deem Zil do méi no ze kommen.

Da ginn och Zuele genannt, jee nodeem, wéi ee se brauch. Ech muss zouginn, dass dat mer heiansdo och virkënn, aus Onop-

mierksamkeit kënnt dat mer vir, net aus Schlechtegkeet, wéi bei aneren.

Duerfir war och dat eenzegt neit Element an där Debatt hei, dass den Här Gibéryen ugekënnegt huet, d'ADR géif elo eng fair an eng konstruktiv Oppositionspolitik maachen. A wann d'Debatt schonn nëmme stattfonnt huet, fir dass mer dat och emol erliewen déi nächst fënnef Joer, dann huet déi Debatt sech hei ouni all Zweifel gelount.

Virun de Wahlen hu mer déi Zuele vum Budget - de genannte Budgetsminister, dee war, ech mengen, zwee Deeg virun de Wahlen an der Finanzkommission, mat deem übleche mediateschen Opwand, an ech kann nëmme bedauern, mä ganz sécher sinn ech mer och net, dass Eenzelner net op deem sougenannten „Juncker on Tour“ derbäi waren. Dat wier lehrriich gewiescht, dann awer. Well do sinn déi Zuele genannt ginn, déi elo hei scheinbar offizialiséiert ginn. Doraus ass keen Hehl gemacht ginn, an et ass och iwwer Piste geschwat ginn.

Et gétt gesot, Dir sot eis net, wéi Der d'Pensionsproblematik léist. Do muss ech lech éierlech soen, esou wéi de Kolleeg Lux dat gesot huet, wann ech gëschter heihinner komm wier, gesot hätt, elo soen ech emol an zéng Punkten, bis wéini dass wat geschitt, da wiere ganz aner Saachen heibanne gesot ginn. Da wier gesot ginn, Dialog, da wier gesot ginn, Verhandlungen, da wier gesot ginn, Concertatioun, an da wier gesot ginn, Dir kënnt net einfach, ouni mat deenen anere Leit iwwer Äert Virhabe geschwat ze hunn, hei ënner Form vu Konklusioune scho politesch Décisioune virgekachter Natur eis op de Mëttesdësch stellen.

Duerfir hu mer verweisen - fir déi, déi gäre Konkretes hunn - op déi 14 Pisten, déi aus deem Grupp, deen de Sozialminister agesat hat virun de Wahlen, an déi dem Parlament virun de Wahlen zougeleet gi sinn, 14 Pisten, do hu mer decidéiert, iwwert déi 14 Piste mat de Sozialpartner ze schwätzen.

Dunn hunn ech de ganze Moien héieren, wat d'Tripartite alles soll maachen. Esou oft Tripartite kann ech iwwerhaupt net denken, wéi de Moie gesot ginn ass, dass d'Tripartite sech misst em d'Saache bekëmmen. Dass een awer bei grouse Sozialbléck mat de Sozialpartner muss schwätzen, dat ass jo ganz evident, an dass een dat net nëmme kann an der Tripartite maachen, dat ass nun awer wierklech ganz evident, fir dem Här Bausch seng Suerg do opzehiewen. Am Koalitionsaccord steet fir de Rescht, op der Sait 124, wann ech mech net iren, dass iwwert déi Froen do, d'Pensions- an d'Rentenreforméierungseffortë betreffend, d'Concertatioun tëscht Regierung a Parlament stattfënn.

An ech sinn och dergéint - dat ass awer eng Saach vun der Chamber -, der Tripartite emol esou Iddien ze ënnerbreeden, déi am Parlament entstinn. Fir mech ass d'Parlament deen éischte Pouvoir, net d'Tripartite. Et huet keng Regierung a kee Parlament sech der Tripartite ënnerzeuerdnen. Duerfir muss een awer do een Émgang matenee fannen, deen dätlich mécht, dass d'Chamber virgeet, dass d'Regierung sech hei muss concertéieren, dass mer Verhandlungen a Virverhandlungen mat de Sozialpartner musse féieren. Duerfir gétt d'Parlament net ausgeschalt. Et gétt wahrscheinlech fir säi Gustus iergendwann vill ze vill ageschalt. Dat kann ech lech elo schonn aus mengem vorausseilende Gefillsliwen eraus soen.

Ech halen et och fir kee Widdersproch, deen hei als Widdersproch monéiert ginn ass, an deen doranner géif bestoen, dass ee seet, d'Wirtschaft hätt dem Mënsch ze déngen, an da gläichzäiteg géif soen, et misst ee fir eng sougenannte kompetitiv Steuerlandschaft suergen. Déi zwou Saachen, déi sinn net widderspréchelech. Ansonsten ech gäre eng Motioun hätt, dass mer d'Betriebssteuer 3% iwwert den Duerchschnitt vun der OECD setzen, well mer jo d'Grousskapital wëlle bekämpfen a well mer eng gerecht Welt wëllen. Da maache mer dat.

» M. François Bausch (déi gréng).- Et muss net onbedéngt 5% bei...

» M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.- Neen, dat ass eng Zuel, gesitt Der...

» M. François Bausch (déi gréng).- Do steet eng konkret Zuel dran. Dat ass deen eenzege Punkt komescherweis, wou Der eng konkret Zuel dragelooss hutt.

» M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.- Dir liest jo zu Recht meng Rieden ëmmer no. Duerfir hutt Der fonnt, am État de la nation vum Joer 2008, dass se do drastoug an dass déi sech op e puer Joer géif maachen, an Dir hutt gesinn, dass des Kéier keng Zäitafel derbäi ass, am Géigesaz zu der Ried aus dem Joer 2008. Et ass also eng inhaltlech, och an der Zäit sech ofspillend Verännerung zu där Zäit, déi mer virun der Kris haten, an déi mer gemengt haten esou missen ze agencéieren, dass mer dat éischter kéinte maachen.

Iwwert déi gesellschaftspolitesch Reforme wëll ech näischt soen. Dir wësst heibannen, dobaussen, dass ech mech schonn e puermol zu deene Saachen do bekannt hat. Duerfir ass och d'Bewegungsfräiheet vun der CSV net onbedéngt an der Kategorie vun de politesche Surprises ënnerzebréngen, mä mir hätte gären als Regierung, dass déi Reforme grëndlech virbereet ginn an dass se séier vum Justizminister an d'Hand geholl ginn, woubäi ech net vun alle Bänken hei héieren hunn, wien da mat wat vu gesellschaftspolitesche Reformen a vun aneren ugeduechte Reformen net d'accord wier.

Ech ginn also dovun aus, beispillsweis, dass jiddwereen, all Fraktioun oder all bal Fraktioun mat deem Vorhaben zur Reform vum Gesetz vun 1978 iwwert den Avortement averstanen ass.

» M. Gast Gibéryen (ADR).- Dat huet jo kee gesot.

» M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.- Et ass einfach, vun engem, deen am Numm vun zwou Regierungsparteien eng Erklärung muss virleeën, ze verlaangen, dass deen zu all Punkt eppes seet, a wann een da fir eng Fraktioun vu véier schwätzt, bréngt een et emol net fäerdeg, zu den essenzielle Saachen ee Wuert ze soen.

» M. Gast Gibéryen (ADR).- An 20 Minutte kann een net alles soen.

» M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.- Jo.

» M. Gast Gibéryen (ADR).- Dir hat gëschter esou vill Riedezäit wéi Der wollt.

» M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.- Ech hu se awer net genotzt, aus Rücksicht an aus Frëndschaft op lech. An 20 Minutte kann een och Jo oder Nee soen.

» M. Gast Gibéryen (ADR).- Jo, awer net zu allem.

» M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.- Dir braucht net zu allem Jo an Amen ze soen, Dir kënnt och Nee soen, mä d'Land huet e Recht ze wësen, wou Der mat der Regierung net averstane sidd. An dat hutt Dir hei an dëser Debatt net gesot.

» M. Gast Gibéryen (ADR).- Mir hunn dat kloer an eisem Wahlprogramm stoen.

» M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.- Ah!

» M. Gast Gibéryen (ADR).- Mir hunn eis Meenung net geännert.

» M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.- Jo, mir hunn eis Meenung och net geännert. Dofir kann ee sech net...

» M. Gast Gibéryen (ADR).- Dann ass eis Meenung jo bekannt.

» M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.- Et geet jo awer net duer, dass een hei Wahlprogramm ausdeelt.

» M. Gast Gibéryen (ADR).- Et geet jo awer och net, datt Dir heihinner kommt an Dir interpretéiert engem eng Meenung hei zou, déi een net gesot huet.

» M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.- Also, Dir sidd net mat deem Vorhaben d'accord, fir den Homomariage ze maachen?

» M. Gast Gibéryen (ADR).- Mir hunn do eise kloer Wahlprogramm.

» M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.- Dir sidd net domat d'accord, dass d'Ausländerwahlrecht verbreedert gétt?

» M. Gast Gibéryen (ADR).- D'Wahlrecht, zum Deel dach.

» M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.- Dir musst also nach kucken, wat an Ärem Wahlprogramm dozou steet?

» M. Gast Gibéryen (ADR).- Neen. Et steet kloer dran: zum Deel dach.

» M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.- Dir wëllt also soen, et kann ee vun der Regierung verlaangen, elo, obscho mer fënnef Joer laang wëlle matenee regéieren, Zäit hunn, eis Politikemeter esou ze stéckelen, dass sech do-raus ee Kranz ergëtt. Dat kann een net kritiséieren, dass mer dat net maachen, an da selwer dat net mécht. An dat sinn eben Debatten, déi mer an deenen nächste Jore kréien.

Iwwert d'Struktur vun der Regierung wëll ech näischt soen, doriwwer kann ee laang schwätzen. Émmer, wa mer esou eng Regierung bilden, maachen ech mer esou en Idealzeenario. An ech misst se eigentlech numérotéieren, déi Idealzeenarien, déi der Rei no kommen, mä, vun dem zweeten Entworf un entfernt et sech vum Idealzeenario an da bleift et nach just een Zeenario.

An duerfir, jiddwereen, dee bei esou Übung schonn derbäi war, weess, dass et do villes ze bedenke gétt, an dass ee sech och villes kann anescht virstellen. Zum Beispill hätt ech mer och 1999 kënne virstellen, Här Bettel an Här Meisch, dass een och du schonn d'Classes moyennes bei d'Économie geluecht hätt. Dat hu mer awer net gemaach, hein?

» Une voix.- Mir hunn eis net duerchgesat kritt.

» M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.- Tjo!

» Mme Lydie Polfer (DP).- Awer net, well mir et net wollten.

» M. Xavier Bettel (DP).- Mir hätten et jo gäre kritt, Herr Juncker.

» M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.- Jo, jo,...

» M. Xavier Bettel (DP).- Den Här Boden wollt iwwerhaupt net.

» M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.- ...mä et ass net gemaach ginn. Wou ass dann den Ënnerscheid mat elo? Et gétt nach eng Kéier net gemaach.

(Interruptions diverses)

Dir hutt jo ëmmer gemengt, den Här Boden, dee géif do wüten an eng pervers Richtung. Elo war hie guer net derbäi, an et ass awer d'selwecht Ausgang. An duerfir: D'Struktur vun der Regierung, déi ergëtt sech aus villen Iwwerleeungen a setzt sech aus villen Elementer zesummen. All Mënsch weess, dass net ëmmer nëmme objektiv Elementer do matspillen.

Eis gréng Kollege froen, dass d'Regierung den Här Barroso net soll ënnerstëtze fir Kommissionspräsident. Dat ass ze spéit, well déi 27 Stats- a Regierungschefen hunn hie mëndlech a schrëftlech dem Parlament proposéiert, fir dass hie soll Kommissionspräsident ginn. Ech streide gäre mat lech - mä ech sinn awer net deem säi Spriecher -, wéi vill Neoliberalen a Grénges a Roudes a Schwaarzes an der Kommissioun Barroso ze fanne war, well deen huet Kommissäre

vun alle Parteie gehat. An iwwregens, bei deene 27 Regierungschefen, déi hien do proposéiert hunn, sinn der och derbäi, déi gréng Koalitionspartner an hire Länner hunn.

Dofir ass dat och eppes, wat ech net ka positiv begleeden, an et wier méi richteg, Dir géift mat de sechs Lëtzebuerger Kollegeen am Europaparlament e Gespréich doriwwer féieren: Wie soll ech stëmme? Well d'Regierung stëmmt net of. Dofir kann een d'Regierung hei net opfuerderen, vun enger Décisioun ofzegesinn, déi scho geholl ass.

Wie rechent eeschthaf domat, Här President, dass mer d'Procès-verbaux vun de Koalitionsverhandlungen géife publizéieren? Emol déi wahrscheinlech net, déi d'Motioun hei abruecht hunn. Duerfir wësse si déi Grénn, firwat dass si dergéint stëmme, wa se d'nächst Kéier an de Koalitionsverhandlungen derbäi wieren, an duerfir brauch ech dorop net laang anzegoen.

Par contre sinn ech der Meenung, dass an de Motioun 4 a 5, déi si jo vun de gréng Kollegeen ënnerstëtzt ginn, also si se zoulässeg, Här President, also muss ech mech domadder beschäftegen.

D'Motioun N°4 huet Usazelementer, déi mer gutt gefalen, mä an deem Mooss, Här Hoffmann, wou d'Regierung jo proposéiert huet, e PIB du bien-être ausschaffen ze loossen, an an deem Mooss, wou selbstverständlech déi Elementer, déi den Développement humain betreffen, mussen Agank fannen, ansonsten et jo kee PIB du bien-être wier, an an deem Mooss, wou de Conseil supérieur vum Développement durable mat implizéiert ass, wann dee PIB du bien-être ausgeschafft gétt, mengen ech, dass mer zu deemselwechte Resultat kënne komme mat deem, wat mer amgang sinn ze maachen, wéi dat, wat largement richteg vum Här Hoffmann hei a senger Motioun als valabel Zilsetzung opgefouert ass. Duerfir géif ech also bieden, déi Motioun net positiv ze gesinn, mä drop hinzewiesen, wat d'Regierung souwisou wëlles huet.

Déi fënnf iwwert deen Observatoire des inégalités, wat e bësse Famill ass och nach mat där Motioun N°4: Et ass net eis Absicht, esou en Observatoire opzerichten, well mer net wëssen, wéi vill Administratives dass dat erëm mat sech bréngt. Allerdéngs fannen ech déi Iddi gutt, all zwee Joer, soe mer emol, och zu Lëtzebuerg esou e Räichtumsan Aarmutsrapport ze maachen, wéi dat an Däitschland gemaach ginn ass, mat deem Material, wat eis dann zur Verfügung steet.

Par contre, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wier ech ganz frou, wann Dir déi éischt Motioun géift stëmme, déi liicht mer an.

(Hilarité)

» Une voix.- Très bien!

» M. le Président.- Ech soen dem Här Statsminister Merci, a mir kéimen dann elo zu der Diskussioun an zum Vote vun de Motiounen.

Motion 1

Ech hunn hei fir d'Alleréischte d'Motioun vum Här Jean-Louis Schiltz. Wëllt nach een dozou Stellung huelen?

» M. André Hoffmann (déi Lénk).- Jo.

» M. le Président.- Den Här Hoffmann huet d'Wuert.

» M. André Hoffmann (déi Lénk).- Ech géif et eigentlech bedauerlech fannen - ech hunn am Prinzip keng Zäit méi, soit -, wann

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Jeudi,
30 juillet 2009

déi Motioun 4, 5 einfach elo mat Majoritéitsbeschluss géifen ofgelehnt ginn. Dann ass am Fong geholl d'Diskussioun iwwert déi zwou Motiounen elo emol ofgeschloss. Duerfir géif ech mer eigentlech wënschen, an ech ka mer och virstellen, dass eng, ënner Ëmstänn och differenziéiert, Diskussioun iwwert déi Motioun kéint stattfannen do duerch, dass ee se an eng Kommissioun iwwerweist, wou se da kéinten diskutéiert ginn. An ech géif mengen, an deenen zwee Fäll wier d'Commission du Développement durable méiglecherweis déi, déi sech kéint mat de Propositione vun deenen zwou Motiounen ausenanersetzen, fir ze kucken, wat een da konkret doräuser kéint maachen.

» **M. le Président.** - Här Hoffmann, mir kommen dann awer vläicht elo zu der Ofstëmmung iwwert déi éischt Motioun, well ech hat eigentlech gefrot, ob ee wëllt d'Wuert huelen zu der éischter Motioun. Ech gesinn, et ass soss keng Wuertmeldung méi do. Kënne mer dann doriwwer zum Vote iwwergoen?

(Assentiment)

Ass de Vote à main levée oder de Vote électronique gefrot? Hei gëtt de Vote électronique gefrot.

Vote sur la motion 1

De Vote geet un. De Vote par procuration. Fin du vote.

D'Motioun 1 ass ugeholl mat 38 Jo-Stëmmen, bei 19 Nee-Stëmmen a kenger Abstention.

Résultat définitif après redressement: la motion 1 est adoptée avec 39 voix pour et 21 voix contre.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt (par M. Marc Spautz), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Ben Fayot), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz.

Ont voté non: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner (par M. Fernand Etgen);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Jean Colombero (par M. Gast Gibéryen), Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Fernand Kartheiser) et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Motion 2

Da kéime mer zu der Motioun N°2 vum Här François Bausch. Wëllt nach een dozou d'Wuert froen? Den Här Bettel huet d'Wuert.

» **M. Xavier Bettel (DP).** - Här President, iwwert d'Motioun vum Här Bausch kënnt ee sech d'Fro stellen - esou wéi och den Här Statsminister scho gesot huet, am Fong, dass op den EVP-Kongresser den Här Barroso jo scho genannt ginn ass a jubelt ginn ass, an dass och d'Regierungschefe sech jo decidéiert hunn, fir den Här Barroso ze nennen -, an dowéinst kënnt ee sech d'Fro stellen, ob et net Moutarde après d'iner ass, andeems mer d'Regierung géifen opfuerderen, den Här Barroso net ze souteneren, well dat jo schonn de Fall ass.

Dowéinst géife mir, wann déi Motioun esou géif presentéiert ginn, eis enthalen. Och wa mer am Prinzip, Här President, averstane sinn, ass et eben ze spéit, fir elo nach eppes ze soen. Et ass scho geschitt am Fong, d'Regierung huet e jo schonn ënnerstézt.

» **M. le Président.** - Den Här Bausch huet d'Wuert.

» **M. François Bausch (déi gréng).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Contraire zu deem, wat hei soll vermëttelt ginn, datt do alles gelaf wier, ass meng Fraktioun net der Meenung, datt hei scho längstens alles gelaf wier. An ech sinn och fest der Iwwerzeugung, datt mer do nach Diskussiounen, och erëm eng Kéier nei Dis-

kussiounen am Conseil des Ministres wäerte kréien.

Natierlech ass eng éischt Décisioun geholl ginn am Conseil des Ministres européens, fir den Här Barroso ze ënnerstézen, mä am September ginn ech emol dovunner aus, datt d'Welt eventuell erëm ganz anescht wäert ausgesinn, an ech mengen, datt duerfir déi Fro do sech duerchweebs nach eng Kéier och am Ministerrot ka stellen.

An ech muss och soen, et ass da leider esou, datt d'Regierung eng positiv Décisioun geholl huet. Et muss ee sech och emol eng Kéier Froe stellen, ënner wat fir engem Mandat datt déi geholl ginn ass. Déi ass geholl ginn nom 7. Juni, wann ech dat richtege an Erënnerung hunn, also dat heescht, éier déi nei Regierung stoung.

Dat werft och eng Rei Froen op. Mä dat ass awer elo näischt Iwwerraschendes am Bezuch zu dem Spill tëschent de Regierungsmemberen am Conseil des Ministres an der Kommissioun am Kontext vun esou Nominatiounen, an deemspriechend och d'Recksprooch mat der nationaler Politik an den nationale Parlaenter. Mä soit, dat ass eben esou geschitt.

Ech mengen, datt déi Fro do wäert aktuell bleiwen, an duerfir wäerte mir eis Motioun och oprechterhalen.

» **M. le Président.** - Den Här Spautz huet d'Wuert.

» **M. Marc Spautz (CSV).** - Ech wollt just soen, dass vir drun iergendwéi eng Procuration net gaangen ass. D'Madame Arendt huet selbstverständlech mat oui gestëmmt.

» **M. le Président.** - Mir redresséieren dat. Den Här Statsminister huet d'Wuert elo.

» **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Ech wëll just dem Här Bausch soen, dass déi Suggestioun, déi d'Regierungschefen dem Parlament gemaach hunn, entre-temps d'Form vun enger formeller Décisioun ugeholl huet. Duerfir kann een net eng Ënnerstëtzung oder eng Ernennung, déi ee matgemaach huet, zréckzéien. Duerfir ass déi Motioun einfach, wéi den Här Bettel dat och gesot huet, net akzeptabel, andeems ech allerdinge wëll soen, dass déi sechs liberal Regierungschefen an der Europäescher Unioun ni op den EVP-Kongresser vertrauede sinn, an dass déi awer och, a besonnesch déi, mat der Proposition d'accord waren, fir den Här Barroso ze nennen.

Ansonsten, fir mech ass déi Saach, wann ee se esou kann nennen, net gelaf. Ech hunn esou guitt Kontakter mat der grénger Fraktioun am Europaparlament wéi Dir. Ech weess dat och.

» **M. le Président.** - Den Här Bettel huet d'Wuert.

» **M. Xavier Bettel (DP).** - Ech wëll just soen, dass ech net responsabel si fir déi aner liberal Regierungschefen an Europa an duerch d'ganz Welt, Här President.

(Hilarité et interruptions)

Ech muss lech dat leider matdeelen. Ech wëll lech awer just soen, dass d'Positioun vun eisem Vertrieeder am Europaparlament, dem Charles Goerens, kloer ass, an déi ass an d'ärselwechter Linn wéi déi, déi ech hei verteidegt hunn.

» **M. le Président.** - Sou, da kéime mer elo zum Vote iwwert déi Motioun. Kënne mer do par main levée ofstëmmen? De Vote électronique ass verlaangt.

Vote sur la motion 2

Da geet de Vote elo un. Fin du vote.

Déi Motioun ass ofgelehnt gi mat 37 Nee-Stëmmen, bei 13 Jo-Stëmmen an 9 Abstentionen.

Résultat définitif après redressement: la motion 2 est rejetée avec 39 voix contre, 12 voix pour et 9 abstentions.

Ont voté oui: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Félix Braz);

MM. Jean Colombero (par M. Gast Gibéryen), Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Fernand Kartheiser) et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt (par M. Marc Spautz), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar,

Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Alex Bodry), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz.

Se sont abstenus: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner (par M. Fernand Etgen).

Motion 3

Mir kéimen dann zur Diskussioun an zum Vote iwwert d'Motioun N°3 vum Här Hoffmann. Ass do nach eng Wuertmeldung? Den Här Bettel freet d'Wuert.

» **M. Xavier Bettel (DP).** - Här President, ech soen dem Här Hoffmann Merci, dass en dës Motioun déposéiert huet. Ech wëll drun erënneren, dass 2004 mir selwer esou eng Motioun deposéiert haten, déi leider vun der Majoritéit a vun der Sozialistescher Aarbechterpartei, déi se jo awer och gefrot hate fënnef Joer vir drun, net gedroe ginn ass. Ech géif mech jo freeën, Här President, wann elo d'Sozialistescher Aarbechterpartei dann op déi eege Motioun géif zréckkommen an dës dann och géif ënnerstézen. D'Fraktioun vun der Demokratescher Partei wäert selbstverständlech dës Motioun dann och matdroen.

» **M. le Président.** - Soss nach eng Wuertmeldung? Wann dat net de Fall ass, huelen ech un, datt hei och de Vote électronique verlaangt ass. Da kéime mer elo zur Ofstëmmung iwwert déi Motioun.

Vote sur la motion 3

De Vote fänkt un. Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun 3 ass rejezéiert mat 38 Nee-Stëmmen, géint 21 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: la motion 3 est rejetée avec 39 voix contre et 21 voix pour.

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner (par M. Fernand Etgen);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Félix Braz);

MM. Jean Colombero (par M. Gast Gibéryen), Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Fernand Kartheiser) et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt (par M. Fernand Boden), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Marc Angel), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz.

Motion 4

Mir kéimen dann zur Diskussioun an zum Vote iwwert d'Motioun N°4 vum Här Hoffmann. Sinn dozou Wuertmeldungen? Den Här Hoffmann huet d'Wuert.

» **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Ech war jo e bësse virschnell vir drun. Also, nach eng Kéier, fir dass d'Diskussioun net einfach hei ofgewiergt gëtt duerch e Vote opgrond vun der Recommendation vum Premier, géif ech proposéieren, dass mer déi zwou Motiounen weiderginn an d'Commission du Développement durable.

Ech gesi bei der Fro vum Observatoire des inégalités keng spezifesch aner Kommissioun, déi elo genausou dorobber géif passen, an ech mengen, dass dat och eng Fro vun der nohalteger Entwécklung ass, an an där Motioun iwwert d'nohalteger Entwécklung gëtt jo och dee Problem vun den Inégalitéiten nach eng Kéier ernimmt.

» **M. le Président.** - Ass dozou keng aner Wuertmeldung? Den Här Statsminister huet d'Wuert.

» **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Här President, ech hunn déi Motiounen net ofgeschmettert.

» **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Dat hunn ech och net gesot.

» **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Ech mengen, et mécht och kee Sënn, Här Hoffmann, wann Dir lech déi nächst Joren hei nach just wëllt victimiséieren. Ech fannen dat keng guitt Approche.

» **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Ech hu keng Victimisatioun gemaach! Ech hu mech net victimiséiert!

» **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Ech hunn lech a fënnef Punkten zu deene Motiounen geäntwert, andeem ech gesot hunn, dass ech deene vill Vertuen a Qualitéiten zouerkenne, mä dass mer aner Instrumenter hunn, fir zu deemselwechte Resultat ze kommen. Ech géif d'Chamber bidden, déi Motioun ofzelehnen.

» **M. le Président.** - Wann da keng Wuertmeldung iwwert déi Motioun méi ass, kéime mer och do zur Ofstëmmung. Ech huelen un, datt och hei de Vote électronique verlaangt ass.

Vote sur la motion 4

De Vote geet un. Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun 4 ass ofgelehnt mat 39 Nee-Stëmmen,...

» **Plusieurs voix.** - Ah! Ah!

» **M. le Président.** - ...bei 17 Jo-Stëmmen an dräi Enthaltungen.

(Brouhaha)

Résultat définitif après redressement: la motion 4 est rejetée par 39 voix contre, 17 voix pour et 4 abstentions.

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner (par M. Xavier Bettel);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Félix Braz);

M. André Hoffmann.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par Mme Christine Doerner), Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Alex Bodry), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz.

Se sont abstenus: MM. Jean Colombero (par M. Gast Gibéryen), Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Fernand Kartheiser) et Fernand Kartheiser.

Motion 5

Mir kéimen dann zu der Diskussioun an zum Vote vun der leschter Motioun. Dat ass och eng Motioun vum Här Hoffmann.

Wëllt nach do een d'Wuert dozou huelen?

Dat schéngt net de Fall ze sinn. Da kéime mer och direkt zum Vote iwwert déi Motioun.

Vote sur la motion 5

De Vote geet un. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

Och déi Motioun ass ofgelehnt mat 43 Nee-Stëmmen, bei 16 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: la motion 5 est rejetée par 43 voix contre et 17 voix pour.

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner (par M. Fernand Etgen);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch).

M. André Hoffmann.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt (par M. Marc Spautz), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. Jean Colombero (par M. Gast Gibéryen), Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Fernand Kartheiser) et Fernand Kartheiser.

Domat wäre mer dann och um Schluss vun der Debatt iwwert d'Regierungserklärung. Mir kéimen dann zum nächste Punkt vun eiselem Ordre du jour. Leschte Punkt: de Vote iwwert de Projet de loi 5156A iwwert den Aferschütz. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madame Christine Doerner. Madame Doerner, Dir hutt d'Wuert.

5. 5156A - Projet de loi renforçant le droit des victimes d'infractions pénales et portant modification

- du Code d'instruction criminelle;

- du Code pénal;

- de la loi modifiée du 12 mars 1984 relative à l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction et à la répression de l'insolvabilité frauduleuse;

- de la loi modifiée du 16 juillet 1986 relative à certains modes d'exécution des peines privatives de liberté;

- de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse (suite)

Rapport complémentaire de la Commission juridique

» Mme Christine Doerner (CSV), rapportrice. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëse Projet ass net méi a net manner wéi eng ganz kleng Retouche vum Aferschützgesetz.

D'Saach ass déi hei: An hirem Rapport vum 29. Abrëll 2009 war sech d'Kommissioun eens, mat op de Wee vum Conseil d'État ze goen a kee Recours géint eng Décision de classement sans suite vum Procureur d'État zouzeloossen. Domadder war d'Décision ganz kloer vun der Kommissioun geholl ginn, den ursprünglechen Artikel 6 ze sträichen.

An der Opreegung war awer ennerlooss ginn, den Artikel 5 vum selwechte Projet unzepassen, dee sech jo op dëse Recours referéiert huet. An der Plenarsitzung du vum 6. Mee 2009 huet d'Chamber eestëmmeg dëse Projet mat deene sougenannte kleng materiellen Dréckfeeler ugeholl.

Et war schlussendlech de Conseil d'État, deen eis op dës Kontradiktiounen opmierksam gemaach huet, andeems en, an zu Recht, d'Dispens vum zweete Vote verweigert huet.

Fir elo all Mëssverständniss ze redresseieren an e komplett sécheren a klore Gesetzestext op d'Welt ze setzen, proposéieren ech dëser Chamber, dësem Projet de rapport complémentaire, deen d'Kommissioun gëschter ugeholl huet, zouzestëmmen.

Dësen zousätzleche Gesetzesprojet ass also näischt aneres, wéi eng minimal Noarbecht um Projet de loi 5156A renforçant le droit des victimes d'infractions pénales. Mat Ärem Vote ass dësen Text elo sënnegeméiss besser ze verstoen.

Ech ginn och mengersäits den Accord vu menger Fraktioun.

» Plusieurs voix. - Très bien!

» M. le Président. - Ech soen der Madame Rapportrice, der Madame Doerner, Merci. Wëllt nach een dozou d'Wuert ergräfen? Den Här Bettel huet d'Wuert.

Discussion générale

» M. Xavier Bettel (DP). - Här President, ech soen der Madame Doerner Merci fir déi kleng Retouche, déi se hei soulevéiert huet.

Ech wëll just soen, dass an deem doten Text nämlech e kleng Problem war, deen opgeworf ginn ass gëschter an der Kommissioun: Dat ass deen iwwert den Délai.

Et steet nämlech keen Délai dran, wéi laang eng Persoun ka beim Procureur général intervenéieren, fir ze soen, dass se net mat enger Décision de classement averstanen ass. Mir hunn op Insistance och vu Majoritéitsdeputéierten an de Rapport eng Note gemaach, fir dorop opmierksam ze maachen. Mä et ass net gutt, wa keen Délai an esou engem Text drasteet.

Mir krute gesot, den Délai misst räsonnabel sinn oder et cetera, et cetera. Et steet keng Definition op jidde Fall dran, wéi laang den Délai ass. Dat ass net ganz gutt. Mir wäerten dësen Text selbstverständlech awer och stëmmen, mä, wéi gesot, wier et och besser gewiescht, wann en Délai vläicht dragestanen hätt. Mä mir sinn eis och bewosst, dass, wann en Délai dra gewiescht wier, vläicht de Conseil d'État da gesot hätt, dass et e richteg Recours wier, an och net averstane wier. Dat heescht, dat doten ass eng Kompromëssléisung gewiescht.

Ech soen lech Merci.

» M. le Président. - Ech soen dem Här Bettel Merci. Nach eng Wuertmeldung zu deem Projet de loi?

Dat schéngt net de Fall ze sinn. Da kéime mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5156A ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen, bei 1 Abstentioun.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 5156A est adopté par 58 voix pour et 2 abstentions.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt (par M. Norbert Hauptert), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Ben Fayot), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner (par M. Xavier Bettel);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Félix Braz);

MM. Jean Colombero (par M. Gast Gibéryen), Gast Gibéryen et Jacques-Yves Henckes (par M. Fernand Kartheiser).

Sommaire des sessions extraordinaires 2009

1^{re} session extraordinaire

Ouverture de la session extraordinaire 2009	page 1
Vérification des pouvoirs	pages 1 + 2
Procédure d'assermentation	page 2
Allocution de M. Lucien Weiler, Doyen	pages 2 + 3
Élection du Bureau et renouvellement de la nomination du Secrétaire général	page 3
Validation des élections européennes	page 3

2^e session extraordinaire

Clôture de la 1 ^{re} session extraordinaire 2009 et ouverture de la 2 ^e session extraordinaire 2009	page 4
Prestation de serment de trois élus	page 4
Vérification des pouvoirs et prestation de serment des suppléants	pages 4 + 5
Élection du Bureau et renouvellement de la nomination du Secrétaire général	page 5
Allocution du Président sortant	page 5
Allocution du Président élu	pages 5 + 6
Élection du Bureau et renouvellement de la nomination du Secrétaire général (suite)	page 6
Constitution des groupes politiques	page 6
Institution de la Conférence des Présidents	page 6
Constitution des commissions parlementaires réglementaires et permanentes	page 6
Délégations auprès des Assemblées parlementaires internationales	pages 6 + 7
Déclaration de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, concernant le programme gouvernemental	pages 8-11
Programme gouvernemental annexé à la déclaration gouvernementale de M. le Premier Ministre	pages 11-35
Communications	pages 35-36
6041 - Proposition de loi visant à réviser les articles 4. (1) et 4. (2) de la loi du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum;	
6042 - Proposition de loi portant modification de la loi du 24 décembre 1990 sur la préretraite	
et	
6044 - Proposition de loi portant modification de la loi du 25 juillet 2002 concernant l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle	page 36
Délégations auprès des Assemblées parlementaires internationales	page 36
Déclaration concernant le programme gouvernemental:	
- Débat	pages 36-50
5156A - Projet de loi renforçant le droit des victimes d'infractions pénales et portant modification	
- du Code d'instruction criminelle;	
- du Code pénal;	
- de la loi modifiée du 12 mars 1984 relative à l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction et à la répression de l'insolvabilité frauduleuse;	
- de la loi modifiée du 16 juillet 1986 relative à certains modes d'exécution des peines privatives de liberté;	
- de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse	page 50

Se sont abstenus: M. Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Wëllt een déi Abstentioun begrënnen? Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

Entschëllegt, den Här Kartheiser huet d'Wuert.

» M. Fernand Kartheiser (ADR). - Här President, villmools Merci. Dir Dammen an Dir Hären, ech hu mech bei dësem Vote enthalen. Ech hat, well ech jo ganz nei an der Chamber sinn, net déi Geleeënheet, bei de Viraarbechten, déi bis elo un deem Afferchutzgesetz gemaach sinn, iergendwéi deelzehuelen.

Et si verschidden Dispositionen an deem Gesetz, déi mer Suerge maachen, notament wat rechtsstaatlech Aspekter ugeet. Ech mengen, et hätt missen deenen Awänn vun der Justiz respektiv vum Conseil d'État méi Rechnung gedroe ginn, wéi dat an der Commission juridique de Fall war.

Ech erkennen awer och un, datt verschidden Elementer an deem Gesetz Progrësen duerstellen, an dat erkläert meng Enthaltung zu dësem Projet.

Ganz allgemeng wëll ech nach eng kéier dorop opmierksam maachen, datt et ganz wichteg ass, an eise Gesetz d'rechtsstaatlech Grondprinzipië voll ze respektéieren an och esou ze légiféieren, datt et keng Interpretatioun kënne ginn, déi zum Beispill hei an dësem Fall och der Autorité parentale kéinten aschränkend géintiwuerstoen.

Villmools Merci.

» M. le Président. - Ech soen dem Här Kartheiser da Merci fir d'Begrënnung vu senger Enthaltung.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, domadder si mir um Enn vun dëser Sitzung ukomm, déi lescht virun der Vakanz, woubäi Vakanz vill gesot ass, well d'Kommissiounen hir Aarbechte schonn direkt opgeholl hunn an och nach wäerten an deenen nächsten Deeg zesummekommen. Si hunn dann och schonns Datume fir den Ufank September fixéiert - dat, fir ze ennersträchen, datt dës Chamber d'Défien, déi sech hir stellen, mat Effet immédiat opgeholl huet a keng Zäit verléiere wäert, fir mat hirer legislativer Aarbecht weiderzefueren.

Um Niveau vun eisen öffentleche Sitzunge wäerte mir eis dann den zweeten Dënschdeg am Oktober erëmgesinn, esou wéi eis Verfassung dat virgesäit.

Ech wënschen lech, och de Membere vun der Regierung, eng schéin, wann och fir déi Allermeescht vun lech wahrscheinlech eng kuerz, trotzdeem ganz erhuelsam Vakanz, an hoffen lech alleguerter gesond a monter bei der Rentrée erëmzugesinn.

Dir Dammen an Dir Hären, domat ass d'Sitzung opgehewen.

Merci.

(Fin de la séance publique à 12.48 heures)

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
Session ordinaire 2008-2009		
3319	Anne Brasseur	Programme d'aide au sevrage tabagique du Ministère de la Santé
3336	Félix Braz	Double nationalité
3341	Laurent Mosar	Finition de l'itinéraire culturel Vauban (Circuit Vauban)
1^{re} session extraordinaire 2009		
0001	Eugène Berger	Comité d'école dans l'enseignement fondamental
0002	Xavier Bettel	Transposition des directives communautaires
0004	Jean Colombero	Traitement du diabète à l'aide de l'insuline Glargine
0006 urgente	Eugène Berger	Progrès de la réforme de l'enseignement fondamental
0008	Jean Colombero	Réserve de Tamiflu
2^e session extraordinaire 2009		
0015	Henri Kox	Contributions financières attribuées par l'État aux communes dans le cadre du pacte logement
0019	Xavier Bettel et Claude Meisch	Accueil d'anciens détenus du camp de Guantánamo au Luxembourg

Session ordinaire 2008-2009

Question 3319 (4.5.2009) de **Mme Anne Brasseur** (DP) concernant le **programme d'aide au sevrage tabagique du Ministère de la Santé**:

Depuis le 8 janvier 2008, tous les fumeurs assurés auprès de la Caisse Nationale de Santé peuvent participer au programme d'aide au sevrage tabagique du Ministère de la Santé. Ce programme d'aide au sevrage tabagique prévoit des consultations régulières chez le médecin de son choix pendant une durée de huit mois. Les différentes consultations médicales sont prises en charge aux taux de remboursement normaux, alors que les médicaments de sevrage sont remboursés à hauteur de 50% à la fin du programme (au 8^e mois), avec un maximum remboursé de 100 euros.

Il me revient que des personnes ayant suivi avec succès ce programme attendent toujours, après plusieurs mois, d'être remboursées.

Dans ce contexte, j'aurais aimé poser les questions suivantes:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de ces retards?
- Quelles en sont les raisons?
- Comment entend-il y remédier?

Réponse (22.7.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

Dans le cadre du programme d'aide au sevrage tabagique, la nomenclature des actes et services médicaux prévoit une consultation spéciale d'initialisation (tarif E40 - Consultation suivie du traitement d'initialisation en vue du sevrage tabagique dans le cadre du programme pilote d'aide au sevrage tabagique), ainsi qu'à la fin du traitement une consultation de bilan du traitement (tarif E45 - Consultation suivie du bilan final et de l'établissement de la feuille d'évaluation dans le cadre du programme pilote d'aide au sevrage tabagique). La position E45 ne peut être mise en compte au plus tôt après huit mois à compter de la date de la position E40.

C'est au moment où les conditions de la mise en compte de ces deux tarifs et du délai sont réunies, que le système informatique de la Caisse Nationale de Santé (CNS) libère le remboursement des médicaments utilisés pendant le sevrage. Or, il s'est avéré que certains médecins n'ont pas mis en compte le tarif spécial E40, mais une consultation normale (notamment le tarif C1 - Consultation du médecin généraliste) au début de la cure de sevrage. Dès lors le programme informatique de contrôle n'était pas en mesure d'établir le lien entre cette consultation et le traitement de sevrage. Afin de pa-

rer à l'inconvénient pouvant résulter du refus de remboursement des médicaments, la CNS accepte entre-temps que le début du traitement puisse être reconnu également dans le cas où le médecin traitant met en compte une consultation normale lors de l'initialisation du traitement au lieu de la consultation spéciale majorée E40. Tous les cas de refus ayant pu être générés par cette incompatibilité d'encodage ont été, ou seront redressés.

Question 3336 (13.5.2009) de **M. Félix Braz** (*déi gréng*) concernant la **double nationalité**:

La loi sur la nationalité luxembourgeoise, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2009, accepte désormais le principe de la multiple nationalité. Les services communaux responsables d'informer les candidats ou potentiels candidats à la nationalité sur les nouvelles dispositions de la loi sont presque immédiatement confrontés à la question du maintien ou non de la nationalité d'origine en cas d'acquisition de la nationalité luxembourgeoise. Sachant très bien que les candidats à la nationalité devront également se renseigner auprès des autorités compétentes de leur pays d'origine (ambassade, consulat,...) avant d'entamer une demande, j'aimerais savoir de la part du Ministre de la Justice:

- Afin de garantir une meilleure information de la part des communes ou encore pour faciliter le travail des associations d'étrangers ne serait-il pas opportun de dresser une liste des pays membres de l'Union européenne, ou plus élargie, qui acceptent le principe de la nationalité multiple?

- Le Ministère de la Justice ne dispose-t-il pas déjà d'une telle liste? Dans la positive, ne devrait-elle pas être diffusée?

Réponse (6.8.2009) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Justice*:

Entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2009, la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise a généralisé le principe de la double ou multiple nationalité. Contrairement à la législation antérieure, l'étranger, qui souhaite acquérir la nationalité luxembourgeoise, n'est plus obligé de renoncer à sa nationalité d'origine. Par ailleurs, on ne perd plus automatiquement la nationalité luxembourgeoise en cas d'acquisition volontaire d'une nationalité étrangère.

Les autorités luxembourgeoises ne peuvent pas garantir aux intéressés une double ou multiple nationalité. En effet, le principe de la double ou multiple nationalité doit

être admis non seulement par la loi luxembourgeoise, mais également par la loi du pays d'origine de l'intéressé.

Diffuser une liste de pays, qui acceptent le principe de la double ou multiple nationalité, serait un avantage certain. Toutefois, une liste fiable, complète et régulièrement mise à jour n'existe, ni sur le plan européen ou international, ni sur le plan national.

Afin d'acquérir une double ou multiple nationalité, le candidat à la nationalité luxembourgeoise doit donc se renseigner préalablement auprès des autorités compétentes de son/ses pays d'origine (par exemple: ambassade ou consulat), afin de savoir s'il peut conserver sa/ses nationalité(s) étrangère(s) en cas d'acquisition de la nationalité luxembourgeoise par voie de naturalisation/recouvrement.

Question 3341 (28.5.2009) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant la **finition de l'itinéraire culturel Vauban (Circuit Vauban)**:

Lors d'une réunion de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture en date du 30 mars 2009, Madame la Secrétaire d'État, Octavie Modert, a présenté un avant-projet de loi relatif à la finalisation du Musée de la Forteresse et du circuit Vauban.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Quelles suites ont été réservées à l'avant-projet de loi précité?

- Quand le Ministère pense-t-il déposer ledit projet de loi?

- Si le Ministère est à même de prévoir quand les travaux d'extension du circuit Vauban pourront approximativement être entamés voire terminés?

Réponse (30.7.2009) de **Mme Octavie Modert**, *Ministre de la Culture*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Monsieur Laurent Mosar concernant la finition de l'itinéraire culturel Vauban, dit «circuit Vauban», j'ai l'honneur d'apporter les informations suivantes:

Le Conseil d'État est saisi du projet de loi relatif à l'achèvement du Musée de la Forteresse de Luxembourg dans le réduit du Fort Thüngen et de la mise en valeur de certaines parties de la forteresse du Luxembourg, qui concerne également le circuit Vauban.

La poursuite des travaux concernant à la fois le Musée et le circuit ne pourra se faire qu'une fois la loi entrée en vigueur.

J'ai cependant demandé au Service des Sites et Monuments nationaux de faire fonctionner entre-temps un tracé provisoire qui passera, dans une première étape, par la rue des 3 Glands, encore appelée «Hiel». Ce tracé sera opérationnel au printemps 2010.

1^{re} session extraordinaire

Question 0001 (8.7.2009) de **M. Eugène Berger** (DP) concernant le **comité d'école dans l'enseignement fondamental**:

La loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental prévoit entre autres la constitution d'un comité d'école pour chaque établissement scolaire de l'enseignement fondamental. Il me revient toutefois que dans différents établissements ce comité n'aurait pas encore été mis en place.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle me dire si ces comités d'école ont entre-temps été constitués dans chaque établissement scolaire de l'enseignement fondamental?

- Dans la négative, combien d'écoles ne disposent pas encore d'un tel comité? Dans quels délais peut-on s'attendre à la constitution des comités encore manquants?

Réponse (30.7.2009) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

152 écoles au sens de l'article 35 de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental ont été identifiées par les autorités communales. 151 écoles ont proposé un président du comité d'école; pour la 152^e école, mes services viennent de contacter les autorités communales concernées pour évoquer les possibilités de solution.

Question 0002 (10.7.2009) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant la **transposition des directives communautaires**:

Dans les pages d'un hebdomadaire luxembourgeois, un juge de la Cour européenne de Justice a déclaré que le Grand-Duché compte toujours parmi les mauvais élèves en matière de transposition des directives communautaires, retards qui placent le Luxembourg en queue de peloton parmi les États membres de l'Union européenne. Monsieur le Ministre délégué avait affirmé que de grands efforts avaient été faits pour résorber ce retard et que la situation s'était améliorée.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre délégué aux Affaires étrangères:

- Monsieur le Ministre délégué aux Affaires étrangères peut-il fournir le relevé des directives qui n'ont pas encore été transposées en droit luxembourgeois? De combien le délai de transposition se trouve-t-il dépassé dans les différents cas?

- Quelles en sont les raisons respectives?

- Pour quelles des directives visées notre pays a déjà été mis en demeure par la Commission européenne, voire se trouve cité devant la Cour de Justice des Communautés européennes en raison de non-transposition?

Réponse (22.7.2009) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration*:

En réponse à la question de l'honorable Député, je tiens à rappeler qu'il ressort du tableau d'affichage n°19 publié par la Commission européenne le 16 juillet 2009, que le Luxembourg a fait des progrès et affiche un déficit de 1,7% ce qui le place à la 22^e place sur 27.

Par rapport au tableau d'affichage antérieur, le Luxembourg a réduit son déficit de transposition de neuf directives. Seule Chypre a fait mieux avec une réduction de onze directives.

Le Luxembourg a ainsi réduit son déficit de transposition d'année en année et ce depuis le début de la législature passée. En conséquence, le déficit a pu passer de 4,0% en juillet 2005 à 3,3% en juillet 2007 pour arriver au meilleur résultat en date avec un déficit de 1,7% en juillet 2009. Le Luxembourg est ainsi un des rares États membres à réduire son déficit de transposition de façon systématique depuis juillet 2005. Un effort supplémentaire sera cependant nécessaire pour réduire le déficit de transposition à 1% et atteindre ainsi l'objectif identifié par le Conseil européen de mars 2007.

En ce qui concerne la qualité de transposition, la Commission estime que seules huit directives ont été incorrectement transposées, ce qui place le Luxembourg au 4^e rang en la matière.

Le nombre relativement peu élevé de procédures d'infraction adressées au Luxembourg est également une indication que la transposition luxembourgeoise est de qualité. Avec 33 procédures d'infraction à son compte au 1^{er} mai 2009, le Luxembourg se place au 13^e rang sur 27.

En ce qui concerne le nombre de directives connaissant un retard de transposition supérieur à deux ans, il est passé de 10 à 8. Le Luxembourg reste cependant en dernière place dans cette discipline. Mais le prochain tableau d'affichage devrait voir une amélioration significative du Luxembourg dans cette catégorie. En effet, un certain nombre de lois et/ou de règlements grand-ducaux viennent, ou sont sur le point, d'être publiés permettant au Luxembourg de réduire ce déficit à cinq directives.

Ces résultats témoignent donc d'une amélioration de la situation en matière de transposition. Néanmoins des efforts continus devront encore être accomplis afin de permettre au Luxembourg d'améliorer encore plus substantiellement ses résultats en matière de transposition.

Enfin, pour ce qui est du détail des directives non encore transposées et de celles faisant l'objet d'une procédure d'infraction, je réfère l'honorable Député au «Rapport à la Chambre des Députés sur l'état de transposition des directives européennes 2009» du Gouvernement, soumis à la Chambre des Députés et présenté à la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration de la Chambre des Députés le 11 mai 2009 et dont les détails n'ont pas changé de manière significative.

Question 0004 (16.7.2009) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant le **traitement du diabète à l'aide de l'insuline Glargine**:

Récemment, l'Agence européenne des Médicaments (EMA) a publié un communiqué de presse mentionnant quatre études concernant l'utilisation sur une longue période de l'insuline Glargine. Cette molécule est commercialisée par la so-

ciété Sanofi - Aventis sous les noms de Lantus® et Optisulin®. Ces médicaments sont utilisés pour le traitement du diabète et sont également prescrits à des adolescents.

Trois des quatre études citées dans le communiqué de l'EMA relèvent la possibilité d'un risque accru de cancers pour les patients traités avec les médicaments en question.

Dans ce contexte, je souhaite poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Monsieur le Ministre envisage-t-il, par application du principe de précaution, d'interdire l'usage des médicaments Lantus® et Optisulin® au Luxembourg?

Réponse (6.8.2009) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

L'honorable Parlementaire se réfère à un communiqué publié par l'Agence européenne des Médicaments (EMA) relatif à des études concernant l'utilisation sur une longue période de l'insuline Glargine.

Effectivement deux médicaments, Lantus® et Optisulin® (insuline Glargine) sont autorisés dans l'Union européenne depuis le 9 juin 2000. Ils sont disponibles uniquement sur prescription médicale et commercialisés dans les 27 pays de l'Union européenne.

L'EMA a été informée de la publication, en juin 2009, de quatre études sur le suivi rétrospectif de patients diabétiques dans la revue Diabetologia. Ces études suggèrent, pour deux d'entre elles, un possible lien entre la survenue de cancers et la prise d'analogues de l'insuline, en particulier d'insuline Glargine. À l'issue de l'analyse de ces études, l'EMA conclut que, compte tenu des biais méthodologiques identifiés, ces études ne permettent toutefois pas d'établir un lien entre la prise d'insuline glargine et l'augmentation du risque de cancer. Leurs résultats sont en outre contradictoires. Ainsi le profil de risque de ces médicaments n'est pas remis en cause, et l'EMA ne préconise aucune modification dans leurs conditions de prescription.

Question urgente 0006 (16.7.2009) de M. Eugène Berger (DP) concernant le progrès de la réforme de l'enseignement fondamental:

Il me revient qu'en date du 16 juillet 2009, divers groupes de travail se sont réunis dans le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle en vue de faire le point sur le progrès de la réforme de l'enseignement fondamental.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle me dire quelles ont été les conclusions de la réunion susmentionnée?

- Y a-t-il des éléments de la réforme de l'enseignement fondamental qui ne peuvent pas être transposés jusqu'à la rentrée sco-

laire en mi-septembre? Dans l'affirmative, de quels éléments s'agit-il? Dans quels délais peut-on s'attendre à la mise en place de la totalité des réformes?

Réponse (29.7.2009) de Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

La réunion dont il est fait mention dans la question n'était pas exclusivement réservée à faire le point sur l'avancement des travaux de la réforme de l'enseignement fondamental, mais le Ministère avait réuni l'ensemble des groupes de travail qui avaient œuvré sur l'implémentation de l'approche par compétences dans l'enseignement fondamental et dans l'enseignement secondaire et secondaire technique afin de faire le bilan des travaux.

Les collaborateurs du Ministère ainsi que des inspecteurs et des directeurs des lycées participaient également à cette réunion.

Les différents exposés ont permis de constater que tous les travaux ont été réalisés dans un cadre et une démarche communs.

Voici en résumé les résultats qui ont été présentés:

- en ce qui concerne l'enseignement fondamental les compétences ont été déterminées pour les socles et les niveaux avancés; le cadre conceptuel de l'évaluation pour les cycles 1 et 2 est disponible; le plan d'études a été adapté; les matériels didactiques pour le travail en classe dans une approche par compétences ont également été adaptés:

- en ce qui concerne l'enseignement secondaire et secondaire technique les socles de compétences ont été déterminés pour les classes de 6/8e en mathématiques, langues (allemand, français, anglais) sciences naturelles, éducation artistique et éducation sportive; un complément au bulletin fera état du niveau de compétences atteint par l'élève dans ces branches; les programmes des classes concernées ont été adaptés et le matériel didactique qui figure aux programmes tient compte des compétences à maîtriser.

La conclusion que les participants ont tirée de cette réunion est que l'implémentation de l'approche par compétences est en cours et cela de manière cohérente au niveau des différents ordres d'enseignement. Les concepts de modèles des compétences, de socles, de niveaux avancés et les réflexions quant à l'évaluation vont dans le même sens.

Tous les éléments de la réforme de l'enseignement fondamental concernant l'organisation de l'école, le personnel et la transhumance de l'enseignement vers l'approche par compétences sont en place pour la rentrée.

Je rappelle que la plupart des dispositions législatives n'entreront en vigueur qu'à ce moment. De ce fait, la mise en œuvre du contingent de leçons, c'est-à-dire du nombre de leçons dont une commune disposera pour établir son organisation scolaire pour l'année 2010/2011 ne se fera que dans les prochains mois.

Question 0008 (17.7.2009) de M. Jean Colombero (ADR) concernant la réserve de Tamiflu:

An deene leschten Deeg huet den Här Gesondheitsminister d'Press getraff, fir e Gespréich iwwert d'Gripp A-H1N1 ze féieren. Wéi d'Journalisten notéieren, huet de Minister vun «enger banaler Gripp» geschwat, mat Symptomer déi méi schwach si wéi déi vun enger normaler saisonaler Gripp.

Och d'Direction de la Santé kënnt zur Konklusioun, datt déi nei als Schwéngsgripp bezeechent Infektioun sech net anescht auswierkt wéi eng normal Gripp. Trotz dëse berouegende Bemierkungen huet Lëtzebuerg laut RTL «eng zolitt Reserv un Impfmittel bestellt», an enger Quantitéit, déi duergeet fir jiddwereen am Land ze impfen.

Duerfir géif ech gären dës Froen un den Här Gesondheitsminister riichten:

1. Wéi vill Dosen Impfstoff géint d'Gripp A-H1N1 goufe bestellt a fir wat fir e Präis?
2. Wat geschitt mat der Tamiflu-Reserv, déi fir d'Vullegripp ugeleucht ginn ass, wéi steet et do mam Verfallsdatum?
3. Gëtt nom Verfallsdatum d'Tamiflu-Reserv erneiert? Wa jo, wéi vill Dose ginn da bestellt a fir wat fir e Präis?

Réponse (6.8.2009) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé:

Esouwuel de Gesondheitsminister ewéi och d'Verrieder vun der Direktioun vun der Santé hu virun der Press gesot, all déi Fäll vun AH1N1 Gripp déi bis elo zu Lëtzebuerg opgetruede sinn, wieren zimlech liicht verlaf mat Symptomer, déi net méi schlëmm ware wéi déi vun enger normaler Gripp. Allerdéngs misst trotzdeem dës Gripp esou wéi hire weidere Velaf genee verfollegt ginn an et misst sech och op eng eventuell méi schlëmm Form virbereet ginn.

An dësem Kontext wëll ech dem éierewäerten Deputéierte Folgendes matdeelen:

1. Am Joer 2006 goufe scho 450.000 Dose pandemésche Vaccin bestellt, deen esoubal wéi méiglech no der offizieller Deklaratioun vun enger Pandemie vun der OMS geliwert soll ginn.

Weider Dose si momentan a Verhandlung.

Fir dës Verhandlungen net ze gefäerden, kann ech elo keng Informatiounen iwwert de Präis ginn.

2. Der Tamiflu-Reserv geet et gutt; den offizielle Verfallsdatum fir een Deel wier theoretisch Enn 2010, mä d'Peremptioun ass vun der EMA (Europäesch Agence fir d'Medikamenter) un Hand vu klinischen Etüden déi elo méi siwe Joer Recul hunn, elo op siwe Joer (anstatt wéi viru fënnf Joer) eropgesat ginn. Dëst betrëfft deenno och ons Tamiflu-Reserv där hiren aktuelle Verfallsdatum elo dann Enn 2012 ass.

3. D'Reserv gëtt also elo net erneiert well se nach mindestens dräi Joer gutt ass. Et ginn all Joer heiro och Tester gemaach, fir den Zoustand an d'Wirkung ze kontrolléieren.

2^e session extraordinaire

Question 0015 (31.7.2009) de M. Henri Kox (déi gréng) concernant les contributions financières attribuées par l'État aux communes dans le cadre du pacte logement:

La loi du 27 septembre 2008 sur la promotion de l'habitat a donné aux communes la possibilité de signer un pacte logement avec l'État. Vu que de nombreuses communes ont déjà signé ce pacte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quel est, à ce jour, le montant total des contributions financières qui a été payé aux communes signataires?

- Quelles sont les communes qui, entre 2003 et 2007, ont reçu ou recevront des paiements rétroactifs? Quels en sont les montants par commune et année?

- Quel est le montant des contributions financières versé à chaque commune signataire pour l'année 2008?

- Quel est le montant des contributions financières prévu pour 2009 et 2010?

- Quel est, à ce jour, le pourcentage des contributions payées aux communes dites prioritaires selon l'IVL?

Réponse (12.8.2009) de M. Marco Schank, Ministre du Logement:

Pour ce qui est de la question n°1, il y a lieu de noter qu'un montant de quelque 16,3 millions d'euros a été payé à la date de ce jour aux communes signataires dont la croissance de la population pour l'année 2003 (donc en faveur des communes ayant opté pour la rétroactivité) respectivement pour l'année 2007 est d'au moins 1%, et ayant respecté un seuil minimum de 30 habitants par an.

Pour ce qui est de la question n°2, le tableau annexé ci-après renseigne en détail sur les chiffres et montants demandés.

Concernant la question n°3, il y a lieu de distinguer entre trois types de communes:

a) les communes ayant opté pour la rétroactivité: pour celles-ci, la participation financière à charge du budget 2009 est connue, et se base sur le taux de croissance de l'année 2004 (voir tableau annexé);

b) les communes membres du SIGI: les chiffres relatifs au taux de croissance des populations respectives pour l'année 2008 n'ont pas encore été officiellement communiqués par le syndicat communal;

c) les communes non membres du SIGI: à ce jour, seule la Ville de Luxembourg a communiqué les chiffres de croissance de sa population pour l'année 2008 portant sur une participation financière imputable sur le budget 2009 de quelque 15,8 millions d'euros.

Pour ce qui est de la question n°4, il appartient de distinguer deux types de communes:

a) les communes ayant opté pour la rétroactivité: pour ces communes, la participation financière à charge du budget 2010 et 2011 est

connue et se base sur le taux de croissance des années 2005 et 2006 (voir tableau);

b) les autres communes: il est à l'heure actuelle impossible de déterminer le montant des contributions financières se rapportant aux années de référence 2009 et 2010, étant donné que les taux de croissance ne sont évidemment pas encore connus.

Pour ce qui est de la question n°5, le pourcentage des contributions payées aux communes dites prioritaires selon l'IVL s'élève à 50,7% du montant total des contributions financières payées jusqu'à présent, soit un montant absolu de quelque 8,3 millions d'euros.

(tableaux à consulter au Greffe de la Chambre des Députés)

Question 0019 (31.7.2009) de MM. Xavier Bettel et Claude Meisch (DP) concernant l'accueil d'anciens détenus du camp de Guantánamo au Luxembourg:

Lors de la récente entrevue avec son homologue américain la Secrétaire d'État Hillary Clinton, Monsieur le Ministre a réitéré l'intention du Gouvernement luxembourgeois d'accueillir des anciens détenus du camp de Guantánamo au Luxembourg.

Ainsi, nous souhaiterions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer les faits relatés ci-dessus?

- Dans l'affirmative, comment se fait-il que le communiqué officiel du Service Information et Presse du Gouvernement n'ait pas repris cette proposition à l'encontre de notre partenaire transatlantique?

- Étant donné que le Gouvernement luxembourgeois s'est proposé d'accueillir des anciens détenus du camp de Guantánamo, Monsieur le Ministre peut-il nous informer si le Gouvernement luxembourgeois s'est déjà mis d'accord sur un cadre dans lequel la prise en charge de ces anciens détenus se déroulera?

Réponse (6.8.2009) de M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:

Le Gouvernement luxembourgeois approuve totalement la décision du Président des États-Unis de fermer Guantánamo et a l'intention d'apporter un soutien approprié dans la mesure de ses possibilités.

Lors de ma visite à la Secrétaire d'État, Madame Clinton, à Washington, j'ai laissé entendre lors d'un point de presse au State Department que les autorités luxembourgeoises étaient disposées à participer financièrement à des programmes mis en place avec des partenaires de l'Union européenne en vue de faciliter l'accueil de détenus de Guantánamo dans des pays européens ou tiers. J'ai précisé que ces projets pouvaient viser notamment le logement ou la formation professionnelle des anciens détenus.

Par conséquent, il ne saurait y avoir aucune ambiguïté quant à ma déclaration.



Chambre
des Députés

L U X E M B O U R G

d'Chamber online op
www.chd.lu